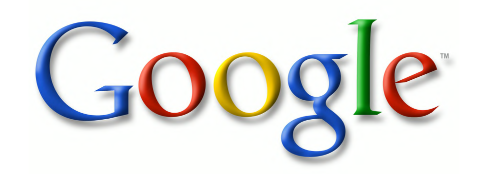
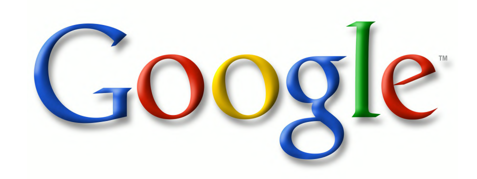
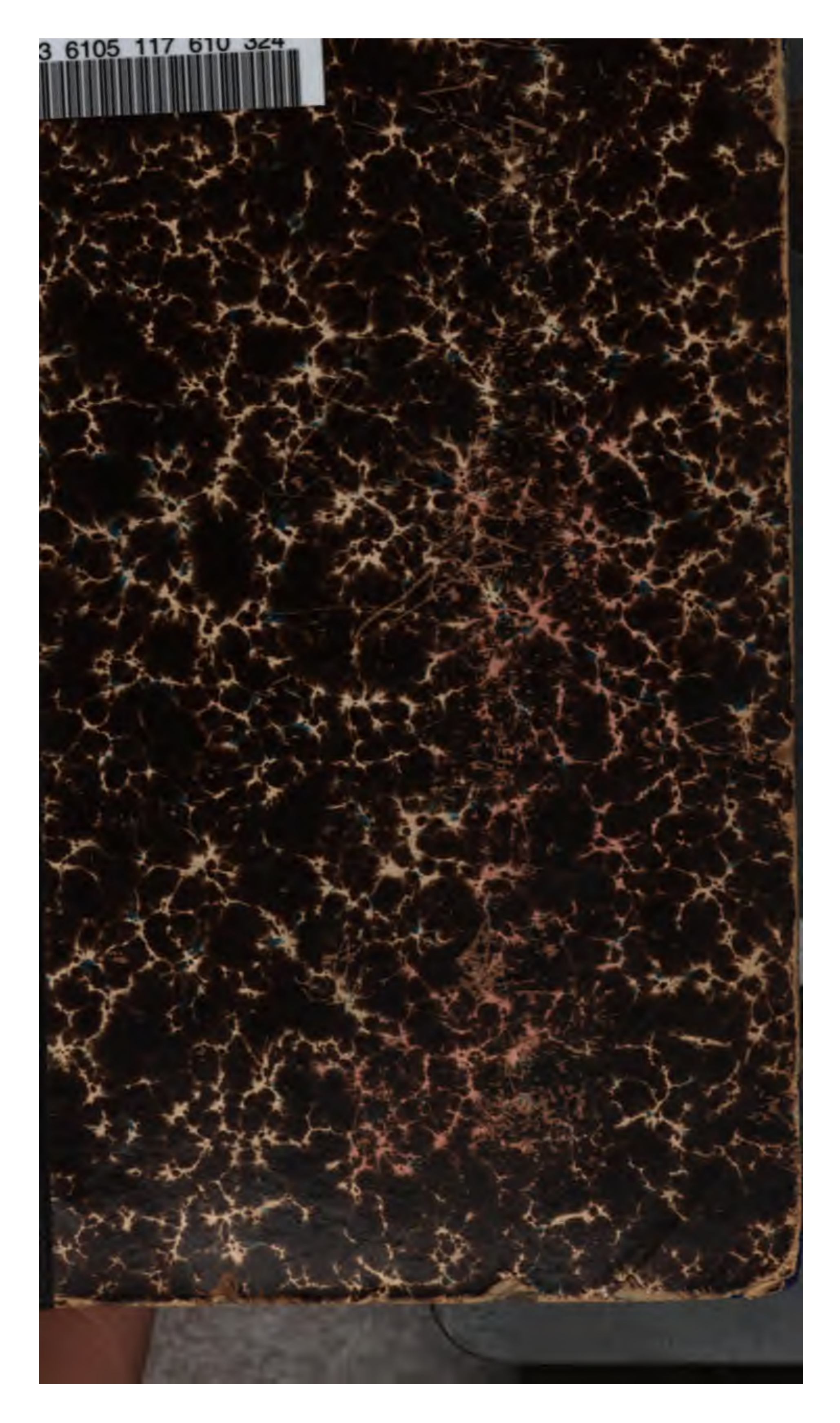





3 6105 117 610 324


STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES


BIBLIOTHEEK
1139-
2e REGEVT DARTIE

[redacted]

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

PARIS. — IMPRIMERIE R. CHAPELOT ET Cᵉ, 2, RUE CHRISTINE.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

Rédigée à l'État-Major de l'Armée

(Ancienne Revue militaire de l'Étranger)

XXXe ANNÉE

CINQUANTE-SEPTIÈME VOLUME

Janvier-Juin 1901

PARIS

R. CHAPELOT & Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

SUCCESSEURS DE L. BAUDOIN

30, Rue et Passage Dauphine, 30

—

1901

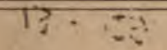
// REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 878 Janvier 1901

SOMMAIRE



LA

JOURNÉE DU 14 AOUT 1870

d'après CARDINAL von WIDDERN



Dans son ouvrage intitulé *Jours Critiques*, le colonel prussien Cardinal von Widdern a voulu faire ressortir les principes admis sans conteste dans l'armée allemande en 1870.

Son étude est avant tout psychologique; l'enchaînement des faits lui fournit seulement un canevas à l'aide duquel il peut suivre l'évolution de la pensée du chef, le développement des résolutions prises.

Widdern a choisi, comme cas concret, l'histoire des

Situation le 13 au soir.

L'ordre pour le 13 août prescrivait à la Ire armée de venir sur la Nied française, en occupant le front Pange-les-Etangs; à la IIe armée, de se porter le même jour sur la Seille et de s'emparer des points de passage de la Moselle, de Pont-à-Mousson à Marbache.

Le 13 au soir, après l'exécution de ces prescriptions, la Ire armée occupait les emplacements indiqués sur la carte ci-jointe : les quatre divisions des Ier et VIIe corps accolées sur la Nied française, le VIIIe corps en deuxième ligne sur la Nied allemande :

Le quartier général à Varize ; la 3e division de cavalerie avec son gros à Vry; la 1re à Pontoy et Mécleuves.

Les avant-postes s'établirent sur la ligne Retonfey-Laquenexy, à 5 ou 6 kilomètres des forts de Metz. Des hauteurs de Sainte-Barbe, comme d'un belvédère, on apercevait les camps de tentes des Français. D'après leur nombre et leur étendue, on pouvait estimer que de grosses fractions étaient sur la rive droite de la Moselle.

Une attaque contre la Ire armée allemande semblait donc possible, sinon probable, et cependant le général en chef envoyait, le 13 au soir, une brigade mixte du VIIIe corps tenter l'attaque brusquée de la place de Thionville.

L'opportunité de cette opération, qui d'ailleurs aboutit à un échec, n'a jamais été démontrée. Le moment était mal choisi pour former un aussi gros détachement, alors qu'on pouvait avoir à lutter contre des forces supérieures.

Ordres pour la journée du 14.

Le 14, à 1 heure du matin, le général von Steinmetz reçut du grand quartier général, la directive suivante, datée du 13, 9 heures du soir :

Observations sur l'insuffisance des ordres donnés par Steinmetz. — La conduite de Steinmetz paraît inexplicable.

Un officier général d'une aussi haute valeur devait s'apercevoir du premier coup d'œil que le dispositif de la Ire armée ne répondait pas aux intentions du généralissime :

1° Les avant-gardes du Ier corps aux Etangs et à Pont-à-Chaussy occupaient des emplacements trop rapprochés du gros des divisions. Elles ne furent pas poussées en avant, comme le désirait Moltke;

2° Les divisions de cavalerie étaient employées uniquement à des missions de sûreté, et pourtant le roi voulait qu'on les portât sur la rive gauche de la Moselle, pour couper les routes de Metz à Verdun.

On a prétendu, à ce sujet, que toutes les embarcations avaient été ramenées par les Français à Metz et Thionville; pourtant une patrouille a pu traverser la rivière près d'Olgy en utilisant une barque. Il n'était probablement pas impossible de faire passer tout au moins quelques fractions de la 3e division. Néanmoins il convient d'observer qu'en 1870 la cavalerie n'était pas exercée au passage des cours d'eau (1);

3° Le VIIIe corps, placé derrière l'aile droite, n'était pas dans des conditions favorables, soit pour contribuer à arrêter, par une attaque de flanc, une offensive des Français, dans la direction du sud, soit pour marcher, le 5, derrière la IIe armée, s'ils continuaient à battre en retraite vers l'ouest.

On eût évité des fatigues inutiles et gagné du temps

---

(1) Aujourd'hui, les divisions de cavalerie allemandes ne se trouveraient pas arrêtées par un obstacle comme la Moselle; elles sont, en effet, dotées d'un matériel léger (Faltboote) qui leur permettrait d'improviser très vite un moyen de passage.

en amenant ce corps d'armée à l'aile gauche ou, tout au moins, derrière le centre de la Ire armée, par exemple dans la région au sud de Frécourt.

Un ordre général d'opérations était indispensable, le 14, pour assurer la rectification du dispositif de la Ire armée, dans le sens qui vient d'être indiqué.

Mais, en outre, il eût été bon d'orienter les commandants de corps d'armée sur la situation d'ensemble. Si cette précaution est toujours utile et répond à des nécessités d'ordre général, il semble que, dans l'espèce, on ne pouvait la négliger sans courir de gros risques.

Le maréchal Bazaine pouvait, en effet, se porter à l'attaque de la IIe armée et, dès lors, il fallait savoir si l'on tiendrait en avant ou en arrière de la Nied.

Il pouvait encore se jeter vers le sud, dans le flanc de la IIe armée. Dans ce cas il fallait brusquer l'attaque pour arrêter cette offensive. Tous les corps devaient donc rester sur le qui-vive, prêts à donner au premier signal; les avant-gardes, en particulier, étaient tenues de se montrer particulièrement en éveil.

De fait, les commandants des Ier et VIIe corps, mal renseignés par leur chef, détachaient seulement des patrouilles de sûreté en avant du front.

Ils reconnaissaient, il est vrai, une position éventuelle de résistance; mais, envisageant la situation à des points de vue différents, ils établissaient leurs troupes l'un en avant, l'autre en arrière de la Nied.

Une simple instruction de Steinmetz eût fait cesser toutes ces divergences d'appréciation. Le général ne crut pas utile de la dicter. L'étude de son caractère nous fera comprendre les motifs directeurs de sa conduite.

Steinmetz, né le 27 décembre 1796, était encore actif et vigoureux malgré son grand âge.

En 1866, ce vieux soldat des guerres de l'*Indépendance* s'était fait remarquer par son indomptable énergie et son esprit d'entreprise dans des circonstances diffi-

ciles. Depuis cette époque, toute l'armée l'avait surnommé « le lion de Nachod ».

Dur pour lui-même, infatigable, il apportait une certaine rudesse dans le commandement et son extrême susceptibilité, née d'un grand orgueil, rendait les frottements inévitables dans ses rapports avec ses subordonnés, ses camarades et même ses supérieurs (1).

Steinmetz était un de ces chefs comme il en existera toujours, jaloux de leur autorité, convaincus de leur propre valeur, mais pleins de méfiance vis-à-vis de leurs subordonnés, qu'ils entendent guider pas à pas.

L'exemple ci-après donnera la note exacte de sa méthode de commandement.

C'était après la bataille de Sadowa. Il s'agissait de poursuivre vigoureusement les Autrichiens en déroute; une division de cavalerie était mise pour cet objet à la disposition du Ve corps, que commandait Steinmetz.

Loin de lui laisser carte blanche, Steinmetz la maintint à quelques kilomètres de l'infanterie. Certain jour, il traça son itinéraire point par point, fixant la localité qu'elle devait atteindre avant la soupe et celle où elle devait coucher dans la soirée. Les résultats de la poursuite furent à peu près nuls et on le conçoit aisément si l'on se rappelle l'axiome « Force contrariée, force détruite ».

Cet exemple montre quelle dut être, le 14, la pensée du commandant de la Ire armée. Le général se réservait sans doute le soin de dicter des ordres au fur et à mesure des événements.

Mauvais emplacement du quartier général.

Quand un chef entend tout faire par lui-même, il doit au moins porter son quartier général en avant pour être

(1) Voir, à ce sujet, dans la correspondance de Moltke, les difficultés qui s'élevèrent au début de la campagne.

en état de parer aux éventualités qui peuvent survenir.

C'était la méthode de Napoléon. Or, le 14, le quartier général de la Ire armée était à Varize, en arrière de l'aile droite et à 18 kilomètres du VIIe corps. L'état-major de l'armée ne détachait pas d'officiers de liaison auprès des corps d'armée.

Steinmetz ne jugeait même pas à propos d'envoyer auprès des commandants des corps d'armée des officiers de son état-major en agents de liaison, précaution élémentaire qui aurait pu, dans une certaine mesure, servir de correctif au choix défectueux de l'emplacement du quartier général.

En résumé :

I. — Le dispositif de la Ire armée ne lui permettait pas de remplir aisément sa mission.

II. — Les corps de première ligne étaient au contact immédiat de l'ennemi, sans indication d'aucune sorte sur la conduite à tenir.

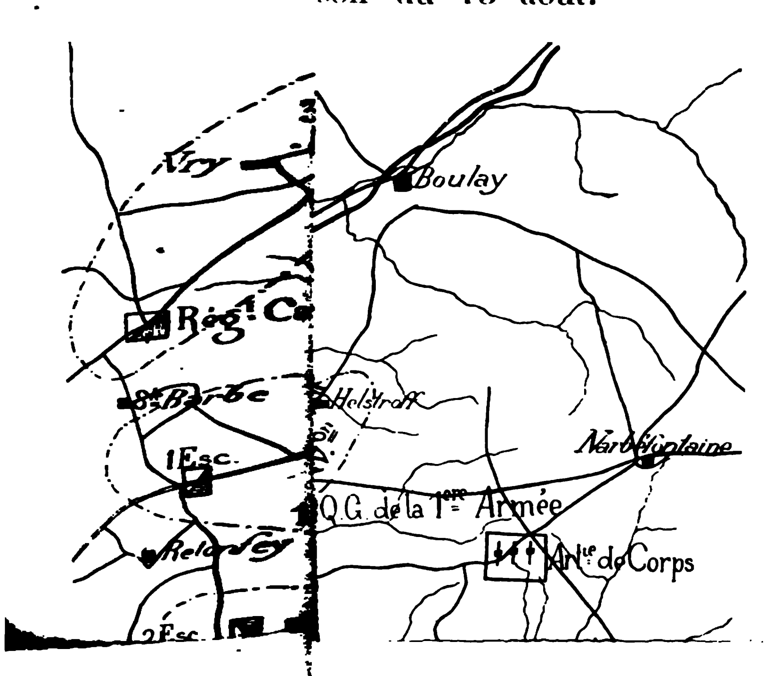
III. — L'éloignement du quartier général de l'armée rendait à peu près impossible toute intervention du général en chef. On comprend dans ces conditions que l'initiative plus ou moins justifiée d'un général de brigade ait pu entraîner une bataille d'ensemble, à l'insu et contre le gré du commandant de l'armée.

II. — LA BATAILLE.

Renseignements recueillis dans la matinée du 14.

La nuit du 13 au 14 et la matinée du 14 se passèrent sans incident ; mais, entre 11 heures du matin et 3 heures du soir, des renseignements précis parvinrent aux états-majors des divisions de première ligne. Les Français avaient abandonné Laquenexy, Coincy, Lauvallier, Vantoux. Les camps signalés la veille étaient peu à peu levés. Des troupes de toutes armes se mettaient en marche dans la direction de Metz, etc.

EM soir du 13 août.





Toutes les nouvelles se recoupaient avec une exactitude parfaite. A l'avant-garde du VII[e] corps, on ne pouvait plus garder aucun doute sur les mouvements de retraite de l'ennemi, qui abandonnait ostensiblement ses positions de la veille.

Le combat du VII[e] corps. — Causes de l'offensive du général von der Goltz. — « En présence de cette situa-« tion, le général von der Goltz (commandant cette « avant-garde) croyait devoir agir sur l'heure. Il lui « semblait conforme aux règles générales de la guerre, « comme aux nécessités de la situation présente, d'en-« rayer le mouvement de retraite de l'adversaire. Le « général von der Goltz prit en conséquence la résolu-« tion d'attaquer et fit rompre, à 3 h. 1/2, le bivouac de « Laquenexy. »

Tel est le récit de la relation historique du Grand État-Major. Il laisse supposer que von der Goltz était parfaitement orienté sur la mission des I[re] et II[e] armées.

Pour ceux qui ont fait la guerre dans un état-major, il est hors de doute que, dans la succession rapide des événements, un général de brigade n'aura presque jamais de données assez nettes sur la situation générale pour saisir, avec cette facilité, la pensée du généralissime. Nous savons, d'autre part, que le commandant de la I[re] armée n'avait pas cru devoir adresser la moindre instruction à ses subordonnés.

Il serait intéressant de connaître les raisons véritables qui ont décidé von der Goltz à prendre l'offensive. Dans ses notes personnelles, ce général n'a pas abordé la question directement, mais il nous a fait part des visites qu'il reçut dans la matinée du 14 :

« Le général von Hartmann, commandant la 1[re] divi-« sion de cavalerie, vint à moi, et nous parlâmes de la « situation présente. »

Les indications reçues par le commandant de la 1[re] di-

vision de cavalerie, et relatives aux mouvements de la IIe armée, furent sans doute communiqués au général von der Goltz au cours de cette entrevue.

Elles furent complétées, quelques heures plus tard, par le colonel von Alvensleben, commandant le 15e ulans (6e division de cavalerie, IIe armée), dont le régiment devait assurer la liaison des deux armées aux environs d'Orny.

Ce colonel s'était joint à l'une de ses reconnaissances. Il rencontra le général von der Goltz un peu avant 3 heures et eut avec lui un entretien assez long.

A la suite de cette rencontre, le commandant de l'avant-garde du VIIe corps fut sans doute définitivement fixé sur la mission dévolue à la IIe armée, et nous pouvons maintenant admettre que des considérations stratégiques n'ont pas été étrangères à sa détermination.

Mais il en est d'autres non moins importantes, sur lesquelles le colonel Cardinal von Widdern ne s'appesantit pas assez, et qui durent exercer sur l'esprit de von der Goltz une sérieuse influence.

A Spicheren, cet officier général commandait déjà l'avant-garde de sa division qui marchait contre le flanc de la ligne française. Son intervention pouvait amener un résultat décisif, mais des circonstances défavorables et un ordre venu d'en haut l'arrêtèrent dans son offensive. Ce souvenir le hantait. Il brûlait de prendre sa revanche à la première occasion. Qu'on juge de son émotion, lorsque, vers 1 heure de l'après-midi, un officier de réserve du Ier corps vint lui annoncer un mouvement en avant de la 1re division.

En fait, cette nouvelle était le résultat d'une fausse transmission. Qu'importe ! Goltz fait donner l'alarme à ses troupes et, vers 1 h. 3/4, adresse au commandant du VIIe corps le compte rendu suivant :

« Le Ier corps d'armée va attaquer. Je tiens les troupes « de l'avant-garde prêtes au combat. »

On a cette impression que le général éprouvait un vif désir d'en venir aux mains, qu'il craignait d'être en retard comme à Spicheren. Pourtant, il hésite encore; employé jadis à l'état-major de Steinmetz, il connaît le caractère du général en chef. C'est une bien grosse responsabilité à encourir, un conflit à risquer. Mais les nouvelles de la retraite de l'ennemi se confirment; elles sont rapportées par les officiers qu'il a envoyés en reconnaissance. « C'était pour moi, écrit-il, le moment d'agir. » Tout bien pesé, il va oser.

Pourtant, jusqu'à la fin, il conserve des doutes. « A « votre avis, demande-t-il au colonel von Alvensleben, « mon attaque est-elle justifiée ? » Plus tard, lorsqu'il croise le lieutenant-colonel von Brandenstein, du Grand État-Major, il laisse échapper cette phrase, où perce bien son état d'âme : « Je ne pouvais pourtant pas laisser « l'ennemi se retirer tranquillement ».

Enfin, le lendemain, pendant la visite du roi sur le champ de bataille, il demande au colonel von Verdy du Vernois ce qu'on pense de lui en haut lieu et respire enfin lorsqu'on lui a donné l'assurance que son offensive est approuvée par le roi et par Moltke.

But tactique poursuivi par von der Goltz.

En résumé, poussé par l'idée de faciliter la mission de la IIe armée, obéissant sans doute aussi à certaines préoccupations personnelles, le commandant de l'avant-garde du VIIe corps prit, en toute indépendance, la résolution de marcher contre les Français. Son initiative entraîna ensuite l'entrée en ligne des Ier et VIIe corps, de fractions du IXe corps et par suite une bataille générale.

Von der Goltz ne songeait pourtant pas à rejeter les Français jusqu'à la ligne des forts. Son but tactique, beaucoup plus modeste, consistait à les déloger du ravin

de Colombey, pour installer du canon à l'est de cette coupure et gêner ainsi leur retraite.

Comme une rencontre était inévitable, von der Goltz demanda l'appui des troupes voisines; il écrivit au commandant de la 1re division de cavalerie et dépêcha des officiers auprès des chefs de la 13e et de la 14e division ainsi que du général von Manteuffel, commandant le Ier corps d'armée.

Plein de confiance en l'esprit de camaraderie qui régnait dans l'armée prussienne, von der Goltz porta ses troupes en avant à 3 h. 1/2. Il disposait de deux régiments d'infanterie (26e brigade), d'un bataillon de chasseurs, de deux batteries et de trois escadrons.

Une description du combat allongerait inutilement cette analyse. Disons seulement qu'à 5 heures, les tirailleurs de la 26e brigade, maîtres de Colombey et de La Planchette, se heurtaient sur l'autre versant du ravin à une résistance toujours croissante.

Le commandant du VIIe corps prend le commandement. Arrivée des renforts.

Mais déjà, à 5 h. 1/4, lorsque le général von Zastrow, commandant du VIIe corps d'armée, prit le commandement, les secours arrivaient de toutes parts. D'elles-mêmes les 13e et 14e divisions (la 25e brigade et 2 batteries) s'étaient mises en mouvement et le canon du Ier corps d'armée se faisait entendre dans la direction de Montoy.

Le commandant du VIIe corps n'approuvait pas la résolution de son subordonné; mais, en présence du fait accompli, toute récrimination était inutile et Zastrow cherchait seulement à diriger le combat. Les troupes avancèrent d'ailleurs lentement, en subissant de grosses pertes. A la tombée de la nuit, l'aile droite ne pouvait déboucher au delà du chemin de Colombey à Bellecroix; l'aile gauche réussissait à pénétrer dans Grigy et le bois de Borny.

Entre temps, Zastrow reçut du commandant de l'armée l'ordre de rompre le combat et de reprendre les emplacements du matin (7 heures du soir). Il en ressentit une vive contrariété ; un mouvement de retraite présentait en effet de gros inconvénients au point de vue matériel comme au point de vue moral, si l'on tentait de l'effectuer sous le feu de plus en plus nourri des troupes françaises.

Le général commandant le VIIe corps répondit à son chef par la note suivante :

« Dans l'état actuel, il est impossible de rompre le « combat sans s'exposer à subir des pertes sérieuses. — « Dès que la chose sera possible, et en particulier lorsque « le relèvement des blessés sera terminé, on essayera « d'exécuter l'ordre reçu. »

En même temps il prescrivait à ses troupes de s'installer sur les positions conquises.

Cette disposition, communiquée avant la fin du jour, alors que la lutte n'avait point encore cessé, pouvait sembler prématurée, mais Zastrow voulait faire connaître à ses subordonnés sa ferme volonté de maintenir quant même les troupes sur le champ de bataille. Le général n'oubliait pas la journée de Spicheren, où la 13e division en marche vers Forbach s'était arrêtée, sur l'invitation d'un officier envoyé directement par Steinmetz. Sa conduite en cette circonstance peut faire l'objet d'appréciations divergentes. Nous verrons même plus loin qu'il aggrava encore son cas dans la soirée. Mais on ne peut qu'admirer la résolution virile avec laquelle il sut endosser la responsabilité d'une affaire qu'il n'avait point engagée. Cet esprit d'initiative et de camaraderie d'armes, nous allons le retrouver en étudiant le combat du Ier corps.

(*A suivre.*) (146)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE

Le mouvement d'expansion russe en Asie a commencé par la Sibérie et s'y est produit d'une façon pacifique en général. Les événements actuels ont forcé la Russie à abandonner momentanément son procédé habituel, mais elle affirme bien haut son intention de le reprendre le plus tôt possible. La vaste étendue de la frontière russo-chinoise l'incite à vivre en bonne intelligence avec le gouvernement de la Chine, et l'expérience du passé lui apprend qu'elle peut plus obtenir de ce dernier par une habile politique que par des guerres ordinairement longues et coûteuses.

Pour permettre de se rendre compte de ses intérêts en Extrême Orient et avant d'examiner les opérations de ses troupes en Mandchourie, il a paru utile de jeter un coup d'œil rapide sur la situation actuelle de la Sibérie et des provinces de l'Amour, de l'Oussouri et Maritime.

Il n'y a pas bien longtemps, une trentaine d'années au plus, on ne se figurait la Sibérie que comme un pays tout à fait ingrat, où ne vivaient, en dehors de misérables populations indigènes, que les déportés et quelques chasseurs de fourrures. Son climat n'offrait à l'imagination que la gelée, la neige perpétuelle et des froids à peine supportables pour les Européens. La construction du Transsibérien, les nombreuses découvertes de mines faites dans le pays, ont appelé l'attention de ce côté. Les publications parues en Russie et à l'étranger (1)

(1) Les principales publications consultées pour cette étude sont :

depuis quelques années nous présentent la Sibérie sous un aspect tout autre que celui auquel nous étions habitués, et ce n'est pas sans un certain étonnement que l'on voit un avenir relativement brillant s'ouvrir devant cette contrée.

Pour permettre de se rendre compte de ce qu'elle est actuellement et de ce qu'elle peut devenir, il y a lieu de rappeler brièvement sa conquête par les Russes. On l'étudiera ensuite aux points de vue géographique, ethnographique, agricole, industriel et commercial. Puis, après avoir examiné la construction du Transsibérien, on tentera de faire ressortir quelle est l'importance de la Sibérie pour l'Empire russe et quel profit celui-ci peut tirer de l'immense voie ferrée dont il n'a pas encore terminé complètement les travaux. Enfin, on donnera un aperçu des forces militaires que le gouvernement russe entretenait au mois de mai dernier pour la défense de ce territoire.

I. — Conquête de la Sibérie.

La conquête de la Sibérie commença au XVI[e] siècle et fut bien plutôt une expansion pacifique qu'une conquête à main armée. A peine dégagée du joug des Tartares, qui avait pesé sur elle pendant plus de trois cents ans, la Russie, victorieuse de ses anciens maîtres, s'annexa les royaumes tartares de Kazan et d'Astrakhan et recula ses frontières jusque dans le voisinage des monts et du fleuve Oural. En 1558, le tzar Ivan le Terrible accorda aux Strogonov, famille de riches industriels et marchands, la concession de vastes terres

---

La Rénovation de l'Asie, par Pierre Leroy-Beaulieu ; *Uber die Ziele Russlands in Asien*, du capitaine Schön, de l'état-major autrichien ; *Le Guide sur le Transsibérien*, édité par le ministère russe des voies de communication, et divers ouvrages et articles publiés en Russie.

dans le bassin de la Kama, avec le droit de rendre la justice et de lever des troupes pour défendre le pays contre les tribus barbares. Cette famille organisa alors une sorte de compagnie à charte, analogue aux diverses compagnies des Indes ou à celles, plus récentes, de l'Afrique du Sud et du Niger, qui commença la conquête de la Sibérie.

Les Strogonov, une fois établis sur la Kama, éprouvèrent le besoin de s'étendre aux dépens de leurs voisins tartares de l'Est. En 1581, Yermak Timofeïev, un chef de Cosaques pillards qu'ils avaient pris à leur solde, s'emparait, avec 400 hommes, de Sibir, la capitale du principal khan tartare de la Sibérie occidentale, Kouchoum et, en 1587, Tobolsk commençait à s'élever sur les ruines de cette ville.

Une fois les tribus tartares de l'Ouest refoulées vers les steppes du Sud, les Cosaques ne rencontrèrent presque plus de résistance de la part des pauvres peuplades de chasseurs ou de pêcheurs qui erraient dans les forêts ou sur le bord des fleuves. Il y eut bien quelques combats avec les Bouriates des bords de l'Angara, les Koriaks et d'autres, mais on peut dire, en général, que la domination russe s'étendit de proche en proche, portée par les chercheurs de fourrures plus que par les soldats. Les Cosaques élevaient aux confluents des rivières, aux défilés, des *ostrogs*, réduits entourés de palissades, qui étaient imprenables pour des sauvages armés de flèches et qui formèrent le noyau des principaux centres de population actuels.

En 1636, les aventuriers russes atteignaient les bouches de l'Iénisséi ; en 1637, celles de la Léna et, en 1639, ils arrivèrent aux bords de la mer d'Okhotsk. En cinquante ans, tout le continent asiatique avait été traversé : il n'y a pas d'autre exemple d'une conquête aussi étendue, faite en un temps aussi court, par aussi peu d'hommes, agissant de leur propre initiative, sans chefs et sans

ordres. Il faut dire toutefois que les indigènes étaient très clairsemés sur tous les territoires parcourus.

En 1648, les cosaques Alexéiev et Dezniev doublaient l'extrémité orientale de l'Asie et atteignaient le Kamtchatka. En 1651, l'ataman Khabarov s'établissait sur l'Amour, que d'autres avaient déjà descendu en 1643. Mais là les Russes se trouvèrent en face des Mandchoux, qui venaient de conquérir la Chine et, malgré les deux sièges héroïques soutenus par la forteresse d'Albazine (1), ils durent abandonner, en vertu du traité de Nertchinsk (27 août 1689), tout le bassin moyen et inférieur de l'Amour. En 1727, un nouveau traité confirmait cet abandon.

Durant le XVIIIe siècle et la première moitié du XIXe, la Russie a les yeux fixés vers l'Europe et semble se préoccuper assez peu de ses possessions asiatiques, où elle se contente d'envoyer ses déportés et, de temps en temps, quelques expéditions scientifiques. Toutefois il se produit, malgré les obstacles apportés par le gouvernement ou par le servage, une certaine émigration des paysans russes dans la Sibérie et, en 1851, on évalue le nombre de ses habitants à 2,400,000. A la même époque, le Canada, d'un cinquième seulement moins étendu, ne compte que 1,800,000 âmes.

C'est le moment d'ailleurs où les Russes, tournant la région interdite par les traités, vont s'établir sur les

(1) Les Russes, pris à Albazine, furent conduits à Pékin, où ils formèrent une colonie indépendante qui existe encore actuellement et constitue la « Bannière russe ». Ils sont au nombre de 200 environ et sont devenus tout à fait chinois, bien qu'ils aient conservé la religion orthodoxe, grâce à une mission religieuse qui fut fondée dans la capitale chinoise par Pierre le Grand. La légende des Russes combattant avec les Chinois à Pa-li-kao doit être attribuée à la présence, dans les camps de nos ennemis, de ce petit groupe de soldats, les seuls qui, d'ailleurs, se comportèrent convenablement au cours de l'engagement.

côtes. En 1851, Mouraviev Amourski décrète la fondation du comptoir de Nicolaïevsk, près de l'embouchure de l'Amour; puis il établit ceux de Mariinsk et d'Alexandrovsk (1853). En 1854, devant l'impossibilité de ravitailler par mer les établissements de la côte du Pacifique, Mouraviev demande aux mandarins locaux l'autorisation de faire descendre ses convois par l'Amour. Comme il ne reçoit qu'une réponse évasive, il organise une petite expédition militaire qui, partant de la Transbaïkalie, parvient sans encombre à l'embouchure du fleuve. Le succès de l'entreprise décida les Russes à tenter de nouveau la même aventure et, l'année suivante, ils fondaient de nombreux établissements sur la rive gauche de l'Amour.

Les Chinois s'émurent de ces empiétements, mais le gouvernement de Pékin, qui devait en ce moment faire face à la révolte des Taïpings, ne voulut pas se mettre un nouvel ennemi sur les bras et, en 1858, il signait le traité d'Aïgoun qui consacrait définitivement la prise de possession par les Russes de la rive gauche de l'Amour. Ce traité laissait en même temps aux deux empires, russe et chinois, la possession en commun des territoires situés entre l'Oussouri et la mer.

Cette communauté ne devait pas être de longue durée. En 1860, le général Ignatiev, ministre de Russie à la cour de Pékin, profitait de la situation désespérée du gouvernement chinois, aux prises alors avec l'expédition franco-anglaise et avec la rébellion des Taïpings, pour obtenir de l'empereur la cession de toute la côte orientale de la Mandchourie, jusqu'à la frontière de Corée. La « province Maritime » était ainsi constituée et on jetait les premières assises du port de Vladivostok (le Dominateur de l'Orient).

C'est à partir de ce moment que l'œuvre russe progresse avec rapidité dans l'Asie du Nord; le gouvernement n'hésite pas à dépenser des sommes considérables

pour attirer les immigrants et mettre en exploitation les richesses du pays.

Avant d'examiner les résultats déjà obtenus, nous allons jeter un coup d'œil sur les conditions géographiques et climatériques de l'Asie septentrionale, afin de nous rendre compte du développement qu'elle est susceptible d'atteindre.

II. — Aperçu géographique et climatérique de l'Asie russe du Nord.

La Sibérie présente un plan régulièrement incliné du sud-est au nord-ouest. Le faîte de séparation entre les eaux de l'océan Glacial et celles des bassins de la Mongolie et de l'océan Pacifique est constitué par les monts Célestes, le Tarbagataï, l'Altaï, les montagnes de Sayan, celles qui dominent le bassin du Baïkal et les chaînes des Yablonovoï et des Stanovoï.

Cette chaîne présente quelques brèches, dont les principales sont : au nord des monts Célestes, la haute vallée de l'Ili, ancien détroit maritime qui ouvre la porte de la Dzoungarie ; la haute vallée de l'Irtych, entre le Tarbagataï et l'Altaï, qui mène chez les Mongols. D'autres passages existent entre l'Altaï et les monts Sayan, puis, vers les sources de l'Iénisséi et de ses affluents occidentaux, de hautes terres (2,000 à 3,000 mètres) forment la chaîne-bordière des plateaux de la Mongolie et chaque rivière y offre un chemin facile de Sibérie en Chine.

La Transbaïkalie, séparée de la Sibérie occidentale par le lac Baïkal, est un plateau montueux, formé par les contreforts des Yablonovoï, dont la chaîne principale partage le pays en deux moitiés. On peut atteindre de ce plateau, presque sans monter, les cols de 1000 à 1200 mètres, qui font passer du bassin de la Selenga dans le bassin de l'Amour. Au nord-est, dans les Yablonovoï et les Stanovoï, les crêtes vont en s'abaissant ; le faîte est constitué par des terrains marécageux, à pentes

indécises. Sur les bords de la mer d'Okhotsk, la région est montueuse et accidentée, avec des altitudes plus considérables.

Le bassin de l'Amour et de ses affluents est, dans son ensemble, le prolongement du plateau de la Mongolie, massif de hautes terres qui se dirige vers le nord en s'amincissant et s'abaisse du côté de l'océan Pacifique par une série de degrés, sur lesquels s'alignent les chaînes presque parallèles du Grand-Khingan, du Petit-Khingan et celle qui longe le littoral au nord de la Corée.

Les fleuves sibériens, l'Obi, l'Iénisséi, la Léna, sont au premier rang des cours d'eau par l'étendue de leurs bassins et par la masse liquide qu'ils déversent dans l'océan Glacial. Il tombe peu d'eau en Sibérie, environ 20 centimètres par an, mais elle doit s'écouler tout entière à la partie supérieure ; la terre, déjà glacée à la profondeur de quelques décimètres, ne la laisse pas suinter. Sous les latitudes septentrionales, du 72° au 75°, les embouchures des fleuves ne sont ouvertes que pendant une durée de 60 à 100 jours, de la fin de juillet au milieu de septembre.

La côte nord de la Sibérie est un ancien fond de mer s'élevant d'un mouvement insensible au-dessus de l'océan Glacial. On suit des lignes de rivages à plus de 200 kilomètres de la mer et de 100 mètres d'altitude.

La Sibérie a un climat beaucoup plus continental que les pays européens situés aux mêmes latitudes. C'est sa rigueur qui rend la plus grande partie du pays impropre à la culture. Les températures moyennes de l'année, et surtout celles de l'hiver, sont très basses. A Verkhoïansk, l'un des pôles du froid de notre hémisphère, la température moyenne de l'année est de — 17°, celle de l'hiver, — 48° ; la température la plus basse observée en cet endroit a été — 68°. A Tomsk, la température moyenne est de — 0°,3 ; à Irkoutsk, de + 0°,1.

Mais ce qu'il faut considérer au point de vue de la culture, c'est la température moyenne de la période de végétation, c'est-à-dire de mai à septembre. La Sibérie, sous ce rapport, se trouve dans des conditions assez favorables. Ainsi, à Minousinsks (53 degrés de latitude nord), la température moyenne de juillet est la même qu'à Vienne. A Yakoutsk et, en général, entre les 60e et 63e parallèles, la température moyenne de la période de végétation est d'environ 5°, c'est-à-dire plus haute que dans le nord de l'Écosse. Cela n'a rien d'étonnant, d'ailleurs, si l'on pense qu'en ces latitudes, le soleil, à la fin de juin, reste vingt heures au-dessus de l'horizon ; c'est là ce qui rend la croissance plus rapide. Ainsi, tandis que, dans le nord de la France, le blé de printemps exige 137 jours pour mûrir, en Sibérie, il n'en demande que 107. L'avoine n'a besoin que de 96 jours pour arriver à maturité complète ; semée à la fin de mai, elle peut être récoltée au commencement de septembre.

La durée de la période exempte de froids est, en moyenne, de 97 jours dans la province d'Irkoutsk et de 107 dans celle d'Iénisséi. Les froids des premières nuits de cette période n'endommagent pas les jeunes semences ; ils ne causent de tort qu'aux fruits hâtifs. Par suite, la culture des céréales est possible tout le long de la frontière sud de la Sibérie et de l'Amour. La limite septentrionale de la zone cultivable est voisine, à l'ouest, du 60e degré de latitude, tandis qu'à l'est, sur les bords du Pacifique, elle s'abaisse jusqu'au 53e. Cette zone comprend, par suite, une bande de terre de 5,000 à 6,000 kilomètres de longueur avec 400 à 500 kilomètres de largeur.

Sur les 12,435,000 kilomètres carrés que comprennent les possessions russes de l'Asie du Nord, on peut évaluer à 1,200,000 kilomètres carrés la superficie de la zone actuellement cultivable.

Au nord de cette zone s'étend la Taïga ou forêt silencieuse, manquant de gazon, par conséquent, d'insectes et d'oiseaux, où la température moyenne est inférieure à 0°; celle de la période de végétation y varie entre 11° (Ienisseisk) et 13° (Nertchinsk); la saison des fortes gelées y dure environ sept mois. Cette zone renferme une réserve immense de bois, principalement des pins, des sapins, des bouleaux, des mélèzes, et abonde en animaux, tels que renards bleus, zibelines, castors, etc. Elle n'est guère exploitée que par les chasseurs de fourrures; le bois, par suite de la longueur des transports et du petit nombre des habitants, croît et dépérit sur place. Le sous-sol restant à peu près partout éternellement gelé, l'agriculture n'est possible que dans quelques endroits particulièrement bien exposés et exige beaucoup de soins. Si l'on parvient à empêcher la dévastation barbare des forêts sibériennes, elles pourront, au siècle prochain, devenir le principal centre d'approvisionnement du monde entier. En outre, on trouve des gisements aurifères très importants près de l'Iénisséi et surtout dans le bassin de l'Olekma, tributaire de la Léna, où ils sont, dès aujourd'hui, fructueusement exploités; il est probable que les 6 millions de kilomètres carrés, couverts aujourd'hui de forêts et de marécages, feront vivre un jour un nombre d'habitants beaucoup plus considérable que les 700,000 hommes, moitié russes, moitié indigènes qui y habitent actuellement.

La limite septentrionale de cette zone commence là où le sol, fortement glacé pendant l'hiver, n'a pas le temps de dégeler durant la courte période de l'été, malgré sa chaleur relative; ainsi, par exemple, à Bérézov, la couche supérieure du terrain ne dégèle que sur 0m,50 à 0m,75; la couche inférieure reste éternellement glacée. Le bois ne s'y rencontre qu'à l'état de tige ligneuse rampant sur le sol, dans laquelle le botaniste seul peut reconnaître les caractères du mélèze. Cette limite entre

en Sibérie vers le 63e degré de latitude, s'élève un peu vers le nord, dans le district de Vilouisk, passe à environ 2 degrés au nord d'Yakoutsk, et va s'abaissant graduellement jusqu'à la mer d'Okhotsk, qu'elle atteint vers le 56e degré. La moitié du Kamtchatka appartient à la zone des forêts.

Plus au nord, c'est la zone des Toundras, dont le sol ne dégèle à la surface que pendant les trois mois d'été et ne peut donner aucune nourriture à la végétation. Les 4 millions de kilomètres carrés appartenant à cette zone ne sont habités que par 60,000 à 80,000 indigènes : Samoyèdes, Ostiaks, Tchouktches, Lamoutes et autres misérables tribus, au milieu desquelles vivent de très rares fonctionnaires et de plus nombreux exilés russes. Le renne sert à leur nourriture, à leur habillement et à leurs transports; ils ont encore un autre animal domestique, le robuste chien polaire, avec lequel ils attellent leurs traîneaux. Ce n'est que par des richesses minérales, dont on ne sait rien aujourd'hui, que cette contrée pourrait acquérir une importance économique quelconque. Actuellement, ces 4 millions de kilomètres carrés n'ajoutent rien à la valeur de l'Asie russe.

Au point de vue géographique, la Sibérie peut être divisée en : *Sibérie occidentale*, comprenant les provinces de Tobolsk et de Tomsk, avec les territoires des steppes d'Akmolinsk et de Sémipalatinsk;

Sibérie centrale, composée des provinces de l'Iénisséi et d'Irkoutsk;

Sibérie orientale, à laquelle appartiennent le territoire d'Yakoutsk et la contrée de l'Amour, subdivisée elle-même en territoires du Transbaïkal, de l'Amour, Maritime et île de Sakhaline.

La *Sibérie occidentale* occupe une grande étendue de plaines qui correspondent au bassin des deux grands cours d'eau : l'Obi et l'Irtych; elle n'offre de

mouvements un peu considérables que dans sa partie méridionale, l'Altaï. Le centre de cette vaste région est très propre à l'agriculture et sert depuis longtemps de débouché au mouvement d'émigration de la Russie d'Europe ; les immigrants y sont attirés par les conditions climatériques et les qualités du sol, qui ont un grand rapport avec celles de la Russie centrale. Les terres arables y mesurent environ 3,350,000 kilomètres carrés, et la population y est encore peu dense. Malgré le manque de bras et les procédés de culture peu perfectionnés, la Sibérie occidentale produit un excédent de blé comportant environ 34 à 50 p. 100 de la production totale. On y sème le blé, le seigle, l'orge, l'avoine, le millet, les pommes de terre, etc. Pendant chacune de ces dernières années, elle a exporté en moyenne 3 millions et demi de quintaux de blé de mars.

Au sud de la province de Tomsk, le district d'Altaï, qui constitue la propriété privée de l'Empereur, présente des massifs montagneux, coupés par des vallées où se concentrent les principales richesses en minerais de la Sibérie occidentale : mines d'or, de plomb, d'argent, de cuivre, de fer, gisements de pierres précieuses et importantes mines de charbon.

Les provinces de la *Sibérie centrale* (Iénisséi et Irkoutsk) sont situées dans le bassin de l'Iénisséi et se distinguent de la Sibérie occidentale en ce qu'elles sont couvertes par les contreforts des monts Sayan, qui servent de limite entre les territoires russe et chinois. Le climat de ces provinces est plus rude que celui de la Sibérie occidentale. La température moyenne de la période de végétation n'atteint pas 14°, ce qui est encore suffisant pour la culture, sans toutefois lui permettre d'être aussi féconde que dans la Sibérie occidentale. La zone cultivable comprend environ 280,000 kilomètres carrés.

A l'est, la province d'Irkoutsk est bornée par le lac

Baïkal, le plus grand réservoir d'eau potable de l'ancien continent; il est égal en longueur à la mer Adriatique (660 kilom. environ) et sa largeur est de 40 à 90 kilomètres. L'Angara, qui sort de la rive occidentale du lac, le met en communication avec l'Iénisséi.

On trouve aux pieds des monts Sayan, comme au pied de l'Altaï, de riches gisements de minerais : or, argent, cuivre, fer, néphrite, etc. On y rencontre, en outre, le graphite et le lapis-lazzuli. Les minerais de fer s'y distinguent par une richesse considérable en fer pur (jusqu'à 60 p. 100). Les gisements de charbon de terre et de lignite s'étendent vers le nord jusqu'à la Taïga. L'or a été découvert en de nombreux endroits, aussi bien dans la plaine que dans la partie montagneuse.

Sibérie orientale. — Le vaste territoire d'Yakoutsk, qui occupe le bassin de la Léna, a un caractère montagneux et se distingue par son climat extrêmement rude; aussi la culture n'y est-elle possible que dans la partie méridionale et seulement dans quelques endroits privilégiés. Il renferme comme richesses minérales du plomb argentifère, du charbon, du fer, des pierres précieuses, du sel gemme et surtout de l'or.

La Transbaïkalie est, en général, couverte de forêts dans sa partie nord-ouest et présente, dans le sud-ouest le caractère des steppes. Seules les vallées sont, par leur climat, propres à la culture : la Selenga, l'Ingoda, l'Onon, la Chilka, la Nertcha et leurs bassins secondaires comprennent environ 225,000 kilomètres carrés de terres cultivables; la température moyenne de la période de végétation y est de 13° 5.

On y trouve également de nombreuses richesses minérales, qui n'ont pas été exploitées jusqu'ici à cause du manque de voies de communication, et des sources minérales en grande abondance.

La province de l'Amour, montueuse au nord et à l'est, s'abaisse au sud vers les vallées de la Zeïa, de la

Boureïa, et les vastes prairies de l'Amour qui sont peuplées d'ânes et de chevaux sauvages, d'antilopes, de buffles, de sangliers, etc. En raison de son sol humide, de ses forêts épaisses, de ses bas-fonds et surtout des inondations périodiques auxquelles elle est soumise, la vallée de l'Amour se prête peu à la culture ; seuls, les parties plus élevées et les bassins plus montagneux de la Zéïa et de la Boureïa offrent des terrains plus propices, d'une étendue d'environ 110,000 kilomètres carrés. Toutefois les progrès de la colonisation ont amené des défrichements et une amélioration des conditions climatériques ; on peut espérer qu'avec le temps la moitié de ce territoire, soit 300,000 kilomètres carrés, pourra être mise en valeur. Si l'on se reporte à Tacite, on voit que le climat de l'Allemagne du Nord, tel qu'il le décrit, n'était pas meilleur que celui que l'on constate actuellement dans l'Amour, et cependant, l'Allemagne, en 500 ou 600 ans, est devenue un pays agricole.

Comme minéraux, on trouve, dans la province de l'Amour, surtout l'or et le charbon de terre.

La province de l'Oussouri et la partie sud de la province Maritime forment un pays de montagnes peu élevées et de plaines aux environs de l'Amour et de l'Oussouri. La température moyenne de la période de végétation y est de 16 à 17° ; toutefois sur les côtes elle est un peu plus basse, 15°. Le pays, à l'est de la chaîne Sikhota-Aline, est soumis à de fréquentes intempéries à l'époque du printemps : le vent y souffle avec violence et il tombe des pluies torrentielles ; de là une humidité qui se maintient presque tout l'été et nuit aux champs ou à l'élève du bétail. La surface cultivable est de 195,000 kilomètres carrés, mais elle pourra être augmentée par le défrichement des forêts et l'assèchement des marais qui occupent une assez grande surface.

Les minéraux sont l'argent, le plomb et le fer ; au sud, on a découvert des houillères.

Quant à la partie septentrionale de la province Maritime, c'est-à-dire à la région du Kamtchatka et d'Okhotsk, les conditions climatériques y sont si pénibles que la culture agricole ne peut s'y développer, pas plus d'ailleurs que dans l'île de Sakhaline, mais les eaux des côtes sont riches en poisson. Cette île contient du charbon, du naphte et de l'or. On vient également de découvrir de l'or à l'extrémité orientale de la Sibérie, sur les bords de la mer de Behring, dans des terrains analogues à ceux de la presqu'île d'Alaska.

Le gouvernement du Steppe (provinces d'Akmolinsk et de Semipalatinsk) s'étend, au sud de la Sibérie occidentale, jusqu'au lac Balkach et au fleuve Kara-Tchou. Il est caractérisé par un climat très froid en hiver et très chaud en été, par le manque de cours d'eau, par l'existence de bancs de sel et l'absence presque complète de bois.

Au printemps, il se couvre d'une herbe magnifique et il est parcouru par des nomades Kirghizes avec leurs troupeaux de brebis, de chameaux et de chevaux. Seules, quelques oasis cultivables sont habitées par des colons sédentaires.

Au sud-est, le Tarbagataï donne naissance à des torrents qui arrosent et fertilisent ses flancs. Ceux-ci sont cultivables entre 600 et 1,600 mètres de hauteur. Le fond des vallées de même que le steppe n'est pas propice, du moins actuellement, à l'agriculture ; aussi la zone de terres arables, dans ce gouvernement, ne comprend que de 20,000 à 30,000 kilomètres carrés.

Les collines basses du Tarbagataï renferment du graphite, du cuivre, de l'argent, du plomb et des sables aurifères. Le manque de charbon a empêché jusqu'ici l'exploitation de ces richesses minérales.

(*A suivre.*) (111)

LES

OFFICIERS DE COMPLÉMENT

DANS

L'ARMÉE ITALIENNE



Le passage du pied de paix au pied de guerre exige, pour assurer l'encadrement des diverses formations, l'emploi d'officiers pris en dehors du cadre permanent. A proprement parler, ce sont des *officiers de complément* et c'est le titre qu'ils ont dans l'armée italienne.

Les besoins de l'encadrement sont très grands ; aussi, les puissances militaires se sont-elles appliquées à organiser le recrutement de cette catégorie d'officiers dans les meilleures conditions possibles. On s'est préoccupé d'avoir à la fois le nombre et la qualité. Il ne semble pas qu'on ait partout réussi à atteindre le nombre cherché. Quant à la qualité, on s'est efforcé de l'améliorer par des mesures d'ordre divers.

Quoi qu'il en soit, le problème du recrutement et de l'instruction des officiers de complément ne paraît nulle part résolu de manière à donner satisfaction à tous les *desiderata*.

En Italie, cependant, des efforts très suivis ont été faits en vue d'assurer le recrutement en question. A ce titre, il y a peut-être intérêt à étudier de près ce point particulier d'organisation dans l'armée italienne.

Dès le mois de mars 1873, on trouve des officiers de milices provinciales, provenant des volontaires d'un an, inscrits à l'armée permanente comme officiers de réserve. On leur donne le nom d'*officiers de complément*. Mais le

recrutement et le fonctionnement de ce corps d'officiers ne furent réglés que par la loi du 30 septembre 1873 sur l'organisation de l'armée.

Depuis cette époque, l'institution des officiers de complément a été profondément modifiée à diverses reprises. On peut même dire qu'elle est en état de gestation continuelle. Il n'est pas d'année qui n'y apporte des modifications ou des perfectionnements dictés par l'expérience.

Dans l'état actuel, ces officiers correspondent à peu près à nos officiers de réserve et sont destinés à compléter en temps de guerre les cadres de l'armée permanente et de la milice mobile.

Recrutement.

Ils se recrutent parmi :

1° Les officiers de l'armée permanente ayant quitté le service actif par suite de démission volontaire et conservant leur grade;

2° Les élèves des Ecoles militaires renonçant à la carrière militaire ;

3° Les anciens sous-officiers de l'armée permanente ;

4° Les militaires sortis des pelotons d'élèves-officiers de complément.

Les deux premières catégories donnent un pour cent très faible (2 p. 100 environ), les démissions étant très rares dans l'armée italienne.

Il semble au contraire que la proportion des sous-officiers libérés après 8 ans de services, et nommés sous-lieutenants de réserve, aille en augmentant. En 1890, elle était de 7 p. 100. En 1899, elle est de 17 p. 100.

Il en résulte une diminution correspondante dans la proportion d'officiers de complément fournie par la source de recrutement la plus importante : celle des pelotons d'élèves-officiers. En 1890, elle était de 93 p. 100. En 1899, elle n'est que de 81 p. 100.

Quoi qu'il en soit, on constate, en ces dernières années,

un accroissement continu et très élevé du nombre des officiers de complément (1). Les mesures récemment prises en vue de leur recrutement, et qui seront examinées plus loin, semblent d'ailleurs indiquer qu'on n'a pas encore réussi à satisfaire à tous les besoins. La moyenne annuelle des nominations au grade de sous-lieutenant de complément est de 800 à 900. Elle a été de 845 de janvier 1899 à janvier 1900.

En somme, la majeure partie des officiers de complément provient des pelotons d'élèves-officiers.

L'étude des conditions d'admission dans ces pelotons et des conditions de sortie donnera une idée exacte du niveau social et de la valeur intellectuelle ou militaire de la grande majorité des officiers de complément.

I. — Pelotons d'élèves-officiers de complément.

Dans le but de rendre uniforme l'instruction des militaires des diverses catégories qui désiraient obtenir le grade de sous-lieutenant de complément, le Ministre créa (12 octobre 1885), dans un certain nombre de régiments de chaque arme, la cavalerie exceptée (2), des pelotons d'élèves-officiers de complément.

Sont admis, *sur leur demande*, à entrer dans ces pelotons :

a) Les jeunes soldats faisant partie de la classe appelée ;

b) Les caporaux ou soldats déjà liés au service ;

c) Les élèves des collèges militaires et les jeunes gens qui, au 30 novembre, ont atteint l'âge de 17 ans et demandent à contracter l'engagement volontaire ou à

---

(1)
Au 30 juin 1898	7,334
Au 30 juin 1899	7,919
Au 1er janvier 1900	8,363

(2) A titre d'expérience, des cours seront institués en 1900-1901 auprès de 4 régiments de cavalerie (Circ. du 24 septembre).

entrer au service comme subrogé de frère sous les drapeaux (Circulaire du 24 septembre 1900).

d) Les volontaires d'un an, retardataires ou non, qui prennent leur service avant le 1er novembre;

e) Enfin les soldats en congé illimité âgés de moins de 26 ans et demandant à rentrer au service.

Cette seule énumération montre, *a priori*, combien on a dû étendre l'accès de ces pelotons d'instruction pour en assurer le recrutement. D'après la *Relazione sulla Leva* (1898-1899), 1700 jeunes gens ont suivi les cours de pelotons d'élèves-officiers.

Le tableau suivant donne la répartition des élèves par catégories :

a) Jeunes soldats inscrits	578
b) Militaires liés au service	63
c) Volontaires ordinaires	335
Étudiants retardataires	668
d) Volontaires d'un an	28
e) Soldats libérés	28
	1700

On voit que les deux sources les plus importantes de recrutement des pelotons sont, d'une part, les volontaires ordinaires et les étudiants retardataires (1003); d'autre part, les inscrits de la levée (578).

a) *Admission aux pelotons.*

Les militaires des catégories précédemment énumérées qui désirent être admis dans les pelotons d'élèves-officiers doivent justifier, au moyen de certificats, qu'ils ont suivi certains cours dans les instituts universitaires ou techniques (1). Ceux qui n'ont pas atteint ce niveau

(1) Les candidats doivent avoir obtenu le certificat de passage de 1re et 2e années de cours dans un lycée ou institut technique du gouvernement, ce qui correspond à peu près aux études faites en France dans la classe de seconde ou de mathématiques élémentaires.

d'instruction sont appelés à subir un examen d'admission très complet qui porte sur la langue italienne, l'histoire, la géographie et les mathématiques élémentaires. Il exige donc une culture générale assez étendue.

Comme dernière et principale garantie, enfin, les commandants des districts d'origine de tous les candidats font une enquête sur place, pour s'assurer qu'ils possèdent une situation sociale et une honorabilité leur permettant d'aspirer au grade d'officier.

Les demandes d'admission sont adressées à partir du 1er septembre aux commandants de districts. Les chefs de corps reçoivent celles des militaires liés au service. Ces demandes spécifient à quel peloton les candidats demandent à être attachés. Il est statué par les soins du commandant du corps d'armée qui fixe, pour les candidats non pourvus de certificats d'études, le jour où ils devront subir l'examen d'admission et, pour les autres, le jour où ils devront se présenter au corps qui leur est affecté.

b) *Organisation des pelotons.*

Le Ministre désigne chaque année les régiments près desquels pourront être constitués des pelotons d'élèves-officiers (1). L'affectation des élèves est réglée de manière qu'ils soient au moins douze à chaque groupe. Le peloton ainsi formé est administré par la compagnie de dépôt. Un capitaine, un lieutenant ou sous-lieutenant et un ou deux sergents choisis par le chef de corps sont chargés de l'instruction des élèves. Les deux sergents sont en surnombre des fixations organiques.

---

(1) Les régiments désignés, au nombre de 1 à 4 par corps d'armée, tiennent généralement garnison au chef-lieu de district ou de corps d'armée. En 1900, le nombre total des pelotons d'élèves-officiers (*combatenti*) est de 45, dont 29 pour les cours de 6 mois (V. plus loin) et 16 pour les cours de 9 mois.

c) *Cours d'instruction.*

Jusqu'en 1897, les élèves suivaient, quelles que fussent leurs origines, un cours normal d'instruction d'une durée de neuf mois. Il commençait le 1er janvier et se terminait fin septembre.

Une circulaire du 8 juillet 1897 a apporté à ces dispositions les compléments suivants :

A titre d'expérience et en conséquence de l'article 3 de la loi sur l'avancement du 27 juillet 1896 (1), il est institué, parallèlement au cours normal de neuf mois, un cours d'une durée de six mois seulement, auquel sont admis « les élèves officiers de complément qui, au moment de l'admission en service, sont pourvus de la *licence de lycée ou d'institut technique ou d'un titre d'études supérieures* ».

Les élèves-officiers de l'arme de l'artillerie (le train excepté) doivent justifier d'études mathématiques, mécaniques ou d'architecture dans les Écoles du gouvernement, ou de la licence d'institut technique (section de physique-mathématiques).

Les élèves-officiers de l'arme du génie doivent être lauréats dans l'art de l'ingénieur et de l'architecte.

Enfin, quel que soit le titre d'études des élèves-officiers de cavalerie, ils sont appelés, avant d'être admis à suivre les cours des pelotons, à passer un examen d'équitation, et suivent ensuite un cours de neuf mois.

L'un et l'autre cours commencent généralement le

---

(1) Art. 3. — Nul ne pourra être promu sergent s'il n'a au moins douze mois de service effectif.

Ce temps est réduit à quatre mois pour les aspirants au grade d'officier de complément.

1er novembre (1) et se terminent respectivement le 30 avril et le 31 juillet.

Le cours de six mois est partagé en deux périodes d'études de trois mois ; celui de neuf mois en deux périodes de quatre mois et demi. La 1re période répond à l'enseignement théorique (2) ; la seconde à l'enseignement pratique (3).

d) *Examens d'aptitude en fin de période.*

A la fin de la 1re période d'instruction, les élèves-officiers passent un examen d'aptitude au grade de caporal. Reconnus idoines, ils sont promus immédiatement.

A la fin de la seconde période, les caporaux sont examinés au point de vue de l'aptitude au grade de

---

(1) En 1900, ils commencent le 1er décembre.

(2) *Notions élémentaires d'art militaire :*

Tactique des différentes armes ;
Liaison des différentes armes ; marches ; avant-postes ;
Influence du terrain sur les opérations tactiques ;
Petites opérations tactiques.

Notions élémentaires de fortification :

Tranchées et abris pour tireurs ;
Profils divers ; lignes continues et à intervalles ;
Tracé et profilement des ouvrages ; défenses accessoires ;
Mise en état de défense des localités ;
Destruction des obstacles ;
Notions de fortification permanente.

Éléments de topographie ;

Projections ; échelles ; orientation ;
Levés ; lecture des cartes ; réduction d'échelle ;
Reconnaissances ; itinéraires.

Lois et règlements militaires.

(3) Il est donné d'après les règlements d'instruction et de service intérieur de chaque arme. Dans l'artillerie et le génie, il est complété par des notions techniques sur l'armement, les munitions, etc.

sergent. Ceux reconnus capables sont promus de suite.

Enfin, les élèves-officiers déclarés inaptes aux examens de fin de période, et ceux qui, pour des motifs divers, n'ont pu subir l'examen, sont soumis à une nouvelle épreuve un mois après la première. S'ils sont encore refusés, ils sont versés avec leur grade dans la troupe, et rayés du peloton des élèves-officiers.

Les pelotons cessent de fonctionner dès que les élèves-officiers sont promus au grade de sergent (1). Ceux-ci sont alors répartis dans les corps de leur arme pour y accomplir six mois de service.

e) *Examen pour le grade d'officier de complément. Nomination.*

Dans la première quinzaine de novembre ont lieu les examens d'aptitude pour le grade de sous-lieutenant de complément.

Tous les élèves-officiers sont indistinctement examinés, qu'ils aient suivi les cours de six, de huit ou de neuf mois. Sont également examinés les volontaires d'un an qui se trouvent dans les conditions requises (2). L'examen comporte une épreuve écrite et une épreuve orale sur les matières du programme (3).

---

(1) Dans l'artillerie, toutefois, le peloton des sergents continue à fonctionner pendant 2 mois encore pour perfectionner leur instruction.

(2) Ceux qui, en particulier, ont été reconnus aptes au grade de sergent à l'expiration de leur année de service et ont quitté le service depuis moins de 2 ans.

(3) La composition écrite, sur un thème donné par le commandant de corps d'armée, est traitée sous forme de rapport. Elle est relative à des questions d'ordre militaire et d'une difficulté proportionnée à l'enseignement donné dans les pelotons d'élèves-officiers.

Les épreuves orales portent sur l'art militaire (tactique des différentes armes, armement, marches, opérations combinées); la fortification de campagne; la topographie (lecture et amplification des cartes, reconnaissances topographiques, mémoires descriptifs, notions sur les divers levés); les lois et règlements militaires, etc.

A l'expiration de leurs six mois de service comme sergents, les élèves-officiers reconnus aptes au grade de sous-lieutenant de complément sont envoyés en congé illimité en attendant leur nomination.

Quand ils sont nommés, ils se rendent au corps auquel ils sont affectés.

Les sous-lieutenants provenant des volontaires d'un an doivent accomplir trois mois de service comme officiers. Ceux qui proviennent des autres catégories sont astreints, en principe, à terminer leur temps de service en qualité d'officiers; dans aucun cas, ils ne sont envoyés en congé avant d'avoir servi au moins trois mois comme officiers de complément.

II. — Officiers de complément provenant des élèves des collèges militaires.

Les élèves des collèges militaires qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie et ceux qui, pour des raisons de santé ou de famille, se trouvent dans l'impossibilité de poursuivre la carrière militaire, peuvent être nommés sous-lieutenants de complément. Dans ce cas, ils sont astreints à faire, *pendant un an*, le service dans un régiment. Cette source de recrutement est, ainsi qu'on l'a vu, d'un rendement presque insignifiant.

III. — Officiers de complément provenant des sous-officiers de troupe.

Les sous-officiers de l'armée permanente libérés après 8 ans de service effectif peuvent obtenir le grade de sous-lieutenant de complément.

Une commission composée des officiers supérieurs du corps auquel a appartenu le candidat, est appelée à prononcer sur ses qualités morales et intellectuelles et à apprécier s'il est digne du grade de sous-lieutenant de complément.

Les sous-officiers apportent au corps des officiers de

complément un appoint sérieux d'expérience et de maturité, mais n'en relèvent pas le niveau social. Leur situation antérieure indique une origine assez modeste. Aussi, pour leur permettre de faire face aux obligations de leur nouvelle situation, leur est-il alloué une *indemnité annuelle* de 100 francs, qui est retenue par leur corps d'affectation, jusqu'à ce qu'il soit constitué à leur profit une masse d'habillement de 300 francs.

Cette indemnité leur est ensuite acquise intégralement.

État des officiers de complément.

Les officiers de complément jouissent des avantages de la loi de 1852 sur l'état des officiers.

Ils sont inscrits dans l'armée permanente jusqu'à 32 ans, puis dans le cadre de la milice mobile jusqu'à 39 ans accomplis.

Quelles que soient d'ailleurs leurs aptitudes physiques, ils ne sont admis à continuer leurs services comme officiers de complément, ni dans l'armée permanente, ni dans la milice mobile quand ils ont dépassé l'âge de 40 ans (Art. 18 de la loi sur l'avancement du 2 juillet 1896).

Enfin, tout officier de complément qui se démet de son grade avant l'âge de 40 ans est inscrit sur les contrôles de la classe de recrutement à laquelle il appartient, avec le grade de sergent.

Passage dans l'armée active.

Les sous-lieutenants de complément peuvent être nommés sous-lieutenants dans l'armée permanente. L'article 5 de la loi du 2 juillet 1896, définit les conditions du passage : « Les sous-lieutenants, pourvus de la licence de lycée ou d'institut technique peuvent être nommés sous-lieutenants au titre actif, s'ils ont effectué un stage de six mois au moins comme officier de complé-

ment et s'ils ont subi avec succès les épreuves instituées à cet effet, épreuves dont la force est équivalente à celles auxquels doivent satisfaire, pour être nommés sous-lieutenants, les élèves des Écoles militaires ou de l'Académie militaire... ».

Première mise d'équipement.

Au moment de leur nomination au grade de sous-lieutenant de complément, les militaires provenant de la troupe, sauf les volontaires d'un an, reçoivent une indemnité de première mise d'équipement de 200 francs.

Obligations de service.

Les sous-lieutenants de complément sont astreints, après leur nomination, à fournir une période de trois ou six mois de service non interrompu, selon leur origine.

Les officiers de complément de tous grades peuvent, en temps de paix, être rappelés chaque fois que la première catégorie de leur classe de recrutement est convoquée pour des périodes d'instruction. Ceux qui sont affectés à la milice mobile peuvent l'être en outre lorsque l'on constitue les unités de milice auxquelles ils appartiennent.

Enfin, tous sont susceptibles d'être convoqués, avec leur consentement, pour des circonstances quelconques et un temps indéterminé.

Avancement.

Les promotions ont lieu à l'ancienneté pour les officiers en congé et par conséquent pour les officiers de complément qui font partie de cette catégorie (Loi sur l'avancement du 2 juillet 1896).

En tous cas, ils ne peuvent obtenir de l'avancement qu'après les officiers du service actif permanent de même grade et de même ancienneté.

Les lieutenants de complément provenant des lieute-

nants démissionnaires du cadre actif permanent peuvent être promus capitaines par ancienneté.

La loi sur l'avancement fixe de la manière suivante les conditions d'ancienneté *minima* nécessaires aux officiers en congé pour passer d'un grade à l'autre :

6 ans dans le grade de sous-lieutenant;
6 ans dans le grade de lieutenant;
8 ans dans le grade de capitaine;
4 ans pour tous les autres grades.

Il convient d'ailleurs de remarquer que l'ancienneté comporte pour tous les officiers, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, une sorte de choix. Dans l'armée italienne, en effet, un officier ne peut être promu au grade supérieur que s'il figure au *Tableau d'ancienneté*.

En ce qui concerne les officiers de complément en particulier, ils sont tenus, s'ils aspirent à l'avancement, de passer des examens théorique et pratique sur des programmes déterminés (Infanterie), ou faire un stage d'application de quinze jours, (cavalerie, artillerie, génie), au cours duquel les commissions d'examens s'assurent de leur aptitude au grade supérieur. C'est à cette condition seulement qu'ils peuvent figurer au *Tableau d'ancienneté*.

Dans le but de leur faciliter l'examen ou le stage d'expérience, des cours d'instruction sont institués auprès de certains corps, cours qu'ils peuvent être autorisés à suivre par le commandant de corps d'armée, sans avoir droit, d'ailleurs, à aucune indemnité.

Il peut être intéressant de relever les promotions faites dans les cadres des officiers de complément depuis la promulgation de la loi sur l'avancement du 27 juillet 1896. La *Relazione sulla leva* donne, pour les périodes 1897-98 et 1898-99, les renseignements ci-après.

Il en résulte que les promotions annuelles ont été d'environ 4,5 p. 100. On observera, d'autre part, qu'en l'année 1898-99, il n'y a pas eu de capitaines promus, et que le

ARMES.	1897-98.		1898-99.	
	CAPITAINES.	LIEUTENANTS.	CAPITAINES.	LIEUTENANTS.
Infanterie	14	284	»	187
Cavalerie	3	14	»	8
Artillerie	»	26	»	70
Génie	4	6	»	34
	21	330	»	299
	351		299	
TOTAL des officiers de complément.	7,334		7,380	

chiffre total des promotions a sensiblement décru. Ne semble-t-il pas qu'on puisse déduire de ces constatations que les officiers de complément sont peu soucieux de figurer sur les tableaux d'ancienneté, et qu'ils sont peut-être rebutés par la perspective d'avoir à passer de nouveaux examens, d'abord pour le grade de lieutenant, puis pour celui de capitaine ?

Résumé et observations.

En résumé, le recrutement des officiers de complément en Italie repose à peu près uniquement sur l'institution des pelotons d'élèves-officiers. Les autres modes de recrutement ne sont que secondaires.

L'étude faite précédemment de la composition des pelotons d'élèves autorise quelques observations. On eût été porté à croire que les volontaires d'un an fournissaient un appoint sérieux au recrutement. Il ne semble pas cependant qu'il en soit ainsi, puisque, sur 1670 volontaires d'un an incorporés en 1898, 28 seulement ont suivi les cours d'élèves-officiers. D'ailleurs, le nombre des volontaires d'un an, congédiés comme sergents, et qui se sont présentés dans les deux années suivantes à l'examen d'aptitude au grade de sous-lieutenant, n'est

pas très grand. On peut donc s'étonner de leur abstention. Or, si l'on observe que les volontaires d'un an doivent verser dans les caisses du Trésor une somme fixée chaque année par décret royal et qui est, en moyenne, de 1200 francs pour les troupes à pied; si l'on tient compte, en outre, des preuves de culture générale qui leur sont demandées, on en concluera que le volontariat d'un an n'est accessible qu'aux jeunes gens des classes aisées. Dès lors, comment expliquer le peu de penchant des volontaires d'un an pour le grade de sous-lieutenant de complément, sinon par un certain manque d'esprit militaire dû à la classe sociale d'où ils proviennent? Au surplus, sans attacher plus d'importance qu'il convient à ce fait particulier, on doit reconnaître que l'organisation du recrutement des officiers de complément dans l'armée italienne est conçue avec beaucoup de suite et de méthode.

Partant de ce principe que les ressources de la levée doivent fournir les éléments du recrutement, on opère, dans le contingent, une sélection basée sur les titres universitaires antérieurement acquis ou sur des examens de niveau comparable.

Cette sélection, d'ailleurs, est toute « volontaire », en ce sens que les aspirants au grade, au lieu d'être impérativement désignés par l'autorité militaire, sont incités à le rechercher, à raison des avantages *importants* et *immédiats* qui sont faits aux candidats. Le gouvernement, pourrait-on dire, canalise, dès l'école, les éléments qui peuvent recruter les officiers de complément. Grâce aux mesures prises, le recrutement des pelotons d'élèves-officiers ne saurait être difficile. Les élèves admis doivent, en effet, « n'être employés, en aucun cas, en dehors des pelotons et, en principe, ne pas prendre part au service ordinaire de quartier et de place ». Ils sont, de plus, assurés de la jouissance des prérogatives du grade de sous-lieutenant, dans un délai relativement

court, et ont la perspective de terminer, dans ce grade, le temps normal de service auquel ils sont astreints. Ce sont bien là des avantages tangibles et de nature à favoriser le recrutement des officiers de complément.

Il convient également de noter le soin tout particulier qu'apporte le gouvernement italien à faire des cours des pelotons d'élèves-officiers la suite naturelle des cours des lycées, des instituts techniques et des collèges militaires. De plus, et toujours pour inciter les jeunes gens à entrer aux pelotons d'élèves-officiers, la mesure qui permettait aux élèves des collèges militaires, candidats au grade de sous-lieutenant de complément, de s'engager à 17 ans, vient tout récemment d'être étendue aux jeunes gens de toute origine.

De la sorte, ces jeunes gens peuvent, en contractant l'engagement volontaire de 3 ans, se trouver libérés du service actif permanent à 20 ans, après avoir servi en qualité de sous-lieutenants de complément, et tout en gardant la possibilité, comme on l'a fait remarquer, de passer ultérieurement avec leur grade dans le cadre actif permanent.

En somme, le législateur a combiné très habilement, semble-t-il, les nécessités sociales et les exigences militaires.

Peut-être serait-on porté à faire quelques réserves sur la valeur militaire des officiers de complément nouvellement promus, à raison de leur extrême jeunesse? Il convient toutefois de reconnaître que l'institution des pelotons d'élèves-officiers est susceptible d'assurer, dans de bonnes conditions, l'homogénéité et la suite dans l'instruction militaire, l'éducation devant résulter, par surcroît, du stage relativement long fait par les sous-lieutenants de complément dans l'armée permanente à la suite de leur nomination, et des stages ultérieurs. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'ils sont appelés pendant des stages de trois à six mois, et plus même, selon

leur origine, à faire le service dans les corps, au coude-à-coude avec les officiers du cadre actif. Pareille mesure ne peut être qu'avantageuse, tant au point de vue de leur instruction professionnelle qui est à compléter, qu'à celui de leur éducation militaire qui est à parfaire.

On a noté, d'autre part, la disposition de l'article 5 de la loi sur l'avancement qui prévoit la possibilité, pour les sous-lieutenants de complément remplissant certaines conditions, de devenir sous-lieutenants au titre actif permanent. Ainsi que le fait remarquer la *Revista militare italiana* du 16 octobre 1900, on a voulu, sans doute, ne pas se priver, dans le cadre actif, des bons éléments de ce cadre qui manifestent une prédilection spéciale pour la carrière militaire.

Cette mesure n'a pas laissé, cependant, de soulever quelques objections qui paraissent ne pas manquer de valeur. On a fait observer, en particulier, que les conditions exigées sont loin de laisser à ce mode de recrutement des sous-lieutenants du cadre actif le caractère exceptionnel qu'il doit garder. Il est facile, en effet, de se rendre compte que la voie ouverte aux sous-lieutenants de complément est plus courte que la voie normale, puisque les engagés à 17 ans peuvent par ce moyen être sous-lieutenants de l'armée active à 19 ans et 6 mois.

Au reste, si ces critiques sont fondées en principe, il ne semble pas qu'il y ait lieu, du moins présentement, d'y attacher trop d'importance, car la voie nouvellement ouverte ne paraît pas des plus fréquentées. En 1898-99, 6 sous-lieutenants de cavalerie et 6 sous-lieutenants vétérinaires seulement sont venus du cadre des officiers de complément. Il convient donc d'attendre, pour se prononcer, que la loi sur l'avancement ait donné son plein effet et que l'on soit fixé sur les résultats des mesures récemment prises pour engager les jeunes gens à demander leur admission aux pelotons d'élèves-officiers de complément. (154)

LE

RÉSEAU FERRÉ D'ALSACE-LORRAINE

EN 1900

La *Revue militaire* a signalé, à plusieurs reprises, les travaux entrepris sur les chemins de fer d'Alsace-Lorraine. L'exposé du développement du réseau et de sa situation en 1895, l'énumération des projets arrêtés à cette époque ou discutés dans les assemblées et dans la presse, ont fait l'objet d'une étude (1) qu'il paraît utile de compléter en jetant un coup d'œil d'ensemble sur les travaux actuellement en projet ou en cours d'exécution.

Pendant l'année 1895, 111 kilomètres de voies ferrées nouvelles étaient ouverts à l'exploitation : le 1er mai, c'étaient les sections Mommenheim—Obermodern—Ingwiller—Kalhausen (61,5 kil.), Kalhausen—Sarralbe (8 kil.), Haguenau—Rœschwoog—pont du Rhin (28,5 kil.); le 1er octobre, c'était la section Kalhausen—Sarreguemines, dont l'achèvement avait été retardé par des éboulements survenus pendant l'exécution des travaux.

A l'exception des sections Kalhausen—Sarreguemines et Mommenheim—Obermodern, ces nouvelles lignes ferrées avaient toutes été dotées d'une double voie, soit à l'époque même de leur construction, soit postérieurement. Enfin, une loi promulguée le 10 avril 1892, avait permis de raccorder aux chemins de fer badois la ligne de Haguenau à Rœschwoog, au moyen d'un pont fixe construit à Roppenheim.

La création de cette importante voie ferrée Rœschwoog—Haguenau—Kalhausen, avec prolongements sur

---

(1) Voir *Revue militaire de l'Étranger*, 2e semestre 1895, page 249.

Sarralbe et sur Sarreguemines, avait été dictée par des considérations purement militaires; il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter à l'exposé des motifs de la loi de 1892 et de considérer la hâte avec laquelle les travaux ont été terminés. Mettant en relation directe Karlsruhe et Sarreguemines, la ligne dont il s'agit fournissait à l'Allemagne du Sud un nouveau débouché en Lorraine, à travers l'Alsace; en outre, la section Mommenheim—Obermodern devait permettre, entre Strasbourg et Sarreguemines, des communications plus courtes et plus sûres que par Reding et Sarralbe.

La construction de cette ligne, si intéressante au point de vue militaire, marque, pour ainsi dire, le terme de la dernière période des grands travaux entrepris sur le réseau alsacien-lorrain. De nouvelles voies ferrées ont été et seront encore établies, mais elles ne répondront guère qu'à des besoins commerciaux, ou, du moins, l'intérêt militaire qu'elles pourront présenter ne sera que secondaire. En ce qui concerne les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, les efforts du gouvernement allemand semblent maintenant dirigés surtout vers le perfectionnement de l'outillage du réseau : c'est ce que fera ressortir la suite de cette étude.

On se propose d'exposer ici, en remontant à l'année 1895, les travaux de construction de lignes nouvelles à voie normale ou à voie étroite et de transformation de lignes à simple voie en lignes à double voie qui ont été entrepris sur le réseau d'Alsace-Lorraine, en mentionnant particulièrement les améliorations apportées à certaines gares importantes; on indiquera ensuite les augmentations d'effectif dont le matériel roulant a été l'objet et l'on signalera, en dernier lieu, les principaux projets qui sont actuellement en discussion (1).

---

(1) Les chiffres qui, dans cette étude, indiquent le montant des crédits alloués pour les travaux, sont, sauf mention expresse, ceux du

I. — Construction de lignes nouvelles à voie normale.

Ligne de Fontoy à Audun-le-Tiche. — Dans la partie méridionale du grand-duché de Luxembourg et dans la zone lorraine comprise entre la Moselle et la Meuse, il existe des gisements considérables de minerai oolithique d'une variété spéciale connue sous le nom de « minette ». Ils constituent le sous-sol du plateau de Briey-Aumetz, dont les berges tombent presque à pic sur la Moselle et qui s'abaisse au contraire en pentes douces vers l'ouest. Depuis longtemps l'industrie métallurgique a pris possession de cette région ; des deux côtés de la frontière, dans le Luxembourg, dans la Lorraine française, dans la Lorraine allemande, on a creusé des puits de mines, construit des hauts fourneaux et créé des chemins de fer destinés à faciliter l'exploitation des usines et le transport du charbon, des minerais et du fer. Dans la Lorraine allemande, la ligne Metz—Thionville—Luxembourg marque à peu près la limite orientale du bassin ; elle détache sur le plateau un certain nombre de tronçons : Hagondange—Moyeuvre-la-Grande, Thionville—Fontoy, Hayange—Algrange, Bettenburg—Esch—Audun-le-Tiche—Redange.

Ces lignes ne suffisent plus maintenant aux besoins de l'industrie métallurgique ou minière de la région (1). Le gouvernement allemand a jugé qu'il était nécessaire de

---

budget de l'Empire, et ne comprennent pas les subventions votées par la Délégation d'Alsace-Lorraine ou fournies à d'autres titres.

(1) Dans un rapport lu, au mois de mai 1898, à l'assemblée générale de l'Union des sciences naturelles de la Prusse rhénane, de la Westphalie et du cercle d'Osnabruck, les gisements de minette existant entre la Moselle et la Meuse étaient cités comme les plus importants de l'Europe. D'après l'auteur du rapport, la richesse des gisements lorrains pourrait être évaluée à 2,500,000,000 tonnes et correspondrait à une consommation de 465 ans, si le débit actuel se maintenait. L'Allemagne reçoit du bassin de la Lorraine plus de la moitié des minerais qu'elle emploie.

créer, sur le plateau d'Aumetz, une nouvelle voie ferrée, sensiblement parallèle à la frontière, pour relier Fontoy à Audun-le-Tiche.

Le but essentiellement économique de cette ligne est nettement indiqué dans l'exposé des motifs mis à l'appui de la demande de crédits : « Afin de permettre l'exploitation des riches gisements de minerai de fer du plateau d'Aumetz, actuellement aux mains de plusieurs compagnies minières, et de faciliter l'échange des différentes sortes de minerais avantageusement employées en combinaison par la métallurgie, ceux de la vallée de Fontoy et d'Algrange d'une part, et ceux de la vallée de l'Alzette d'autre part, on a admis la construction d'un chemin de fer à voie normale entre les stations de Fontoy et d'Audun-le-Tiche. Grâce à cette nouvelle ligne, la région de Redange et d'Audun-le-Tiche, où l'industrie minière a si rapidement prospéré, sera mise en relation directe et immédiate, sans transit sur un territoire étranger, avec le réseau alsacien-lorrain ».

La ligne de Fontoy à Audun-le-Tiche ne recevra provisoirement qu'une seule voie, mais aura une infrastructure établie pour deux voies. Sa longueur sera de 21 kilomètres ; quittant à Fontoy la ligne de Hayange, elle passera par Boulange et Aumetz et gagnera Audun-le-Tiche par Hirps. A partir de ce dernier point, elle devra franchir une différence de niveau de plus de 100 mètres ; dans ces conditions, il a fallu rechercher un tracé qui permît de donner à la ligne un profil admissible, malgré cette situation défavorable, pour la circulation de trains lourdement chargés. La voie ferrée décrira donc une vaste courbe autour d'Audun-le-Tiche et franchira, sur un viaduc long de 435 mètres et haut de 30 mètres, la vallée de l'Alzette et la ligne d'Esch à Audun-le-Tiche, à laquelle elle viendra enfin se souder. Un raccordement reliera la nouvelle ligne à celle de Redange à Audun-le-Tiche.

Après l'exécution de ces travaux, la gare actuelle d'Audun-le-Tiche serait devenue insuffisante : aussi sera-t-elle considérablement agrandie.

Le montant de la dépense totale nécessaire pour la création de la ligne de Fontoy à Audun-le-Tiche avait été primitivement évalué à 9,933,750 francs, non compris une subvention de 528,750 francs au compte de l'Alsace-Lorraine. Mais, en déposant le budget de 1901, le gouvernement a déclaré qu'il y avait lieu de prévoir, au compte de l'Empire, un ensemble de crédits fixé à 11,753,750 francs.

Les travaux ont été activement poussés; la section Fontoy—Aumetz (9,5 kil.) a pu être ouverte le 1er novembre 1899.

Ligne de Bouzonville à Dillingen. — Le budget de l'Empire, pour 1897, a prévu, par l'inscription d'une première annuité de 1,250,000 francs, la création d'un chemin de fer à double voie de Bouzonville à Dillingen, station de la ligne de Trèves à Sarrebrück. D'autres crédits ont été affectés au même objet par les budgets des années suivantes. Le montant total des dépenses était évalué à 10,713,750 francs au compte de l'État, avec une subvention de 421,875 francs fournie par l'Alsace-Lorraine.

Deux tracés ont été étudiés, l'un de Bouzonville sur Merzig, l'autre de Bouzonville sur Dillingen : c'est ce dernier qui a été définitivement adopté, mais l'utilité de la ligne n'a pas été facilement admise par le Reichstag (1). Les travaux sont en voie d'exécution.

La ligne suivra la vallée de la Nied, franchira la Sarre et se raccordera, sur la rive droite de cette rivière, à la ligne de Trèves à Sarrebrück ; sur la section comprise entre Bouzonville et la frontière prussienne, on a décidé

(1) La commission du budget s'était prononcée contre l'adoption du projet.

[redacted]

Lon
Palatinat
Lor
Audun
Landau
Consens
Lemberg
Bergzabern
Wissembourg
Pag
Bannstein
Lembach
Philippsbourg
Karlsruhe
Woerth
Lauterbourg
Merzwiller
Selz
Haguenau
Rastatt



la construction de deux tunnels longs d'environ 200 mètres. La nouvelle ligne sera probablement terminée dans le courant de l'année.

Désignée généralement par la presse sous le nom de chemin de fer stratégique de la vallée de la Nied, la ligne de Bouzonville à Dillingen permettra de raccourcir le trajet des trains venant de Trèves par Merzig, et se dirigeant sur les stations comprises entre Bouzonville et Thionville, et en même temps de dégager la section Bous—Téterchen. En outre, elle formera le prolongement de la ligne Primsweiler—Dillingen, actuellement en construction ; la province du Rhin et la Lorraine seront ainsi reliées par une nouvelle ligne jalonnée par Trèves, Hermeskeil, Wadern, Primsweiler, Dillingen, Bouzonville.

Ligne de Metz à Château-Salins. — Au budget de 1899 a figuré un crédit de 750,000 francs, comme première annuité, pour la construction d'un chemin de fer à voie unique de Metz à Château-Salins. La dépense totale est évaluée à 11,062,500 francs, dont 7,862,500 francs au compte de l'Empire et le reste aux frais de l'Alsace-Lorraine.

La ligne, parallèle à la frontière française, aura une longueur de 57 kilomètres. Desservant les stations d'Augny, Marly, Cuvry, Pournoy-la-Chétive, Verny, Louvigny, Vigny, Socourt, Liocourt, Puzieux, Fresnes-en-Saulnois et Coutures, elle reliera directement Château-Salins à Metz, en substituant à l'itinéraire Metz—Bensdorf—Château-Salins un trajet plus court d'environ 30 kilomètres.

La création de cette nouvelle ligne répond à un but à la fois politique et commercial. Le gouvernement motivait en effet ses propositions au Reichstag dans les termes suivants : « Il s'agit de relier au réseau de l'Empire la région fertile de la Lorraine qui est comprise entre la frontière française et les lignes Metz—Bensdorf,

Bensdorf—Chambrey, et d'améliorer les conditions économiques de sa population, presque exclusivement agricole, en mettant à sa disposition des moyens de transport moins onéreux. On peut même prévoir que ce chemin de fer détournera vers Metz le commerce de la région, actuellement dirigé, en majeure partie, sur Nancy à cause de la proximité des stations frontières de Moncel et de Nomény ».

Le tracé général de la ligne a été arrêté et les premiers travaux de terrassement sont commencés.

Ligne de Wingen à Munzthal-Saint-Louis. — La ligne de Wingen à Munzthal-Saint-Louis est destinée à desservir une région qui possède des verreries, une grande cristallerie, une fabrique de glaces, des moulins, des tuileries et de nombreux ateliers où l'on travaille le bois.

Elle a été construite en exécution des dispositions de la loi du 26 décembre 1893. Les dépenses au compte de l'État, réparties sur quatre exercices, se sont élevées à la somme totale de 3,131,875 francs; en outre, l'Alsace-Lorraine a fourni une subvention de 680,625 francs.

Commencés au mois de juin 1895, les travaux ont été terminés en 1897. La ligne est à voie unique et a une longueur de 13 kilomètres. Le rayon minimum de courbure est de 300 mètres et la pente maxima de 1/60. Il a été établi trois stations intermédiaires : à Rosteig, Sucht et Meisenthal. La construction de la ligne a exigé quelques travaux d'art, notamment deux tunnels, l'un près de Dreipeterstein, de 560 mètres de longueur, l'autre à Meisenthal, de 145 mètres.

Dans son état actuel, la ligne de Wingen à Munzthal-Saint-Louis n'offre qu'un intérêt local. Mais son importance augmenterait considérablement si elle était prolongée sur Wolmunster et Deux-Ponts, comme le demandent certains journaux. En tout cas, il semble

probable que l'on sera amené à la raccorder avec la ligne de Haguenau à Sarreguemines par Bitche.

Ligne de Wœrth à Lembach. — La petite ligne de Walbourg à Wœrth, construite à l'aide de fonds alloués en majeure partie par l'Alsace-Lorraine, a été ouverte le 1er décembre 1891.

Elle a été prolongée, récemment, le long de la vallée de la Sauer, jusqu'à Lembach, c'est-à-dire sur une longueur de 8 kilomètres environ. Des crédits, montant au total à 601,500 francs, ont été dans ce but inscrits aux budgets de 1897 et 1898, et l'Alsace-Lorraine a fourni une contribution de 593,500 francs.

Le tronçon Wœrth—Lembach a été livré à l'exploitation le 1er août 1899. La nouvelle section comporte des stations intermédiaires à Langensoulzbach, Liebfrauenthal, Gœrsdorf et Mattstall. La pente maxima est de 1/150 et les rayons de courbure ne sont pas inférieurs à 300 mètres.

Comme la ligne de Walbourg à Wœrth, la section Wœrth—Lembach ne présente qu'un intérêt purement local.

Ligne de Lauterbourg à Wissembourg. — Un crédit de 1,625,000 francs a été inscrit au budget de l'Empire pour la création d'une ligne reliant Lauterbourg à Wissembourg ; il a été réparti entre les exercices 1897 et 1898. En outre, l'Alsace-Lorraine a contribué aux dépenses pour une somme de 1,113,750 francs. Les travaux sont terminés et la ligne a été livrée à l'exploitation le 1er juillet dernier. Elle est à voie unique et a une longueur de 20 kilomètres environ. Elle longe le pied des hauteurs qui bordent la vallée de la Lauter, en suivant sensiblement comme direction générale la route de Wissembourg à Lauterbourg et passant par Schleithal, Salmbach, Niederlauterbach, Scheibenhard. Elle est destinée à mettre en communication le port de Lauterbourg, où le mouvement des charbons est très intense, avec la

région de Wissembourg et les voies ferrées qui y aboutissent.

Raccordement de Wissembourg. — Dans le but de décharger la gare de Wissembourg, qui est en cul-de-sac, et d'améliorer les conditions de marche des trains de grande vitesse circulant entre Francfort ou Mayence et Bâle, le gouvernement allemand a demandé au Reichstag le vote d'un crédit de 380,000 francs, qui a été réparti entre les budgets de 1899 et 1900 ; il est destiné à permettre l'exécution des travaux de construction d'un raccordement à double voie, de 930 mètres de longueur, entre les lignes Wissembourg—Landau et Wissembourg—Strasbourg. Ce raccordement sera suivi par les rapides internationaux, par quelques trains de marchandises directs et par des trains spéciaux qui ne pénétreront pas dans la gare de Wissembourg.

Ligne d'Oberhofen à Bischwiller. — Les travaux de construction de la ligne d'Oberhofen à Bischwiller ont été commencés en 1897. Les budgets de l'Empire pour 1897 et 1898 prévoyaient à cet effet des crédits dont l'ensemble s'élève à 737,500 francs. En outre, l'Alsace-Lorraine a contribué aux dépenses par une allocation de 206,250 francs.

La ligne a été ouverte le 1er mai dernier ; elle a 3,6 kilomètres de longueur. L'infrastructure a été établie pour deux voies et la superstructure pour une seule. En réalité, cette nouvelle ligne est un simple raccordement qui permettra aux trains venant de Rastadt par Röschwoog de se diriger sur Vendenheim sans passer par la gare de Haguenau.

Ligne de Rosheim à Ottrot. — Le chemin de fer de Rosheim à Ottrot, dont la construction vient d'être décidée, sera une ligne d'intérêt local établie aux frais de l'Alsace-Lorraine. Longue de 8 kilomètres environ, elle exigera une dépense évaluée à 1,331,250 francs. Elle se détachera de la ligne Molsheim—Barr à la station de

Rosheim pour aboutir à Ottrot par Bœrsch. Elle sera sans doute prolongée ultérieurement sur Klingenthal.

Ligne de Wesserling à Krüth. — Dans le projet de budget de 1901, le gouvernement a proposé de prolonger jusqu'à Krüth (5,2 kil.) la ligne de la vallée de la Thür qui se termine actuellement à Wesserling. Le pays qu'elle desservira est pittoresque, fréquenté par les touristes et possède quelques gros villages où existent des établissements industriels. La dépense totale est évaluée, pour les finances de l'Empire, à 1,178,250 francs. L'Alsace-Lorraine fournira, en outre, une contribution de 321,750 francs.

Ligne de Massevaux à Sewen. — La ligne de Sentheim à Massevaux, à voie unique comme la ligne de Cernay à Sentheim dont elle est le prolongement, a été construite en 1883-84 à l'aide de fonds exclusivement fournis par l'Alsace-Lorraine; toutefois, en vertu d'une convention signée en 1882, l'État a la propriété de la ligne et en assure l'exploitation.

Les travaux de construction ont été exécutés avec la plus grande économie; sur la majeure partie de sa longueur, la ligne a comme plate-forme la route même de Massevaux. Au total, les dépenses se sont élevées à 758,750 francs.

En 1898, on a entamé des travaux en vue de prolonger la ligne, en remontant la Doller, de Massevaux jusqu'à Sewen, au pied du ballon d'Alsace.

La section Sentheim—Massevaux a une longueur de 5,6 kilomètres; le tronçon projeté aura environ 10 kilomètres. L'État contribuera à la construction de la nouvelle ligne pour une somme de 1,310,625 francs répartie entre trois exercices budgétaires. Les travaux seront prochainement terminés. La tête de la vallée de la Doller se trouvera ainsi reliée directement avec Mulhouse: c'est là le principal intérêt de la nouvelle ligne.

Ligne de Mulhouse à Dornach. — Le développement

des établissements industriels de la ville de Mulhouse et des localités voisines a conduit à effectuer, à Mulhouse, depuis quelques années, des travaux presque incessants sur les voies ferrées qui s'y croisent.

Mulhouse possède trois gares, officiellement nommées, depuis le mois d'avril 1899 : gare de Mulhouse (Ville), gare de Mulhouse (Nord) et gare de Mulhouse (Wanne).

La gare de Mulhouse (Ville), autrefois appelée gare centrale et située au sud de la ville, sur la ligne de Bâle, est plus particulièrement réservée au service des voyageurs. La gare de Mulhouse (Nord), sur la ligne Lutterbach—Rixheim, est affectée au triage et au service des marchandises. Enfin, la gare de Mulhouse (Wanne), à l'est de l'ancienne gare centrale, sert à la formation des trains et fonctionne aussi comme gare de marchandises.

La ligne Lutterbach—Mulhouse (Nord)—Rixheim étant suivie par les trains de marchandises, tandis que les trains de voyageurs circulent sur la ligne Lutterbach—Mulhouse (Ville)—Rixheim, l'importante localité industrielle de Dornach n'était plus desservie par les trains de marchandises. Aussi le gouvernement allemand a-t-il jugé nécessaire de la relier directement à la gare de Mulhouse (Nord). La dépense, évaluée à 900,000 francs, a été répartie entre les exercices budgétaires 1897 et 1898. La ligne est à voie unique, mais avec infrastructure pour deux voies; c'est, à proprement parler, un raccordement de 2 kilomètres de longueur.

Enfin, il convient de signaler la modification apportée, en 1896, au tracé de la ligne de Strasbourg à Kœnigshofen, qui a été rendue indépendante des autres lignes dans la gare de Strasbourg. Au reste, le réseau ferré d'Alsace-Lorraine s'est accru de quelques petits tronçons concédés à certaines compagnies industrielles qui les exploitent; telle est, par exemple, la section Het-

tange-la-Grande—Œutrange, au nord de Thionville, qui dessert plusieurs puits de mines.

II. — Transformation de lignes à simple voie en lignes à double voie.

Les sections énumérées ci-après, qui étaient à simple voie, ont été ou seront dotées d'une seconde voie :

Ligne de Thionville à Hayange. — La ligne de Thionville à Hayange, qui existait déjà en 1870, vient de recevoir une seconde voie. Cette modification a été nécessitée par l'accroissement du trafic de la ligne, qui traverse une importante région industrielle et qui, en outre, ouvre, par Fontoy et Audun-le-Roman, une communication avec Longuyon et les Ardennes. De 1885 à 1894, le mouvement sur cette ligne s'est élevé de 343,408 à 723,624 tonnes.

Commencés en 1895, les travaux sont maintenant terminés. Les budgets de l'Empire pour 1895 et 1896 avaient alloué à cet effet des crédits s'élevant au total de 2 millions de francs. Les remblais ont pu être constitués économiquement à l'aide de scories provenant des usines de Hayange, Uckange et Rombach. On a profité de ces travaux pour rendre la ligne indépendante de celle de Thionville à Metz ; en modifiant légèrement son profil à partir de Bettange, on a pu, en effet, l'amener à passer au-dessus de la ligne Metz—Thionville. Les deux lignes se côtoient ensuite pour traverser la Moselle et pénétrer dans la gare de Thionville, où se trouve la tête de la ligne de Hayange.

La pose d'une seconde voie entre Thionville et Hayange a nécessairement conduit à élargir le pont de la Moselle, près de Thionville, dont le tablier supporte maintenant cinq voies, y compris une voie réservée à une société industrielle. Malgré la crue qui s'est produite au mois de mars 1896, pendant la construction des nou-

velles piles, les travaux ont pu se poursuivre et se terminer dans les conditions prévues.

Ligne de Hagondange à Moyeuvre-la-Grande. — Les industries minières et métallurgiques ont pris un tel développement dans la vallée de l'Orne, notamment à Rombach, que l'on juge maintenant nécessaire de construire une deuxième voie sur la ligne de Hagondange à Moyeuvre-la-Grande, entre Hagondange et Rombach (5 kil.). La dépense totale est évaluée à 2,281,250 francs; une première annuité de 1 million de francs a été inscrite dans le budget de 1901.

Ligne de Hargarten à Sarreguemines. — En 1895, le gouvernement allemand a entrepris la pose d'une seconde voie sur la ligne Hargarten—Béning—Sarreguemines. Sur la section Béning — Sarreguemines, où l'infrastructure avait été établie pour deux voies, les travaux ont été relativement simples; ils ont été plus compliqués entre Hargarten et Béning, notamment au viaduc de Creutzwald.

Pendant l'exécution de ces travaux, on a amélioré le profil de la ligne, et on lui a réservé des voies spéciales dans la gare de Sarreguemines. Enfin, à Béning, on l'a rendue indépendante de celle de Sarrebrück à Metz au moyen d'un passage en dessus; un raccordement relie, d'ailleurs, les deux lignes.

Ligne de Kalhausen à Sarreguemines. — Un crédit de 1,812,500 francs, réparti sur trois exercices depuis 1897, a permis de pourvoir d'une seconde voie la section Kalhausen—Sarreguemines. Les travaux ont été conduits avec une certaine lenteur; d'ailleurs, en 1895, le terrain avait déjà présenté de sérieuses difficultés lors de la construction de la ligne, circonstance qui a dû engager à la prudence dans l'exécution des nouveaux travaux.

Ligne de Sarrebrück à Sarreguemines. — La ligne de Sarrebrück à Sarreguemines était à double voie sur toute sa longueur, sauf entre la frontière prussienne,

près de Hanweiler et Sarreguemines (2 kil.). En 1898, le gouvernement allemand s'est décidé à combler cette lacune, au moyen de crédits s'élevant à 672,500 fr. et répartis sur trois exercices budgétaires.

Ligne de Mommenheim à Obermodern. — La ligne de raccordement de Mommenheim à Obermodern, qui relie les deux grandes voies ferrées Strasbourg—Sarrebourg—Metz et Haguenau—Sarreguemines—Thionville, a été ouverte à l'exploitation le 1er mai 1895 et, l'année suivante, une gare de triage était établie à Obermodern.

Cette ligne constitue l'itinéraire le plus court pour les trains de charbon qui, du bassin de la Sarre, se dirigent sur une station de la haute Alsace ou de l'Allemagne méridionale. Aussi, la circulation y est-elle devenue rapidement si active, que le gouvernement allemand a jugé nécessaire de doubler la voie unique de cette section. Les crédits affectés à cette opération ont été inscrits aux budgets de 1899 et 1900 ; ils s'élèvent, au total, à 637,500 francs.

La principale conséquence de ces travaux et de ceux entrepris entre Kalhausen, Sarreguemines et Hargarten, sera de mettre en communication Strasbourg et Thionville par une ligne de chemin de fer pourvue de deux voies sur toute sa longueur.

Ligne de Strasbourg à Lauterbourg. — Le budget de l'Empire a affecté des crédits s'élevant à 3,125,000 fr., et répartis entre les exercices 1898 et 1899, à la pose d'une seconde voie sur la ligne de Strasbourg à Lauterbourg et à l'agrandissement de la gare de Lauterbourg.

Lors de la construction de la ligne, de 1874 à 1876, l'infrastructure avait été établie pour une seule voie. Soumis aux délibérations du Reichstag, le projet avait, d'ailleurs, rencontré une assez vive opposition, et le maréchal de Moltke avait dû prendre lui-même la parole pour affirmer la nécessité de la ligne au point de vue militaire.

Actuellement, c'est pour des raisons techniques que le gouvernement allemand a demandé la pose d'une seconde voie sur cette ligne dont le Reichstag a eu tant de peine à voter la construction. « Le trafic de la ligne, dit-il, a augmenté dans de sérieuses proportions depuis l'ouverture des sections Merzwiller—Selz, Haguenau—Rœschwoog et Rœschwoog—Rastadt—Karlsruhe; il a également profité du développement pris par le port fluvial de Lauterbourg. En 1892, les trains circulant sur la ligne étaient au nombre de 15 par jour; en 1898, on devait compter sur 5 trains directs, 11 trains de voyageurs et 12 trains de marchandises, dont 8 réguliers et 4 facultatifs. Il faut ajouter que, sur la section comprise entre les ateliers de Bischheim et la station de Drusenheim, il y a, chaque jour, quatre marches d'épreuve pour les locomotives sortant des ateliers, et qu'enfin, dans certaines éventualités, il faudrait mettre en circulation sur la ligne jusqu'à 12 trains spéciaux militaires. »

Le gouvernement a donc estimé qu'il était impossible d'imposer à la ligne un rendement aussi élevé sans avoir à redouter des troubles ou des accidents dans l'exploitation, et il a jugé indispensable la pose d'une seconde voie.

Ligne de Lutterbach à Rixheim. — La section Lutterbach—Mulhouse (Nord) date de 1885; entre 1895 et 1897, elle fut prolongée par deux embranchements dirigés, l'un sur Rixheim et l'autre sur Mulhouse (Wanne). Elle était destinée, comme on l'a vu, à donner passage aux trains de marchandises, afin de soulager la section Lutterbach—Mulhouse (Ville)—Rixheim, réservée aux trains de voyageurs.

Peu de temps après sa création, la nouvelle ligne a été jugée insuffisante et, en raison du grand nombre de trains qui y circulent, il a paru nécessaire de la doter d'une seconde voie ; en même temps, on se proposait de modifier en partie le tracé de la section Lutterbach—

Mulhouse (Nord), qui traverse un terrain fréquemment inondé par les eaux de la Doller.

Les dépenses, évaluées à 3,443,750 francs, ont été réparties sur les exercices 1899 et 1900.

III. — Lignes à voie étroite.

Les chemins de fer à voie étroite auraient certainement pris un développement considérable en Alsace-Lorraine, si le réseau à voie normale y était moins dense. Néanmoins, de 1883 à 1890, il a été créé plus de 150 kilomètres de ces lignes, situées pour la plupart en Alsace, non compris un certain nombre de tramways urbains et de tronçons, généralement assez courts, affectés au service d'usines dont ils sont la propriété.

De ces chemins de fer à voie étroite, les uns appartiennent à l'Etat, les autres à des compagnies privées. Ils ont tous, d'ailleurs, une largeur d'un mètre.

Les chemins de fer dépendant de l'Etat, sont :

1° La ligne de Lutzelbourg à Phalsbourg, créée en 1883, longue de 6 kilomètres, et se reliant à Lutzelbourg avec la ligne Strasbourg—Sarrebourg ;

2° La ligne de Colmar à Marckolsheim, comprenant les sections Colmar—Horbourg, ouverte en 1885, et Horbourg—Marckolsheim, en 1890 ; longue de 22 kilomètres, elle se relie, à Colmar, aux lignes Strasbourg—Bâle et Colmar—Brisach, et se raccorde, à Marckolsheim, avec la ligne des tramways strasbourgeois, à Colmar, avec les lignes Colmar—La Poutroye et Colmar—Wintzenheim.

Les chemins de fer appartenant à des compagnies privées, sont :

1° Les tramways strasbourgeois, comprenant la section Strasbourg—Marckolsheim (54,5 kil.), ouverte en 1886, ainsi que son embranchement Boofzheim—Rheinau (2,5 kil.); la section Strasbourg—Truchtersheim

(15 kil.), qui date de 1887, et l'embranchement Kraft—Erstein (5,5 kil.), créé en 1889. En outre, à la compagnie des tramways strasbourgeois appartiennent plusieurs sections situées sur le territoire du grand-duché de Bade.

Les lignes alsaciennes des tramways strasbourgeois se relient, à Strasbourg même, à la ligne Strasbourg—Kehl—Appenweier; à Erstein, à la ligne Strasbourg—Bâle ; à Marckolsheim, elles se raccordent avec la ligne Colmar—Marckolsheim ;

2° Les tramways de Mulhouse à Ensisheim et Wittenheim, composés des sections Mulhouse—Ensisheim (16,5 kil.), Mulhouse—Wittenheim (7,5 kil.) et Mulhouse—Pfastadt (2,8 kil.), ouvertes respectivement en 1885, 1888 et 1889. Ces sections se relient, à la gare de Mulhouse (Wanne), avec la ligne de Strasbourg à Bâle ;

3° Les lignes de la vallée de Kaisersberg, qui comprennent la section de Colmar à Wintzenheim (5 kil.) et celle de Colmar à La Poutroye (25 kil.), par la vallée de la Weiss.

Les travaux concernant les chemins de fer à voie étroite d'Alsace-Lorraine, qui sont actuellement en projet ou en cours d'exécution, sont les suivants :

Ligne de Thionville à Mondorf. — Longue d'environ 25 kilomètres, la ligne de Thionville à Mondorf sera construite exclusivement à l'aide de crédits inscrits au budget particulier de l'Alsace-Lorraine. Elle reliera Thionville à Luxembourg, en se soudant à Mondorf, sur l'Albach, avec les lignes ferrées du grand-duché de Luxembourg.

Ligne de Phalsbourg à Drulingen. — En 1892, le tramway de Phalsbourg (ligne de Lutzelbourg à Phalsbourg) a été racheté par l'Etat. A cette époque, on prévoyait déjà qu'il serait nécessaire de prolonger la ligne jusqu'à Drulingen ou Diemeringen, de manière à la mettre en communication, soit avec la ligne de Sarre-

bourg à Sarreguemines, soit avec celle d'Obermodern à Sarreguemines qui était alors en projet. Les populations de la région souhaitaient vivement que l'une ou l'autre de ces deux solutions fût adoptée. Le gouvernement allemand a attendu, pour se rendre à leurs vœux, que la situation financière du tramway de Phalsbourg se soit améliorée, et dans le budget de 1900, il a fait inscrire une première annuité de 250,000 francs pour prolonger la ligne de Lutzelbourg à Phalsbourg jusqu'à Drulingen (15 kil.), en passant par Wilsberg, Berlingen, Hangwiller, Bust et Siewiller. Les dépenses s'élèveront, au total, à 1,857,500 francs, dont 387,000 seront au compte de l'Alsace-Lorraine.

Ligne d'Oberhausbergen à Westhofen. — La ligne d'Oberhausbergen à Westhofen mettra en relation avec Strasbourg, au moyen de la ligne des tramways strasbourgeois, les villages situés au nord de la basse vallée de la Bruche. Elle aura environ 20 kilomètres de longueur et sera construite aux frais de l'Alsace-Lorraine.

Ligne de Bollwiller à Ensisheim et Colmar. — La ligne Bollwiller—Ensisheim—Colmar se composera de deux sections qui se souderont à Ensisheim. L'une, Bollwiller—Ensisheim, longue de 6 kilomètres, mettra en communication la vallée de la Lauch avec Mulhouse ; l'autre, Colmar—Ensisheim, reliera Colmar à Mulhouse, en traversant la région riche et peuplée qui s'étend entre le canal du Rhône au Rhin et la ligne ferrée de Colmar à Bâle.

L'Etat doit allouer, pour la construction des deux sections projetées, une subvention de 1,750,000 francs, dont la première annuité (1,250,000 fr.) a été inscrite au budget de 1897. L'Alsace-Lorraine contribuera à la dépense pour une somme de 888,750 francs.

Les sections Bollwiller—Ensisheim et Ensisheim—Colmar, auront une longueur totale de 35 kilomètres environ.

Pour compléter ces renseignements relatifs aux chemins de fer à voie étroite, il faut mentionner la construction d'une petite ligne de tramway électrique entre Turkheim et les Trois-Epis. Ouverte en 1899, cette ligne est destinée à faciliter l'accès d'un lieu de villégiature assez fréquenté dans cette région. Le budget de l'Alsace-Lorraine a contribué à sa construction pour une somme de 217,500 francs.

IV — Travaux exécutés dans les gares.

Depuis cinq ans, un grand nombre de gares du réseau alsacien—lorrain ont été l'objet d'améliorations ; mais, qu'il s'agisse de l'augmentation des voies de service, de perfectionnements apportés aux systèmes de signaux ou d'aiguillage, d'agrandissement de bâtiments, de quais ou de cours de chargement, les travaux effectués n'ont, pour la plupart, qu'une valeur purement locale. Aussi ne signalera-t-on ici que certaines améliorations importantes présentant de l'intérêt, non seulement pour les gares qu'elles concernent, mais pour le réseau tout entier.

Thionville. — Depuis 1871, la gare de Thionville a été l'objet d'une série de remaniements nécessités par l'importance croissante qu'elle a prise, soit comme station de bifurcation, soit comme tête de ligne. L'ancienne gare qui, par sa situation même, se prêtait mal aux agrandissements projetés, fut abandonnée et remplacée par une nouvelle gare, établie dans une île entre la Moselle et le bras du canal du Fort.

En 1895, par suite de la pose d'une seconde voie sur la ligne de Hayange, il fallut modifier le nouvel établissement, augmenter le nombre des voies de service, et élargir le pont de la Moselle sur lequel passent les lignes de Metz et de Hayange.

Ces agrandissements ne sont pas suffisants. Le mouve-

ment de la gare de Thionville, qui consiste surtout en transports de charbon et de minerai, s'est élevé, en effet, dans la proportion de 48 p. 100 de 1893 à 1897. Le doublement de la voie sur la ligne de Hayange, la création d'une nouvelle ligne entre Fontoy et Audun-le-Tiche ne peuvent que favoriser ce mouvement ascendant. Dans ces conditions, le gouvernement a admis la nécessité de faire de nouveaux travaux dans la gare de Thionville, afin de la mettre en mesure de répondre aux exigences du trafic, et a demandé au Reichstag le vote de crédits s'élevant à 1,291,250 francs, dont 625,000 ont été inscrits, comme première annuité, au budget de 1898.

L'exposé des motifs mis à l'appui des projets indique le but de ces travaux : « La gare de Thionville est maintenant insuffisante ; il y a lieu d'augmenter notablement les voies de triage, ainsi que les garages pour les trains de marchandises. Les conditions locales ne permettent pas d'effectuer ces agrandissements dans le voisinage immédiat de la gare.... Actuellement, il passe, chaque jour, à Thionville, soixante-trois trains de marchandises, dont les wagons sont destinés à cinq directions différentes, indépendamment de ceux qui doivent s'arrêter à Thionville même. Le triage doit donc être très intensif, mais il est long et dangereux, parce qu'il s'opère en traversant les voies principales. Aussi est-il nécessaire d'augmenter les voies de triage en les concentrant en un nombre limité de points bien choisis ».

En conséquence, les projets comportent la création de deux gares de triage, l'une à Yutz-Basse, près de la bifurcation des lignes de Sierk et de Teterchen, l'autre à Ebange, à portée des lignes de Metz et de Hayange. L'ancienne gare de Beauregard, sur la rive gauche de la Moselle, sera affectée au service des marchandises en provenance ou à destination de Thionville. En même temps, on augmentera le nombre des voies de service de la gare d'Uckange.

Sans attendre la fin de ces travaux, d'autres crédits ont été demandés, dans le budget de 1901, pour créer à Florange, à la bifurcation de la ligne de Fontoy, une gare de triage, qui sera reliée directement avec celles d'Ebange et d'Uckange. On espère ainsi pouvoir assurer, dans les meilleures conditions possibles, la circulation des trains de marchandises de cette région éminemment industrielle, en dégageant en même temps la gare de Thionville. La dépense nécessaire est évaluée à 6,387,500 francs; un crédit de 625,000 francs a été inscrit au budget de 1901 comme première annuité.

Metz. — Il y a longtemps que le gouvernement général d'Alsace-Lorraine désirait transformer la gare centrale de Metz, enfoncée dans un profond cul-de-sac où viennent converger les nombreuses lignes qui passent ou aboutissent à Metz. Mais le conseil municipal hésitait devant l'importance des dépenses que devait entraîner cette opération dont l'utilité, au point de vue purement local, était, d'ailleurs, contestable. Enfin, au mois de février 1900, après avoir repoussé deux fois les propositions qui lui étaient soumises, il a voté, à une faible majorité, un crédit de 312,500 francs destiné à l'exécution des premiers travaux.

D'autre part, le gouvernement impérial a compris dans le budget de 1901 une demande de crédit de 6 millions de francs pour l'achat des terrains. La gare sera déplacée et agrandie; aménagée en gare de passage pour les principales lignes qui desservent Metz, elle constituera en même temps la station-terminus de certaines lignes secondaires que l'on se propose de créer dans la région située au nord-est de la ville.

Sarreguemines. — La gare de Sarreguemines, comme celle de Thionville, a été à plusieurs reprises l'objet de transformations considérables, motivées par l'importance de sa situation, à la jonction des lignes de Deux-Ponts, de Bitche, de Kalhausen, de Sarralbe, de Bening et de

Sarrebrück. Resserrée entre la ville, qui s'allonge sur les bords de la Sarre, et les hauteurs de la rive gauche de cette rivière qui s'abaissent vers elle en pentes raides, la gare de Sarreguemines ne pouvait être que difficilement agrandie.

En 1880, on créait une courbe de raccordement entre les lignes de Bitche et de Deux-Ponts, afin d'éviter un rebroussement, en gare de Sarreguemines, pour les trains qui devaient passer de l'une de ces lignes sur l'autre ; en 1889, on modifiait le tracé de la ligne de Bitche, de manière à la faire passer par la gare de Folpersweiler et à l'accoler à la ligne de Deux-Ponts ; de 1892 à 1895, la construction de la ligne de Sarreguemines à Mommenheim par Kalhausen nécessitait de nouveaux travaux pour permettre son entrée dans la gare de Sarreguemines.

En présentant le budget de 1893, le gouvernement proposa d'apporter à cette gare certains remaniements. Les crédits nécessaires, montant à 2,647,500 francs, furent répartis sur quatre exercices. L'exposé des motifs était ainsi conçu : « Le mouvement actuel du commerce des charbons du bassin de la Sarre, par Sarreguemines, et l'augmentation de trafic qui résultera de l'ouverture de la ligne Sarreguemines—Mommenheim obligent à faire pénétrer en double voie la ligne de Sarrebrück dans la gare de Sarreguemines. Dans ce but, on emploiera comme seconde voie de la ligne de Sarrebrück celle de la ligne de Bening, qui actuellement entre en gare à côté d'elle, dans une étroite tranchée, et on créera une entrée spéciale pour la ligne de Bening, en modifiant en même temps l'installation générale de la gare des voyageurs ».

Les crédits nécessaires ont été inscrits aux budgets des années suivantes, et, après avoir créé, dans la gare de Sarreguemines, des doubles voies spéciales pour les lignes de Sarrebrück et de Bening, on a pris une mesure

analogue pour la ligne du Palatinat. Il semble donc que le gouvernement allemand se soit proposé de rendre aussi indépendantes que possible les différentes lignes ferrées qui convergent à Sarreguemines, tout en les reliant par les voies de raccordement nécessaires.

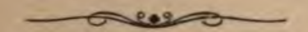
Enfin, près de Sarreguemines, à la gare de triage de Remelfing, on a créé un grand nombre de voies de garage et de service. Mais « sur la section Kalhausen—Sarreguemines, le trafic est devenu tellement intense, qu'il faut y prévoir normalement 40 trains par jour dans chaque sens ». Aussi pour assurer la régularité des transports de charbon du bassin de la Sarre, le gouvernement a-t-il résolu de construire une troisième voie sur la section Kalhausen—Sarreguemines, entre Remelfing et Sarreinsming, station de triage qui sert en quelque sorte de gare avancée à Sareguemines. La dépense prévue est fixée à 300,000 francs ; une première annuité de 125,000 francs figure au budget de 1901.

(*A suivre.*) (145)

LES

RÉFORMES MILITAIRES

EN BULGARIE



L'organisation de l'armée bulgare a subi, pendant les années 1899 et 1900, un certain nombre de modifications dont la plupart sont destinées à uniformiser ses grandes unités et à centraliser le commandement. Quelques-unes des mesures prises ont déjà été signalées, sous forme de *Nouvelles militaires*, par la *Revue*. Nous nous contenterons de les rappeler sommairement et nous analyserons seulement les réformes dont il n'a pas encore été rendu compte, parce qu'elles ont été mises en application à une date récente.

Embrigadement de l'infanterie.

A la fin de 1898, l'armée bulgare comprenait 6 divisions à 4 régiments d'infanterie; à chaque régiment était joint un cadre de réserve. Un certain nombre de décrets, du 1/13 janvier 1899, ont ordonné la suppression des cadres de réserve et leur remplacement par 12 régiments d'infanterie de réserve (1), groupé les différentes unités en 12 brigades, comprenant chacune 2 régiments actifs et 1 régiment de réserve, et prescrit les mesures d'exécution nécessaires pour la formation de ces brigades (suppression des adjoints aux commandants de division, suppression du commandant de la forteresse de Widin, organisation des états-majors de brigade, etc.).

(1) Voir la *Revue militaire*, 1899, page 346.

Les régiments d'infanterie de réserve, comprenant chacun 1 bataillon à 5 compagnies, dont 4 compagnies d'infanterie et 1 compagnie de garde-frontière, ont été créés au mois de février 1900, lors de l'arrivée du contingent.

La nouvelle organisation de l'infanterie est complètement en vigueur depuis cette époque. Il y a 6 divisions d'infanterie à 2 brigades; chaque brigade se compose d'un état-major; 2 régiments d'infanterie actifs à 2 bataillons; 1 régiment d'infanterie de réserve à 1 bataillon.

Lors de la mobilisation, chacun des régiments de la brigade, mobilise 4 bataillons actifs; les divisions bulgares mobilisées compteront donc 24 bataillons, c'est-à-dire qu'elles auront, en infanterie du moins, la force d'un corps d'armée à 2 divisions.

Il faut remarquer que la brigade mobilisée n'est pas homogène, les 3 régiments ne se trouvant pas dans les mêmes conditions. Tandis que les unités actives du pied de paix sont simplement dédoublées, les compagnies du régiment de réserve donnent chacune naissance à un bataillon; en outre, ces compagnies ont un effectif de paix inférieur à celui des compagnies des régiments actifs. Peut-être l'organisation actuelle n'est-elle encore que transitoire et les régiments de réserve recevront-ils à l'avenir un second bataillon en temps de paix? Si les ressources budgétaires permettaient d'effectuer cette modification, l'inconvénient que nous venons de signaler disparaîtrait rapidement, car les ressources en hommes sont suffisantes. En effet, le nombre des inscrits de la classe 1899 était de 65,210, dont 55,044 se sont présentés devant les conseils de revision; or le contingent annuel (appelé en février 1900) est fixé à 19,000 hommes seulement (1).

(1) Indépendamment de ces 19,000 hommes qui font le service

Réorganisation du ministère de la guerre.

Dans un autre ordre d'idées, il faut signaler tout un ensemble de mesures destinées à centraliser plus directement dans la main du Ministre de la guerre les services de l'administration centrale.

Tout d'abord, un décret du 1/13 janvier 1899 supprima, dans le ministère de la guerre, les Sections topographique et statistique, la Section d'infanterie, la Section des constructions, la Section de l'artillerie, l'Inspection de la frontière. Quelques jours après, le poste de chef de l'artillerie de forteresse fut à son tour supprimé et l'on créa, à l'Inspection de l'artillerie, un sous-chef chargé d'inspecter l'artillerie de forteresse et les armes portatives. Ces réformes, qui avaient pour but de diminuer le nombre des organes indépendants, ne furent mises en application qu'au début de 1900, lorsque le Ministère de la guerre fut réorganisé.

Le 17 février/1er mars, on créa une Inspection du service sanitaire, chargée de centraliser tout ce qui concerne les services sanitaire, vétérinaire et de pharmacie. L'inspecteur relève directement du Ministre ; il est président d'un Conseil sanitaire créé près de l'Inspection.

L'Inspection de l'infanterie, qui fonctionnait près de l'Etat-Major de l'armée, a été supprimée (19 juin/1er juillet 1899) et le Ministre est devenu l'inspecteur de l'infanterie, avec faculté de déléguer chaque année, pour l'inspection, ses pouvoirs à un officier.

Il fallait coordonner toutes ces réformes partielles ; un décret du 10/22 février 1900 ordonna la réorganisation

---

normal, tous les dispensés (3,000 environ chaque année) étaient jusqu'à présent incorporés dans l'infanterie pour 6 à 8 mois. Les dispenses partielles étant, comme nous le verrons plus loin, rendues totales contre paiement d'une taxe militaire, le contingent annuel sera sans doute augmenté.

générale du ministère de la guerre, qui comprend désormais :

a) L'Etat-Major de l'armée ;
b) La Chancellerie ;
c) L'Inspection de l'artillerie ;
d) L'Inspection du génie ;
e) L'Inspection sanitaire ;
f) La Direction de la justice militaire.

a) *Etat-Major de l'armée.*

L'Etat-Major de l'armée comprend deux divisions : division des opérations et division de la mobilisation.

La *division des opérations* a dans son ressort : l'organisation de l'armée, son instruction, l'École militaire, les officiers d'état-major, la préparation des manœuvres, l'étude de l'organisation des armées voisines (serbe, turque et roumaine), la concentration de l'armée bulgare, l'utilisation des chemins de fer, l'étude des théâtres d'opérations, la préparation des plans d'opérations.

Elle comprend : 1 colonel directeur, 1 major d'état-major, 1 major d'ingénieurs, 2 capitaines d'état-major.

La *division de la mobilisation* s'occupe du recrutement, de l'organisation du territoire, de la mobilisation, de la statistique du pays et de celle des contrées voisines.

Elle se compose de : 1 colonel directeur, 2 majors et 2 capitaines d'état-major.

Le colonel chef d'état-major de l'armée a les droits d'un commandant de division.

b) *Chancellerie.*

La chancellerie comprend deux divisions : division de service et division d'administration.

La *division de service* se subdivise en trois sections dites du service général, du personnel, des pensions.

Le chef de la division dirige la rédaction des journaux militaires bulgares.

La section du service général s'occupe des questions de discipline intérieure, des incidents de frontière, des contestations dans le personnel militaire, etc...; elle a un major à sa tête.

Celle du personnel, placée sous les ordres d'un capitaine, prépare le travail des promotions et des mutations d'officiers. La section des pensions est également dirigée par un capitaine.

La *division d'administration*, qui a pour chef un colonel, est divisée en quatre sections :

La section du budget (vérification des dépenses), dont le chef est un lieutenant-colonel remplissant en même temps les fonctions de sous-chef de la division; celle des vivres (vivres et fourrages), qui est dirigée par un major; celle du Trésor (solde, etc...), qui a pour chef un fonctionnaire civil; celle de l'habillement, de l'équipement et de l'armement, qui a un major à sa tête.

Chaque chef de section dispose d'un autre officier.

Le chef de la chancellerie a les droits d'un commandant de division.

c) *Inspection de l'artillerie.*

L'inspection de l'artillerie a dans son ressort l'élabo ration des règlements, l'instruction technique des artilleurs, l'armement des troupes, l'arsenal.

L'inspecteur de l'artillerie est un colonel jouissant des droits d'un commandant de division; il a sous ses ordres un colonel, sous-chef, un major, deux capitaines et un lieutenant d'artillerie.

d) *Inspection du génie.*

L'inspection du génie s'occupe de tout ce qui concerne l'instruction des troupes et le matériel technique de

l'arme; elle a également, dans ses attributions, l'étude des lignes de chemin de fer en projet.

L'inspecteur du génie est un colonel ayant le rang et les prérogatives d'un commandant de brigade. Il a sous ses ordres : un colonel, un lieutenant-colonel, deux majors, dont l'un est chef de la section cartographique, et un lieutenant chef du dépôt de la cartographie.

e) *Inspection sanitaire.*

Nous avons dit plus haut, à propos du décret d'organisation, quel est le rôle de l'inspection sanitaire dernièrement créée.

L'inspecteur est un médecin militaire ayant le grade de colonel et les droits d'un commandant de brigade ; il s'occupe personnellement du service de santé proprement dit et a sous ses ordres un major vétérinaire et un lieutenant pharmacien.

f) *Direction de la justice militaire.*

Le personnel de la direction comprend un colonel, directeur, et un lieutenant.

Inspecteur de la cavalerie.

Le décret de réorganisation du ministère de la guerre (10/22 février) avait supprimé, en principe, l'inspection de la cavalerie, mais en admettant qu'elle continuerait provisoirement à fonctionner au ministère. Quelques jours après (25 février/9 mars) une loi spéciale régla définitivement cette question.

Tous les corps de troupe de cavalerie (1), le cours de cavalerie, le dépôt de remonte de Bojourichtché, l'école

(1) L'escadron de la garde est, en ce qui concerne son service spécial, indépendant de l'inspecteur de la cavalerie, mais il est sous ses ordres pour les questions d'instruction militaire et d'administration.

vétérinaire et l'école de maréchalerie sont placés sous les ordres directs d'un officier portant le titre d'inspecteur de la cavalerie et jouissant des droits d'un commandant de division.

L'inspecteur de la cavalerie est sous les ordres directs du Ministre de la guerre. Il règle toutes les questions d'organisation et d'instruction et, en général, tout ce qui a trait à la cavalerie. Il dispose d'un état-major comprenant : un colonel chef d'état-major, un major, un lieutenant, un vétérinaire et un personnel de chancellerie.

L'inspecteur de la cavalerie est responsable de la préparation de la cavalerie à la guerre. Il peut, quand il le veut, inspecter les régiments, les réunir pour une période d'évolutions de trois semaines, rassembler les officiers pour des exercices spéciaux, etc... Il a le droit de présenter au Ministre, pour les faire retraiter, les officiers inaptes au service. Il peut suspendre de leurs commandements : les chefs de régiment pour un mois, les commandants d'escadron pour deux mois. Il est seul chargé de proposer les officiers de cavalerie pour l'avancement ou pour les distinctions honorifiques.

Réformes pour améliorer la position des officiers.

La *Revue* a déjà analysé (1) la loi du 21 janvier/2 février 1900 sur les pensions militaires, le décret du 31 janvier/12 février relatif à la solde des officiers, aux indemnités de route, etc., et le décret du 1/13 février concernant l'indemnité de première mise d'habillement. Toutes ces réformes ont pour but d'améliorer la position des officiers; elles ont été complétées, le 17/30 octobre dernier, par la promulgation d'un règlement relatif à l'avancement des capitaines au grade de major.

(1) Août 1900, pages 551 et suivantes.

Pour pouvoir être promus au premier grade d'officier supérieur, les officiers devront remplir les conditions suivantes :

1° Avoir au moins cinq ans de grade de capitaine;

2° Avoir suivi avec succès le « cours pratique d'instruction » spécialement créé à cet effet.

Les propositions pour l'avancement des capitaines sont faites par les commandants des corps de troupe, institutions et établissements militaires. Ces commandants doivent s'efforcer de bien connaître, à tous les points de vue, les capitaines susceptibles d'une proposition et placés sous leurs ordres; aux officiers qui se contentent de remplir strictement les devoirs de leur emploi, on préfère ceux qui, non seulement servent bien, mais encore font preuve d'initiative et ne craignent pas la responsabilité. Les chefs de corps transmettent au ministère (1), en même temps que la liste des officiers qu'ils proposent, le dossier des états de service complet et le folio des punitions de ces officiers. En même temps les colonels envoient la liste des capitaines qui ne sont pas proposés, bien qu'ils remplissent les conditions d'ancienneté requises; les motifs de la non-proposition doivent être indiqués.

Tout capitaine proposable qui passera trois ans sans être proposé perdra ses droits à l'avancement; il restera dans l'armée jusqu'à ce qu'il ait droit à la pension (25 ans de service) et sera ensuite retraité. Il s'ensuit que tous les capitaines bulgares promus majors, auront, au maximum, 8 ans de grade (2).

Les listes de propositions sont transmises par la voie

(1) Les propositions des chefs de corps doivent parvenir au ministère avant le 1/14 février de chaque année. Sont proposables tous les capitaines ayant au moins 5 ans de grade au 1/14 mars de l'année en cours.

(2) Ce système, analogue au système allemand d'avancement à l'ancienneté par sélection, a pour but de rajeunir les cadres supérieurs de l'armée. C'est dans le même but que, malgré la crise financière que

hiérarchique et annotées par les commandants de brigade et de division. Toutes ces listes sont réunies au ministère et l'état général des propositions est publié par le *Journal militaire officiel.*

Cours pratique. — La durée du « cours pratique » que doivent suivre les capitaines proposés pour l'avancement est de cinq mois, du 15/28 mars au 15/28 août. Elle se divise en deux périodes : préparatoire et des exercices sur le terrain.

Pendant la période préparatoire, les officiers ont à traiter des questions de tactique d'après la carte, d'administration, de fortification ; ils ont à rédiger des mémoires sur l'histoire militaire, l'artillerie, l'armement, etc. Cette période dure trois mois ; les travaux sont dirigés par des officiers supérieurs. A leur issue les capitaines ont à passer un examen devant une commission spéciale présidée par le chef de l'Etat-Major général.

Pendant la seconde période les capitaines du cours pratique doivent : 1° résoudre des questions de tactique sur le terrain ; 2° commander effectivement sur le terrain un détachement des trois armes (1) chargé de remplir une mission donnée. Cette dernière épreuve a lieu en présence de la commission spéciale d'examen dont nous avons parlé ci-dessus.

A la fin du cours, la commission juge définitivement les officiers d'après l'ensemble de leurs travaux ; ceux dont la préparation a été jugée suffisante sont promus officiers supérieurs au fur et à mesure des vacances ; on renvoie les autres à leur corps de troupe, mais ils

---

traverse la Bulgarie, on a mis d'office à la retraite, il y a quelques mois, plus de 70 officiers de tout grade ; pour se rendre un compte exact de l'effet de cette mesure, il faut se rappeler que l'armée bulgare ne comprend pas 1900 officiers, indépendamment des officiers du service de santé.

(1) Un bataillon, une batterie et un escadron.

conservent le droit de prendre part, l'année suivante, aux opérations et aux examens du cours pratique ; aucun capitaine ne peut être présenté plus de trois fois.

Modifications diverses.

a) Les trois groupes (à 3 batteries) d'artillerie de montagne bulgare, tout en conservant leurs anciennes garnisons (1), sont réunis en un régiment sous l'autorité d'un colonel qui réside à Sophia et qui doit assurer l'uniformité de l'instruction.

b) Une demi-compagnie montée a été formée près de chaque bataillon frontière (2). Elle fournit des détachements à toutes les compagnies frontières afin de faciliter les services de surveillance et de liaison.

c) L'organisation des troupes de génie a été complètement modifiée par les décrets du 19 juin/1er juillet 1899 et du 10/22 février 1900.

Le commandement de la brigade du génie est supprimé ; le 1er bataillon est rattaché à la 4e division, le 2e bataillon à la 1re division et le 3e bataillon à la 5e division, mais ces bataillons restent, au point de vue technique, subordonnés à l'inspection du génie au ministère.

Le bataillon technique du génie, qui existait comme bataillon indépendant, a été supprimé le 22 février dernier et les 3 unités qui le composaient : compagnie des chemins de fer, compagnie télégraphique et compagnie de pontonniers, ont été mises directement sous la dépendance de l'inspection du génie. Le même jour, la compagnie télégraphique a été transformée en parc télégraphique ; ce parc, commandé par un officier

(1) Berkovitsa, Samakov et Philippopoli ; voir la *Revue militaire*, 1899, page 346.

(2) Décret du 3/15 juin 1899.

supérieur, comprend six pelotons (1 pour chaque division); chaque peloton a trois sections : télégraphique, téléphonique et optique.

d) Le sobranié a voté une loi (1) d'après laquelle les jeunes gens auxquels la loi sur l'organisation de l'armée reconnaît un droit de dispense partielle ne feront plus à l'avenir aucun service actif; en revanche, ils devront, pendant 10 ans. payer une taxe militaire. Le montant annuel, fixé par la commission de recrutement d'après la situation sociale et matérielle des dispensés et de leurs parents, varie de 10 à 500 francs.

e) Enfin, il reste à rendre compte de la nouvelle réglementation (2) suivie pour la mise à la retraite des officiers.

Les officiers sont rangés en quatre catégories, selon qu'ils quittent l'armée :

a) Sur leur demande;

b) A la suite d'une condamnation ;

c) Par décision princière, pour motif de discipline ;

d) Pour des motifs divers (infirmités, limite d'âge, etc.). Les officiers de la 1re catégorie sont inscrits dans la réserve ; ceux qui ont 10 ans ou plus de service effectif conservent le droit de porter l'uniforme de leur arme (3). Les officiers des 2e et 3e catégories sont simplement inscrits, suivant leur âge, dans les rangs de la réserve. Ceux de la dernière catégorie sont dits « à la disposition » du Ministre et continuent à compter, pour ordre, dans l'armée active ; ils ont tous le droit de porter l'uniforme (3), d'assister aux parades, revues, etc.; ils peuvent, s'ils y consentent, être désignés pour faire partie de certains comités et de certaines commissions.

---

(1) Cette loi a été promulguée le 10/22 février 1900.

(2) Promulguée le 1/14 mars 1900.

(3) Avec l'insigne de la réserve, qui consiste en un large galon fixé en travers de la patte d'épaule.

Telles sont les principales modifications apportées depuis deux ans à l'organisation de l'armée bulgare. Il est inutile d'insister sur l'importance de certaines d'entre elles.

Malgré les embarras financiers qui pèsent actuellement sur la Bulgarie comme sur les autres Etats balkaniques, le sobranié et le gouvernement n'hésitent pas à imposer de nouveaux sacrifices au pays lorsqu'il s'agit du bien de l'armée ; il est facile de se rendre compte que, dès maintenant, la principauté pourrait mettre sur pied environ 300,000 hommes instruits, bien armés et bien organisés.

(137)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE

Frais de la guerre sud-africaine. — Le montant des dépenses engagées ou à prévoir pour couvrir les frais de la guerre sud-africaine s'élevaient, le 12 décembre 1900, à plus de 2 milliards de francs :

		Livres sterling.
Crédits supplémentaires, votés le 17 octobre 1899		10,000,000
Crédits supplémentaires, votés le 8 février 1900		13,000,000
Intérêt des bons du Trésor (8,000,000 de livres)		217,000
Budget de 1900-1901 :		
Défense de la métropole	6,228,000	37,797,000
Dépenses de guerre	31,569,000	
Intérêt des bons du Trésor		250,000
Intérêt de l'emprunt de guerre		619,000
Crédits supplémentaires, votés le 20 juillet 1900 :		
Total	11,500,000	
A déduire (expédition de Chine)	3,000,000	
Différence	8,500,000	8,500,000
Crédits supplémentaires, votés le 12 décembre 1900 :		
Total	16,000,000	
A déduire (expédition de Chine)	2,500,000	
Différence	13,500,000	13,500,000
Total		83,883,000

Soit *deux milliards, quatre-vingt-dix-sept millions, soixante-quinze mille francs.*

Licenciement de la milice. — Pendant la guerre de l'Afrique du Sud, le gouvernement anglais avait incorporé successivement tous les corps de la milice.

Les unités d'artillerie et du génie ont été licenciées dans le courant des mois d'octobre et de novembre. Des 123 bataillons d'infanterie convoqués, 34 ont été licenciés du 15 au 20 octobre, 6 le 1er novembre et 21 les 4 et 5 décembre. Après cette date, il n'est plus resté sous les drapeaux, en fait de milice, que 62 bataillons d'infanterie, répartis comme il suit :

19 en Angleterre et Écosse;
7 en Irlande;
2 dans les îles de la Manche;
29 dans l'Afrique du Sud;
3 à Malte;
1 en Égypte;
1 à Sainte-Hélène.

Gratifications aux troupes employées dans la guerre sud-africaine (*Army Order* du 8 décembre 1900). — Le War-Office vient de décider que toutes les troupes impériales ou coloniales, qui ont pris part aux opérations de la guerre sud-africaine, recevraient une gratification en argent.

Le droit à cette gratification est acquis à tout officier, sous-officier ou soldat présent à l'armée sud-africaine entre le 10 octobre 1899 et une date, postérieure au 8 décembre 1900, qui sera fixée ultérieurement.

Le taux sera le suivant :

Officiers.

Field-Marshal	2,500	livres sterling.
Général	2,000	—
Lieutenant général	760	—
Major général	380	—
Brigadier général	285	—
Officier d'état-major payé d'après les tarifs VI et X, colonel d'état-major ou assimilé	200	—
Colonel ne rentrant pas dans la catégorie précédente, lieutenant-colonel ou assimilé, officier d'état-major payé d'après le tarif XI.	160	—
Major ou assimilé, officier d'état-major payé d'après les tarifs XII et XIII	80	—
Capitaine ou assimilé, officier d'état-major payé d'après le tarif XIV	60	—
Lieutenant	37,5	—
Second lieutenant	30	—

Sous-officiers et soldats.

Sous-officiers brevetés	20	livres sterling.
Sous-officiers et soldats, d'après la classe dans laquelle ils rentrent (art. 1144 du règlement sur la solde) :		
Classe I	15	—
Classe II	12,5	—
Classe III	10	—

Classe IV	7,5 livres sterling.
Classe V.....................	5 —

Les sommes dues aux officiers et hommes de troupes décédés dans l'Afrique du Sud seront délivrées à leurs représentants, d'après les instructions du War-Office.

AUTRICHE-HONGRIE

BUDGET DE LA GUERRE POUR 1901. — ARMÉE COMMUNE. — Le budget de l'armée commune pour 1901 se monte à 326,760,505 francs, dont :

Pour les *dépenses ordinaires*	292,582,450 fr. 60 ;
— *dépenses extraordinaires*.	26,426,954 fr. 40 ;
— *dépenses de la Bosnie*...	7,751,100 francs.

Soit une augmentation de 12,388,449 francs sur les dépenses de l'année 1900.

L'augmentation du *budget ordinaire* est de 1,042,649 francs; elle porte principalement sur les points suivants :

État-Major général. — Il sera créé en 1901 deux postes de généraux de division adjoints aux généraux commandants de corps d'armée. Il n'y aura donc plus, à la fin de cet exercice, que deux corps d'armée ne disposant pas d'un deuxième officier général.

Service des bureaux. — Dans treize grandes garnisons, les officiers supérieurs en retraite chargés du service de chancellerie seront remplacés par des officiers supérieurs hors cadres (*Armeestand*).

Les états-majors des trois corps de Galicie seront augmentés chacun d'un capitaine en retraite chargé spécialement des questions de réquisition des chevaux.

Troupes. — Les chevaux de cavalerie en service chez les particuliers ayant été augmentés de 1008 (12 par régiment), les dépenses d'entretien de ces animaux se sont accrues de 109,636 francs.

Les effectifs en chevaux de l'artillerie sont augmentés de 272 chevaux de selle de sous-officiers et 176 chevaux de trait nécessitant une dépense de 211,690 francs. Ainsi se trouve terminée l'augmentation, décidée en 1894 pour l'artillerie de campagne, de 1424 chevaux de selle et 704 chevaux de trait.

Les pionniers reçoivent une augmentation de 35,000 francs, destinée à permettre aux bataillons qui ne stationnent pas sur le Danube de passer six semaines au lieu de quatre à des exercices sur ce fleuve.

Il est créé quatre cadres de sections télégraphiques de forteresse.

Remonte. — Le chiffre des chevaux à entretenir par les dépôts de

remonte, augmenté de 200 en 1900, sera augmenté encore de 200 chevaux en 1901.

Une commission d'achat permanente est créée à Miskolez.

Manœuvres. — La dotation pour les manœuvres d'automne es augmentée de 210,000 francs.

Les crédits pour l'allocation de munitions pour le tir sont accrus de 143,000 francs pour les armes portatives et de 101,000 francs pour l'artillerie.

Écoles. — Les dépenses des écoles sont accrues de 346,000 francs. Ces augmentations portent notamment sur le budget de l'école de guerre (92,000 fr.), par suite de l'augmentation du nombre de ses élèves, et sur celui des écoles réales et académies militaires (46,000 fr.).

La création d'un cours d'ingénieurs des constructions nécessite une dépense de 40,000 francs.

Les autres dépenses concernent le personnel subalterne des écoles de cadets, l'extension de l'école vétérinaire et les écoles d'orphelines militaires.

Personnels administratifs et divers. — Le corps de l'intendance est augmenté de 10 fonctionnaires. Les 40 emplois dont la création a été décidée en 1898 seront ainsi pourvus de titulaires.

Il est créé 11 emplois nouveaux d'employés des subsistances militaires, ce qui porte à 66 l'augmentation des employés de ce service; 33 postes resteront à créer ultérieurement.

Le corps des auditeurs est augmenté de 4 lieutenants et 1 colonel; il devra être créé ultérieurement 16 emplois de capitaine dont 10 de 1re classe. Les vétérinaires militaires sont augmentés de 6; cette augmentation fait partie des 36 emplois dont la création a été décidée en 1898. Il restera encore 12 emplois à pourvoir de titulaires après 1901.

Il est créé dans le corps des médecins militaires 32 emplois comportant le rang d'officier supérieur, savoir : 3 médecins en chef de 1re classe, 15 médecins en chef de 2e classe, 14 médecins-majors. Cette augmentation est compensée par la suppression de 32 emplois de médecins ayant rang de lieutenant.

On a décidé la création de 30 emplois nouveaux de pharmaciens militaires; 9 seront pourvus de titulaires en 1901; 2 auront le grade d'administrateur (correspondant à lieutenant-colonel). En même temps on crée 12 emplois nouveaux d'auxiliaires techniques (sous-officiers).

L'augmentation du *budget extraordinaire* est de 11,650,800 francs. Les principaux articles du budget extraordinaire ont trait aux dépenses suivantes :

3,150,000 francs pour continuer la construction du fusil 1898 et la fabrication des munitions;

3,570,000 francs pour l'armement des places fortes;

1,155,000 francs pour la fabrication de poudre sans fumée pour l'artillerie de gros calibre. Ces divers crédits sont des annuités de crédits plus forts demandés antérieurement;

1,575,000 francs pour essais d'un matériel d'artillerie de campagne nouveau;

157,500 francs comme première annuité de construction des voitures de trois nouveaux équipages de pont;

63,000 francs comme première annuité d'un crédit de 630,000 francs pour doter les places d'équipages aérostatiques.

Les achats de matériel de chemin de fer à voie étroite et à voie normale, de ponts Kohn, de remorqueurs pour l'exploitation des voies navigables, de torpilles de rivières, de matériel de télégraphie, de projecteurs électriques se continuent;

2,205,000 francs sont demandés pour des places d'exercices;

2,100,000 pour les travaux de fortification.

Le budget extraordinaire comprend, comme en 1900, des crédits pour l'entretien de 4,500 hommes et 1632 chevaux en sus des effectifs réglementaires.

Organisation d'une école d'application du service de santé militaire. — Par décision impériale du 4 septembre 1900, il a été créé en Autriche une école d'application du service de santé militaire (*Militär-Aerztliche Applications Schule*). Cette école ouverte à Vienne, à l'hôpital de garnison n° 1, le 1er octobre, a été organisée sur les bases suivantes:

L'école est destinée à donner aux médecins se destinant à la carrière militaire les connaissances particulières qui leur sont nécessaires en temps de paix et en temps de guerre, pour le service de l'armée. La durée des cours est d'un an, du 1er octobre à fin septembre.

L'école se recrute parmi les aspirants aux fonctions de médecin militaire. Les jeunes gens titulaires de bourses d'études militaires sont tenus d'y entrer aussitôt l'obtention de leur diplôme de docteur, à quelque date que ce soit; ils restent à l'école après leur nomination au grade de médecin militaire (*Oberarzt*), jusqu'à ce qu'ils aient un an de présence.

L'école reçoit aussi des auditeurs extraordinaires pris parmi les médecins militaires ou jeunes médecins de régiment qui, n'ayant pas suivi les cours de l'école d'application, désirent se perfectionner dans certaines connaissances théoriques. Ils sont proposés par les chefs du service de santé des corps d'armée.

Les cours portent sur l'hygiène et la pharmacopée militaires, la chirurgie en campagne, la psychiatrie et la médecine psychique légale, le

service de santé militaire en temps de paix et en campagne, l'organisation militaire, les principes de la tactique et de la lecture de la carte, des exercices d'application sur le service de santé en campagne, l'administration militaire.

Les exercices pratiques comprennent : des diagnostics chirurgicaux et l'assistance à des opérations et pansements, des diagnostics médicaux de maladies internes, l'ophtalmologie, la laryngologie et l'odontologie, les méthodes de recherche concernant l'hygiène, l'autopsie judiciaire, la bactériologie.

L'école est commandée par un médecin en chef de 1re classe ou par un médecin général; les professeurs sont choisis parmi les médecins militaires employés à Vienne qui continuent à remplir leurs autres fonctions. Les exercices pratiques sont dirigés par les chefs de service de l'hôpital et par les chefs des laboratoires de chimie et de bactériologie du comité de santé militaire.

Le commandant de l'école règle les études et l'emploi du temps. Il est tenu de réunir une fois par mois les professeurs pour discuter des questions scientifiques ou celles qui intéressent l'école; il est rédigé un procès-verbal de ces séances.

Au mois de juillet, les élèves subissent un examen : oral sur l'hygiène, la chirurgie, le service de santé, l'organisation et l'administration militaires; écrit sur le service de santé militaire et sur un exercice d'application du service de santé en campagne. La commission d'examen comprend le commandant de l'école et les professeurs; elle est présidée par le chef du corps de santé militaire qui est inspecteur de l'école.

NOMINATION AU GRADE DE MÉDECIN MILITAIRE (*Oberarzt*). — Par suite de l'organisation de l'école d'application, les conditions de recrutement des médecins militaires ont été modifiées.

Tout aspirant aux fonctions de médecin militaire, qu'il ait été boursier ou provienne des médecins de réserve, des conditionnels ou des militaires pourvus du diplôme de docteur en médecine et âgés de moins de 32 ans, doit suivre les cours de l'école d'application, dont les six premiers mois comptent comme période de stage prévue par les règlements. L'ancienneté relative des médecins d'une même année est déterminée par leur rang de sortie de cet établissement.

EMPIRE ALLEMAND

VOIES FERRÉES LIVRÉES A L'EXPLOITATION, PENDANT L'ANNÉE 1900, EN ALLEMAGNE. — La longueur totale des voies ferrées qui ont été livrées à l'exploitation pendant l'année 1900, en Allemagne, s'élève à

1181,3 kilomètres, dont 750 appartiennent aux différents réseaux de l'État et 431,3 à des compagnies privées. Les lignes à voie étroite ne sont représentées dans ces chiffres que par des longueurs de 2,4 kilomètres pour les réseaux d'État, et de 49,4 kilomètres pour les compagnies privées.

Parmi ces lignes nouvelles, celles qui appartiennent à l'État sont celles de :

Marienwerder à Freystadt, Neidenburg à Ortelsburg, Goldap à Rominten, Schœnsee à Strasburg, Berent à Lippusch, dans la province de Prusse ;

Callies à Falkenburg, Misdroy à Ostwine, dans la province de Poméranie ;

Aschersleben à Schœningen, Naumburg à Tauchern, dans la province de Saxe ;

Wieren à Triangel par Wittingen, Salzdetfurth à Grosdüngen, dans la province de Hanovre ;

Brilou (ville) à Brilou (gare), Geseke à Buren, Rahden à Sulingen, dans la province de Wesphalie ;

Cassel à Loxbach, dans la province de Hesse-Nassau ;

Nierstein à Kœngernheim, Rheindürkheim à Guntersblum, Worms à Lampertheim (1), dans le grand-duché de Hesse ;

Eppingen à Steinsfurth, dans le grand-duché de Bade ;

Blaufelden à Langenburg, dans le royaume de Wurtemberg ;

Strullendorf à Schlüsselfeld par Sommersfelden, Rottershausen à Lauringen (ville), Vohenstrauss à Waldhaus, Dettelbach (gare) à Dettelbach (ville), Tham à Hag, Ungerhausen à Ottobeuren, Landshut à Rottenburg, dans le royaume de Bavière ;

Zwonitz à Scheibenberg, Markersdorf à Hermsdorf (à voie étroite), dans le royaume de Saxe ;

Kœditzberg à Katzhütte, par Sitzendorf, Niederfüllbach à Rossach, en Thuringe ;

Neuenburg à Hesepe, Holdorf à Damme, dans l'Oldenbourg ;

Wissembourg à Lauterbourg, sur le réseau impérial d'Alsace-Lorraine.

Les nouvelles lignes qui appartiennent à des compagnies privées sont celles de :

Kœnigsberg à Warnicken, Kœnigsberg à Possinden, Fischhausen à Marienhof, Prawten à Schaaksvitte, Deutsch-Krone à Virchow, dans la province de Prusse ;

---

(1) Cette ligne, qui traverse le Rhin sur le nouveau pont fixe de Worms, est destinée à remplacer les sections Worms—Rosengarten—Hofheim et Rosengarten—Lampertheim.

Kosten à Gostyn, dans la province de Posen;

Reichenbach à Oberlangenbielau, par Oberpeterswaldau, Camenz à Reichenstein, dans la province de Silésie;

Visecke à Glœwen (à voie étroite), dans la province de Brandebourg;

Dernburg à Minsleben, dans la province de Saxe;

Rinteln à Stadthagen, Vorwohle à Emmerthal, dans la province de Hanovre;

Herford à Wollenbrück (à voie étroite), Gütersloh à Laer (ligne exploitée par l'État), Empel à Isselburg-Anhalt, dans la province de Westphalie;

Kirchhain à Schweinsberg, dans la province de Hesse-Nassau;

Brœzingen à Ittersbach (à voie étroite), Odenheim à Hilsbach, dans le grand-duché de Bade;

Nürtingen à Neuffen, dans le royaume de Wurtemberg;

Grünstadt à Offstein, dans le Palatinat bavarois;

Steheim à Sondern et les lignes du cercle de Geilenkirchen, dans la province du Rhin.

Les voies ferrées indiquées dans l'énumération précédente sont toutes ouvertes au service des voyageurs; on n'a pas fait mention des tronçons exclusivement réservés à la circulation des trains de marchandises.

Cables sous-marins allemands en Extrême Orient. — Depuis l'ouverture des hostilités dans le Petchili, l'Allemagne a fait immerger dans les eaux chinoises deux câbles sous-marins très importants, actuellement livrés à l'exploitation et dont les frais d'établissement, prévus au troisième budget supplémentaire pour les affaires de Chine, s'élèvent à 4,125,000 francs.

Par l'établissement de câbles entre Chefou, Takou, Port-Arthur, Weï-Haï-Weï, Shanghaï, Chefou est devenu un centre d'informations militaires important. L'Allemagne a donc jugé indispensable de relier à ce point, aussi rapidement que possible, sa base d'opérations de Tsingtau-Kiautschou par un câble allemand complètement indépendant des communications télégraphiques chinoises.

Les fabriques allemandes ne pouvant livrer le matériel aussi rapidement que l'exigeait la situation militaire, la pose du câble a été effectuée par la grande Compagnie des Télégraphes du Nord, à l'aide d'un matériel de provenance étrangère.

Ce câble, dont la longueur est de 472 kilomètres, est exploité à Chefou et à Tsingtau par des employés allemands, et communique à Chefou avec la Société des Télégraphes du Nord et la Eastern Extension Australia and China Telegraph Company.

Pour affranchir complètement le territoire de Kiautschou de l'emploi

des télégraphes chinois, au cas d'interruption de la communication Tsingtau-Chefou, fort possible en raison des violents orages qui sévissent fréquemment dans la région, il a paru nécessaire d'établir un deuxième câble sous-marin vers le sud, entre Tsingtau et Shanghaï, point où atterrissent les grands câbles internationaux. Ce nouveau câble, d'un développement de 715 kilomètres, a été posé en moins d'un mois par le vapeur allemand le *Podbielski*, à l'aide d'un matériel sortant en grande partie des usines allemandes de Nordenham.

Voici, d'après la presse allemande, les lignes qui seraient construites ultérieurement :

1° Câble de Tsingtau à Nagasaki, nœud de communications sous-marines.

Cette ligne affranchirait complètement l'Allemagne de l'emploi du câble anglais. En effet, les États-Unis établissent actuellement un câble sous-marin qui, partant de San-Francisco et traversant le Pacifique, atterrira aux Philippines, en touchant à Honolulu et à l'île Juan, du groupe des Ladrones. Le Japon a tout intérêt à se mettre en liaison avec ce nouveau câble. Si donc on crée le câble allemand Tsingtau-Nagasaki, il serait possible à l'Allemagne de communiquer télégraphiquement avec Kiautschou, soit par la Sibérie reliée par une compagnie danoise à la Corée, au Japon et à Shanghaï, soit par le Japon, l'Amérique et le câble allemand américain;

2° Câble établi de concert avec le gouvernement hollandais, allant d'Europe à Shanghaï et détachant, à partir de ce point, un embranchement vers le sud pour desservir les îles Bismarck et Carolines, les Indes hollandaises et la Nouvelle-Guinée allemande.

Cette ligne secondaire, partant de Shanghaï, atterrirait tout d'abord aux îles Bismarck et Carolines, puis se dirigerait de là vers l'ouest, en évitant les possessions anglaises, jusqu'aux îles Natuna (Indes néerlandaises).

Le gouvernement hollandais poserait les trois lignes suivantes :

a) Iles Natuna, Pontianak, île Banka. Cette ligne se relierait à la ligne télégraphique terrestre de Palembang, Anger et Batavia;

b) Palembang, Batavia (directement);

c) Macassar, Ile Ambon.

A partir de l'île Ambon, l'Allemagne reprendrait ce dernier câble et le pousserait jusqu'à la Nouvelle-Guinée allemande pour le rattacher ensuite à la ligne des Carolines.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

RÉTABLISSEMENT DU GRADE DE LIEUTENANT GÉNÉRAL DANS L'ARMÉE AMÉRICAINE. — Au cours de la dernière séance de la session, le Con-

grès a voté un article additionnel à la loi des finances, allouant des crédits pour l'Académie militaire de West-Point. Cet article est ainsi conçu :

1° *Le plus ancien major général de la ligne, commandant l'armée, aura le rang, la solde et les indemnités d'un lieutenant général;*

2° *L'adjudant général actuel de l'armée aura le rang, la solde et les indemnités d'un major général. Après le départ du présent titulaire, l'adjudant général n'aura que le grade de brigadier général.*

De 1776 à 1791, il n'y avait pas de conditions de grade exigées pour exercer le commandement de l'armée fédérale. De 1791 à 1798, ce commandement a été dévolu à un major général. Le grade de lieutenant général, créé en 1798 en faveur de Washington, fut aboli par la loi de 1799 et remplacé par celui de *général de l'armée des Etats-Unis* (General of the Army of the United States). Cette loi fixait à 40,000 hommes l'effectif de l'armée. Il ne fut jamais atteint.

Peu de temps après la mort de Washington, le Congrès licencia la plus grande partie de l'armée, qui ne comprit plus que 3,000 hommes environ, commandés par un brigadier général.

En 1812, en raison de l'état de guerre, l'effectif de l'armée fut porté à 12,000 hommes, l'État-Major général comprenant 4 brigadiers généraux et 2 majors généraux, dont le plus ancien exerçait les fonctions de commandant de l'armée.

En 1855, le major général Scott, qui commandait l'armée fédérale, fut nommé lieutenant général par brevet. Cette mesure était toute personnelle et avait pour but de récompenser les services rendus par le général Scott au Mexique en 1847.

Le grade de lieutenant général fut rétabli en 1864 en faveur du major général Grant et, lorsque celui-ci fut nommé général, en 1866, il fut remplacé dans le grade de lieutenant général par le major général Sherman. Ces deux grades de général et de lieutenant général existèrent jusqu'en 1879, date à laquelle le Congrès décida que leurs titulaires ne seraient pas remplacés.

En 1895, le Congrès rétablit le grade de lieutenant général en faveur du major général Schofield. Cette nomination avait encore un caractère personnel. Au contraire, en vertu de l'article voté par le Congrès, le commandement de l'armée fédérale sera dorénavant exercé par un lieutenant général.

Par contre, la mesure qui confère le grade de major général au brigadier général Corbin, titulaire actuel des fonctions d'adjudant général, est exclusivement personnelle et sans précédent dans l'histoire de l'armée fédérale.

Le nouveau lieutenant général, le général Miles, est major général

depuis 1890 et commandant de l'armée fédérale depuis 1895. Le général Corbin est brigadier général depuis le 25 février 1898, date à laquelle il a pris les fonctions d'adjudant général.

Répartition actuelle de l'armée américaine. — A la suite des divers mouvements de troupe exécutés entre l'Amérique, la Chine, les Philippines, Cuba et Porto-Rico, l'armée américaine se trouve actuellement répartie comme il suit au point de vue des effectifs :

Philippines	70,550	hommes.
États-Unis	15,600	—
Cuba	5,300	—
Chine	1,740	—
Porto-Rico	1,600	—
Alaska	1,000	—
Hawaï	200	—

Ces effectifs paraissent à peine suffisants pour faire face aux exigences de la situation présente. Il n'existe aucune force importante disponible en cas d'événement imprévu; en outre, d'après la loi du 2 mars 1899, l'armée doit être ramenée à 29,000 hommes au plus tard le 1er juillet 1901. M. Root, secrétaire d'État pour la guerre, a donc déposé un nouveau projet de loi qui permettrait de remplacer les volontaires actuellement en service par des réguliers et des indigènes.

ITALIE

Envoi en congé illimité d'hommes des classes 1877, 1878, 1879. — A la date du 14 septembre 1900 ont été envoyés en congé illimité :

1° Les militaires de 1re catégorie de la classe 1877 astreints à 3 ans de service, y compris les engagés volontaires ordinaires de toutes les armes, corps ou spécialités, sauf de la cavalerie;

2° Les militaires de 1re catégorie de la classe 1878 astreints à 2 ans de service, appartenant à toutes les armes, corps ou spécialités;

3° Les militaires de 1re catégorie de la classe 1879 incorporés à titre d'omis, d'insoumis, etc., qui, dans l'année courante, ont atteint ou atteindront 39 ans d'âge.

Le renvoi des hommes de la classe 1877, appartenant à la cavalerie, a eu lieu à la date du 24 novembre.

Réseau ferré. — Le 25 octobre 1900 a été déclarée ouverte à l'exploitation, la section de voie ferrée Limone-Vievola (11 kilomètres) sur la ligne Coni—Borgo-S. Dalmazzo—Tende.

Appel des recrues de 1re catégorie de la classe 1880, affectées aux armes a cheval et a l'artillerie de montagne. — Par circulaire du 1er novembre 1900, le Ministre de la guerre a fixé au 1er décembre l'appel des recrues de 1re catégorie de la classe 1880, déclarées aptes au service dans la cavalerie, l'artillerie à cheval (moins le train), l'artillerie de campagne (moins le train) et l'artillerie de montagne.

Les hommes de recrues ont été envoyés, par les commandants de districts, à leurs corps d'affectation, le 5 décembre.

ROUMANIE

Modification a l'organisation de la cavalerie. — La cavalerie roumaine se compose de 6 régiments de rossiori et 11 régiments de calarassi, auxquels il faut ajouter, pour mémoire, 2 escadrons d'escorte.

Les 6 régiments de rossiori et 3 régiments de calarassi (7e, 8e et 9e) étaient dits permanents. Ils comprenaient chacun 4 escadrons permanents et 1 peloton hors rang, à l'exception du 9e calarassi qui, affecté à la division de la Dobroudja, n'avait que 2 escadrons permanents, 2 escadrons semi-permanents et 1 peloton hors rang.

Tous les autres régiments de calarassi (1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 10e et 11e) étaient dits semi-permanents. Avant 1898, chacun d'eux comprenait 1 escadron permanent, 3 escadrons semi-permanents et 1 peloton hors rang. La loi budgétaire avait prescrit pour le 1/13 novembre 1898 la transformation, dans chacun de ces régiments, de 1 escadron semi-permanent en escadron permanent, mais la mesure n'avait été appliquée que dans 3 régiments (1er, 3e et 4e calarassi) (1).

Une loi promulguée en avril 1900 a modifié encore une fois cette organisation. « La cavalerie se compose de régiments de rossiori et de « régiments de calarassi. Les régiments se composent chacun de « 1 peloton hors rang et de 5 escadrons *permanents ou semi-permanents*, « dont l'un sera l'escadron de dépôt. »

En somme, on a renoncé à augmenter le nombre des unités permanentes et l'on a préféré créer des escadrons de dépôt.

Les raisons de cette modification sont les suivantes (2) :

Les régiments n'ayant pas d'escadron de dépôt, il aurait fallu, au moment de la mobilisation, appeler sous les drapeaux des hommes déjà [illegible] et leur donner des chevaux de réquisition.

---

(1) [illegible] (*Armées étrangères*), 1899, page 164.

(2) [illegible] déposé avec le projet de loi sur le bureau de la

Cela avait l'inconvénient de retarder la mobilisation de la cavalerie et d'introduire dans les escadrons des éléments qui n'étaient nullement préparés au service de guerre. Le but de la loi est de permettre aux régiments de compléter l'effectif de leurs escadrons de guerre au moyen des hommes et des chevaux dont ils disposent en temps de paix. On croit que, en Roumanie, ce résultat sera très facilement atteint grâce à l'existence des éléments semi-permanents.

On sait que les cavaliers du service semi-permanent sont renvoyés dans leurs foyers après une période de service actif assez courte, mais qu'ils doivent, lors des convocations pour des exercices ou des manœuvres, se présenter au corps avec leurs chevaux.

Caisse de crédit et de secours pour les officiers. — En 1895, le Ministre de la guerre avait institué une Caisse de crédit, d'épargne et d'assurance pour aider les officiers dans les moments de gêne; elle était destinée, en outre, à faciliter l'établissement de maisons d'éducation et de retraite, d'hôpitaux thermaux, de cercles, etc. Cette institution fut supprimée en 1898.

L'année suivante, une autre loi a réglé l'organisation d'un établissement analogue à celui de 1895 et qui a commencé à fonctionner le 1er/13 avril 1900, sous le nom de Caisse d'épargne, de crédit et de secours pour les officiers. Comme la précédente, cette Caisse a pour objet : 1° de capitaliser et de faire fructifier les petites économies des officiers; 2° de leur faire des avances sur leur solde et de leur venir en aide, ainsi qu'à leurs familles, dans des cas déterminés : maladie, blessure, incendie, etc.; 3° d'établir et d'entretenir des maisons de santé dans les stations balnéaires, ainsi que des établissements d'éducation pour les enfants des membres de la Caisse; 4° enfin, disposition nouvelle, de recevoir et d'administrer le fonds spécial de remonte et de harnachement appartenant aux officiers de l'armée active, ainsi que les retenues exercées sur la solde pour l'achat de chevaux.

La Caisse est administrée par un conseil présidé par un général nommé par le Ministre et comprenant sept officiers supérieurs. Il y a, en outre, un directeur, un sous-directeur et un caissier nommés par le Ministre parmi les officiers en activité ou en retraite.

La participation à l'ancienne Caisse de secours était obligatoire; la loi actuelle laisse, au contraire, les officiers libres de leur décision. Il y a deux sortes de dépôts volontaires :

1° Les dépôts permanents mensuels qui seuls donnent le titre de membre de la Caisse; ces dépôts sont de 2 p. 100 de la solde brute ou de la pension de retraite; ils portent intérêt à 3 p. 100; pour ces versements, la durée de l'engagement est de cinq ans;

2° Les dépôts temporaires que peuvent faire, non seulement les officiers, mais encore les particuliers quand la Caisse a besoin d'argent. Ils ne peuvent être inférieurs à 100 francs et produisent un intérêt dont le taux, fixé par le Conseil d'administration, ne peut dépasser 6 p. 100. Le délai maximum de remboursement sur demande est de trois mois.

La Caisse reçoit aussi les dépôts des autorités militaires et leur paye un intérêt de 4 p. 100 au maximum; cet article s'applique aux masses d'économies que les régiments ont le droit de se créer.

Les avances faites par la Caisse peuvent s'élever, au maximum, à trois mois de solde ou à deux mois de pension. L'intérêt est de 6 p. 100, au profit de la Caisse, qui en fait la retenue au moment du prêt. Le remboursement doit être effectué par prélèvements mensuels sur la solde ou la pension, en un an pour les officiers de l'armée active, en six mois pour les officiers en retraite.

La Caisse est autorisée à accepter des dons, des legs, à donner des fêtes à bénéfice, à organiser des loteries, etc. Elle recevra, éventuellement, des sommes inscrites au budget de la guerre à titre de secours.

Réorganisation de l'école d'enfants de troupe. — La première école d'enfants de troupe a été créée en Roumanie à la fin de 1897; elle était destinée à préparer des cadres inférieurs pour l'infanterie. Cette école a été réorganisée dans les premiers mois de 1900. Le règlement nouveau lui donne pour but de préparer des cadres pour l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et aussi de former des musiciens et des ouvriers pour les corps de troupe. Les enfants peuvent être engagés dans les différents corps; le nombre des engagements est fixé par décret et l'on donne toujours la préférence aux fils de militaires. L'âge minimum pour l'engagement est de 10 ans pour les fils de militaires, 14 ans pour les autres. Les enfants de troupe servent en cette qualité jusqu'à 18 ans, puis comme volontaires jusqu'à la libération de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge.

Après avoir reçu une première instruction au régiment, les enfants de troupe peuvent être admis à l'école entre 14 et 16 ans, suivant le nombre de places vacantes. Pour cette admission, il est tenu compte des résultats d'un examen d'entrée et des certificats d'études antérieures; à mérite égal, la préférence est toujours donnée aux fils de militaires. Les élèves non admis continuent à suivre les cours au régiment.

L'école comprend deux sections qui forment, en réalité, deux écoles distinctes. La première section (cadres) reçoit 180 élèves; la deuxième section (musiciens et ouvriers), 120 élèves. La durée des cours, dans l'une et l'autre, est de quatre ans, mais les élèves peuvent être admis,

suivant leur degré d'instruction, dans une classe plus ou moins élevée; la durée du séjour à l'école n'est donc pas égale pour tous.

En sortant de l'école, les élèves retournent à leur corps et, s'ils ont satisfait aux examens, ils *peuvent* être nommés caporaux après six mois de présence. L'école est donc destinée à donner simplement une instruction préparatoire, et c'est au service régimentaire qu'est réservée, comme il convient, la sanction définitive.

La première section d'école est restée établie au monastère de Dealul, près de Tirgoviste. La deuxième section a été installée, au mois d'avril 1900, à Pentélémon, près de Bucarest.

RUSSIE

NOUVELLES RÈGLES POUR LA NOMINATION DES GÉNÉRAUX. — Le prikaze n° 353 du 14/27 septembre 1900 établit les règles suivantes pour les propositions et les nominations au grade de général :

Comme précédemment, la nomination aux grades de général major, général lieutenant et général, n'est soumise à aucune règle et dépend exclusivement de la volonté de l'Empereur, qui apprécie les services de chacun.

Les propositions pour ces divers grades ne peuvent être faites qu'en faveur d'officiers *occupant déjà des fonctions correspondantes* ou *désignés pour les occuper*.

Les propositions comportent le *choix ordinaire* et le *choix hors tour*.

Au choix ordinaire, on propose pour le grade supérieur : les généraux lieutenants, à 12 *ans* de grade;

Les généraux majors, à 8 *ans* de grade;

Les colonels, à 8 *ans* de grade.

Au choix hors tour, ces diverses limites sont abaissées uniformément à 2 *ans* de grade.

Les promotions aux grades de général major, général lieutenant, etc., ont lieu deux fois par an : le jour de la fête de l'Empereur et le jour de Pâques.

Auparavant, les colonels n'étaient proposés qu'après 10 *ans* de grade, et il en était de même pratiquement pour les généraux majors. Il est bon de remarquer, d'ailleurs, que les officiers de l'état-major arrivent ordinairement colonels de 35 à 38 ans.

BIBLIOGRAPHIE.

Capitaine Debains, de l'état-major de l'armée. — Organisation de l'armée austro-hongroise (Mai 1900). — Paris, Chapelot, 1900, in-8°, VIII-268 pages.

Dans cet ouvrage, qui constitue une monographie de l'armée austro-hongroise en temps de paix, on s'est attaché à donner, d'après les documents officiels les plus récents, une idée complète des institutions militaires de la monarchie des Habsbourg.

C'est la première d'une série d'études qui ont pour objet de donner une notion complète des principales armées européennes, en condensant les renseignements actuellement dispersés dans la collection de la *Revue militaire de l'Étranger*.

L'armée roumaine en 1900. — Angers, Germain et Grassins, 1900, in-8°, carte et grav.

En raison de la participation prise par la Roumanie à l'Exposition universelle de 1900, la commission militaire roumaine a rédigé une notice ayant pour titre : *L'armée roumaine en* 1900. Ce volume contient des renseignements historiques intéressants et des données précises sur l'état actuel de l'armée roumaine. Les divers travaux géographiques exécutés par l'Etat-Major roumain durant ces dernières années s'y trouvent également relatés.

Xavier Machado. — Aphorismos de guerra, II (A Defeza nacional). — Lisbonne, Manoel Gomes, 1900, in-12, X-106-XIV pages.

Recueil de préceptes tirés de l'histoire des guerres modernes et appliqués en particulier à la défense du Portugal.

Freiherr Von Tettau. — Vergleich der deutschen Felddienst-ordnung vom Jahre 1900 mit den franzözischen und rüssischen Feldienst-Ordnungen. — Berlin, Verlag der Liebelschen Buchhandlung, 1900, in-8°, 168 pages, 4 croquis, 3 marks.

Cette étude constitue une comparaison intéressante des trois règlements allemands, français et russes sur le service des armées en campagne.

VON BALCK. — FORMALE TAKTIK DER KAVALLERIE UND FELDARTILLERIE. 1re partie. — Berlin, Verlag von Eisenschmidt, 1900.

KARL BLEIBTREU. — STRATEGISCHE TAKTIK DER SCHLACHTEN. — Zürich et Leipzig, Th. Schröters Verlag, 1900.

HAARDT VON HARTENTHURN. — NOTICEN ÜBER DIE ORGANISATION DER MILITÄR TOPOGRAPHISCHEN ARBEITEN IN DEN EUROPÄISCHEN STAATEN. — Wien, R. Lechner, 1900, gr. in-8°, 25 pages, 0 m. 80 pf.

DAS K. U. K. KRIEGSARCHIV VON SEINER GRÜNDUNG BIS ZUM JAHRE 1900. — Wien, Seidel, 1900, gr. in-8°, 206 pages, 3 m. 80 pf.

Capitaine MAHAN (de la marine des Etats-Unis). — THE STORY OF THE WAR IN SOUTH AFRICA, 1899-1900. — London, Sampton-Low, Marston et Co, 1900, in-8°, 316 pages.

Major A. W. A. POLLOK, en dernier lieu au Prince Albert's (Somersetshire Light Infantry). — WITH SEVEN GENERALS IN THE BOER WAR. — Londres, Skiffington and Son, 1900, in-8°, cartes et plans, 6 sh.

Major F. D. BAILLIE. — MAFEKING. A Diary of the Siege. — Londres, 1900, in-8°.

Lieutenant-colonel C. E. YATE. — KHURASAN AND SISTAN. — Londres, 1900, in-8°.

Capitaine MAHAN. — THE PROBLEM OF ASIA. — Londres, 1900, in-8°.

Sultan MAHOMED KHAN. — THE LIFE OF ABDUR RHAMAN, AMIR OF AFGHANISTAN. — Londres, 1900, 2 vol. in-8°.

LOBYCÉVITCH. — *Postoupatelnoé dvijenié ve srednioulou Aziiou* (L'expansion en Asie centrale). — Saint-Pétersbourg, 1900.

LOBYCÉVITCH. — *Otchote Imperatorskago gueographitcheskago obchtchestva za 1899 gode* (Compte rendu des travaux de la Société impériale russe de géographie en 1899). — Saint-Pétersbourg, Société impériale de géographie, 1900.

Colonel d'état-major MOCHNINE. — *Oborona pobéréjia ce drevniéichikhe vréméne do nachikhe dnei* (Défense des côtes depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours). — Saint-Pétersbourg, 1900.

Général major VON FOCHT. — *Sravnitelnyi otcherke glavniétchikhe oustavnykhe pravile, priniotykhe ve rousskoi, guermanskoi avstraiiskoi i*

frantsouzskoi armiiakhe dlia nastoupatelnago i oboronitelnago boia piékhoty (Précis comparatif des principales règles admises dans les règlements russe, allemand, autrichien et français pour le combat offensif et défensif de l'infanterie). — Saint-Pétersbourg, 1900.

Colonel d'état-major MARTYNOV. — *Kake vosnikla Plevna* (Comment s'est élevé Plevna). — Saint-Pétersbourg, 1900, 33 pages et 6 croquis.

OVCIANYI. — *Bolgaria i Bolgary* (La Bulgarie et les Bulgares). — Saint-Pétersbourg, 1900, 365 pages et une carte, 2 roubles.

OVCIANYI. — *Serbia i Serby* (La Serbie et les Serbes). — Saint-Pétersbourg, 1900, 321 pages et une carte, 2 roubles.

Le Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cᵉ, 2, rue Christine.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 879 **Février** **1901**

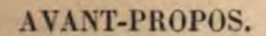
SOMMAIRE

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE

(1899-1900)



AVANT-PROPOS.

La *Revue militaire des Armées Etrangères* commence aujourd'hui la publication d'une série d'études sur la guerre actuelle dans l'Afrique du Sud.

On ne peut songer dès maintenant à écrire l'histoire de

cette campagne ; il est nécessaire, en effet, d'attendre la publication de tous les documents officiels ou privés qui s'y rattachent et, en particulier, celle de la correspondance militaire, des ordres, journaux de marche, situations d'effectifs, etc., qui sont les pièces indispensables pour appuyer une étude présentant une valeur historique. Cependant le très vif intérêt que la guerre sud-africaine a éveillé dans tous les milieux, en France et à l'Étranger, les polémiques qu'elle a fait naître, les conclusions souvent hâtives qui ont été tirées de faits insuffisamment connus, font un devoir de porter à la connaissance du public militaire les renseignements de sources dignes de foi que l'on possède déjà sur cette question.

La *Revue* s'efforcera d'étudier les plus importantes des opérations de la campagne. Loin de chercher à donner au récit des faits un développement toujours proportionné à la place qu'ils ont occupée dans les opérations, comme le nécessiterait un travail ayant un caractère d'ensemble, on sera souvent conduit à entrer, pour certains épisodes, dans des détails que justifiera seul le désir de donner au lecteur une idée exacte des procédés tactiques et des conditions spéciales de la campagne. Par contre, le manque de renseignements précis forcera fréquemment à ne tracer que les grandes lignes de certaines phases des opérations.

Le but poursuivi étant surtout de permettre de tirer des enseignements de l'étude des faits, on ne négligera pas de mettre particulièrement en relief ceux qui paraîtront instructifs. Cependant, le caractère de la présente publication obligera souvent à laisser au lecteur le soin de formuler lui-même les critiques ou de tirer les conclusions qui sont le véritable fruit de l'étude des événements de guerre.

I. — Les origines du conflit.

Il n'est pas inutile, au point de vue militaire, de faire une rapide incursion dans le passé pour y rechercher les causes du présent conflit. L'histoire des républiques sud-africaines permet seule de comprendre le caractère national que la guerre actuelle a revêtu du côté des Boers. La campagne qu'ils soutiennent si opiniâtrément depuis plus d'une année n'est que le dernier et le plus sanglant des actes d'une lutte séculaire contre l'influence anglaise. L'amour de l'indépendance, d'autant plus enraciné dans leur cœur qu'ils ont eu plus de peine à conquérir et à conserver leur liberté, la haine d'un ennemi héréditaire, sont les facteurs moraux qui peuvent expliquer une résistance « étonnant le monde », suivant l'expression de celui qui en a été l'âme. D'autre part, les difficultés que les colons hollandais ont rencontrées depuis un siècle sur un sol peu fertile et au milieu d'ennemis de toute sorte, la nécessité pour les deux Républiques de soutenir, au cours de leur histoire, des luttes pénibles contre les populations indigènes très aguerries de l'Afrique du Sud, ont développé chez les Boers les qualités d'endurance, de sang-froid et d'opiniâtreté qui les caractérisent dans la campagne actuelle. Ces mêmes circonstances expliquent aussi leur organisation militaire et leurs procédés de combat.

En rappelant rapidement les diverses phases de leur histoire, on s'arrêtera un instant sur les événements de la campagne de 1881. Les combats de Laing's-Nek et d'Amajuba-Hill offrent avec ceux de la guerre actuelle des points de ressemblance si frappants, qu'ils auraient pu faire pressentir les graves difficultés auxquelles les Anglais se heurtent aujourd'hui.

L'influence morale de ces premiers succès sur l'esprit des Boers a été considérable. C'est là qu'ils ont puisé la conviction de leur supériorité militaire sur le soldat

anglais et, d'une façon générale, sur l'Européen. Les qualités individuelles d'endurance et d'énergie, la connaissance du pays et des conditions difficiles de la vie du « veldt », qui justifient dans une certaine mesure ce sentiment, ont eu malheureusement pour conséquence indirecte d'augmenter chez eux l'esprit d'indépendance aux dépens du respect de la discipline, déjà ébranlée par le défaut d'organisation. Elles ont eu, en outre, pour effet de développer un certain esprit de méfiance vis-à-vis des idées et des conseils étrangers, ainsi qu'une confiance obstinée dans des procédés tactiques basés sur la défensive passive, incapables de donner d'autres résultats que des succès stériles.

§ 1. — *L'expansion des Boers dans l'Afrique du Sud.*

Les Boers descendent des colons hollandais qui s'établirent au Cap en 1652.

En 1686, après la révocation de l'édit de Nantes, un certain nombre de familles françaises émigrèrent dans l'Afrique du Sud et se mêlèrent aux Hollandais, dont elles prirent le langage et les habitudes.

Très prolifique, la population « dutch » s'accrut rapidement. Poussés par l'esprit d'indépendance qui les caractérisait déjà et souvent aussi par le désir d'échapper à l'administration tracassière de la Compagnie des Indes orientales hollandaises, les colons passèrent peu à peu les montagnes qui bordent la côte et s'enfoncèrent dans les terres. Les dures nécessités du métier de pionnier et les luttes contre la population indigène développèrent les qualités d'énergie de ces hommes de forte race, tandis que l'isolement dans lequel ils vivaient entretenait chez eux un sentiment religieux très profond, qui est encore un des principaux traits de leurs descendants.

Durant les guerres de la Révolution, la Hollande étant alliée à la France, la colonie du Cap tomba aux mains

d'une expédition anglaise. Rendue à son premier possesseur à la paix d'Amiens, elle fut de nouveau reprise en 1806 par les Anglais, qui la conservèrent définitivement à partir de 1814.

Les difficultés ne tardèrent pas à naître entre les nouveaux maîtres de la colonie et leurs sujets, d'un caractère si indépendant. Dès le 1er janvier 1825, les Boers se voyaient privés de l'usage légal de leur langue, qui ne leur fut rendu qu'en 1882. Mais la question qui porta le dissentiment à son comble fut celle de l'abolition de l'esclavage, qui survint en 1835.

Les Boers avaient besoin, pour leur exploitation agricole, de la main-d'œuvre indigène. On estime qu'ils employaient à cette époque 40,000 esclaves d'une valeur de 2,000 francs chacun et qui représentaient un capital de 80 millions de francs. La mesure qui abolissait l'esclavage n'indemnisa que partiellement les propriétaires. Elle leur accordait une somme de 1,500,000 livres (37,500,000 francs) payable à Londres. Cette dernière clause, qui nécessita l'intermédiaire onéreux d'agents d'affaires, réduisit encore les sommes reçues par les colons.

Alors se produisit une véritable émigration en masse. Entassant sur leurs grands chariots attelés de bœufs leur famille et tout leur avoir mobilier, les Boers s'en allèrent vers les rives de l'Orange. Au cours des grands « trecks » de 1835 et 1836, plus de 10,000 d'entre eux passèrent le fleuve et s'installèrent dans les plaines qui forment actuellement le territoire de l'État libre, après avoir livré de nombreux combats aux populations belliqueuses de la région.

En 1838, un certain nombre de familles pénétraient par les passages du Drakensberg dans le haut Natal, où leurs descendants forment encore la majeure partie de la population de race blanche.

Elles eurent à soutenir de terribles luttes contre les

Zoulous, et le souvenir des épisodes de la guerre contre le fameux chef Dingaan s'est conservé dans les légendes populaires transmises de père en fils par les Boers.

En gagnant le plateau sud-africain, ceux-ci avaient espéré échapper complètement à l'autorité anglaise.

« Nous abandonnons la colonie du Cap, disait le ma-« nifeste de Pieter Rietef, un de leurs chefs, avec la « ferme conviction que le gouvernement anglais n'a « plus rien à nous réclamer et qu'il nous sera permis, « dans l'avenir, de nous gouverner nous-mêmes, sans « aucune intervention étrangère. » Mais l'Angleterre ne l'entendait pas ainsi. Elle prétendait conserver ses sujets et s'annexer leurs nouveaux établissements. Revendiquant comme zone d'influence tout le territoire au sud de 25° de latitude (cette latitude est celle de Lourenço-Marquez), à l'exception des établissements portugais situés au sud de cette ligne, l'autorité anglaise refusa de reconnaître aux Boers le droit de former un gouvernement spécial.

En 1842, des troupes débarquèrent à Durban, et le Natal fut proclamé colonie anglaise. Une partie des colons hollandais, qui ne purent se résoudre à sacrifier leur indépendance, repassèrent le Drakensberg et vinrent rejoindre leurs frères sur les bords de l'Orange.

En 1848, les Anglais dirigèrent leurs efforts de ce côté et proclamèrent leur souveraineté sur les plaines qui sont aujourd'hui le territoire de l'État libre. Une partie des Boers se soumirent. Les plus indépendants se décidèrent une fois de plus à recommencer leur exode, et, sous la conduite de Prétorius, franchirent le Vaal et fondèrent le Transvaal.

A la suite de négociations difficiles, Prétorius parvint à faire reconnaître par le gouvernement anglais l'indépendance du nouvel État. La convention du Zand-River (17 juin 1852) « garantissait aux fermiers émigrés au « delà du Vaal le droit de diriger leurs affaires et de

« se gouverner eux-mêmes, suivant leurs lois, sans au-« cune intervention de la part du gouvernement britan-« nique ».

Les Boers, en échange, promettaient de ne faire aucune alliance avec les indigènes au nord du Vaal et de ne pas autoriser l'esclavage dans leur pays.

Deux ans après (1854), l'Angleterre, qui paraissait vouloir, à cette époque, limiter son intervention dans les affaires du sud de l'Afrique, reconnaissait également, par la convention de Blœmfontein, l'indépendance de l'État libre d'Orange.

La période de l'histoire des Républiques sud-africaines, depuis la reconnaissance officielle de leur indépendance jusqu'en 1877 (annexion du Transvaal par l'Angleterre) est une longue suite de guerres difficiles contre les indigènes et de querelles intestines entre les « burghers ». Déjà, lors de la convention de Zand-River, le Transvaal formait, à proprement parler, quatre petites républiques (Potchefstroom, Lydenburg, Zoutpansberg et Utrecht) qui étaient loin de s'entendre entre elles. Prétorius parvint cependant à faire adopter par tous les districts la constitution élaborée à Potchefstroom en 1856 et fut nommé président de la République sud-africaine.

La bonne entente, toujours difficile à établir entre les burghers, fut également troublée entre le Transvaal et l'État libre d'Orange; les deux républiques sœurs furent sur le point d'en venir aux mains en 1857. A ces difficultés politiques s'ajoutèrent des embarras financiers, que la création de papier-monnaie ne fit qu'augmenter et que la découverte des mines d'or et de diamants devait seule faire disparaître.

Cette période obscure et difficile de la vie des Républiques sud-africaines n'est cependant pas sans présenter un certain intérêt. De même que l'homme énergique sort plus fortement trempé des épreuves auxquelles la fortune le soumet pendant sa jeunesse, de même les

peuples qui se sont formés à la rude école de l'adversité acquièrent une énergie et un caractère de haute moralité qui les rend capables de grandes choses.

Obligés de lutter sans cesse contre la nature et contre les hommes, les Boers ont conservé la vigueur physique et l'énergie morale de leurs ancêtres. Grands chasseurs, constamment à cheval, habitués à ne compter que sur eux-mêmes pour se protéger, eux et leur famille, contre les indigènes au milieu desquels ils vivent isolés dans leurs fermes, ils ont développé leurs qualités individuelles, mais au détriment de l'esprit de discipline sociale. Peu accueillants pour l'étranger, n'ayant ni le temps ni les moyens de cultiver leur intelligence et d'orner leur esprit, ils sont restés des paysans à l'écorce rude et au cœur simple; mais ils ont gardé, dans leur existence vouée au danger et à la solitude, une âme profondément religieuse. Ils possèdent les plus rares qualités du soldat, la vigueur, le sang-froid, l'énergie et un sens remarquable du terrain qu'ils doivent à leur vie de chasseurs. Mises en action par un profond sentiment national, ces qualités les rendent capables de très grandes choses; mais elles ne suffisent pas pour réaliser la haute conception de la nation armée. Pour que toutes ces forces éparses aient une résultante unique, il faut qu'elles soient réunies en un faisceau serré par les liens de l'organisation et de la discipline. Et ce sera précisément l'enseignement supérieur que l'étude de la campagne sud-africaine fournira. On y constatera que l'absence de ces liens a suffi à rendre stériles les plus grands efforts et les plus hautes qualités individuelles. Plus, peut-être encore, que les habitudes contractées à la chasse ou dans les guerres contre les indigènes, c'est l'absence de liens organiques et la faiblesse de discipline qui a interdit aux Boers l'offensive tactique et les a rendus incapables de profiter de leurs succès, au cours de la guerre actuelle.

§ 2. — *Annexion du Transvaal par l'Angleterre en* 1877. *Guerre de l'Indépendance.*

A partir de l'année 1871, la situation du Transvaal devint plus mauvaise. Épuisés par leurs luttes contre les indigènes du Zoutpansberg, les Boers avaient dû évacuer cette région en 1868. Au cours d'une nouvelle guerre contre les Baralongo, habitants de la frontière occidentale du Transvaal, ils furent obligés de réclamer la médiation de l'Angleterre, qui reconnut l'indépendance des indigènes.

Le président Burger, qui succéda à Prétorius, ne réussit pas dans les tentatives qu'il fit pour mettre de l'ordre dans les finances et introduire les progrès de la civilisation dans le pays. Le voyage qu'il fit en Europe en vue de la construction du chemin de fer de Lourenço-Marquez, destiné à rendre la République indépendante du commerce anglais, échoua complètement. Une autre guerre contre le chef Sikukuni mit le Transvaal à deux doigts de sa perte.

Au milieu de cette situation difficile, un parti favorable à l'influence anglaise était né et préconisait l'annexion comme le seul moyen de sortir de difficultés qui compromettaient l'existence du pays. Aussi, l'acte d'annexion, proclamé le 12 avril 1877, fut-il appliqué sans peine, et sir Théophile Shepstone put-il s'installer à Prétoria, protégé seulement par 25 agents.

L'annexion eut pour résultat d'éloigner du Transvaal les dangers les plus imminents et d'introduire un peu d'ordre dans les finances et dans l'administration; mais, après les premiers moments de surprise, une profonde réaction se produisit dans les esprits. Les Anglais ne se pressèrent point d'accorder aux Boers la liberté promise. Le vieil esprit de haine contre l'ennemi héréditaire, qui avait sommeillé un instant, se réveilla plus vigoureux que jamais.

Une vaste pétition réclamant l'annulation de l'annexion et le retour à l'autonomie fut remise à la reine. On espérait que le ministère Gladstone, alors au pouvoir, accueillerait favorablement cette démonstration. Il n'en fut rien. Le gouvernement anglais déclara, le 20 mai 1880, qu'il maintenait son autorité sur le Transvaal.

A la suite d'un grand meeting tenu à Paardekraal, MM. Krüger, Prétorius et Joubert formèrent un triumvirat chargé de la direction de l'insurrection, et, le 16 décembre 1880, l'indépendance de la République fut proclamée.

Au moment où il reçut la nouvelle du soulèvement des Boers, l'administrateur du Transvaal ne pouvait disposer que d'une batterie d'artillerie montée et de trois bataillons d'infanterie, disséminés sur toute l'étendue du territoire. Il se trouvait lui-même isolé à Prétoria. Il envoya immédiatement à une partie de la garnison de Lydenburg l'ordre de rejoindre. Les troupes anglaises débutèrent par un échec. Deux compagnies du 94e régiment d'infanterie qui escortaient un convoi de trente chariots à bœufs, furent, pendant le trajet de Lydenburg à Prétoria, attaquées par les Boers, le 20 décembre, à Bronkhortspruit, non loin de Middelburg, et durent se rendre après avoir été décimées par le feu de l'ennemi. Le 94e avait eu 56 hommes tués, 83 blessés et 20 prisonniers.

Le détachement boer, qui avait surpris la colonne anglaise s'avançant sans aucune précaution de sûreté, comptait 500 hommes. Ses pertes ne furent que de 1 homme tué et 5 blessés.

Le général Joubert, qui avait été investi du commandement général des troupes insurgées, avait fait partir, en outre, deux autres détachements. Le premier, dirigé sur Potchefstrom, investissait la garnison (263 Anglais) qui évacuait la ville et se réfugiait dans un fortin. Le

second marcha sur Heidelberg où il entra sans rencontrer de résistance, puis se porta sur Standerton où se trouvait le major Montague avec deux compagnies du 94ᵉ et une du 58ᵉ régiment d'infanterie. La ville avait été renforcée par des ouvrages de fortification passagère.

Enfin, les garnisons anglaises de Lydenburg, Marabastad, Wakerstroom et Rustenburg étaient également investies par les Boers soulevés.

Les insurgés étaient tous armés d'excellents fusils se chargeant par la culasse, qu'ils maniaient en chasseurs consommés, et leurs premiers succès mirent en outre dans leurs mains des fusils de guerre anglais et des munitions.

La nouvelle du désastre du 94ᵉ, dont les proportions avaient été encore exagérées, excita une certaine anxiété en Angleterre et le gouvernement prit sans retard les mesures nécessaires pour envoyer des renforts au Natal et rétablir dans le Transvaal la domination anglaise. Trois bataillons d'infanterie, un régiment de cavalerie, une batterie montée, prélevés sur les troupes de l'Inde, étaient embarqués pour Durban. Sur le même port on dirigeait également un bataillon d'infanterie de Gibraltar, un régiment de cavalerie et une batterie montée d'Angleterre. L'ensemble de ces renforts, d'un effectif de 4,500 hommes, ne pouvait débarquer à Durban avant le commencement du mois de février. Il fallait, en outre, compter le temps nécessaire à leur arrivée dans le haut Natal (1).

Le total des forces dont le général sir Pommeroy Colley, commandant des troupes, allait disposer après l'arrivée de ces renforts, s'élevait à 10,000 hommes et 2,500 chevaux environ (2), en y comprenant les unités

(1) Le chemin de fer ne dépassait pas alors Pietermaritzburg.

(2) 8 bataillons d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 3 batteries montées, 2 batteries à pied, 1 compagnie du génie.

qui se trouvaient déjà soit au Natal, soit au Transvaal.

De leur côté, les Boers avaient porté dans les montagnes du Drakensberg un détachement de 1000 hommes environ qui s'était établi au col de Laing's Nek, barrant ainsi la route la meilleure et la plus directe qui conduit du haut Natal sur le plateau transvaalien.

Soit qu'il craignît d'arriver trop tard pour sauver les garnisons anglaises investies au Transvaal, s'il tardait à prendre l'offensive, soit qu'il se méprît sur la valeur de ses ennemis, le général Colley n'attendit pas l'arrivée des renforts pour se porter en avant. Rassemblant les troupes dont il disposait déjà (deux bataillons d'infanterie, une batterie montée, un détachement de cavalerie, un détachement de marins), il se porta de Newcastle sur Laing's Nek.

Le 26 janvier, il atteignait Mount Prospect, à 30 kilomètres environ au nord de Newcastle.

Combat de Laing's Nek (28 janvier). — Le 28 janvier, à 6 h. 1/2 du matin, il se mit en marche avec 870 hommes d'infanterie (deux bataillons des 60e et 58e d'infanterie, détachement de marins), 170 cavaliers et hommes montés et six pièces de canon; il laissait à la garde de son camp deux compagnies d'infanterie avec les noncombattants.

Les hauteurs de Laing's Nek, que le général Colley se proposait d'enlever, sont situées à environ 8 kilomètres au nord du camp anglais; les Boers avaient augmenté la force naturelle de cette position au moyen de tranchées et de nombreuses défenses accessoires.

A 9 heures, la colonne était arrêtée et se déployait à 1500 mètres environ de la position ennemie : le bataillon du 60e abrité derrière un pli de terrain, celui du 58e en réserve; ces deux bataillons étaient couchés; le détachement de marins formait la gauche de la ligne; sur la droite se trouvait l'artillerie, ayant derrière elle les cavaliers, qui avaient mis pied à terre.

L'artillerie commença l'action ; vers 9 h. 1/2, le premier obus était envoyé sur les hauteurs situées vis-à-vis de la droite de la ligne anglaise. Ce tir dura une heure et ne produisit aucun résultat ; les Boers, parfaitement abrités par des quartiers de rocher et par les dépressions du terrain, ne répondaient pas au feu de leurs adversaires. Ceux-ci résolurent alors de s'emparer d'une sorte d'éperon faisant saillie sur la gauche des hauteurs occupées par l'ennemi. Les cavaliers anglais, établis à l'aile droite, commencèrent l'attaque et se portèrent sur le flanc gauche de cette éminence pour l'enlever en la débordant. Les Boers, par un tir très bien dirigé, eurent facilement raison des assaillants : au bout de quelques secondes, le petit escadron de 70 cavaliers, qui cependant était parvenu à 300 mètres du sommet, était forcé de battre en retraite, après avoir perdu 17 hommes tués ou blessés et 32 chevaux.

En même temps que se produisait cette attaque, cinq compagnies du 58e, en formation serrée, abordaient la position de front, gravissant avec peine les pentes escarpées à travers les hautes herbes et sur un sol détrempé. Accueillies sur la crête par une fusillade terrible, dirigée à la fois sur leur front et sur leur flanc droit avant qu'elles aient pu se déployer, elles font cependant bonne contenance et exécutent une charge à la baïonnette presque couronnée de succès, dit la dépêche officielle du général Colley. Le lieutenant-colonel Deane est tué en chargeant à la tête de son bataillon ; tous les officiers montés sont tués ou blessés ; le 58e s'avance cependant jusqu'à 20 mètres des tranchées occupées par l'ennemi, mais le tir précis des Boers l'arrête et, après 40 minutes de combat, il est contraint de se retirer. Voyant l'infanterie anglaise en retraite, les Boers étaient sortis de leurs abris pour la poursuivre ; mais leur élan était arrêté par le feu de l'artillerie. Le bataillon du 60e régiment, qui

avait pris sa formation de combat pour protéger la retraite du 58e, ne fut pas engagé.

La colonne anglaise se reforma sans être inquiétée davantage et regagna le camp de Mount Prospect. L'attaque de Laing's Nek lui avait coûté 7 officiers et 76 hommes tués, 2 officiers et 111 hommes blessés. Les Boers, de leur côté, n'avaient perdu que 14 tués et 29 blessés.

Combat de Schuins-Hoogte (1) (8 février). — Après l'échec du 28 janvier, à Laing's Nek, la situation de la petite colonne anglaise devint très critique. Enhardis par leurs succès, les Boers se montrèrent sur ses derrières, et un détachement, sous la conduite du général Smit, chercha à s'établir sur sa ligne de communication.

Craignant de se voir coupé de sa base, le général Colley fit une démonstration dans le but de rouvrir ses communications avec Newcastle.

Le 8 février, à 8 heures du matin, il quitta son camp avec 500 hommes du 60e régiment, quatre canons de campagne et un faible détachement de cavalerie. Il laissait environ la moitié de ses troupes au camp de Mount Prospect. A 5 kilomètres au sud du camp, la route rencontre la branche supérieure de la rivière Ingogo, que l'on peut franchir d'ordinaire très facilement à gué. Mais dans la saison des pluies le passage est difficile et souvent dangereux. Le général Colley laissa sur les hauteurs qui dominent la rive gauche de la rivière une compagnie du 60e et deux canons, chargés de garder le point de passage. Le reste de la colonne traversa l'Ingogo et commença à gravir les pentes qui conduisent au plateau de Schuins-Hoogte. En débouchant sur ce plateau, les éclaireurs signalèrent la présence de l'ennemi.

(1) Schuins-Hoogte, qui n'est pas porté sur le croquis ci-après, est la hauteur située sur la rive sud de la branche nord de l'Ingogo, à 5 kilomètres au sud de la ferme de Mount Prospect.

Les Boers que l'on aperçut alors étaient à cheval ; mais, un obus leur ayant été envoyé, ils se retirèrent rapidement, mirent pied à terre et se déployèrent en tirailleurs, barrant la route de Newcastle. Il était environ midi ; à partir de ce moment jusqu'à la tombée de la nuit eut lieu un combat de mousqueterie dans lequel les Boers eurent tout l'avantage, tant à cause de la précision de leur tir que par suite du choix de leurs positions, qui partout commandaient celles des Anglais. Ces derniers cherchèrent à tirer parti de leurs canons qui s'approchèrent jusqu'à 500 mètres de l'ennemi, exécutant un tir à mitraille. Mais le feu des Boers, exécuté avec la plus grande précision, rendit bientôt la manœuvre des pièces presque impossible. Les servants étaient frappés dès qu'ils se montraient ; les officiers, les conducteurs, les canonniers furent promptement mis hors de combat ; les canons étaient criblés de traces de balles. Pendant une heure, l'artillerie fut complètement réduite au silence ; on envoya alors, pour manœuvrer les pièces, des hommes d'infanterie qu'il fallait remplacer continuellement.

Réduites à la défensive, les troupes anglaises réussirent à se maintenir sur leurs positions, malgré le feu de plus en plus nourri des Boers qui les enveloppaient progressivement. Ces derniers ne tentèrent pas d'attaque décisive ; ils se trouvèrent à un moment donné à 200 mètres seulement de la ligne des Anglais ; mais en général ils ne s'approchèrent pas d'eux à plus de 600 mètres, se contentant de les cerner de toutes parts (1).

Vers 5 heures, un violent orage avait éclaté, accompagné d'une pluie torrentielle qui allait grossir l'Ingogo et compromettre le retour de la colonne. La position des

---

(1) Le général Colley avait fait demander du renfort au camp, mais les deux compagnies du 58ᵉ que l'on envoya ne purent traverser l'Ingogo fortement grossi et, craignant d'être cernées par l'ennemi qui se montrait en force, se retirèrent sur le camp.

troupes anglaises était donc très critique; les hommes n'avaient pas de vivres; entourés d'ennemis de toutes parts, il leur fallait, pour retourner au camp, exécuter une marche de nuit à travers un pays des plus difficiles. A 9 heures, le général Colley ordonna de se mettre en mouvement sans bruit. Les chevaux qui restaient furent attelés aux canons. On eut beaucoup de peine à traverser la rivière, considérablement grossie. Plusieurs hommes se noyèrent. Enfin on regagna le camp, mais il fallut abandonner sur la rive droite une voiture de munitions et les blessés. Ceux-ci ne furent enlevés que le lendemain à midi, à l'aide de voitures envoyées du camp, et transportés à Newcastle sans que les Boers apportassent, du reste, la moindre opposition à l'exécution de cette mesure.

La journée du 8 février avait coûté aux Anglais 5 officiers et 66 hommes tués, et 136 blessés. Les Boers, peu nombreux au début du combat, avaient reçu des renforts qui portaient leur effectif à 500 hommes environ vers la fin de la journée. Ils perdirent 8 tués et 10 blessés.

Combat d'Amajuba-Hill (27 février). — Le 17 février, le colonel Wood arrivait à Newcastle avec quelques renforts envoyés à la hâte dans le haut Natal (deux bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, un détachement de marins et deux pièces de canon). Il réussissait à se mettre en relation avec le général Colley et à lui apporter l'appoint de ses forces, les Boers ayant abandonné les positions qu'ils avaient occupées sur les derrières des Anglais.

Le général Joubert avait omis de faire tenir la hauteur d'Amajuba, qui dominait à courte distance les retranchements de Laing's Nek et l'emplacement du « laager » boer. Le général anglais, que ses premiers échecs avaient profondément humilié et qui désirait vivement remporter un succès avant l'arrivée des renforts importants qui


1.
Echelle
0 1 2 3 4 5
10
WAKKER STROOM
Slang R.
Groenvlei
Quaggers Nek
Botha's Pass

débarquaient au Natal, résolut de profiter de cette circonstance.

« La hauteur d'Amajuba (1) s'élève à 6,000 pieds « au-dessus du niveau de la mer, et domine Laing's-Nek « d'environ 2,000 pieds. Son sommet, en forme de plateau découvert, a 400 pas de longueur sur 300 pas de « largeur. On y trouve de l'eau en quantité suffisante. « Des Zoulous avaient été envoyés pendant la nuit pour « reconnaître les chemins d'accès. Les deux premiers « tiers de la montée se trouvaient praticables, la « dernière partie était très difficile, couverte d'éboulis, et coupée d'escarpements. Le général était convaincu que les Boers abandonneraient leurs positions, dès qu'ils le verraient maître de cette hauteur. « Cette conviction était si forte chez lui que, préoccupé « d'obtenir un rapide succès, il négligea toute mesure de « prudence.

« Le général Colley commença l'ascension dans la « nuit du 26 au 27 février. Pour échapper à la surveillance des Boers, il dirigea d'abord ses troupes sur « l'Inkwelo, d'où l'on devait gagner la hauteur d'Amajuba en suivant la crête qui relie les deux sommets. « Parti avec 600 hommes environ (trois compagnies du « 58e, une du 60e, trois du 92e et 64 marins), le général « Colley laissait en arrière 140 hommes sur l'Inkwelo, « et un peu plus loin une compagnie du 92e.

« Puis, commença l'ascension véritable. On montait « lentement, au milieu de l'obscurité, en entrecoupant « la marche de courts repos. Plus on approchait du « sommet, plus l'escalade devenait difficile. Les hommes, « fatigués et lourdement chargés (2), se frayaient un « chemin à travers les éboulis et les escarpements en « rampant sur les mains et sur les genoux. Quand ils

(1) *Transvaal, die Südafrikanische Republik*, par A. Seidel.

(2) Chaque homme portait 80 cartouches et trois jours de vivres.

« atteignirent le sommet, ils tombaient de fatigue et « leurs rangs étaient déjà éclaircis. Alors commencèrent « les fautes du commandement. On négligea de se re- « trancher sur la position, parce que les hommes étaient « trop fatigués. Ceux-ci se contentèrent de chercher çà « et là un abri derrière les quartiers de roche. Au lieu « d'occuper la partie du plateau d'où l'on avait des vues « sur les pentes, on se contenta de s'installer sur un « piton qui dominait le *laager* des Boers, conservant le « reste des troupes en réserve dans les dépressions du « plateau; on pensait que l'ennemi aurait l'amabilité « de se présenter sur les pentes montant directement « de son camp. Merensky (1) fait justement remarquer « qu'une circonstance défavorable pour les Anglais rési- « dait dans ce fait que les hommes appartenaient à « quatre corps différents (infanterie de ligne, tirailleurs, « Écossais et même marins). Beaucoup d'entre eux « étaient des recrues, ouvriers des villes, qu'on s'était « borné à revêtir d'un uniforme. Comment de tels « gens auraient-ils pu organiser défensivement un piton « du Drakensberg ? De pareils soldats étaient inca- « pables de distinguer le chapeau ou la veste grise d'un « Boer, au milieu des pierres ou des quartiers de roc, « à 400 ou 500 pas, distance à laquelle celui-ci man- « quait rarement son homme.

« Le général Colley était tellement sûr du succès qu'il « ne jugea pas à propos de faire appuyer son opération « par une attaque sur Laing's-Nek, faite par les troupes « laissées au camp. Les Boers s'attendaient cependant à « cette attaque, qui, certainement, les aurait forcés « à se retirer, en les menaçant de tomber entre deux « feux.

(1) *Erinnerungen aus dem Missionsleben in Südost Afrika.* — Transvaal, 1888.

« Enfin, sir Colley avait mal apprécié le courage « des Boers. Quand ceux-ci aperçurent sur le sommet « d'Amajuba-Hill les *habits rouges*, qui n'avaient nulle- « ment l'ordre de se défiler, ils prirent immédiatement « la décision de s'emparer des hauteurs. Une allocution « énergique du général Smit rassembla une troupe de « 150 volontaires, qui commencèrent aussitôt à gravir « les pentes, en se défilant au milieu des broussailles et « des rochers.

« Un second détachement d'hommes plus âgés, tous « excellents tireurs, suivit, à une certaine distance, fai- « sant feu sur tout ce qui se montrait sur le bord du « plateau. Les salves des Anglais restaient sans effet sur « les Boers, qui savaient utiliser parfaitement les abris « du terrain. Un troisième détachement avait fait le tour « de la hauteur et l'abordait par l'est. Pendant ce temps, « les deux premiers s'avançaient par échelons, l'un ap- « puyant de son feu le bond que l'autre faisait pour ga- « gner une nouvelle position. Dès que les soldats anglais « se montraient sur la crête, ils étaient criblés de balles.

« Bientôt leur ligne fléchit; les hommes gardés en « réserve, au milieu du plateau, furent portés en avant, « mais durent reculer, malgré tous les efforts de leurs « officiers. Soudain, les Anglais furent pris en flanc par « le feu provenant d'un piton rocheux, situé sur leur « gauche, qu'ils n'avaient pas fait occuper et qu'avait « gagné un détachement boer. Bientôt, sur l'autre flanc, « les Boers se saisirent également d'un autre piton, « moins important.

« A ce moment, racontent les héros de ce combat, « nous tirions dans le dos des hommes couchés à terre « dans le creux du plateau. »

« Les Anglais s'enfuyaient alors en se pressant autour « du général, mais tombaient bientôt sous un feu croisé « d'une intensité effrayante; ils se dispersaient en pous- « sant des cris de désespoir. Quelques-uns réussirent à

« atteindre le sentier abrupt qui donnait accès au pla-
« teau. Beaucoup se précipitèrent dans les rochers à pic ;
« le général lui-même fut tué. 50 hommes environ réus-
« sirent seuls à regagner le camp, avec l'aide des ré-
« serves qu'ils rencontrèrent. Il y eut 80 Anglais tués ;
« 57 non blessés, dont 8 officiers, furent faits prison-
« niers ; le reste, 160 hommes environ, gisait blessé
« sur le sommet ou dans les escarpements de la hau-
« teur. Les Boers avaient eu seulement un homme tué
« et 6 blessés. »

La victoire d'Amajuba-Hill décida du sort du Transvaal. Lors de l'échec de Bronkhorstspruit, l'amour-propre national anglais avait été profondément blessé, mais le gouvernement ne voulait pas encore entendre parler de négociations, avant que « l'honneur de la reine ne fût vengé et l'ordre rétabli ». Une motion en faveur des Boers, présentée à la Chambre des communes le 21 janvier 1881 (avant le combat de Laing's-Nek) avait été vivement combattue par M. Gladstone et repoussée à la majorité des trois quarts des votants. Cependant, il s'était formé à Londres un *Comité pour l'indépendance du Transvaal*, dominé, il est vrai, plus par des intérêts de parti que par une sympathie réelle pour les Boers.

D'autre part, le gouvernement anglais n'était pas, à cette époque, engagé dans la voie de l'*impérialisme*, qui est devenu, depuis, l'idée dominante de sa politique extérieure. Aussi, après l'échec d'Amajuba-Hill, le parti libéral et son chef, M. Gladstone, jugèrent-ils prudent d'engager des négociations. Un armistice, conclu par le général Wood, qui avait succédé à sir Colley dans le commandement des troupes au Natal, fut prolongé de jour en jour, au cours des négociations, et, le 23 mars 1881, un traité de paix réglait la situation nouvelle du Transvaal. L'autonomie de la République sud-africaine était reconnue par l'Angleterre, qui conservait cependant un droit de suzeraineté et de contrôle en ce

qui concernait la politique extérieure. Le traité contenait, en outre, diverses clauses relatives à l'autorisation du passage des troupes anglaises sur le territoire transvaalien en cas de guerre, et des garanties pour la protection des indigènes (1).

Ainsi, le gouvernement anglais avait reculé devant l'effort qu'il lui aurait fallu faire pour soumettre les Boers. Lord Salisbury, dans un discours récent, a apprécié très durement cet acte de faiblesse de la politique du « *Great old man* », et n'a pas hésité à faire remonter jusqu'à lui la responsabilité du conflit actuel. Il est probable que, si, à cette époque, sir Colley, moins confiant dans la valeur des troupes anglaises, avait attendu d'avoir réuni tous les renforts qui lui étaient annoncés pour engager la lutte, il serait venu à bout de la poignée de Boers qui défendaient le défilé de Laing's-Nek. Mais il n'est pas sûr que les 10,000 hommes dont il aurait disposé eussent suffi pour soumettre le Transvaal.

Quoi qu'il en soit, la campagne de 1881 offrait des éléments certains pour l'appréciation de la valeur militaire des Boers. Ceux-ci s'étaient montrés très adroits dans l'utilisation du terrain, habiles à profiter des moindres abris pour se défiler, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive. Leur grande pratique du tir, qu'un sang-froid imperturbable rendait encore plus efficace, en faisait des adversaires extrêmement redoutables pour des troupes trop souvent exposées au feu en formations serrées, et n'utilisant pas suffisamment le terrain dans leurs marches d'approche.

D'autre part, les événements de cette campagne mettaient en relief la tendance très accusée chez les Boers

(1) Les petites garnisons anglaises de Prétoria et de Potchefstroom avaient réussi à prolonger leur résistance jusqu'à la conclusion de l'armistice. Ainsi se montrait déjà, chez les Boers, l'impuissance caractéristique, dans la guerre actuelle, à réduire des positions fortifiées.

à rechercher la décision dans le combat, uniquement par l'efficacité des feux, et à préférer la défensive, stérile si elle est employée seule, à l'offensive tactique qui les exposerait à des pertes plus fortes et aurait exigé une organisation et un armement (1) plus complets.

§ 3. — *La convention de Londres* (27 *février* 1884).

Après le traité du 23 mars 1881, le parti hollandais conserva la direction des affaires dans la République sud-africaine, au détriment de l'influence anglaise, dont les représentants furent systématiquement évincés des fonctions publiques. La situation financière du Transvaal, que la guerre de l'Indépendance était loin d'avoir améliorée, devint encore plus mauvaise à la suite de deux campagnes entreprises contre les indigènes. Les Boers bataillèrent pendant huit mois dans la région montagneuse de Middelburg, avant de soumettre les Bapédi et les Matabelé, qui s'étaient soulevés. Une autre expédition contre les Betchuanas de la frontière sud-ouest, conduite avec la collaboration de bandes de volontaires du Free-State, eut pour conséquence la formation de deux petits États ; le Stellaland et le Gosenland (2) sous le protectorat du Transvaal.

L'attitude de l'Angleterre au cours de ces événements, en même temps que le sentiment de plus en plus développé chez les Boers, que le traité de 1881 ne consacrait pas suffisamment l'indépendance de la République sud-africaine, amena une série de négociations au cours desquelles une commission fut envoyée en Angleterre pour demander la revision de la convention. Le docteur Jorissen, qui l'avait officieusement devancée, s'était

(1) Les Boers n'ont pas de baïonnette.

(2) Ces deux petits États furent englobés dans la rectification de frontière qui accompagna la convention de 1884.

préalablement mis d'accord avec lord Derby et avait obtenu la suppression de la clause du traité de 1881, relative au droit de suzeraineté de l'Angleterre.

Dans la convention de Londres (27 février 1884), qui réglait à nouveau la situation politique du Transvaal vis-à-vis de l'Angleterre, cet article important ne figurait plus.

Il était dit simplement :

« La République sud-africaine (1) ne pourra conclure « aucun traité ni aucune convention avec une puissance « autre que l'Etat libre d'Orange ou avec les populations « indigènes des frontières Est ou Ouest de son territoire, « sans en envoyer, au préalable, le texte à l'approbation « de la reine. Cette approbation pourra être considérée « comme accordée si le gouvernement de Sa Majesté « n'a pas fait connaitre, dans un délai de six mois après « la réception de la copie du traité, que celui-ci est con- « traire aux intérêts anglais dans l'Afrique du Sud. »

La question du droit de suzeraineté de l'Angleterre sur le Transvaal devait être soulevée de nouveau au début du conflit actuel ; c'est pourquoi nous sommes entrés dans quelques détails à son sujet.

La convention de 1884 consacrait, en outre, une rectification de frontière et accordait à la République sud-africaine un agrandissement de territoire sur la frontière Ouest.

§ 4. — *La découverte des mines d'or. — Les Uitlanders. Le raid Jameson.*

La découverte des mines d'or, et l'afflux d'étrangers qu'elles attirèrent au Transvaal, vint modifier profondément la situation politique de la République sud-

---

(1) Pour la première fois, également, les Anglais reconnaissaient officiellement cette dénomination contre laquelle ils avaient toujours présenté, précédemment, des objections.

africaine. Si, d'un côté, le gouvernement trouva, dans l'industrie minière, une source nouvelle de revenus qui lui permit de remettre de l'ordre dans les finances et de rétablir son crédit ébranlé, la présence des « Uitlanders », venus au Transvaal uniquement dans un but de lucre et sans idée d'établissement permanent, au milieu des Boers, peuple essentiellement agriculteur et étranger, par son éducation et ses habitudes, aux questions du négoce et de l'industrie, créa un nouveau et très sérieux danger. Le premier recensement de la population, qui eut lieu en 1890, montra au gouvernement toute l'étendue du péril, en même temps qu'il permit aux Uitlanders de se compter et d'acquérir la notion exacte de la situation importante que le nombre leur créait dans la République. Ce recensement constatait qu'ils égalaient déjà numériquement les « Burghers ». Depuis cette époque, le conflit ne fit que s'accentuer entre les étrangers et le gouvernement boer, justement préoccupé de conserver l'influence prépondérante dans la direction des affaires à l'élément permanent de la population, et entraîné par ses instincts conservateurs à des mesures restrictives et vexatoires contre l'industrie minière.

La forte proportion d'Uitlanders appartenant à la race anglo-saxonne, fournit, en outre, à l'Angleterre l'occasion de se mêler de la politique intérieure de la République sud-africaine et de se faire l'avocat des réclamations des étrangers.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de faire le récit détaillé des péripéties d'un conflit qui embrasse, à lui seul, toute l'histoire des dix dernières années dans l'Afrique du Sud. On se bornera à en rappeler les traits principaux et à indiquer les faits qui ont amené la guerre actuelle.

Deux hommes ont joué un rôle prépondérant dans ces événements : M. Krüger d'une part, M. Cecil Rhodes de l'autre.

Ils ont été soutenus par deux associations politiques importantes. L'« Afrikander Bond » et la « Ligue sud-africaine » (1) enrôlant dans les deux camps adverses les efforts individuels sous leur drapeau, sont devenus les instruments (on pourrait presque dire les armées) avec lesquels se sont livrées les premières luttes de presse et d'opinions, préludes de combats plus sanglants.

M. Krüger est assez connu pour qu'il soit presque superflu de rappeler ici les principaux traits de son caractère.

Président de la République sud-africaine, quatre fois réélu depuis 1882, il a exercé sur ses concitoyens une autorité presque dictatoriale, qu'il devait à son prestige et aux services rendus à son pays. Aussi ferme dans ses principes politiques que dans ses convictions religieuses, il a toujours défendu avec obstination l'indépendance de son peuple et la suprématie de la race boer, contre l'envahissement des étrangers. Tous ses actes politiques se rattachent à ces quelques idées simples. L'opiniâtreté avec laquelle il en a poursuivi la réalisation constitue sa véritable grandeur morale.

C'est dans le but de rendre le Transvaal indépendant des voies commerciales des colonies du Cap et du Natal, qu'il reprit le projet de chemin de fer de Delagoa-Bay et mena à bien l'entreprise dans laquelle le président Burger avait échoué vingt ans auparavant. Après des négociations laborieuses, la nouvelle ligne fut ouverte le 1er janvier 1895 et l'exploitation en fut confiée à une compagnie hollandaise.

Le rapprochement politique du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange est également son œuvre. Une alliance défensive et offensive, ébauchée en 1895, fut conclue

---

(1) Il faut citer également l'Union nationale des Uitlanders, dont le rôle, très important à l'origine, s'est peu à peu effacé devant celui de la Ligue sud-africaine.

trois ans après et lia le sort des deux pays dans la crise actuelle.

Enfin, M. Krüger sut envisager nettement la situation après le raid Jameson et prépara son pays à une guerre qu'il jugeait inévitable. Les achats d'armes et de munitions auxquels il fit procéder en Europe, et qui sont loin d'avoir eu l'importance qu'on leur a parfois attribuée, ont été de la plus grande utilité pour la cause des Boers dans la guerre actuelle.

Son principal adversaire, M. Cecil Rhodes, doit sa réelle autorité à une volonté de fer qui n'a trouvé d'obstacle que dans l'opiniâtreté et la volonté non moins forte de M. Krüger.

Le rêve de M. Cecil Rhodes a été longtemps de réaliser une sorte de fédération sud-africaine sous l'hégémonie de l'Angleterre. C'est par cette idée qu'il avait séduit d'abord les leaders de l' « Afrikander Bond », qui sont devenus, après le raid Jameson, ses ennemis les plus acharnés. L'envergure de ses projets, l'importance politique qu'il s'était acquise dans l'Afrique du Sud, où il occupait, avant 1896, la haute situation de premier ministre de la colonie du Cap, lui ont valu le surnom hyperbolique de « Napoléon du Cap ». Ses grands projets échouèrent contre la fermeté et la perspicacité de M. Krüger. Il ne réussit même pas à lui faire adopter l'idée d'une union douanière qui eût été le prélude de la fédération rêvée.

Pour appuyer leurs revendications, les étrangers du Transvaal fondèrent en 1892 l'*Union nationale des Uitlanders*. Les nombreuses pétitions qu'ils présentèrent au gouvernement de la République sud-africaine trouvèrent généralement un accueil peu favorable, et le dissentiment ne fit que s'envenimer jusqu'au moment où M. Cecil Rhodes crut qu'il pouvait recourir à la force et déchaîner une révolution à Johannesburg.

Le 29 décembre 1895, le docteur Jameson, agent de

la *Chartered Company*, partant de Mafeking, franchissait la frontière du Transvaal avec une troupe de 800 hommes qui comprenait des officiers anglais en activité de service. Arrêté à Krügersdorp par quelques commandos rapidement mobilisés, le docteur Jameson paya de sa liberté son audacieuse tentative. Sa petite troupe, décimée par le feu précis des Boers, tomba tout entière dans leurs mains. La nouvelle de cet échec si rapide consterna les *Uitlanders* de Johannesburg et fit avorter leur projet de soulèvement.

Faisant preuve d'une grande modération et de beaucoup d'habileté, M. Krüger livra les coupables à l'Angleterre. Le docteur Jameson fut condamné à quinze mois de prison et M. Cecil Rhodes dut quitter ses fonctions de premier ministre de la colonie du Cap.

On se rappelle le télégramme retentissant que l'empereur d'Allemagne envoya à M. Krüger au lendemain du succès de Krügersdorp. Cette manifestation d'une grande puissance européenne n'a pas été sans donner au gouvernement du Transvaal un encouragement sérieux dans sa résistance aux exigences de l'Angleterre et un appui moral lors de la rupture définitive.

Le raid Jameson envenima définitivement le conflit. M. Krüger fut persuadé que l'Angleterre menaçait à brève échéance l'indépendance des Républiques, et M. Cecil Rhodes, d'accord avec sir Milner, haut commissaire anglais dans l'Afrique du Sud, crut nécessaire, pour la grandeur du Royaume-Uni et l'avenir de ses vastes projets en Afrique, de soutenir les revendications des Uitlanders en brisant l'esprit conservateur de la race boer.

La Ligue sud-africaine fut l'instrument de la politique impérialiste dans l'Afrique du Sud, tandis que l'*Afrikander Bond* réunissait les éléments de race hollandaise.

Fondée après 1882, cette dernière association avait étendu ses ramifications dans toute la colonie du Cap;

par l'organisation de ses comités provinciaux et de districts, elle y avait acquis une grande influence. Son organe principal est le journal *Ons Land.*

Au commencement de la guerre actuelle, le parti afrikander possédait la majorité dans le parlement de la colonie du Cap; le ministère local, présidé par M. Schreiner, désapprouvait la politique impérialiste de sir Milner et ne se résolvait qu'à la dernière extrémité à prendre les mesures militaires nécessitées par l'ouverture des hostilités.

§ 5. — *Réapparition de la question de suzeraineté. — Droit de vote des Uitlanders. — Dernières négociations.*

La question de l'indemnité réclamée par le Transvaal, après le raid Jameson, donna lieu à des négociations laborieuses qui furent sur le point de faire éclater le conflit. C'était également l'époque (1897) où se nouait l'accord entre la République sud-africaine et l'État libre d'Orange. On put croire un moment que la guerre allait éclater. Tout se borna à une démonstration navale, faite par l'Angleterre à Lourenço-Marquez. Mais, à cette occasion, M. Chamberlain ressuscita les prétentions du gouvernement anglais à l'exercice d'un droit de suzeraineté sur le Transvaal. Cette question, dont nous avons parlé plus haut, paraissait tranchée par la convention de 1884 et les négociations qui l'avaient précédée. M. Chamberlain n'en déclara pas moins, le 4 août 1897, à l'occasion d'une demande d'arbitrage, présentée par le docteur Leyds, que « le gouvernement de Sa Majesté « occupait, vis-à-vis de la République sud-africaine, la « situation d'un suzerain ayant octroyé au peuple de « cette république le *self government* sous certaines con- « ditions et que cette situation était incompatible avec « l'idée d'un arbitrage portant sur les bases mêmes de

« la convention qui avait proclamé ce *self government* » (1).

Le gouvernement anglais devait, dans la suite, renouveler ses prétentions, sans que M. Krüger consentît jamais à transiger sur ce point particulièrement important.

« A la fin de l'année 1898 (2), sir A. Milner fit un « court voyage en Angleterre. Son retour dans l'Afrique « du Sud (février 1899) fut suivi d'une aggravation no- « table et soudaine du mouvement uitlander. Il se pro- « duisit une série de voies de fait sur les individus et les « propriétés, dont les principaux firent l'objet de cha- « leureuses protestations de sir Milner au gouverne- « ment du Transvaal et qui tinrent également une large « place dans les dépêches que ce haut fonctionnaire « adressa au Colonial Office.

« Simultanément, il y eut une recrudescence dans « l'activité politique de la presse et de la population du « Rand. La Ligue sud-africaine prit une importance plus « grande ; un nouveau journal, de caractère violent, fut « fondé à Johannesburg. Le *Conseil des Uitlanders* fut « organisé, et une pétition, signée par 21,684 Uitlan- « ders, fut adressée à la reine. Cette pétition fut suivie « d'un grand nombre de meetings, organisés par la « Ligue sud-africaine, et dont les rapports et les vœux « furent intégralement transmis par sir Milner pour ap- « puyer la pétition. »

C'est à la suite de cette campagne politique que s'ouvrit la conférence de Blœmfontein. Le 31 mai 1899, M. Krüger et sir Milner, invités par le président Steyn à venir conférer dans la capitale de l'État libre, se réunirent en vue « d'écarter les différends existants et de

(1) Livre bleu C, 8721, n° 7 (octobre 1897).

(2) *The War in South Africa. — Its causes and effects*, par J.-A. Hobson.

« chercher une base pour la solution amicale, par l'ar- « bitrage, des difficultés qui pourraient surgir dans « l'avenir » (1).

Cette conférence n'aboutit pas. La question principale sur laquelle s'engagèrent les négociations fut celle du droit de vote et d'éligibilité des Uitlanders.

Il n'est peut-être pas inutile d'entrer ici dans quelques détails sur cette question, qui a soulevé tant de discussions.

La constitution du Transvaal de 1858, modifiée en 1890, attribue le pouvoir législatif à un parlement composé de deux chambres (Premier Volksraad et Volksraad). Les lois votées par le Volksraad ne sont valables que si elles sont acceptées par le Premier Volksraad, ce qui donne à cette dernière assemblée une action prépondérante sur la direction des affaires. Le pouvoir exécutif est entre les mains du président, assisté d'un conseil exécutif.

Les membres de la première chambre sont élus par les burghers de 1re classe et ne peuvent être choisis que parmi ceux-ci.

Ceux de la deuxième chambre sont élus par les burghers de 1re et de 2e classe.

Jusqu'en 1859, les burghers de 1re classe comprenaient les habitants de race blanche établis sur le territoire de la République avant 1876, ceux qui avaient pris part à la guerre de l'Indépendance (1881) et à certaines autres campagnes contre les indigènes, ainsi que leurs enfants, à partir de l'âge de 16 ans. Les burghers de 2e classe comprenaient les étrangers naturalisés et leurs enfants, à partir de l'âge de 16 ans. La naturalisation pouvait s'obtenir après deux années de séjour sur le territoire de la République. Mais les étrangers ne devenaient burghers de 1re classe et, par suite, ne pouvaient participer

(1) Propositions faites le 2 juin par M. Krüger.

à l'élection du Premier Volksraad que douze ans après avoir été naturalisés, soit après un séjour de quatorze années au Transvaal.

Cette législation écartait donc systématiquement les Uitlanders de l'assemblée ayant voix prépondérante dans les affaires du pays.

Les Uitlanders réclamaient les droits électoraux et l'influence politique qui leur paraissaient correspondre à leur nombre et à l'importance de l'industrie minière au Transvaal. Toutefois, il semble que cette réclamation était faite plutôt par un besoin d'agitation politique que par un réel dessein de profiter des droits revendiqués. Combien d'étrangers, en effet, auraient renoncé à leur ancienne nationalité pour devenir citoyens de la République sud-africaine? Combien d'entre eux étaient venus au Transvaal avec l'intention d'adopter ce pays comme seconde patrie?

Quoi qu'il en soit, c'est sur cette question surtout que portèrent les négociations entre le haut commissaire anglais et M. Krüger, durant l'été 1899.

Sir Milner réclamait le droit de citoyen pour les étrangers après cinq ans de séjour. M. Krüger, à Blœmfontein, fit d'importantes concessions.

Il proposa d'appliquer aux étrangers la procédure suivante :

1° Obligation pour eux de faire connaître leur intention d'acquérir la naturalisation, six mois avant leur inscription sur les registres du *field-cornett;*

2° Délai de deux années d'inscription sur ces registres avant d'obtenir la naturalisation ;

3° Délai de cinq années, après naturalisation, avant de jouir de tous les droits du citoyen (droits de vote et d'éligibilité au 1er Volksraad).

L'accord ne put s'établir sur cette proposition.

Au cours de l'été 1899, M. Krüger soumit au parlement un projet de loi, sensiblement conforme aux

propositions ci-dessus, qui accordait aux Uitlanders les droits complets de citoyen après un séjour de sept années, sous la réserve de certaines formalités.

« Ce projet (1), qui fut voté, constituait une impor-
« tante concession de la part du gouvernement du
« Transvaal; il diminuait un peu les délais contenus
« dans les propositions faites par le président Krüger à
« Blœmfontein et supprimait certaines formalités. Bien
« qu'encore restrictif et ne donnant pas complètement
« satisfaction aux réclamations des étrangers, il fut bien
« accueilli par le cabinet du Cap et considéré comme
« une mesure de justice susceptible de perfectionnement
« dans le détail. »

Cela parut être aussi, au premier abord, l'opinion du gouvernement anglais, qui proposa la constitution d'une commission d'enquête chargée d'étudier l'application de la nouvelle loi. Sans refuser formellement cette proposition, le Transvaal se montra hostile à une pareille mesure, qui pouvait créer un précédent dangereux en autorisant l'Angleterre à se mêler des affaires intérieures du pays. Cependant il parut disposé à de nouvelles concessions. Il fit comprendre qu'il simplifierait encore les formalités de la naturalisation et bientôt même céda d'une façon plus complète et consentit à satisfaire aux desiderata exprimés par sir Milner.

« Pour éviter (2) un échec de ces nouvelles propo-
« sitions, le texte en fut tout d'abord soumis officieu-
« sement au Ministre des colonies (anglais), la commu-
« nication officielle ne devait être faite qu'après qu'on
« aurait reçu l'assurance d'une réponse favorable. En
« second lieu, il était entendu que ces propositions, si
« elles étaient faites, ne devaient pas être considérées
« comme une réponse favorable à la demande de réunion

(1) *The War in South Africa*, par J.-A. Hobson. Ouvrage déjà cité.
(2) J.-A. Hobson, ouvrage cité.

« d'une commission d'enquête et n'engageaient pas les « droits du Transvaal sur cette dernière question. A la « suite d'une réponse évasive de M. Chamberlain, « M. Krüger se décida à envoyer ses dernières propo- « sitions (12 août).

« Elles accordaient aux étrangers :

« 1° Le droit de citoyen après un séjour de cinq ans, « comme l'avait demandé sir Milner le 1er juin 1899;

« 2° Huit nouveaux sièges dans le 1er Volksraad et, « s'il était nécessaire, autant dans le 2e Volksraad, réser- « vés aux habitants du Witwatersrand, avec la garantie « que la représentation de la population minière serait « toujours au moins le quart de la représentation totale;

« 3° Les nouveaux citoyens devaient avoir identi- « quement les mêmes droits que les anciens;

« 4° Les conseils amicaux du gouvernement anglais, « sur les points de détails, seraient pris en considé- « ration. »

En outre, le Transvaal ajoutait les conditions suivantes :

« En présentant ces propositions, le gouvernement de « la République sud-africaine demande :

« *a*) Que le gouvernement de la Reine veuille bien « reconnaître que son intervention actuelle ne doit pas « constituer un précédent pour une action ultérieure de « même nature et que, dans l'avenir, aucune intrusion « dans les affaires intérieures de la République ne « pourra se produire;

« *b*) Que le gouvernement de la Reine n'insistera plus « sur la question de suzeraineté, les discussions sur ce « sujet étant tacitement considérées comme closes;

« *c*) Que le droit à l'arbitrage (arbitrage d'où les élé- « ments étrangers, autres que l'Etat libre d'Orange, sont « exclus) sera reconnu dès que la loi relative au droit de « franchise de cinq années sera votée. »

Le 28 août, M. Chamberlain répondit à ces propositions

par un télégramme dans lequel il acceptait les concessions relatives aux Uitlanders. Au sujet des conditions présentées par M. Krüger, il s'exprimait ainsi :

« 1° En ce qui concerne l'intervention de l'Angleterre, « le gouvernement de la Reine espère que, si les pro- « messes faites sont tenues et si les Uitlanders sont « assurés d'un traitement équitable dans l'avenir, il n'y « aura pas lieu d'intervenir de nouveau en leur faveur ; « mais le gouvernement de la Reine ne peut pas, natu- « rellement, aliéner ses droits, ni se soustraire aux obli- « gations auxquelles toute puissance civilisée est tenue « vis-à-vis de ses nationaux résidant à l'étranger ;

« 2° En ce qui concerne la question de suzeraineté, « *le gouvernement de la Reine prie le gouvernement de* « *la République sud-africaine de se reporter au second* « *paragraphe de sa dépêche du* 13 *juillet ;*

« 3° Le gouvernement de la Reine accepte de discuter « la question de l'établissement d'un tribunal d'arbi- « trage dont les étrangers et l'influence étrangère seront « exclus. »

Le télégramme du 13 juillet, auquel M. Chamberlain se reportait pour faire connaître l'avis du gouvernement anglais sur le point capital de la suzeraineté, n'est pas, comme on pourrait le croire, une dépêche adressée au gouvernement du Transvaal, mais une communication faite à sir Milner, dans laquelle il était dit que le gouvernement anglais « *n'avait pas l'intention de continuer* « *à discuter cette question avec le gouvernement de la* « *République, dont la prétention à se considérer comme* « *un État souverain jouissant de relations internationales* « *n'est justifiée ni par les conventions, ni par l'histoire,* « *et est tout à fait inadmissible* ».

M. Chamberlain maintenait donc les prétentions de l'Angleterre au droit de suzeraineté, qu'on pouvait croire abandonnées depuis 1884. Sur ce point, M. Krüger allait se montrer intransigeant :

« La proposition (1) concernant la franchise accordée « après cinq années de séjour avait été présentée par le « Transvaal, sous la condition expresse qu'elle ne devait « pas être considérée comme résolvant la question de « la formation d'une commission d'enquête pour l'appli- « cation de la loi déjà votée (franchise accordée après « sept ans de séjour). Comme cette proposition se trou- « vait refusée aux termes du télégramme de M. Cham- « berlain (28 août), le Transvaal revint sans retard sur « la question de la commission d'enquête et accepta les « propositions anglaises par une dépêche du 2 sep- « tembre. »

A ce moment, M. Chamberlain, tout en considérant comme acquises les concessions résultant de cette acceptation, retira ses premières propositions et, dans sa réponse du 8 septembre, déclara que « le gouvernement « de la Reine ne peut consentir à revenir à des propo- « sitions qui doivent être considérées comme remplacées « par celles (du Transvaal) contenues dans la dépêche « du 19 août (2) ».

« Cette dépêche (3) du 8 septembre, dans laquelle « M. Chamberlain retirait l'offre d'une Commission « d'enquête relative à l'application de la loi de fran- « chise après un séjour de sept ans, offre qu'il avait faite « lui-même et qui avait été acceptée sans retard (si « l'on tient compte du temps exigé dans l'intervalle par « les nouvelles propositions du Transvaal), précipita la « crise. Elle fut regardée au Transvaal, ainsi que dans « l'État libre d'Orange, comme une preuve notoire de la « mauvaise foi de la diplomatie anglaise. . . . .

« Au début, le Transvaal était opposé à la création

(1) J.-A. Hobson, ouvrage cité.

(2) C'est-à-dire concession du droit de franchise après *cinq ans* de séjour.

(3) J.-A. Hobson, ouvrage cité.

« d'une commission d'enquête, qu'il considérait comme
« une mesure empiétant sur ses droits de politique inté-
« rieure. Mais une commission d'enquête représentait
« un tribunal impartial. Aussi, se décidait-il à l'accepter,
« et c'est le moment où on l'informait, pour la pre-
« mière fois, que la proposition était retirée !... (1) ».

Le télégramme de M. Chamberlain se terminait par ces mots :

« Si cependant, et l'on a le très vif espoir qu'il n'en
« sera pas ainsi, la réponse de la République sud-afri-
« caine était négative ou évasive, le gouvernement de
« la Reine se réserverait le droit d'envisager la situation
« *de novo* et de formuler ses propres propositions pour
« un règlement définitif de la question. »

« Ces mots furent considérés à la fois par la presse
« anglaise et par la presse sud-africaine comme un
« ultimatum. On sentit que les propositions nouvelles
« n'auraient aucune chance d'être acceptées et, en
« même temps que ce télégramme, on faisait partir des
« troupes d'Angleterre en plus de celles qui avaient
« déjà quitté l'Inde.

« La réponse du Transvaal à M. Chamberlain (16 sep-
« tembre) exprima la surprise causée par le retrait des
« propositions concernant la commission d'enquête.

« Cependant le gouvernement anglais ne se pressait
« pas de formuler de nouvelles propositions, car il ne
« disposait pas encore des forces nécessaires pour les
« appuyer. Il avait besoin de gagner du temps.

« Il obtint en partie le résultat qu'il poursuivait au
« moyen de la dépêche du 22 septembre, qui se bornait
« à répéter, sous une forme différente, le contenu de
« celle du 8. Le 30 septembre, le Transvaal exprima le
« désir d'être informé, pour le 2 octobre, de la décision
« prise par le gouvernement anglais et reçut comme ré-

(1) J.-A. Hobson, ouvrage cité.

« ponse que le télégramme « ne serait pas prêt avant « quelques jours ».

« Pendant ce temps, le parlement transvaalien avait « été convoqué, les réserves appelées, les troupes mobi- « lisées et portées sur la frontière. Une autre semaine « entière s'écoula et l'on ne recevait toujours aucune « réponse de M. Chamberlain. Le 9 octobre, le Trans- « vaal envoya le télégramme qui a été considéré « comme un ultimatum. Dans cette dépêche, il faisait « appel à la convention de Londres (1884), à l'esprit « de conciliation qui l'avait conduit à discuter des « questions ressortissant uniquement de la compétence « de son propre gouvernement, et concluait en deman- « dant que tous les différends fussent réglés à l'amiable « par un arbitrage; il insistait pour que l'Angleterre « retirât ses troupes de la frontière du Transvaal et « cessât d'en débarquer de nouvelles (1) ».

La brève réponse de l'Angleterre, datée du 10 octobre, qualifia ces exigences « comme étant de celles que le « gouvernement de la Reine ne peut discuter ».

La guerre était donc déclarée. Pendant ces dernières négociations, une correspondance diplomatique s'était échangée entre M. Steyn, président de l'État libre d'Orange et sir Milner. Ce dernier s'efforça, sans y parvenir, de décider l'État libre à garder la neutralité dans le conflit qui s'engageait entre le Transvaal et l'Angleterre. M. Steyn, après avoir fait pendant le mois de septembre des efforts répétés pour intervenir dans un but de conciliation et avoir adressé au gouvernement anglais un dernier et éloquent appel (2), dut lier le sort de l'Etat libre à celui du Transvaal dans la campagne qui allait s'ouvrir.

(*A suivre.*) (160)

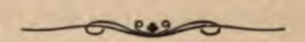
(1) J.-A. Hobson, ouvrage cité.

(2) Ce document, d'après M. Hobson, n'aurait pas été transmis intégralement au gouvernement anglais par sir Milner.

LES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES EN CHINE

(1900-1901)



La Chine a toujours manifesté sa répugnance à entrer en relations avec le monde extérieur, et tous les progrès réalisés dans la pénétration de ce grand empire ont été autant de violences faites à son désir obstiné de continuer à vivre dans un isolement séculaire.

Pourtant, de nombreuses tentatives en vue de créer un courant d'échanges commerciaux furent faites dès le XVII[e] siècle. Ces essais, tentés à la fois au nord et au sud, demeurèrent longtemps infructueux. Au nord, Pierre le Grand désigna Kiachta comme emplacement commercial pour les relations avec la Chine, en 1688; depuis cette époque, la bonne harmonie paraît avoir régné entre la Russie et l'Empire du Milieu; aucun fait saillant ne se produit dans leurs relations jusqu'en mai 1858. A ce moment, les Russes signent avec les Chinois un traité par lequel ils sont autorisés à entretenir une ambassade permanente à Pékin; cette convention fait de la ligne de l'Amour—Oussouri la frontière entre les deux pays et donne ainsi à la Russie l'accès sur le Pacifique. Au sud, l'histoire des tentatives de pénétration est plus mouvementée; la Compagnie anglaise des Indes essaie vainement de créer des comptoirs à Canton; à plusieurs reprises, l'Angleterre envoie en Chine des ambassadeurs; mais ceux-ci, refusant de se soumettre à

l'humiliante formalité du « Kow-Tow » (1), ne peuvent obtenir aucun avantage pratique pour leurs nationaux.

A partir de 1830, des tentatives se multiplient en même temps que les conventions, les promesses, les fourberies chinoises, les réclamations anglaises ; Victoria est fondée à cette date dans l'île de Hong-Kong. Les discussions diplomatiques deviennent incessantes, jusqu'à ce qu'enfin les Anglais se décident à faire leur première expédition ; cette guerre oblige la Chine à laisser aux Anglais la faculté de vendre l'opium aux Chinois et à leur accorder certains avantages commerciaux. Ces mêmes avantages sont bientôt concédés aux Français (1844) ; puis recommence la série des violations de traités qui détermine en 1857 une nouvelle expédition, cette fois anglo-française. La flotte des alliés prend Canton et emmène le vice-roi prisonnier.

En 1858, cette flotte force l'entrée du Peï-Ho et s'empare de Tien-Tsin. La Chine cède encore à la force ; en juin 1858, le traité de Tien-Tsin accorde la liberté commerciale et religieuse, ainsi qu'une indemnité de 30 millions de francs.

Les vaisseaux alliés avaient à peine quitté le Petchili que le traité était violé. En 1859, lorsque les ambassadeurs chargés d'échanger les ratifications se présentèrent devant Takou, ils furent accueillis à coups de canon. On débarqua aussitôt le personnel disponible, mais ce débarquement, effectué avec des moyens insuffisants sur un sol fangeux, échoua complètement ; les assaillants perdirent 500 hommes (juin 1859) et durent se retirer. L'effet moral de cet échec fut désastreux ; on dut organiser une nouvelle expédition anglo-française sous les ordres du général Cousin-Montauban et de

(1) Cette formalité consiste, en présence de l'Empereur de Chine, à se mettre à genoux et à se prosterner à terre, en frappant le sol à plusieurs reprises avec les coudes et avec le front.

sir Hope-Crant ; elle s'empara des forts de Takou (20 août 1860); après les batailles de Toung-Chéou (18 septembre) et de Palikao (21 septembre), le palais d'été de l'empereur fut détruit; le baron Gros et lord Elgin entrèrent dans Pékin avec 4,000 soldats anglo-français et l'empereur ratifia les traités de Tien-Tsin (24-25 octobre 1860).

A l'intérieur, la Chine était déchirée par la guerre civile ; la révolte des Taï-pings (partisans de la grande paix) avait éclaté en 1849 au sud de l'Empire ; les révoltés avaient pris Nankin (1853) et menaçaient la dynastie mandchoue. Après la paix de 1860, la Chine demanda le secours des puissances ; des officiers français et anglais prirent du service dans les armées impériales; les Taï-pings furent vaincus et Nankin repris (19 juillet 1864); 100,000 rebelles périrent. Le gouvernement chinois eut ensuite à réduire le grand soulèvement des musulmans du Shen-Si, qui commença en 1860.

Une assez longue période de tranquillité extérieure commença pour la Chine après les traités de 1860; des Français furent chargés de l'organisation de l'arsenal de Fou-Tchéou; les échanges commerciaux augmentèrent rapidement et l'on commença à percevoir plus nettement, dès cette époque, l'immense importance du Céleste Empire comme marché industriel et commercial. Puis, la France, déjà établie en Cochinchine et au Cambodge, s'empara du Tonkin ; là, ses opérations militaires contre les Annamites et les Pavillons-Noirs dégénérèrent en une guerre véritable avec les réguliers chinois; les vicissitudes de cette lutte, qu'on ne peut détailler ici, amenèrent, en 1885, la conclusion d'un traité de paix qui fixa les limites du Tonkin et termina d'une façon définitive nos démêlés particuliers avec le Céleste Empire.

La paix semblait assurée pour longtemps lorsqu'un

nouveau partenaire entra en jeu, pour tirer une fois de plus de sa torpeur le gouvernement chinois. Le Japon, après une révolution intérieure qui fut suivie d'une période de réformes radicales et d'étonnants progrès, se trouvait avoir constitué entièrement une armée moderne, parfaitement organisée, bien instruite et animée du désir d'essayer ses forces. La rivalité d'influence de cet empire et de la Chine en Corée servit de prétexte à une guerre entre les deux races jaunes, guerre qui révéla à quel degré de puissance était parvenu un pays qui, vingt ans auparavant, ne comptait guère dans les combinaisons diplomatiques. Le traité de Simonosaki mit fin à cette campagne, donnant au Japon Port-Arthur, le Liao-Tung, et lui assurant au Petchili une situation tellement prépondérante qu'une coalition se forma pour arrêter ses progrès.

Une ère nouvelle commença alors pour la Chine. Les puissances européennes, après avoir mis obstacle aux projets ambitieux du Japon, cherchèrent à profiter pour elles-mêmes de la faiblesse dont avait fait preuve le Céleste Empire pendant la guerre sino-japonaise. La conquête de ce vaste marché devint bientôt la préoccupation principale du monde politique, et pour cela on utilisa les prétextes les plus variés : concessions minières, construction de voies ferrées, réorganisation militaire des forces chinoises, octroi d'emprunts garantis, location à bail de provinces côtières, etc.

Au début, les exigences des puissances ne rencontrèrent pas d'opposition systématique de la part du gouvernement chinois, grâce peut-être aux projets de réformes de l'empereur Kwang-Su, qui avait intérêt à s'assurer le bon vouloir des étrangers. Mais, toute concession obtenue par une puissance déterminant aussitôt chez les autres de nouvelles demandes de compensation, il était à prévoir que ce régime ne pourrait durer longtemps et finirait par provoquer une réaction chez les indigènes

dépossédés. Cette réaction se produisit en effet, mais plus violente, plus dangereuse qu'on ne pouvait s'y attendre et compliquée d'éléments particuliers avec lesquels on n'avait pas assez compté.

De là deux phases dans l'histoire des négociations diplomatiques ; l'une de 1895 jusque vers le milieu de 1898, pendant laquelle des concessions nombreuses et importantes sont octroyées, sans que l'empereur oppose de résistance énergique aux requêtes pressantes des nations européennes ; l'autre commence vers la fin de 1898 ; la Chine réagit alors contre l'envahissement des étrangers, se refuse à toute concession nouvelle et se prépare à la lutte.

Nous résumerons brièvement les événements principaux qui marquèrent ces deux phases, avant d'étudier les opérations militaires résultant de l'intervention finale des puissances.

Le traité de Simonosaki fut signé le 17 avril 1895 ; cinq jours après, une note conjointe de la France, de la Russie et de l'Allemagne « conseillait » au Japon de renoncer à la presqu'île de Liao-Tung. Quoi qu'il en pensât, le Japon dut se résoudre à suivre ce conseil et, le 8 mai, le Liao-Tung était rétrocédé à la Chine contre une indemnité de 30 millions de taëls. L'évacuation eut lieu au commencement de 1896.

C'est alors que débute la période où la Chine concède aux étrangers de grandes entreprises de travaux publics et, en particulier, de nombreuses lignes de chemins de fer. Une compagnie franco-belge obtient, en 1896, l'importante ligne de Pékin à Hankéou (1200 kilom.) ; la France est autorisée, en 1897, à prolonger ses lignes d'Indo-Chine sur Yunnan-Sen et sur Nanning-Fu ; l'Angleterre et l'Amérique se font donner, de leur côté, de larges concessions de même nature.

Mais bientôt cet envahissement industriel et commercial va s'aggraver d'acquisitions territoriales ; l'Alle-

magne inaugure ce nouveau mode d'action; prenant prétexte du meurtre de missionnaires allemands, elle débarque inopinément des troupes à Kiao-Tchéou et se saisit du territoire environnant (novembre 1897). Cet acte de force, aussi inattendu que blessant pour l'orgueil chinois, se trouve consacré par une convention régulière en mars 1898. Les conséquences ne devaient pas tarder à se faire sentir; l'exemple de l'Allemagne fut aussitôt suivi par la Russie qui occupa, dans des conditions analogues, Port-Arthur et Talien-Wan. En outre, l'autorisation lui fut donnée de faire traverser la Mandchourie par son chemin de fer transsibérien et de le relier à Port-Arthur par un embranchement. Non seulement ces voies ferrées devaient avoir le même écartement que les lignes russes, mais la Russie avait encore la faculté de protéger les travaux par ses troupes : c'était la mainmise sur la Mandchourie tout entière.

L'Angleterre, ne pouvant rien contre ce succès diplomatique, se fit adjuger le port de Weï-haï-Weï pour rétablir un peu l'équilibre dans le golfe du Petchili, et acquit le territoire de Kao-long, en face de Hong-Kong. La France se fit donner à son tour l'enclave de Kwang-Chéou-Wan, mettant hypothèque sur l'île d'Haïnan et sur les trois provinces limitrophes du Tonkin.

Ces événements, se succédant à si courts intervalles, de novembre 1897 à avril 1898, provoquèrent en Chine une sourde irritation. D'autre part, l'empereur Kwang-Su heurtait de front les habitudes et les préjugés des Célestes, si attachés à leurs coutumes et à leurs traditions, en décrétant coup sur coup des réformes hâtives et mal conçues qui amenèrent à l'état aigu le mécontentement général. Une crise se produisit le 21 septembre 1898, sous forme d'un décret qui ramena au pouvoir l'impératrice douairière. La période de réaction commença aussitôt, tandis que le vieux parti mandchou reprenait la direction des affaires.

Ce parti avait à sa tête le prince Tuan (1). Réactionnaire violent, il avait toujours été tenu à l'écart des affaires et était le chef de sociétés secrètes à tendances xénophobes, entre autres de celle dite des « Boxers ». L'arrivée au pouvoir de ce personnage allait donner à cette société un appui et une importance exceptionnels.

La Chine fut toujours un terrain très favorable au développement de ce genre d'associations ; dans ce milieu populeux, certaines sectes purent prendre parfois une extension extraordinaire, lorsqu'elles étaient favorisées par les circonstances. Les Boxers, soutenus secrètement par les sphères gouvernementales et n'ayant qu'à exploiter la haine populaire contre les « diables étrangers », firent, en peu de temps, de rapides progrès ; comme les troubles qu'ils provoquèrent au début restèrent à peu près impunis, il était à prévoir qu'ils dégénéreraient bientôt en graves désordres.

A partir de cette époque, les relations diplomatiques entre la Chine et les puissances changèrent de caractère et se firent difficiles. En mars 1899, l'Italie ayant voulu, à son tour, obtenir un établissement sur la côte chinoise et réclamé la baie de San-Moun, sa requête fut non seulement écartée, mais le refus en fut signifié dans des conditions fort pénibles pour l'amour-propre italien. Vis-à-vis des autres puissances, l'attitude du gouvernement chinois n'était guère meilleure ; les Anglais devaient supporter mille tracasseries dans leurs relations commerciales ; ils se voyaient refuser la concession du dragage du Yang-tsé, sous le prétexte significatif que les obstructions existantes étaient une défense contre les étrangers ; la France n'arrivait qu'à grand'peine à régler la question de Kwang-Chéou-Wan. Le 21 novembre 1899, un édit secret de l'impératrice douairière repro-

---

(1) Proche parent du prédécesseur de l'empereur Kwang-Su et qui avait pu espérer, un instant, saisir la couronne impériale.

chait aux vice-rois et gouverneurs leur faiblesse devant les réclamations des diverses puissances « qui jettent sur la Chine des regards de tigre vorace »; elle leur prescrivait de résister résolument, même par la force, ajoutant que, si chacun faisait son devoir vis-à-vis de l'empereur et du pays, ce territoire si vaste, avec ses immenses ressources naturelles, ses centaines de millions d'habitants, n'aurait rien à craindre de l'envahisseur.

Dès la fin de 1899, des troubles sérieux sont déjà signalés en divers endroits, principalement dans la province de Shantung. En janvier 1900, les dispositions réactionnaires de la Chine s'accentuent à la suite d'un nouveau coup d'État qui fait du fils du prince Tuan, âgé de 9 ans, l'héritier présomptif du trône, et augmente les pouvoirs de l'impératrice. Le « mauvais état de santé » de l'empereur lui fait abdiquer pratiquement tout pouvoir, et désormais l'impératrice douairière conduira les affaires, dominée peut-être elle-même par le prince Tuan. Le réformateur Kang-Yu-Weï, conseiller de l'empereur, est obligé de se cacher à Hong-Kong pour sauver sa tête; plusieurs de ses partisans sont exécutés; tout espoir disparaît de réformes libérales et de bonne entente avec les puissances étrangères.

Il est difficile de démêler, dans cette révolution de palais, quel a pu être le rôle des agents étrangers en vue de favoriser les intérêts particuliers qu'ils représentaient; de nombreux articles de presse ont émis, à ce sujet, des affirmations dont la démonstration n'a jamais été faite; elles ne font, en définitive, que souligner davantage l'antagonisme existant entre les politiques de l'Angleterre et de la Russie en Asie. L'Angleterre, puissance essentiellement commerciale et qui se trouvait d'ailleurs paralysée par sa campagne du Transvaal, avait tout intérêt à soutenir le principe de l'intégrité territoriale de la Chine et celui de « la porte ouverte »; la

Russie, par contre, paraissait mieux en mesure d'envisager la question d'avantages territoriaux; sa situation en Extrême Orient se trouvait grandement accrue du fait de l'ouverture de ses nouvelles voies de communication entre l'Oural et le Pacifique. Le 28 décembre 1899, le chemin de fer transsibérien atteignait Stretensk sur l'Amour; les troupes russes pouvaient, dès lors, être transportées par rail ou par steamer depuis l'Oural jusqu'à Vladivostock, et cet état de choses donnait à la Russie une incontestable supériorité sur sa rivale, en attendant que l'achèvement du Transsibérien lui assurât une absolue prédominance dans tout le nord de la Chine.

L'antagonisme entre ces deux puissances se compliquait de l'entrée en scène de nouveaux intérêts; il fallait compter désormais avec l'Allemagne, la France, le Japon, l'Amérique; les rivalités d'influences étaient devenues telles, au début de 1900, qu'elles devaient mettre obstacle à la répression rapide de l'insurrection des Boxers, lorsque ce mouvement commença à devenir menaçant pour les étrangers.

L'appui inavoué, mais efficace, du gouvernement chinois pour cette société commençait à porter ses fruits. La rébellion, confinée d'abord au Shantung, s'étendait rapidement vers le nord et envahissait tout le Petchili. Les missions étrangères étaient attaquées; plusieurs centaines de chrétiens indigènes furent massacrés entre Pékin et Pao-Ting-Fou.

Il ne s'agissait plus désormais de faire de ces attentats, devenus trop graves et multipliés, un nouveau sujet de discussions méthodiques pour l'obtention de nouvelles concessions; cette fois, un danger réel existait, dont on commençait à s'inquiéter sérieusement; devant l'intérêt commun qu'il y avait à étouffer ces troubles, les représentants des puissances étrangères s'unirent tous pour faire des observations au Tsung-li-Yamen. Ces observations, présentées à plusieurs re-

prises, déterminèrent naturellement les meilleures assurances de bon vouloir; mais, de fait, les autorités chinoises demeurèrent inertes; les Boxers gagnèrent peu à peu le Tchili et le Shan-si, marquant partout leur présence par des pillages, des massacres et des incendies.

On ne pouvait tolérer davantage cette inertie suspecte du gouvernement chinois; le 8 avril 1900, quatre des grandes puissances, France, Angleterre, Allemagne et États-Unis, adressèrent au Tsung-li-Yamen une note collective et comminatoire le sommant de prendre les mesures nécessaires pour supprimer la rébellion des Boxers dans un délai de deux mois.

Malgré de nouvelles protestations officielles de bonne volonté, rien ne fut tenté afin d'entraver les progrès de cette révolte, qui devenait d'une exceptionnelle gravité. Le 12 mai, trois villages étaient attaqués et détruits par les émeutiers à 90 milles de Pékin; le 19 mai, de nouveaux massacres de chrétiens sont signalés entre Pao-Ting-Fou et Pékin; puis les émeutiers s'en prennent aux lignes télégraphiques, détruisent les travaux sur les voies ferrées et attaquent le personnel européen.

Devant une situation aussi menaçante, les ministres des puissances se réunirent à nouveau pour délibérer sur les mesures à prendre et remirent, le 21 mai, une nouvelle note au Tsung-li-Yamen. Comme elle demeura sans effet, le corps diplomatique demanda, le 27 mai, au gouvernement chinois de définir explicitement les mesures qu'il comptait prendre pour supprimer la rébellion.

Mais à partir de cette date les événements se précipitent. Le 28 mai, les Boxers brûlent la station du Liu-li-Ho; les Européens évacuent Fengtaï (20 kilomètres de Pékin); les émeutiers s'emparent de cet embranchement, détruisent les bâtiments de la gare et le matériel roulant; plusieurs ingénieurs et missionnaires sont assassinés près de Pao-Ting-Fou; les rebelles menacent

Pékin et Tien-Tsin ; les pires éventualités sont à craindre et les ministres étrangers se voient dans la nécessité de demander à leurs gouvernements qu'on envoie des gardes pour protéger les légations à Pékin.

Les puissances avaient déjà dirigé quelques bâtiments sur le golfe du Petchili, en apprenant la tournure menaçante que prenait la rébellion des Boxers ; si aucun débarquement de troupes n'avait encore été fait, c'était dans la crainte qu'une action isolée pût amener de graves dissentiments entre les pouvoirs. La demande des ministres nécessitant cependant l'envoi immédiat de troupes à Pékin, il fut convenu, après entente commune, que chaque nation débarquerait 100 marins seulement à Takou, de manière à couper court à toute velléité d'entreprise particulière.

Après quelques pourparlers avec les autorités chinoises, un train fut mis à la disposition des troupes désignées pour la garde des légations. Ce train partit le 31 mai pour Pékin, emmenant :

75 Français ;
75 Russes ;
75 Anglais ;
63 Américains ;
42 Italiens,
et 26 Japonais.

C'était le premier acte d'une intervention qui allait prendre rapidement des proportions tout à fait inattendues.

Cette démonstration collective n'eut aucune action sur le développement des mouvements insurrectionnels ; après avoir détruit le 30 mai, la station de Lu-Ku-Chiao et le pont sur le Liu-li-Ho, les Boxers envahirent les environs immédiats de Pékin et de Tien-Tsin ; le 4 juin ils brûlèrent la station de Yang-Tsun, et le lendemain, 5 juin, commencèrent la destruction des grands ponts sur le Peï-Ho, interrompant ainsi le service du chemin

de fer de Pékin à Tien-Tsin. Toute la campagne entre ces villes était tenue par les émeutiers et l'on s'attendait à une attaque sur Tien-Tsin d'un moment à l'autre.

Il devenait évident qu'une simple démonstration ne pouvait suffire et qu'il fallait en arriver, le plus vite possible, à une action militaire sérieuse. Mais, à ce moment, la plupart des puissances se trouvaient prises au dépourvu. On n'avait pas prévu que la situation pût s'aggraver à ce point en si peu de temps; seuls la Russie et le Japon pouvaient disposer d'effectifs importants. A Port-Arthur, 7,000 ou 8,000 hommes étaient disponibles dans un délai très court; quant au Japon, il était libre de mobiliser, à volonté, toutes les forces nécessaires. Mais l'Angleterre, n'ayant aucune troupe blanche à expédier en Extrême Orient, était obligée de former de toutes pièces un corps expéditionnaire avec des unités prélevées sur l'armée des Indes; la France avait besoin d'un certain temps pour amener des troupes d'Indo-Chine et d'Europe; l'Allemagne ne disposait à Kiao-Tchéou que de la garnison normale, peu susceptible de réduction à cause des troubles du Shang-Tung; enfin, l'Amérique, toute à sa campagne d'élection présidentielle et fort occupée par l'insurrection des Philippines, montrait peu d'empressement à participer à une expédition collective.

La Russie et le Japon ne jugeant pas devoir abuser des avantages de leur situation, les renforts étrangers ne débarquèrent à Takou que par petits paquets. Les premiers détachements arrivés après le départ du train spécial qui avait emmené les gardes des légations de Pékin furent envoyés à Tien-Tsin afin d'y protéger les concessions européennes; d'autres suivirent pour ainsi dire journellement à partir du 1er juin et, vers le 10, 3,000 hommes environ de diverses nationalités se trouvaient déjà réunis à Tien-Tsin.

Cet afflux de troupes étrangères irritait le gouverne-

ment chinois; le 7 juin, le Tsung-li-Yamen protestait auprès des ministres des puissances contre le débarquement de nouveaux détachements. Comme preuve apparente de bon vouloir dans la répression de l'insurrection, il donnait l'ordre au général chinois Nieh de repousser les rebelles entre Pékin et Tien-Tsin. Le général Nieh partit en effet de Lutaï avec 1500 hommes et livra un combat assez sérieux à 4,000 Boxers, dans les environs de Lang-Fang.

Mais au fond le gouvernement chinois était favorable aux rebelles; cela seul pouvait expliquer l'extension si considérable et si rapide du mouvement anti-étranger. La vallée du Yang-Tsé commençait à s'agiter; des troubles s'annonçaient au Fo-Kien et dans la région de Canton; au Yunnan la surexcitation de la population contre les agents français rendait très précaire leur situation; le consul de France à Yunnan-Fu, M. François, se déterminait à rassembler ses compatriotes et à se retirer avec eux sur le Tonkin, le vice-roi l'ayant averti qu'il ne pouvait plus garantir leur sécurité.

Aussi y avait-il lieu de ne tenir aucun compte des protestations chinoises. Les préparatifs militaires continuèrent activement, chaque puissance organisant librement ses moyens d'action, car il ne s'agissait plus comme auparavant de maintenir entre alliés une mesure égale, mais d'amener au plus vite des effectifs importants pour dégager les légations de Pékin qui se trouvaient pratiquement isolées et garantir la sécurité des concessions étrangères. La Russie, le Japon, la France, l'Allemagne, préparaient l'envoi de corps expéditionnaires variant de 15,000 à 20,000 hommes chacun; l'Angleterre constituait un corps indien d'importance analogue.

Ces contingents, qui arrivèrent peu à peu, allaient bientôt se heurter aux troupes impériales sous les ordres des généraux chinois Yung-Lu, Tung-fu-Siang, Ma,

Nieh, etc. La Chine était bien résolue à résister et paraissait même espérer qu'elle pourrait venir à bout des troupes étrangères; une énergique impulsion était donnée aux affaires par le prince Tuan, qui avait remplacé comme président du Tsung-li-Yamen le prince Ching, rendu suspect par sa modération. Dans les sphères dirigeantes chinoises, on semblait avoir perdu tout sang-froid; la cour était dominée par les réactionnaires les plus intransigeants; les Boxers étaient devenus tout puissants; on apprenait constamment de nouveaux attentats; le chancelier de la légation japonaise, M. Sugiayma, était assassiné à Pékin; le baron de Ketteler, ministre d'Allemagne, devait l'être un peu plus tard; ces lugubres nouvelles allaient pousser en avant les troupes internationales : c'était la guerre qui commençait de fait, sans qu'il en fût publié de déclaration formelle.

Les désordres qui avaient troublé si profondément la Chine depuis le Yunnan jusqu'au Petchili, s'étendirent bientôt aussi dans toute la Mandchourie jusqu'à la frontière sibérienne. S'il était besoin d'une nouvelle preuve de la complicité du gouvernement chinois, on pourrait la trouver là, car, dans un pays où le pouvoir central est si puissamment organisé, il est inadmissible de ne pas voir son intervention dans un mouvement aussi général et intéressant des contrées si dissemblables, si éloignées les unes des autres.

Dès le mois de juin, le mouvement anti-étranger se manifestait en Mandchourie; la mission française de Moukden était détruite, l'évêque et les missionnaires égorgés, diverses églises incendiées, des missions anglaises et danoises attaquées. La ligne de chemin de fer, les stations, les ouvrages d'art étaient l'objet de tentatives de destruction à Lao-Yang, à Tiélin, etc. Les mines de charbon de Yan-Taï étaient endommagées également.

La protection du chemin de fer de Mandchourie était

alors assurée par 5,000 hommes de garde échelonnés tout le long de la ligne au mois de juin. Les Russes disposaient en outre de leurs troupes de Sibérie, dont il sera parlé dans un autre chapitre, mais cette partie de l'empire se trouvait en pleine période de réorganisation militaire.

Dès les premières attaques contre le chemin de fer, les Russes renforcèrent leurs gardes, principalement vers Kirin et Tsitsihar. Ces mouvements inquiétant les autorités chinoises, le gouverneur de Moukden somma les ingénieurs de quitter la Mandchourie et envoya des troupes contre eux. En présence de ces menaces, ordre fut donné, dès les premiers jours de juillet, aux travailleurs et aux détachements, de se concentrer dans les stations. Mais devant l'extension de l'insurrection, la sécurité de ces groupes ne parut plus suffisamment assurée et les Russes prirent le parti de replier leurs sections et leurs gardes.

Tous les détachements de l'embranchement de Harbin—Port-Arthur, au nord de Tiélin, se retirèrent sur Harbin où se trouvait le général Gerngross, commandant en chef des gardes, avec 700 hommes. C'est vers ce point que se replièrent également les sections centrales de la ligne qui va sur Vladivostock. Les sections occidentales rentrèrent à la station frontière de Starotsovroukhaitou, non sans peine, obligées de faire un détour pour éviter Khaïlar, occupé par un millier de Chinois. Les sections orientales se retirèrent sans difficulté sur la station frontière de Pogranitchnaïa. Un groupe des gardes de l'embranchement de Port-Arthur, au sud de Moukden, fortement bousculé, dut se rejeter dans la direction de l'est, sur la frontière de Corée; en arrivant sur le Yalu, il avait perdu le cinquième de son effectif. Un autre était attaqué à Haïcheng. Du fait de ces divers mouvements, Harbin et sa garnison se trouvaient complètement isolés et sérieusement menacés.

Pendant que ces événements se passaient en Mandchourie, les Chinois ne craignaient pas d'attaquer les Russes sur leur propre territoire. Le 14 juillet, à dix heures du matin, le vapeur *Michael*, qui remorquait sur l'Amour, de Khabarovsk à Blagovietchensk, cinq barges remplies de matériel et de munitions, arrivant à Aigoun, était reçu à coups de fusils et devait stopper sur les injonctions des officiers chinois, qui déclaraient la navigation interdite sur le fleuve. A une heure arrivait la *Selenga*, qui portait deux canons et un peloton de Cosaques. Elle dégagea le *Michael* et les deux navires continuèrent leur route, malgré le feu des Chinois.

Le lendemain 15, le général Gribsky, gouverneur de la province de l'Amour, quitta Blagovietchensk à la tête d'un détachement qui devait s'établir en face d'Aigoun, pour assurer le libre passage. A peine arrivé à 3 kilomètres de la ville, il fut attaqué par les Chinois ; pendant le combat, on entendit le canon du côté de Blagovietchensk : les Chinois attaquaient aussi cette ville. C'était le commencement des hostilités.

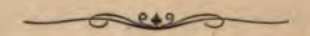
Tels furent, en résumé, les événements qui amenèrent en Chine l'intervention des puissances alliées. Au Yunnan, à Canton, au Fo-Kien, à Shanghaï, les troubles ne furent pas suivis de faits militaires intéressants. Il n'y eut de véritable campagne qu'au Petchili et en Mandchourie. Ce qui se rapporte à cette dernière province forme un tout bien distinct, complètement indépendant, ne concernant exclusivement que les Russes et les Chinois. Ces événements seront examinés en détail dans un chapitre spécial ; puis on étudiera la campagne des alliés au Petchili, cette dernière partie comprenant les événements importants qui devaient aboutir à la prise de Pékin et de Pao-Ting-Fu, ainsi qu'à l'ouverture des négociations pour le règlement de la question chinoise.

(*A suivre.*) (157)

LA

JOURNÉE DU 14 AOUT 1870

d'après CARDINAL von WIDDERN (1)



Combat du Ier corps. — Ordre reçu par Manteuffel. — Opinion de ce général. — Le 14, à 9 heures du matin, le général von Manteuffel reçut cette note très sommaire du général commandant en chef :

« Par la présente, je fais connaître à Votre Excellence « que la Ire armée restera aujourd'hui dans ses posi- « tions. »

Le commandant du Ier corps, ne recevant aucune autre indication, conclut de là que d'importantes forces françaises étaient encore sur la rive droite de la Moselle ; il ne se crut pas autorisé à pousser ses avant-postes plus près de la forteresse.

Mais, tout en s'inclinant devant un ordre supérieur, le général avait ce sentiment instinctif qu'il fallait attaquer, pour l'obliger à faire face, cet ennemi insaisissable qui, depuis le 6 août, battait constamment en retraite et ne s'arrêtait même pas sur les positions successives qu'il avait choisies et préparées pour la défense.

« Je voyais dans l'armée de Bazaine, écrit le chef « d'état-major du Ier corps, *le but même* de notre ma- « nœuvre. Puisqu'on était parvenu à la joindre, on de- « vait chercher à la battre sans retard. »

La directive du Grand État-Major pour la journée du

---

(1) Voir la *Revue des Armées étrangères*, n° de janvier 1901, p. 1.

14 était loin d'exprimer des idées aussi catégoriques, mais on ignorait, au Ier corps, l'existence même de cette directive.

Intervention du lieutenant-colonel von Brandenstein. — On en eut connaissance à 10 heures du matin seulement, de la bouche du lieutenant-colonel von Brandenstein, du Grand État-Major, envoyé par Moltke pour visiter la ligne d'avant-postes de la Ire armée.

Cet officier supérieur constatait l'inexécution des ordres royaux; il insistait auprès de Manteuffel pour obtenir l'envoi en avant de fortes reconnaissances et demandait, en outre, que les troupes du Ier corps fussent prêtes à attaquer l'ennemi, dans le cas où le flanc de la IIe armée serait menacé.

Manteuffel consentit à faire donner l'alarme à ses divisions; mais, pour le reste, il déclara que, à moins de motifs graves, il ne contreviendrait pas à l'ordre formel de Steinmetz. Il détacha d'ailleurs un de ses officiers pour demander l'agrément du général en chef. Mais le résultat de l'ambassade fut négatif. Steinmetz refusait de prescrire un mouvement en avant.

Manteuffel apprend le mouvement de retraite des Français. — Son embarras. — Lorsque, à midi, Manteuffel reçut avis, d'abord de l'évacuation des camps français sur le front du Ier corps, et ensuite du mouvement de nos colonnes du nord au sud, il dut être singulièrement embarrassé.

D'une part, l'ordre formel et renouvelé de son chef hiérarchique lui prescrivait de rester en position. D'autre part, les intentions du généralissime, communiquées par Brandenstein, étaient en désaccord avec cet ordre formel.

Les mouvements de l'ennemi pouvaient, en effet, indiquer l'intention d'une rupture vers la droite pour attaquer la IIe armée, et, dans ce cas, le Ier corps ne devait pas rester l'arme au pied.

Manteuffel n'osa pas aller à l'encontre des prescriptions de Steinmetz, mais il voulut au moins se tenir prêt à profiter du premier incident favorable. Il se rendit donc sur la ligne des avant-postes et prescrivit à toutes les troupes de rester sous les armes.

Il se décide à marcher en entendant le canon sur le front du VIIe corps. — Quelle dut être sa joie, lorsque, vers 4 heures, le canon retentit tout à coup dans la direction du VIIe corps ! On peut en juger par la réponse qu'il adressa à l'officier envoyé par von der Goltz pour demander du secours : « Je me porte en avant « avec tout mon corps d'armée ». En effet, la situation était modifiée ; le général pouvait maintenant changer d'attitude, en se basant sur la bonne confraternité d'armes qui interdit à tout officier de rester sourd à l'appel pressant d'un camarade au combat.

Il adressa à son chef le compte rendu suivant : « Une « reconnaissance me fait savoir que l'ennemi a levé ses « camps près de Metz. En même temps, on entend le « canon, et des fractions du VIIe corps sont déjà enga- « gées. Je porte en avant tout mon corps d'armée. »

Manteuffel connaissait le tempérament de Steinmetz ; il n'ignorait pas qu'un grave conflit serait le premier résultat de son initiative. En agissant, malgré tout, suivant sa conscience, il fit preuve d'un grand caractère.

On ne saurait, d'ailleurs, le taxer de témérité, car il eut soin de donner à son offensive un but raisonnable.

« Les commandants des avant-gardes, postées en « avant, reçurent l'ordre d'attaquer avec énergie et de « repousser l'adversaire dans la zone d'action des forts. » (*Journal d'opérations du Ier corps.*)

Ajoutons, d'ailleurs, qu'à la tombée de la nuit, d'importantes fractions s'étaient laissées entraîner bien au delà des limites indiquées.

Le combat. — Les résultats. — A la fin du combat, qu'il serait trop long d'exposer en détail, le gros du

corps d'armée s'arrêta sur la ligne Bellecroix—Lauvalliers—Mey—Villiers-l'Orme.

Il lui restait dix bataillons encore frais; il avait, néanmoins, subi de grosses pertes, et son salut n'était dû *qu'à la retraite volontaire des Français* et à l'heure tardive du commencement de la lutte.

Au moment où la bataille prenait fin, le Ier corps recevait de Steinmetz l'ordre de rompre le combat et de bivouaquer derrière *la Nied*. Mais déjà Manteuffel avait adressé au général en chef la note suivante :

« Après un combat de trois heures, le corps d'armée « a rejeté sous les murs de Metz les forces ennemies « établies à l'est de la place; il s'est arrêté au delà de la « zone d'action des forts. . . . . A moins d'ordre con- « traire, je me maintiendrai sur la position conquise, « pour assurer l'évacuation de mes blessés et affirmer « ma victoire. »

Les généraux présents sur le théâtre de l'action étaient donc d'accord pour constater les inconvénients d'une retraite précipitée, dont le résultat le plus clair devait être l'abandon des blessés et la dépression morale des troupes.

Tous deux, pour les mêmes causes, maintenaient les dispositions prises à ce sujet, malgré les ordres du général en chef et sans craindre le conflit inévitable qui devait en résulter.

Rôle joué par le IXe corps (IIe armée) et par les 1re et 2e divisions de cavalerie. — La 1re division de cavalerie se trouvait, le 14, à Pontoy, son avant-garde à Mécleuves. Sa mission consistait à couvrir le flanc droit de la IIe armée, et, en particulier, les colonnes du IXe corps qui défilaient sur la route de Sarrebrück—Pont-à-Mousson.

Le général von Hartmann, commandant cette division, reçut, vers 4 h. 1/2, la communication envoyée par von der Goltz : « L'avant-garde du VIIe corps se dirige « sur Colombey, par Marsilly ».

Il eut aussitôt l'idée de se porter à Mercy, pour essayer de ralentir les mouvements de l'ennemi attaqué de front par le VIIe corps. L'intention était bonne; mais, au lieu de partir dès 4 h. 30 avec tout son monde, Hartmann emmena seulement la brigade de cuirassiers, sa batterie à cheval et crut devoir attendre l'arrivée de la 18e division d'infanterie (von Wrangel), du IXe corps, pour marcher à sa hauteur (6 h. 1/2).

A 2 heures de l'après-midi, cette dernière division était arrivée à Buchy et avait poussé une avant-garde à Orny; le gros du IXe corps s'était arrêté à Béchy et Luppy. Dès qu'il entendit le canon, le général von Wrangel galopa jusqu'à la ligne des avant-postes; un peu après 6 heures, il pouvait écrire au commandant du corps d'armée :

« J'ai donné l'alarme au gros de ma division. Déjà, « la colonne est en marche sur Orny, mais je crains « qu'elle n'arrive trop tard pour pouvoir intervenir uti- « lement dans le combat. »

Beaucoup de généraux auraient argué de l'heure avancée pour rester immobiles, mais Wrangel n'hésite pas; il veut être au moins en mesure d'agir le lendemain à la première heure, si la lutte doit être reprise. De fait, une batterie divisionnaire put ouvrir le feu dès 6 h. 1/2 du soir, à l'aile gauche du VIIe corps; à 8 heures du soir, six bataillons étaient groupés, prêts à donner, entre Mercy et Peltre.

Nous avons vu que la 1re division de cavalerie ne fut pas aussi entreprenante; mais la 3e division se montra plus timide encore. Elle était à Vry et pouvait aisément couvrir le flanc droit du Ier corps, éventer les contre-attaques. Elle n'en fit rien. Sa batterie à cheval prit seule part à la lutte; ses seize escadrons vinrent s'abriter à Retonfey, derrière les lignes d'infanterie.

Il est regrettable que Cardinal von Widdern n'ait pas cru devoir faire ressortir le contraste si frappant entre le

manque de caractère des généraux de cavalerie et l'esprit d'entreprise des chefs d'infanterie.

Non-intervention du VIII[e] corps. — « Où donc est Gœben ? » demanda Manteuffel à plusieurs reprises au cours de la bataille. Il ne pouvait s'imaginer qu'un officier si actif n'eût pas volé au combat à la première invitation.

Gœben était avec sa 15[e] division à Bionville, village situé à 4 kilomètres sud-est de Varize, où se trouvait le quartier général de l'armée (1).

Selon toute vraisemblance, il ne reçut pas communication de la directive du grand quartier général et n'eut même pas l'occasion de parler à Steinmetz dans la matinée du 14. En effet, la situation lui paraissait si peu menaçante qu'il crut pouvoir accepter ce jour-là une invitation à déjeuner du général von Zastrow.

Il quitta Varize avant l'arrivée des renseignements relatifs au mouvement de retraite des Français et revint à Bionville à midi et demi.

Vers 5 h. 1/2, il fut avisé qu'une vive canonnade retentissait dans la direction de l'ouest. Il écrivit aussitôt au général en chef pour provoquer ses ordres :

« Comme le VIII[e] corps constitue la réserve de l'ar-
« mée, disait-il en terminant, j'attends des instructions
« qui m'indiquent si mon corps d'armée doit se porter
« en avant et quelle direction il doit prendre. »

---

(1) *Emplacements du VIII[e] corps.*

Quartier général.......	Bionville.
15[e] division...........	Bionville.
Artillerie de corps......	Brouck.
16[e] division...........	Brigade Rex et cavalerie, Varize.
—	Etat-major et 3 batteries, Helstroff.
—	Le reste, devant Thionville.

Brouck, qui ne figure pas sur le croquis (n° de janvier, page 8), est à trois kilomètres nord-est de Bionville.

Le général von Steinmetz montra une certaine irritation en recevant cette lettre si respectueuse. Il jugea la demande inopportune ou tout au moins prématurée, et répondit en ordonnant au VIII[e] corps d'attendre ses ordres, avant de prendre les armes ou de se mettre en marche.

Gœben ne pouvait guère aller à l'encontre d'un ordre aussi formel, sous les yeux mêmes du général en chef. Il opposa donc un refus à la 2[e] division qui lui demandait, à 6 h. 10, de faire marcher la brigade Rex de Varize sur Hayes pour agir dans le flanc gauche de l'ennemi.

Plus tard, un officier, envoyé par Manteuffel, vint de nouveau réclamer l'appui du VIII[e] corps; mais, cette fois, on demandait de diriger les renforts sur Pont-à-Chaussy; Gœben n'accéda pas davantage à cette démarche.

Enfin, à 9 h. 5, le capitaine von Rauchhaupt, envoyé par le général en chef qui, dans l'intervalle, s'était rendu sur le champ de bataille, apporta l'ordre de faire marcher la brigade Rex de Varize vers les Étangs, en amenant à Varize la 15[e] division et l'artillerie de corps.

La brigade Rex, prévenue directement, s'était mise en marche à 8 h. 1/2. Mais Gœben, convaincu que le combat touchait à sa fin, estima qu'une marche de nuit aurait pour résultat de fatiguer inutilement les troupes : « Je crois, écrit-il, me conformer aux vues du général « en chef, en laissant la 15[e] division et l'artillerie de « corps dans leurs bivouacs actuels, ainsi qu'en les fai- « sant rompre seulement demain à la pointe du jour ».

Cardinal von Weddern approuve pleinement cette résolution du commandant du VIII[e] corps. D'après lui, le général estimait qu'une marche commencée à 9 heures du soir l'amènerait trop tard au point utile et préférait attendre au lendemain pour conduire au combat des troupes bien reposées.

La raison est sans doute excellente; mais on ne peut

s'empêcher de plaindre Steinmetz et d'excuser l'aigreur de son caractère. Quels singuliers subordonnés ! Malgré les ordres les plus formels, deux commandants de corps d'armée refusent de revenir en arrière et le troisième de se porter en avant. En revanche, ils s'entendent à merveille contre leur chef.

Dans une lettre écrite à sa femme, Gœben raconte qu'il eut, le 15, une explication avec Manteuffel : « Steinmetz, dit-il, n'était pas très satisfait du mouvement de la veille ; mais nous fumes d'accord sur la nécessité de toujours nous soutenir mutuellement ».

Et Cardinal von Widdern s'étonne que le général von Steinmetz ait un instant songé à traduire ses subordonnés devant un conseil de guerre !

Si l'auteur des *Kritische Tage* approuve sans réserve la désobéissance de Gœben, il est assez embarrassé pour expliquer les refus adressés au Ier corps, à deux reprises différentes. Les ordres très nets donnés par Steinmetz vers 6 heures du soir ne lui semblent pas une raison suffisante, et il indique un autre motif qui paraît très spécieux. Un chef irréfléchi, dit-il en substance, se fût incliné devant toutes les demandes et eût détaché ses troupes un peu partout, diminuant ainsi prématurément l'effectif de la réserve générale. Or, Gœben ne crut pas un seul instant à une offensive allemande et s'imagina, pendant toute la journée du 14, que les Ier et VIIe corps étaient attaqués par les troupes françaises.

Il conclut à l'inutilité de l'intervention du VIIIe corps, puisque l'heure avancée rendait impossible une action décisive de l'ennemi, et fit preuve de sang-froid et d'initiative en maintenant son gros en réserve, prêt à agir, le lendemain, suivant les circonstances.

Il semble que les commandants des Ier et VIIe corps ne jugèrent pas la conduite de Gœben en se plaçant au point de vue qui vient d'être exposé. En tout cas, ils ne cachèrent pas leur étonnement et Gœben, très ému de

leurs reproches, leur écrivit de Bionville, dès le 15, à 3 h. 30 du matin, pour les féliciter de leur succès en leur expriman ses regrets de n'avoir pu intervenir à temps. Il ajoutait que son intention était de marcher à la pointe du jour dans la direction de Pont-à-Chaussy.

Widdern lui-même n'est pas absolument convaincu de l'excellence des raisons qu'il invoque, si l'on en juge par les phrases suivantes, où la désapprobation ressort perfidement au milieu des éloges les plus pompeux :

« Un autre général n'eût peut-être pas eu son cou-« rage ; . . . . . mais Gœben a toujours pris pour « guide de sa décision sa conviction intime ; il est resté « indifférent aux critiques, sans jamais décliner la res-« ponsabilité de ses actes. . . . . Il est seulement re-« grettable qu'au cours de ce récit, nous n'ayons pas « l'occasion de montrer ce général se décidant pour une « attaque de sa propre initiative et en toute indépen-« dance. »

(*A suivre.*) (146)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE (1).

Population. — Agriculture. — Industrie.

Le tableau ci-après donne la répartition de la population sibérienne, d'après le recensement de 1897 ; on y a compté, comme Russes, les indigènes convertis à la religion orthodoxe :

PROVINCES.		POPULATION TOTALE.	RUSSES.		INDIGÈNES.		HABITANTS par 100 kil. carrés.
			POPULATION.	POUR CENT.	POPULATION.	POUR CENT.	
Sibérie occidentale..		3,357,000	3,156,000	94	201,000	6	147
Sibérie centrale....		1,069,000	900,000	84	169,000	16	32
Sibérie orientale.	Transbaïkal....	670,000	470,000	70	200,000	30	112
	Amour........	112,000	87,000	78	25,000	22	25
	Oussouri et province Maritime.	165,000	130,000	79	35,000	21	42
	Yakoutsk et Okhotsk......	320,000	26,000	8	294,000	92	3
Gouvernt du Steppe.		1,372,000	140,000	10	1,232,000	90	131

Si l'on ne tient compte que de la zone cultivable, telle qu'elle a été définie plus haut, la répartition de la population russe et indigène est approximativement la suivante :

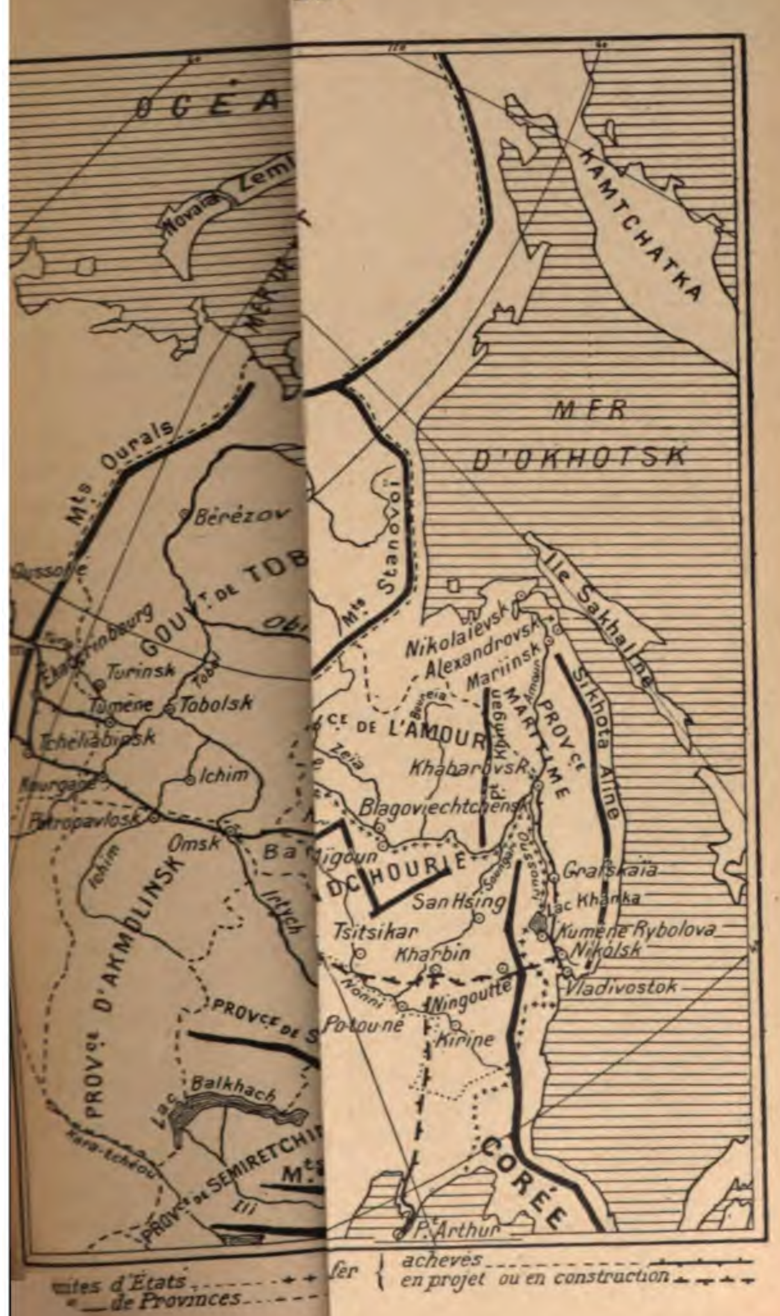
---

(1) Voir la *Revue des Armées étrangères*, n° de janvier 1901, p. 14.

PROVINCES.	POPULATION TOTALE.	RUSSES.		INDIGÈNES.		HABITANTS par 100 kil. carrés.
		POPULATION.	POUR CENT.	POPULATION.	POUR CENT.	
Sibérie occidentale..	2,700,000	2,608,000	96,7	92,000	3,3	806
Sibérie centrale....	850,000	714,000	84,0	136,000	16,0	304
Sibérie orientale. Transbaïkal..	670,000	470,000	70,0	200,000	30,0	298
Sibérie orientale. Amour	112,000	87,000	78,0	25,000	22,0	102
Sibérie orientale. Oussouri et province Maritime......	165,000	130,000	79,0	35,000	21,0	85

L'examen de ces deux tableaux montre que la population va diminuant de l'Ouest à l'Est, et que l'élément russe a repoussé l'élément indigène en dehors de la zone cultivable. Ainsi, tandis que, dans cette dernière, les Russes forment de 70 à 90 p. 100 de la population totale, ils n'en forment que 9 à 10 p. 100 dans les contrées plus septentrionales, et encore ces 9 à 10 p. 100 habitent pour la plupart des centres de commerce, où les indigènes apportent les produits de leurs occupations : peaux, bétail, laitage, etc. Les indigènes constituent la population principale du steppe au Sud et, au Nord, de la Taïga et de la Toundra. Ainsi, dans les montagnes de l'Altaï (Sibérie occidentale), on trouve environ 20,000 Kalmycks, de race mongole ; dans le Nord, 40,000 Ostiaks, de race finnoise, s'occupent presque exclusivement de chasse ou de pêche, décimés néanmoins par l'alcoolisme et les autres fléaux que le contact de races supérieures apporte d'ordinaire aux peuples primitifs ; plus loin encore, à la limite des forêts et de la Toundra, une vingtaine de mille Samoyèdes errent avec leurs rennes, dans un pays que son aridité et la rigueur de son climat ont soustrait à l'influence des Européens. Au Sud, une centaine de mille Kirghizes parcourent avec leurs troupeaux des steppes insuffisam-

TS.



KAMTCHATKA
MER D'OKHOTSK
Novaia Zeml
Mts Ourals
Bérézov
GOUVT DE TOB
Obi
Mts Stanovoï
Ile Sakhaline
Nikolaievsk
Alexandrovsk
Mariinsk
Sikhota Aline
PROVce MARITIME
Turinsk
Tumène
Tobolsk
Tcheliabinsk
Ichim
Kourgane
Petropavlosk
Omsk
Irtych
PCE DE L'AMOUR
Zeia
Khabarovsk
Blagoviechtchensk
San Hsing
Graf'skaia
Lac Khanka
Tsitsikar
Kharbin
Kumene Rybolova
Nikolsk
Vladivostok
Nonni
Ningoutte
Po-lou-ne
Kirine
PROVce D'AKMOLINSK
PROVce DE S
Lac Balkhach
Kara-tchéou
PROVce DE SEMIRETCHI
Ili
CORÉE
P. Arthur
ites d'États
de Provinces
fer
achevés
en projet ou en construction

ment arrosés. Dans le gouvernement d'Irkoutsk, près de cent mille Bouriates, mi-pasteurs, mi-agriculteurs, de race mongole et de religion bouddhiste, vivent sur les pentes des monts Sayan, près de la frontière chinoise. A l'Est du Baïkal, la Russie compte de nombreux sujets bouddhistes; on y rencontre des monastères de lamas.

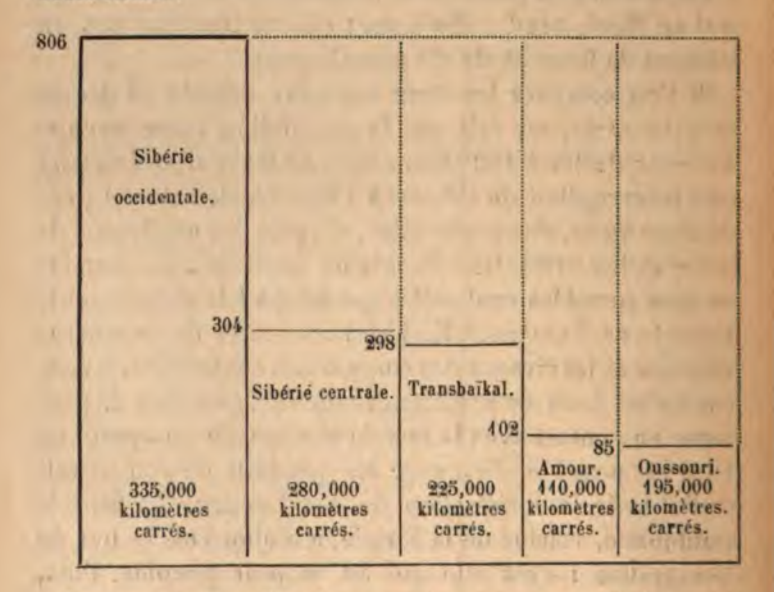
Dans l'Amour et les provinces orientales, il n'y avait à l'arrivée des Russes (1858) qu'une dizaine de milliers de Mandchoux, ainsi qu'à peu près autant d'indigènes, pasteurs et surtout chasseurs ou pêcheurs, de diverses tribus. Les Mandchoux sont restés et ont prospéré; les autres peuplades paraissent s'éteindre peu à peu, mais il est arrivé dans ces contrées de nombreux immigrants chinois et coréens.

En résumé, la population indigène de la Sibérie, surtout au Nord, tend à diminuer; elle ne constitue pas un élément de force et de vie pour le pays.

Si l'on compare les deux tableaux donnés ci-dessus avec la carte, on voit que la population russe occupe une zone de 300 à 1000 kilomètres de largeur, qui s'étend sans interruption de l'Ouest à l'Est. La densité de peuplement varie, dans cette zone, d'après les conditions de la vie et les difficultés d'accès du territoire. Les bandes les plus peuplées sont celles qui longent la grande route de poste de Tumène à Kiakhta, les routes de commerce latérales et les rivages des cours d'eau navigables. L'émigrant s'est tenu de préférence sur la ligne d'où il peut rester en contact avec le monde et recevoir un appui, où il lui est possible d'évacuer les produits de son travail et d'obtenir la satisfaction de ses besoins. La Sibérie occidentale, voisine de la Russie, a d'abord été le but de l'émigration : c'est elle qui est la plus peuplée. Puis, avec l'apparition de la navigation à vapeur sur les fleuves sibériens, c'est-à-dire depuis 1860, la Sibérie centrale et le Transbaïkal sont devenus plus accessibles aux immigrants. Quelques chiffres feront ressortir les diffi-

cultés de ce peuplement : on compte, à partir de l'Oural, jusqu'à Tomsk, 1400 kilomètres; jusqu'à Irkoutsk, 3,000; jusqu'à Nertchinsk, 4,200; jusqu'à Blagowiechtchensk, 5,400. C'est ce qui explique pourquoi le pays est moins peuplé à l'Est, bien que la Sibérie centrale et l'Amour offrent, dans certaines parties de leur territoire, des conditions presque aussi propices pour l'agriculture que la Sibérie occidentale.

Le croquis ci-dessous montre, pour chaque province : sur l'horizontale, la surface cultivable; sur la verticale, le nombre d'habitants par 100 kilomètres carrés. On voit nettement, par la partie en pointillé, que la population de la Sibérie centrale et orientale peut plus que doubler pour atteindre la densité relative de celle de la Sibérie occidentale.



La population sibérienne est presque exclusivement agricole, mais l'intensité de la culture et la surface cultivée vont en diminuant, comme la population, de l'Ouest à l'Est. Et cependant les conditions y sont meilleures

que dans plusieurs parties de la Russie d'Europe, en particulier parce qu'on n'y manque pas de chevaux. Dans l'Altaï, par exemple, il y a en moyenne, pour 8 hectares de terre, 5 chevaux et 6 vaches par tête d'habitant mâle, ce qui est environ cinq fois plus que dans les parties tout à fait pauvres de la Russie d'Europe. Cependant, les nouveaux arrivants avaient, il y a quelques années seulement, à lutter avec la misère; ils vivaient deux ou trois ans dans des huttes en terre, avant de pouvoir construire une maison en bois. Environ 20 à 25 p. 100 restaient sans chevaux, sans matériel, et devenaient des ouvriers errants, qui cherchaient à rentrer dans leurs foyers. Depuis quelque temps, nous le verrons, des mesures ont été prises pour donner une assiette plus stable à l'immigration sibérienne.

Au point de vue ethnique, comme au point de vue géographique, la Sibérie est le prolongement de la Russie d'Europe. On y rencontre d'ailleurs les mêmes éléments hétérogènes qu'en Europe : des Polonais, des Allemands des provinces baltiques, descendants d'exilés ou exilés eux-mêmes, et aussi des Juifs; la petite ville de Kaïnsk, entre Omsk et l'Obi, a mérité, par le nombre de ceux-ci, le nom de Jérusalem de la Sibérie. Enfin, on compte plus de cent mille *raskolniks*, dissidents religieux, qui sont répandus dans toute la Sibérie ; sobres et laborieux, ils constituent l'un des éléments les meilleurs, les plus prospères de la population. Les relations entre Russes et indigènes sont excellentes ; on sait que le préjugé de couleur, souvent si intense chez les Occidentaux, n'existe pas chez les Russes, probablement à cause de leur contact habituel avec les Orientaux. La question de religion, qui est un obstacle à la fusion des races, n'en est pas un à leurs bons rapports : le peuple russe est tolérant, et les mosquées se dressent à côté des églises, de même que, en Transbaïkalie, on peut voir des lamaseries et des pagodes.

Le paysan sibérien a, en général, plus d'aisance que le paysan russe, mais il est plus primitif, plus grossier et plus ignorant que ce dernier. Paresseux et apathique au delà de toute expression, il ne conçoit que deux plaisirs : dormir ou rêver en fumant sa pipe et boire de la vodka (eau-de-vie de grain). Il limite son travail à ce qui est strictement indispensable et se passe de superflu plutôt que de travailler pour l'obtenir. Ainsi, on trouve chez lui d'excellent lait, mais rarement du beurre, et le fromage est inconnu : il n'y a pas de jardins potagers, sauf dans les stanitsas cosaques. En outre, le Sibérien est extrêmement entêté ; il possède une force d'inertie merveilleuse quand il a décidé de ne rien faire, et parfois il est impossible de trouver, à n'importe quel prix, une voiture pour vous conduire à quelques lieues d'un village. Le sol est souvent très riche en Sibérie, mais les méthodes agricoles sont des plus primitives, et une grande partie de la population rurale néglige le travail des champs ; tout le long de la grande route postale, elle vit surtout du trafic auquel elle donne passage : produits manufacturés venant d'Europe, convois de thé venant de Chine, transport des immigrants, des voyageurs, etc. Aussi, ne voit-on sur cette route, autour des villages, que quelques champs d'avoine et des pâturages. Le nombre des chevaux est très considérable en Sibérie, dans la proportion de 80 à 90 pour 100 habitants. Les bêtes à cornes y atteignent celle de 60 à 80 pour 100 habitants.

Si l'on veut trouver la véritable agriculture, il faut s'éloigner de la grande route ; mais alors, comme elle dispose de grandes étendues, elle a un mode d'exploitation relativement barbare : la terre arable, nouvellement défrichée, est ensemencée pendant deux ou trois ans, puis laissée un an en jachère ; on l'ensemence de nouveau durant un ou deux ans, puis on la laisse derechef en jachère, et ainsi de suite jusqu'à ce que le rendement

soit tellement faible qu'il n'y ait plus de profit à en attendre. La terre est alors abandonnée à elle-même pendant cinq, dix, quinze, vingt et même trente ans; puis on recommence à la cultiver. Si l'on joint à ce mode de culture les influences climatériques, on n'est pas étonné de voir que la récolte tend de plus en plus à manquer.

Contrairement, d'ailleurs, à ce qui existe en Russie, la grande propriété individuelle n'existe pas en Sibérie : toute la terre est entre les mains des paysans, mais seulement à titre de prêt. En 1896, le gouvernement russe a, de plus, décidé d'introduire, au moins en principe, le *mir*, ou la propriété communale collective ; toutefois, la commune n'est pas propriétaire, mais simplement usufruitière, toute la terre étant censée appartenir à la couronne.

La production des céréales, dans les bonnes années, est analogue à celle des meilleurs gouvernements de la Russie : la terre rend cinq à sept fois la semence qu'on lui a confiée. Mais jusqu'ici, par suite du manque de bonnes voies de communication, le prix des denrées variait beaucoup d'un endroit à l'autre. Ainsi, au début du mois d'août 1897, le prix de 100 kilogrammes de farine de seigle était de 5 fr. 60 à Omsk, 4 francs à Minoussinsk et 27 fr. 20 à Irkoutsk.

La Sibérie, qui est un pays exportateur de blé, le deviendra plus encore lorsque l'agriculture y usera de méthodes plus perfectionnées et disposera de meilleures routes. Mais le sous-sol est plus riche que le sol, et jouera certainement un grand rôle dans le développement de ce pays.

Actuellement, l'industrie y est très peu développée : les habitants demandent le plus possible aux travaux de la maison. Toutefois, à l'exception des cuirs et des suifs, le pays ne peut se suffire comme produits manufacturés et il appelle l'importation. En 1896, les

productions de l'industrie ont atteint 20 millions de roubles et fourni du travail à 35,000 ouvriers.

L'exploitation des mines et la métallurgie ne présentent d'assez grand développement que dans l'Altaï : c'est cette contrée qui fournit les deux tiers de l'or et les trois quarts de l'argent, produits par toute la Russie, qui est le quatrième des grands centres aurifères du monde. On y compte actuellement 851 mines d'or en dehors de l'Oural. Avec l'établissement de bons moyens de transport et une réforme libérale de la législation minière, qui est une gêne considérable pour l'exploitation, la Sibérie ne tardera pas à voir se développer énormément la production de ses placers de la Transbaïkalie, de l'Amour, de la Léna, de l'Yénisséi. Les capitaux européens commencent, d'ailleurs, à s'occuper sérieusement de l'Asie russe.

Le cuivre, le fer, la houille se trouvent en de nombreux points et constituent une des richesses les plus durables du pays. Le cuivre n'est encore exploité nulle part, bien qu'on en connaisse d'excellents minerais sur le haut Yénisséi, dans le district de Minoussinsk et sur l'Irtych. Le fer est en grande quantité dans les régions occidentales, dans l'Altaï, sur les bords de l'Yénisséi, dans la vallée de l'Angara, en Transbaïkalie, etc. Les minerais sont très riches et contiennent de 38 à 60 p. 100 de fer brut ; cependant, il n'existe encore que quatre forges au bois d'une certaine importance, ne donnant que des fers et des fontes de médiocre qualité, par suite du manque de bons techniciens, d'ouvriers exercés.

Le minéral le plus essentiel à notre civilisation, la houille, est distribué avec une abondance exceptionnelle dans les plaines de l'Ouest. On en a déjà reconnu un vaste bassin près de Kouznetsk, puis un autre plus considérable à 120 kilomètres à l'Est de Tomsk et qui est traversé par la voie ferrée. A l'autre extrémité, près de

Vladivostok, on a découvert d'importants gisements. Ces richesses sont à peu près inexploitées à cause de la difficulté des transports et du manque de capitaux.

On trouve aussi beaucoup de sel en Sibérie. En 1893, on en a extrait 57,000 tonnes, dont 47,000 dans la Sibérie occidentale, et de grandes salines sont encore intactes.

En résumé, l'avenir immédiat du pays réside dans l'agriculture, mais celle-ci aurait besoin de grands propriétaires fonciers pour indiquer les meilleures méthodes, et surtout d'une exploitation plus intensive. Les forêts et les richesses minières constituent d'immenses réserves, que l'industrie viendra plus tard mettre en œuvre, en particulier si le gouvernement russe laisse un accès relativement libre aux capitaux étrangers. Tous les pays neufs, d'ailleurs, débutent par extraire les produits bruts du sol, sans chercher à les transformer; c'est ainsi qu'il en a été aux États-Unis, au Canada, en Australie; partout où l'on a voulu provoquer l'installation prématurée de manufactures l'expérience a été malheureuse.

Commerce. — L'exportation de la Sibérie comprend les produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, de la pêche et des mines. L'importation se borne aux articles manufacturés nécessaires à une population relativement clairsemée et primitive, dont les besoins sont faibles; elle introduit, en outre, les instruments agricoles, le verre, le thé, le sucre, le riz, le vin, le tabac. Les échanges d'un point à un autre de l'intérieur sont rares, parce que les produits des provinces de la zone cultivable, presque seule habitée, se ressemblent et qu'elles se suffisent, notamment en céréales et en bétail. L'approvisionnement des camps miniers et des rares villages du Nord est difficile; il ne saurait donner lieu, du moins actuellement, à un mouvement bien considé-

rable. Toutefois, il y a une branche de commerce très développée en Sibérie et qui est l'origine de grandes fortunes : c'est le transit du thé de la Chine.

Au Nord, par les embouchures de l'Obi et de l'Yénisséi, le mouvement commercial est très faible, à cause des difficultés d'accès de ces fleuves, qui ne sont libres de glace que pendant deux ou trois mois. Quelques navires anglais et russes tentent assez régulièrement, depuis quelques années, de venir y apporter des marchandises; mais leurs efforts ne sont pas toujours couronnés de succès.

A la frontière occidentale, entre la Russie et la Sibérie, les échanges deviennent plus considérables d'année en année. Avant l'ouverture du chemin de fer de l'Oural, le commerce empruntait la voie d'eau jusqu'à Tumène et Turinsk, puis les routes jusqu'à la Kama, et, de là, le système fluvial du bassin de la Volga. L'établissement de la ligne de l'Oural a provoqué une extension très sensible du courant commercial. On en trouve un témoignage évident dans l'augmentation du poids des marchandises transitées dans les deux sens sur la Tura et le Tobol : il y avait eu, en 1886, un mouvement de 40,000 tonnes; en 1890, de 131,000 tonnes; en 1896, de 262,000 tonnes. L'augmentation, pendant ces dix années, a donc été de 550 p. 100. Les trois quarts de ce mouvement appartiennent à l'exportation et le quart seulement à l'importation qui, naturellement, est à peu près exclusivement russe. Sur les produits de l'exportation, les quatre cinquièmes environ sont des céréales. On voit donc que la Sibérie occidentale produit beaucoup plus qu'elle n'importe.

La relation est inverse dans le commerce de la Sibérie orientale. En 1893, le mouvement à Vladivostok et à Nicolaievsk a été de 98,000 tonnes, dont les six septièmes appartenaient à l'importation. Sur cette frontière maritime, d'ailleurs, les Russes ont de nombreux concurrents

venant de l'Angleterre, du Japon, de l'Allemagne, de la Chine et des États-Unis.

L'an dernier, un grand journal russe, le *Novoié Vrémia*, signalait la conquête économique de la Sibérie orientale par les États-Unis. Les articles importés sont presque tous des objets de première nécessité : de la farine, des ustensiles en fer, en cuivre, des machines, des meubles, etc. Les Américains se seraient déjà rendus maîtres des marchés de Khabarovsk, de Blagoviechtchensk, et auraient même atteint Striétensk et Irkoutsk, ainsi que les districts aurifères de l'Est. Il y a lieu de signaler, d'ailleurs, que tout le pays à l'est du Baïkal est, jusqu'à présent, affranchi des droits de douane, sauf sur les spiritueux, le tabac et le sucre, c'est-à-dire sur les denrées frappées, en Russie, de droits d'accise. Il a été question récemment de supprimer ce privilège ; mais cette mesure semble prématurée, parce qu'elle nuirait au développement, actuellement en bonne voie, de cette contrée.

C'est la frontière méridionale, entre la Sibérie et la Chine, qui donne passage au plus grand mouvement commercial ; celui-ci porte d'ailleurs principalement sur le thé qui est, en Russie, la boisson, pour ainsi dire universelle.

Les Russes étant venus au contact de la Chine à la fin du XVIIe siècle, c'est par terre que le commerce du thé s'est établi d'abord entre les deux pays et s'est fait exclusivement jusqu'au milieu de ce siècle. Le point où ce commerce est presque entièrement concentré est la bourgade de Kiakhta, à 280 kilomètres au sud-est d'Irkoutsk, à vol d'oiseau. Le grand marché du thé est Han-Kéou, sur le Yang-tsé-Kiang ; toutes les grandes maisons russes y ont des représentants qui font les achats et les expédient, soit par la voie de mer, soit par Kiakhta.

En dehors du thé, le commerce par terre de la Russie avec la Chine est très faible ; il varie de 3 à 5 millions

de francs à l'exportation, qui comprend des produits manufacturés et surtout le cuir de Russie, et de 500,000 à 1,300,000 francs à l'importation, qui s'applique en particulier à une étoffe en bourre de soie, légère et très solide, que l'on porte en Sibérie pendant l'été.

Le chiffre total du commerce à Kiakhta, qui était de 80 millions de francs en 1886, est descendu à 52 millions en 1897, et tendra probablement encore à diminuer, parce que le thé prend de plus en plus la voie de mer, qui est à meilleur compte et plus rapide.

En résumé, le commerce extérieur de la Sibérie peut être caractérisé de la façon suivante : sur la frontière occidentale, sur les côtes de la mer du Japon et de la mer Polaire, il progresse rapidement, tandis que, sur la frontière chinoise, à Kiakhta, il tend à décroître. Cette décroissance, d'ailleurs, ne porte que sur le transit du thé. La Sibérie occidentale et la Sibérie centrale, qui sont peuplées depuis longtemps, produisent plus qu'elles ne consomment. La Sibérie orientale, au contraire, qui n'est colonisée que depuis vingt ou trente ans, importe encore beaucoup plus qu'elle ne produit.

(*A suivre.*) (111)

LE

RÉSEAU FERRÉ D'ALSACE-LORRAINE

EN 1900 (1)

IV. — Travaux exécutés dans les gares (*suite*).

Strasbourg. — De 1885 à 1897, le transit des marchandises à la gare de Strasbourg a augmenté dans la proportion de 49 p. 100, et le progrès est surtout marqué depuis l'année 1894; en outre, le port du Rhin, qui est desservi par un embranchement spécial, contribuera à accroître l'importance de ce mouvement (2).

En 1896, pour dégager la gare de Strasbourg, on avait remis en service une ancienne voie de raccordement reliant les lignes de Vendenheim et de Colmar et passant par Kœnigshofen.

Dès 1897, le gouvernement allemand estimait que, malgré cette précaution, la gare de Strasbourg avait atteint les limites de son rendement, et qu'il fallait la renforcer par la construction de nouvelles voies, destinées à la formation et au triage des trains de marchandises. Dans l'impossibilité matérielle où l'on se trouvait

(1) Voir *Revue militaire des armées étrangères*, 1er semestre 1901, page 44. — La ligne de Rosheim à Ottrot (page 52) doit être classée dans les lignes à voie étroite.

(2) Le port fluvial de Strasbourg est le point terminus de la navigation du haut Rhin. Le mouvement de ce port était, en 1894, de 83,531 tonnes; en 1897, il s'est élevé à 332,669 tonnes. En 1899, le trafic de Strasbourg par les voies navigables a atteint le chiffre total de 609,000 tonnes, dont 314,000 par le Rhin.

d'établir ces voies dans le voisinage de la gare centrale et de la gare des marchandises, on songea à créer, à l'extérieur de la ville, une grande gare répondant au but que l'on se proposait.

C'est pourquoi le gouvernement allemand a fait inscrire au budget de 1899 une première annuité de 3,887,500 francs pour l'achat des terrains nécessaires. La nouvelle gare s'étendra à l'ouest de Strasbourg et pourra recevoir tous les agrandissements désirables. Elle sera reliée à la gare de Strasbourg et à la station de Vendenheim par une double voie spéciale, indépendante de celle qui existe déjà de Strasbourg à Vendenheim; des raccordements la mettront, en outre, en relation avec les stations de Schiltigheim et de Bischheim.

On prévoit que ces importants travaux dureront cinq ou six ans, et que les frais incombant au budget de l'Empire s'élèveront à environ 23 millions de francs.

Schlestadt. — Les budgets de l'Empire, depuis 1898, ont alloué spécialement 506,000 francs pour l'agrandissement de la gare de Schlestadt; ces crédits semblent surtout destinés à l'augmentation du nombre des voies de service et à l'amélioration des systèmes de signaux. D'après un journal local, les dépenses prévues seraient fixées à 750,000 francs, et Schlestadt deviendrait une des plus grandes gares de triage de l'Alsace-Lorraine.

Colmar. — Ces dix dernières années, le mouvement des voyageurs à la gare de Colmar a augmenté dans la proportion de 40 p. 100 et celui des marchandises de 60 p. 100. Prévoyant que, dans ces conditions, la gare actuelle serait insuffisante, le gouvernement a décidé d'en proposer l'agrandissement. Une première annuité, qui s'élève à 1 million de francs, a été inscrite dans ce même budget de 1900. La dépense totale est évaluée à 6,125,000 francs.

Mulhouse. — Des travaux considérables ont été opérés

dans les gares et les ateliers de Mulhouse; mais ils n'ont qu'un intérêt relatif, en comparaison de ceux qui ont été entrepris depuis quelques années aux abords de la ville. La construction des lignes ou raccordements de Mulhouse (Nord) à Dornach, à Mulhouse (Wanne) et à Rixheim aura, en effet, comme résultat d'envelopper, en quelque sorte, la ville de Mulhouse d'un chemin de fer de ceinture et de doter sa banlieue, où abondent les établissements industriels, de voies de transport susceptibles de répondre à tous les besoins.

V. — Augmentation du matériel roulant.

Le matériel roulant s'est accru, depuis 1895, dans des proportions qui résultent de l'examen du tableau ci-après (1) :

	EXISTANT au 31 mars 1895.	EXISTANT au 31 mars 1899.	AUGMENTATIONS de 1895 à 1899.
Locomotives à tender séparé	445	502	57
Dont pour trains de voyageurs	175	196	21
Dont pour trains de marchandises	270	306	36
Locomotives-tenders	125	135	10
Wagons à voyageurs	1,142	1,395	253
Wagons à marchandises couverts	2,332	2,962	630
Wagons à marchandises découverts	10,115	12,398	2,283
Fourgons à bagages	449	535	86
Wagons-postes	70	69	»

A certaines époques de l'année, les chemins de fer allemands manquent parfois de matériel roulant, malgré

(1) Ce tableau ne comprend que le matériel des lignes à voie normale appartenant à l'État.

les mesures prises avant ces périodes de crise, dont les dates peuvent généralement être prévues. Cependant, il arrive aussi que des circonstances exceptionnelles motivent un trafic plus intense que celui sur lequel on pouvait compter. Ainsi, à l'automne de 1897, les eaux du Rhin étaient tellement basses que l'on dut suspendre la navigation ; il en résulta un accroissement du mouvement commercial sur les chemins de fer, et le nombre de wagons disponibles fut loin de correspondre aux besoins.

Cette pénurie de matériel se manifeste surtout dans les régions industrielles, en Bavière, en Silésie, sur le Rhin, la Ruhr et la Sarre. L'Alsace-Lorraine en a souffert à plusieurs reprises ; la direction impériale des chemins de fer s'est trouvée, en 1894 et en 1895, insuffisamment pourvue de wagons à voyageurs et, chaque année, de wagons à marchandises. Au reste, les progrès du trafic par chemin de fer sont tellement rapides, que l'insuffisance du matériel n'a fait que croître d'année en année. Le gouvernement impérial a donc été conduit à augmenter l'effectif du matériel roulant des chemins de fer d'Alsace-Lorraine ; dans ce but, il a fait inscrire, à partir de 1896, dans trois budgets consécutifs, des crédits de 4,375,000 francs, destinés à l'achat de 27 locomotives, 162 wagons à voyageurs et 3,135 wagons à marchandises, dont 522 couverts et 2,613 découverts.

Cette augmentation n'a pas suffi, et le gouvernement a prévu une dépense nouvelle de 23,750,000 francs pour la commande de 88 locomotives, 355 wagons à voyageurs, 66 fourgons à bagages et 2,741 wagons à marchandises.

Les crédits nécessaires ont été inscrits aux budgets de 1899, 1900 et 1901.

VI. — Projets à l'étude ou en discussion.

Outre les travaux de construction de voies ferrées qui sont en voie d'exécution ou dont les plans ont été officiellement arrêtés, il y a un grand nombre de projets préconisés par les populations, par les journaux, par les assemblées locales.

Il serait impossible de les signaler tous, et l'on se bornera à citer ici ceux qui semblent posséder le plus de partisans. Tels sont les projets des lignes : Metz—Vigy—Kédange (ou Éberswiller)—Merzig, Novéant—Gorze—Amanvillers ; Volklingen—Carling—Saint-Avold—Morhange—Habondange ; Vic—Dieuze ; Wissembourg—Lemberg—Pirmasens ; Reding (ou Sarrebourg)—Lixheim—Drulingen ; Reding—Niederwiller ; Dossenheim—Drulingen—Adamswiller ; Sarrunion—Drulingen—Ingwiller ; La Petite-Pierre—Ingwiller—Wallerysthal ; Lutzelstein—Bannstein ; Munzthal-Saint-Louis—Lemberg—Siersthal—Deux-Ponts ; Ingwiller—Philippsbourg (ou Bannstein)—Bergzabern ; Bischwiller—Brumath (ou Mommenheim) ; Haguenau—Mommenheim—Truchtersheim—Ergersheim ; Haguenau—Molsheim ; Ottrot—Obernai—Erstein—Lahr ; Erstein—Klingenthal ; Schlestadt—Marckolsheim—Fribourg, avec doublement de la voie sur la ligne Schlestadt—Saverne ; Saint-Louis—Altkirch (ou Ferrette ou Dannemarie) ; Dannemarie—Porrentruy, en remontant la vallée de la Largue.

Ces projets n'aboutiront pas tous ; certains d'entre eux font, en quelque sorte, double emploi ; d'autres seraient d'une exécution peut-être trop coûteuse. En tout cas, il semble que les populations d'Alsace-Lorraine soient fort désireuses de voir créer de nouvelles lignes ; aussi des comités se forment, des pétitions se signent, les conseils électifs émettent des vœux. En 1899, à l'une des séances de la Délégation, un orateur a déclaré que la construction des chemins de fer rencontrait des diffi-

cultés sans nombre, lorsqu'il ne s'agissait pas de lignes ayant un intérêt militaire (1). L'un des principaux motifs de l'échec des projets serait, paraît-il, la question financière : « On n'a pas tenu suffisamment compte des nécessités du trafic. Pour la construction du réseau stratégique d'Alsace-Lorraine, les intérêts militaires étaient prépondérants ; au contraire, dans ces dernières années, bien des fois c'est le point de vue financier qu'a seul envisagé l'administration..... Le réseau produit, en moyenne, un excédent de 30 millions ; on aurait donc pu donner satisfaction à de nombreux vœux fort justifiés des populations » (2).

Aux plaintes formulées contre l'administration des chemins de fer d'Alsace-Lorraine par un député, membre de la commission du budget du Reichstag, le gouvernement répondait, d'ailleurs, que les lenteurs signalées dans l'étude et la mise à exécution des projets de voies ferrées résultaient de l'insuffisance de l'intérêt rapporté par ces chemins de fer (3).

Cependant, l'administration s'est émue, et, dans une séance de la Délégation, tenue au printemps dernier, le Secrétaire d'État a déclaré qu'il était prêt à élaborer un programme général des travaux à entreprendre ; que, dans ce but, il s'était mis en rapport avec la direction générale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, et qu'il attendait les propositions des chambres de commerce (4).

Quoi qu'il en soit, si les voies ferrées, dont la construction est demandée par certaines communes, sont sans valeur militaire ou ne présentent pas un intérêt politique ou économique de premier ordre, les populations

---

(1) Séance du 10 mai 1899.

(2) *Frankfurter Zeitung* du 9 juin 1899.

(3) Séance de la Commission du budget du 25 janvier 1899.

(4) Séance du 15 mars 1900.

sont exposées à attendre longtemps la réalisation de leurs désirs, à moins qu'elles ne s'imposent elles-mêmes des sacrifices pécuniaires sérieux. C'est là, du moins, le conseil qui leur est donné par un journal allemand : « Tant que l'Alsace-Lorraine n'offrira pas de subventions importantes pour les lignes qui doivent être construites aux frais de l'État, les projets nouveaux n'auront aucune chance d'aboutir (1) ».



Le 31 mars 1895, la longueur totale des lignes à voie normale qui constituent le réseau alsacien-lorrain, dépendant de la Direction impériale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, était de 1456 kilomètres (2), dont 681 kilomètres à double voie ; les chemins de fer à voie étroite avaient une longueur de 29 kilomètres.

Il faut y ajouter :

a) La section Sarreguemines—frontière bavaroise, près de Bliesbrücken (12 kil.), appartenant à la compagnie des chemins de fer du Palatinat, qui l'exploite ;

b) La ligne de tramways à voie normale de Ribeauvillé (ville) à Ribeauvillé (gare) (4 kil.), possédée et exploitée par une compagnie privée ;

c) Comme lignes à voie étroite, les tramways de la vallée de Kaisersberg (20 kil.), les tramways strasbourgeois (77 kil.), les tramways de Mulhouse (27 kil.), qui sont la propriété de compagnies privées.

Au total, en 1895, la longueur des voies ferrées sur le territoire d'Alsace-Lorraine comprenait donc 1472 kilomètres à voie normale, dont 693 à double voie, et 153 kilomètres à voie étroite.

---

(1) *Allgemeine Zeitung* de Munich, du 9 mai 1899.

(2) Dans ces chiffres n'est pas comprise la longueur des voies de service.

En tenant compte des lignes ouvertes depuis cette époque, la composition du réseau sera à peu près la suivante, lorsque les travaux actuellement entrepris seront terminés :

Lignes à voies normales.	1760 kilomètres.
Dont..................	1000 kilomètres à double voie.
Lignes à voie étroite....	250 kilomètres.

Indépendamment des crédits destinés à la construction de nouvelles voies ferrées, le budget des chemins de fer d'Alsace-Lorraine est doté, chaque année, de sommes importantes pour l'amélioration du réseau. Les crédits alloués sont surtout employés à l'agrandissement des gares, à l'augmentation des voies de service, à la création de chantiers ou de quais pour le chargement et le déchargement des wagons, à l'aménagement ou au renforcement de stations d'eau ou de charbon, au perfectionnement des appareils d'aiguillage ou de contrôle des vitesses, des systèmes de signaux et des communications électriques.

La presse allemande a fréquemment déploré des accidents survenus sur les chemins de fer ; l'écho de ses plaintes a retenti à la tribune des Chambres, et le gouvernement a dû étudier et prescrire une série de mesures destinées à empêcher, autant que possible, le retour d'événements de ce genre. On s'efforce, notamment, de doter d'un nombre suffisant de postes de bloc les lignes sur lesquelles la circulation des trains est particulièrement intense. C'est ainsi que les budgets de 1899, 1900 et 1901 ont prévu des crédits spéciaux pour l'organisation de postes de cette nature sur la ligne Strasbourg—Bâle et sur les sections Vendenheim—Mommenheim ; Metz—Courcelles et Dannemarie—Altkirch.

Aux dépenses engagées pour la construction de lignes nouvelles, il faudrait donc ajouter celles qui se rapportent à l'amélioration de l'aménagement et de l'outil-

lage du réseau ferré, et qui visent un but, peut-être moins tangible, mais néanmoins très important. Les efforts qu'a faits l'Allemagne depuis trente ans pour constituer un réseau militaire, ne peuvent être continués indéfiniment. L'objectif poursuivi est atteint : l'Alsace-Lorraine est pourvue des chemins de fer nécessaires, et leur tracé semble répondre actuellement à tous les besoins ; il suffit de les entretenir et de les améliorer. C'est en construisant des raccordements, en transformant en lignes à double voie les lignes à simple voie les plus importantes, en donnant de l'extension aux stations d'eau, en développant l'usage des appareils destinés à assurer le sectionnement des lignes et la sécurité de l'exploitation, en augmentant les ressources en matériel roulant, en perfectionnant, d'une manière générale, l'organisation même du réseau alsacien-lorrain, que le gouvernement allemand semble vouloir améliorer la valeur du puissant outil dont il dispose.

L'ère des constructions de chemins de fer n'est pas close en Alsace-Lorraine ; de nouvelles lignes seront encore créées, surtout si elles présentent un certain intérêt politique ou économique, ou si les populations qui les réclament sont disposées à fournir les subventions nécessaires ; mais il est probable qu'on n'entreprendra plus guère de travaux analogues à ceux qui ont été exécutés de 1873 à 1895 pour la construction de lignes ferrées, établies dans un but essentiellement militaire, et dont l'importance résultait, non seulement des dépenses élevées qu'elles exigeaient, mais du rôle stratégique qu'elles pouvaient être appelées à jouer.

(145)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE

Renforts embarqués à destination de l'Afrique du Sud pendant le mois de janvier 1901.

NAVIRES.	EMBARQUEMENT.		DÉSIGNATION des ÉLÉMENTS.	EFFECTIF.								
	PORTS.	DATES.		Infanterie.	Infanterie montée.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Army service corps.	Army medical corps.	Army ordnance corps.	Divers.
Orotava.........	Southampton.	1er janv.	Détachemts de renfort..	»	»	»	»	20	12	165	»	»
Hawarden-Castle.	Id........	2 —	8 comp. d'infant. montée (1)............	»	1,155	»	»	»	»	»	»	»
Chicago.........	Londres......	3 —	Détachemts de renfort..	»	»	104	»	»	»	18	40	»
Maplemore.......	Id........	8 —	1er Dragoon Guards.... (2 escadrons.)	»	»	300	»	»	»	»	»	»
Algeria..........	Id........	15 —	1er Dragoon Guards.... (1 escadron.)	»	»	148	»	»	»	»	»	»
			3e Dragoon Guards... (Détachement.)	»	»	72	»	»	»	»	»	»
			Détachemts de renfort..	»	»	»	»	»	»	»	27	»
Canada.........	Southampton.	19 —	Détachemts de renfort..	»	»	203	93	36	»	»	»	570 (2)
Victoriou........	Queenstown..	20 —	3e Dragoon Guards.....	»	»	517	»	»	»	»	»	»
Manhattan.......	Southampton.	22 —	2 comp. d'infant. montée (3).............	»	300	»	»	»	»	»	»	»
	Queenstown..	24 —	Détachemts de renfort..	»	»	187	»	»	»	»	»	»
			TOTAUX......	»	1,455	1,531	93	56	12	183	67	570
				3,967								

(1) Dont 4 venant de Malte et embarquées à Gibraltar.
(2) Dont 500 hommes pour le corps de police de l'Afrique du Sud et 70 signaleurs.
(3) Venant d'Égypte et embarquées à Gibraltar.

Constitution de Bataillons provisoires. — Une note publiée par le War-Office donne la composition des nouveaux bataillons provisoires :

1er *Bataillon provisoire*, à Shorncliffe ; compagnie coloniale de *détails* (1) des régiments ci-après : East Kent Regiment, North Lancashire Regiment, West Kent Regiment, Imperial Yeomanry.

2e *Bataillon provisoire*, à Aldershot ; *détails* des régiments ci-après : R. Irish Regiment, Cheshire Regiment, South Wales Borderers, Hampshire Regiment, Derbyshire Regiment.

3e *Bataillon provisoire*, à Aldershot ; *détails* des régiments ci-après : West Surrey Regiment, South Lancashire Regiment, Durham Light Infantry.

4e *Bataillon provisoire*, à Lichfield ; *détails* des régiments ci-après : East Yorkshire Regiment, South Staffordshire Regiment, North Staffordshire Regiment.

5e *Bataillon provisoire*, à Devonport ; *détails* des régiments ci-après : Somersetshire Light Infantry, Duke of Cornwall's Light Infantry, Welsh Regiment.

6e *Bataillon provisoire*, à Fermoy ; *détails* des régiments ci-après : Border Regiment, Oxfordshire Light Infantry, York et Lancaster Regiments.

7e *Bataillon provisoire*, à Dublin ; *détails* des régiments ci-après : East Lancashire Regiment, East Surrey Regiment, R. Irish Fusiliers.

8e *Bataillon provisoire*, à Belfast ; *détails* des régiments ci-après : Royal Scots, Scottish Borderers, Argyll et Sutherland Highlanders.

AUTRICHE-HONGRIE

Budget de la Honved pour 1901. — Les *crédits ordinaires* votés par le Reichstag de Budapest se montent à : 41,308,496 francs, en augmentation de : 254.742 francs sur les crédits votés pour 1900.

Dans ces dépenses sont compris :

L'inspection de la gendarmerie.....	92,859 francs.
Les pensions de retraite...........	2,139,900 —
Les invalides de la honved........	208,719 —
Les annuités pour emprunts (constructions)....................	771,463 —

---

(1) On appelle *détails* les éléments (cadres, employés, hommes inaptes à faire campagne) laissés en Angleterre par les bataillons qui font partie du corps expéditionnaire de l'Afrique du Sud.

Les *crédits extraordinaires* se montent à : 605,010 francs en diminution de 1,446,522 francs sur ceux votés pour 1900 ; soit une diminution de 1,191,780 francs dans le budget de la honved pour 1901.

Les principales augmentations du budget ordinaire portent :

Sur les écoles ; 89,148 francs par suite du développement continu donné depuis 1898 aux établissements d'instruction et d'éducation militaires de la honved ;

Sur les frais de recrutement	10,500 fr.	
Sur les troupes...........	11,524 fr.	L'augmentation de solde est de 67,927 fr., compensée par une diminution de 56,400 fr. sur les vivres dont les prix ont baissé.
Sur les pensions..........	42,000 fr.	

Les diminutions du budget extraordinaire proviennent de ce que les diverses casernes en construction sont achevées.

Les effectifs budgétaires ont très peu changé. Ils sont pour 1901 de 3,366 officiers ou employés assimilés, 27,526 hommes de troupe, 3,636 chevaux à l'État, contre 3,356 officiers ou employés assimilés, 27,469 hommes de troupe, 3,634 chevaux à l'État en 1900.

L'ÉTAT-MAJOR EN AUTRICHE-HONGRIE. — Depuis la réorganisation du corps d'état-major, au commencement de l'année 1900, le chef d'état-major général a fait procéder au dédoublement du bureau des opérations et travaux d'état-major. Le 2e bureau d'autrefois devient uniquement bureau des opérations ; le nouveau bureau, qui porte le n° 3, se nomme bureau pour les travaux et exercices d'instruction de l'état-major (*Bureau für instructive Arbeiten und Uebungen des Generalstabes*). Cet organe a pour mission de concentrer tout ce qui concerne l'instruction théorique et technique des officiers du corps d'état-major : travaux d'étude, jeu de la guerre, voyages d'état-major, examens pour le grade de major dans le corps d'état-major, etc. Il doit en même temps se tenir au courant de toutes les questions de stratégie et de tactique.

A ce propos il n'est pas superflu de rappeler que le corps d'état-major austro-hongrois est très restreint. Il comporte, pour l'armée commune, au 1er janvier 1901, 346 officiers, du grade de capitaine de 1re classe à celui de colonel, dont 279 seulement sont employés dans le service d'état-major, savoir : 31 colonels, 25 lieutenants-colonels, 66 majors, 157 capitaines. En raison de leur petit nombre, ces officiers doivent se consacrer exclusivement à la besogne militaire proprement dite, c'est-à-dire à celle qui consiste à assurer la préparation directe à

la guerre : étude des plans d'opération, des mesures de défense du territoire, préparation de la mobilisation, examen des règlements tactiques et de service en campagne. C'est, en somme, la direction d'ensemble de tous les services et la coordination de leurs efforts vers le but commun qui incombent à l'état-major.

Mais, comme dans bien des cas l'exécution est connexe de la direction et la limite de leurs attributions étant difficile à préciser, les divisions du ministère de la guerre qui traitent de l'organisation en campagne, des fortifications, établissements d'instruction technique..., de l'éducation et de l'instruction militaires, de la réquisition des chevaux, de la mobilisation, ont à leur tête ou parmi les officiers qui les composent des officiers du corps d'état-major qui, en relations constantes avec l'état-major général, font valoir les desiderata de celui-ci dans les mesures d'exécution.

Le service courant, qui existe en Autriche comme partout ailleurs, est confié, à l'état-major général et dans les divers autres états-majors, à des officiers détachés ou ayant renoncé au service dans la troupe (*Armee Stand*), à des archivistes et à des officiers en retraite. Leur nombre varie, sans compter les archivistes, de 4 à 8 dans les corps d'armée qui possèdent de 5 à 6 officiers d'état-major seulement (y compris le chef d'état-major). A l'état-major général, dans les bureaux proprement dits, il y a 28 officiers détachés ou en retraite pour 48 officiers du corps d'état-major.

Les officiers d'état-major ne sont employés comme aides de camp qu'auprès de l'Empereur, de l'archiduc héritier et des trois inspecteurs d'armée. Ils ne sont jamais officiers d'ordonnance.

EMPIRE ALLEMAND

Le recrutement de l'armée en 1899. — Le compte rendu officiel des opérations du recrutement, en 1899, a été présenté au Reichstag allemand le 14 novembre 1900 ; les résultats sont les suivants :

Le nombre de jeunes gens sur lesquels les conseils de revision ont eu à statuer en 1899, a été de 1,269,174, se décomposant de la manière suivante :

Jeunes gens de 20 ans, examinés pour la première fois		532,525
Jeunes gens de 21 ans	déjà examinés les années précédentes.	352,152
Jeunes gens de 22 ans		263,448
Jeunes gens plus âgés		121,049
		1,269,174

Sur ce total, 192,024 ne se sont pas présentés, savoir :

Comme introuvables............	94,224
Comme insoumis...............	97,800
	192,024

Sur les 1,077,150 jeunes gens examinés, ont été :

Exclus..........................	1,245
Réformés........................	43,196

Ajournés......... 579,429 (dont 319,807 de 20 ans.
236,267 de 21 ans.
12,848 de 22 ans.
10,507 plus âgés).

Ont été affectés au Landsturm, 1er ban.............	112,839
— à l'Ersatzreserve de l'armée de terre..	82,733
— à l'Ersatzreserve de la marine.......	1,076

Ont été déclarés bons à être incorporés. 226,957

se décomposant en : Jeunes gens de 20 ans.....	106,882
— de 21 ans.....	55,774
— de 22 ans.....	61,975
— plus âgés.....	2,326
	226,957

De plus, 5,187 jeunes gens ont été classés dans la catégorie en surnombre (Uberzählig), comme susceptibles d'être incorporés en cas de déficit dans les hommes classés ci-dessus.

Enfin, le nombre des engagés volontaires de 20 ans et au-dessus, pendant l'année 1899, a été de 23,266 dans l'armée de terre et 1222 dans la marine.

Tous les jeunes gens visés ci-dessus avaient 20 ans ou plus de 20 ans, et étaient, par conséquent, soumis aux obligations du service militaire ; mais, en plus, un certain nombre de jeunes gens sont entrés au service avant 20 ans ; en y comprenant environ 10,000 engagés volontaires d'un an, ils sont au nombre de :

21,189 dans l'armée de terre ;
1,480 dans la marine.

La décomposition du contingent à incorporer (226,957), est la suivante :

Armée de terre....	Service armé....	216,880	221,471
	Service non armé.	4,591	
Marine..........................		5,486	

Le total des jeunes gens entrés dans l'armée de terre est donc, pour 1899 :

1° Hommes de la classe, incorporés............	221,471
2° — — engagés volontaires....	23,266
3° Engagés volontaires avant 20 ans, y compris les engagés volontaires d'un an..................	21,189
	265,926

PROJET DE LOI RELATIF AUX VOIES NAVIGABLES. — Le gouvernement prussien a soumis, au début de cette année, à la Chambre des députés, un important projet de loi, dont l'adoption aurait pour conséquence un accroissement considérable du réseau des voies navigables de l'Allemagne du Nord.

Dans son ensemble, ce projet comporte la construction d'un canal de grande navigation reliant le Rhin, la Weser et l'Elbe ; d'un autre canal de même nature entre Berlin et Stettin ; d'une voie navigable entre l'Oder et la Vistule, avec régularisation du cours de la Wartha, depuis le confluent de la Netze jusqu'à Posen, et d'une voie navigable entre la Silésie et le canal de l'Oder à la Sprée. En outre, le projet prévoit des travaux pour l'amélioration du régime des eaux dans le bas Oder et la Havel inférieure et pour la rectification du cours de la Sprée.

La dépense totale est évaluée à 486,263,375 francs. Les travaux dureraient 15 années.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES OFFICIERS, MÉDECINS OU EMPLOYÉS DES TROUPES DE PROTECTORAT. — L'empereur Guillaume II a pris, à la date du 11 décembre, la décision suivante :

« Les dispositions contenues dans l'ordre du 23 janvier 1897 (1), relatif aux ouvrages littéraires publiés par les officiers ou fonctionnaires de l'armée active, ainsi que par les officiers « à la disposition », seront étendues aux officiers, médecins et fonctionnaires des troupes de protectorat, avec la restriction suivante :

« Les officiers médecins ou fonctionnaires, ayant fait partie des troupes de protectorat, qui sont réintégrés dans l'armée ou la marine ou mis « à la disposition », et qui désirent publier des ouvrages sur les pays dans lesquels ils ont servi, devront obtenir l'autorisation du

---

(1) Voir dans la *Revue militaire de l'Étranger*, 1er semestre 1897, page 242, la traduction *in extenso* de cet ordre de cabinet.

gouverneur de ces pays. Cette autorisation sera demandée par l'intermédiaire du ministère de la guerre ou du secrétariat d'État de la marine, après entente avec la chancellerie de l'empire (commandement supérieur des troupes de protectorat). »

Essais de nouvelles tenues. — D'après la presse allemande, deux nouvelles tenues seraient actuellement expérimentées : l'une, destinée aux troupes métropolitaines ; l'autre, aux troupes du corps expéditionnaires en Extrême Orient.

I

Tenue des troupes métropolitaines.

Cette tenue, actuellement en essai à l'École de tir de Spandau, sera prochainement expérimentée en grand dans certains corps de troupe.

Elle constituerait la collection de guerre et serait portée, en temps de paix, aux exercices de service en campagne.

L'uniforme actuel serait conservé comme tenue de parade.

La caractéristique du nouvel uniforme est l'absence de tout objet brillant et de toute couleur voyante. La teinte est uniforme de la tête aux pieds.

La tuniqne, le pantalon et la casquette sont confectionnés en drap gris brun.

La tunique prend la forme d'une vareuse.

Le casque est recouvert de feutre gris brun ; le cuir noir verni est remplacé par du cuir brun foncé mat.

Le ceinturon est également en cuir brun sombre, avec boucle de même couleur.

Les boutons, de couleur sombre, se boutonnent à l'intérieur du vêtement sur une patte rapportée.

II

Tenue du corps expéditionnaire en Chine.

La vareuse à col rabattu, confectionnée en drap vert gris, est munie de quatre poches, deux sur la poitrine, une à hauteur de chaque hanche.

Le dos conserve l'aspect de la tunique actuelle. Le col, les pans, la bordure gauche antérieure, les pattes des parements sont garnis d'un passepoil rouge.

Les pattes des parements sont du modèle dit suédois (comme dans

les régiments de la garde à pied et dans le régiment des fusiliers de la garde) et munies de boutons jaunes ornés de la couronne impériale.

Le pantalon est également en drap vert gris, avec passepoil rouge.

Le ceinturon, en cuir fauve, est maintenu à la vareuse par une agrafe en laiton.

Les chaussures sont aussi en cuir fauve et analogues à celles des troupes de protectorat.

ITALIE

RÉPARTITION DES DIVERSES CLASSES ET CATÉGORIES ASTREINTES AU SERVICE MILITAIRE. — Par circulaire n° 1 du 1er janvier 1901, le Ministre de la guerre fixe ainsi qu'il suit la répartition entre l'armée permanente, la M. M. et la M. T. des diverses classes et catégories astreintes au service militaire au 1er janvier 1901 :

a) *Classes de levée* 1862, 1863, 1864, 1865, 1866 *et* 1867.
(Toutes les armes).

1re catégorie	Milice territoriale.
2e —	
3e —	

b) *Classes de levée* 1868, 1869 *et* 1870.

1re catégorie. — Carabiniers royaux et hommes de la cavalerie astreints à 4 années de service (moins les sous-officiers)	Milice territoriale.
Hommes des compagnies d'ouvriers d'artillerie et hommes incorporés en vertu de l'article 10 de la loi du 1er février 1900	Armée permanente.
Militaires de toutes armes ou corps (y compris les sous-officiers) de toutes armes et les hommes de la cavalerie astreints à trois années de service	Milice mobile.
2e catégorie	Milice territoriale.
3e —	

c) *Classe de levée* 1871.

1re catégorie. — Carabiniers royaux et hommes de la cavalerie astreints à 4 années de service (moins les sous-officiers)	Armée permanente.
Hommes des compagnies d'ouvriers d'artillerie et hommes incorporés en vertu de l'article 1er de la loi du 1er février 1900	—

Hommes des autres armes ou corps (y compris les sous-officiers de toutes armes et les hommes de la cavalerie astreints à 3 années de service)	Milice territoriale.

d) *Classes de levée* 1872, 1873, 1874 *et* 1875.
(Toutes les armes).

1re catégorie	Armée permanente.
3e —	Milice territoriale.

e) *Classe de levée* 1876.
(Toutes les armes).

1re catégorie	Armée permanente.
2e —	Armée permanente.
3e —	Milice territoriale.

f) *Classes de levée* 1877, 1878, 1879 *et* 1880.
(Toutes les armes).

1re catégorie	Armée permanente.
3e —	Milice territoriale.

DRAPEAU DU CORPS ROYAL DE L'ARTILLERIE. — Par décision du 23 décembre 1900, le drapeau du corps royal de l'artillerie, déposé présentement à l'Armeria Reale, est restitué à l'arme de l'artillerie et confié à l'inspecteur général de l'arme.

DRAPEAU DE L'ARME DU GÉNIE. — Par décision du 22 décembre 1900, l'arme du génie a été dotée d'un drapeau du modèle conforme à celui des régiments d'infanterie.

Le drapeau sera confié à l'inspecteur général de l'arme.

ADOPTION D'UNE VAREUSE DE CAMPAGNE POUR LES OFFICIERS. — A la date du 28 décembre 1900, a été adoptée une vareuse de campagne (*giubba dà campagna*) pour les officiers de tout grade, arme ou corps, à l'exception de l'arme des carabiniers royaux.

Cette vareuse, en tissu de laine bleu foncé, ne diffère pas sensiblement de la vareuse en usage en temps de paix. Toutefois, elle comporte un plus grand nombre de poches et les boutons, qui sont en os noirs, ne sont pas apparents. Ils sont cachés, quand la vareuse est boutonnée, par une bande de même étoffe que celle de la vareuse.

COMMISSION MILITAIRE DE LIGNE DE NAPLES. — Le Ministre de la guerre a décidé, à la date du 17 janvier, qu'une commission militaire de ligne, ayant son siège à Naples, serait instituée à dater du 1er février 1901.

La compétence de cette commission de ligne s'étendra à toutes les voies ferrées du 2e secteur du réseau de la Méditerranée, ainsi qu'à celles des réseaux secondaires existant dans ce secteur.

INSTRUCTION SUR LES CONSEILS DE DISCIPLINE POUR LES OFFICIERS. — A la date du 2 décembre 1900, le décret royal n° 408 approuve l'instruction sur les conseils de discipline pour les officiers de l'armée royale, qui règle le mode de convocation, de formation et la procédure des conseils de discipline.

VOLONTARIAT D'UN AN EN 1901. — Par décision du 23 décembre 1900, la somme à verser au trésor pour contracter l'engagement volontaire d'un an est fixée, pour l'année 1901, à 1600 francs pour les volontaires de la cavalerie et à 1200 francs pour les volontaires des autres armes.

La circulaire du 15 janvier 1901 fait connaître le nombre maximum d'engagés volontaires d'un an à admettre par compagnie, escadron ou batterie.

Les unités peuvent recevoir jusqu'à 6 volontaires. Ce nombre, toutefois, peut être dépassé dans les corps pourvus de certaines spécialités, sans qu'il puisse cependant dépasser le chiffre fixé pour le régiment. En aucun cas, ne pourront être admis plus de 2 engagés volontaires d'un an par compagnie du train du génie.

Les brigades de chemin de fer pourront recevoir chacune 16 engagés.

Les compagnies de subsistance près desquelles seront institués des corps d'officiers de complément pourront en recevoir 8.

Dans les compagnies de santé, le nombre maximum est fixé à 8 par hôpital militaire principal.

ADOPTION D'UN MODÈLE DE TENTE CONIQUE. — Par décision du 3 janvier 1901, le Ministre a adopté un modèle de tente conique, avec caisse constituant armature.

La tente est constituée en toile de coton grise et se compose d'un corps de tente et d'une bordure. Le corps de tente est formé de 20 morceaux de toile, taillés en forme de triangles isocèles de 71 centimètres de base et de 2m,88 de hauteur. La partie supérieure des

triangles est recouverte de toile unie bleue. Ces triangles bleus ont 0m,30 de base et 1m,19 de hauteur.

La caisse sert à loger la tente même et ses accessoires et constitue en outre l'armature de la tente. Elle est de forme parallélipipédique et construite en bois fort (chêne ou frêne) de 25 à 30 millimètres d'épaisseur.

BIBLIOGRAPHIE.

Colonel VAN BEVER. — PROJET DE RECRUTEMENT DE L'ARMÉE BELGE. — Bruxelles, Lebègue et Cie, 1900.

Capitaine ADOLF STROHL. — DER WEG ZUM EINJÄHRIG-FREIWILLIGEN UND RESERVE-OFFICIER IN DER K. UND K. ARMEE. — Wien, L. Seidel und Sohn, 1901. 4e édition.

Général E. VON HOFFBAUER. — ENTWICKLUNG DES MASSENGEBRAUCHES DER FELD-ARTILLERIE UND DES SCHIESSEM IN GRÖSSEREN ARTILLERIE-VERBÄNDEN IN PREUSSEN. — Berlin, E. Mittler und Sohn, 1900.

Lieut.-colonel REINHOLD WAGNER.—GRUNDZÜGE DER REORGANISATION DES INGENIEUR CORPS UND DER PIONIERE. — Berlin, A. Bath, 1900 (Extrait des JAHRBÜCHER FÜR DIE DEUTSCHE ARMEE UND MARINE).

F. K. — ERGEBNISSE DER SCHIESSVERSUCHE DER K. UND K. ARMEE-SCHIESSCHULE IN DEN LETZTEN VIER JAHREN UND DEREN BEDEUTUNG FUR DIE AUSBILDUNG DER INFANTERIE. — Wien, L. Seidel und Sohn, 1900.

Docteur H. KUTTNER. — KRIEGSCHIRURGISCHE ERFAHRUNGEN AUS DEM SÜDAFRIKANISCHEN KRIEGE 1899-1900. — Tübingen, H. Laupp, 1900, dessins et tableaux, 4 m.

Général VON SCHERFF. — EIN SCHLACHTENANGRIFF IM LICHTE NEUERER KRIEGSGESCHICHTE. — Berlin, Eisenschmidt, 1900, in-8°, 200 pages.

Capitaine WLASCHÜTZ, de l'état major autrichien. — EINIGES ÜBER DAS WESEN DES INFANTERIE ANGRIFFES.—Wien, L. Seidel, 1900, in-8°.

Capitaine SIEGMUND MIELICHOFER. — DIE KUSTEN ARTILLERIE. — Wien, L. Seidel, 1900, in-8°, 72 p., croquis.

UGO PESCI. — IL RE MARTIRE. LA VITA E REGNO DI UMBERTO I. — Date, aneddoti, ricordi (1844-1900). — Bologna, Nicola Zanichelli, 1901, 4 l.

Colonel du génie CRESCENTINO CAVEGLIA. — SULLA TEORIA DELLE TRAVI E DEI LASTRONI DI CEMENTO ARMATO CARICATI DA PESI. — Roma, Enrico Voghera, 1900.

Colonel CARETTA ENRICO. — IL MATRIMONIO DEGLI UFFICIALI NELLE CONDIZIONI SOCIALI ODIERNE. — Torino, fratelli Bocca, 1901.

GUSTAVO COEN. — LA QUESTIONE COLONIALE E I POPOLI DI RAZZA LATINA. — Livorno, Giusti, 1901, 367 p., 3 l.

Capitaine MAGGIOROTTI. — LA FORTIFICAZIONE PASSEGGERA COORDINATA ALLA TATTICA. — Roma, Enrico Voghera, 1900.

Capitaine GUERRINI. — IL DOMINIO DEL MARE. — Livorno, A. Debatte, 1901, 2e édition.

Major de cavalerie FERNANDO MAYA. — DA CAVALLARIA. SUA MISSÃO ESTRATEGICA E TACTICA. — Lisboa, Livraria Ferin, 1901, 460 p., croquis.

Capitaine de vaisseau VICTOR M. CONCAS Y PALAU. — LA ESCUADRA DEL ALMIRANTE CERVERA. — Madrid, libreria de San Martin, 1900, 2e édition.

Capitaine de vaisseau VICTOR M. CONCAS Y PALAU. — SOBRE LAS ENSEÑANZANZAS DE LA GUERRA HISPAÑO-AMERICANA. — Bilbao, Ezequiel Rodriguez, 1900.

Capitaine MIKHAILOV. — TOUZEMTSY ZAKASPÜSKOÏ OBLASTI I IKH JISN (Les Indigènes de la province Transcaspienne et leur vie). Précis ethnographique. — Askhabad, 1900, 79 p., 50 copecs (1 fr. 35).

Général major M. V. MIKHAILOV. — ISTORIA 131-GO PIÉKHOTNAGO POLKA (Histoire du 131e régiment d'infanterie). — Kiev, 1900, 367 p., plans, cartes, portraits et dessins, 3 roubles (8 fr.).

Général major RÉDIGHER. — KOMPLECTOVANIE I OUSTROISTVO VOOROUJENNOÏ SILY (Recrutement et organisation de la force armée), 3e édition, revue et complétée par le lieutenant-colonel Goulévitch. — St-Pétersbourg, 1900, 576 p., 3 roubles (8 fr.).

GHÉRACIMOV. — NACHI OFITSERY (nos officiers). — St-Pétersbourg, 1901, 195 p., 1 rouble 50 (4 fr.).

Lieutenant-colonel d'état-major Groulev. — Amou-Darya. — Tachkent, 1900, 92 p.

Zoubarev. — Opyte istoritcheskago izslièdovania zakonov razvitia spètsialno-Koliouchtago oroujia (Essai d'étude historique des lois du développement de l'arme spéciale de pointe). A propos de la question : notre cavalerie doit-elle avoir la lance? — Varsovie, 1900, 350 p., 3 roubles.

Capitaine Bastov. — Kavaleruskaia lochad (Le cheval de cavalerie). — St-Pétersbourg, 1901, 27 p.

Commandant Palat. — Podgotovka germanskoï piekhoty k. boïou (La préparation au combat de l'infanterie allemande). Traduit du français. — Bérézovski, St-Pétersbourg, 1900, 64 p.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et C°, 2, rue Christine.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 880 **Mars** **1901**

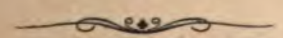
SOMMAIRE

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

(1899-1900)



II. — Le théâtre des opérations.

§ 1. — *Aperçus généraux.*

L'Afrique australe, théâtre des opérations de la guerre actuelle, est constituée par un vaste plateau qui

(1) Voir la *Revue militaire des armées étrangères*, n° de février, p. 97.

s'abaisse en gradins étagés jusqu'au cap de Bonne-Espérance et à l'océan Atlantique d'une part, de l'autre jusqu'aux rivages de l'océan Indien. Cette région a, dans son ensemble, la forme d'un triangle dont la base, formée par le cours du Zambèze, mesure 1600 kilomètres environ et dont la hauteur atteint 2,400 kilomètres, soit la distance de Paris à Moscou. Elle embrasse le territoire des deux Républiques Sud-Africaines et celui des possessions anglaises (colonie du Cap, Natal, Basutoland, Betchuanaland, Rhodesia) qui les entourent presque complètement et les séparent de la mer. Elle comprend, en outre, une partie des possessions portugaises de la côte Sud-Est de l'Afrique et se termine à l'Ouest par le Damaraland et le Namaqualand allemands.

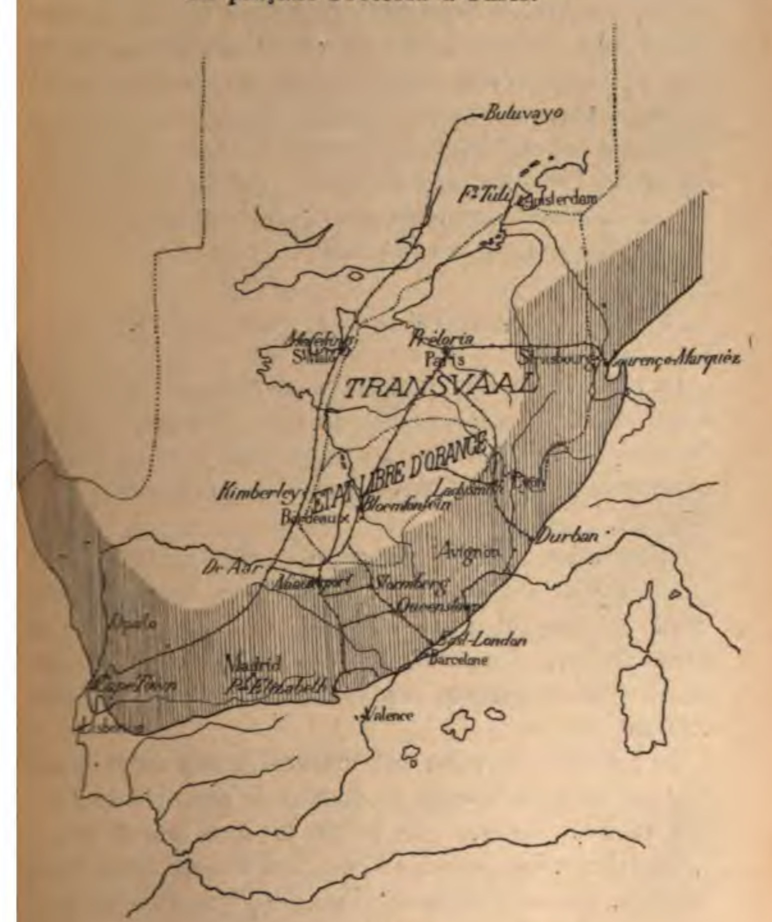
Bien que les opérations importantes se soient limitées jusqu'à ce jour au territoire de l'Etat libre d'Orange, à la région Sud du Transvaal et aux colonies anglaises avoisinantes (Natal, colonie du Cap, Betchuanaland), la vaste étendue du théâtre de la guerre n'en est pas moins un des caractères originaux de la campagne actuelle, auquel l'esprit du lecteur européen doit s'habituer. C'est dans le but de faciliter cette sorte d'accommodation que le croquis ci-joint a été tracé. On y a superposé les contours de l'Europe occidentale à la carte de l'Afrique australe, Paris étant mis sur l'emplacement de Prétoria. En outre, l'appendice n° 1 annexé à cette étude attire l'attention sur certaines données de distance et de temps qu'il est utile d'avoir présentes à la mémoire en étudiant les opérations.

L'Afrique du Sud, limitée à l'étendue qui nous intéresse, comprend encore des régions d'aspect et de climat bien différents. Cependant, avant de donner quelques détails sur chacune d'elles, on croit devoir signaler dès maintenant les caractères suivants qui présentent un sérieux intérêt au point de vue militaire :

COMPARAISON

DE LA

te de l'Afrique du Sud avec la Carte de l'Europe occidentale, en plaçant Prétoria à Paris.



croquis permet de se rendre compte des relations de distance qui existent entre ints importants du théâtre de la guerre sud-africaine.

Dans presque toute l'Afrique du Sud (à l'exception de la région côtière), l'aspect du paysage est d'une grande monotonie, soit qu'il présente le caractère chaotique de montagnes calcaires et dénudées, ou celui de vastes plaines découvertes. Sauf dans certaines vallées de la colonie du Cap ou du Drakensberg, les arbres sont très rares; comme, d'autre part, *la population est très clairsemée*, le pays revêt, sur de vastes étendues, l'aspect d'un véritable désert, où l'Européen ne retrouve pas les points de repère auxquels il est habitué dans nos régions. Un guide lui est absolument nécessaire, et la possibilité de savoir s'orienter au milieu du « veldt » n'est pas une des moindres supériorités que le Boer possède sur son ennemi dans la guerre présente.

§ 2. — *Région de la colonie du Cap.*

La colonie du Cap embrasse la région des gradins étagés qui forment, au Sud du fleuve Orange, l'escarpe du plateau de l'Afrique australe. Ces gradins sont au nombre de trois, séparés par des paliers d'inégale étendue.

Le premier, dont la direction générale est marquée par le 34° de latitude Sud, borde presque immédiatement la côte et possède une altitude moyenne de 1000 mètres. Constitué de chaînons irréguliers aux formes mouvementées, il présente des sommets de plus de 1600 mètres.

Le deuxième échelon est marqué d'une façon générale par les Zwarteberge et domine le premier de 200 à 500 mètres environ; le point le plus élevé atteint 2,325 mètres. Les pentes du côté Sud en sont très raides. Le pays, fort accidenté, est d'un parcours difficile et se prête parfaitement à la guerre de partisans que font les Boers dans la deuxième partie de la campagne. Au Nord des Zwarteberge, on trouve les plaines arides et dessé-

chées du Grand-Karroo, qui s'étendent sur une largeur de 100 kilomètres environ, jusqu'au pied du troisième et dernier gradin du plateau sud-africain. Leur altitude moyenne atteint 1200 mètres à l'Ouest et 850 mètres à l'Est. Le mouvement de terrain le plus élevé a 1490 mètres d'altitude. Le sol est généralement formé de sable rouge. L'absence d'eau pendant la période d'hiver et la chaleur intense pendant l'été font de ces vastes plaines de véritables déserts.

Le troisième échelon est constitué par les monts Roggeveld, Nieuweld et Schneeberge, dont le plus haut sommet atteint 2,400 mètres. Il est caractérisé, comme les précédents, par les escarpements et les sommets en forme de table de ses montagnes calcaires, dont l'altitude moyenne est de 1500 à 1800 mètres et sur lesquelles la neige fait son apparition en hiver. Par ses prolongements vers l'Est et le Nord-Est, il se relie à la chaîne du Drakensberg, qui forme, à proprement parler, l'ossature de la région sud-africaine.

Si l'on en excepte la région côtière, qui est d'une grande fertilité et possède toutes les cultures de l'Europe méridionale, la colonie du Cap offre d'immenses étendues arides, presque complètement privées d'arbres. Le paysage présente le caractère uniforme des vastes plateaux de l'Algérie ou l'aspect tourmenté de ses montagnes déboisées.

§ 3. — *La chaîne du Drakensberg. Le haut Natal.*

Le Drakensberg. — « La rangée des Drakensbergen (1), ou montagnes des Dragons, appelée aussi « Kouat Camba, se développe à une distance moyenne « de 200 kilomètres de la mer, dressant quelques-unes

(1) Élisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle.*

« de ses croupes et de ses pointes à plus de 3,000 mètres « d'altitude.

« Continuant le faîte du partage des eaux entre « l'Atlantique et la mer des Indes, la haute saillie n'a « l'aspect montagneux que du côté de l'Orient, où elle « descend en degrés rapides vers la mer ; de l'autre « côté, la chaîne n'est que le rebord d'un plateau où « s'élèvent d'autres saillies parallèles. L'espace médian « entre le Drakensberg et l'océan Indien est occupé par « trois terrasses ou degrés qui, d'ailleurs, présentent de « grandes inégalités dans leurs reliefs et qui sont, en « maints endroits, masquées par des chaînons transver- « saux se dressant entre les rivières. La plus haute « terrasse qui longe la base du Drakensberg est à « l'altitude moyenne de 1000 mètres ; le degré qui « constitue la zone médiane de la Cafrerie et de la « Natalie varie de 600 à 700 mètres ; la plate-forme « côtière, découpée par les lits des torrents en une mul- « titude de fragments, domine de 300 mètres les sinuo- « sités du rivage. »

La partie de la chaîne du Drakensberg qui borde le Natal s'étend du plateau du Basutoland aux sources du Vaal. Elle correspond aux bassins de la Tugela et de la Buffalo-River qui arrosent cette colonie.

Dans le plateau du Basutoland, les montagnes présentent une série de rides élevées et parallèles enveloppant les sources de l'Orange, du Corner-Spruit et du Calédon ; elles atteignent leur altitude maximum sur le rebord nord de ce plateau, qui est jalonné par le Giant's Castle (3,350 mètres), le Cathkin Peak(4,000 mè- [illegible] le Mont-aux-Sources (3,350 mètres), etc.

[illegible] de ce dernier sommet, la chaîne du Drakens- [illegible] du Sud-Ouest vers le Nord-Est, a son épais- [illegible] réduite. La zone montagneuse ne [illegible] une largeur de 40 à 50 kilomètres, [illegible] ne dépassent guère 2,500 mètres. [illegible]

D'un accès facile du côté des plateaux herbeux de la République d'Orange qu'elle domine à peine (1), la crête surplombe, au contraire, de près d'un millier de mètres, par ses escarpements calcaires, les premières terrasses de la Natalie.

Vue de Ladysmith, l'arête du Drakensberg offre donc l'aspect d'une véritable muraille qui défend l'accès du plateau des Républiques Sud-Africaines.

Voies de communication du haut Natal. — Cette muraille est cependant franchissable. Les passages qui conduisent de la Natalie sur le plateau sud-africain correspondent, d'une part, aux petits affluents de gauche de la Tugela, d'autre part à la haute vallée de la Buffalo River. Les premiers débouchent du côté de la Natalie, aux environs de Ladysmith (altitude, 980 mètres). Ce sont :

Le col d'*Oliviers-Hoek*, empruntant la haute Tugela et débouchant sur Acton-Homes ;

Le col de *Bezuidenhout*, réunissant, par un très mauvais chemin, Harrismith à Acton-Homes et Ladysmith ;

Le col de *Tintwa*, établissant également une mauvaise communication entre les deux mêmes points ;

Le col de *Van Reenen* (1830 mètres), traversé par la route et le chemin de fer d'Harrismith à Ladysmith ;

Le col de *De Beers*, dont le chemin, difficilement charretier, débouche également sur Ladysmith.

Les passages qui correspondent à la haute vallée de la Buffalo-River, sont :

Le col de *Cundycleugh*, très difficile ;

Le col de *Sunday s'River*, muletier ;

Le col de *Müller*, muletier ;

---

(1) Le col de Van Reenen est à l'altitude de 1830 mètres et Harrismith, à 20 kilomètres à l'ouest de la crête, est encore à 1575 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Le col de *Botha*, charretier;

Le col de *Laing's Nek* (altitude, 1620 mètres) qui donne passage à la route et au chemin de fer (1) de Ladysmith à Johannesburg.

Newcastle (altitude, 1170 mètres) et Glencoe (altitude, 1290 mètres) sont les centres où viennent se réunir toutes les communications qui empruntent ces derniers cols, de même que Dundee (altitude, 1230 mètres) est le point d'où rayonnent les principaux chemins qui, franchissant la frontière du Natal, formée par le cours de la Buffalo-River, se dirigent vers la région accidentée située au Nord de cette rivière (2).

Il importe de remarquer que toutes les communications du haut Natal sont assez nettement réunies en deux faisceaux, dont l'un aboutit à la région de Ladysmith et l'autre à celle de Newcastle, Glencoe, Dundee. Le contrefort du Biggarsberg sépare ces deux régions par une ligne de hauteurs assez accusées.

Les importantes mines de charbon de la région de Dundee et de Newcastle servent aux besoins du chemin de fer et alimentent la *coaling station* de Durban.

Hydrographie du Natal. — Les eaux du haut Natal sont drainées par la Tugela et ses affluents ou par la Buffalo-River. Ces deux cours d'eau se réunissent à 120 kilomètres de la mer après avoir arrosé la terrasse la plus élevée qui forme le haut Natal.

Les affluents principaux de la Tugela sont, sur la rive gauche : la Klip-River qui arrose Ladysmith, la Sunday's River qui reçoit elle-même (rive droite) la Washbank River, la Bushman's River et la Mooi River.

La haute Tugela et ses affluents de droite tracent

---

(1) Celui-ci passe en tunnel sous le col.

(2) Vers Vryheid, Utrecht et quelques autres centres, où l'on a trouvé de l'or.

une série de lignes parallèles orientées de l'Ouest à l'Est.

Le bassin de la Tugela est bordé au Sud par un contrefort, qui se détache du Giant's Castle et court de l'Ouest à l'Est, formant le rebord de la première terrasse du haut Natal. La région qui s'étend au Sud de ce contrefort et dont Pietermaritzburg est le centre, est arrosée par un certain nombre de cours d'eau qui rejoignent directement la mer ; les principaux sont l'Imkomanzi River et l'Umzirulu River ; cette dernière rivière a son embouchure à Port Sphepstone.

Tous les cours d'eau du Natal ont le caractère torrentueux et sont sujets, pendant la saison des pluies (de décembre à avril), à des crues soudaines qui les transforment en obstacles sérieux.

Le Natal est le pays le plus fertile et le plus peuplé de l'Afrique du Sud (voir renseignements statistiques, page 213). En raison de la disposition de ses étages successifs, il possède toutes les cultures, depuis celle de la zone tropicale, sur la côte de l'océan Indien, jusqu'à celle des régions alpestres, en passant par les productions de l'Europe centrale qui poussent sur les gradins intermédiaires.

Le Drakensberg au Nord du Natal. — Au Nord de la Buffalo-River et de la passe de Laing's Nek, la chaîne du Drakensberg s'élargit et son relief diminue. La chaîne principale est précédée vers l'Est d'un vaste plateau bordé par une ligne de hauteurs formant avant-monts (monts Libombo, altitude moyenne 600 mètres). C'est sur ce rebord qu'est tracée la frontière entre le Transvaal d'une part, le Zululand et le territoire portugais de Lourenço-Marquez de l'autre.

La région qui borde la rive gauche de la Buffalo-River est donc formée de hauteurs très accidentées, mais qui ne présentent cependant pas le caractère alpestre. Elle est couverte de pâturages qui nourrissent de nombreux

troupeaux et possède quelques belles forêts. Vryheid, Utrecht, Wakkerstroom sont les centres les plus rapprochés de la frontière du Natal.

§ 4. — *Le plateau des Républiques Sud-Africaines.*

Le plateau des Républiques Sud-Africaines présente une inclination générale de l'Est vers l'Ouest et offre dans son ensemble une région peu accidentée d'une altitude moyenne de 1200 à 1400 mètres.

Il est parcouru par les cours d'eau qui prennent naissance dans la région du Basutoland et la chaîne du Drakensberg, et vont se jeter dans l'océan Atlantique. Les principaux sont le fleuve Orange, son affluent le Vaal, qui reçoit lui-même sur sa gauche la Riet-River (grossie de la Modder-River), et sur sa droite la Hart's-River.

D'autres affluents de gauche du Vaal (le Vet, le Valsch, le Rhenoster) tracent à travers les plaines de l'État libre d'Orange des lignes parallèles orientées de l'Est à l'Ouest, qui ont été utilisées défensivement par les Boers, lors de la marche de lord Roberts sur Pretoria.

La valeur de ces cours d'eau comme obstacle est très variable, suivant les époques de l'année. Tandis que pendant la saison sèche les gués sont nombreux et leurs petits affluents souvent à sec, les pluies d'été les grossissent fortement et en rendent le passage très difficile. Aucun d'eux n'est navigable.

La région comprise entre le fleuve Orange et le Vaal qui constitue le territoire de l'État libre présente l'aspect de vastes plaines coupées de quelques chaînes de hauteurs et parsemées de ces pitons rocheux en forme de pyramides tronquées, connus sous le nom de « kopjes », dont les Boers tirent un excellent parti dans le combat. Quelques fermes isolées, entourées d'un bouquet d'arbres, et les fourmilières caractéristiques que

construisent les termites viennent seules rompre la monotonie d'un paysage où il faut l'œil exercé du Boer pour s'orienter.

Au Nord du Vaal, le plateau s'élève de 100 à 200 mètres environ ; il est connu sous la dénomination générale de *Hoogeveld*. Son altitude moyenne varie de 1500 à 2,000 mètres. La chaîne aurifère des hauteurs du Witwatersrand et celle du Magaliesberg en forment le rebord Nord.

Comme les plaines de l'Etat libre, le *Hoogeveld* a l'aspect de steppes qui se couvrent pendant la saison pluvieuse d'une végétation abondante, mais où les arbres sont rares. Cependant certaines vallées du Magaliesberg sont boisées.

Au Nord de cette chaîne de hauteurs le plateau s'abaisse (altitude moyenne 700 à 1000 mètres) et se garnit d'une abondante broussaille qui a valu à la région le nom de *Bushveld*. Plus fertile que le *Hoogeveld*, cette partie du Transvaal est aussi moins saine et les dépressions en sont marécageuses pendant la saison des pluies.

La région orientale du Transvaal se relève sensiblement et se raccorde avec le prolongement nord du Drakensberg dans la région montagneuse et partiellement boisée de Lydenburg. On y trouve des sommets qui atteignent 2,000 mètres d'altitude.

§ 3. — *La région à l'Ouest des Républiques Sud-Africaines.*

A l'Ouest des Républiques Sud-Africaines, le plateau s'abaisse jusqu'à la vaste dépression du désert de Kalahari (altitude moyenne 500 mètres). Plus on s'éloigne dans la direction de l'Ouest et du Nord, et plus le pays présente l'aspect des hauts plateaux déserts et infertiles du Sud-Algérien.

Les vastes plaines que le chemin de fer du Cap à Buluwayo parcourt dans sa route vers le Nord sont coupées par les petits affluents de gauche du Limpopo et par ce fleuve, qui forme la frontière Nord du Transvaal avant de rejoindre l'océan Indien. Seul le fond des vallées, où règne un peu d'humidité, présente une végétation assez abondante.

§ 6. — *Les voies de pénétration donnant accès sur le plateau sud-africain.*

Dans un pays où les communications sont si peu nombreuses et les espaces à parcourir si étendus, les voies ferrées prennent une importance capitale. Elles constituent les véritables voies de pénétration qui donnent accès sur le plateau en partant des côtes Est et Sud. Leur direction, leur tracé, les bases maritimes d'où elles partent ont eu une influence souvent tyrannique sur les opérations. Il n'est donc pas inutile de compléter par quelques détails sur les chemins de fer l'esquisse géographique du théâtre de la guerre.

Les lignes qui partent de la côte Sud sont les suivantes :

1° La ligne de Cape-Town à De Aar, qui se prolonge par Kimberley et Mafeking jusqu'à Buluwayo, amorce du chemin de fer rêvé du Cap au Caire ;

2° La ligne de Port-Élizabeth à Naauwport par Graaf-Reinett et Middelburg ;

3° La ligne de Port-Alfred à Middelburg, par Alicedale et Cradock.

Ces deux dernières lignes se confondent à partir de Middelburg et se prolongent par Bloemfontein jusqu'à Pretoria ;

4° La ligne d'East London à Bethulie, par Queenstown qui se raccorde à Springfontein à la voie Norwal's-Pont —Bloemfontein—Pretoria.

La transversale De Aar, Naauwport, Stormberg, tracée au Sud du fleuve Orange, relie entre elles ces quatre voies de pénétration aux points où elles atteignent le plateau sud-africain.

Les lignes qui donnent accès sur le plateau en partant de la côte orientale sont :

1° La ligne de Durban à Prétoria, par Ladysmith et la passe de Laing's Nek, avec embranchement de Ladysmith sur Bethleem, par le col de Van Reenen ;

2° La ligne de Lourenço-Marquez à Pretoria.

Généralités sur les chemins de fer sud-africains (1). — Les chemins de fer sud-africains sont tous à *voie unique*. L'écartement est de 3 pieds 6 pouces ($1^m,06$). Ils ont été construits très économiquement et, dans la partie montagneuse de leur parcours, les pentes sont considérables. Elles dépassent sur certains points 3 centimètres par mètre. On y rencontre également des courbes dont le rayon descend jusqu'à 100 mètres et qui contribuent, avec les fortes pentes, à réduire le rendement de la ligne et la vitesse des trains.

L'alimentation en eau laisse fortement à désirer, en particulier sur les plateaux du Grand-Karroo, où l'on est obligé de constituer des trains d'eau pour l'exploitation commerciale.

Le poids des trains militaires qui peuvent circuler sur ces lignes dépend du tracé des diverses sections du réseau et de la puissance des locomotives. On ne peut apporter de chiffres précis dans cet aperçu général. Cependant on donnera une idée approchée de la réalité en ajoutant que, sur la plus grande partie du réseau (2), on peut faire circuler des trains militaires d'un poids

---

(1) Voir annexe n° 2, Renseignements techniques sur les chemins de fer sud-africains.

(2) Exception faite pour les sections tracées en pays montagneux.

égal au quart de celui des trains prévus sur nos lignes stratégiques (1).

Le rendement des lignes ou sections de lignes est très variable. Si sa valeur théorique est déterminée par l'écartement maximum des stations ou points de croisement des trains (2), d'autres considérations importantes limitent le rendement réel. C'est ainsi que la question de l'alimentation de l'eau joue un rôle capital dans cette détermination. En l'absence de renseignements précis sur cette question, nous en serons réduits, au cours de ces études, à noter les chiffres que l'expérience de la campagne présente aura permis de fixer.

Ligne du Cap à Buluwayo. Port de Cape-Town. — Le port de Cape-Town est la base de toute opération militaire utilisant cette voie ferrée. C'est le port le plus important de l'Afrique du Sud. Il se compose de deux bassins : un bassin intérieur (superficie 4 hect. 5 ares, profondeur 6 à 7 mètres aux basses eaux) et un bassin extérieur (superficie 25 hectares, profondeur $8^{m},25$ aux basses eaux). Le bassin extérieur est protégé par une digue de 1200 mètres de long et par une jetée faisant un angle droit avec la digue.

En 1882, on a construit une cale de radoub qui, depuis, a été agrandie de façon à pouvoir recevoir les vaisseaux du plus fort tonnage. On travaille actuellement à un port extérieur. Un quai (South Pier) de 450 mètres de long est maintenant achevé et permet l'accostage des plus grands navires. Les docks sont éclairés à l'électricité.

En 1898, le nombre des vaisseaux entrés dans le port

---

(1) Soit : 4 trains pour un bataillon d'infanterie ; 3 trains pour une batterie de campagne ; 3 trains pour 1 escadron de cavalerie. La batterie et l'escadron anglais sont d'un effectif inférieur aux nôtres.

(2) Pour une ligne à simple voie.

de Cape-Town a été de 918 avec un tonnage de 2,430,570 tonnes. Une station de forçats, aménagée pour 1000 criminels, est utilisée pour les manœuvres.

La ville est défendue par des ouvrages et batteries qui couronnent les hauteurs de Signal-Hill et Table-Mountain.

Simon's Town. — A 50 kilomètres au Sud de Cape-Town, et relié avec cette ville par une voie ferrée, se trouve Simon's Town, qui sert de port militaire à la colonie du Cap.

Bien abrité, il possède de grands quais de débarquement sur une longueur de près de 1600 mètres de long. On se proposait avant la guerre d'y dépenser 60 millions de francs pour en faire une station de 1re classe.

De Cape-Town à De Aar. — La voie ferrée se dirige vers le Nord-Est, passe à Worcester (175 kilomètres de Cape-Town, altitude, 240 mètres), où elle laisse sur sa droite l'embranchement qui conduit à Swellendam. Elle emprunte ensuite la vallée de l'Hex-River et s'élève rapidement sur le plateau du Grand-Karroo par une série de tunnels, de fortes rampes et de courbes à faible rayon.

A moins de 60 kilomètres de Worcester, la ligne atteint l'altitude de 960 mètres, s'étant élevée de 720 mètres. Les pentes dépassent 25 millimètres par mètre sur une longueur de plus de 30 kilomètres.

La voie ferrée se déroule ensuite pendant plus de 250 kilomètres sur les terres rouges et desséchées du plateau du Grand-Karroo (altitude moyenne, 700 mètres), puis elle franchit la ride des Monts Nieuwelde qui la sépare encore du plateau sud-africain, et suit ce dernier depuis Victoria-West (altitude, 1250 mètres) jusqu'à De Aar (altitude, 1255 mètres).

De De Aar à Buluwayo. — La voie ferrée traverse ensuite le fleuve Orange, près de Hopetown (altitude, 1060 mètres) sur un pont de 370 mètres de long, porté

par neuf piles et surplombant la rivière de près de 17 mètres.

Elle franchit la Modder-River à la station du même nom, passe à Kimberley (altitude, 1200 mètres; 29,000 habitants, dont 12,500 Européens ; centre diamantifère le plus important de l'Afrique du Sud), traverse le Vaal à Warrenton sur un pont de 400 mètres de long porté par dix piles, passe à Taungs (altitude, 1075 mètres), à Vryburg (altitude, 1160 mètres), à Mafeking (altitude, 1250 mètres). Cette dernière ville est à 1400 kilomètres du Cap et à 480 kilomètres du fleuve Orange.

Au delà, la voie ferrée se déroule dans les vastes plaines dénudées et privées d'eau qui bordent à l'Est le désert de Kalahari.

Cependant, vers Palapye (altitude, 933 mètres; population, 20,000 habitants, dont seulement 70 Européens), la contrée devient moins aride. Le voisinage du Limpopo et de ses affluents entretient une certaine humidité et quelques bouquets d'arbres rompent la monotonie du paysage.

La voie ferrée au nord du fleuve Orange a été construite très rapidement : « Entre Kimberley et Mafeking, « les rails et les traverses ne sont guère que posés sur « le sol ; il n'y a pas ou presque pas de ballast, mais le « sol, absolument plat et uniforme, se prête particulière- « rement bien à l'établissement d'une voie ferrée, et il en « est ainsi jusqu'à Buluwayo (1). »

Ligne de Port-Élizabeth à Naauwport. Port-Élizabeth. — Port-Élizabeth occupe le deuxième rang comme importance dans la colonie du Cap. Le port, qui a une tendance à s'ensabler, est bien protégé par deux jetées contre tous les vents, sauf contre ceux du Sud-Est.

Il est pourvu de deux wharfs de 250 mètres et 345 mètres de longueur, équipés de 4 grues à vapeur, 7 grues

(1) Albert Bordeaux, *Rhodesia et Transvaal.*

hydrauliques et 1 grue à main. Les navires ayant un tirant d'eau de moins de 6 mètres peuvent seuls accoster près des jetées par le beau temps (quatre jours sur six). Les autres sont déchargés au moyen de chalands et de remorqueurs.

De Port Élizabeth à Naauwport, Bloemfontein et Pretoria, par Graaf Reinett. — La ligne franchit d'abord le rebord sud de la première terrasse de la colonie du Cap dont elle parcourt les plaines; elle gravit à hauteur de Graaf-Reinett la ride du Zwarteberge, qui borde au Sud la terrasse de Middelburg. Un peu avant d'atteindre Naauwport, la voie ferrée franchit la dernière escarpe du plateau sud-africain.

A partir de Naauwport, elle se prolonge vers le Nord, passe à Colesberg, et traverse le fleuve Orange à Norval's-Pont sur un viaduc de 500 mètres de long. Elle court ensuite à travers les plaines de l'État libre d'Orange qu'elle traverse du Nord au Sud, passe par Bloemfontein, franchit le Vaal à la frontière des deux Républiques, et atteint Johannesburg, puis Pretoria.

De Port-Élisabeth se détache une autre voie ferrée qui rejoint à Alicedale la ligne de Port-Alfred à Middelburg.

Ligne de Port-Alfred à Middelburg. Port-Alfred. — Port-Alfred est situé à l'embouchure de la Kowie-River, navigable sur une étendue de 30 kilomètres. Le port, où l'on a dépensé 20 millions de francs, possède un wharf, auquel peuvent accoster les navires d'un tirant d'eau de moins de 4 mètres. Les autres sont déchargés au moyen de chalands. On construit actuellement deux jetées de chaque côté de l'embouchure de la rivière dont le tracé doit avoir pour résultat de faire disparaître la barre qui gêne l'entrée du port.

De Port-Alfred à Middelburg. — La ligne rencontre à Alicedale l'embranchement qui vient de Port-Élizabeth, traverse la première terrasse de la colonie, après avoir franchi les pentes qui y donnent accès, gravit vers

Cradock une seconde ride de montagnes et rejoint, près de Middelburg, la ligne de Port-Élizabeth à Naauwport.

Ligne d'East-London à Béthulie. East-London. — Le port d'East-London est situé à l'embouchure de la Buffalo-River. C'est, par l'importance, le troisième port de la colonie. Les travaux qui y ont été faits ont consisté en construction de quais endiguant la rivière et en dragages destinés à augmenter sa profondeur. L'entrée du port est gênée par une barre que les navires de plus de 4,000 tonneaux ne peuvent passer. Il dispose d'un wharf de 750 mètres de longueur auquel accostent ceux d'un tirant d'eau de 6 mètres.

Le nombre des bâtiments entrés dans le port en 1898 est de 510, avec un tonnage total de 1,697,363 tonneaux.

D'East-London à Béthulie. — La voie gravit les pentes sud du plateau du Grand-Karroo, passe à Queenstown (altitude, 1060 mètres), ville de 4,000 habitants, située au milieu d'une région assez fertile ; elle atteint ensuite Stormberg, au pied de la dernière escarpe du plateau sud-africain, traverse le fleuve Orange à Béthulie, sur un pont de 411 mètres de longueur, et se soude à Springfontein à la ligne de Port-Élisabeth à Bloemfontein.

Ligne de Durban à Johannesburg. Durban. — Le port de Durban (40,000 habitants, dont 17,000 Européens) est précédé d'une barre qui ne permet pas aux gros navires d'accoster dans le bassin intérieur. Une jetée pour le chargement du charbon (1) et des quais sont en construction. Avant la guerre (1899) ces derniers étaient terminés sur une longueur de 400 mètres. Au matériel existant déjà, on doit ajouter une grue hydraulique de 50 tonnes.

De Durban à Johannesburg. — Après avoir longé la

(1) Grâce aux mines de charbon de Newcastle et de Dundee dans le haut Natal, le port de Durban est devenu une « coaling station » très importante. En 1898, on y a chargé 201,358 tonnes de charbon.

partie marécageuse de la côte pendant quelques kilomètres, la ligne s'élève dans une contrée accidentée et partiellement boisée; elle parcourt ainsi la plus basse des terrasses étagées qui constituent le Natal et atteint Piétermaritzburg (distance de Durban, 113 kilomètres ; altitude, 670 mètres).

En quittant cette ville, la voie ferrée franchit la ligne de hauteurs qui descend de l'ouest vers l'est du Giant's-Castle et borde au sud la terrasse supérieure du Natal. Elle traverse ensuite la Mooi-River, puis la Tugela à Colenso sur un viaduc de fer et atteint Ladysmith (distance de Durban, 304 kilomètres; altitude, 980 mètres; population, 4,500 habitants).

Laissant sur sa gauche l'embranchement qui pénètre par le col de Van Reenen dans l'État libre d'Orange, où il atteint Bethleem, la ligne de Johannesburg s'engage dans les défilés de Laing's-Nek, traverse entre Ingogo et Charlestown un tunnel de 660 mètres de long et atteint le plateau transvaalien à Volkrust. Elle se déroule ensuite en pays peu accidenté jusqu'à Johannesburg.

Ligne de Lourenço-Marquez à Prétoria. Lourenço-Marquez (5,000 habitants, dont 2,200 Européens). — La baie de Delagoa est une des meilleures de l'Afrique du Sud. Malgré la barre de sable mouvant qui en gêne parfois l'entrée et qui est commune à presque tous les ports de la région, les plus grands navires peuvent entrer dans le port extérieur. Une autre barre, au-dessus de laquelle il y a une profondeur minimum de 4 mètres d'eau, sépare cet avant-port du bassin intérieur.

Le déchargement s'effectue au moyen de chalands et de remorqueurs. Le port possède trois jetées, outillées de trois grues à vapeur de 6 tonnes (1).

---

(1) En outre : 3 grues roulantes de 2 tonnes; 1 grue de 2 tonnes; 1 de 5 tonnes, toutes à vapeur; 1 grue à main de 10 tonnes; 1 grue à main de 2 tonnes.

Le nombre des bâtiments qui y sont entrés en 1896 est de 397, avec un tonnage de 567,182 tonneaux.

A cause du voisinage des marais qui bordent la côte, la ville de Lourenço-Marquez est assez malsaine.

De Lourenço-Marquez à Pretoria. — Cette ligne est la plus courte de celles qui joignent le Transvaal à la mer. Comme elle aboutit en territoire portugais, elle a pu être utilisée partiellement pendant la campagne actuelle, malgré la surveillance très étroite exercée par les navires de guerre anglais sur les abords de Delagoa-Bay.

Après avoir traversé la région du littoral, elle atteint à Komati-Poort (90 kilomètres de Lourenço-Marquez) la frontière du Transvaal, franchit le premier bourrelet de hauteurs formé par les monts Libombo (altitude moyenne, 600 mètres), traverse ensuite une région mouvementée qui, peu à peu, s'élève jusqu'à la crête du Drakensberg. Après avoir franchi cette dernière, elle descend sur Prétoria, en parcourant la région difficile de Middelburg.

§ 7. — *Climat des régions sud-africaines.*

L'été, dans l'Afrique du Sud, dure du mois d'octobre au mois de mars. C'est également la saison des pluies. Depuis le mois d'avril et pendant la partie de l'année qui correspond en Europe au printemps et à l'été, règne la raison froide et sèche.

Si nous exceptons la zone littorale du Natal et du territoire portugais, qui subit l'influence du voisinage des tropiques, et la partie sud de la colonie du Cap, dont le climat est sensiblement celui de Nice ou de Naples, l'Afrique du Sud jouit d'un régime atmosphérique généralement sec, caractérisé par de brusques variations de température. Sur le plateau, la moyenne de la température de l'année est de 24° à 26° C. En été, le thermomètre atteint 40° et même 50° aux heures les plus

chaudes de la journée. Par contre, les nuits sont toujours fraîches et l'air y est d'une grande pureté ; en hiver, elles sont très froides, la température descendant parfois jusqu'à —10° C., tandis que celle de la journée est relativement élevée. Dans la saison chaude, les orages sont fréquents et très violents.

La beauté des nuits sud-africaines, éclairées par les superbes constellations du ciel de l'hémisphère austral, en même temps que la chaleur souvent insupportable qui règne durant le jour, expliquent l'emploi fréquent que les deux partis ont fait des marches et opérations de nuit pendant la campagne actuelle.

Bien que très désagréable pour l'Européen, en raison de ses brusques variations de température, le climat du plateau sud-africain est très sain. Si les Anglais, dans l'Afrique du Sud, ont eu à vaincre beaucoup des difficultés habituelles de la guerre coloniale, causées par la rareté des voies de communication et des ressources locales, les vastes étendues de territoire peu peuplé où se déroulent les opérations, l'absence de moyens de cantonnement, etc., ils n'ont pas été exposés, du moins, aux conditions défavorables du climat tropical, principal obstacle à l'activité des troupes européennes dans les expéditions d'outre-mer. Cela explique, malgré les fatigues d'une campagne qui dure déjà depuis plus d'un an, que les maladies n'aient pas fait dans l'armée anglaise des ravages plus considérables que ceux qui sont constatés dans la plupart des guerres européennes (1).

§ 8. — *Quelques renseignements statistiques* (2).

Nous compléterons cet exposé sommaire du caractère

(1) Autant, du moins, qu'il est permis d'en juger par les renseignements très incomplets que l'on possède sur cette question.

(2) La plupart de ces renseignements sont tirés du « *Statesman's Yearbook* », 1900.

géographique du théâtre des opérations par quelques renseignements statistiques ayant une importance militaire.

République sud-africaine (*Transvaal*) (1). — La population du Transvaal s'élevait, en 1898, à 1,094,156 habitants, sur lesquels 245,397 de race blanche (137,947 du sexe masculin, 107,450 du sexe féminin) et 748,759 indigènes. Sa superficie est de 308,560 kilomètres carrés et la densité de la population est de 3,5 habitants (2) par kilomètre carré.

Prétoria possède une population de race blanche de 10,000 habitants.

Johannesburg, la ville la plus importante de la République, comptait, en 1896, 102,078 habitants (79,315 du sexe masculin et 22,763 du sexe féminin) sur lesquels 50,907 de race blanche.

État libre d'Orange. — Il n'y a pas eu de recensement de la population dans l'État libre d'Orange depuis 1890. A cette époque, la population de race blanche comptait 77,716 habitants (dont 40,571 du sexe masculin et 37,145 du sexe féminin). En 1899, elle était approximativement de 100,000 habitants. Il y avait, en 1890, 129,787 indigènes.

La superficie du territoire étant de 131,070 kilomètres carrés, la densité de la population est de 1,6 habitant par kilomètre carré.

---

(1) Y compris le Swaziland, sur lequel le Transvaal exerce son protectorat.

(2) Rappelons, comme terme de comparaison, que la population par kilomètre carré est :

En Russie, Sibérie et Turkestan russe.	Gouvernement de Tomsk.	2	—
	Turkestan...............	3,6	—
	Astrakan	4	—
	Finlande	6,7	—
En France, de		72 habitants.	

Bloemfontein comptait 12,000 habitants environ en 1899.

Colonie du Natal (1). — Le Natal est une colonie de la Couronne jouissant du « self government ».

La population européenne a plus que doublé depuis 1879, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous :

	1879.	1891.	1898.
Européens	25,654	46,788	53,688
Hindous	16,999	41,142	61,103
Cafres	319,934	455,983	787,574
Totaux	361,587	543,913	902,365

Durban comptait, en 1898, 39,245 habitants, et Pietermaritzburg, 24,595.

La superficie de la colonie étant de 70,890 kilomètres carrés, la densité de la population est de 12 habitants par kilomètre carré. Le Natal est la région la plus peuplée de l'Afrique du Sud.

Colonie du Cap (2). — La colonie du Cap jouit également du « self government ».

La population comptait, en 1897, 1,880,000 habitants, dont 480,000 blancs et 1,120,000 indigènes, le reste composé de mulâtres et de Malais.

La superficie étant de 571,690 kilomètres carrés, la densité de la population est de 3,3 habitants par kilomètre carré.

Cape-Town compte 100,000 habitants environ.

Le *Betchuanaland anglais*, rattaché depuis 1895 à la

(1) Y compris le Zululand.
(2) Y compris le Griqualand Ouest.

colonie du Cap, comptait, en 1891, 72,736 habitants (dont 5,211 blancs) pour une superficie de 173,150 kilomètres carrés, ce qui correspond à 0,4 habitant par kilomètre carré.

La capitale du Betchuanaland anglais est Palapye.

Basutoland. — Le Basutoland est gouverné par un commissaire résident qui dépend du haut commissaire anglais dans l'Afrique du Sud.

La population, qui s'élève à 250,000 habitants environ (1895), est presque complètement composée d'indigènes. Maseru, la capitale, est une bourgade de 862 habitants, dont 99 Européens.

Rhodesia. — La région située au Nord du Transvaal et du 22° de latitude Sud, qui s'étend jusqu'au Zambèze, est connue sous le nom de Southern Rhodesia. Elle a été donnée à charte en 1869 à la « British South Africa Company », dont M. Cecil Rhodes est un des principaux actionnaires et le directeur effectif. La « Northern Rhodesia », qui s'étend au Nord du Zambèze jusqu'aux frontières du Congo belge et se limite à l'Est au « British Central Africa Protectorate », rentre également dans la zone d'influence de la « Chartered » (1). Cette compagnie a commencé l'exploitation des richesses minières du pays et a contribué à l'établissement du chemin de fer qui atteint déjà Buluwayo.

Le nombre des Européens dans la Rhodesia est estimé à 10,000 et la densité de la population indigène est d'environ 1 habitant par kilomètre carré.

Proportion relative de la race hollandaise (boer) et de la race anglaise dans l'Afrique du Sud. — Le tableau ci-après (2) donne approximativement la proportion rela-

---

(1) Abréviation habituelle pour désigner la British South Africa Company.

(2) Ces chiffres ont été empruntés au journal anglais *The Graphic*, n° 1559, de 1899. Ils sont donnés sous toute réserve.

tive des deux éléments les plus importants de la population de race blanche dans l'Afrique du Sud :

PAYS.	BOERS.	ANGLAIS.
Colonie du Cap et British Betchuanaland.....	265,200	194,800
Natal et Zululand	6,500	45,500
Rhodesia................................	1,500	8,500
Transvaal	80,000	123,650
Etat libre d'Orange	78,100	15,600
TOTAUX.....	431,300	388,050

Le reste de la population de race blanche se compose d'Allemands, de Français, d'Hindous, etc. (1).

APPENDICE N° 1.

Renseignements divers.

Distances par mer.			Durées de trajet (2) moyennes.
De Londres à Cape-Town	par l'Atlantique...	9,600 kil.	18 jours.
	par Suez (environ).	15,000 kil.	?
De Cape-Town à Port-Elisabeth		689 kil.	2 jours 1/2.
De Cape-Town à Port-Alfred........		800 kil.	3 jours 1/2.
De Cape Town à East-London........		905 kil.	4 jours.
De Cape-Town à Durban...........		1,307 kil.	6 jours.
De Cape-Town à Delagoa-Bay.......		1,800 kil.	7 jours 1/2.
De Delagoa-Bay à Southampton	par l'Atlantique..	11,400 kil.	25 jours 1/2.
	par Suez	13,200 kil.	?

(1) Il y a 10,000 israélites au Transvaal.

(2) Les durées de trajet sont celles des steamers de « l'Union and Castle line ».

Distances par voies ferrées.		Durées de trajet.
De Johannesburg à Cape-Town......	1,632 kil.	49 heures.
De Johannesburg à Port-Elisabeth ...	1,149 kil.	43 —
De Johannesburg à East-London.....	1,070 kil.	42 —
De Johannesburg à Durban.........	777 kil.	27 —
De Johannesburg à Lourenço-Marquez	636 kil.	24 —

APPENDICE N° 2.

Renseignements techniques sur les chemins de fer de l'Afrique du Sud (1).

1° COLONIE DU CAP.

Les trois lignes venant de Cape-Town (Western System), de Port-Elisabeth (Midland System) et d'East London (Eastern System), sont caractérisées par des courbes et des pentes très fortes, principalement la dernière.

Les points les plus élevés sont :

Sur la 1re ligne..................	à 1394	mètres.
Sur la 2e ligne	à 1581	—
Sur la 3e ligne	à 1661	—

Les pentes atteignent, sur certaines parties de la voie, 25 millimètres par mètre (2).

(1) La plupart de ces renseignements ont été extraits de l' « *Engineering* » et de la « *Revue des ingénieurs civils* ».

(2) Le tableau suivant indique, sur ces trois lignes, les pour cent des pentes et des parties planes :

LIGNES.	25mm.	20 à 25mm.	17 à 20mm.	12 à 17mm.	10 à 12mm.	Au-dessous de 10mm.	PLAN.
Western	4,06	1,84	3,00	11,67	12,45	54,65	12,33
Midland	9,30	4,70	4,50	13,96	10,07	40,47	17,00
Eastern............	17,11	20,77	7,87	11,64	7,35	18,38	16,68

Les courbes les plus fortes sont, en général, de 200 mètres de rayon; sur certaines sections on en trouve de 125 mètres.

Poids des rails. — 30 kilogrammes.

Vitesse des trains. — 24 kilomètres à l'heure. Dans les pentes et les courbes, elle est de 16 à 18.

Charge maximum. — Elle serait, sur les parties planes, de 30 véhicules; mais la raideur des pentes oblige à la diminuer sur certaines parties du parcours. Elle est de 10 véhicules aux environs de Worcester (Western System), à Alicedale (Midland System) et sur une notable portion de l'Eastern System.

Matériel roulant. — Les locomotives sont à six essieux couplés avec machines à quatre essieux. Leur poids varie de 20 à 30 tonnes.

Les voitures à marchandises sont pour la plupart des wagons à bestiaux de 4 m. 40.

Il y a pour l'ensemble du réseau :

231 machines;
203 tenders;
399 voitures à voyageurs;
3,503 wagons, y compris les fourgons de frein;
28 voitures spéciales.

Ouvrages d'art. — Ils sont pour la plupart en acier et consistent principalement en ponts ou viaducs.

Sur l'Eastern System, il y a 14 ponts de 30 mètres et au total 549 mètres de ponts;

sur le Midland System, 14 ponts de 30 mètres, au total 1287 mètres de ponts;

sur le Western System, 21 ponts de 30 mètres, au total 1751 mètres de ponts.

Le pont de Béthulie a 411 mètres;

Celui de Norvals-Pont, 500 mètres (?)

Celui de l'Orange à Hopetown, 370 mètres;

Le viaduc de Kimberley, 1751 mètres.

2° LIGNES DU NATAL.

Les pentes et les courbes sont particulièrement fortes sur cette ligne: 69 kilomètres de pentes d'environ 25 millimètres, avec des courbes dont le rayon descend au-dessous de 137 mètres.

La pente maxima atteint 33 milimètres; le rayon minimum des courbes 91 m. 50.

Le poids des rails est de 22 kil. 5, 30 kil. 5 et 40 kil. 5. On substitue peu à peu le dernier modèle aux précédents.

L'alimentation en eau est assez abondante.

3° LIGNE DE LOURENÇO-MARQUEZ A JOHANNESBURG.

Les pentes maxima ne dépassent pas 25 millimètres, sauf sur une partie du parcours (3,392 m.), entre Waterval-Onder et Waterval-Boven, où la pente est de 5 centimètres et la voie à crémaillère.

Le rayon minimum des courbes est de 150 mètres. Le chemin de fer parcourt 88 kilomètres en terrain portugais. Après la frontière, l'altitude atteint 1475 mètres, puis 2,000 mètres. Elle redescend à 1500 mètres au kilomètre 320.

Il y a plusieurs ponts et un seul tunnel de 200 mètres :

Pont sur le Komati..................	210 mètres.
Pont sur le Kapri-River..............	90 —
9 ponts de........................	20 —
4 ponts de........................	15 —
19 ponts de........................	10 —
24 ponts de........................	5 —

Matériel roulant. — Le matériel roulant de la « Netherland South African Company » comprenait, au 1er janvier 1899 :

228 locomotives (la plupart de 33 tonnes);
233 voitures à voyageurs;
67 fourgons à bagages;
5,112 wagons à marchandises (dont 478 couverts;
56 wagons spéciaux.

La compagnie employait 3,214 employés de race blanche et 4,497 noirs.

(*A suivre.*) (160)

LES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES EN CHINE

(1900-1901) (1)



I

LES OPÉRATIONS RUSSES EN MANDCHOURIE.

PREMIÈRE PARTIE.

SITUATION DES RUSSES EN MANDCHOURIE. — ÉVACUATION DE LA MANDCHOURIE PAR LE SERVICE DE CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER.

Le soulèvement des Boxers en Chine a amené la Russie à agir vigoureusement vers Pékin, de concert avec les autres puissances, pour délivrer son ambassade assiégée dans cette ville, mais elle a dû, en outre, porter seule ses efforts sur un autre théâtre d'opérations, la Mandchourie, où elle avait des intérêts spéciaux et une situation tout à fait particulière. On sait, en effet, qu'elle avait abandonné provisoirement le tracé du chemin de fer transsibérien depuis Striétensk jusqu'à Khabarovsk, le long de l'Amour, pour le faire passer en territoire chinois, à travers la Mandchourie. Cette modification conduisait à raccourcir de 550 kilomètres environ la longueur de la ligne; elle permettait en outre d'éviter des difficultés de construction dans la vallée de l'Amour, soumise à de fréquentes inondations et peu peuplée;

---

(1) Voir le n° de février de la *Revue*, p. 134.

enfin, au point de vue politique, elle assurait à la Russie une situation prépondérante et des avantages particuliers dans les contrées traversées par la voie ferrée.

Avant d'examiner les derniers événements survenus en Mandchourie, il est utile de rappeler brièvement les traités qui avaient assuré aux Russes une position privilégiée dans ce pays et de dire quelques mots de l'état de la construction du chemin de fer. On verra alors comment ils furent forcés, devant les attaques chinoises, de se retirer presque partout sur leur propre territoire et comment ils parvinrent à reprendre rapidement possession des positions qu'ils avaient dû évacuer.

I. — Conventions russo-chinoises.

En août 1896, la Russie obtenait de la Chine, à la suite de son intervention après la guerre sino-japonaise, l'autorisation pour la banque russo-chinoise de fonder une compagnie chargée de construire et d'exploiter une ligne ferrée reliant, à travers la Mandchourie, les sections du Transbaïkal et de l'Oussouri du Transsibérien. D'après les statuts sanctionnés par l'Empereur le 4/16 décembre 1896, la compagnie du chemin de fer de l'Est-Chinois recevait, avec cette mission principale, le privilège de l'exploitation des houillères et autres richesses minérales de la contrée traversée par la ligne. Les sujets chinois et russes pouvaient seuls en être actionnaires et la concession était accordée pour 80 ans, du jour où la voie ferrée serait livrée à la circulation sur toute son étendue. Le capital-actions était fixé à 5,000,000 de roubles crédit et divisé en 1000 actions de 5,000 roubles chacune. Le reste des fonds était fourni par le gouvernement russe, sous forme d'obligations auxquelles il accordait une garantie d'intérêt et d'amortissement, les actions ne jouissant d'ailleurs pas de cette garantie.

Les travaux devaient être terminés dans le délai de

six ans, à partir du jour où le tracé de la ligne aurait été définitivement arrêté. L'administration de la compagnie avait son siège à Pétersbourg, avec une succursale à Pékin ; elle appartenait à un conseil comprenant un président, nommé par le gouvernement chinois, et neuf membres élus parmi les actionnaires. Un vice-président, choisi par le conseil, était chargé de la direction immédiate des affaires.

On voit, par ce rapide exposé, que l'entreprise du Transmandchourien était une œuvre commune aux deux puissances et respectant le principe de l'autorité chinoise. Au mois d'avril 1897, une première mission d'ingénieurs et d'agents techniques, envoyée à Vladivostok, en partit pour faire les études préliminaires, facilitées d'ailleurs par les reconnaissances qui avaient déjà parcouru le pays en 1894, 1895 et 1896. Le 16 août de la même année, on inaugurait les travaux de terrassement sur la frontière russo-chinoise de l'Est, en présence des autorités locales des deux pays.

Il n'était alors question que de la transversale principale Ouest-Est ; les événements de la fin de 1897 vinrent donner une extension nouvelle aux projets russes. A la suite de l'occupation de Kiao-Tchéou par les Allemands, en novembre 1897, les Russes, devançant les Anglais, envoyèrent, le 3 décembre, une partie de leur flotte à Port-Arthur et à Talienvan, où elle s'installa pour l'hivernage. Le 21 mars 1898, le vapeur *Saratov*, de la flotte volontaire, amenait des troupes qui se tenaient prêtes à débarquer. Enfin, le 27 mars, une convention était signée à Pékin, entre les représentants de la Russie et de la Chine, en vertu de laquelle cette dernière cédait à bail au gouvernement russe, pour une période de 25 ans, pouvant être prolongée, Port-Arthur et Talienvan, avec les eaux et territoires correspondants. Cette convention était suivie d'un protocole complémentaire, signé à Pétersbourg le 15/27 avril 1898. Aux termes de ces deux

documents, les troupes chinoises devaient évacuer les territoires cédés ; une zone neutre serait établie, dans laquelle la Chine ne pourrait conserver de forces militaires sans l'assentiment de la Russie, pas plus qu'y ouvrir de ports ni donner aucune concession à des étrangers. Port-Arthur devait être exclusivement un port militaire, ouvert seulement aux navires russes et chinois. Une partie de la baie de Talienvan leur serait également réservée ; le reste des côtes était accessible aux navires de commerce de toutes les nations. La Russie avait le droit de fortifier Port-Arthur et Talienvan à ses frais. En outre, la compagnie du chemin de fer de l'Est-Chinois obtenait le droit de construire un embranchement partant du Transmandchourien pour se diriger sur Talienvan, ou tout autre point de la côte, entre New-Tchwang et l'embouchure du Yalu.

Le 27 mars, au soir, trois compagnies russes débarquaient à Port-Arthur et les troupes chinoises du général Soun se retiraient vers le Nord. Le 28, le reste des troupes descendait à terre et occupait les casernes chinoises. Le 6 avril, trois navires débarquaient de nouvelles forces à Talienvan. Le 7 mai, une convention supplémentaire déterminait les limites de la zone neutre et garantissait une administration autonome chinoise à la ville de Kiao-Tchéou.

La frontière du territoire pris à bail par la Russie, et dénommé presqu'île du Kvantoun, part de l'extrême pointe nord de la baie de Port-Adams et se dirige sur l'extrémité nord de la baie de Bitsivo : elle a environ 50 kilomètres d'étendue. La zone neutre est limitée par une ligne partant un peu au nord de Haïpin et se dirigeant presque directement à l'Est jusqu'à son intersection avec la rivière Da-yan-hé, dont elle suit le cours jusqu'à son embouchure.

La Russie, en s'établissant à Port-Arthur, donnait à son Transsibérien un débouché toujours libre de glaces,

ce qui n'était pas le cas de Vladivostok. En outre, elle prenait pied à proximité relative de Pékin, ce qui lui permettait d'agir avec plus d'autorité sur la cour chinoise. Enfin, elle ouvrait de nouveaux débouchés à son commerce, à son influence et au trafic de la ligne qu'elle construisait. Il faut remarquer d'ailleurs que la convention de 1898 réservait absolument les droits souverains de la Chine sur les territoires cédés à bail et interdisait d'y nommer un chef portant le titre de gouverneur.

Le gouvernement russe se hâtait de s'installer solidement dans le Kvantoun; des troupes y étaient transportées d'Odessa par les navires de la flotte volontaire et, à la fin d'octobre 1898, elles étaient toutes en place. En juin 1900, elles comprenaient (en tenant compte d'une augmentation de l'artillerie de forteresse prescrite le 10/23 mai 1900) :

Une brigade de chasseurs de la Sibérie orientale (n° 3), à 4 régiments de 2 bataillons, n°s 9, 10, 11 et 12;

Un groupe d'artillerie des chasseurs de la Sibérie orientale, à 3 batteries de 8 pièces;

Un régiment de Cosaques du Transbaïkal, à 6 sotnias;

Une compagnie de sapeurs du Kvantoun, avec un détachement de télégraphistes;

Deux bataillons d'artillerie de forteresse du Kvantoun, à 4 compagnies chacun; soit, au total, environ 13,500 hommes.

Le Kvantoun, d'abord rattaché à la circonscription de l'Amour, avait reçu, par décret impérial du 25 septembre 1899, une administration indépendante, sous les ordres d'un commandant en chef des troupes de terre et de mer, qui était et est encore l'amiral Alexéiev.

II. — Construction du chemin de fer de l'Est chinois.

La ligne se détache du Transsibérien à Kaïdolovo, dans la Transbaïkalie, et franchit la frontière près

d'Abagaïtoui, entre la station russe Sibir et la station chinoise Nagadane, près du lac Dalai-Nor. Elle passe à Haïlar (3,000 habitants), puis traverse un haut plateau sur une longueur d'environ 300 kilomètres et s'élève sur le grand Khingan pour redescendre ensuite dans la vallée du Nonni, qu'elle coupe à 15 kilomètres au sud de Tsitsikar (70,000 habitants). Elle franchit ensuite le Soungari, près du village de Kharbine, où est installée la direction centrale des travaux, et se dirige sur la ville d'Ajé-hé. A 350 kilomètres au sud-est du Soungari, elle passe la rivière Moudantziane et entre dans une contrée montagneuse qu'elle traverse jusqu'à la frontière de l'Oussouri. Elle se réunit à Pogranitchnaïa (station frontière) à l'embranchement parti de Nikolsk, sur la ligne Vladivostok—Khabarovsk.

L'embranchement du sud de la Mandchourie se détache du tracé principal à Kharbine, passe à Kouantchen, Tchan-tou-fou, Moukden (200,000 habitants) et se termine à Port-Arthur, après avoir dirigé des tronçons sur In-Kow et Talienvan.

Le tracé du chemin de fer de l'Est-Chinois traverse en général des contrées peuplées et propres à la culture. La longueur de la ligne principale est de 1535 kilomètres; celle de l'embranchement méridional, de 1045 kilomètres; soit 2,580 kilomètres pour le développement total du réseau.

Les matériaux destinés à la ligne principale sont débarqués à Vladivostok, amenés par chemin de fer à Khabarovsk, puis par eau jusqu'à Kharbine. Ceux nécessaires à la ligne du Sud sont débarqués à Port-Arthur : une partie est transportée par bateaux jusqu'à In-Kow, d'où un tronçon permet de les amener à pied d'œuvre.

Au point de vue administratif, le Transmandchourien est divisé en trois grandes sections : celle de l'Est, de Kharbine à Nikolsk; celle de l'Ouest, de Kharbine à

Kaïdolovo, et celle du Sud, de Kharbine à Port-Arthur. Ces trois sections sont elles-mêmes partagées en 22 subdivisions; 150 ingénieurs et techniciens sont chargés de diriger les travaux; le personnel du service de santé compte 24 médecins et 75 aides-médecins (*feldchers*), sous la direction d'un médecin principal.

Les agents supérieurs de la construction et les ouvriers d'art (serruriers, forgerons, etc.) viennent de Russie. Les autres travailleurs, au nombre d'environ 100,000, sont des Chinois. Le personnel et les travaux sont protégés par des troupes, dites de garde, recrutées pour la plupart parmi les hommes libérés du service et commandées par des officiers de l'armée active. Elles comprenaient, avant le début des troubles, 4,000 Cosaques à cheval et 500 hommes à pied, sous les ordres du général major Guerngross. Elles sont à la solde de la compagnie.

Des approvisionnements de vivres et d'objets de première nécessité ont été réunis à Kharbine, pour le personnel européen affecté à la construction de la ligne. La compagnie des chemins de fer de l'Est-Chinois a également été chargée de construire, sous la direction du Ministre des finances russe, le port et la ville de Dalny, dans la baie de Talienvan, qui sera le terminus commercial du Transmandchourien. En outre, elle a obtenu l'autorisation d'établir un service de navigation entre l'Europe et l'Extrême Orient. En 1899, elle avait déjà acheté 6 navires à vapeur, dont 3 pour le transport des marchandises, 1 pour celui des voyageurs et 2 pour les transports mixtes. Elle a établi des quais spéciaux à Vladivostok, Port-Arthur, Dalny, Tché-fou, In-Kow et veut en augmenter le nombre; elle a des dépôts de charbon à Port-Arthur, Tché-fou, Nagasaki et se propose d'accroître considérablement l'effectif de sa flotte de commerce.

Au commencement du mois de juin 1900, les travaux de construction avaient déjà progressé d'une manière

rapide et faisaient espérer l'ouverture complète de la ligne pour l'année 1902. La section du Sud était achevée de Port-Arthur jusqu'à Téline, au Nord de Moukden, et les trains de service y circulaient sur 500 kilomètres environ. L'infrastructure de la section Nikolsk-Kharbine devait être à peu près terminée pour l'automne 1900 et la section Kharbine-Kaïdolovo aurait pu être ouverte au printemps de 1901.

Les travaux avaient marché sans encombre jusqu'aux mois de mai et de juillet 1899, pendant lesquels il y eut quelques difficultés avec la population. Ces désordres, dus uniquement à l'ignorance du peuple et à l'intervention de quelques fonctionnaires chinois, furent de peu d'importance; de simples mesures administratives suffirent pour les arrêter. Au commencement de 1900, le rapports entre la population et l'administration des chemins de fer étaient même amicaux. D'ailleurs, d'après les comptes rendus télégraphiques de l'ingénieur en chef de la construction et du commandant des troupes de garde, il semble que, dans les trois provinces de la Mandchourie, il n'ait été fait aucun préparatif en vue d'un soulèvement avant les derniers jours de juin. Les relations continuelles des agents de la ligne avec la population auraient sans doute permis de connaître à l'avance ces préparatifs, s'ils avaient existé. C'est à la fin de juin, c'est-à-dire après la mobilisation des troupes de l'Amour, que certaines autorités chinoises commencèrent à recruter hâtivement des soldats dans les bas-fonds de la population. On les arma de fusils de divers systèmes, dont très peu de petit calibre; parmi les canons pris plus tard par les Russes, on a trouvé aussi fort peu de pièces d'un nouveau modèle : la plupart remontaient à 1860 ou 1870.

Ainsi donc, à la fin de juin 1900, alors que le Pé-tchi-li avait déjà été le théâtre d'actions importantes, telles que la prise des forts de Takou, les combats de Tien-tsin,

une tranquillité relative régnait encore le long du Transmandchourien et les autorités chinoises prêtaient leur appui aux fonctionnaires russes pour maintenir l'ordre.

Le gouvernement impérial, dans une communication officielle parue le 25 juin, tout en annonçant l'envoi en Chine d'un corps de 4,000 hommes et la prise des forts de Takou, ajoutait : « Les troupes russes, en pénétrant sur un territoire voisin, ne poursuivent aucun but hostile à la Chine : au contraire, leur présence dans un pays ami, pendant les troubles actuels, ne peut que lui apporter un secours efficace dans sa lutte contre les rebelles et accélérer le rétablissement de l'ordre légal, en vue des intérêts de la Chine elle-même ».

Mais les événements ne tardaient pas à démentir ces apparences. Le gouvernement chinois qui, dans un édit du commencement de juin, traitait les Boxers avec mépris et les qualifiait de « canaille », les appelait dans une proclamation, datée du 22 juin : « les défenseurs désintéressés de l'empire et de la dynastie ». Le parti conservateur, qui avait toujours été opposé en Mandchourie à la construction du chemin de fer, se hâtait de profiter de ce revirement. L'édit du 22 juin paraissait le 28 dans le Sud; le 3 juillet, le commandant de la ville de Moukden refusait l'obéissance au gouverneur de la province ; les désordres commençaient et se propageaient rapidement le long de la ligne en construction.

III. — Troubles en Mandchourie (1).

Les préludes de l'insurrection se produisirent dans la Mandchourie du Sud, aux environs de Moukden et de

(1) Les éléments de cette étude sont uniquement puisés à des sources officielles russes, telles que l'*Invalide russe*, le *Voïennyi Sbornik*, le *Messager officiel*.

Téline, à la fin de juin. On ne leur attribua pas d'abord une importance sérieuse : les rebelles s'étaient emparés, à Moukden, d'un magasin à poudre, mais ils avaient été vivement repoussés par les troupes de garde, qui perdirent 50 hommes, alors que les ennemis en avaient 500 hors de combat. Les troubles parurent alors s'apaiser, grâce aux efforts du gouverneur de la province, qui, dans ses proclamations, mettait le peuple en garde contre toute hostilité à l'égard des Russes et exigeait le maintien de l'ordre.

Bientôt, cependant, les Chinois attaquaient la station de Liao-Yane, à 60 kilomètres au Sud de Moukden; comme elle était insuffisamment défendue, ils en brûlaient les bâtiments et détruisaient la voie ainsi que le pont sur la rivière Taï-tsy. Presque en même temps, les ingénieurs étaient attaqués à Téline, à 65 kilomètres au Nord de Moukden. On expliqua ces deux attaques par la fuite des agresseurs du magasin à poudre de Moukden, qui se seraient dirigés les uns vers le Nord, les autres vers le Sud et se seraient ainsi montrés simultanément à Téline et à Liao-Yane. On niait d'abord la connexion de ces faits avec le mouvement des Boxers.

Le 4 juillet, l'ingénieur en chef de la construction, M. Iougovitch, rendait compte, dans son rapport télégraphique envoyé de Kharbine, que tout allait bien sur la ligne et que les gouverneurs des trois provinces de la Mandchourie répondaient de la sécurité des Russes, si ceux-ci ne commençaient eux-mêmes les hostilités. Toutefois, dès le 23 juin, l'administration du chemin de fer avait, par mesure de précaution, demandé le renforcement des troupes de garde par des hommes libérés du service, pris dans l'Oussouri.

Le 5 juillet, les hostilités éclataient subitement dans la province de Moukden, sur toute la section Téline—Inkow. On apprenait que le commandant du chef-lieu, adjoint au gouverneur de la province, s'était emparé

de celui-ci et marchait avec des troupes chinoises sur Téline. La mission catholique de Moukden avait été détruite, l'église brûlée et les magasins européens pillés. En même temps, la voie ferrée était de nouveau attaquée à Liao-Yane. L'administration demanda aussitôt au gouverneur général de l'Amour le secours des troupes; mais, pour éviter la panique parmi les employés, elle donna l'ordre de continuer les travaux pendant cinq jours, jusqu'au 10 juillet.

La haute administration chinoise faisait cependant mine de continuer ses rapports amicaux avec les Russes. M. Iougovitch était informé du commencement de la mobilisation dans la province de Tsitsikar par le gouverneur lui-même, qui l'expliquait par la nécessité de protéger la ligne contre les attaques des rebelles. Mais, le surlendemain, ce même gouverneur et celui de Kirine avisaient l'ingénieur en chef qu'au cas d'une attaque contre les sujets russes, ils ne pourraient répondre de la conduite de leurs soldats.

Le 7 juillet, les agents du chemin de fer saisissaient, près de Téline, une proclamation impériale prescrivant aux troupes de se joindre aux Boxers. Le 8 juillet, M. Iougovitch était invité par les trois gouverneurs de province à remettre tout le matériel de la voie ferrée entre les mains des fonctionnaires chinois et à quitter la Mandchourie avec les employés russes et les troupes de garde. M. Iougovitch répondait par un refus absolu.

Le 9 juillet, la direction des travaux était informée que les troupes chinoises arrivaient partout dans les environs du chemin de fer. Les agents de la voie et 150 hommes des troupes de garde avaient été obligés de se retirer de Téline, devant un grand rassemblement. Le 10, l'ingénieur en chef, se rendant compte de la gravité de la situation, donnait des ordres pour la retraite du personnel et réclamait le secours des troupes du Kvantoun, afin de protéger la partie Sud de la ligne.

Téline, à la fin de juin. On ne leur attribu... forces
une importance sérieuse : les rebelles s'étai... colonne,
à Moukden, d'un magasin à poudre, mais ... depuis
vivement repoussés par les troupes de ... chef de ce
dirent 50 hommes, alors que les enne... quement à
500 hors de combat. Les troubles ... graphe, de
s'apaiser, grâce aux efforts du gouver... troupes chi-
vince, qui, dans ses proclamations, m...
garde contre toute hostilité à l'égard ... es et troupes
geait le maintien de l'ordre. ... es donnés par

Bientôt, cependant, les Chinois a... ivante :
de Liao-Yane, à 60 kilomètres au ... ientales de la
comme elle était insuffisamment d... identales de la
laient les bâtiments et détruisaient ... ine ; celui des
pont sur la rivière Taï-tsy. Presqu... section du Sud,
ingénieurs étaient attaqués à Tél... mètres au Sud de
Nord de Moukden. On expliqua ... ri avec la voie
fuite des agresseurs du magasin...
qui se seraient dirigés les uns ... autres subdivisions
vers le Sud et se seraient ainsi ... : ceux de l'Ouest,
Téline et à Liao-Yane. On niai... , dans la province
ces faits avec le mouvement d... ivisions au Sud de

Le 4 juillet, l'ingénieur ...
M. Iougovitch, rendait com... roupes de garde ren-
graphique envoyé de Kha... de grandes difficultés.
la ligne et que les gouver... avait gagné rapidement,
Mandchourie répondaient ... chinoises, tout le vaste terri-
ceux-ci ne commençaient ... Presque partout les Russes se
tefois, dès le 23 juin, l'... à des troupes régulières,
avait, par mesure de ... les attaques. Plusieurs des
cement des troupes de ... leur famille ; en outre, les
service, pris dans l'Ou... nombreux chrétiens chinois

Le 5 juillet, les h... petites colonnes russes, qui empor-
la province de Mouk... et les caisses des subdivisions ;
Inkow. On apprenait ... trouvait par suite considérablement
adjoint au gouvern...

[illegible] du personnel de la voie ferrée.

[illegible] des agents des subdivisions orien- [illegible] sion Est et leur retraite sur la station [illegible] mitchala, de la province Maritime, [illegible] sans encombre sous la protection des [illegible] (1). Mais, aussitôt après le départ des [illegible] rebelles pillèrent les bâtiments de l'exploi-

[illegible] subdivisions occidentales de la section Ouest, [illegible] s'effectua non sans quelques difficultés. Les [illegible] avaient marché régulièrement jusque vers le [illegible] juillet. Le bruit avait, il est vrai, couru dans [illegible] tion, au commencement du printemps, qu'on [illegible] ait tous les étrangers de la Chine au mois de [illegible] is on n'avait attaché aucune importance à ces [illegible]. Vers le milieu de juin, des troupes chinoises commencèrent à se rassembler à Haïlar et l'on y comptait [illegible] 1000 hommes avec quatre canons. Ces troupes [illegible] bien armées et commandées par le général Tsuen [illegible] dès son arrivée, fit des visites au personnel de l'administration du chemin de fer. Touché par l'accueil qu'il [illegible] ut, il déclara même que, lorsqu'il recevrait l'ordre de faire la guerre aux Russes, il les préviendrait vingt-quatre heures avant de commencer les opérations. On ne fit pas attention à ses paroles.

Le 11 juillet, les ouvriers chinois abandonnèrent le travail et se retirèrent dans la ville. L'interprète de Tsuen vint avertir deux fois l'ingénieur des travaux que les hostilités allaient commencer et prier les Russes, de la part du général, de se retirer au plus tôt au delà de la

(1) Le personnel russe des deux subdivisions les plus proches de l'Oussouri put même rester sur place et continuer les travaux; les ouvriers chinois quittèrent leur service et se retirèrent vers Ningoute.

frontière. Le chef de la 2e subdivision, après en avoir référé à l'ingénieur en chef, prit avec lui la caisse et les documents de la subdivision, puis sortit de Haïlar avec tout son personnel sans avoir à subir aucune attaque de la part des Chinois. Au bout de 48 heures, il arrivait heureusement à Staro-Tsouroukhaïtouï, en Transbaïkalie.

L'ingénieur de la 4e subdivision rejoignait également ce point, le 18 juillet ; son convoi, qui comprenait 800 voitures, avait été pillé et 11 conducteurs tués, bien que, par mesure de précaution, il eût contourné la ville de Haïlar, en construisant un pont sur la rivière du même nom.

Le personnel de la 5e subdivision, avec 220 voitures, arriva à la frontière, le 23 juillet, après avoir été exposé à de sérieux dangers et avoir perdu 4 hommes tués. Son chef avait reçu, du général Pao, un passeport qui lui permit de franchir, sans être inquiété, les passes du Grand-Khingan, occupées par les troupes chinoises.

Avec l'arrivée de cette dernière colonne, la concentration des agents et des troupes des cinq subdivisions de l'Ouest en territoire russe se trouvait terminée.

Retraite du détachement de Liao-Yane. — D'après les ordres donnés par l'ingénieur en chef, le 10 juillet, le personnel et les troupes des subdivisions au Sud de Téline devaient se replier sur le Kvantoun. Sous la pression des forces chinoises, le mouvement commença avant cette date. A Liao-Yane, qui se trouve à 60 kilomètres au Sud de Moukden, les premières attaques contre la ligne eurent lieu vers le 27 juin. Les Russes ayant pu disperser les rebelles à coups de fusil, les autorités de Moukden s'empressèrent d'exprimer leurs regrets à propos de cette affaire et la tranquillité fut momentanément rétablie.

Le 3 juillet, on apprend le massacre des chrétiens à Moukden, et, le 4, l'incendie des mines d'Yan-taï. Le 5, le pont de Tsou-Kan-toun est livré aux flammes ; un petit

détachement russe de 125 hommes, envoyé sur ce point, parvient, après un vif combat, à mettre en fuite une troupe de 500 Chinois avec 2 canons, qui perd environ 200 hommes tués ou blessés.

Le 6 juillet, le colonel Michtchenko, commandant des troupes de garde de Liao-Yane, concentre son détachement dans un baraquement qu'il fait mettre en état de défense. Il a été rejoint par deux postes voisins, qui se sont repliés devant les Chinois, et a avec lui : 4 officiers subalternes, 204 hommes de troupe, 104 employés avec leurs femmes et leurs enfants.

Le 7 juillet, à 9 heures du matin, les Chinois ouvrent sur les Russes un feu d'artillerie et d'infanterie, qui dure jusqu'à 8 heures du soir ; toutefois, devant le feu précis des défenseurs, ils n'osent pas tenter un assaut. Mais l'insuffisance des munitions et la fatigue des hommes rendant une plus longue résistance très difficile, le colonel Michtchenko décide de se retirer la nuit dans la direction du Sud. Le détachement sort par une brèche et se met en marche à travers champs. Le 8 juillet au matin, il arrive à la station de Aï-San-Tsiau, exténué de fatigue par une étape de 32 kilomètres dans les terres cultivées. Ce jour-là, il est rejoint par un renfort de 110 cavaliers, envoyé d'Inkow ; il reste trois jours sur place sans être attaqué et est encore rallié par 100 hommes des troupes de garde.

Le 12 juillet, la petite colonne voit apparaître des patrouilles ennemies et apprend que 2,000 Chinois sont en marche sur Haïtchen, pour détruire le chemin de fer et brûler la gare. Elle se porte alors sur cette station, où elle arrive le 13 au matin, après avoir échangé quelques coups de feu avec l'ennemi. Là, elle rallie le personnel du chemin de fer et une compagnie de chasseurs de la Sibérie orientale, envoyée en renfort. Bientôt, elle aperçoit sur une crête, au Sud, des troupes chinoises qui cherchent à couper ses communications avec le détache-

aussitôt à
..fuit, laissant

ville de Hai-
ils se retirent
...es du Kwan-
... ils avaient
... 22 blessés.

Ce détache-
...aps de l'en-
...ficultés encore

...ants, les hosti-
...rmants, que ne
...s autorités chi-
les travailleurs
...est pillée à 15 ki-
les casernes et des
...avriers se mettent
i, les communica-
...nt coupées, et un
...es. Le lieutenant
...ent, veut aller
mais il se heurte
...se et doit revenir
...ne attaque, il se
... chemin de fer.
...mblais en terre.
... au nombre d'en-
...vrent le feu sur le

... pour les événements

petit groupe russe. Celui-ci est rejoint, dans la journée, par 12 hommes d'un poste voisin, que poursuivent 300 Chinois avec deux canons. Les attaques de l'ennemi sont repoussées, mais Valevski, se rendant compte de l'impossibilité de résister longtemps à l'artillerie chinoise, se décide à battre en retraite pendant la nuit ; il se dirige, en contournant la station et les villages chinois, vers le chemin de fer, qu'il rejoint à 8 kilomètres au sud de la ville. La ligne était complètement détruite, les ponts brûlés, les traverses et les rails enlevés. En route, la colonne se heurte à un parti de pillards et de réguliers qu'elle met en fuite par une salve ; elle atteint enfin le pont sur le Houn-hé, où elle recueille le personnel sain et sauf : dix-huit soldats et un employé. Près de la station suivante, elle trouve le chemin barré par une nombreuse troupe et doit se frayer un passage à la baïonnette ; elle peut alors continuer sa marche et rencontre, en arrivant à la gare, deux cadavres russes horriblement mutilés, la tête et les mains coupées, la poitrine ouverte.

Valevski, pour éviter de nouveaux combats, se décide à marcher toute la nuit du 7 au 8 juillet. Le matin, avant d'atteindre la station d'Yan-taï, il est obligé de faire un détour pour ne pas se heurter à de nombreux Chinois, occupés à détruire la ligne. Comme ses hommes n'ont emporté de biscuit que pour trois repas, ils commencent à ressentir la faim ; ils n'osent boire aux puits, sans doute empoisonnés. Valevski soutient les courages chancelants, par l'espoir de trouver des Russes à Liao-Yane. Mais, en approchant de la rivière de Taï-tsy, la colonne aperçoit le pont en flammes. Elle se dissimule alors dans une île ; une reconnaissance rend compte que la gare est en feu et abandonnée par les Russes.

Le 9 juillet, la petite troupe reste cachée toute la journée, entendant le canon et la fusillade dans la

direction de Liao-Yane. Vers 5 heures du soir, sa présence est découverte, et les Chinois tentent contre elle plusieurs attaques qui sont repoussées. Valevski, voyant sa retraite coupée vers le Sud, se décide alors à marcher vers l'Est, en remontant la rivière, pour passer ensuite dans le bassin du Yalu et atteindre la Corée.

Le 11 juillet, la colonne est attirée par un Chinois, qui s'est offert comme guide, dans une embuscade où elle perd son chef, le lieutenant Valevski, blessé mortellement. L'effet de sa mort est terrifiant pour ses hommes, parmi lesquels éclatent aussitôt des dissensions.

L'ingénieur Verkhovski, auquel ils avaient offert le commandement de la colonne, le refuse et part subrepticement avec 10 d'entre eux pour reprendre la route du Sud. Les autres, au nombre de 58, continuent, sous les ordres du sous-officier Filipenko, l'itinéraire tracé par Valevski.

Le mouvement de cette poignée d'hommes ne fut qu'une suite d'épreuves et de privations : sans cartouches et constamment harcelée par l'ennemi, elle marchait droit sur lui, la baïonnette au canon, et les Chinois s'enfuyaient, jetant parfois leurs fusils. Elle put enfin se procurer un guide coréen qui, malgré les coups de feu essuyés journellement, la conduisit jusqu'au fleuve Yalu. Le 21 juillet, elle atteignit la ville d'Andoun-Sian, où elle fut très bien accueillie par les Coréens. Elle comptait alors 56 hommes dont 4 blessés; elle avait parcouru environ 340 kilomètres depuis Moukden, et perdu, outre le lieutenant Valevski, 10 soldats et 4 employés (1).

L'ingénieur Verkhovski, après avoir quitté Filipenko, divisa encore ses hommes en deux groupes. Il se dirigea

(1) Le vice-amiral Alexéiev a été chargé de distribuer 16 croix de Saint-Georges à cette vaillante petite colonne.

lui-même avec trois hommes vers Port-Arthur, mais ses traces ont été perdues (1). Les sept autres, dont un télégraphiste avec sa femme, reprirent le chemin de la Corée en ne marchant que la nuit. En route, ils rencontrèrent cinq soldats qui s'étaient séparés de Filipenko et continuèrent ainsi pendant une dizaine de jours. Mais, s'étant fiés à un Chinois, ils tombèrent dans une embuscade, où ils perdirent la télégraphiste et eurent cinq blessés. Les rencontres se succédèrent alors journellement ; ils durent porter sur leurs épaules les hommes grièvement atteints. Le 1er août, à 20 kilomètres environ de la frontière coréenne, ils eurent à subir un dernier assaut des Boxers ; ils se défendirent désespérément et perdirent un des leurs, déjà blessé. Enfin, ils purent entrer en Corée, où ils trouvèrent un bon accueil et toutes sortes de secours.

Retraite du détachement de Téline. — Du 3 au 6 juillet, la section de ligne comprise entre Téline et Moukden est constamment assaillie par les Chinois, et le personnel, avec les troupes de garde, sous les ordres du capitaine en second Rjévouski, doit se replier successivement sur Téline.

Le 6 juillet, les Russes sont attaqués dans cette ville par des réguliers et des Boxers qu'ils repoussent en leur infligeant une perte d'environ 80 hommes. Le 7 juillet, la correspondance saisie à la poste chinoise apprend à Rjévouski que, sur les ordres du gouverneur de Moukden, trois troupes, dont deux de 500 hommes et une de 700, sont en marche sur Téline. Comme son détachement ne comprend que 214 hommes, déjà fatigués par de nombreuses alertes et par un service de reconnaissance très pénible, il se décide à la retraite sur Kharbine et se

---

(1) Une mission a été chargée récemment de rechercher les traces de M. Verkhovski.

met en route, à deux heures, dans la nuit du 7
emmenant un énorme convoi, formé en gra
de Chinois chrétiens avec leur famille. Le
contre un renfort de 47 Cosaques et, après un
35 kilomètres, campe à 5 kilomètres de
occupé par les Chinois. Le 9, la colonne lève
à quatre heures du matin et passe à 2 kil
la ville; mais comme elle est alourdie par s
elle est bientôt rejointe par l'ennemi, qui che
à lui couper la retraite. Elle le repousse, en lu
une perte d'environ 200 hommes, et arrive
après une marche de 37 kilomètres; elle y
poste de 34 hommes.

Le lendemain, alors qu'elle s'était arrêtée
station pour y passer la nuit, elle est assailli
nouvelle troupe chinoise, dont, faute de carto
repousse les attaques à la baïonnette. Elle es
sement rejointe, au milieu du combat, par
taine de Cosaques, qui lui apportent des muni

Le 11 juillet, elle se heurte encore à u
occupé par un millier d'hommes, sous les
colonel Tchen : celui-ci est tué et, avec lui, 40
soldats. La colonne, en raison de la fatigue, s'
bivouac après une étape de 30 kilomètres. Da
du 11 au 12, elle évite, par un détour, un villa
par les Chinois et s'arrête dans la journée à Ts
à 87 kilomètres au Sud de la ville de Kwan-
Elle s'y repose également la journée du lende
le 14, fait une étape de 47 kilomètres. Elle est
ce jour-là, par 50 Cosaques envoyés de Kharb
des munitions.

Le 15 juillet, elle rencontre une troupe
installée dans des fermes isolées, avec des ch
tirailleurs dissimulées dans les moissons. El
charger trois fois à la baïonnette pour rejeter
leurs sur leurs réserves et pourchasse ensuite



Le 17, il rejoint la voie
12 kilomètres. Le 18, à
l-man-hé, il doit encore
upe un village sur la
es franchir la rivière sans
la station de Soungari II.
it à Kharbine, ramenant
hommes tués ou morts de
e avait eu à lutter contre
ommes.
bine, comme nous l'avons
n des travaux du chemin
ouve à l'intersection de la
nchement du Sud et à
par cette rivière que se
arbine avec le territoire
de ce point au bourg de
uent du Soungari avec
une importance essen-
chemin de fer; c'est là
14 juillet, le personnel
néral major Guerngross,
pes de garde, s'y trou-
des mesures pour faire



nois de ferme en ferme; ceux-ci se réfugient alors sur une hauteur, où les Russes leur donnent l'assaut et les mettent en fuite. L'effectif des Chinois dépassait 700 hommes; ils en perdent environ 350, parmi lesquels le colonel Yane, commandant de la ville de Kwan-tchen-tsy, qui était à leur tête.

Rjevouski se met en marche pendant la nuit et, après avoir contourné cette dernière ville, ne s'arrête qu'après une étape de 48 kilomètres. Le 17, il rejoint la voie ferrée et fait une marche de 42 kilomètres. Le 18, à 4 kilomètres avant la rivière I-man-hé, il doit encore repousser l'ennemi, qui occupe un village sur la gauche de la route. Il peut alors franchir la rivière sans encombre et arrive le soir à la station de Soungari II. Le 20 juillet, la colonne entrait à Kharbine, ramenant 30 blessés et ayant perdu 10 hommes tués ou morts de leurs blessures, 3 disparus. Elle avait eu à lutter contre des forces évaluées à 15,000 hommes.

Siège de Kharbine. — Kharbine, comme nous l'avons dit, est le centre de la direction des travaux du chemin de fer de l'Est-Chinois; il se trouve à l'intersection de la ligne principale avec l'embranchement du Sud et à proximité du Soungari. C'est par cette rivière que se font les communications de Kharbine avec le territoire russe et il y a 600 kilomètres de ce point au bourg de Mikhaïlo-Séménovski, au confluent du Soungari avec l'Amour. Kharbine présente donc une importance essentielle pour l'administration du chemin de fer; c'est là que vint se concentrer, vers le 14 juillet, le personnel des subdivisions voisines. Le général major Guerngross, commandant de toutes les troupes de garde, s'y trouvait au début des troubles et prit des mesures pour faire évacuer par le Soungari, d'abord les femmes et les enfants, puis le personnel, qui ne pouvait pas lui être utile pour la défense des grands approvisionnements réunis en ce point.

Le 22 juillet, il fut rejoint par le détachement qui occupait Kirine; malgré un passeport donné par le gouverneur de la province, ce détachement avait été attaqué traîtreusement par les Chinois et avait perdu 30 hommes, dont 20 tués.

Le 26 juillet, quand il eut à subir le premier assaut des forces chinoises, débouchant du Nord, de l'Ouest et de l'Est, le général Guerngross avait à sa disposition 8 compagnies et 10 sotnias, soit 2,300 baïonnettes et 1130 sabres, avec 3 canons en bronze, fabriqués à Kharbine. Sous la pression des masses ennemies, il commença à concentrer ses troupes aux environs du port de Soungari I et chargea le lieutenant-colonel Loghinov de tenir autant que possible, à Kharbine même, avec 4 sotnias. Vers 11 heures, les tirailleurs chinois occupaient la rive gauche du Soungari; les feux d'artillerie et d'infanterie battaient le port et le dépôt, où se trouvaient concentrés 28 locomotives et 700 wagons, et de fortes colonnes ennemies s'avançaient de trois côtés. Les Russes prirent alors l'offensive : ils attaquèrent les assaillants de front et de flanc et les rejetèrent bientôt dans une usine, qu'ils emportèrent d'assaut. Les Chinois s'enfuirent, laissant aux mains des Russes 2 canons, 5 drapeaux et un grand nombre de fusils et de cartouches; leurs pertes, dans l'usine seulement, furent de 170 tués. Les canons pris à l'ennemi furent immédiatement tournés contre la batterie chinoise de l'autre rive et l'obligèrent à reculer considérablement : les fusils et les munitions furent distribués aux employés du chemin de fer.

Le lendemain 27 juillet, un officier, envoyé en reconnaissance, ramena un canon qu'il avait trouvé embourbé. Les Chinois, établis sur la rive gauche, continuèrent ce jour-là un feu violent sur le port; mais, dans la nuit, ils se retirèrent sur Hou-lan-tchen, après avoir allumé quelques incendies.

Le général Guerngross traversa la rivière, le 28, et se

mit à leur poursuite, brûlant tous les villages qu'il rencontrait et allant presque sous les murs de la ville. Des 6,000 hommes qui avaient pris part à l'attaque de Kharbine, il n'en resta qu'un millier sous les drapeaux : les autres avaient été tués ou dispersés.

Le 30 juillet, les Chinois venant d'Ajé-hé occupèrent une usine à 9 kilomètres de Kharbine. Le lieutenant-colonel Loghinov fut chargé de les reconnaître avec 6 sotnias, 1 compagnie et 1 canon. Les Russes furent accueillis par un feu très vif, qui leur tua 13 hommes et en blessa 43 ; ils se replièrent sans donner l'assaut. Le général Guerngross voulut réparer cet échec le lendemain, en attaquant l'usine avec des forces plus considérables, mais l'ennemi s'était déjà retiré sur Ajé-hé.

Ainsi, à la fin de juillet, les Russes avaient dû évacuer toute la ligne en construction; les travaux étaient détruits. L'administration chinoise, obéissant aux ordres de Pékin, avait déclaré une guerre ouverte, et le gouverneur de Tsitsikar avait télégraphié à l'ingénieur en chef qu'il ferait raser le port et la ville de Kharbine, anéantirait tous les Russes et entrerait en maître à Khabarovsk. En outre, les Chinois procédaient déjà au bombardement de Blagoviéchtchensk et à l'interruption des communications sur l'Amour.

Bombardement de Blagoviéchtchensk. — Le 14 juillet, le vapeur *Michel*, qui se rendait de Khabarovsk à Blagoviéchtchensk, avec cinq grandes barques chargées de matériel d'artillerie, fut accueilli, à 10 heures du matin, par plusieurs coups de feu tirés de la ville d'Aïgoun, et invité par signaux à stopper. Trois officiers chinois vinrent alors à bord et déclarèrent que le commandant de la place avait reçu l'ordre de ne plus permettre la navigation sur l'Amour. Le capitaine russe, chargé de livrer les munitions à Blagoviéchtchensk, se rendit à Aïgoun avec un soldat pour avoir des explications.

Vers 1 heure, le *Michel* fut rejoint par le vapeur

Selenga, qui avait à bord un lieutenant-colonel, commissaire de frontière, avec un peloton de Cosaques de l'Amour. Le commissaire donna l'ordre aux vapeurs de continuer leur route; mais à peine avaient-ils commencé leur mouvement, que les Chinois ouvrirent sur eux une vive fusillade et leur tirèrent même quelques coups de canon. Ils arrivèrent néanmoins à Blagoviéchtchensk avec leurs parois et leurs cheminées criblées de balles; le lieutenant-colonel, 6 hommes et 1 cheval avaient été blessés.

Le capitaine, qui s'était rendu près du commandant d'Aïgoun, apprit de celui-ci qu'il avait des ordres supérieurs pour interdire la navigation sur le fleuve, et fut ramené sous escorte à Blagoviéchtchensk.

Le 15 juillet, le général lieutenant Gribski, gouverneur militaire de l'Amour, se dirigea de cette ville vers Aïgoun, par la rive gauche, avec un petit détachement comprenant deux compagnies, trois sections d'artillerie et une sotnia cosaque. Le vapeur *Selenga*, armé de deux canons, s'avançait parallèlement à la colonne et était suivi par le *Michel*. Le but du général Gribski était de dégager les abords de l'Amour pour assurer la liberté de la navigation. Aïgoun est à 37 kilomètres environ de Blagoviéchtchensk; avant d'y arriver, la petite expédition fut accueillie de la rive chinoise par un feu violent d'infanterie et d'artillerie et découvrit la présence d'une quantité considérable de troupes avec environ 40 canons. L'ennemi avait contruit une série de retranchements et de batteries qui s'étendaient sur toute la rive droite de l'Amour jusqu'à 12 kilomètres d'Aïgoun. L'artillerie russe répondit au feu des canons chinois et en réduisit plusieurs au silence. Vers 7 heures du soir, on entendit du côté de Blagoviéchtchensk une canonnade qui annonçait une attaque, et la colonne russe fit demi-tour pour y revenir.

A 6 h. 1/2 du soir, les Chinois avaient, en effet, ouvert

le feu à l'improviste sur cette ville, du village de Sakhaline, qui est situé sur la rive opposée, et où ils avaient établi une batterie de 8 pièces. Ils avaient concentré là environ 8,000 hommes, envoyés de Tsitsikar et d'autres points de la Mandchourie. Il n'y avait d'abord pour leur répondre que deux canons, une compagnie et une demi-sotnia. La fusillade et la canonnade durèrent jusqu'à 9 heures du soir ; les Russes perdirent 3 tués et 6 blessés. Les projectiles russes incendièrent à Sakhaline deux casernes et le bureau télégraphique.

Le lendemain, le bombardement recommença ; il continua les jours suivants avec quelques interruptions seulement. Le 17 juillet, les Chinois tentèrent de pénétrer dans la région à l'Est de la Zeïa, peuplée en grande partie par des Mandchous, mais ils furent repoussés par les Cosaques. Le général Gribski fit d'ailleurs évacuer la population mandchoue sur l'autre rive de l'Amour et le territoire de la Transzeïa fut définitivement délivré, le 19 juillet, des bandes rebelles.

A cette époque il n'y avait, au total, comme troupes actives à Blagoviéchtchensk et dans la Transzeïa, que 2 bataillons 1/4, 14 canons, 5 sotnias et 1 détachement local. En outre, on put disposer d'un bataillon de dépôt, dont une seule compagnie était armée, de 480 miliciens pourvus d'anciens fusils Krinka et de 670 enrôlés volontaires, pris dans la population.

Ces troupes étaient évidemment insuffisantes en face des rassemblements chinois, évalués à 18,000 hommes, avec 45 canons et qui attendaient, disait-on, un renfort important venant avec 10 canons de Tsitsikar. Il fallait, par suite, les renforcer au plus tôt.

En même temps, le gouvernement russe était informé que des troubles avaient commencé en Mongolie et que des désordres se préparaient à Kouldja. Vers le milieu de juin, la ligne télégraphique de Mongolie était coupée, la ville de Kalgan pillée ; la situation devenait mena-

çante à Ourga. Il devenait par suite nécessaire de rappeler les consuls russes d'Ourga et de Kouldja, ou de leur fournir une escorte suffisante.

En Mandchourie, les renseignements reçus permettaient d'évaluer à plus de 100,000 hommes, avec une nombreuse artillerie, les forces actives et de milice que les Chinois pouvaient mettre sur pied.

Dans ces conditions, les ressources militaires de la circonscription de l'Amour étaient évidemment insuffisantes ; les Russes devaient prendre des mesures énergiques pour se renforcer sur la frontière russo-chinoise, qui a une étendue d'environ 9,700 kilomètres. Ils avaient, en outre, à reconquérir leur prestige sur les Chinois, de manière à ne pas perdre les fruits d'une politique patiente autant qu'habile. Nous verrons que le ministère de la guerre sut accomplir rapidement sa tâche et mobiliser contre la Chine une masse d'environ 200,000 hommes bien armée et bien approvisionnée.

(*A suivre.*) (111)

LES

MANŒUVRES AUSTRO-HONGROISES

EN 1900.

L'état-major général austro-hongrois est entré, en 1900 dans la voie des manœuvres d'armées auxquelles il semblait avoir renoncé depuis celles de Güns en 1893. Il l'a fait avec sa décision habituelle et a mis en présence, en Galicie, 12 divisions d'infanterie et 2 1/2 divisions de cavalerie, soit près de 150,000 hommes. On peut donc affirmer que ces manœuvres sont les plus considérables qui aient eu lieu, non seulement en Autriche, mais en Europe. Elles méritent, à ce titre, d'être l'objet d'une étude un peu détaillée.

L'organisation des manœuvres et leur direction générale ont été confiées au chef d'état-major général le feldzeugmeister baron von Beck, sous la haute autorité de l'Empereur lui-même. Les deux armées en présence étaient fortes chacune de six divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Les premières avaient été, dans l'une des armées, groupées par trois en deux corps d'armée, ce qui semble être la composition normale en Autriche. Dans l'autre armée, on les avait groupées en trois corps à deux divisions. D'après les indications fournies par l'état-major général à la presse, cette répartition avait pour objet de se rendre compte des avantages et des inconvénients respectifs des deux systèmes.

Les deux tableaux ci-après font connaître l'ordre de bataille des deux armées en présence :

ORDRE DE BATAILLE DE LA 1re ARMÉE (DE L'OUEST).

1re ARMÉE (DE L'OUEST)

Commandant : Feldzeugmeister GALGOTZY, commandant du Xe corps d'armée.

Chef d'état-major général : général-major FRANK.

Ier CORPS D'ARMÉE. Commandant : Feldzeugmeister VON ALBORI.	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	PIÈCES.
Chef d'état-major : colonel FAIL GRIESSLER.				
5e *division d'infanterie :* général-major PIERER.				
9e brigade d'infanterie : général-major SCHÖDLER	8	»	»	»
10e brigade d'infanterie : colonel LETH VON LETHENAU	5	»	»	»
Artillerie et cavalerie divisionnaires	»	2	4	32
TOTAL de la 5e division	13	2	4	32
12e *division d'infanterie :* Feld-maréchal-lieutenant VON HORSETZKY.				
23e brigade d'infanterie : général-major STEINSBERG	8	»	»	»
24e brigade d'infanterie : général-major VON PFIFFER	8	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	2	4	32
TOTAL de la 12e division	16	2	4	32
46e *division de landwehr :* général-major VON CHIZZOLA.				
91e brigade de landwehr : colonel VON SALIS SAMADEN	6	»	»	»
92e brigade de landwehr : général-major DRAGOLLOVICS VON DRACHENBURG	7		»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	2	4	32
TOTAL de la 46e division	13	2	4	32
Artillerie de corps	»	»	4	32
2 compagnies du 9e bataillon de pionniers	»	»	»	»
Equipage de ponts léger	»	»	»	»
Section téléphonique	»	»	»	»
TOTAL du Ier corps d'armée	42	6	16	128

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	PIÈCES.
VI° CORPS D'ARMÉE. Commandant : Feld-maréchal-lieutenant EDLER VON POKORNY.				
Chef d'état-major : colonel VON ZIEGLER.				
15° *division d'infanterie* : Feld-maréchal-lieutenant VON BITTNER.				
29° brigade d'infanterie : général-major KONJA.	6	»	»	»
30° brigade d'infanterie : général-major KUMMER	8	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	3	4	16
TOTAL de la 15° division	14	3	4	16
27° *division d'infanterie* : Feld-maréchal-lieutenant VON ENGLISCH-POPPARICH.				
53° brigade d'infanterie : général-major RADANOVICH	6	»	»	»
54° brigade d'infanterie : général-major TRNKA VON DORDWEHR	7	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	2	4	16
TOTAL de la 27° division	13	2	4	16
39° *division de honved* : Feld-maréchal-lieutenant DE CLAIR.				
77° brigade d'infanterie : général-major SURANYI DE NAGYSURANY	7	»	»	»
78° brigade d'infanterie : colonel VUKOVIC	6	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	3	4	16
TOTAL de la 39° division	13	3	4	16
Artillerie de corps	»	»	4	16
2 compagnies du 16° bataillon de pionniers	»	»	»	»
Demi-équipage de ponts léger	»	»	»	»
6° section téléphonique	»	»	»	»
TOTAL du VI° corps d'armée	40	8	16	64
7° DIVISION DE CAVALERIE. Commandant : général-major chevalier VON BRUDERMANN.				
11° brigade de cavalerie : général-major LONGARD VON LONGGARDE	»	12	»	»
20° brigade de cavalerie : colonel DE BALTHAZAR	»	12	»	»
Artillerie à cheval	»	»	2	12
TOTAL de la 7° division de cavalerie	»	24	2	12
1 section aérostatique	»	»	»	»

TOTAL de la 1re armée : 82 bataillons, 38 escadrons, 34 batteries (204 pièces), 4 compagnies de pionniers.

ORDRE DE BATAILLE DE LA 2e ARMÉE (DE L'EST).

2e ARMÉE (DE L'EST)

Commandant : Feldzeugmeister baron VON WALDSTATTEN, inspecteur général des troupes.

Chef d'état-major général : général-major POTIOREK.

X° CORPS D'ARMÉE.	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	PIÈCES.
Commandant : Feld-maréchal-lieutenant baron VON MERTENS.				
Chef d'état-major : colonel LJUBICIC.				
24e *division d'infanterie :* feld-maréchal-lieutenant VON MOLNAR.				
47e brigade d'infanterie : général-major VEIGL VON LÖWENWARTH.	7	»	»	»
48e brigade d'infanterie : général-major BILLEK-AUGUST VON AHNENFELL.	7	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires.	»	3	5	32
TOTAL de la 24e division.	14	3	4	32
43e *division de landwehr :* Feld-maréchal-lieutenant VON HEIMROTH.				
85e brigade de landwehr : colonel WEYHER VON WEIHERFELL.	9	»	»	»
86e brigade de cavalerie : général-major VON REHBERGER.	7	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires.	»	3	4	32
TOTAL de la 43e division.	16	3	4	32
Artillerie de corps.	»	»	4	32
2 compagnies du 10e bataillon de pionniers.	»	»	»	»
10e équipage de ponts léger.	»	»	»	»
10e section téléphonique.	»	»	»	»
TOTAL du X° corps d'armée.	30	6	12	96

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	PIÈCES.
CORPS D'ARMÉE COMBINÉ.				
Commandant : Feld-maréchal-lieutenant von HORSETZKY.				
Chef d'état-major : colonel SCHIRMBECK.				
2ᵉ *division d'infanterie :* Feld-maréchal-lieutenant von MANOJLOVIC.				
3ᵉ brigade d'infanterie : général-major MÖRK von MÖRKENSTEIN	8	»	»	»
4ᵉ brigade d'infanterie : général-major von STREICHER	8	»	»	»
Artillerie et cavalerie divisionnaires	»	3	4	32
TOTAL de la 2ᵉ division	16	3	4	32
45ᵉ *division de landwehr :* général-major MAKOWICZKA.				
89ᵉ brigade de landwehr : colonel VERSBACH von HADAMAR	6	»	»	»
90ᵉ brigade de landwehr : général-major SCHADEK von SCHADECKFELS	6	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	3	4	32
TOTAL de la 45ᵉ division	12	3	4	32
2 compagnies du 10ᵉ bataillon de pionniers	»	»	»	»
37ᵉ équipage normal de ponts	»	»	»	»
4ᵉ section téléphonique	»	»	»	»
TOTAL du corps combiné	28	6	8	64
XIᵉ CORPS D'ARMÉE.				
Commandant : Feld-maréchal-lieutenant FIEDLER.				
Chef d'état-major : colonel baron von PFLANZER.				
11ᵉ *division d'infanterie :* général-major von KOLLER.				
21ᵉ brigade d'infanterie : général-major von LANG	8	»	»	»
22ᵉ brigade d'infanterie : général-major von CZECH	7	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires	»	3	4	32
TOTAL de la 11ᵉ division	15	3	4	32
A reporter	15	3	4	32

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	PIÈCES.
Report.....	15	3	4	32
30e *division d'infanterie* : général-major von Matt.				
59e brigade d'infanterie : colonel Faccioli-Grimani................................	5	»	»	»
60e brigade d'infanterie : colonel Veinrichter von Treuenbrunn..............................	8	»	»	»
Cavalerie et artillerie divisionnaires........	»	3	4	32
Total de la 30e division...........	13	3	4	32
18e *brigade de cavalerie* : général-major von Hagen.	»	12	»	»
Artillerie de corps..........................	»	»	4	32
2 compagnies du 11e bataillon de pionniers...	»	»	»	»
44e équipage de ponts léger................	»	»	»	»
11e section téléphonique..................	»	»	»	»
Total du XIe corps d'armée.......	28	18	12	96
6e DIVISION DE CAVALERIE. Commandant : Feld-maréchal-lieutenant comte Auersperg.				
5e brigade de cavalerie : général-major Baumgartner von Baumgarten..............	»	12	»	»
14e brigade de cavalerie : général-major Ströhr.	»	12	»	»
Artillerie divisionnaire....................	»	»	2	12
Total de la 6e division de cavalerie.	»	24	2	12
1 section aérostatique.....................	»	»	»	»

Total de la 2e armée : 86 bataillons, 54 escadrons, 34 batteries (268 pièces), 6 compagnies de pionniers.

Les effectifs des troupes étaient d'environ 130 hommes par compagnie, 120 cavaliers par escadron, soit un total d'environ 150,000 hommes, dont 128,000 combattants.

Les manœuvres se sont déroulées sur le versant nord des Carpathes, entre la Biala et le San. C'est un terrain accidenté, très coupé, offrant des hauteurs de 150 à

200 mètres d'élévation, assez boisé, mais, en général, sur les sommets seulement. Il est coupé par les vallées de la Wisloka, avec ses affluents la Ropa et la Jasiolka, et du Wislok. Ces diverses rivières ouvrent des communications entre la Galicie et la Hongrie, où elles débouchent dans le bassin du Poprad et convergent vers Éperies. La principale route est celle qui franchit le col de Dukla, point le moins élevé de la chaîne des Carpathes. Cette dépression est une voie d'invasion historique, qui fut utilisée pour la dernière fois en 1848 par les troupes russes lorsqu'elles vinrent aider à la répression de la révolution hongroise. La viabilité de la contrée est assez bonne; néanmoins, il faut observer que tous les ponts sont en bois et d'une solidité médiocre.

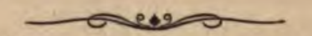
La population est assez dense, mais extrêmement pauvre. Les villages n'offrent, dès lors, pour le cantonnement, que des ressources très médiocres. Les troupes ont dû faire largement usage de la tente-abri; les cantonnements ont néanmoins toujours été répartis de manière que chaque élément disposât d'une portion de localité. Cette façon de procéder est constante dans l'armée austro-hongroise; elle a pour objet d'assurer aux chevaux des écuries ou des abris, ce à quoi l'on tient essentiellement.

(*A suivre.*) (139)

LA

JOURNEE DU 14 AOUT 1870

d'après CARDINAL von WIDDERN (1)



L'intervention du général en chef.

Dans la première partie de cette étude, nous avons appris à connaître le tempérament de Steinmetz. Nous savons que, cédant à son caractère trop entier, il ne jugea pas à propos d'orienter ses subordonnés sur la situation d'ensemble, qu'il ordonna seulement de conserver, le 14, les emplacements du 13. Bien que la directive du grand quartier général eût prescrit d'observer avec soin les mouvements de l'ennemi, Steinmetz resta à Varize, très loin des corps de première ligne, jusque vers 7 heures du soir.

Le compte rendu du Ier corps, daté de Coincy, 4 h. 45, lui parvint dans cette localité, probablement à 5 h. 30; il se terminait ainsi : « . . . des fractions du VIIe corps « sont déjà engagées. Je fais avancer tout le Ier corps ».

Aussitôt, Steinmetz détacha deux officiers de son état-major, avec mission de recueillir les renseignements les plus précis. Déjà ces officiers étaient en route, lorsque la nouvelle suivante fut apportée au quartier général de l'armée :

---

(1) Voir la *Revue des armées étrangères*, n° de février 1901, p. 150.

« *Du commandant du VIIe corps.—Région de Colombey.*

5 h. 30.

« L'ennemi a attaqué les avant-postes du Ier corps « avec une grande supériorité numérique. La 13e division marche contre le flanc droit de l'ennemi ; la 14e « suit en échelon, derrière l'aile gauche de la 13e, pour « la couvrir contre une attaque venant de Metz.

« L'ennemi bat en retraite vers Metz. »

Widdern, généralement si impartial, n'a pas fait ressortir les inexactitudes de ce compte rendu. Convient-il de les attribuer à une grossière erreur de l'expéditeur ? ou bien Zastrow a-t-il voulu rejeter sur son camarade du Ier corps la responsabilité de l'attaque ? Toutes les suppositions sont permises, et toutes viennent atténuer singulièrement le reproche de méfiance adressé à Steinmetz.

Quoi qu'il en soit, le général en chef montait aussitôt à cheval pour se rendre sur le champ de bataille et expédiait en même temps l'ordre de rompre le combat. Il cédait à un mouvement d'humeur bien mesquin, en apprenant l'acte d'initiative de ses subordonnés, et ne cherchait même pas à juger si les circonstances matérielles et morales permettaient l'exécution d'un mouvement de retraite.

Son mécontentement allait d'ailleurs croissant, lorsqu'un des officiers d'état-major envoyés aux nouvelles l'aborda vers 8 heures sur la route de Metz aux Étangs, à l'ouest de Petit-Marais. Cet officier, le capitaine von Baumann, s'était d'abord rendu à Coincy, auprès du commandant du VIIe corps, puis, au retour, s'était rencontré avec le général von Manteuffel qui l'avait mis au courant des dispositions du Ier corps.

Il apportait donc des nouvelles fraîches et intéressantes ; mais Steinmetz, surexcité, ne voulut rien entendre. Il prescrivit au capitaine von Baumann de

retourner au galop auprès du général von Zastrow et de lui transmettre l'ordre d'abandonner le plateau dans la soirée et de se replier derrière la Nied.

Le général en chef se réservait le soin de donner verbalement la même prescription au commandant du Ier corps. L'entrevue des deux généraux eut lieu à 8 h. 3/4, près de la brasserie de Noisseville (*l'Amitié*, sur la carte au 80,000e). Elle fut d'une violence extrême.

Steinmetz reprocha à son subordonné de s'être laissé battre et d'avoir engagé une action au mépris des ordres formels. Il fit retomber sur lui toute la responsabilité des conséquences de la bataille, des pertes subies, et lui intima l'ordre de ramener, sans plus tarder, son corps d'armée derrière la Nied.

Au même moment, le régiment des grenadiers du Kronprinz commença à défiler dans le voisinage et, aux éclats de voix du général en chef hors de lui, répondirent, comme un défi, les notes entraînantes du chant de guerre si connu : « Salut à toi, couronné par la Vic- « toire ! »

La scène présentait une certaine grandeur. Les deux généraux étaient debout, face à face, à l'entrée du hameau en flammes, l'un violent, emporté, oublieux des devoirs du chef, l'autre dans une attitude calme et respectueuse.

Avec des caractères comme celui de Steinmetz, les hommes faibles perdent toute confiance en eux-mêmes et n'agissent plus, les forts se révoltent et entrent en lutte. Manteuffel présenta ses observations sur le ton qui convenait ; il fit remarquer qu'il est des circonstances où un général doit agir sous sa propre responsabilité, même à l'encontre d'un ordre reçu, et ajouta que le cas s'était présenté le jour même. Il demanda que les bivouacs fussent établis sur les emplacements occupés après la bataille, montrant les avantages qui en résulteraient au point de vue moral et matériel.

Steinmetz n'en persista pas moins dans sa résolution primitive, reprochant à Manteuffel sa désobéissance et lui accordant une heure seulement pour remettre de l'ordre parmi ses troupes et relever les blessés.

En conséquence, vers 11 heures du soir, les différentes fractions du Ier corps commencèrent leur mouvement rétrograde, pour reprendre les emplacements de la veille. La marche fut pénible; les derniers éléments ne s'installèrent au bivouac qu'à 2 heures du matin. Cependant, Steinmetz quittait le champ de bataille à 10 h. 1/2, pour rentrer à Varize, où il arriva à minuit.

Widdern a recherché les motifs qui ont pu décider le général à maintenir jusqu'au bout sa décision primitive. Il en trouve deux : l'un d'ordre tactique, l'autre d'ordre intime. D'abord, les Français pouvaient se reformer pendant la nuit, puis se jeter, à la pointe du jour, sur les fractions avancées des Ier et VIIe corps. On s'explique bien ainsi la nécessité du mouvement de recul, mais non l'utilité de le prolonger jusqu'à la rive droite de la Nied.

En second lieu, Steinmetz était mécontent de « l'émancipation » de ses subordonnés. Il entendait sans doute les châtier de leur désobéissance et leur imposer sa volonté.

Nous avons quitté le capitaine von Baumann au moment où il recevait la mission de retourner au galop auprès du commandant du VIIe corps, pour lui transmettre l'ordre de replier ses troupes derrière la Nied.

Baumann trouva le général von Zastrow installé au château de Pange. Il était 10 h. 3/4; le général était dans la grande salle à manger, attablé avec son chef d'état-major, devant un énorme pot de lait caillé. Le lieutenant-colonel von Brandenstein, du grand quartier général, et nombre d'officiers étaient présents. Les uns écrivaient, les autres se restauraient « avec les ressources de la cuisine et de la cave ».

Baumann transmit l'ordre dont il était porteur, ordre

17

qui renouvelait des prescriptions déjà données. Zastrow, son chef d'état-major et le lieutenant-colonel von Brandenstein passèrent dans une chambre voisine pour délibérer. L'exécution du mouvement prescrit était évidemment très difficile. La retraite devait avoir pour résultat de relâcher les liens de la discipline et de diminuer la confiance des troupes envers leurs chefs. Des erreurs fatales pouvaient se produire et, enfin, les Français ne manqueraient pas de chanter victoire.

Pour toutes ces raisons, Zastrow, avec l'appui moral d'un agent du généralissime, se crut autorisé à commettre un acte très grave d'indiscipline.

Il répondit par écrit, au général en chef, que les ordres pour la nuit étaient déjà donnés, qu'on laissait les troupes sur le champ de bataille, pour affirmer la victoire et assurer le relèvement des blessés, qu'au surplus, le mouvement de retraite commencerait le lendemain à l'aube.

En cette circonstance, il agit de lui-même, mais la présence de Brandenstein facilita singulièrement sa détermination. Ce dernier, dit Widdern, s'engageait à rejoindre au plus vite le grand quartier général, pour rendre compte de l'incident. Baumann ne rentra à Varize qu'à 3 heures du matin. Depuis 6 h. 1/2 du soir, il avait parcouru 60 kilomètres environ.

Rôle joué par le lieutenant-colonel von Brandenstein (1). — Cet officier, chef de section au grand quartier général, avait été détaché par Moltke pour orienter les chefs d'unités sur la situation, étudier sur place les dispositions prises et rendre compte en temps utile.

Le 14, à 3 h. 1/2 du matin, Brandenstein, accompagné du capitaine Winterfeld, partit pour Pange et de

(1) Voir, au sujet de la personnalité de Brandenstein, *Im grossen Hauptquartier*, du général von Verdy du Vernois.

là se rendit à Ogy, pour suivre ensuite la ligne des avant-postes jusqu'à la route de Sarrebrück.

Les deux officiers constataient, à leur grand étonnement, qu'aucune reconnaissance n'était poussée en avant et que les troupes ne recevaient aucun ordre.

Ils se rendirent alors à Courcelles et furent mis au courant de la résolution prise par le commandant de l'armée.

Comme nous l'avons dit, le général von Manteuffel, malgré son vif désir d'offensive, ne croyait pas devoir contrevenir aux ordres de Steinmetz et refusait de faire progresser ses avant-gardes.

« Je me rendis alors à Varize, écrit le lieutenant-« colonel von Brandenstein, auprès du général von « Steinmetz, et lui annonçai que j'étais envoyé pour « faire connaître le plus tôt possible à S. M. le résultat « du mouvement en avant des avant-gardes.

« S. Exc. déclara que les avant-gardes ne devaient « pas être exposées à un combat sérieux, ni son armée « faire aucun mouvement ce jour-là et qu'il enverrait « seulement des patrouilles au delà des avant-postes.

« La conversation resta sans résultat. »

Brandenstein insista également pour que le VIIIe corps et le quartier général de l'armée fussent portés le 14 dans la région de Frécourt. Il n'obtint rien.

Dans cette partie de son ouvrage, Widdern engage une longue et spécieuse discussion sur l'expression « Vorgeschobene Avant-Garden », de la directive du grand état-major. Il va jusqu'à avancer que Moltke pouvait avoir l'intention de faire serrer toute la Ire armée sur ses avant-postes.

Il est certain que l'expression manque de précision, mais l'idée de Moltke était fort claire :

1° Il tenait à l'envoi de fortes reconnaissances, car il voulait être fixé sur les intentions de l'ennemi;

2° Il entendait que la Ire armée se tînt prête à agir

tout entière pour faciliter, dans la mesure du possible, la mission de la IIe armée.

Il est étrange qu'après son entrevue avec le représentant du général de Moltke, Steinmetz n'ait pas agi en conformité des vues du grand état-major.

Brandenstein adressa alors à son chef un rapport qu'il fit porter par un officier de cavalerie. Il indiquait, en manière de conclusion, son idée de suivre du Nord au Sud toute la ligne d'avant-postes et de rentrer ensuite à Nomény, emplacement désigné du grand quartier général.

Déjà il se rendait aux avant-postes du Ier corps, toujours accompagné de Winterfeld, lorsque la canonnade se fit entendre vers Coincy. Les deux officiers se portèrent vivement dans la direction du village et y rejoignirent Goltz, qui s'écria en les apercevant : « Je ne puis pourtant pas laisser l'ennemi se retirer « tranquillement ». — « Brandenstein, dit von der Goltz, m'aurait certainement averti si j'avais fait fausse route ou agi contrairement aux intentions de l'état-major ». Ainsi la présence de ce représentant du généralissime avait pour premier effet de donner au commandant de l'avant-garde du VIIe corps une certaine sécurité morale.

Mais Brandenstein et son compagnon ne restent pas inactifs. Ils courent jusqu'à Pange pour donner l'alarme à la 13e division, de là à Domangeville afin d'avertir le commandant de la 14e division, qui met aussitôt ses troupes en mouvement. Ils songent ensuite à réclamer la participation du Ier corps. Winterfeld, chargé de cette mission, a l'heureuse chance de rencontrer Manteuffel qui lui dit : « Vous le voyez, je suis déjà en action ».

Les deux officiers suivent ensuite le développement du combat, soit au VIIe, soit au Ier corps ; à la fin de la bataille, nous retrouvons encore Brandenstein au quartier général du VIIe corps, où il conseille à Zastrow

de ne point évacuer le champ de bataille, malgré l'ordre de Steinmetz. Ces messagers du grand état-major, véritables *missi dominici*, ne se contentent donc pas de compléter les instructions venues d'en haut, de développer les intentions du chef suprême, de bien faire ressortir le but à atteindre. Ils interviennent encore d'une façon active dans le combat, en appelant les unités au repos à secourir des fractions engagées. Partout ils sont reçus avec déférence, écoutés avec attention. Tout le monde sait qu'ils sont les confidents du chef, qu'ils connaissent ses pensées les plus intimes.

Pour eux, on oublie les règles de la hiérarchie ; des officiers sont mis à leur disposition pour porter leurs rapports. On les admet aux conseils les plus secrets. Sûr de leur appui, von der Goltz est rassuré sur les conséquences de son offensive ; Zastrow ne craint plus de risquer un conflit avec son général en chef. Ce dernier lui-même, s'il refuse de se conformer à leurs conseils, daigne au moins leur parler avec courtoisie.

Grâce à l'emploi continuel de ces messagers dévoués et intelligents, les idées du généralissime se propagent avec rapidité. Quelques commentaires verbaux suffisent à éclaircir les points obscurs des directives, à lever les doutes des timides, à calmer les emportements des téméraires. Dans les différents états-majors, les officiers sont en état de saisir vite et d'appliquer avec justesse les idées exprimées par les envoyés du commandant suprême, parce que tous parlent le même langage et professent la même doctrine.

C'est en grande partie à l'institution du grand état-major que les Allemands sont redevables de leurs immenses succès.

III. — APRÈS LA BATAILLE.

Conséquences de la bataille. — Conclusions.

Le 15, à 1 h. 1/2 du matin, Steinmetz expédiait l'ordre suivant : « ..... La 3e division de cavalerie occupera le « champ de bataille pour protéger les hôpitaux de cam- « pagne et couvrir le relèvement des blessés. La « 15e division ne viendra pas à Varize; elle restera à « Bionville ».

L'idée de confier le soin d'occuper le champ de bataille à une division de cavalerie était bizarre, puisqu'on ignorait si l'ennemi ne se mettrait pas en marche au point du jour pour reprendre l'offensive. Mais, à 6 heures du matin, un ordre télégraphique du roi remit les choses au point; il était conçu dans les termes suivants :

« S. M. décide que la Ire armée occupera le terrain « conquis pendant la bataille d'hier, sans cependant « entrer dans la zone d'action des forts.

« Le VIIIe corps sera poussé le plus tôt possible en « soutien des Ier et VIIe corps..... S. M. le roi se rend « à Pange. »

Ce télégramme était la conséquence du rapport Brandenstein; il indiquait que la conduite de Steinmetz était hautement désapprouvée. Cet officier général se soumit aussitôt sans récriminations, donnant ainsi à ses subordonnés l'exemple de la discipline.

Il ordonna aux Ier et VIIe corps de reprendre les positions occupées à la fin de la bataille, au VIIIe corps d'avancer par les routes Metz—Sarrebrück et Metz—Sarrelouis jusqu'au chemin de Sainte-Barbe à Colligny. Il se rendit ensuite sur le terrain de l'action. Le roi, déjà arrivé, le reçut sur les hauteurs de Flanville, puis fit avancer les commandants des Ier et VIIe corps. Il les

remercia de la résolution qu'ils avaient prise de livrer bataille. Se tournant ensuite vers Zastrow, il lui tendit la main : « Je vous remercie vivement, dit-il, d'avoir « maintenu votre corps d'armée sur la position con- « quise..... » et, après un silence : « Goltz a eu du « bonheur; c'est la deuxième fois qu'il se trouve à une « place où il peut faire preuve d'initiative et de réso- « lution ».

Le roi retourna ensuite à Herny. Entre temps, des officiers envoyés en reconnaissance rapportèrent la nouvelle qu'on ne voyait plus trace des Français à l'est de Metz. Moltke dicta alors l'ordre suivant à 10 h. 45 :

« S. M. le roi ayant acquis la certitude que l'ennemi « ne veut pas tenir plus longtemps, le mouvement « offensif de la Ire armée est désormais sans objet.

« Les Ier et VIIe corps sont avisés directement de « s'arrêter et de détacher seulement de la cavalerie « pour observer la forteresse et protéger les blessés.

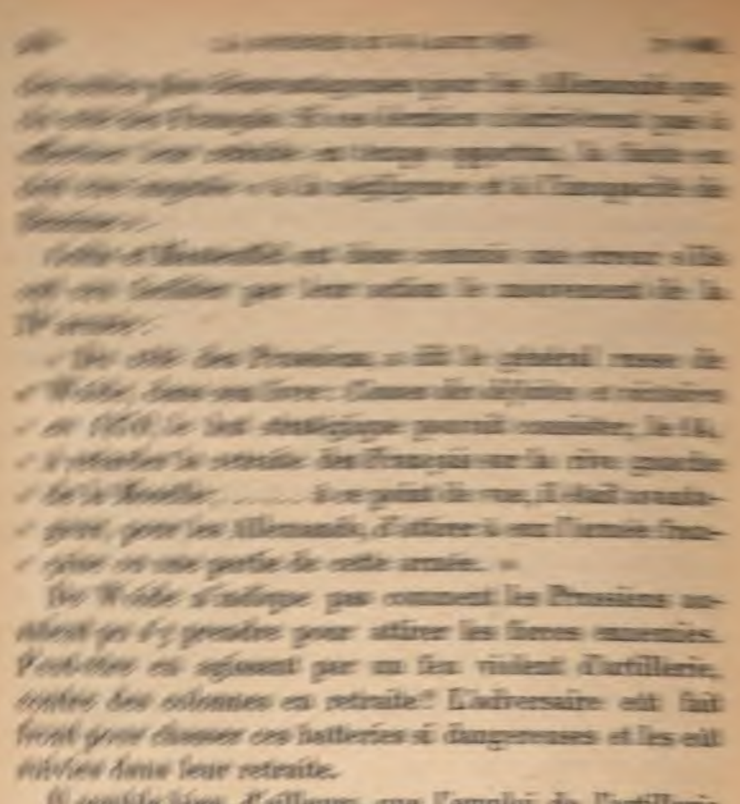
« Le VIIIe corps, s'il est déjà en marche, se portera « sur Orny, où il recevra également un ordre direct. »

Conséquences de la bataille. — Observations stratégiques.

Tout le monde croyait alors à une victoire complète et les résultats de ce succès étaient démesurément grossis ; la médaille avait son revers.

Cette affaire coûtait 5,000 hommes aux Allemands ; en outre, le IIIe corps (IIe armée) était arrêté le 15 pendant plusieurs heures, le IXe corps pendant toute la journée. Cet arrêt du IXe corps l'empêcha d'intervenir à temps le 16 août et eut encore pour effet de barrer la route du VIIIe corps, qui ne put faire donner ce jour-là qu'une seule brigade et trois batteries.

En fait, le ralentissement du mouvement, conséquence forcée de la bataille de Borny, fut plus marqué et eut



Il semble bien, d'ailleurs, que l'emploi de l'artillerie en avant-ligne eût été, dans ce cas particulier, parfaitement justifié. Si l'ennemi s'avançait, on l'obligeait ainsi à un déploiement prématuré ; s'il reculait, on canonnait ses colonnes en retraite. Mais comment eût-on songé à appliquer cette idée? La direction de la bataille n'était même pas assurée ; la nature de l'engagement impliquait l'absence d'un plan d'ensemble, l'impossibilité de toute manœuvre préméditée.

Conclusions.

Mais, si des fautes ont été commises, il est certaines qualités qu'on ne saurait refuser aux généraux et aux officiers allemands. Tous surent prendre des résolutions,

accepter des responsabilités, agir avec initiative. Tandis que, dans l'armée française, les moindres détails étaient réglés par l'autorité suprême, l'armée allemande ressemblait à un organisme vivant, où toutes les parties concourent au développement de l'être entier. Chez elle, l'activité de chaque subordonné servait, pour ainsi dire, de multiplicateur à la force d'impulsion donnée par le chef suprême.

« Conservons ces vertus, s'écrie Widdern dans les derniers paragraphes de son livre, et surtout n'oublions pas qu'elles ne se mettent pas en bouteilles. Développons-les par tous les moyens. »

L'esprit d'initiative ressemble à ces plantes délicates qui s'étiolent si on les néglige et rendent 100 pour 100 lorsqu'on leur donne les soins nécessaires. Moltke savait le cultiver au grand état-major ; il ne se contentait pas, en effet, de détacher, au moment difficile, des officiers porteurs de ses pensées. Il les soutenait, envers et contre tous, et leur donnait son approbation, même à la suite des actes les plus hardis. L'intervention royale, dans la matinée du 15 août, en est la preuve convaincante.

Brandenstein avait joué, la veille, à l'état-major du VIIe corps, un rôle éminemment discutable. Malgré tout, le roi crut devoir le couvrir en adressant à Zastrow des félicitations significatives.

En se solidarisant avec son état-major, Guillaume Ier était certain d'assurer à ces envoyés une partie du respect et de la confiance qu'on attachait à sa personne. Il n'eut pas lieu de s'en repentir. Au cours de la guerre, les officiers détachés pour représenter le grand quartier général n'hésitèrent jamais à engager leur responsabilité. A plusieurs reprises, ils assurèrent, par leur initiative, la réussite des combinaisons du généralissime.

(146)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE (1).

Voies de communication. — Depuis la conquête de la Sibérie jusque vers 1840, époque à laquelle commence à paraître la navigation à vapeur, le seul moyen de communication entre la Russie et ses possessions de l'Extrême Orient était la grande route postale qui conduit de Moscou à Nijni-Novgorod, Kazan, Ekatérinbourg, Tumène (la première station sibérienne), Ichim, Omsk, Kainsk, Kolivane, Tomsk, Atchinsk, Krasnoïarsk, Nijné-Oudinsk, Irkoutsk, le lac Baïkal (qu'elle franchit sur la glace en hiver et contourne par le Sud en été), puis Verknéoudinsk. Là, elle se partage : un embranchement se dirige, par Kiakhta, sur Ourga et Pékin ; l'autre va à Tchita, Nertchinsk, Striétensk, où elle rencontre l'Amour qu'elle suit par Khabarovsk jusqu'à la côte. Le mouvement sur cette voie était particulièrement actif pendant l'hiver, qui supprime les fleuves et les marais ; en été, il l'était surtout du côté de la Chine.

De cette voie principale se détachaient vers le Nord et vers le Sud des lignes de transport, qui utilisaient surtout les voies d'eau au moyen des bateaux en été et des traîneaux en hiver : aussi trouve-t-on en général les grands centres aux points d'intersection de la grande route sibérienne avec les fleuves. Les principales villes de la Sibérie sont : Tumène, 29,600 habitants ; Tobolsk, 20,400 ; Tomsk, 52,400 ; Barnaoul, 29,400 ; Büsk,

(1) Voir la *Revue des armées étrangères*, n° de février 1901, page 159.

17,200; Kolyvane, 11,700; Omsk, 37,800; Pétropavlovsk, 20,000; Irkoutsk, 51,400; Krasnoïarsk, 27,000; Blagoviéchtchensk, 32,600; Khabarovsk, 15,000; Vladivostok, 29,000.

Le télégraphe suit la route principale et quelques voies latérales.

Il y a vingt ans, il fallait monter en voiture ou en traîneau à Kazan pour franchir, jusqu'à Vladivostok, plus de deux mille lieues qu'on mettait deux mois à parcourir dans la saison la plus favorable aux voyages, lorsqu'une couche de neige solide et unie remplaçait la boue et les ornières des routes sibériennes.

Les bateaux à vapeur ont commencé d'apparaître vers 1840 sur l'Obi, en 1850 sur l'Amour, et en 1863 sur l'Yénisséi. Depuis, la navigation s'est puissamment développée, bien qu'elle doive cesser pendant l'hiver. Dans la zone de culture, elle commence en mai et dure six mois. Dans la Taïga et la Toundra, cette période est réduite à cinq et même à quatre mois. C'est un mode de transport des voyageurs et des marchandises plus rapide et à meilleur marché que la voiture du pays, appelée tarantass.

La direction des fleuves sibériens, qui, sauf l'Amour, vont se jeter dans l'océan Glacial, n'est pas propice au mouvement commercial; toutefois le grand nombre de leurs affluents vient corriger ce défaut. Les principales voies fluviales sont, en partant du point de contact du chemin de fer de l'Oural avec la Tura, à Tumène : la Tura, le Tobol, l'Irtych, puis l'Obi, qui est navigable jusqu'à Büsk. De même pour le Tobol sur 450 kilomètres en amont de Tobolsk, jusqu'à Kourgane; pour l'Irtych sur 2,800 kilomètres, jusqu'à Oust-Kamenogorsk, à travers des contrées fertiles. Le Tom et le Tchoulym, affluents de droite de l'Obi, sont également accessibles aux bateaux. On passe du bassin de l'Obi à celui de l'Yénisséi par le Ket, affluent de l'Obi, qui est

relié au Kass, affluent de l'Yénisséi, par un canal de 190 kilomètres de longueur et de 12 mètres de largeur. Commencé en 1882 et terminé tout récemment, il n'est ouvert qu'aux bateaux de petit tonnage; situé à 61° de latitude et traversant des forêts inhabitables, il est loin de rendre les services qu'on en attendait. L'Yénisséi est navigable jnsqu'à Minoussinsk. L'Angara, un de ses affluents de droite, qui est le grand émissaire du lac Baïkal, permettrait d'arriver à celui-ci, si les rapides qui encombrent son cours étaient supprimés. Une fois le Baïkal atteint, on peut remonter la Selenga jusqu'à la frontière chinoise. Il ne reste que 850 kilomètres pour aller à Striétensk, point initial de la navigation sur la Chilka et sur l'Amour. Certains ingénieurs ont même proposé de réduire cette distance à une vingtaine de kilomètres, par des travaux hydrauliques dans les rivières de la région.

En 1880, il n'y avait sur l'Obi et ses affluents que 37 vapeurs : on en compte actuellement une centaine et 200 bateaux remorquables. Sur l'Yénisséi, il y en a une dizaine.

La navigation est peu développée sur la Léna. Elle est au contraire très importante sur l'Amour et ses affluents. L'Onon, l'Ingoda, la Nertcha portent des barques. La Zéia, la Boureïa, le Soungari jusqu'à Kirine, le Nonni, jusqu'à Tsitsikar, sont ouverts aux vapeurs, de même que l'Oussouri et son affluent la Soungatcha qui sert de déversoir au lac Khanka.

On compte sur l'Amour et ses affluents 110 vapeurs avec 29,300 chevaux et 160 bateaux en fer ou en bois pouvant porter 38,000 quintaux. Le gouvernement russe y entretient une flottille de 3 vapeurs, et 2 dragues sont chargées de nettoyer le lit du fleuve.

Le commerce s'est efforcé d'ouvrir des communications avec la Sibérie par l'Obi et l'Yénisséi, qui se jettent dans la mer de Kara. Deux expéditions tentées en 1862

et 1869 par les Russes échouèrent; mais, en 1874, l'Anglais Wiggins, avec la *Diana*, franchit le détroit de Kara et pénétra dans l'estuaire de l'Yénisséi. De nouveaux essais eurent lieu avec succès les années suivantes. En 1887, une compagnie anglaise se forma pour entreprendre un service régulier à la fin de chaque été, entre l'Angleterre et la côte nord de la Sibérie, mais elle ne fut pas heureuse dans ses tentatives. De nouveaux essais ont été repris en 1896 sur de plus larges bases : trois vapeurs anglais sont entrés dans l'embouchure de l'Yénisséi et l'ont remonté jusqu'à Touroukhansk, à 200 lieues du fond de l'estuaire, et là ont déchargé leur cargaison sur de grandes barques que des vapeurs ont amenées à Krasnoïarsk. Le gouvernement russe, pour encourager ces essais, a diminué de moitié ou supprimé complètement les droits de douane sur la plupart des articles importés par cette voie. En 1897, six vapeurs anglais sont venus de nouveau à Touroukhansk et toute une flottille s'est dirigée sur l'embouchure de l'Obi, jusqu'àlors délaissée à cause de ses bas-fonds. En 1898, la compagnie anglaise a pu opérer avec le même succès. De leur côté les Russes font explorer les rivages par un navire spécial, afin de pouvoir arriver à établir des relations entre le port Catherine, qu'ils viennent de fonder sur la côte Mourmane, et la côte nord de la Sibérie. Le produit des douanes de l'Obi et de l'Yénisséi, qui avait été de 387,901 roubles en 1897 est monté à 704,244 en 1898.

Les communications des ports russes de l'Extrême Orient entre eux et avec la mère patrie étaient entretenues jusqu'en 1900 par des navires appartenant, en général, aux trois compagnies suivantes :

1° La Compagnie « de navigation à vapeur du bassin de l'Amour » qui doit, moyennant un subside annuel de 485,000 francs, entretenir un service régulier trimensuel sur la Chilka et l'Amour, de Striétensk à Nicolaïevsk, et

aussi sur l'Oussouri et le lac Khanka, de Khabarovsk à Kamène-Rybolova ;

2° La Compagnie « Chévélev », qui assure les relations des ports de la Province Maritime avec la Corée, la Chine et le Japon. Cette compagnie reçoit une indemnité annuelle de 400,000 francs. En 1897, il lui a été alloué, en outre, un gros subside pour la construction de 12 transports de 16 nœuds :

3° La « Flotte volontaire », qui relie Odessa et parfois Saint-Pétersbourg à l'Extrême Orient. Cette flotte, créée en 1878 à la suite de la guerre russo-turque, compte actuellement 14 navires, avec 116,500 tonnes de déplacement, organisés de façon à recevoir, en temps de guerre, des canons de 12 centimètres et à servir de croiseurs auxiliaires. En temps de paix, elle est employée aux transports de l'État et des particuliers ; elle doit s'accroître prochainement d'un 15e navire. En 1898, elle n'a pu suffire aux transports de troupes et de matériel nécessités par l'occupation de Port-Arthur ou la construction du Transmandchourien ; on a dû louer des navires étrangers pour répondre aux besoins du moment. Elle reçoit un subside annuel de 160,000 francs et l'État lui rembourse les 530,000 francs que coûte le transit annuel de ses bâtiments par le canal de Suez. On lui alloue, en outre, une indemnité annuelle de 45,000 francs pour un service régulier de bateaux, touchant aux ports du Kamtchatka et de la mer d'Okhotsk.

De plus, deux navires de l'État sont employés au service entre Vladivostok et Port-Arthur.

Enfin, des compagnies de navigation étrangères, en particulier la « Nippon yushen Kaisha », envoient de nombreux bâtiments sur les côtes russes de la mer du Japon.

Le commerce connaît bien la route de Vladivostok et, avec l'ouverture du Transsibérien, il la pratiquera sans doute encore plus. Mais ce port a l'inconvénient de geler

deux ou trois mois par an. C'est pourquoi les Russes se sont empressés de prendre à bail Port-Arthur et Talien-van pour disposer d'un port complètement libre de glaces, comme terminus de leur Transsibérien. Toutefois, l'installation d'un puissant brise-glaces dans la rade de Vladivostok a paré, d'une manière à peu près satisfaisante, à l'inconvénient signalé : il est très rare qu'un navire soit longtemps retenu dans ce port par les glaces.

Transsibérien. — Les divers moyens de communication énumérés plus haut sont d'une insuffisance notoire pour un pays aussi vaste que la Sibérie; depuis longtemps, le gouvernement russe se préoccupait d'établir des relations plus rapides avec ses possessions d'Extrême Orient.

En 1858, trois Anglais lui proposèrent de relier Moscou aux côtes de la mer d'Okhotsk par une voie ferrée, mais ils réclamaient de tels privilèges que le gouvernement ne crut pas devoir agréer leur projet, qui aurait remis tout le commerce de la Sibérie entre les mains d'un syndicat étranger.

Quelques années plus tard, le colonel Bogdanovitch, qui avait été envoyé dans la région de l'Oural pour y étudier les causes d'une famine en train de désoler le pays, fit ressortir que le seul remède au fléau était la création de moyens rapides de communication entre les différents districts, de façon à faire affluer dans les uns l'excédent des produits des autres. Il envisageait, en outre, l'extension ultérieure des voies ferrées à travers la Sibérie centrale et la Transbaïkalie, jusqu'aux confins de l'Empire russe en Extrême Orient.

Malheureusement, ces projets suscitaient une grosse difficulté : ils exigeaient d'énormes dépenses. Aussi, après l'ouverture, en 1880, de la ligne Perm—Tumène, qui donnait un débouché aux importantes mines d'or et de fer de l'Oural, le gouvernement fit examiner une nouvelle proposition moins satisfaisante que les précédentes,

mais qui réalisait une grande économie. Elle avait pour base l'utilisation des principales voies navigables de la Sibérie, que l'on aurait réunies entre elles par des tronçons de voie ferrée. La construction du canal du Ket au Kass, pour passer du bassin de l'Obi à celui de l'Yénisséi, dont il a été parlé plus haut, faisait partie de ce projet. Mais on comprit bien vite que les conditions climatériques créeraient des interruptions dont le commerce ne saurait s'accommoder. En 1889, le gouvernement russe, frappé des résultats du « Transcanadien », envoya deux ingénieurs pour étudier sur place les conditions d'établissement de cette ligne. En 1891, sur l'ordre du tzar lui-même, il décidait la construction du Transsibérien; le 17 mai de la même année, pendant son séjour à Vladivostok, le tzarévitch (actuellement l'Empereur Nicolas II) présidait à l'inauguration de la section de l'Oussouri.

En vertu du rescrit impérial du 17 mars 1891, le tracé du chemin de fer comprenait six sections : 1° de Tchéliabinsk, point de départ qui le reliait directement au réseau européen, à l'Obi par Omsk, 1329 verstes (1); 2° de l'Obi à Irkoutsk par Krasnoïarsk, 1732 verstes ; 3° la section contournant le Baïkal, d'Irkoutsk à Mysovsk, 292 verstes; 4° le chemin de fer de la Transbaïkalie, de Mysovsk à Striétensk, point de départ du réseau navigable de l'Amour, 1037 verstes; 5° de Striétensk à Khabarovsk, le long de l'Amour, 2,000 verstes en chiffres ronds; 6° le chemin de fer de l'Oussouri, de Khabarovsk à Vladivostok, 717 verstes.

Ce tracé se tient nettement dans la zone agricole et suit d'assez près, dans le premier quart de son trajet, la grande route postale qui dessert la plupart des centres importants de la Sibérie. Il est actuellement exécuté

(1) On sait que la verste vaut environ 1067 mètres.

dans ses parties essentielles. La modification importante qu'il a subie est la suppression de la ligne de l'Amour et son remplacement par une section qui se détache de l'ancien tracé, à 150 verstes à l'ouest de Striétensk, et va le rejoindre en passant à travers la Mandchourie, à Nikolsk, sur la section de l'Oussouri, à 102 verstes seulement de Vladivostok. On prévoyait de grandes difficultés dans le pays marécageux traversé par l'Amour ; pendant plusieurs années, des officiers et des ingénieurs russes étudièrent la Mandchourie. En 1895, à la suite de son intervention combinée avec celles de la France et de l'Allemagne en faveur de la Chine, la Russie obtint de celle-ci l'autorisation de faire passer son chemin de fer en Mandchourie et d'en protéger les travaux. Cette concession diminue le tracé de 550 kilomètres environ ; elle fait traverser à celui-ci un pays mieux cultivé, plus peuplé et plus rapproché de Pékin ; en outre, elle met la Russie en contact beaucoup plus intime avec la Chine.

Un autre changement a été apporté au plan primitif : on a retardé l'exécution de la section qui contourne le Baïkal et poussé la section d'Irkoutsk jusque sur la rive occidentale du lac, à Listvennitchaia. De là, un « ferry-boat » transporte les trains à la rive opposée, comme cela se pratique en maints endroits de l'Amérique.

Actuellement le Transsibérien, qui est à la même voie que les lignes russes ($1^m,52$ au lieu de $1^m,44$, voie normale européenne) a une longueur de 5,280 kilomètres, avec deux tronçons le reliant au haut et au bas Amour. Toutes les sections sont ouvertes au mouvement des trains. Le Transmandchourien, qui a été commencé en 1898, ne sera probablement terminé qu'en 1902.

(*A suivre.*) (111)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE.

Renforts embarqués à destination de l'Afrique du Sud pendant le mois de février **1901.**

NAVIRES.	EMBARQUEMENT. Ports.	EMBARQUEMENT. Dates.	DÉSIGNATION des éléments.	EFFECTIF. Infanterie.	Infanterie montée.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Army service corps.	Army medical corps.	Army ordnance corps.	Divers.
Roslin-Castle	Southampton.	6 févr.	Détachem^ts de renfort..	24	»	»	437	»	128	160	»	59(1)
Scot...........	»	»	Yeomanry...........	»	180	»	»	»	»	»	»	»
Arundel-Castle ..	Southampton.	11 févr.	Yeomanry...........	»	245	»	»	»	»	»	»	»
Aurania.........	Id.......	15 —	Détachem^ts de renfort..	»	»	»	»	326	»	»	»	»
?...............	Melbourne ..	15 —	Conting. de Victoria (?).	»	(?)1250	»	»	»	»	»	»	»
Dumolly-Castle...	Southampton.	16 —	Yeomanry...........	»	535	»	»	»	»	»	»	»
Tantallon-Castle.	Id.......	16 —	Yeomanry...........	»	356	»	»	»	»	»	»	»
Columbian.......	Londres.....	16 —	3 comp. d'inf. montée.	»	301	»	»	»	»	»	»	»
	Queenstown..	19 —	Détachem^ts de renfort..	»	»	64	»	»	»	»	»	»
Kelvingrove......	Londres.....	18 —										
	Southampton.	20 —	Détachem^ts de renfort..	»	»	400	»	»	»	»	»	»
	Queenstown..	22 —										
Gaul...........	Southampton.	22 —	Yeomanry...........	»	662	»	»	»	»	»	»	»
Dunottar-Castle..	Id.......	23 —	Yeomanry...........	»	223	»	»	»	»	»	»	»
Lake-Erié.......	Londres.....	23 —	Détachem^ts de renfort..	»	»	277	»	»	»	»	»	»
	Queenstown..	26 —	4 comp. d'inf. montée.	»	436	»	»	»	»	»	»	»
Orotava.........	Southampton.	25 —	Yeomanry...........	»	666	»	»	»	»	»	»	»
			3 comp. de volontaires.	»	360	»	»	»	»	»	»	»
			Détachem^ts de renfort.	»	»	»	»	»	»	»	»	32(2)
			TOTAUX......	24	4,914	738	437	326	128	160	»	91
			TOTAL GÉNÉRAL......	6,818								

(1) Officiers. — (2) Coloniaux.

GROUPEMENT DES BATTERIES A CHEVAL. — Il a été décidé qu'à partir du 1er mars les batteries à cheval formeraient 14 groupes (*brigade-divisions*) de deux batteries chacun. La composition de ces groupes sera la suivante :

1re brigade-division.....	Batterie..	N..	à Aldershot.
	Batterie..	S..	à Aldershot.
2e brigade-division.....	Batterie..	V..	à Londres (S'John's Wood).
	Batterie..	W..	à Woolwich.
3e brigade-division.....	Batterie..	X..	à Woolwich.
	Batterie..	Y..	à Aldershot.
4e brigade-division.....	Batterie..	Z..	à Newbridge (Irlande).
	Batterie..	AA.	à Newbridge (Irlande).
5e brigade-division.....	Batterie..	BB.	à Chrislchurch.
	Batterie..	A..	à Dorchester.
6e brigade-division.....	Batterie..	B..	en Chine.
	Batterie..	C..	aux Indes.
7e brigade-division.....	Batterie..	H..	aux Indes.
	Batterie..	K..	aux Indes.
8e brigade-division.....	Batterie..	L..	aux Indes.
	Batterie..	I..	aux Indes.
9e brigade-division.....	Batterie..	F..	aux Indes.
	Batterie..	J..	dans l'Afrique du Sud.
10e brigade-division.....	Batterie..	D..	aux Indes.
	Batterie..	E..	aux Indes.
11e brigade-division.....	Batterie..	G..	dans l'Afrique du Sud.
	Batterie..	O..	dans l'Afrique du Sud.
12e brigade-division.....	Batterie..	P..	dans l'Afrique du Sud.
	Batterie..	R..	dans l'Afrique du Sud.
13e brigade-division.....	Batterie..	T..	dans l'Afrique du Sud.
	Batterie..	U..	dans l'Afrique du Sud.
14e brigade-division.....	Batterie..	Q..	dans l'Afrique du Sud.
	Batterie..	M..	dans l'Afrique du Sud.

CHILI.

DISPOSITIONS PRINCIPALES DE LA LOI DU 3 SEPTEMBRE 1900 SUR LE SERVICE MILITAIRE.

I. — Le service militaire est obligatoire pour tous les citoyens de 20 à 45 ans. La durée du service est fixée comme il suit :

Armée active : 1 an (de 20 à 21 ans), dont 9 mois au moins de service effectif dans un corps de troupe.

Première réserve : 9 ans;

Deuxième réserve : Jusqu'à 45 ans.

II. — Sont dispensés du service militaire :

1° Les membres du Congrès national, les ministres et les conseillers d'État;

2° Les missionnaires;

3° Les fonctionnaires de la justice;

4° Les membres du clergé régulier et séculier;

5° Les employés de police;

6° Les directeurs et maîtres des établissements d'instruction.

Peuvent être dispensés :

1° Les officiers de l'état civil;

2° Les trésoriers fiscaux et municipaux;

3° Les employés des douanes, des établissements pénitentiaires, des phares, des postes, télégraphes et chemins de fer de l'État;

4° Les médecins des villes et les pharmaciens qui dirigent des pharmacies;

5° Les fils uniques, soutiens de famille.

III. — L'effectif du contingent est fixé annuellement par décret présidentiel. Si le nombre des inscrits est supérieur à l'effectif fixé, il est procédé à un tirage au sort.

IV. — Le Président de la République peut convoquer annuellement les contingents de la première réserve pour une période d'instruction, qui est de 30 jours pour ceux qui ont fait leur service dans l'armée active, et de 90 jours pour ceux qui ne l'ont pas fait. La durée de ces exercices ne peut être prolongée et la deuxième réserve convoquée qu'avec l'assentiment du Conseil d'État.

V. — Le Président de la République peut organiser des cours gratuits d'aspirants officiers de réserve, auxquels seront admis les jeunes gens âgés de plus de 18 ans et justifiant des cinq premières années d'humanité ou de certaines connaissances déterminées. Ceux qui auront suivi ces cours avec succès pourront être promus dans les conditions prescrites par les règlements.

VI. — Les hommes qui auront terminé leur service seront, sur la proposition de leurs chefs de corps, renvoyés avec un grade supérieur à celui dont ils étaient titulaires. Ils pourront être promus successivement jusqu'au grade de premier sergent, s'ils consentent chaque fois à faire une nouvelle période d'instruction de trois mois.

VII. — Les sous-officiers, après 12 ans de services sans interruption, auront la préférence pour les emplois fiscaux dont le traitement n'excède pas 1200 pesos par an, dans la police, les chemins de fer, les douanes ou les postes.

VIII. — En temps de guerre peuvent être appelés au service actif :

Dans l'armée, les jeunes gens de 18 à 20 ans;

Dans les réserves, les hommes âgés de 45 à 50 ans.

L'application de cette loi porte l'effectif de l'armée active de 9,000 hommes, chiffre fixé par la loi du 24 novembre 1895, à 15,000.

EMPIRE ALLEMAND.

Budget des chemins de fer prussiens pour 1901. — Les principales demandes de crédits inscrites dans le budget des chemins de fer prussiens pour l'exercice 1901, au titre des travaux nouveaux, sont :

Direction d'Altona. — Agrandissement de la gare de Wittenberge (1,087,500 fr.); pose d'une deuxième voie sur la section Flensburg—Nordschleswigsche Weiche (525,000 fr.); pose d'une deuxième voie et amélioration de la voie existante sur la section Stade—Cuxhaven (3,951,500 fr.).

Direction de Breslau. — Agrandissement des gares de Schweidnitz (Oberstadt) (687,500 fr.) et de Hirschberg (2,500,000 fr.).

Direction de Cassel. — Agrandissement des gares de Nordhausen (493,750 fr.) et de Kreiensen (680,000 fr.).

Direction de Danzig. — Transformation en ligne principale de la ligne secondaire Thorn—Marienburg (3,000,000 fr.); construction d'un embranchement de Danzig au Holm (2,687,500 fr.).

Direction d'Elberfeld. — Réfection des gares de Vohwinkel (11,880,000 fr.) et de Mulheim (11,250,000 fr.).

Direction d'Erfurt. — Pose d'une deuxième voie sur la section Weida—Triptis (1,010,000 fr.); agrandissement de la gare de Wernshausen (830,000 fr.).

Direction de Francfort-sur-le-Main. — Agrandissement de la gare de Limburg (1,366,250 fr.).

Direction de Halle. — Création d'une gare de triage à Wahren et construction d'un raccordement pour trains de marchandises de Leutzsch à Wahren (8,625,000 fr.).

Direction de Hanovre. — Pose d'une deuxième voie sur la section Goslar—Hildesheim (3,371,250 fr.).

Direction de Kattowitz. — Agrandissement des gares de Leobschutz (716,250 fr.) et de Myslowitz (1,700,000 fr.).

Direction de Cologne. — Pose d'une deuxième voie sur la section Crefeld—Viersen (650,000 fr.); agrandissement des gares de Stolberg (665,000 fr.) et de Gladbach (7,500,000 fr.).

Direction de Magdebourg. — Pose d'une troisième et d'une quatrième voie sur la section Westerhusen—Schœnebeck (662,500 fr.); agrandissement de la gare de Helmstedt (525,000 fr.).

Direction de Munster. — Pose d'une deuxième voie sur la section Osnabruck—Eversburg (285,000 fr.).

Direction de Posen. — Agrandissement de la gare de Lissa (1,462,500 fr.).

Direction de Stettin. — Pose d'une deuxième voie sur la section Nechlin—Pasewalk—Jatznick (975,000 fr.); agrandissement de la gare de Stralsund (1,250,000 fr.).

Parmi les travaux pour l'achèvement desquels le gouvernement demande le vote d'une dernière annuité, on peut citer : la création de voies spéciales pour le service de la banlieue entre Berlin (Anhalt) et Gr. Lichterfeld, la construction du raccordement de Coblenz à Ehrenbreitstein, l'agrandissement des gares de Ruhrort, de Bischofsheim, de Bentschen et de la gare centrale des marchandises de Stettin.

D'autres annuités sont destinées à assurer la continuation de travaux en cours d'exécution. Tels sont :

La réfection de la gare de Hambourg, la construction de la section des chemins de fer de l'Est et de Silésie aboutissant à la gare de Silésie à Berlin, la création de voies spéciales de banlieue entre Berlin (gare de Silésie) et Erkner, la pose d'une troisième et d'une quatrième voie sur la ligne de ceinture de Berlin, de Rixdorf à l'Ebersstrasse, la construction du chemin de fer Berlin—Görlitz jusqu'à Niederschœneweide—Johannisthal avec raccordement vers Rixdorf, la pose d'une deuxième voie sur la section Schœnholz—Tegel, le remaniement de la gare de Coblenz, l'agrandissement des gares de Neuss, Rheydt, Graudenz, Schwerte, Eisenach, Wanne, Dortmund, Giessen, Cottbus, Kattowitz, Allenstein, Wiesbaden, Oschersleben, Cochern, Schleifmuhle, Trèves, etc.

Pour l'augmentation du matériel roulant, le projet de budget prévoit un crédit total de 43,750,000 francs, supérieur de 12,500,000 francs à celui de l'année précédente. En outre, la Hesse fournira une contribution de 893,750 francs. Dans ces conditions, on se propose de faire construire environ 255 locomotives, 505 wagons à voyageurs et 3,960 fourgons ou wagons à marchandises.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Canal interocéanique. — Une commission américaine, convoquée au mois de juin 1899, a été chargée par le président Mac-Kinley de faire une étude comparative des différentes routes possibles pour un canal interocéanique.

Un rapport préliminaire de cette commission, daté du 30 novembre 1900, conclut en faveur de la route du Nicaragua. Les principaux arguments invoqués pour légitimer cette conclusion sont les suivants : d'une manière générale, la route par le Nicaragua est moins longue que par Panama pour tout itinéraire partant des ports améri-

cains de l'Atlantique pour aboutir à ceux du Pacifique, à Shanghaï ou à Yokohama; en outre, et cette considération paraît être la plus importante, aucun traité antérieur ne gêne l'action des États-Unis dans la construction du canal de Nicaragua; pour le Panama, au contraire, la Colombie s'est liée par une convention avec la Compagnie du canal, lui concédant certains privilèges valables jusqu'en 1966, et qu'il faudrait lui racheter; or, la commission estime que le prix de ce rachat dépasserait et au delà les 58 millions de dollars de plus qu'entraîneraient les travaux au Nicaragua.

Le canal projeté au Nicaragua aurait environ 300 kilomètres de longueur, 5 écluses du côté de l'Atlantique, et 4 sur le versant du Pacifique, une profondeur de 35 pieds à marée basse, une largeur de 150 pieds au plafond. La durée des travaux est estimée à dix ans.

ITALIE.

Croix-Rouge italienne. — A la fin de 1899, la Croix-Rouge italienne comptait 1265 officiers dans le personnel directeur et 2,050 hommes dans le service d'assistance.

Les dispositions prises actuellement lui permettent de mettre sur pied, à la première requête :

8 hôpitaux de guerre de 100 lits;
41 hôpitaux de guerre de 50 lits, qui, s'il est nécessaire, peuvent être portés à 100 lits;
31 ambulances de montagne;
15 trains-hôpitaux;
44 postes de secours de gares;
2 ambulances fluviales;
2 navires-hôpitaux.

Pour les manœuvres qui ont eu lieu à l'automne dernier, on a mobilisé six hôpitaux de guerre, une ambulance de campagne et une section du train-hôpital de Sicile.

Pendant que ces formations étaient en service auprès des troupes, une section de train-hôpital fut mobilisée, dans la section de Bari; elle exécuta un voyage d'instruction sur le parcours suivant : Bari—Brindisi, Tarante—Cosenza, Cotenza—Cotrone, Tarante—Bari.

RUSSIE.

Modifications dans l'organisation des troupes de la circonscription de l'Amour. — Dans le courant de l'année 1900, la consti-

tution des troupes d'Extrême Orient a été profondément modifiée. Parmi les changements apportés dans leur organisation, un certain nombre semblent n'avoir été dictés que par des nécessités du moment; d'autres ont un caractère fixe et peuvent être considérés comme acquis. Ce sont ces derniers qui vont être analysés ici.

L'état-major de la circonscription de l'Amour a été modifié par le prikaze n° 300 de 1900, qui lui a donné une organisation semblable à celle des autres états-majors des circonscriptions frontières.

Il comprend, outre le chef d'état-major (général de division) et cinq officiers à sa disposition :

La direction du quartier-maître général (4 sections, en tout 10 officiers, dont un général ou colonel);

La direction du général de jour (7 sections, au total 10 officiers, dont un général ou colonel, 22 employés);

La direction des communications militaires (2 sections, 5 officiers, dont un général ou colonel);

La section de topographie militaire (2 officiers d'état-major, dont un général ou colonel, 13 officiers topographes, 14 employés);

Plus 1 sous-officier et 56 soldats (secrétaires, etc.).

Soit, au total, 33 officiers d'état-major, 13 officiers topographes et 93 employés civils ou militaires.

On sait que l'état-major d'une circonscription militaire n'est que l'un des organes du commandement général de la circonscription, qui comprend en plus un conseil de la guerre et des directions de l'intendance, de l'artillerie, du génie et du service de santé.

Le personnel complet du commandement de la circonscription de l'Amour est normalement de 60 officiers, dont 8 à 12 généraux, 13 officiers topographes, 26 fonctionnaires classés, 191 employés civils ou militaires.

La 2e brigade frontière de la Sibérie orientale était formée (1) de cinq régiments frontière à deux bataillons.

Ces corps ont été tous transformés en régiments de chasseurs à deux bataillons, du type déjà existant dans l'Amour, et sont devenus les 13e, 14e, 15e, 16e et 17e régiments de chasseurs de la Sibérie orientale (2).

Tous les bataillons frontière de la Sibérie orientale (4 bataillons de la 1re brigade frontière et 2 bataillons indépendants) ont été également transformés en régiments de chasseurs à deux bataillons, prenant les nos 18, 19, 20, 21, 22 et 23 (3).

---

(1) Voir *Revue militaire*, 1900, page 142.
(2) Pr. 171. 1900.
(3) Pr. 171, 235 et 274. 1900.

Enfin, il a été créé un 24e régiment de chasseurs, toujours du même type (1).

Ces douze régiments de chasseurs ont été groupés par quatre, dans l'ordre de leurs numéros, et ont formé les 4e, 5e et 6e brigades de chasseurs de la Sibérie orientale (2).

Il a été créé en plus :

1° Un parc volant de mortiers pour les deux batteries de mortiers de la 1re brigade d'artillerie de la Sibérie orientale (3) ;

2° Un régiment d'infanterie de forteresse à quatre bataillons de quatre compagnies, à Port-Arthur (4) ; la direction d'artillerie de cette place a été dotée d'un magasin avec le personnel nécessaire (5) ;

3° Un bataillon d'infanterie de forteresse à cinq compagnies, à Nicolaïevsk (6) ;

4° Deux compagnies d'artillerie de forteresse à Port-Arthur, ce qui porte à 8 compagnies l'effectif de l'artillerie de cette place (7) ;

5° Deux bataillons, cadres de réserve, dits de Nertchinsk et de Verkhnéoudinsk, dans ces deux localités (8).

Les six compagnies d'artillerie de forteresse de Vladivostok ont été groupées en deux bataillons, qui ont ainsi chacun trois compagnies, et seront portés plus tard à quatre compagnies (9).

Enfin, les deux compagnies des 3e et 17e bataillons de sapeurs et la compagnie du 4e bataillon de pontonniers, qui se trouvent actuellement dans l'Amour, ont été groupées en un bataillon à trois compagnies, sous la dénomination de 2e bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale. Le bataillon déjà existant a pris le nom de 1er bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale (10).

Les troupes déjà existantes de cette province, grossies des unités formées à la mobilisation (11), celles nouvellement créées et les troupes amenées d'Europe avaient servi à former quatre corps d'armée, dits :

---

(1) Pr. 274. 1900.
(2) Pr. 171, 235 et 274. 1900.
(3) Pr. 317. 1900.
(4) Pr. 247. 1900.
(5) Pr. 258. 1900.
(6) Pr. 274. 1900.
(7) Pr. 167. 1900.
(8) Pr. 378. 1900.
(9) Pr. 61. 1900.
(10) Pr. 378. 1900.
(11) Oukases des 10/23 juin et 8/21 juillet 1900.

1er (1), 2e (2) et 3e (3) corps d'armée de Sibérie et corps de descente (3). Les deux derniers corps n'existent plus; il ne reste donc que les 1er et 2e corps d'armée de Sibérie.

La composition du 1er corps est connue. Celle du 2e corps n'a été rendue publique par aucun document officiel, sauf en ce qui concerne le 2e bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale, qui en fait partie.

Les troupes de la circonscription de l'Amour, abstraction faite des unités provenant de la mobilisation et dont la démobilisation se poursuit, sont donc les suivantes (non compris le Kvan-toun) :

1er corps d'armée de Sibérie.

1re, 2e et 4e brigades de chasseurs de la Sibérie orientale;
Brigade à cheval de l'Oussouri;
1re brigade d'artillerie de la Sibérie orientale (8 batteries, dont 2 de montagne et 2 de mortiers);
1re batterie à cheval cosaque du Transbaïkal;
1er parc volant d'artillerie de la Sibérie orientale;
Parc volant de mortiers de la Sibérie orientale (4);
1er bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale (5);
Détachement d'artillerie de forteresse de Novokiev (Possiet);
Compagnie de mineurs de forteresse de Novokiev;
Compagnie-cadre du train de l'Oussouri du Sud.

2e corps d'armée de Sibérie et troupes en dehors du corps d'armée. — Troupes actives.

5e et 6e brigades de chasseurs de la Sibérie orientale;
Régiment à cheval cosaque de Nertchinsk;
Régiment à cheval cosaque de l'Argoun;
Régiment à cheval cosaque de l'Amour;
2e brigade d'artillerie de la Sibérie orientale (4 batteries);
Groupe d'artillerie indépendant de la Transbaïkalie (2 batteries);
2e batterie à cheval cosaque du Transbaïkal;
2e parc-volant d'artillerie de la Sibérie orientale;
2e bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale (3 compagnies);
Bataillon de chemins de fer de l'Oussouri (6 compagnies) (6).

---

(1) Pr. 171, 1900.
(2) Pr. 268, 1900.
(3) Pr. 269, 1900.
(4) Pr. 317, 1900.
(5) Pr. 378, 1900.
(6) Une partie de ce bataillon est au Kvan-toun.

Troupes de réserve.

4 bataillons-cadres de réserve de Striétensk, de Tchita, de Nertchinsk et de Verkhnéoudinsk.

Troupes de forteresse.

Vladivostok : 2 régiments d'infanterie de forteresse (à 3 bataillons);
— 2 bataillons d'artillerie de forteresse (provisoirement à 3 compagnies) ;
— 1 compagnie de sapeurs de forteresse ;
— 2 compagnies de mineurs de forteresse ;
— 1 section aérostatique de forteresse.
Nikolaïevsk : 1 bataillon d'infanterie de forteresse à 5 compagnies ;
— 1 compagnie d'artillerie de forteresse ;
Novokiev : 1 détachement d'artillerie de forteresse ;
— 1 compagnie de mineurs de forteresse.

Kvan-toun.

L'organisation actuelle de la province du Kvan-toun, organisation provisoire définie par le prikaze n° 258 de 1899, est assez spéciale. Le commandant de cette province est à la fois gouverneur civil et commandant des troupes et établissements militaires de la province du Kvan-toun et des forces navales de l'océan Pacifique.

Au civil, il a les mêmes droits que le gouverneur du Caucase, mais toute son administration relève du département de la guerre; comme marin, il relève directement du Ministre de la marine ; comme militaire, il a les droits d'un commandant de circonscription, et ne semble plus être sous les ordres du commandant de la circonscription de l'Amour, avec lequel il lui est permis de s'entendre directement. Toutefois, l'*Annuaire* de 1900, publié par le ministère de la guerre, continue à le compter, ainsi que les troupes placées sous son commandement, comme faisant partie de la circonscription de l'Amour.

Il a pour le seconder, en dehors du personnel de son administration civile, un adjoint, un état-major et quatre directions : artillerie, génie, intendance et service de santé. L'état-major, dont le chef est l'adjoint au commandant en chef, comprend deux sections, l'une de la guerre et l'autre de la marine.

Toutes les troupes de campagne du Kvan-toun sont sous les ordres du commandant de la brigade de chasseurs, qui a les pouvoirs d'un commandant de division et est en même temps commandant de la forteresse de Port-Arthur.

Ces troupes sont :

La 3e brigade de chasseurs de la Sibérie orientale;
Le régiment à cheval cosaque de Verkhnéoudinsk

Le groupe d'artillerie des chasseurs de la Sibérie orientale (3 batteries);

La compagnie de sapeurs de la Sibérie orientale;

Une fraction du bataillon de chemins de fer de l'Oussouri.

Les troupes de forteresse de Port-Arthur sont :

1 régiment d'infanterie de forteresse à 4 bataillons;

2 bataillons d'artillerie de forteresse à 4 compagnies.

Création d'un bataillon de réserve et transformation d'un bataillon-frontière en Sibérie (1). — Le prikaze n° 378 de 1900 a créé en Sibérie un nouveau bataillon de réserve à 5 compagnies, dit « *de l'Yénisséi.* »

Cette création porte à huit le nombre des bataillons de réserve de la circonscription de Sibérie.

De plus, par le prikaze 224 de 1900, le 1er bataillon-frontière de la Sibérie occidentale a été transformé en un bataillon de chasseurs qui a pris le nom de 1er bataillon de chasseurs de la Sibérie occidentale.

BIBLIOGRAPHIE.

Général Pierron. — La stratégie et la tactique allemande au début du XXe siècle. — Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1901, in-8°, 394 p., croquis, 6 fr.

Ce nouvel ouvrage de l'éminent auteur des *Méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIXe siècle* ne le cède en rien aux précédents comme source d'informations et d'études. On y trouve en effet les opinions émises par les auteurs allemands les plus autorisés concernant les questions de stratégie et de tactique générale qui ont motivé, ces dernières années, tant de publications intéressantes au delà des Vosges. Ces documents, bien choisis et judicieusement groupés, permettent de suivre l'évolution des idées chez nos voisins, d'apprécier leurs tendances actuelles et l'application qu'ils feraient de leurs règlements en cas de guerre.

---

(1) Voir la *Revue militaire*, 1900, page 142.

NOTE SUR L'EXPANSION ANGLAISE AU YUNNAN. — Paris, Chapelot et Cie, 1901, in-8°, 32 p., carte. Extrait du *Journal des Sciences militaires*.

L'auteur anonyme et très bien informé de cette plaquette étudie successivement la politique anglaise au Yunnan et en Birmanie, les projets de chemins de fer destinés à établir la liaison entre ces deux pays, les résultats déjà obtenus par les lignes ferrées birmanes. Il cherche enfin à faire ressortir quel est le plus avantageux des tracés français ou anglais de pénétration au Yunnan.

Ses conclusions sont les suivantes :

« I. — Les projets bruyamment annoncés par la compagnie anglaise pour la pénétration au Yunnan jusqu'au Yang-Tsé ne paraissent pas très sérieux, le vrai but étant le Sé-Tchouen.

« II. — Si nous construisons la ligne française de Yunnan-Sen, et même au delà, dans un bref délai, en ménageant raisonnablement les susceptibilités chinoises, cette ligne n'aura rien à craindre d'une entreprise rivale.

« III. — Si le parlement anglais sanctionne par une garantie d'intérêt la ligne Kunlon—Yang-Tsé, si la *Burma Railway Company* arrive avant nous à Yunnan-Sen, l'expansion française en Extrême Orient est irrémédiablement compromise. »

G. J. FIEBEGER, professeur à l'Académie militaire des États-Unis. — A TEXT-BOOK ON FIELD FORTIFICATION. — New-York, John Wiley and Sons, 1901, in-18, XII-166 p., cartes et croquis.

Ce manuel de fortification passagère, qui a été rédigé surtout d'après des auteurs anglais, américains ou allemands, donne un aperçu de tout ce qui concerne la fortification passagère, y compris l'organisation défensive des positions et même les passages de rivière, qui ne paraissent guère rentrer dans l'ordre général des questions traitées.

M. Fiebeger a étudié avec quelque détail deux campagnes pour faire ressortir l'utilité des fortifications passagères : celle de Virginie en 1864-1865, peu connue en France, et celle de Plevna en 1877, qui l'est beaucoup plus. Un grand nombre de cartes et de croquis accompagnent son manuel.

Capitaine V. CHARETON. — LES CORPS FRANCS DANS LA GUERRE MODERNE ET LES MOYENS A LEUR OPPOSER. — Étude historique et critique sur l'attaque et la défense des voies de communication et des services de l'arrière. — Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1901, in-8°, 259 p., 9 croquis.

Cette étude historique et critique emprunte son principal intérêt aux

opérations des corps francs pendant la campagne de 1813. On sait, d'après les documents récemment publiés par M. le lieutenant-colonel Foucart dans la *Revue de Cavalerie*, combien ces ennemis presque insaisissables, en raison de leur faible effectif, furent une gêne pour la Grande Armée et un ferment d'insurrection pour toute l'Allemagne. La correspondance de Napoléon en témoigne suffisamment.

L'auteur fait également mention du rôle des corps francs en 1814, moins brillant qu'en 1813. On peut regretter qu'il n'ait pas cru devoir consacrer une étude détaillée aux opérations du corps mixte du colonel russe von Geismar, un millier de chevaux et une pièce, qui parcourut en tous sens le nord de la France, de février à avril 1814, non sans apporter une grande gêne aux opérations de la défense et surtout sans compromettre le prestige des armes impériales. (Voir dans le *Journal des Sciences militaires*, Weil, La Cavalerie des armées alliées en 1814.)

Ce qui regarde les corps francs pendant la guerre de Sécession et en 1870-1871 paraît aussi avoir été relativement écourté. Un peu plus de détails aurait avantageusement complété cette partie d'une étude néanmoins substantielle.

NED NOLL. — ALMANACH DU MARSOUIN, 1901, 8e année. Annuaire illustré de l'armée coloniale. — *Ibidem*, 1901, gr. in-8°, 159 p., cartes, illustr., 2 fr.

Cette publication contient : 1° un aperçu de l'*année militaire* dans nos principales colonies, ainsi que dans les pays où notre drapeau est engagé (Touat, Congo français, Madagascar, Quang-Chéou-Ouan, Pé-tchi-li, Sénégal, etc.). Des cartes, des illustrations et des renseignements statistiques sous forme de tableaux complètent utilement cette partie du texte;

2° Le détail du *personnel de l'armée coloniale* sous la forme classique d'un annuaire;

3° Sous l'indication : *Livre d'or de l'armée coloniale*, la mention des distinctions honorifiques, tableaux d'avancement, tableaux de concours, etc.;

4° Dans un dernier chapitre, *les colonies françaises*, un aperçu sommaire de l'organisation de l'Algérie et des diverses colonies.

Docteur J. AUBŒUF. — FRANÇAIS ET ALLEMANDS, étude démographique et militaire des populations actuelles de la France et de l'Allemagne, l'alliance franco-russe et l'Allemagne. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 122 p., 2 fr.

Général BONNAL. — SADOWA. Etude de stratégie et de tactique générale. — Paris, R. Chapelot et Ce, 1901, in-8°, cartes et croquis.

Chef d'escadron Gabriel ROUQUEROL. — EMPLOI DE L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE A TIR RAPIDE. — Paris, Berger-Levrault et Ce, 1901, in-8°, 5 fr.

Colonel Jules DE CHABOT. — LA CAVALERIE EN AVANT DES ARMÉES. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 2 fr. 50.

A. FOUCHER, maître de conférences à l'École des Hautes Etudes. — SUR LA FRONTIÈRE INDO-AFGHANE. — Paris, Hachette et Ce, 1900, in-16, 258 p., 45 grav., 1 carte, 4 fr.

E. BOUTMY, membre de l'Institut. — ESSAI D'UNE PSYCHOLOGIE POLITIQUE DU PEUPLE ANGLAIS AU XIXe SIÈCLE. — Paris, Armand Colin, 1901, in-8°, 4 fr.

Paul BOELL. — L'INDE ET LE PROBLÈME INDIEN. — Paris, Albert Fontemoing, 1901, in-8°.

E. E. MONETA. — ORRORI DELLE INVASIONE DELLE TRUPPE ALLEATE IN CINA. — Milano, 1901.

HARPER'S HISTORY OF THE WAR IN THE PHILIPPINES EDITED BY MARION WILCOX. — New-York and London, Harper and Brothers, 1900, in-folio, illustrations.

Capitaine CAIRNES. — THE COMING WATERLOO. — Westminster, A. Constable and Co, 1901, in-8°, 364 pages.

Major FREIHERR VON LÜTGENDORF. — DIE THÄTIGKEIT DER CAVALLERIE IM ZUKUNFTS KRIEGE. THÉORIE UND BEISPIELE. — Wien, L. W. Seidel und Sohn, 1900, in-8°, cartes.

Capitaines von KUNOWSKI et FRETZDORFF. — DER KRIEG IN SÜD AFRIKA. NACH DEN BESTEN VORHANDENEN QUELLEN BEARBEITET. — Leipzig, Zuckschwerdt and Co, in-8°, cartes et croquis.

Lieutenant von MÜLLER. — DER KRIEG IN SÜD AFRICA 1899-1900 UND SEINE VORGESCHICHTE. — Berlin, Liebels'che Buchlandlung, 1900, in-8°, cartes et croquis.

Major A. D. SCHOTT. — DAS KAISERMANÖVER IN POMMERN 1900. SAMMLUNG MILITÄRWISSENSCHAFTLICHEN EINZELSCHRIFTEN. — Berlin, Richard Schröder, 1901, in-8°, en livr. avec cartes.

W. STAVENHAGEN. — AUS DER FORTIFICATORISCHEN VERGANGENHEIT VON PARIS. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 2 marks.

ASIATICUS. — DIE KÄMPFE IN CHINA. IN MILITÄRISCHER UND POLITISCHEN BEZIEHUNG DARGESTELLT. — *Ibidem*, 1900-1901, en livraisons in-8° à 1 mark.

Capitaine von HENNINGS. — DAS GEFECHT IN DER ZERSTREUTEN ORDNUNG. EIN HANDBUCH FÜR OFFIZIERE BEI AUSBILDUNG DER EINZELNEN MANNES, DER ROTTE, DES GRUPPE, DER ZUGES UND DER KOMPAGNIE. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 2 m. 50.

Major A. D. P. PLINZNER, Leibstallmeister S. M. d. Kaisers und Königs. — SYSTEM DER PFERDEGYMNASTIK. DEN OFFIZIEREN DER DEUTSCHEN REITEREI GEWIDMET. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 3 m. 40, 4e édition.

Lieutenant W. FOERSTER. — DIE HEERFÜHRUNG DES PRINZEN FRIEDERICH KARL IN DEN TAGEN DES 14. BIS 16. AUGUST 1870. — Berlin, R. Eisenschmidt, 1900, in-8°, 64 pages.

Capitaine du corps d'état-major WOJCIK. — ÜBER DEN KRIEG IN SÜD AFRICA. — Wien, L. W. Seidel und Sohn, 1900, 4 livr. in-8°, cartes, plans.

Lieutenant-colonel z. D. TIEDEMANN. — DER KRIEG IN TRANSVAAL 1899-1900. — Berlin, Militär Verlagsanstalt, 1900, in-8°, deux cartes.
1re partie : la guerre jusqu'à la fin de 1899 et les événements antérieurs.

Colonel HAUSENBLAS. — DIE MEHRTAGIGE THÄTIGKEIT EINES INFANTERIE-TRUPPEN-DIVISION UND IHRER THEILE. — Wien, L. W. Seidel und Sohn, 1900, in-8°, 1re livr.

Major L. VON ESTORFF, du grand état-major. — DER BURENKRIEG IN SÜD AFRICA. — Berlin, E. S. Mittler und Sohn, 1900, en livr. in-8°, croquis et cartes.

Le Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Ce, 2, rue Christine.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 881 **Avril** **1901**

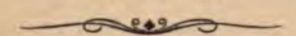
SOMMAIRE

ETUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE[1]

(1899-1900)



III. — Les forces des deux partis.

§ 1. — *Les Boers.*

Les institutions militaires. — Les institutions militaires du Transvaal et de l'Etat libre d'Orange ne diffèrent entre elles que par des points peu importants.

(1) Voir la *Revue militaire des armées étrangères*, n° de mars, p. 193.

Dans les deux pays, les forces armées comprennent toute la population mâle de race blanche et de couleur (1) âgée de plus de 16 ans et de moins de 60, qui peut être appelée à former des détachements dits *commandos* « pour réprimer les désordres à l'intérieur, « défendre le pays et lutter contre un ennemi extérieur. »

Tous les hommes de race blanche jouissant du droit d'électeur au 2e Volksraad, c'est-à-dire établis dans le pays depuis deux ans au moins, sont donc astreints au service militaire en cas de mobilisation (2).

Le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix est une des prérogatives du Président, qui l'exerce avec l'assentiment du Conseil exécutif. C'est également lui qui ordonne la convocation des commandos.

Le territoire est partagé en districts qui, à leur tour, sont subdivisés en circonscriptions de *field-cornets*, à raison de 2 à 6 par district. A la tête de chacun est un *district-commandant*, élu pour trois ans par les Burghers électeurs au 1er Volksraad. Il y en avait 21 au Transvaal, à la date du 1er janvier 1899, dont 20 pour les districts existants et un spécial pour Johannesburg. Le nombre des districts dans l'Etat libre d'Orange était de 18.

A la tête de chaque circonscription est un *field-cornet* aidé, dans les plus importantes d'entre elles, par un *assistant field-cornet*. Ces deux fonctionnaires sont élus

(1) Dans la guerre actuelle, les deux partis se sont interdit l'emploi des indigènes comme combattants.

(2) Les gouvernements français et allemand se sont mis d'accord avec celui du Transvaal pour que leurs sujets soient affranchis de cette obligation. Le gouvernement anglais avait engagé, dans le même but, des pourparlers qui n'étaient pas terminés lors de la déclaration de guerre. Le commandant général prescrivit aux field-cornets, avant l'ouverture des hostilités, de ne pas désigner des étrangers pour les commandos envoyés sur le théâtre des opérations.

pour trois ans par les Burghers de leur circonscription. Il y avait au Transvaal, le 1er janvier 1899, 80 field-cornets et 54 assistants.

En temps de paix, les *district-commandants* et les *field-cornets* ont un rôle de police dans l'étendue de leurs districts ou de leurs circonscriptions. Ils sont chargés, en outre, de tenir les listes des Burghers astreints au service militaire. Enfin ils contribuent au recrutement des quelques corps permanents que possèdent les deux Républiques (1).

En temps de guerre, ils sont chargés de convoquer les Burghers et de les former en *commandos*. Chaque citoyen étant tenu de s'équiper à ses frais (2) et restant détenteur, en tout temps, de son fusil et de ses munitions, la mobilisation est une opération particulièrement simple. Le Burgher rejoint le chef-lieu de la circonscription avec ses armes, ses vivres et son cheval (3); souvent il amène également avec lui son chariot attelé de bœufs, et le commando se trouve constitué par cet assemblage un peu hétérogène. En principe, les Boers n'ont pas d'uniforme spécial; cependant, les commandos de Prétoria et de Johannesburg avaient une tenue *khaki* qu'ils n'étaient pas, du reste, astreints à porter constamment. Les corps permanents (artillerie et police) étaient également pourvus d'un uniforme.

En temps de guerre, le *field-cornet* prend le commandement (4) du *commando* formé par ses administrés

---

(1) Voir ci-après, page 294. Le mot Burgher veut dire citoyen.

(2) Sauf le cas d'indigence.

(3) Ou ses chevaux. Beaucoup de Burghers se faisaient suivre au cours de la campagne d'un ou de plusieurs chevaux de main conduits par des Cafres.

(4) En outre, dans certains commandos, on avait nommé au début de la guerre des *corporals*, groupant au combat une fraction du *commando* et remplissant à peu près les fonctions de nos chefs de section. Cette disposition fut généralisée à la suite du conseil de guerre tenu

du temps de paix. Il a également dans ses attributions la prévision des mesures concernant l'alimentation de son unité pendant la période de mobilisation et possède le droit de réquisition.

L'effectif des commandos fut extrêmement variable, suivant le nombre de fermiers qui peuplaient les circonscriptions. Certains ne comptaient pas plus d'une centaine d'hommes, tandis que d'autres comprenaient plus de 1000 combattants.

A la tête de l'administration militaire du Transvaal on trouve le *commandant général*, qui exerce en temps de guerre le commandement des forces mobilisées. Il est aidé dans ses fonctions du temps de paix par un bureau comprenant 1 secrétaire, 10 fonctionnaires subalternes et le secrétaire du tribunal militaire. Le commandant général est élu pour dix ans, à la simple majorité des voix, par les électeurs du 1er Volksraad. Il est, en tout temps, subordonné immédiatement au Président de la République et au Conseil exécutif, mais également responsable du résultat des opérations militaires devant le 1er Volksraad. Il préside les *conseils de guerre*, qui revêtent deux formes :

1° Le *grand conseil de guerre*, comprenant *tous* les officiers, y compris les *assistant field-cornets*. Ce conseil est rassemblé dans les cas particulièrement critiques, pour établir un plan de campagne général ou avant une grande bataille ;

2° Le *petit conseil de guerre*, ou conseil ordinaire, qui réunit les officiers jusqu'aux *field-cornets* inclus, pour décider des affaires et opérations de chaque jour.

à Kroonstad le 17 mars 1900, et il fut prescrit à chaque *field-cornet* de diviser son *commando* en petits groupes de 25 hommes au plus, commandés chacun par un *corporal* qui devait veiller au ravitaillement des hommes en vivres et en munitions et était chargé de les diriger au combat.

Le commandant général n'est cependant pas obligé de convoquer ces conseils et peut agir sous sa propre responsabilité. Pour l'aider dans le commandement des forces mobilisées, il dispose des *assistant commandant generals* qui, au début des hostilités, furent au nombre de 5 pour le Transvaal, élus par le 1er Volksraad. Au-dessous d'eux, dans la hiérarchie, on trouve les *vecht generals*, ou généraux de combat, qui réunissent sous leur commandement un certain nombre de *commandos*. Les *vecht generals* exercent leur autorité par l'intermédiaire des *commandants*, qui ne sont autres que les *district-commandants* du temps de paix, ayant sous leurs ordres les *commandos* et les *field-cornets* de leur district.

En résumé, l'organisation territoriale du temps de paix sert de base à celle des troupes mobilisées, qui repose entièrement sur la réunion des *commandos*, seules unités constituées des forces boers.

Dans l'Etat libre d'Orange, il n'existe pas de commandant général en temps de paix. Les lois fondamentales du pays prévoient, en temps de guerre, l'élection d'un chef suprême par les *district-commandants* et les *field-cornets*, pour une durée de trois mois.

En réalité, dans la guerre actuelle, on n'a pas élu de *commandant général* pour les forces de l'Etat libre d'Orange. On s'est borné à désigner quatre chefs pour les rassemblements des forces mobilisées (1). L'autorité suprême a été donnée, au moins nominativement, au *commandant général* des forces du Transvaal (général Joubert), pour se conformer à la clause de l'accord conclu en 1897 dans laquelle il était dit : « Si le Président « convoque l'armée ou des commandos pour soutenir la « cause de la République Sud-Africaine, les citoyens

(1) MM. Martin, Prinsloo, André Cronje et Cornelius Wessels.

« serviront sous leurs drapeaux et leurs officiers. Seul, « le commandant en chef restera sous les ordres du « *commandant général* des forces de la République Sud-« Africaine. »

Dans l'Etat libre d'Orange, la direction de toutes les affaires concernant la guerre et les forces armées appartenait à trois commissions :

1° La *commission militaire*, composée de trois membres : le Président de l'Etat libre (M. Steijn), le Président du Volksraad (M. Wessels), et un membre du Volksraad (M. André Cronje), assistés d'un secrétaire;

2° La *commission de l'intendance*, composée également de trois membres et d'un important personnel de bureau;

3° La *commission des finances*, comprenant trois membres.

Les forces permanentes. — Le Transvaal possédait, dès le temps de paix, un corps permanent d'artillerie recruté par engagements volontaires d'une durée de trois ans parmi les Burghers de naissance ou naturalisés. Ce corps comprenait les divisions suivantes :

1° *État-major du corps :* 1 colonel, 1 major, 2 aides de camp et 1 quartier-maître.

2° *Division d'artillerie*, comprenant de l'artillerie de montagne, de campagne et de forteresse : 2 capitaines, 5 lieutenants, 12 sous-lieutenants, 38 sous-officiers, 30 caporaux et 226 hommes.

3° *Télégraphie de campagne :* 1 lieutenant, 5 sous-officiers, 3 caporaux et 23 élèves-télégraphistes.

4° *Intendance :* 1 capitaine, 1 caporal, 1 tailleur, 1 bourrelier et 4 hommes.

5° *Musique :* 1 chef de musique, 1 sous-officier, 18 musiciens.

6° *Service médical :* 1 médecin militaire, 1 vétérinaire, 2 infirmiers et 11 aides.

7° *Section d'instruction militaire.*

8° *Forge :* 1 sous-officier maréchal et 6 élèves-maréchaux.

9° *Atelier de réparation de voitures :* 1 sous-officier et 6 hommes.

Il ne faudrait pas croire que ce corps permanent fût destiné à servir de noyau à de nouvelles formations de campagne. Il formait un corps distinct du reste des forces constituées par les Burghers réunis (1). Cependant il se complétait à la mobilisation au moyen des anciens artilleurs libérés.

En plus du corps de l'artillerie, le gouvernement du Transvaal disposait, en temps de paix, de *polices armées*, composées d'hommes à pied et à cheval, en partie indigènes. Le territoire est divisé en cinq arrondissements de police; en outre, Prétoria forme un arrondissement spécial. L'ensemble du corps de police comptait 1750 hommes avant la guerre. Il a été partiellement utilisé pendant la campagne, et la police de Johannesburg s'est, en particulier, acquis une grande réputation de bravoure dans les nombreux engagements auxquels elle a pris part.

L'Etat libre d'Orange possède également un corps permanent d'artillerie à l'effectif de 4 officiers, 19 sous-officiers et 140 hommes. Les conditions d'engagement dans ce corps sont les mêmes qu'au Transvaal.

Les effectifs. — Au 1er janvier 1899, figuraient, au Transvaal, sur les listes des *field-cornets :*

15,696 Burghers de 18 à 34 ans;
9,050 — de 34 à 50 ans;
4,533 — de 16 à 18 ans et de 50 à 60 ans,

soit un total de 29,279 Boers, sans compter les étrangers et la population indigène.

(1) Les mots armée, troupe, soldats n'existent pas dans les lois de la République Sud-Africaine pour désigner les forces armées constituées par la population en cas de guerre; ils sont remplacés par l'expression *les Burghers*, citoyens réunis en commandos.

Dans l'Etat libre d'Orange, le nombre des Burghers astreints aux obligations militaires s'élevait à **17,381**.

Le total de **46,660** hommes, auquel il faut ajouter l'effectif de paix des corps permanents d'artillerie des deux Etats et une partie des corps de police, constitue donc le *maximum* de ce que les deux Républiques pouvaient mettre sur pied en pratiquant la levée en masse.

En réalité, bien que tous les Burghers eussent été convoqués au début de la guerre, on fut très loin d'atteindre ce chiffre. La question des effectifs dont les Boers disposaient aux divers moments de la campagne est une de celles sur lesquelles les appréciations les plus diverses et les plus erronées ont été émises. Les renseignements précis manquent et doivent manquer sans doute longtemps, car les autorités des deux Républiques n'ont elles-mêmes probablement jamais su le nombre exact des hommes dont elles disposaient et se sont peu souciées de recueillir des renseignements statistiques sur ce sujet. Pourtant, il est possible, en réunissant des informations dignes de foi provenant de sources diverses, de se faire une opinion approchant de la vérité sur cette importante question.

Ce que dit M. Howard C. Hillegas, correspondant du *New York World*, dans son livre *With the Boer Forces*, l'un des plus intéressants qui aient été écrits sur les Boers, résume heureusement, en les confirmant, les renseignements possédés d'autre part :

« *L'effectif réel des armées boers n'a jamais dépassé, à* « *aucune époque, 30,000 hommes*, et, sur ce nombre, « plus de moitié ne prirent jamais part au combat.

. . . .

« Il y avait sans doute plus de 30,000 hommes dans « les deux Républiques en état de porter les armes, « mais il ne fut jamais possible de les forcer tous à se « rendre *au front*, de même qu'il ne fut pas toujours « facile de retenir ceux qui avaient rejoint les *laagers*.

« Dix pour cent des hommes dans les commandos étaient « autorisés à partir en permission et une proportion sen- « siblement égale quittait le camp sans autorisation, de « sorte que les officiers n'avaient jamais leurs troupes à « l'effectif normal.

« Les administrations de la guerre à Prétoria et à « Blœmfontein et les officiers des commandos *au front* ne « disposaient d'aucun moyen de connaître l'effectif exact « des troupes en campagne, sauf en faisant, à un moment « donné, le dénombrement des hommes présents, ce « qui ne fut jamais essayé. Il n'y avait aucun relevé « officiel dans les deux capitales et pas un des comman- « dos ne possédait de liste d'appel, de sorte que, pour « obtenir une évaluation approchée de l'effectif des « Burghers, il aurait fallu visiter tous les comman- « dos.

« Au commencement de décembre 1899, l'admini- « stration de la guerre au Transvaal décida de faire un « cadeau de Noël à tous les citoyens des deux Répu- « bliques qui se trouvaient en campagne; les généraux « et commandants furent priés de fournir la liste exacte « des hommes de leurs commandos. Chacun envoya « sa réponse et le résultat indiqua un effectif de « 28,000 hommes. On expédia le même nombre de « cadeaux, que chaque Burgher reçut *au front* le jour « de Noël; mais 2,000 paquets environ ne furent point « distribués. Cela montre d'une façon presque con- « cluante que l'effectif des Boers, au mois de décembre, « ne dépassait pas 26,000 combattants.

« A diverses époques de la campagne, les correspon- « dants des journaux étrangers (M. Douglas Story, du « *Daily Mail;* M. John O'Knight, du *San Francisco* « *Call;* M. Thomas F. Millard, du *New York Herald*, et « l'auteur de ce livre) firent de sérieux efforts pour « obtenir des renseignements précis sur les effectifs « des Boers; les résultats furent invariablement qu'ils

« avaient moins de 30,000 hommes en campagne. Les « correspondants visitèrent les principaux commandos « et furent aidés dans leur tâche par les généraux, « les commandants, ainsi que par les fonctionnaires « des administrations de la guerre, mais souvent « les résultats ne donnèrent pas un total supérieur à « 25,000 hommes. Suivant un rapport du commandant « général Joubert, établi quelques jours avant sa mort, « il n'eut jamais au Natal plus de 13,000 hommes, et, « dans ce nombre, moins de 2,000 hommes furent « employés dans le *trek* exécuté jusqu'à la Mooi-River. « Après la délivrance de Ladysmith, les forces du Natal « tombèrent, par suite des désertions et des détache- « ments qui furent rappelés, à moins de 5,000 hommes ; « quand le général Buller commença son mouvement « en avant, il n'eut pas devant lui plus de 4,500 Boers.

« L'effectif varia dans de fortes proportions, pour « des raisons diverses, et tomba souvent au-dessous de « 20,000 hommes, au moment où les Boers occupaient « encore le territoire anglais. Le tableau suivant, « dressé soigneusement avec l'aide de leurs princi- « paux chefs, donne, de l'effectif des Burghers dans « les diverses périodes de la campagne, l'idée la plus « exacte qu'il sera probablement jamais possible de « formuler. »

DATE.	NATAL.	ÉTAT LIBRE ET FRONTIÈRE Ouest et Sud.	TRANSVAAL ET FRONTIÈRE Ouest et Nord.	TOTAL.
1er novembre 1899	12,000	12.000	5,000	29,000
1er décembre 1899	13,000	12,000	5,000	30,000
1er janvier 1900	13,000	12,000	3,000	28.000
1er février 1900	12,000	10,000	3,000	25,000
1er mars 1900	8,000	8,000	7,000	23,000
1er avril 1900	5,000	10,000	10,000	25,000
1er mai 1900	4,500	9,000	9,000	22,500
1er juin 1900	»	4,500	16,000	20,500
1er juillet 1900	»	4,000	15,000	19,000

Les étrangers. — A ces forces il faut ajouter l'appoint des volontaires étrangers qui vinrent apporter leur concours à la cause des Boers. Ils appartenaient à deux catégories : les Européens et les Afrikanders.

L'afflux des premiers commença dès le début de la guerre et se continua à raison d'environ 400 par mois. « Ces volontaires (1), ainsi que les appelaient les Burghers, comprenaient des soldats de carrière, des gens « en quête de butin, des hommes désireux de combattre par amour de la justice et des aventuriers. Les « soldats de carrière rendirent de grands services tant « qu'ils se contentèrent de rester sous l'autorité d'un « chef boer ; dès qu'ils voulurent opérer pour leur « propre compte, ils devinrent non seulement un « embarras, mais souvent un réel danger. Au début « de la guerre, les quelques corps (2) qui existaient « furent cause du désastre d'Elandslaagte, à la suite « duquel tous les étrangers furent obligés de rejoindre « les commandos. »

Quelques mois plus tard, la formation de nouveaux groupes fut autorisée : la légion française, le corps des éclaireurs américains, celui des éclaireurs russes, le corps allemand et quelques autres.

« Les Boers (1), très jaloux de leurs prérogatives, « refusèrent toujours de donner aux étrangers un « commandement..... Convaincus que leur propre « tactique était parfaite, ils souriaient à l'idée que « des officiers européens pouvaient leur apprendre « quelque chose au point de vue militaire. Les offi-

---

(1) H.-C. Hillegas, *With the Boer Forces,* ouvrage cité.

(2) Le corps hollandais, le plus important, comprenait surtout des hommes de cette nationalité, qui se trouvaient dans le pays avant la guerre. Presque détruit à l'affaire d'Elandslaagte, ce corps qui s'était très bravement mais imprudemment comporté, fut dissous. Les membres restants rejoignirent les commandos.

« ciers étrangers étaient bien accueillis à Prétoria (1) « et dans les *laagers*, mais on leur demandait de « s'enrôler comme soldat ou comme simple Burgher. « On ne leur donnait point de commissions dans l'armée « boer, et beaucoup d'entre eux en furent très désap- « pointés. Les Boers sentaient que les étrangers ne con- « naissaient point leur pays, qu'ils manquaient d'habi- « tude du tir, et refusaient en conséquence de confier « leur vie et le sort des combats à des gens incom- « pétents . . . .

« Les hommes de la légion française furent, sans « aucun doute, plus utiles que les volontaires des « autres nationalités, chaque fois qu'ils eurent l'oc- « casion de faire quelque chose. Avant la guerre, un « des forts de Prétoria avait été construit par des ingé- « nieurs français et, après l'ouverture des hostilités, des « hommes de même nationalité ayant une certaine « expérience militaire furent très en faveur auprès du « général Joubert, qui était fier de son origine. La « plus grande partie de l'artillerie avait été fournie par « des maisons françaises et le généralissime en confia « sagement la direction à ceux qui la connaissaient bien. « MM. Grunberg et Léon (2) rendirent des services « considérables, en assurant le transport de l'artillerie « lourde à travers les montagnes du Natal et en choi- « sissant pour elle des positions abritées du feu de « l'ennemi. »

Le colonel de Villebois-Mareuil fut un des rares Européens qui put, par son expérience militaire, s'imposer aux Boers. Après le conseil de guerre de Kroonstad

(1) Tout étranger reçut du gouvernement boer un cheval, l'armement et l'équipement nécessaires ; en outre, il put toucher les rations de campagne en nature. Mais il ne lui fut alloué aucune solde.

(2) M. Léon fut grièvement blessé, le 12 février, au siège de Kimberley.

(17 mars 1900), il fut nommé général de brigade et tous les corps étrangers furent mis sous son commandement. Malheureusement il trouva prématurément une mort glorieuse à Boshof, et les corps étrangers, qu'il avait eu à peine le temps de réunir, se disloquèrent de nouveau.

La majorité des Afrikanders qui se joignirent aux Boers étaient déjà dans le pays lorsque la guerre éclata. Ils furent acceptés comme Burghers dans les commandos. Il en fut de même des Afrikanders du Natal et de la colonie du Cap qui renforcèrent les Boers lors de l'envahissement de ces possessions anglaises. Suivant M. Hillegas (1), le nombre des Afrikanders qui apportèrent leur concours fut, au début des hostilités, d'environ 6,000, mais il y eut dans la suite des désertions constantes, en sorte qu'après les six premiers mois de campagne il en restait moins d'un tiers. Le tableau suivant, que nous reproduisons d'après l'ouvrage de M. Hillegas, donne le nombre et la répartition approximative des étrangers qui prirent du service dans les Républiques Sud-Africaines.

NATIONALITÉ.	DANS LES CORPS SPÉCIAUX d'étrangers.	DANS LES COMMANDOS.
Français	300	100
Hollandais	400	250
Russes	100	125
Allemands	300	250
Américains	150	150
Italiens	100	100
Suédois	100	50
Irlandais	200	»
Afrikanders	»	6,000
TOTAL	1,650	7,025
TOTAL GÉNÉRAL	8,675	

(1) *With the Boer Forces*, ouvrage cité.

L'armement des Boers. — Le fusil le plus généralement employé par les Boers a été le Mauser modèle 1893-95, du calibre de 7^{mm}, à chargeur de cinq cartouches. Ce fusil est, dans l'ensemble, un peu supérieur au Lee-Metford anglais.

Les Boers, en outre, possédaient un certain nombre de carabines Mauser (1), des fusils Martini-Henry et des armes de modèles divers. De plus, ils utilisèrent les fusils et les munitions de l'ennemi qui tombèrent entre leurs mains au cours de la campagne; dans la dernière partie de la guerre, il semble que la plupart aient adopté le Lee-Metford et que le ravitaillement en munitions s'effectue surtout au détriment des approvisionnements anglais.

L'artillerie des Boers a été l'objet des appréciations les plus exagérées. On sera étonné de constater le petit nombre des canons qu'ils possédaient. Cela justifie dans une certaine mesure l'emploi par pièces isolées qu'ils en firent au cours de la campagne, et explique les faibles résultats que l'artillerie produisit dans les sièges de Ladysmith, Kimberley et Mafeking.

Le matériel d'artillerie du Transvaal se composait de (2) :

4 pièces de siège, 22 pièces de campagne, 21 mitrailleuses............	4 canons de 155-L du Creusot (siège). 6 canons de campagne de 75^{mm} à tir rapide du Creusot, modèle 1895. 8 canons de campagne de 75^{mm} système Krupp, modèle 1896. 4 obusiers de campagne de 12^{cm} système Krupp. 3 canons de campagne de 75^{mm} Maxim-Nordenfelt.

(1) Voir l'appendice n° 3, renseignements techniques. Les sous-officiers et hommes du corps de l'artillerie étaient armés de la carabine Mauser.

(2) Voir à l'appendice n° 3 les renseignements techniques concernant ce matériel et la comparaison avec le matériel anglais.

4 pièces de siège, 22 pièces de campagne, 21 mitrailleuse (*suite*)	1 canon de campagne de 75mm, modèle Skoda (suédois). 8 mitrailleuses de 37mm Maxim-Nordenfelt. 13 mitrailleuses pour cartouches d'infanterie : 5 pour cartouches Lee-Metford, 8 pour cartouches Martini-Henry.

L'artillerie de l'État libre d'Orange comprenait :

14 canons de campagne de 75mm système Krupp, modèle 1892 ;
6 canons de campagne Amstrong se chargeant par la bouche ;
3 canons de montagne Amstrong se chargeant par la bouche ;
3 mitraillenses pour cartouches Martini-Henry ;
1 mitrailleuse système Krupp de 37mm.

Au début de la guerre, ce matériel était suffisamment approvisionné en munitions (1). En outre, les usines de MM. Grünberg et Léon parvinrent à fabriquer des projectiles de toute espèce et réussirent même à confectionner des fusées. Ces établissements furent également en situation de faire les réparations importantes du matériel ; on peut citer le cas d'un des canons de 155-L qui, mis hors de service au moyen de pétards de dynamite, au cours d'une sortie tentée par les Anglais durant le siège de Ladysmith, put être réparé et employé de nouveau, bien que raccourci de quelques centimètres, au siège de Kimberley.

Les fortifications. — Avant la guerre, Prétoria avait été entouré de quatre forts de forme rectangulaire, construits dans le roc, sans fossés et protégés par des escarpes à pic (2). Sous l'un des grands côtés du rectangle, se trouvent les casemates destinées à loger la garnison. Les emplacements des pièces, situées à ciel

(1) Les pièces de siège de 155-L, en particulier, possédaient un approvisionnement de 2100 coups par pièce.

(2) En outre, il existe un fort près de Johannesburg, mais qui fut construit plutôt dans le but de maîtriser la ville des Uitlanders que de la protéger contre une attaque extérieure.

ouvert, sont séparés par des traverses saillantes, avec abris, couloirs et ascenseurs, servant au service de l'artillerie. Le flanquement est assuré par le tracé des crêtes qui présentent une saillie au milieu des longs côtés du rectangle.

Bien armés et vigoureusement défendus, ces ouvrages auraient été en état de fournir une certaine résistance et de retarder la chute de la capitale. Mais, lorsque les Anglais se présentèrent devant Prétoria, il ne restait plus une pièce dans les forts, tout le matériel d'artillerie ayant été employé pour les besoins de la guerre de campagne et des sièges de Ladysmith, Kimberley et Mafeking. D'autre part, il n'était pas dans le tempérament des Boers de s'enfermer dans une ville pour y subir les impressions démoralisantes d'un siège. Ils renoncèrent donc à défendre leur capitale et il ne semble pas que la prise de celle-ci ait eu une action sérieuse sur le sort de la campagne.

Les Burghers en campagne. — Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, les forces boers en campagne sont formées de *commandos* réunis, entre lesquels l'artillerie est répartie par pièces isolées, d'une façon variable. Ces troupes d'hommes armés, de chevaux de main, de grands chariots à bœufs, que bien souvent des femmes accompagnent, ne diffèrent pas sensiblement des groupements formés jadis par les fermiers du Sud africain lorsqu'ils entreprenaient une expédition contre les indigènes ou qu'ils faisaient ces vastes déplacements connus sous le nom de *treks*.

Chaque Burgher possède un ou plusieurs chevaux et réalise le type du fantassin monté. Le cheval ne lui sert généralement que de moyen de transport ; il lui donne *une grande mobilité* tactique, en permettant des déplacements rapides au cours même du combat et des mouvements sur les flancs ou les derrières de son adversaire. Arrivé près du kopje derrière lequel il veut se

mettre en embuscade, le combattant abandonne sa monture en lui passant les rênes par-dessus l'encolure. Celle-ci est habituée à ne pas bouger, et son cavalier la retrouvera au même endroit, lorsqu'il lui faudra quitter sa position pour se porter au galop sur un autre point. Cette tactique, qui fut toujours celle des Boers quand ils n'eurent pas le temps de se retrancher sur des emplacements choisis à l'avance, combinée avec un excellent emploi des feux, leur a constamment permis de s'opposer à temps aux mouvements plus lents d'une infanterie dont les formations se pliaient difficilement au terrain, et de lui infliger souvent des échecs sérieux. Mais elle se prête mal à l'offensive, qui nécessite de la cohésion et de la consistance dans les formations. N'étant jamais complétée par une action de choc, ni même par la menace d'une semblable action, indispensable pour obtenir un effet décisif dans le combat, elle ne peut donner que des succès stériles.

La présence de chariots au milieu des commandos résolvait les deux problèmes du ravitaillement et du stationnement. Le chariot à bœufs servait à la fois de fourgon à vivres et d'abri contre la fraîcheur des nuits sud-africaines. Par contre, il présentait un sérieux obstacle à la mobilité des Boers. Celle-ci ne fut remarquable, dans la première partie de la campagne, qu'au point de vue tactique; les Burghers, étant tous montés, se déplaçaient rapidement dans le rayon d'action de leurs *laagers*. Dans la suite, leurs chefs comprirent les graves inconvénients causés par la présence de ces lourds chariots ; certains d'entre eux surent débarrasser leurs commandos de ces impedimenta et leur rendre une remarquable mobilité qui leur permit d'échapper aisément à la poursuite des colonnes anglaises.

L'habitude de la chasse et le sens du terrain, inné chez les Boers, les rendaient particulièrement aptes au

service d'éclaireurs, sans que rien dans l'organisation de leurs forces vînt préciser l'emploi de ces précieuses facultés.

« Le Boer (1) est un éclaireur excellent, parce qu'il « connaît bien son pays et que son œil est plus exercé « que celui des adversaires auxquels il a à faire. L'at- « mosphère de l'Afrique du Sud est d'une grande « limpidité et la vue de tous peut embrasser un vaste « horizon, mais le Boer seul, habitué aux conditions « climatériques de la région, peut distinguer un Anglais « d'un habitant du pays, là où l'étranger aperçoit « simplement un être en mouvement..... Il n'y avait « aucun service particulier d'éclaireurs dans l'armée « boer, et c'était peut-être en ce qui concerne les moyens « de se procurer des renseignements sur l'ennemi que « le manque d'organisation se faisait le plus vivement « sentir. Quand un général ou un commandant en « avait besoin, il faisait appel à des volontaires pour « se les procurer. Souvent, et durant plusieurs jours « de suite, au cours de la campagne du Natal, il n'y « eut aucun service de reconnaissance, et les généraux « furent dans l'ignorance complète des mouvements « de l'ennemi. Cependant, comme aucun règlement « n'empêchait les Burghers de quitter le camp à un « moment quelconque, bien des renseignements étaient « obtenus et transmis aux généraux par les hommes « qui rôdaient dans le veldt. Il était très difficile, pour « quelqu'un qui n'avait pas l'aspect de l'un d'eux, « de chevaucher dans la campagne pendant plus d'un « mille sans s'entendre interpeller par un Boer qui « paraissait sortir de terre. — Où allez-vous? D'où « venez-vous? » étaient les questions invariables qui « saluaient l'étranger, et si celui-ci était incapable de

(1) H.-C. Hillegas, *With the Boer Forces*, ouvrage cité.

« donner une réponse satisfaisante ou de montrer des « papiers en règle, on lui intimait l'ordre de se rendre. « Lorsque les Burghers se promenaient dans le veldt, « qu'ils retournaient chez eux ou revenaient au camp, « ils étaient constamment sur leurs gardes ; dès qu'ils « avaient recueilli un renseignement leur paraissant « avoir quelque valeur, ils se précipitaient à la station « télégraphique ou héliographique la plus voisine et le « transmettaient à leur général ou à leur comman- « dant. En outre, ils avaient l'avantage de posséder, « aussi bien dans la population blanche que chez les « indigènes, des amis qui étaient en mesure de leur pro- « curer de diverses manières des renseignements sur « l'ennemi. Toutes ces circonstances réunies justifient « l'appréciation favorable portée par le général White « sur leur service d'informations, bien qu'en réalité « celui-ci n'ait pour ainsi dire jamais existé. »

Pendant les opérations, les Boers ont toujours pris des mesures de sûreté qui, bien que fréquemment incomplètes, leur permirent cependant d'éviter les surprises, et leur assurèrent de ce fait une réelle supériorité sur leurs adversaires. Les *laagers* étaient protégés par une ou plusieurs *brandwachte*, sorte de grand'garde d'une centaine d'hommes qui s'installaient sur les hauteurs dominant l'emplacement du camp et veillaient jusqu'à l'aube.

Le Burgher conserve en campagne son esprit d'indépendance naturel. Il y a bien une loi qui l'oblige, sous peine d'amende, à rejoindre son commando à la mobilisation, mais il n'y en a pas qui le force à combattre lorsque cela ne lui plaît point. Autant il mettra d'énergie et de bravoure froide dans la lutte, s'il la juge nécessaire, et se montrera respectueux des ordres de son chef, lorsqu'il partage sa manière de voir, autant il apportera d'apathie dans l'exécution des mesures qu'il jugera inutiles.

« Quand un Boer (1) estime qu'il est de son devoir de « combattre et de risquer sa vie, il le fait comme peu « de gens sont capables de le faire; mais, s'il trouve que « sa présence sur la ligne de feu n'est pas indispen- « sable, il préfère rester au camp...... Quand il se plie « à la discipline, il le fait parce qu'il croit devoir le « faire, et non par crainte de ceux qui ont autorité sur « lui. Il est profondément religieux et croit qu'en « obéissant il [illegible] devant la Providence qui « veille sur sa cause. C'est beaucoup plus sa religion « que son adresse infaillible au tir qui en fait un bon « soldat. Si l'armée boer avait été composée de gens « irréligieux et indisciplinés, au lieu de fermiers dévots, « elle n'aurait opposé aucune résistance. La religion des « Boers a été leur discipline. »

Les généraux boers. — Avec de tels hommes, le rôle des chefs est bien difficile. On a vu quelle importance la loi militaire donne à la réunion de conseils de guerre qui entravent l'initiative du commandement et dispersent les responsabilités. Comme, d'autre part, tous les officiers sont choisis à l'élection, leur autorité ne peut être que morale. Seuls, la valeur personnelle du chef, l'ascendant qu'il sait prendre sur ses hommes et la confiance qu'il leur inspire lui permettent d'imposer sa volonté.

Les généraux boers, à part un petit nombre d'entre eux qui avaient eu déjà, dans des campagnes précédentes, l'occasion d'exercer un commandement, étaient de simples fermiers désignés par leur situation sociale et leurs qualités personnelles au choix de leurs concitoyens. C'est à la chasse ou dans les expéditions contre les indigènes qu'ils ont appris ce qu'ils savent de la guerre. Aussi ne faut-il pas s'étonner si leurs notions sont plutôt

(1) H.-C. Hillegas, *With the Boer Forces*, ouvrage cité.

celles d'organisateurs de battues ou de chefs de pionniers que de chefs militaires. Cependant, les événements montreront, chez certains d'entre eux, des qualités de premier ordre, de la décisiou, du commandement et un sens merveilleux du terrain. Ils furent aidés par leur parfaite connaissance du pays (1). En général, chacun d'eux a opéré dans la région qu'il connaissait le mieux. « Le général Cronje (2) a dirigé les opérations le long « de la frontière occidentale des Républiques, dont il « possédait la topographie aussi bien que celle de sa « propre ferme. Le général Meyer avait passé la majeure « partie de sa vie dans les environs du Biggarsberg et « dans le haut Natal, et il n'y avait pas un point qui ne « lui fût familier. Le général Botha était né près de la « Tugela et, dans son enfance, avait chassé l'antilope « sur les points où, plus tard, il devait faire une si belle « résistance contre les forces du général Buller. Le gé- « néral Christian de Wet était originaire de Dewets- « dorp; il n'y avait pas un vallon ou un ravin dans le « territoire où il a combattu si vaillamment, qu'il n'eût « parcouru maintes fois avant la guerre. Le général « de Larey passa la plus grande partie de son existence « dans le Griqualand occidental; lorsqu'il eut à con- « duire ses hommes aux environs de Kimberley ou « dans la région sud-ouest de Free-State, il se trouva « sur un terrain connu. Le général Snyman, qui as- « siégea Mafeking, habitait, avant la guerre, le district « de Marico, et connaissait la région occidentale du « Transvaal. »

Le général Joubert, qui exerça le commandement su-

---

(1) On se rend difficilement compte en Europe où l'on possède, pour les manœuvres ou les opérations militaires, d'excellentes cartes à grande échelle, de l'importance que prend une semblable connaissance d'un pays où il n'existe que de très mauvaises cartes.

(2) H.-C. Hillegas, *With the Boer Forces*, ouvrage cité.

prême pendant la première partie de la campagne, avait été un des chefs les plus actifs et les plus énergiques de l'insurrection de 1881; c'est lui qui commandait en chef à Laing's-Nek et à Amajuba-Hill. Depuis, il avait pris une part très active à la vie politique de son pays. Rival de M. Krüger dans les dernières élections présidentielles, il représentait le parti de conciliation qui conservait l'espérance d'une solution pacifique et refusait de croire à la guerre. Lorsque celle-ci éclata, le général Joubert avait 65 ans déjà, et l'âge, semble-t-il, avait exercé son action sur ses grandes qualités morales et physiques. Trop préoccupé de ménager la vie de ses Burghers, il hésitait à les engager dans le combat, dans la crainte de pertes inévitables. Les événements ont montré qu'il ne possédait plus l'entrain ni la vigueur nécessaires à un chef d'armée; les hommes qui purent l'approcher, et porter un jugement autorisé sur la situation, sont d'accord à le reconnaître partiellement responsable de l'insuccès final des opérations des Boers dans le haut Natal. Voici comment M. H.-C. Hillegas s'exprime à son sujet :

« On doit lui accorder les circonstances atténuantes. « Son âge, sa maladie et un accident dont il fut victime « au camp sont, sans aucun doute, les causes de son « insuffisance. Cependant, il n'est pas douteux qu'il est « responsable de l'échec de la campagne du Natal. « L'armée qu'il y commandait, bien que ne comptant « que 12,000 à 13,000 hommes, était capable de tenir tête « à 65,000 Anglais; la seule chose qui lui manquait était « un chef qui pût combattre avec elle et la mener à la « poursuite de l'ennemi. Si le commandant en chef avait « poursuivi les Anglais après chacune de leurs défaites « et arraché les Burghers de leur camp par la force de « son exemple personnel, la plus grande partie de la « campagne du Natal se serait déroulée près de l'océan « Indien et non sur les bords de la Tugela. La majorité

« des Boers demandaient un chef qui leur commandât : « Suivez-moi ». Joubert disait seulement : « Allez. »

En résumé, les forces boers furent constituées par une milice de fermiers ayant individuellement les plus hautes qualités militaires, mais auxquelles il manquait les liens de l'organisation et de la discipline pour former une armée. L'esprit d'indépendance qui animait chacun d'eux, le système de l'élection des chefs et l'abus des conseils de guerre ont eu, sur la conduite des opérations, une influence toujours fâcheuse et souvent désastreuse. C'est à ces vices fondamentaux qu'il faut attribuer l'absence de résultats décisifs dans tous les combats importants livrés par les Boers, tandis que leurs succès sont dus surtout aux qualités individuelles des hommes et des chefs, qui se sont particulièrement manifestées dans les petites opérations de la guerre de partisans. Une théorie séduisante prône la levée en masse d'un peuple conduit par l'enthousiasme patriotique, comme suffisante à protéger son indépendance et à défendre son territoire contre l'invasion. S'il est un cas où elle aurait dû trouver sa justification, c'est bien celui des Républiques Sud-Africaines où chaque fermier est un soldat, mieux exercé, plus entraîné, plus énergique qu'aucun des hommes qui constituent nos armées permanentes, et où les Anglais se sont heurtés à des difficultés matérielles que n'offrira aucun des théâtres d'opérations de l'Europe centrale. L'étude des événements montrera au contraire la faiblesse de cette théorie; elle fera toucher du doigt l'infériorité des milices et leur incapacité à faire la guerre de manœuvre et d'offensive qui peut seule donner des résultats positifs.

Cependant, il n'en est pas moins remarquable qu'une poignée d'hommes, disposant de moyens matériels si restreints, puisse résister depuis plus de 18 mois à l'une des plus grandes puissances de l'Europe. Pour qui ne voudrait tenir compte, dans l'appréciation des forces des

deux partis, que des facteurs matériels, du nombre, de l'armement et de l'organisation, il y aurait là un phénomène inexplicable. Sans entrer dans l'examen détaillé des éléments qui permettent de comprendre cette résistance, on peut faire remarquer que les données matérielles, malgré leur importance, ne doivent compter qu'avec leurs coefficients propres et qu'il est nécessaire de faire une part prépondérante aux facteurs moraux. Ces derniers seuls permettent de comprendre l'apparente contradiction de la guerre sud-africaine. On ne doit pas oublier, en effet, que les Boers se battent pour la défense de leur indépendance et de leurs foyers, tandis que le soldat anglais se bat pour l'honneur, et que l'obstination d'un peuple à ne pas se déclarer vaincu est le plus sûr gage de la victoire qui puisse lui rester.

§ 2. — *L'armée anglaise.*

La *Revue militaire des armées étrangères* a fréquemment publié sur l'armée anglaise des études qui permettent au lecteur de se rendre compte de son organisation et de ses ressources (1). Cependant, en raison du caractère spécial des institutions militaires de la Grande-Bretagne, qui diffèrent si profondément de celles que les nécessités politiques ont imposées aux autres nations européennes, il n'est pas inutile d'en rappeler ici les traits principaux.

Seule, en Europe, l'Angleterre a conservé comme base du recrutement de ses forces militaires l'engagement volontaire, à l'exclusion de tout service obligatoire. La situation insulaire du Royaume-Uni et le caractère colonial du service qui incombe au soldat anglais expliquent le maintien d'institutions militaires, qui se rap-

---

(1) *Voir, en particulier, l'étude sur La situation actuelle de l'armée anglaise, publiée en mars 1900.*

prochent beaucoup de celles des armées de l'ancien régime. L'homme de troupe anglais est un soldat de carrière, formant dans la société une classe à part, mais restant cependant un soldat national, accessible dans une large mesure aux sentiments qui animent le pays tout entier. Il possède les qualités de bravoure insouciante du mercenaire, dont il a parfois aussi les défauts, et doit à la longue durée du service auquel il est astreint (1) un esprit de discipline et une endurance qui en font un instrument docile dans la main de ses chefs. Mais il existe entre les officiers et leurs hommes une telle distance sociale et des rapports d'un caractère tellement extérieur que les premiers ont uniquement sur leurs subordonnés une très lointaine influence morale. Leur autorité s'exerce par l'intermédiaire des sous-officiers qui sont chargés de tous les détails du service. L'officier anglais se repose sur eux de beaucoup des soins qui incombent ailleurs aux lieutenants et aux capitaines. Il n'a pas, aussi fréquemment que dans la plupart des armées européennes, à porter son attention sur les besoins de ses hommes et perd ainsi d'excellentes occasions de les approcher, de les connaître, d'acquérir leur confiance.

Les officiers anglais ont fait preuve dans la guerre actuelle d'une bravoure incontestable ; la forte proportion de ceux qui sont tombés au feu, par rapport aux pertes en hommes de troupe, en est la meilleure preuve. Mais les échecs de la première partie de la campagne et certains incidents malheureux, où des détachements ont été complètement surpris et se sont trouvés exposés aux projectiles ennemis dans des formations peu appropriées aux circonstances, ont donné naissance dans

---

(1) Dans l'armée régulière. Les appréciations ci-dessus ne s'appliquent naturellement pas à la milice et aux volontaires.

la presse anglaise à de très vives critiques contre le savoir professionnel du corps d'officiers (1).

On leur a reproché de se laisser absorber par les côtés extérieurs de leur profession, de faire dans leur existence plus de place aux occupations sportives qu'aux études militaires. On a critiqué leur expérience acquise dans les expéditions coloniales, comme ne les préparant pas à la guerre moderne, contre un ennemi pourvu d'armes perfectionnées. L'étude des faits permettra au lecteur de se faire une opinion sur la valeur de ces critiques.

Les événements mettront en lumière non seulement l'influence des qualités de caractère, de bravoure et d'entraînement physique dont l'importance n'échappe à personne, mais aussi l'action, souvent prépondérante sur les opérations, des idées militaires qui règnent dans une armée et constituent sa *doctrine de guerre*. Ils montreront combien il est nécessaire qu'une semblable doctrine, fruit des études réfléchies et raisonnées du temps de paix, imprègne tout le corps d'officiers et fournisse à chacun d'eux le fil directeur qui oriente ses décisions dans les circonstances difficiles.

Il convient également d'attendre l'étude des faits pour

---

(1) Ces critiques n'ont pas été faites seulement par les feuilles hostiles au gouvernement. Elles ont été générales, même dans la presse officieuse. A titre d'exemple, voici ce qu'on lit dans un ouvrage dont le *Times* a commencé la publication (*The Times History of the War in South-Africa*) et qui, à en juger par le 1er volume, déjà paru, sera une œuvre considérable, sinon très impartiale:

« Un des premiers résultats de la guerre a été de mettre en lumière « la faiblesse et l'insuffisance de beaucoup des branches de notre coûteuse organisation militaire, de montrer le petit nombre des officiers « de grade élevé à hauteur de leur tâche, le manque sérieux d'entraînement au service de guerre des officiers et des hommes de troupe, « la faillite encourue par les hommes responsables de la direction de « l'armée dans l'œuvre de réforme générale entreprise pour la mettre à « hauteur des nécessités de la guerre moderne. » (*The Times History of the War in South-Africa*, 1er volume, page 9.)

formuler des appréciations sur les chefs qui ont dirigé les opérations dans l'Afrique du Sud. La plupart d'entre eux se sont formés aux cours des expéditions coloniales, où ils n'avaient jamais eu l'occasion de réunir sous leurs ordres des troupes aussi nombreuses que dans l'Afrique du Sud. Les manœuvres d'automne, qui sont loin de tenir, en Angleterre, dans l'instruction de l'armée, la place qu'elles ont prise dans les autres nations européennes, ne les avaient guère préparés aux difficultés qu'ils allaient rencontrer en face des Boers. Aussi la guerre actuelle a-t-elle été pleine de surprises pour les généraux anglais ; certains d'entre eux y ont compromis une réputation de savoir professionnel, acquise au cours d'une brillante carrière et à la suite de nombreuses campagnes.

Les ressources militaires de l'Angleterre. — L'armée anglaise (1) comprend :

1° L'armée régulière et sa réserve ;

2° La réserve de la milice et la milice ;

3° Les volontaires.

Armée régulière. — L'armée régulière se recrute au moyen d'engagés volontaires pour 12 ans, dont 3 ou 7 ans dans l'armée active et 7 ou 5 ans dans sa réserve.

A la date du 1er octobre 1899 (2), elle comptait :

Infanterie.........	153 bataillons.	
Cavalerie.........	31 régiments.	
Artillerie.........	126 batteries de campagne.	21 batteries à cheval.
		95 batteries montées.
		10 batteries de montagne.
	105 batteries à pied.	
Génie............	8 compagnies de campagne.	
	33 compagnies (forteresse, topographie, etc.).	
	2 compagnies de chemins de fer.	
	1 bataillon de pontonniers.	
	1 bataillon côtier.	

(1) On ne s'occupe ici que des troupes formées de contingents *anglais*.

(2) D'après l'*Army List* du mois d'octobre 1899.

Train des équipages militaires (*army service corps*) : 42 compagnies.
Service de santé (*army medical corps*) : 19 compagnies.

La répartition de ces forces était la suivante :

Dans la métropole (y compris les îles de la Manche)...	71 bataillons d'infanterie.	
	18 régiments de cavalerie.	
	58 batteries de campagne.	9 batteries à cheval. 48 batteries montées. 1 batterie de montagne (formant dépôt).
	40 batteries à pied.	
	6 compagnies du génie de campagne.	
	1 compagnie de sapeurs de chemins de fer.	
	16 compagnies du génie (forteresse, topographie, hydrographie, etc.).	
	1 bataillon de pontonniers.	
	36 compagnies du train des équipages militaires.	
	19 compagnies du service de santé.	
Dans le bassin de la Méditerranée (Gibraltar, Malte, Crête, Égypte)...	12 bataillons d'infanterie.	
	1 régiment de cavalerie.	
	1 batterie montée.	
	27 batteries à pied.	
	18 compagnies du génie (forteresse, topographie, hydrographie, etc.).	
Aux Indes........	48 bataillons d'infanterie.	
	7 régiments de cavalerie.	
	57 batteries de campagne.	12 batteries à cheval. 37 batteries montées. 8 batteries de montagne.
	27 batteries à pied.	
Dans l'Afrique du Sud (1).........	17 bataillons d'infanterie.	
	5 régiments de cavalerie.	
	10 batteries de campagne.	9 batteries montées. 1 batterie de montagne.
	2 batteries à pied.	
	2 compagnies du génie de campagne.	
	1 compagnie de chemins de fer.	
	1 compagnie du génie de forteresse.	
	6 compagnies du train des équipages militaires.	

(1) Dans ce nombre sont comprises les troupes envoyées comme premiers renforts dans l'Afrique du Sud. Certaines d'entre elles étaient encore en route à la date du 1er octobre.

Dans les colonies diverses..........	5 bataillons d'infanterie. 19 batteries à pied. 8 compagnies du génie (forteresse, topographie, hydrographie, etc.).

L'effectif de l'armée régulière anglaise était au 1er janvier 1899 de 231,351 hommes et celui des troupes de la métropole de 106,686 hommes (1).

Réserve de l'armée régulière. — La première classe de la réserve de l'armée régulière (2) comprend 4 sections.

Section A : les hommes qui, dans la première année de service dans la réserve, s'engagent à se tenir à la disposition du Ministre de la guerre et peuvent être appelés pour un an, même en temps de paix, par un simple ordre de convocation. Leur nombre est limité à 5,000.

Section B : les hommes qui ont accompli dans l'armée active leur temps réglementaire et achèvent dans la réserve le temps prévu par leur engagement (7 ou 5 ans). C'est la catégorie la plus nombreuse.

Section C : les hommes qui, pour un motif quelconque, n'ont pas achevé le temps qu'ils doivent passer dans l'armée active. Le nombre en est faible.

Section D (*Réserve supplémentaire*) : les hommes qui, ayant terminé leur engagement dans l'armée active et dans la réserve, se rengagent pour 4 ans. Ces réservistes ne peuvent être appelés sous les drapeaux avant que ceux des sections A, B et C aient été convoqués en totalité. Leur nombre au 1er janvier 1899 était de 16,764 hommes.

L'effectif de la réserve de l'armée régulière était à la

---

(1) *General annual return of the British army for the year 1898.*

(2) La réserve de l'armée régulière comprend en principe deux classes; mais la 2e classe qui se composait d'hommes de catégories spéciales, en nombre déjà très restreint en 1898, a presque complètement disparu. Son effectif au 1er janvier 1899 était de 41 hommes. Elle ne figure plus au budget de 1899-1900.

même date de 78,798 hommes (1), se décomposant de la façon suivante :

Réservistes âgés de moins de 30 ans.....	45,059
Réservistes âgés de 30 à 35 ans.........	29,275
Réservistes âgés de 35 à 40 ans.........	4,328
Réservistes âgés de plus de 40 ans	136
Total.........	78,798

Réserve de la milice. — Cette réserve, destinée à renforcer les troupes régulières, est recrutée au moyen d'hommes provenant de la milice qui s'engagent pour 6 ans. Elle peut être appelée dans les mêmes conditions que la réserve de l'armée (2). Elle comptait, au 1er janvier 1899, 29,996 hommes.

Milice. — La milice se recrute par voie d'engagements d'une durée de 6 ans, avec possibilité de rengagement par périodes de 4 années jusqu'à 45 ans d'âge.

Les obligations du milicien sont les suivantes. Aussitôt après son engagement, il accomplit une période d'instruction de 63 jours au dépôt de son régiment. Il est astreint, en outre, chaque année, à une période d'exercice de 28 jours, avec l'unité à laquelle il appartient. La milice ne forme que des unités d'armes non montées, rattachées aux corps similaires de l'armée régulière. *Elle ne peut être appelée à servir que dans la métropole* (3).

---

(1) *General annual return of the British army for the year 1898.*

(2) Une certaine catégorie de la réserve de la milice, dite *special section*, comprend des hommes qui s'engagent à servir, dans la métropole ou à l'extérieur, sur simple convocation, même en temps de paix. Le nombre des réservistes qui se sont engagés dans cette section a été très restreint.

(3) Les corps de la milice et des volontaires qui ont été envoyés dans l'Afrique du Sud sont partis sur leur demande, provoquée par les autorités militaires.

L'effectif de la milice, non compris sa réserve, était, au 1er janvier 1899, de 77,757 hommes.

En raison du peu de temps de service actif des miliciens et de la difficulté de recruter les cadres dans lesquels il n'entre pas d'officiers de carrière, la valeur militaire de ces troupes ne peut se comparer à celle de l'armée régulière.

Volontaires. — Les corps de volontaires se constituent par l'engagement d'hommes de 17 ans au moins et sans durée déterminée. Ils ne reçoivent aucune allocation et ne sont astreints qu'à 30 exercices annuels, d'une durée d'une heure, pendant les deux premières années.

Le nombre des volontaires qui se sont présentés aux inspections en 1898 est de 198,376 hommes. L'effectif total de ceux inscrits sur les contrôles au 1er janvier 1899 est de 230,678 hommes.

La *yeomanry* constitue des unités de cavalerie recrutées surtout au moyen de fermiers possédant un cheval et ayant l'habitude de l'équitation.

L'armement de l'armée anglaise (1). *Armes portatives.* — L'infanterie anglaise est armée du fusil Lee-Metford du calibre de 7mm, 7 (0 p. 303). C'est une arme à répétition, munie d'un magasin pouvant contenir huit cartouches. La balle est formée d'un noyau en plomb antimonieux recouvert d'une chemise en alliage de cuivre et nickel. Il a été fait usage, dans la dernière expédition du Soudan, d'une balle à expansion obtenue par l'évidement de la partie antérieure de l'ogive (2).

La trajectoire du fusil Lee-Metford, jusqu'à 1600

---

(1) Voir l'appendice n° 3, tableau comparatif de l'armement des deux partis.

(2) Dans la campagne à la frontière N.-O. de l'Inde (1896-97), les Anglais ont employé une balle fabriquée à l'arsenal de Dum-Dum (près Calcutta), pour laquelle des entailles pratiquées pour la chemise du projectile, à la partie antérieure, favorisaient l'expansion du plomb.

mètres, est moins tendue que celle de notre fusil modèle 1886 ; après 1600 mètres, en raison de la supériorité de sa densité par unité de section, la balle anglaise conserve un peu mieux sa vitesse et a des angles de chute un peu plus faibles que la nôtre.

La précision du Lee-Metford est inférieure à celle du fusil modèle 1886, surtout après 400 mètres; elle devient médiocre aux grandes distances. En outre, la cordite semble donner de fortes variations de vitesse et exercer une action corrosive sur les rayures.

Dans la cavalerie, les hommes de troupe sont armés, en plus du sabre, de la carabine Martini-Metford, modèle 1892. Cette arme n'est autre que la carabine Martini-Henry transformée. Elle tire la même cartouche que le fusil Lee-Metford.

L'artillerie à pied est également armée de la carabine.

Dans l'artillerie à cheval, tous les hommes de troupe sont armés du sabre de cavalerie; les conducteurs ont, en outre, le revolver Webley. Dans l'artillerie montée, les sous-officiers et les trompettes seuls ont le sabre de cavalerie; les conducteurs portent le revolver Webley et les servants le sabre-baïonnette. Il y a en outre 12 carabines par batterie montée ou à cheval.

Matériel d'artillerie. — Les batteries montées de l'armée anglaise sont armées du canon de 15 livres du calibre de 76^{mm},2 (voir l'appendice n° 3, renseignements techniques). Un dispositif récemment adopté, imaginé par le colonel Clarke, supprime partiellement le recul et fait de ce canon une pièce *à tir accéléré*, pouvant tirer cinq coups par minute.

Les batteries à cheval possèdent un matériel de 12 livres du même calibre, mais tirant un projectile

---

(1) Dans l'artillerie montée et à cheval.

différent. Les Anglais ont utilisé également des batteries montées d'obusiers de 5 p. (127^{mm}) (voir l'appendice n° 3) tirant un projectile chargé en lyddite (1).

En outre, chaque bataillon d'infanterie et chaque régiment de cavalerie emmènent en campagne une mitrailleuse Maxim à un seul canon, du calibre de 7^{mm},7, tirant la cartouche du fusil Lee-Metford.

Au cours des opérations, les Anglais ont été conduits à utiliser de l'artillerie lourde. La plupart des pièces de ce genre ayant joué un rôle aussi bien dans les sièges que dans les opérations actives ont été empruntées à la marine et munies d'affûts improvisés d'une grande rusticité. Ce sont des canons de 4 p. 7 (117^{mm},5) et de 12 livres (76^{mm}) à tir rapide (2). A partir du mois de novembre, un équipage de siège fut mobilisé. Il comprit des obusiers de 6 p. (15^{cm}), des canons de 5 p. (12^{cm},5) et de 4 p. (10^{cm}), dont un petit nombre furent utilisés au cours des opérations.

Après cet aperçu rapide des ressources militaires de l'Angleterre, il restera, avant d'aborder l'exposé des opérations, à montrer, dans une prochaine étude, quelles sont les forces consacrées par la Grande-Bretagne à la guerre sud-africaine, par quelle succession d'efforts et dans quelles conditions de temps elle a été amenée à mobiliser et à transporter dans l'Afrique du Sud les effectifs considérables qui y sont actuellement engagés. On indiquera également quelles ressources elle a tirées des contingents mis à sa disposition par le loyalisme de ses colonies. L'on sera obligé d'anticiper sur les événements pour présenter en un tableau d'ensemble l'effort militaire que la guerre actuelle a imposé à l'Angleterre.

---

(1) L'obusier de 5 p. tire également un obus ordinaire, un shrapnel et une boîte à mitraille.

(2) L'emploi d'affûts improvisés a, bien entendu, fait perdre à ces pièces leurs propriétés de *canons à tir rapide*.

APPENDICE N° 3.

Renseignements techniques comparatifs sur l'armement des deux partis.

ARMES PORTATIVES.

ANGLAIS.

Fusil Lee-Metford.

Poids	du fusil	$4^{k},365$
	de l'épée-baïonnette sans le fourreau	$0^{k},425$
	de la cartouche	$28^{gr},3$
	de la balle	14^{gr}.
	de la charge de cordite	$4^{gr},53$
Longueur du fusil sans baïonnette		$1^{m},257$
Longueur du fusil avec baïonnette		$1^{m},562$
Calibre		$7^{mm},7$
Nombre de rayures		7
Vitesse initiale		564^{m}.

BOERS.

Fusil Mauser, mod. 1893-1895.

Poids	du fusil	$4^{k},000$
	de la cartouche	$24^{gr},6$
	de la balle	$11^{gr},2$
	de la charge de poudre sans fumée	$2^{gr},45$
Longueur du fusil sans baïonnette		$1^{m},235$
Calibre		7^{mm}.
Nombre de rayures		4
Vitesse initiale		710^{mm}.

MATÉRIEL D'ARTILLERIE.

Canon de 15 livres.

Poids approximatif	du canon	360^{k}.
	de l'affût sans servants	640^{k}.
	de la pièce en batterie	970^{k}.
	de l'avant-train chargé (40 coups) avec deux servants	970^{k}.
	de la voiture-pièce avec servants	$2,175^{k}$.
	du caisson (104 coups) avec servants	$2,115^{k}$.
	du shrapnel	$6^{k},400$
	de la boîte à mitraille	$5^{k},700$
	de la charge de cordite	$0^{k},445$
Calibre		$76^{mm},2$
Vitesse initiale		480^{m}.

Vitesse de tir : 5 coups par minute.

Canon de campagne de 75^{mm} *à tir rapide, système Schneider, mod.* 1895 (1).

Poids approximatif	du canon	330^{k}.
	de l'affût	670^{k}.
	de la pièce en batterie	$1,000^{k}$.
	de l'avant-train chargé (36 coups)	724^{k}.
	de la voiture-pièce sans servants	$1,724^{k}$.
	du caisson	$1,969^{k}$.
	du projectile	$6^{k},500$
	de la charge de poudre	$0^{k},800$
Calibre		75^{mm}.
Vitesse initiale		560^{m}.

Vitesse de tir : 8 à 10 coups par minute.

(1) Voir la *Revue d'artillerie*, mars 1897.

Anglais.

Canon de 12 livres.

Poids approximatif	du canon	324k.
	de l'affût	487k.
	de la pièce en batterie	814k.
	de l'avant-train chargé (44 coups)	765k.
	de la voiture-pièce	1,576k.
	du caisson (92 coups)	1,585k.
	du projectile	5k,700
	de la charge de cordite	353gr.
Calibre		76mm,2
Vitesse initiale		474m.

Obusier de campagne de 5 pouces.

Poids approximatif	de la bouche à feu	490k.
	de l'affût	680k.
	de la pièce en batterie	1,170k.
	de l'avant-train chargé (21 coups) sans servants	1,180k.
	de la voiture-pièce avec servants	2,465k.
	du caisson (chargé de 45 coups) avec 4 servants	2,590k.
	du projectile	22k,700
Calibre		127mm.
Vitesse initiale		238m,5

Canon de 12 livres à tir rapide de la marine.

Calibre	76mm.
Poids de la pièce	609k,600
Longueur de la pièce en calibres	41,2
Vitesse initiale	674m.
Poids du projectile	5k,662
Affût improvisé	»

Canon de 4 pouces 7 à tir rapide de la marine.

Calibre	117mm,5
Poids de la pièce	2,082k.

Boers.

Canon de campagne de 75mm, système Krupp, mod. 1896.

On n'a pas de renseignements précis sur la pièce fournie au Transvaal par la maison Krupp. Celle-ci ayant, à l'époque indiquée (1896), fabriqué jusqu'à 5 modèles de canon de 75mm, assez différents les uns des autres, on ne peut que donner les indications générales suivantes :

La pièce est en acier, d'une longueur comprise entre 24 et 30 calibres, d'un poids compris entre 275 et 400 kilogr. tirant un projectile de 5 à 6 kilogr., avec une vitesse initiale de 450 à 500 mètres. L'affût est à recul limité par une bêche de crosse. La poudre est sans fumée, la vitesse de tir de 5 à 6 coups par minute.

Obusier de campagne de 12 cent. système Krupp.

Poids approximatif	de la bouche à feu	450k.
	de l'affût	640k.
	de la pièce en batterie	1,090k.
	de l'avant-train de pièce chargé (28 coups)	844k.
	de la voiture-pièce sans servants	1,934k.
	du caisson chargé (50 coups) sans servants	2,020k.
	du projectile	16k,4
Calibre		120mm.
Vitesse initiale		300m.

Canon de siège de 155mm, système Schneider.

Calibre	155mm.
Poids de la pièce	2,500k.
Vitesse initiale (avec chargement de 9k)	464m.
Poids du projectile	40k,800
Poids de l'affût	3,200k.

Anglais.		Boers.
Canon de 4 pouces 7 à tir rapide de la marine.		
Longueur de la pièce en calibres	41,3	
Vitesse initiale	667m,3	
Poids du projectile	20k,385	
Affût improvisé	»	
Canon de siège de 4 pouces se chargeant par la culasse.		
Calibre	100mm.	
Poids de la pièce	1.320k.	
Longueur de la pièce en calibres	27	
Vitesse initiale	576m	
Poids du projectile	11k,325	
Poids de l'affût	1,473k.	
Canon de siège de 5 pouces se chargeant par la culasse.		
Calibre	125mm.	
Poids de la pièce	2,032k.	
Longueur de la pièce en calibres	25	
Vitesse initiale	533m,75	
Poids du projectile	22k,050	
Poids de l'affût	1,778k.	
Obusier de siège de 6 pouces se chargeant par la culasse.		
Calibre	150mm.	
Poids de la pièce	1,524k.	
Longueur de la pièce en calibres	14	
Vitesse initiale	238m.	
Poids du projectile	53k,680	
Poids de l'affût	1,320k.	

(*A suivre.*)

LES

MANŒUVRES AUSTRO-HONGROISES

EN 1900 [1].

Hypothèse générale. — Situation initiale. — Exploration.

L'hypothèse générale des manœuvres est la suivante :

Armée de l'Ouest (1re). — « *Une armée ennemie, venant de la direction « Jaroslau-Chirow », a franchi le San, et marche sur « Tarnow, Neu-Sandec ». La 1re armée devra se rassembler le plus rapidement possible pour repousser l'ennemi.* »

Armée de l'Est (2e). — « *Une fraction d'armée de Galicie occidentale et des éléments venant de Hongrie se rassemblent sur la Wisloka supérieure. La 2e armée s'est avancée par « Jaroslau—Chirow »; elle a pour mission de pousser par Jaslo et Neu-Sandec une offensive sur Cracovie.* »

Les cantonnements initiaux, le 10 septembre, sont les suivants :

Armée de l'Ouest (1re). — Quartier général : *Zagorzany.*

6e *corps d'armée.*	15e division d'infanterie.......	d'Al.-Komarnik à Hunkocz, avant-garde à Tylawa.
	27e division d'infanterie.......	d'Al.-Polyanka à Hosszuret.
	39e division honved...........	

(1) Voir le n° de mars, p. 247.

1er *corps d'armée.*	5e division d'infanterie..........	Biecz, Libusza, Zagorzany.
	12e division d'infanterie.......	Kobylanka, Gorlice.
	46e division de Landwehr.....	autour de Pilzno.
7e *division de cavalerie*............		autour de Jaslo.

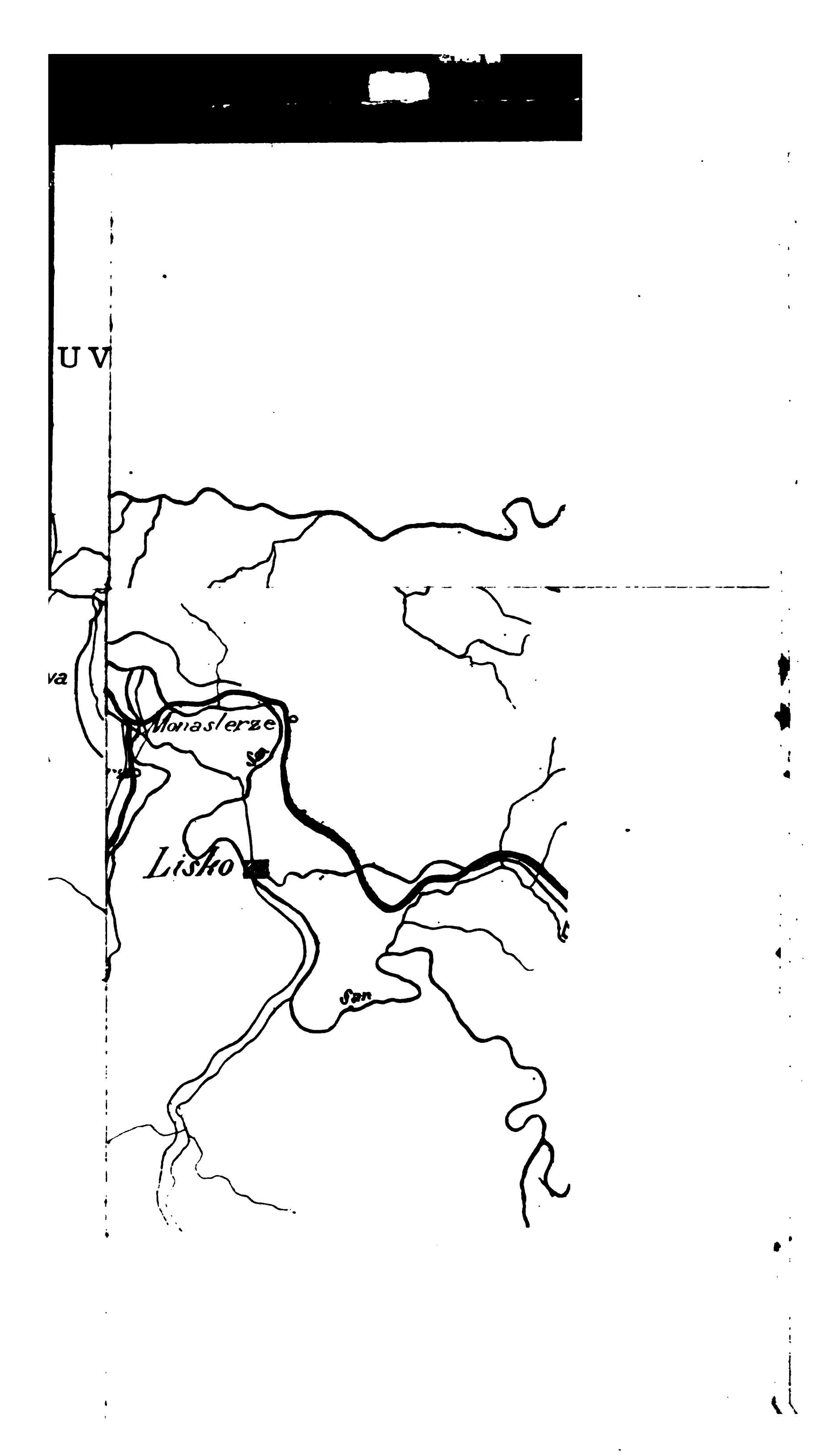
Armée de l'Est (2e). — Quartier général : *Dynow.*

Corps combiné.....................	entre Rzeszow et Lancut.
10e *corps d'armée*..................	entre Chodorowka, Dynow et Krzemienna.
11e *corps d'armée*..................	entre Sanok et Lisko.
6e *division de cavalerie*.............	autour de Brzozow, Jablonica, Haczow.
18e *brigade de cavalerie*.............	autour de Besko, Zarszyn.

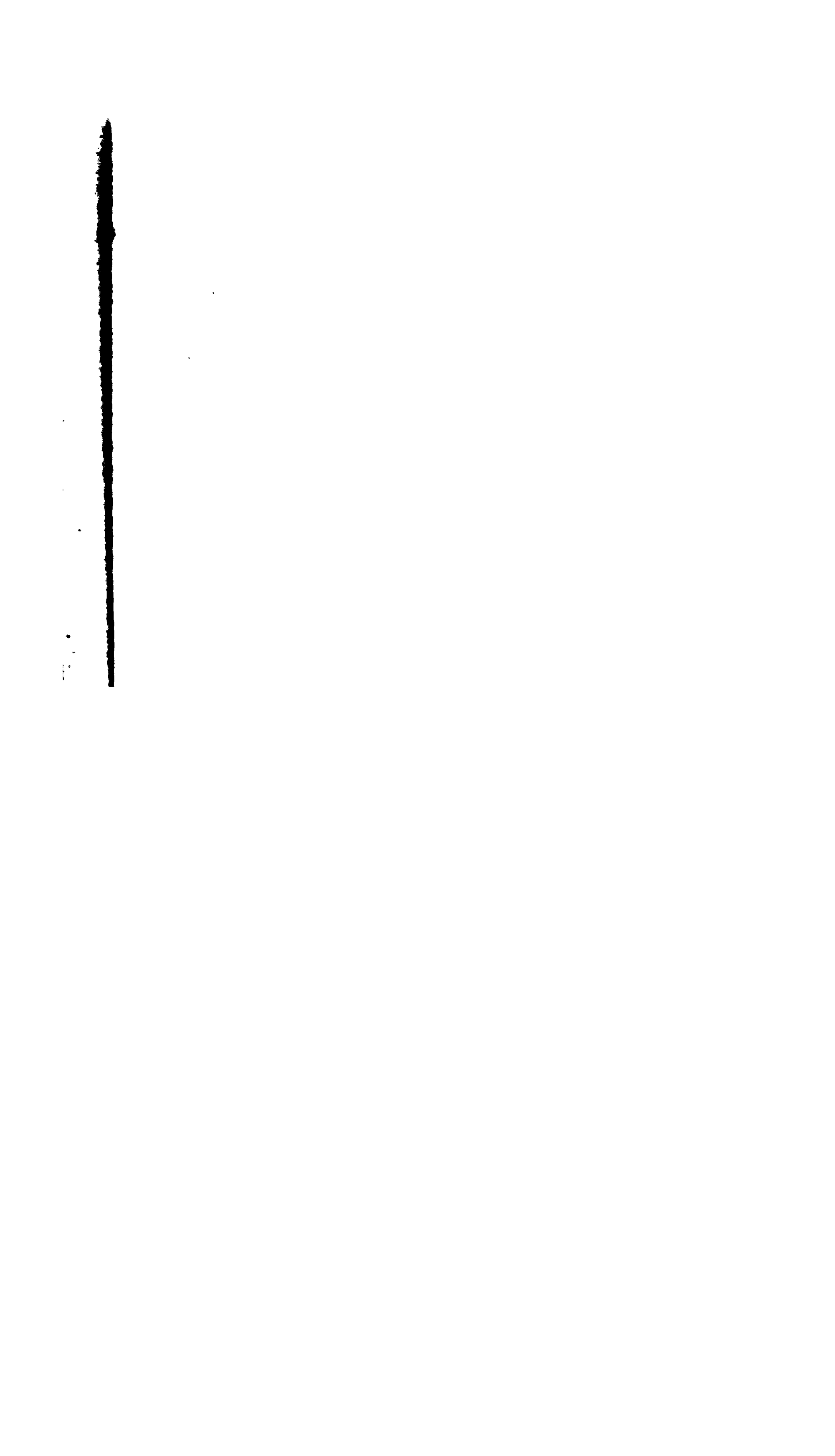
Les deux armées étaient ainsi réparties sur un front très considérable : 85 kilomètres pour l'armée de l'Ouest, 60 kilomètres pour celle de l'Est, les cavaleries à une demi-journée de marche en avant du front des deux armées, séparées elles-mêmes par un intervalle de 60 kilomètres environ.

Cette situation initiale où les troupes étaient parvenues, à l'issue des manœuvres de brigade, de division et de corps d'armée qui avaient précédé les manœuvres impériales, imposait aux commandants d'armée l'obligation de procéder tout d'abord à la concentration de leurs forces, en les laissant maîtres de le faire dans les conditions qui leur paraîtraient les meilleurs. En même temps, elle forçait leur cavalerie à exécuter un service d'exploration étendu, les dispositions qu'allait adopter l'ennemi étant forcément inconnues.

Exploration. — Le service d'exploration pouvait fonctionner dès le 10 septembre. Les commandants d'armée donnèrent, en conséquence, à leur cavalerie les instructions suivantes :



U V
va
Monasterze
San
Lisko
San



Armée de l'Ouest. — La 7e division, poussée en avant à Jaslo, explorera la zone comprise entre les lignes Besko, Brzozow, Krzemienna et Odrzykow, Luka, Blazowa; le gros se portera sur Dynow. Le système de découverte de la cavalerie sera soutenu : 1° par deux détachements de toutes armes envoyés par la 15e division (6e corps) à la sortie des défilés de Dukla et de Rymanow; 2° par deux bataillons du 1er corps qui occuperont les ponts de Jaslo et s'établiront, le 11 septembre, au nord et au sud de la Iasiolka; 3° par deux bataillons de la 46e division, portés respectivement sur Brzostek et sur Kolaczyce.

Armée de l'Est. — La 6e division de cavalerie explorera dans la zone comprise entre les lignes Domaradz, Strzyzow, Brzostek et Haczow, Korbowka, Dembowiec; son gros se portera sur Brzozow; ses reconnaissances devront atteindre la Wisloka dans la journée du 10 septembre. Le corps combiné s'éclairera dans la direction de Dembica, Frysztak. La 18e brigade de cavalerie, soutenue par un bataillon, explorera dans la direction Krajna, Polyana, Al.-Polyanka, Dukla, Zmigrod, Osiek. Le 11e corps s'éclairera vers Jasliska, Mezö-Laborcz et mettra un bataillon à la disposition de la 18e brigade de cavalerie.

Les mesures de détail adoptées des deux côtés furent les suivantes :

Du côté *Ouest*, la 7e division de cavalerie envoyait trois détachements de découverte (4 escadrons) et trois reconnaissances d'officier, savoir :

2 escadrons par Frysztak et Strzyzow sur Rzeszow;

1 escadron par Krosno, Jasienica, Domaradz, Ujazdy sur Dynow;

1 escadron par Besko sur Sanok;

1 officier et 12 cavaliers par Odrzykow, Lutcza sur Blazowa;

1 officier et 12 cavaliers par Krosno, Brzozow, Vzdebki sur Dynow;

1 officier et 12 cavaliers par Krosno, Haczow, Grabownica sur Krzemienna.

Dans la soirée du 10, ces diverses fractions devaient atteindre la ligne Czudec, Lutcza, Krosno, Brzozow, Turzepole, Wroblik.

En outre, des patrouilles commandées par des sous-officiers furent envoyées aux ponts du Wislock à Frysztak, Bratkowka, Krosno, Kroscienko-Wz, Iskrzynia.

Du côté *Est*, la 6e division de cavalerie envoyait trois détachements de découverte (11 escadrons) :

3 escadrons de Zysnow par Strzyzow, Wisniowka, Frysztak sur Opacionka;

4 escadrons de Korczyna par Krosno, Jaszczew sur Warzyce;

4 escadrons de Iskrzynia par Kroscienko-Wz, Zrecin, Kopitowa sur Lajsce.

Ces détachements devaient pousser des patrouilles jusqu'à la Wisloka, qu'ils franchiraient si possible.

Les dispositions adoptées de part et d'autre étaient donc extrêmement différentes : la 7e division (Ouest) consacrait à la reconnaissance quatre escadrons, soit le sixième de son effectif; elle était soutenue en arrière par des détachements d'infanterie postés à Brzostek, Kolaczyce et Jaslo sur la Wisloka. La 6e division détachait 11 escadrons, soit près de la moitié de son effectif, pour explorer un front deux fois moindre, et ne disposait d'aucun repli d'infanterie. De pareils détachements semblent excéder de beaucoup la force nécessaire à leur tâche de reconnaissance, sans avoir celle qu'il faudrait pour s'emparer de points importants, tels que les ponts de la Wisloka, et les tenir.

1re JOURNÉE : 11 SEPTEMBRE.

Les ordres donnés de part et d'autre peuvent se résumer ainsi :

L'*armée de l'Ouest* (1re) devait se rassembler le 12 septembre autour de Krosno ; à cet effet, le 6e corps d'armée portait les 27e et 39e divisions avec les éléments non endivisionnés d'Al.-Polyanka sur Zmigrod, se couvrant à droite par sa 15e division, marchant de Tylawa sur Rowne par Dukla ; le 1er corps portait la 12e division de Biecz sur Jaslo, la 5e division de Gorlice sur Brzycie ; au Nord sa 46e division partant de Pilzno atteignait Kolaczyce.

Les cantonnements occupés à l'issue de la marche étaient les suivants :

Quartier général		*Jaslo.*
1er corps d'armée.	Quartier général	*Brzycie.*
	46e division de landwehr	autour de Kolaczyce.
	12e division d'infanterie	autour de Kowalowy, Jaslo.
	5e division d'infanterie	autour de Trzcinica, Brzycie, Majscowa.
6e corps d'armée.	Quartier général	*Zmigrod.*
	27e division d'infanterie	autour de Toki, Zmigrod.
	39e division honved	autour de Katy, Krempina.
	15e division d'infanterie	autour de Rowne, Dukla.

L'*armée de l'Est* (2e) devait se rassembler le 12 septembre à l'Ouest du Wislok ; à cet effet le corps combiné venait cantonner le 11 septembre dans la zone Biala Tyczyn et Zarzyce, Czudek ; le 10e corps marchant en deux colonnes poussait la 43e division avec l'artillerie de

corps sur Domaradz et Jasienica, la 24e division sur Brzozow, Turzepole ; le 11e corps se portait sur Besko et Sieniawa, poussant sa 18e brigade de cavalerie sur Rymanow.

A la fin de la marche du 12, les cantonnements occupés par l'armée de l'Est étaient les suivants :

Quartier général		*Brzozow.*
Corps combiné	Quartier général	*Czudec.*
	2e division d'infanterie	entre Czudec et Siedliska.
	45e division de landwehr	autour de Tyczyn.
10e corps	Quartier général	*Jasienica.*
	43e division de landwehr	autour de Jasienica, Domaradz.
	24e division d'infanterie	Brzozow, Humniska, Ruda-Bukow.
11e corps	Quartier général	*Rymanow.*
	11e division d'infanterie	de Besko à Nowosielice-Gniewosz.
	30e division d'infanterie	autour de Sieniawa, Odrzechowa.
	18e brigade de cavalerie	Wroblik, Rymanow.

Dans ces conditions, les deux armées étaient séparées par un intervalle de 11 kilomètres au Sud et de 30 kilomètres au Nord. Celle de l'Ouest avait réduit son front à 30 kilomètres ; celle de l'Est occupait encore un front de 50 kilomètres, mais elle avait quatre divisions au centre sur un front de 25 kilomètres et les deux autres (corps combiné) à 25 kilomètres plus au Nord.

Tandis que les corps d'armée opéraient ainsi leur concentration, les deux cavaleries en exploration se portaient à la rencontre l'une de l'autre ; la 6e division faisait au préalable rejoindre ses détachements de reconnaissance ; la 7e division ralliait seulement deux escadrons de découverte.

La 7ᵉ division (Ouest) marchait avec quatre escadrons d'avant-garde et son artillerie était en tête du gros. A 7 h. 15 elle débouchait de Tarnowiec, puis se portait par Jedlicze sur Krosno. A 8 h. 15, son avant-garde arrivait au village de Dobieszyn. En même temps, la 6ᵉ division, qui avait franchi le Wislok à 7 heures au pont de Iskrzynia, atteignait le hameau de Przegrody, à 2,500 mètres au Sud-Est de Dobieszyn. Aussitôt, l'artillerie de la 7ᵉ division (Ouest) se mettait en batterie sur les hauteurs au Nord de Dobieszyn et ouvrait le feu sur l'avant-garde ennemie. Tandis que le général v. Brudermann portait son avant-garde vers le Sud-Est, pour tourner le hameau de Przegrody et prendre l'adversaire en flanc, son gros, une brigade, marchait droit vers Przegrody, disposant un régiment en échelon en arrière à gauche avec un intervalle de 800 mètres. Ce dernier élément était aussitôt canonné par l'artillerie ennemie, qui s'était établie au Nord du hameau de Przegrody, et chargé par un régiment de la 6ᵉ division. En même temps, la brigade du centre était attaquée de front par un régiment et de flanc par une brigade qui, après avoir bousculé l'avant-garde du général v. Brudermann, avait tourné Przegrody par le Sud. La 7ᵉ division devait se retirer sur Borek sous la protection de son artillerie et de quelques escadrons de la brigade du centre, qui, n'ayant pu se déployer, avaient été, à temps, ramenés en arrière.

Après cet engagement, sans utilité immédiate pour l'exploration dont elles étaient chargées, les deux divisions rejoignaient des cantonnements en avant de leurs armées respectives :

Armée de l'Ouest. — 7ᵉ division de cavalerie, dans le triangle Jedlicze, Zrencin, Lubno ;

Armée de l'Est. — 6ᵉ division de cavalerie, dans le triangle Odrzykow, Krosno, Iskrzynia, ses avant-postes à 3 kilomètres de ceux de la 7ᵉ.

JOURNÉE DU 12 SEPTEMBRE.

Armée de l'Ouest (1re). — Le commandant de l'armée de l'Ouest projetait de rassembler ses corps sur la Jasiolka au Sud de Jaslo, puis de continuer son mouvement vers Krosno. Dans ces conditions il donnait les ordres suivants :

Le 6e corps fera occuper par la 15e division les hauteurs au Nord-Est de Rowne ; pour soutenir cette division, la 27e division et l'artillerie de corps se porteront de Zmigrod sur Wietrzno ; la 39e division honved marchera par Toki, Lubno, Zeglce sur Zrecin. La mission du 6e corps d'armée est de résister à tout mouvement offensif de l'ennemi dans la direction de Zrecin. En cas d'attaque par des forces supérieures, il se repliera sur Chorkowka.

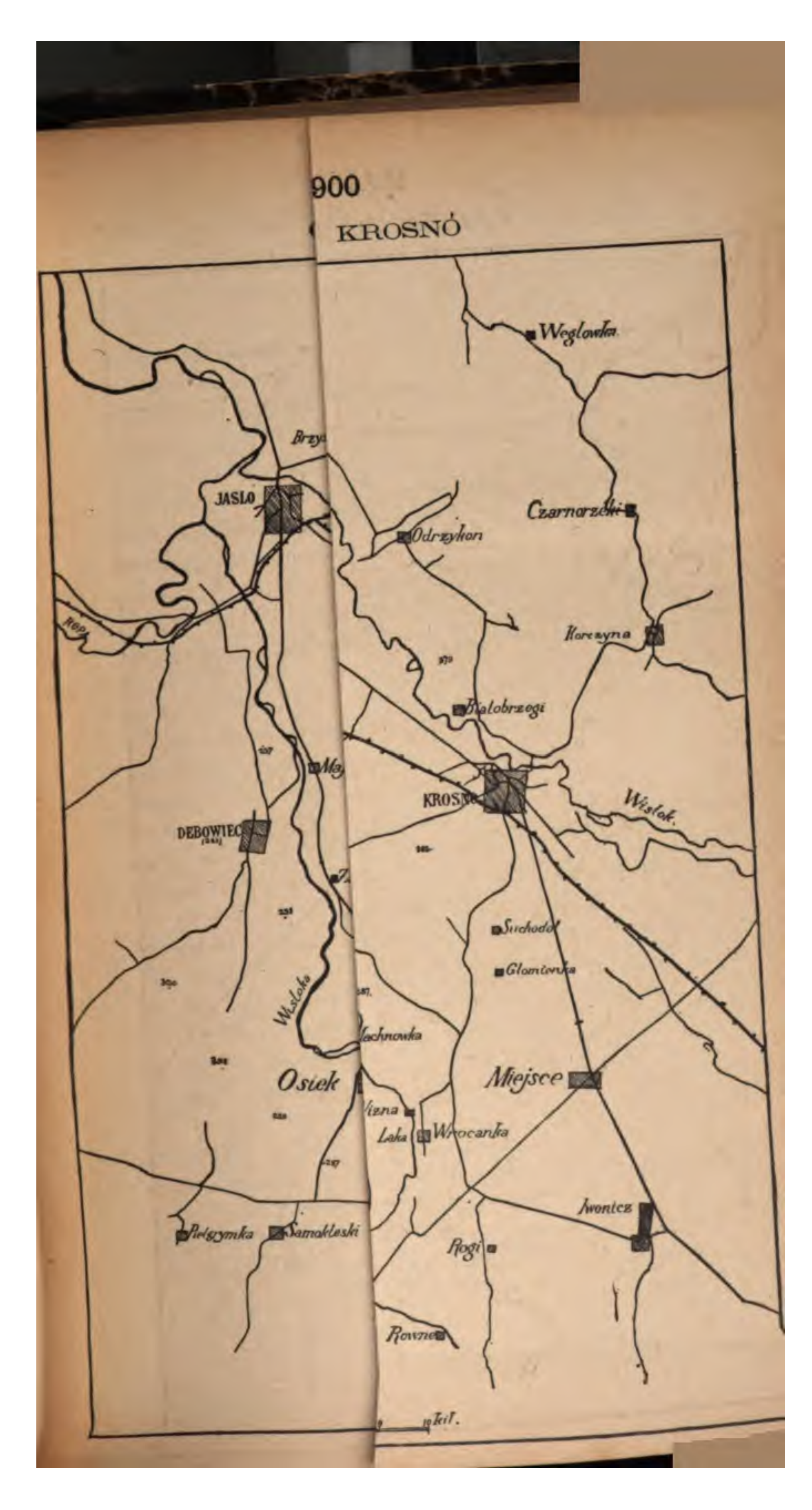
Le 1er corps portera la 5e division et l'artillerie de corps vers Zrecin par Sobniow, Laski, Umieszcz, Dlugie ; la 12e division s'avancera par la route de Moderowka sur Krosno ; la 46e division de landwehr poussera son gros par Jaslo et Tarnowiec vers Jedlicze, en se couvrant sur son flanc gauche par un détachement marchant de Kolaczyce sur Frysztak.

La 7e division de cavalerie devra garder le contact de l'ennemi et chercher à se maintenir sur la Jasiolka.

Le général commandant l'armée marchera avec la 5e division.

Armée de l'Est (2e). — La 2e armée devra se rassembler sur la ligne Odrzykon, Krosno, Miejsce-Piastowe. A cet effet :

Le corps combiné marchera en deux colonnes : la 2e division sur Odrzykon par Niebylec ; la 45e division de landwehr par Blazowa sur Domaradz et Sporne. Il poussera un détachement sur son flanc droit vers Strzyzow ; ce détachement rejoindra éventuellement le gros par Wysoka.



900
KROSNO
Weglowka
JASLO
Czarnorzeki
Odrzykon
Korczyna
Bialobrzegi
KROSNO
Wisłok
DEBOWIEC
Suchodol
Glowienka
Wisloka
Osiek
Miejsce
Laka
Wrocanka
Iwonicz
Rogi
Pielgrzymka
Samokleski
Rowne
10 Kil.

Le 10ᵉ corps se portera en deux colonnes sur Krosno et sur Suchodol;

Le 11ᵉ corps, sur Miejsce-Piastowe et la partie Nord d'Iwonicz, se couvrant au Sud par un détachement chargé de s'opposer à un mouvement de l'ennemi par Wietzno et Rowne.

La 6ᵉ division de cavalerie continuera son service de reconnaissance en envoyant une brigade sur Jaslo; un régiment par Jedlicze sur Dembowiec et un régiment sur Zrecin sur Zmigrod.

La 18ᵉ brigade de cavalerie restera à la disposition du 11ᵉ corps.

Il résulte de ces ordres que l'armée de l'Ouest allait, dans la matinée du 12, disposer à son aile droite de quatre divisions d'infanterie et de deux artilleries de corps sur le front Rowne—Zrecin, qui a environ 12 kilomètres de développement, tandis que ses deux autres divisions marchaient plus au Nord sur les deux rives de la Jasiolka, formant échelon à gauche.

L'armée de l'Est pouvait opposer à ces forces, vers le Sud, le 11ᵉ corps soutenu par la 24ᵉ division du 10ᵉ corps. Ses autres éléments étaient hors d'état de prendre utilement part à la manœuvre, en raison des distances à parcourir. Ce mouvement devait avoir d'ailleurs pour résultat, s'il pouvait se terminer sans rencontre, d'amener ses six divisions d'infanterie à s'accoler sur un front de 16 kilomètres environ.

En même temps, et d'une façon à peu près indépendante, les deux cavaleries s'engageaient au Nord.

Nous allons résumer rapidement les événements qui résultent de l'exécution des ordres donnés.

A 6 heures du matin, la 7ᵉ division de cavalerie (armée de l'Ouest) se rassemblait au nord de Dobieszyn, sur la rive droite de la Jasiolka et empêchait la brigade de la 6ᵉ division de cavalerie (armée de l'Est), envoyée sur Jaslo, de déboucher de Krosno. Cette brigade, es-

sayant alors de redescendre la rive droite du Wislok, jusqu'à Bratkowka et par Pogarzolki, se portait sur Chrzastowka. Dans ce mouvement, elle venait se heurter à la 12e division d'infanterie du 1er corps et devait se replier sur la rive droite du Wislok. Des deux autres régiments de la 6e division de cavalerie (Est), celui dirigé sur Debowiec était attaqué par l'artillerie et une brigade de la 7e division ; il était cerné et déclaré hors de combat ; celui qui marchait sur Zmigrod venait donner sur l'infanterie du 6e corps et devait se retirer. La dispersion des moyens dont elle disposait avait mis la 6e division dans l'impossibilité d'agir utilement.

Du côté de l'infanterie, le commandant du 6e corps (armée de l'Ouest), après avoir concentré deux de ses divisions, les 15e et 27e, autour de Rowne, trouvait cette position un peu excentrique pour empêcher les mouvements de l'ennemi sur Zrecin. Il décidait alors de se porter en avant et descendait des hauteurs de Biala-Ga vers le Nord. Mal éclairé, il se trouvait, vers midi, engagé contre les deux divisions du 11e corps. Ces troupes s'étaient avancées avec beaucoup d'adresse et occupaient les hauteurs qui dominent la plaine où s'était déployé le 6e corps. La 24e division du 10e corps (armée de l'Est) qui, avec l'artillerie de corps, se portait en deux colonnes vers Suchodol, entendant le canon vers le Sud, envoyait toute son artillerie par Lezany, vers les hauteurs de Winna-Ga, tandis que l'infanterie se portait par Glowienka, dans la direction de Wrocanka.

Malgré le désavantage de la situation, le général von Pokorny, commandant le 6e corps, se décidait à attaquer les forces du 11e corps (Est) qui occupaient, soutenues par vingt batteries (160 pièces), la ligne Iwonicz, Miejsce-Piastowe, Winna-Ga. Il déployait trois brigades, soutenues par douze batteries, mais cette attaque ne pouvait réussir contre la position ennemie, naturellement très forte et garnie par une infanterie et une artillerie très

supérieures. Dans ces conditions, le 6ᵉ corps devait se replier par Wrocanka sur Chorkowka. La direction mettait fin à la manœuvre.

Le mouvement du 6ᵉ corps avait permis à l'armée de l'Est, bien que ses forces fussent moins concentrées que celles de l'armée de l'Ouest, de remporter un succès partiel.

A l'issue de la manœuvre, les deux armées venaient occuper les cantonnements suivants, qu'elles conservaient également le dimanche 13 septembre, jour de repos :

Armée de l'Ouest. — Quartier général : *Ulaszkowice.*

1ᵉʳ corps......	Quartier général..	*Chlebna.*
	5ᵉ division d'infanterie..........	dans la zone Dlugie, Glinik, Wolviviec.
	12ᵉ division d'infanterie.......	dans la zone Potok, Moderowka, Mecinka.
	46ᵉ division de landwehr......	dans la zone Jedlicze, Sadkowka, Wolica.
6ᵉ corps.......	Quartier général..	*Zmigrod.*
	15ᵉ division d'infanterie.......	dans la zone Dobrka, Wietrzno, Zmigrod.
	27ᵉ division d'infanterie.......	dans la zone Chorkowka, Toki.
	39ᵉ division de landwehr......	dans la zone Zeglce, Lajsce, Gorzyce.
7ᵉ division de cavalerie............		dans la zone Przybowka, Chrzastowka, Warzyce, Kolazyce.
4 bataillons et 1 batterie (colonel Salis).		à Frysztak.

Armée de l'Est. — Quartier général : *Krosno.*

Corps combiné.	Quartier général..	*Krasna.*
	2ᵉ division d'infanterie..........	dans la zone Wysoka, Odrzykon, Krasna, Zysnow.
	45ᵉ division de landwehr......	dans la zone Lutcza, Domaradz.

10ᵉ corps	Quartier général	*Krosno.*
	24ᵉ division d'infanterie	Suchodol, Pusztynia.
	43ᵉ division de landwehr	Krosno, Kroscienko-Wz.
11ᵉ corps	Quartier général	*Miejsce-Piastowe.*
	11ᵉ division d'infanterie	Miejsce-Piastowe, Lezany, Widac.
	30ᵉ division d'infanterie	Iwonicz, Wroblik.
	18ᵉ brigade de cavalerie	Rymanow.
6ᵉ division de cavalerie		Iskrzynia, Haczow.

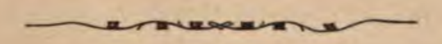
Dans cette situation, les deux armées sont concentrées sur un front de 14 kilomètres pour l'armée de l'Ouest, 20 kilomètres pour celle de l'Est. L'intervalle qui les sépare varie de 3 à 7 kilomètres. Les six divisions de l'Ouest sont sensiblement à la même hauteur et ont toutes des éléments de 1ʳᵉ ligne ; la cavalerie est à l'aile gauche, à la même hauteur que l'infanterie. Dans l'armée de l'Est, la 45ᵉ division est en seconde ligne en arrière de l'aile droite ; les cinq autres divisions sont à la même hauteur ; la division de cavalerie est en arrière du centre ; la 18ᵉ brigade de cavalerie en arrière de l'aile gauche.

(*A suivre.*) (139)

LES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES EN CHINE

(1900-1901) (1)



I

LES OPÉRATIONS RUSSES EN MANDCHOURIE.

DEUXIÈME PARTIE.

MESURES PRISES PAR LA RUSSIE EN VUE DE LA GUERRE. — MOBILISATION, TRANSPORTS ET RAVITAILLEMENTS.

Pour les premières opérations dans le Petchili, le gouvernement russe avait employé des corps de troupe tirés du Kvantoun, puis de la circonscription de l'Amour. Le besoin de renforts s'étant fait rapidement sentir, il ordonna, le 23 juin, la mobilisation des troupes et des établissements de cette région, puis, le 30 juin, l'appel des réservistes de la province du Kvantoun. A ce moment, la Mandchourie était encore relativement tranquille, et les forces russes de l'Asie pouvaient paraître suffisantes. Mais les événements continuant à s'aggraver, il fallut avoir recours à des mesures plus énergiques, et le ministère de la guerre prit rapidement ses disposi-

(1) Voir le n° de mars de la *Revue*, p. 221.

tions pour faire face aux difficultés croissantes et prendre une offensive vigoureuse.

L'Asie russe du Nord est partagée en deux grandes circonscriptions militaires : celle de l'Amour, encore peu peuplée et dans laquelle sont concentrées la plupart des forces actives ; celle de la Sibérie, colonisée depuis longtemps et qui doit fournir des réserves à la première. Le 21 juillet, un oukaze impérial prescrivait la mobilisation de la circonscription de la Sibérie et de la province de Sémiriéchtchensk, qui appartient à la circonscription du Turkestan. On donnait en même temps au gouverneur de cette région l'ordre d'envoyer la 1re brigade de chasseurs du Turkestan avec deux batteries légères à Djarkent. Ces deux dernières mesures étaient provoquées par la crainte de troubles en Mongolie.

Les forces que pouvait donner la mobilisation des troupes d'Asie parurent d'ailleurs insuffisantes, et l'on fit appel en même temps aux contingents de la Russie d'Europe. Ceux-ci furent d'abord destinés au renforcement des unités nouvelles que l'on créa dans l'Amour : 4e, 5e et 6e brigades de chasseurs de la Sibérie orientale, obtenues par la transformation des bataillons-frontière en régiments de chasseurs à deux bataillons et comprenant chacun quatre de ces régiments ; 1er et 2e régiments d'infanterie de forteresse de Vladivostok, à trois bataillons, obtenus par la transformation du régiment à cinq bataillons, déjà existant ; régiment d'infanterie de forteresse de Port-Arthur et bataillon d'infanterie de forteresse de Nicolaevsk, organisés complètement en Europe pour être ensuite transportés en Extrême Orient.

D'autre part, des unités tout entières furent mises sur pied de guerre et envoyées temporairement en Chine pour y prendre part aux opérations. Ce furent : les 3e, 4e et 5e brigades de chasseurs, avec leur artillerie et les parcs correspondants ; les 3e, 7e bataillons de sapeurs, et deux compagnies des 13e et 17e bataillons ;

le 3e bataillon de chemins de fer; une compagnie du 4e bataillon de pontonniers; une batterie du groupe des chasseurs de la Garde, armée de canons à tir rapide; huit batteries de mitrailleuses, etc.

Ordre avait également été donné de faire partir les 1re et 2e brigades de chasseurs, de mobiliser six batteries et un parc d'artillerie dans la circonscription de Kazan; mais les succès déjà obtenus en Mandchourie et au Petchili amenèrent le Ministre de la guerre à contremander leur départ.

Les troupes de la circonscription de l'Amour furent réparties entre les 1er et 2e corps d'armée de la Sibérie; les unités mobilisées en Asie et celles empruntées à la Russie d'Europe servirent à constituer un 3e corps d'armée et un corps de débarquement.

On se propose d'examiner ici les résultats des mesures indiquées ci-dessus, au point de vue des effectifs dirigés sur le théâtre des opérations. Dans ce but, on indiquera d'abord les diverses unités stationnées sur les territoires de l'Amour et de la Sibérie; puis on verra ce qu'ont donné la mobilisation de ces circonscriptions et les nouvelles créations qu'on y a faites; on donnera ensuite le total des forces empruntées momentanément à la Russie d'Europe. Enfin, on dira quelques mots des mesures prises pour assurer le transport et le ravitaillement de toutes ces troupes.

A. — Unités existantes ou en formation dans l'Asie russe du Nord au 1er juin 1900.

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	BATAILLONS.	ESCADRONS OU SOTNIAS.	BATTERIES.	PIÈCES.	COMPAGNIES.	EFFECTIFS DE PAIX ARRONDIS. Officiers.	Hommes.	Chevaux.
1° CIRCONSCRIPTION MILITAIRE DE L'AMOUR (Provinces maritimes de l'Oussouri, de l'Amour et du Transbaïkal.)								
a) CORPS D'ARMÉE DE LA SIBÉRIE (1).								
1re, 2e et 4e brigades (2) de chasseurs de la Sibérie orientale............	24	»	»	»	»	530	25,000	[illegible]
Compagnie cadre du train..........	»	»	»	»	1	7	400	
Brigade à cheval de l'Oussouri (3)...	»	13	»	»	»	110	2,150	[illegible]
1re brig. d'art. de la Sibérie orient. (4)	»	»	8	60	»	55	2,620	[illegible]
1re batterie cosaque du Transbaïkal..	»	»	1	6	»	7	180	
1er parc volant de la Sibérie orientale.	»	»	»	»	»	10	110	
TOTAL pour le corps d'armée...	24	13	9	66	1	719	30,460	[illegible]
b) TROUPES EN DEHORS DU CORPS D'ARMÉE.								
1° Troupes actives.								
1re brig. frontière de la Sibérie orient.	4	»	»	»	»	90	4,200	
17e rég. de chass. de la Sibérie orient.	2	»	»	»	»	45	2,100	
Bataillons frontière (nos 2 et 4)	2	»	»	»	»	46	2,100	
2e brig. d'art. de la Sibérie orient. (5).	»	»	4	32	»	26	1,280	
Groupe d'artillerie du Transbaïkal...	»	»	2	16	»	15	650	
2e parc volant de la Sibérie orientale.	»	»	»	»	»	10	95	
Batons de sapeurs de la Sibérie orientale.	»	»	»	»	3	22	885	
Baton de chemins de fer de l'Oussouri.	»	»	»	»	6	38	1,650	
TOTAL des troupes activ. régulières.	32	13	15	114	10	1,011	43,420	
2° Troupes de forteresse.								
2 rég d'infanterie de Vladivostok (6).	6	»	»	»	»	110	6,020	
2 batons d'artillerie de Vladivostok (7).	»	»	8	»	»	40	2,090	
1 compag. d'artillerie de Nicolaevsk.	»	»	1	»	»	6	290	
1 détachem. d'artillerie du Possiet (8).	»	»	»	»	»	4	100	
1 compag. de sapeurs de Vladivostok.	»	»	»	»	1	5	250	
1 sect. télégraphique de Vladivostok.	»	»	»	»	»	4	90	
3 compag. de mineurs-torpilleurs (9).	»	»	»	»	3	24	350	
TOTAL des troupes de forteresse.	6	»	9	»	4	193	9,190	

(1) Créé par le prikaze 171 du 13/26 mai 1900.
(2) Chacune à 4 régiments de 2 bataillons.
(3) 1 régiment de dragons, 1 régiment cosaque de Tchita et 1 sotnia.
(4) 4 batteries légères et 2 de montagne à 8 pièces, 2 de mortiers à 6 pièces.
(5) 4 batteries légères à 8 pièces.
(6) A 3 bataillons de 4 compagnies.
(7) A 4 compagnies.
(8) Rattaché au corps d'armée.
(9) Dont celle de Novokievskoé, rattachée au corps d'armée.

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	BATAILLONS.	ESCADRONS ou sotnias.	BATTERIES.	PIÈCES.	COMPAGNIES.	EFFECTIFS DE PAIX ARRONDIS.		
						Officiers.	Hommes.	Chevaux.
1° CIRCONSCRIPTION MILITAIRE DE L'AMOUR (*suite*).								
roupes de réserve et locales.								
illons de réserve (1).........	2	»	»	»	»	80	2,100	10
ements locaux..............	»	»	»	»	»	20	1,950	»
TOTAL..................	2	»	»	»	»	100	4,050	10
4° Troupes cosaques non embrigadées.								
m. cosaques du Transbaïkal (2)	»	12	»	»	»	90	2,050	1,990
ent cosaque de l'Amour.......	»	3	»	»	»	30	460	495
erie cosaque du Transbaïkal...	»	»	1	6	»	7	180	170
TOTAL des Cosaques......	»	15	1	6	»	127	2,690	2,655
TOTAL des troupes de la circonscription..................	40	28	25	120	14	1,431	59,350	9,330
2° PROVINCE DU KVANTOUN.								
g. chass. de la Sibérie orientale.	8	»	»	»	»	175	8,300	415
m. cosaque du Transbaïkal (3).	»	6	»	»	»	45	1,020	995
e d'artillerie des chasseurs de ibérie orientale.............	»	»	3	24	»	23	950	305
rie de forter. du Kvantoun (4).	»	»	8	»	»	60	2,850	10
gnie de sapeurs du Kvantoun..	»	»	»	»	1	8	300	15
TOTAL................	8	6	11	24	1	311	13,420	1,740
3° CIRCONSCRIPTION MILITAIRE DE LA SIBÉRIE.								
taillon frontière de la Sibérie dentale (5)................	1	»	»	»	»	25	1,350	50
illons de réserve (6).........	7	»	»	»	»	330	7,450	35
iment cosaque de la Sibérie....	»	6	»	»	»	48	990	1,050
ias cosaques (7)..............	»	2	»	»	»	12	240	235
e d'artill. de réserve de Sibérie.	»	»	2	8	»	27	390	110
n cosaque d'artillerie à cheval nontagne...................	»	»	»	2	»	2	35	40
ements locaux..............	»	»	»	»	»	45	5,025	»
TOTAL...................	8	8	2	10	»	489	15,160	1,520

e Striétensk et de Tchita.
e Nertchinsk et de l'Argoun.
er régiment de Verkhnéoudinsk.
bataillons à 4 compagnies.
ransformé depuis en bataillon de chasseurs de la Sibérie occidentale.
5 compagnies et 1 cadre de dépôt.
'Irkoutsk et de Krasnoïarsk.

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	BATAILLONS.	ESCADRONS ou sotnias.	BATTERIES.	PIÈCES.	COMPAGNIES.	EFFECTIFS DE PAIX ARRONDIS. Officiers.	Hommes.	Chevaux.
4° PROVINCE DE SÉMIRIÉTCHENSK. (Rattachée au gouvernement général du Turkestan.)								
Brig. frontière de la Sibérie occident.	4	»	»	»	»	90	2,650	40
Brig. cosaque de la Sibérie occid. (1).	»	16	»	»	»	124	2,620	2,735
Groupe d'artill. de la Sibérie occident.	»	»	2	16	»	16	515	245
Comp. de sapeurs de la Sibérie occid.	»	»	»	»	1	7	150	5
Détachements locaux..............	»	»	»	»	»	24	1,485	»
TOTAL......................	4	16	2	16	1	261	7,420	3,025
TOTAL GÉNÉRAL.....	60	58	40	170	46	2,492	95,350	15,615

(1) 1er et 2e régiments cosaques de la Sibérie à 6 sotnias, 1 régiment cosaque de Sémiriétchensk à 4 sotnias.

Si l'on déduit de ce total les troupes de forteresse et locales, il reste environ 2,150 officiers, 75,000 hommes et 15,500 chevaux disponibles pour les opérations actives. Ces forces étaient évidemment insuffisantes pour agir sur une frontière de 9,700 kilomètres de développement, d'autant plus qu'elles avaient déjà détaché et devaient encore porter une part importante de leur effectif dans le Petchili, où les Chinois opposaient une résistance qu'on n'attendait pas de leur part, après les résultats de la guerre sino-japonaise.

B. — Formations nouvelles depuis le 1er juin 1900.

Le gouvernement russe, tout en mobilisant les unités déjà existantes, se hâte de continuer les transformations qu'il avait commencées dans les circonscriptions de l'Asie du Nord pour augmenter leur puissance offensive et défensive.

Les 3e, 8e et 10e bataillons-frontière de la Sibérie

orientale, qui appartenaient à la 1re brigade frontière, sont transformés en régiments de chasseurs à deux bataillons (nos 18, 19 et 20) et constituent, avec le 17e régiment de chasseurs, la 5e brigade de chasseurs de la Sibérie orientale (1). Une 6e brigade est formée avec les 2e, 3e et 6e bataillons-frontière, qui deviennent les régiments de chasseurs à deux bataillons nos 21, 22 et 23, et avec un 24e régiment créé dans la Russie d'Europe (2).

Un parc volant est constitué pour les 1re et 2e batteries de mortiers de la 1re brigade d'artillerie de la Sibérie orientale. En temps de guerre, ce parc donne naissance à une brigade de deux parcs volants et à un parc local de mortiers (3).

Un deuxième bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale à trois compagnies est créé pour le 2e corps d'armée de la Sibérie au moyen des unités des 13e et 17e bataillons de sapeurs et du 4e bataillon de pontonniers, transportées en Extrême Orient (4).

Deux nouveaux bataillons d'infanterie de réserve, de Nertchinsk et de Verkhnéoudinsk, sont formés dans la circonscription de l'Amour, et un, de l'Yénisséï, dans la circonscription de la Sibérie (4).

En outre, les troupes de forteresse sont augmentées : 1° d'un régiment d'infanterie de forteresse de Port-Arthur, à quatre bataillons, avec un effectif de 71 officiers et fonctionnaires, 4,000 hommes de troupe et 41 chevaux (5); 2° d'un bataillon d'infanterie de forteresse de Nicolaevsk (6).

---

(1) Prikaze n° 235, du 4/17 juillet 1900.
(2) Prikaze n° 274, du 27 juillet/9 août 1900.
(3) Prikazes n° 287, du 31 juillet/13 août, et n° 317, du 15/28 août 1900.
(4) Prikaze n° 378, du 27 septembre/10 octobre 1900.
(5) Prikaze n° 247, du 7/20 juillet 1900.
(6) Prikaze n° 274, du 27 juillet/9 août 1900.

La plupart des officiers et des hommes nécessaires à ces nouvelles formations sont demandés aux troupes de la Russie d'Europe et expédiés, par unités constituées, sur leur lieu de destination. Les accroissements ainsi réalisés, du 1er juin à la fin de 1900, comportent : huit bataillons d'infanterie active, trois bataillons de réserve, cinq bataillons de forteresse, un bataillon de sapeurs et un parc volant de mortiers, soit *un effectif de* 430 *officiers*, 17,200 *hommes et* 650 *chevaux* environ.

C. — Mobilisation des troupes d'Asie.

1° *Troupes actives.* — On sait que, d'une manière générale, à la mobilisation, les unités *actives* russes ne se dédoublent pas et sont seulement complétées par des réservistes. Dans l'Asie du Nord, ces troupes sont, en outre, presque toutes, dès le temps de paix, à l'effectif de guerre, sauf en ce qui concerne les chevaux ; par suite, leur mobilisation s'opère très rapidement. Les déficits qui pouvaient exister dans les corps, particulièrement en officiers, ont été comblés au moyen de prélèvements opérés dans la Russie d'Europe. Dès le commencement de juillet, des officiers isolés et de nombreux détachements étaient expédiés par le Transsibérien jusqu'à Striétensk ; de là, ils se rendaient par bateau à Khabarovsk et par chemin de fer à Vladivostok.

2° *Troupes de forteresse.* — Les troupes de forteresse de cette partie de l'Empire ont également, en tout temps, leurs effectifs sensiblement égaux à ceux du pied de guerre.

3° *Troupes de réserve.* — Les bataillons d'infanterie de réserve sont, en général, à cinq compagnies ; de plus, ceux de la circonscription de la Sibérie ont un cadre de dépôt. A la mobilisation, ces derniers donnent chacun naissance à un régiment à cinq bataillons et à un bataillon de dépôt. Les bataillons de réserve de la

circonscription de l'Amour forment chacun un régiment à quatre bataillons et un bataillon de réserve.

Le groupe d'artillerie de réserve de la Sibérie, qui comprend, en temps de paix, deux batteries légères à quatre pièces, doit former à la mobilisation, en vertu du prikaze (1) qui l'a organisé, quatre groupes de deux batteries légères. En raison de sa formation récente, ce groupe ne put fournir qu'un groupe de deux batteries, au lieu de quatre. Deux autres groupes furent, en conséquence, demandés à une batterie de réserve de la Russie d'Europe, ainsi que le parc volant nécessaire à cette artillerie; mais leur mobilisation fut ensuite décommandée.

Les deux parcs volants de la Sibérie orientale donnent naissance, l'un, à une brigade de quatre parcs volants (dont un de montagne), et l'autre, à une brigade de trois parcs. Nous avons déjà vu que le parc créé pour les deux batteries de mortiers doit former une brigade de deux parcs volants et un parc local de mortiers. Enfin, la compagnie-cadre du train devient un bataillon du train destiné à fournir cinq convois.

Les réservistes nécessaires à la constitution de ces nouvelles unités se trouvent sur le territoire de la circonscription. Les corps ainsi fournis par les unités de réserve sont :

1° *Dans la circonscription de l'Amour.* — Deux bataillons de réserve (de Striétensk et de Tchita) : deux régiments à quatre bataillons et deux bataillons de réserve;

Deux parcs volants de la Sibérie orientale : sept parcs volants, répartis entre deux brigades;

Parc volant de mortiers : une brigade de deux parcs volants et un parc local;

(1) Prikaze 249, de 1899. Ce groupe de réserve devait être constitué avant le 1er/14 mai 1900.

Compagnie-cadre du train : un bataillon du train à cinq convois (1);

2° *Dans la circonscription de la Sibérie.* — Sept bataillons de réserve : sept régiments à cinq bataillons, et sept bataillons de dépôt.

Groupe d'artillerie de réserve : deux batteries de huit pièces.

L'augmentation due au développement des troupes de réserve comportait, par suite, quarante-trois bataillons d'infanterie, six parcs volants et un parc local, un bataillon du train, soit environ 500 *officiers*, 46,000 *hommes de troupes et* 6,600 *chevaux.*

4° *Troupes cosaques.* — D'une manière générale, les unités cosaques, dites du 1er tour, forment, à la mobilisation, des éléments correspondants des 2e et 3e tours : le nombre des unités du temps de paix se trouve donc triplé en temps de guerre. Les troupes ainsi formées sont les suivantes :

1° *Dans la circonscription de l'Amour : Cosaques de l'Oussouri.* — La sotnia cosaque de l'Oussouri donne un groupe de trois sotnias.

Cosaques de l'Amour. — Le régiment cosaque de

---

(1) En outre, il a été formé par le commandant des troupes de l'Amour, pour la durée de la campagne (Prikase n° 46 du 30 janvier/12 février 1901) :

a) Trois batteries isolées : une légère à six pièces, une de montagne à six pièces et une lourde à huit pièces;

b) Une section d'artillerie à cheval de montagne à deux pièces;

c) Un parc d'artillerie de siège;

d) Quatre dépôts de munitions de première ligne;

e) Un détachement d'artillerie de forteresse;

f) Un parc du génie de campagne, à deux sections de corps d'armée;

g) Deux dépôts du génie de circonscription;

h) Une boulangerie d'étapes de guerre;

i) Quatre bataillons de dépôt, en outre des cinq bataillons déjà prévus par le plan de mobilisation de la circonscription.

l'Amour (à trois sotnias) forme : un régiment à six sotnias et un groupe à trois sotnias.

Cosaques du Transbaïkal. — Infanterie : bataillons cosaques nos 3, 4, 5 et 6, à cinq sotnias.

Cavalerie : 2e régiment de Tchita ; 2e et 3e régiments de Verkhnéoudinsk, tous les trois à six sotnias.

Artillerie : 3e et 4e batteries cosaques du Transbaïkal, à six pièces.

En outre, deux sotnias de dépôt, une à pied, l'autre à cheval, ont été créées, au Transbaïkal, pendant le cours des opérations (1).

2° *Dans la circonscription militaire de la Sibérie.* — Les deux sotnias cosaques d'Irkoutsk et de Krasnoïarsk ne forment pas d'unité nouvelle.

Le 3e régiment cosaque de la Sibérie occidentale constitue les régiments nos 6 et 9, à six sotnias.

3° *Dans la province de Sémiriétchensk* (*circonscription du Turkestan*). — Les 1er et 2e régiments cosaques de la Sibérie occidentale donnent, avec les 2e et 3e tours, les régiments nos 4, 5, 7 et 8, à six sotnias.

Le 1er régiment cosaque de Sémiriétchensk forme deux nouveaux régiments à quatre sotnias.

La mobilisation des troupes cosaques de l'Asie du Nord a donc donné naissance, comme unités nouvelles, à vingt et une sotnias à pied, soixante et onze sotnias à cheval et deux batteries à six pièces, soit un effectif d'environ 360 *officiers*, 17,500 *hommes et* 14,500 *chevaux*.

---

(1) Prikaze n° 295, du 3/16 août 1900.

D. — Troupes de renfort expédiées d'Europe.

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	EFFECTIFS APPROXIMATIFS.		
	OFFICIERS.	HOMMES.	CHEVAUX.
3 brigades de chasseurs (n°s 3, 4, 5) (1) à 4 régiments de 2 bataillons.............	530	25,200	2,120
3 groupes d'artillerie de chasseurs (n°s 3, 4, 5), à 3 batteries de 8 pièces................	70	2,460	1,875
1 batterie à tir rapide (des chasseurs de la Garde)............................	8	370	325
8 batteries de mitrailleuses (à 4 canons Maxim) (2)...........................	24	460	175
3 parcs volants d'artillerie des chasseurs.....	15	960	1,015
3e et 7e bataillons de sapeurs...............	52	2,320	530
2 compagnies des 13e et 17e bataillons de sapeurs (3)............................	8	510	45
3e bataillon de chemins de fer..............	30	1,110	85
1 compagnie du 4e bataillon de pontonniers (3).	4	300	245
12 hôpitaux de campagne..................	19	1,010	»
Brigade de chasseurs du Turkestan, avec 2 batteries (4)........................	115	4,860	660
TOTAL.......	875	39,560	7,075
	avec 128 canons.		

(1) Les 1re et 2e brigades, qui devaient également partir, sont restées en Europe.

(2) La batterie a un approvisionnement de 5,850 cartouches par mitrailleuse. Les canons sont sur affût de montagne, avec 3 caisses de cartouches en ruban (450 cartouches par ruban). Il y a 4 voitures de cartouches, chacune portant 10 caisses. La batterie comprend en outre 2 voitures de matériel et 4 du train.

(3) Ont formé depuis le 2e bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale.

(4) Envoyée du Turkestan à Djarkent pour renforcer les troupes de la province de Sémiriétchensk.

En faisant le total des différents chiffres donnés plus haut, on obtient, pour les troupes mobilisées et de renfort pouvant opérer en Asie, un effectif approximatif de 4,600 *officiers* et 215,000 *hommes*. En retranchant les unités de forteresse, locales, de dépôt, etc., il reste en nombre rond, comme troupes combattantes, 4,000 officiers et 175,000 hommes aptes à agir offensivement contre la Chine.

Il faut d'ailleurs ajouter à ce chiffre celui des troupes de garde du Transmandchourien, qui s'élevait à environ 4,500 hommes au début de 1900 et qui a été notablement renforcé depuis.

D'après une communication officielle de l'*Invalide russe* du 11/24 novembre dernier, il y avait, au 1er/14 octobre dernier, dans le Petchili, en Mandchourie, dans la circonscription de la Sibérie et dans la province de Sémiriétchensk, 3,900 officiers et 173,000 hommes. D'autre part, M. de Witte, dans son rapport sur le budget de 1901, évalue à plus de 220,000 hommes « la redoutable armée qui a surgi de terre, sans bruit ni confusion, presque aussitôt après que le grondement de la foudre s'était fait entendre. »

(*A suivre.*) (111)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE (1).

La construction du Transsibérien ayant donné lieu à de nombreuses critiques et à de plus nombreux éloges, il n'est pas inutile d'en dire quelques mots.

Alexandre III et ses conseillers avaient posé les règles générales d'une organisation excellente; mais une grande latitude devait forcément être laissée aux agents d'exécution, qui ont peut-être été tentés d'en abuser. D'une façon générale, le Transsibérien avait surtout contre lui sa longueur. Les Américains n'avaient à parcourir que 3,000 kilomètres du Mississipi au Pacifique; les Russes en avaient 6,000 pour atteindre cet océan, en partant de l'Oural. Toutefois les difficultés du terrain étaient moindres et leur ligne n'atteint qu'une cote maximum de 1,100 mètres au passage des Yablonovoï dans la Transbaïkalie. Elle était dans son ensemble d'une exécution relativement facile, puisqu'elle ne comporte, de l'Oural à l'Amour, ni un seul tunnel, ni une pente supérieure à 17^{mm},5 par mètre, ni une courbe d'un rayon inférieur à 250 mètres. Les seuls travaux d'art notables sont les ponts, très nombreux, dont les quatre principaux se trouvent sur l'Obi et l'Irtych (850 mètres de long), sur l'Yénisséi et la Sélenga (1,000 mètres). Toutefois, ce qui est plus difficile que le passage même des cours d'eau, c'est l'accès de leurs rives, souvent marécageuses et sujettes aux inondations. Aussi les plus

---

(1) Voir la *Revue des armées étrangères*, n° de mars 1901, p. 266.

grands obstacles sont-ils venus du manque de solidité des terrains et de l'étendue des marais. Les mesures ont été bien prises pour l'utilisation des cours d'eau au point de vue du transport du matériel. Les rails des usines de l'Oural étaient transportés durant la belle saison par le Tobol, l'Irtych et l'Obi aux points où le chemin de fer coupe ces deux cours d'eau, de sorte qu'on a pu avoir trois points de départ simultanés, en comptant Tchéliabinsk, terminus du réseau européen; de l'Obi et de l'Irtych, on s'avançait dans les deux sens. En même temps le chemin de fer de l'Oussouri était attaqué de Vladivostok et du côté de l'Amour. Ce fleuve permettait également d'amener jusqu'à Striétensk des rails venus d'Europe. En 1897, on en avait déjà posé plus de 180 kilomètres, quand les inondations vinrent dévaster la contrée et détruire une grande partie de ce qui était déjà fait. C'est ce qui explique en partie le retard relatif de cette section, dont les communications avec la Russie sont des plus difficiles.

Le problème de la main-d'œuvre, nécessaire à cette immense entreprise, a été résolu d'une façon satisfaisante, grâce aux habitudes nomades des paysans russes, qui laissaient leur famille au village pour aller faire des terrassements en Sibérie.

Ceux-ci ont exigé plus de 150,000 travailleurs à la fois, lorsque les travaux battaient leur plein. Ils devaient d'ailleurs être interrompus pendant six mois parce que le sol gèle à une grande profondeur et qu'il devient impossible de remuer les terres.

L'ordre d'ouvrir les chantiers ayant été donné le 10 décembre 1892, et les derniers rails ayant été posés avant janvier 1900, il y a eu 5,284 kilomètres construits en sept campagnes de six mois, ce qui donne plus de 750 kilomètres par demi-année de travail.

En Transbaïkalie, dans la partie la plus difficile du trajet, on a remué, en deux ans et demi, vingt millions

de mètres cubes de terre. Les travaux d'infrastructure étaient confiés à de nombreux entrepreneurs. Une fois la plate-forme établie, le travail s'exécutait avec une grande rapidité. Au front d'avancement se trouvait un train fixe servant de logement aux ingénieurs ainsi qu'aux chefs d'équipe et contenant un restaurant, une boulangerie, une forge, etc. Les trains de matériel, portant aussi les provisions, venaient chaque jour se décharger derrière lui : les rails, les traverses, les clous, étaient déposés sur le côté de la voie, transportés par des chariots vers l'avant et mis en place. Pendant ce temps, la locomotive du train d'approvisionnement poussait le train fixe sur la voie fraîchement posée. On arrivait ainsi à placer de trois à six kilomètres de rails par jour.

En résumé, il est difficile de ne pas louer dans le Transsibérien le bon choix du tracé général, l'excellente organisation d'ensemble et la rapidité de construction. Les critiques qu'on lui adresse portent sur les détails du tracé, sur l'organisation proprement dite des travaux et sur la gestion financière. Au point de vue du tracé, les ingénieurs russes semblent avoir craint le voisinage des montagnes. Ils ont maintes fois, dit-on, fait passer la ligne dans des marécages, alors qu'ils auraient pu l'établir à flanc de coteau sur des hauteurs voisines. C'est à cela que l'on aurait dû de voir enlever la ligne en plusieurs points par les eaux, spécialement dans la Transbaïkalie. En d'autres endroits, ils auraient construit des remblais considérables sur des terrains peu solides, de sorte que ces terrassements présenteraient une grande tendance à glisser.

Les reproches adressés à l'exécution proprement dite des travaux paraissent moins justifiés et les épreuves auxquelles a déjà été soumise la ligne, surtout de la part des eaux, montrent qu'elle offre une résistance suffisante. Toutefois les rails trop légers, choisis au début, ont dû être remplacés par des rails plus lourds.

D'après un compte rendu donné récemment, le prix des 5,614 verstes déjà construites sur le Transsibérien aurait été 274,372,762 roubles, ce qui fait par verste (environ 1 kilomètre) 49,015 roubles ou 130,000 francs. Étant donné le bon marché de la main-d'œuvre, l'absence presque complète de frais d'expropriation, le peu de difficultés naturelles à surmonter, ce prix semble relativement élevé. La gestion financière du Transsibérien prête donc le flanc à la critique, et une commission a été nommée récemment pour aller étudier sur place les conditions de la construction, en particulier dans la Sibérie centrale. On fait d'ailleurs remarquer que les rails et le matériel commandés aux usines russes, particulièrement de l'Oural, coûtaient près de deux fois plus cher que si on les avait achetés en Angleterre ou en Amérique.

Quoi qu'il en soit, le Transsibérien est une grande œuvre qui fait honneur à la Russie et au souverain qui en a prescrit l'exécution.

Avenir de la Sibérie comme pays de colonisation.

Après avoir examiné rapidement les conditions géographiques et climatériques de la Sibérie, ses richesses naturelles, sa capacité de production agricole, son système de communications fluviales doublé maintenant d'une ligne ferrée, voyons ce que peut tirer la Russie de ce vaste domaine et, pour cela, jetons d'abord un regard en arrière sur le développement de la population russe depuis Pierre le Grand.

Nous trouvons :

En 1724	13	millions d'habitants.
En 1796	36	—
En 1815	45	—
En 1851	69	—
En 1890	113	—
En 1897	129	—

Ces chiffres, il est vrai, comprennent les nouvelles provinces acquises depuis cette époque ; mais, si l'on s'en tient aux anciens territoires de Pierre le Grand, on constate que leur population a presque sextuplé. Le tableau suivant montre d'ailleurs l'augmentation qui s'est produite :

PROVINCES.	HABITANTS PAR KILOMÈTRE CARRÉ		AUGMENTATION.
	en 1724.	en 1897.	
Centre (Moscou)	25,7	37,3	1,4
Nord (Arkhangel)	0,6	1,84	3,2
Nord-Ouest (Pétersbourg)	4,6	16,0	3,5
Ouest (Smolensk)	6.7	29,5	4,4
Sud-Ouest (Kiev)	9,8	48,4	4,9
Nord-Est (Perm)	1,7	8,6	5,2
Est (Kazan)	2,3	23,6	10,3
Sud-Est (Rostov)	3,4	37,0	10,9

On voit que l'accroissement est d'autant plus grand que l'on s'éloigne davantage des provinces du centre (Moscou) où la population avait déjà une densité relativement considérable. Si on laisse de côté la Finlande, les provinces Baltiques, la Pologne, qui sont dues à la conquête, on constate que l'extension de l'Empire russe et de sa population est le résultat d'une sorte de colonisation nationale, partie du centre, et qui conquiert sans cesse de nouveaux territoires à la mère patrie. Son but est toujours l'agriculture. Si l'on considère les provinces orientales de la Volga centrale, de la Kama, de la Viatka, on voit qu'elles présentent à l'immigration venue de Moscou les mêmes conditions que la Sibérie actuelle aux colons partis de la Russie d'Europe.

Les provinces russes qui ont la plus forte population,

48.4 habitants par kilomètre carré, sont encore loin d'atteindre la moyenne de la plupart des États de l'Europe occidentale : Autriche-Hongrie, 64; France, 71,5; Allemagne, 91,5; Italie, 106,5; Angleterre, 122; Belgique, 210. Ce surplus est dû, pour ces États, à une culture beaucoup plus intensive et surtout aux autres branches de travail que l'industrie et le commerce fournissent à leur population. La Russie arrivera sans doute un jour au même niveau et son gouvernement fait toutes sortes d'efforts dans ce but. Pour développer l'industrie, il augmente les douanes, subventionne ses usines, favorise l'introduction des capitaux étrangers, augmente les écoles, développe les voies ferrées et la navigation, etc. Ces mesures et d'autres analogues ne peuvent néanmoins produire en quelques années ce qui a demandé des siècles aux autres pays.

La Russie est encore un pays essentiellement agricole et 88 p. 100 de ses habitants vivent de l'agriculture (en France, 48 p. 100; en Allemagne, 42 p. 100; en Saxe 20 p. 100; en Belgique, encore moins). Toutefois les efforts publics et privés ont déjà produit certains résultats : les manufactures du centre, les usines métallurgiques de l'Oural, l'exploitation du charbon et du naphte dans le Sud-Est sont là pour en témoigner. Mais il faudra longtemps encore avant que la Russie ait une industrie et un commerce suffisants pour satisfaire à tous ses besoins.

Cependant sa population croît sans cesse, une fois et demie de plus par an que dans les autres pays les plus favorisés de l'Europe. En 1930, elle sera passée de 130 millions à 200 millions. D'ici-là, l'accroissement de l'industrie et du commerce, les perfectionnements de l'agriculture ne seront certainement pas tels qu'ils puissent fournir aux nécessités d'une pareille augmentation. Malgré les efforts du gouvernement, la culture des paysans russes, qui constituent la grande masse de la nation, laisse beaucoup à désirer; la cause en est dans le

peu de terrain qu'ils possèdent et dans l'accroissement de leur famille.

En 1861, au moment de l'émancipation, les paysans reçurent des lots de trois à quatre hectares, déjà insuffisants pour les nourrir ; ils devaient demander le supplément de leur entretien au travail chez les grands propriétaires voisins et aux petites industries manuelles de la maison. Depuis lors, la population s'est accrue de 50 p. 100 (elle est passée de 62 à 94 millions dans la Russie d'Europe) et la propriété est restée la même. Actuellement 29 p. 100 seulement de la population des campagnes gagnent assez pour vivre sur leur sol ; les 71 p. 100 restants n'en tirent que 64 p. 100 du pain qui leur est nécessaire, sans pouvoir demander à la terre ni le reste de ce pain, ni ce qui correspond à leurs autres besoins. Il y a même certains endroits où les produits de la terre ne couvrent que la moitié à un septième des besoins du paysan. En outre les petites industries de la maison sont évincées peu à peu par la grande industrie qui occupe peu de bras.

Les efforts du gouvernement pour accroître la production industrielle et relever l'agriculture n'ayant pu empêcher l'appauvrissement, il s'est résolu à créer un courant de colonisation vers de nouvelles contrées pour assurer, autant que possible, un rapport régulier entre l'accroissement de la population et la production du pays. C'est ce qui explique l'importance capitale que présentent pour l'Empire russe les immenses territoires de la Sibérie, dont les conditions climatériques et géographiques sont semblables aux siennes et permettent une culture analogue à celle que pratiquent ses paysans.

Examinons maintenant la capacité de population de ces territoires. Si l'on additionne les zones cultivables des différentes provinces, on arrive à un total d'environ 1,200,000 kilomètres carrés. On peut adopter pour leur population la moyenne des provinces du centre et de

l'Est de la Russie, avec lesquelles elles présentent beaucoup d'analogie. A raison de 37,3 habitants par kilomètre carré, on obtiendrait environ 45 millions d'habitants pour la Sibérie et même 50 millions, si l'on adoptait le chiffre de 40 habitants par kilomètre carré que prennent habituellement les économistes du pays. La population actuelle de la zone cultivable peut donc être facilement décuplée. Avec cette densité de population, on laisse à une famille moyenne de cinq personnes un lot de terrain de 12 à 20 hectares, ce qui est une condition bien plus avantageuse qu'en Russie où, dans les parties pauvres, les familles analogues ne disposent que de 3 hectares. On estime d'ailleurs qu'elles y pourraient vivre avec 7 hectares de terre. Si l'on admettait la même proportion pour la Sibérie, celle-ci suffirait à 80 millions d'habitants. L'économiste russe Issaev arrive à 60 millions, en admettant 4 millions de kilomètres carrés de terre cultivable et 15 habitants par kilomètre carré, comme dans les provinces du Nord-Ouest de la Russie.

L'avantage d'une pareille possession, étroitement liée au pays, est évident. Les autres nations européennes cherchent des colonies au delà des mers, mais les conditions de la vie, absolument différentes de celles du sol natal, les rendent souvent inhabitables pour les colons. D'autre part, si elles prospèrent et si le lien qui les rattache à la métropole devient trop lourd, elles le brisent. C'est ainsi que l'Angleterre a perdu dans les États-Unis un immense domaine colonial, qui s'est élevé au rang d'un État de premier ordre. L'Espagne, autrefois la plus grande puissance coloniale, s'est vu dépouiller successivement de tout ce qu'elle possédait. L'Italie a payé cher ses tentatives de colonisation et la France consacre des sommes considérables à ses domaines d'outre-mer. Dans un autre ordre d'idées, l'Allemagne, où l'émigration part de l'initiative individuelle,

a semé ses colons en Hongrie, en Turquie, en Pologne, dans le Sud de la Russie, au Caucase, en Amérique; mais la plupart représentent des forces complètement perdues pour le pays. A l'égard de tous ces États, la grande difficulté vient de l'océan qui les sépare de leurs colonies. Seule, la Russie possède un immense territoire de colonisation, rattaché directement à la métropole, et qui confine à des États incapables de le lui disputer.

L'augmentation du prolétariat agricole en Russie étant annuellement de plus de 800,000 âmes, si l'on admet que l'accroissement de la production du pays peut suffire à la moitié, c'est 400,000 colons qu'il faudrait diriger tous les ans vers de nouvelles terres, pour lutter contre l'appauvrissement du pays. Dans ce cas, la Sibérie, avec l'accroissement naturel de sa population, soit 1 ou 1.5 p. 100, mettrait de 30 à 40 ans pour atteindre la densité de population des provinces de l'Est de la Russie (23.6 habitants par kilomètre carré). Pour qu'elle parvint à la densité des provinces du centre, il lui faudrait de 60 à 70 ans. Enfin, pour atteindre au maximum de 80 millions, c'est un siècle environ qu'il faudrait compter. Mais, comme actuellement le chiffre de 400,000 émigrants est encore bien supérieur à la réalité, les durées calculées plus haut doivent être considérablement augmentées : de longues années se passeront avant que la densité de la population de la Russie et de celle de la Sibérie atteigne le niveau de celle des puissances occidentales.

(*A suivre.*) (111)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE

Création d'un régiment pour le service de garnison. — Par Army Order en date du 23 février 1901, est créé un nouveau régiment d'infanterie, sous le nom de Royal Garrison Regiment. Ce corps doit assurer le service de garnison dans la Méditerranée et dans certaines autres stations non tropicales. Le nombre des bataillons qui doivent le composer sera fixé ultérieurement, d'après le nombre des engagements. L'effectif de chacun de ces bataillons sera égal à l'effectif de paix des bataillons coloniaux, à savoir 28 officiers, 48 sous-officiers, 936 hommes de troupe. Total : 1012 hommes.

A l'expiration du terme de leur engagement, les soldats qui servent actuellement dans les bataillons d'infanterie de réserve et dans d'autres corps à désigner, seront admis à se rengager dans le Royal Garrison Regiment, s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Il ne doit pas s'être écoulé plus de vingt ans depuis la date du premier engagement;

2° Les candidats doivent avoir obtenu un certificat de bonne conduite dans les bataillons de réserve et être recommandés par leur chef de corps;

3° Ils ne doivent pas être âgés de plus de 40 ans.

Les hommes admis dans le Royal Garrison Regiment contracteront un premier rengagement de deux ans, renouvelable ensuite par période d'une année jusqu'à la 21e à dater de leur premier engagement.

Aucun rengagement ne sera accepté avant le 7 mars 1901.

Constitution de régiments provisoires de cavalerie. — Les escadrons de dépôt (*reserve squadron*) d'un certain nombre de régiments détachés dans l'Afrique du Sud seront groupés de manière à former des régiments provisoires.

Deux de ces régiments ont été créés à la date du 7 mars : Régiment provisoire de lanciers, à *Ballincollig*, avec les escadrons des 12e et 17e lanciers;

Régiment provisoire de hussards, à *Hounslow*, avec les escadrons des 10e et 13e hussards.

Ces escadrons seront dirigés sur leurs nouvelles garnisons dès que les régiments de réserve qui y sont actuellement casernés auront été licenciés.

ANGLE

Renforts embarqués à destination de l'Afriq

NAVIRES.	EMBARQUEMENT.		DÉSIGNATION DES ÉLÉMENTS.
	PORTS.	DATES.	
Tagus	Southampton	1er mars	Yeomanry. 1 compagnie d'infanterie montée
Idaho	Londres Queenstown	28 février 2 mars	Détachements de renfort
Norham-Castle	Southampton	2 —	Yeomanry
Manchester-Merchant	Londres Queenstown	5 — 8 —	Détachements de renfort 46e compagnie du génie (de campagne)
Manila	Southampton	8 —	Yeomanry. Détachements de renfort
Briton	Id.	9 —	Yeomanry Détachements de renfort
Mongolian	Liverpool	10 —	Yeomanry
Englishman	Londres Queenstown	11 — 14 —	Détachements de renfort
Mohawk	Londres	12 —	Yeomanry Détachements de renfort
Canada	Southampton	12 —	Yeomanry Police sud-africaine Détachements de renfort
Avondale-Castle	Id.	14 —	Yeomanry
Saint-Andrew	Londres Queenstown	14 — 16 —	Détachements de renfort
Minho	Southampton	15 —	Yeomanry
Ebro	Londres	15 —	6 compagnies de volontaires
Kildonan-Castle	Southampton Queenstown	16 — 18 —	10 compagnies de volontaires 5 compagnies d'infanterie montée. Détachements de renfort
Carisbrook-Castle	Southampton	16 —	Yeomanry
Gascon	Id.	16 —	Yeomanry Détachements de renfort
Raglan-Castle	Id.	16 —	Détachements de renfort
Montrose	Liverpool	16 —	11 compagnies de volontaires
Bavarian	Id.	20 —	Yeomanry Police sud-africaine Détachements de renfort
City of Cambridge	Londres	22 —	2 compagnies d'infanterie montée 3e bataillon de Sussex (milice) Détachements de renfort
Kinfaun-Castle	Southampton	23 —	Yeomanry
Sunda	Londres	23 —	Yeomanry
Malta	Id.	23 —	Yeomanry 5 compagnies de volontaires Détachements de renfort
Suevic	Liverpool	23 —	2 compagnies de volontaires
Morayshire	Southampton	27 —	1 compagnie de volontaires Police sud-africaine
Salamis	Londres	28 —	Yeomanry
Saxon	Southampton	30 —	Yeomanry 1 compagnie de volontaires
			TOTAUX
			TOTAL GÉNÉRAL

(1) Chiffres fournis par les journaux.
(2) S'embarquent à Gibraltar.

ERRE.

Sud pendant le mois de mars 1901.

EFFECTIF (1).

INFANTERIE.	INFANTERIE montée.	CAVALERIE.	ARTILLERIE.	GÉNIE.	ARMY service corps.	ARMY medical corps.	ARMY ordonnance corps.	DIVERS.
»	1,050	»	»	»	»	»	»	»
»	141	»	»	»	»	»	»	»
»	»	814	»	»	18	»	»	»
»	337	»	»	»	»	»	»	»
»	»	123	»	35	»	20	»	39
»	»	»	»	205	»	»	»	»
»	666	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	3	»	54
»	770	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	3	50	4
»	672	»	»	»	»	»	»	»
»	»	458	»	»	»	3	»	17
»	685	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	3	»	14
»	444	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	851
»	»	»	»	»	»	64	»	143
»	1,093	»	»	»	»	»	»	»
23	»	443	»	103	»	3	»	10
»	672	»	»	»	»	»	»	»
»	696	»	»	»	»	»	»	»
»	1,463	»	»	»	»	»	»	»
»	709	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	3	»	51
»	333	»	»	»	»	»	»	»
»	1,423	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	3	»	13
262	»	»	»	»	»	54	»	7
»	1,250	»	»	»	»	»	»	»
»	1,008	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	454
»	»	»	»	106	»	»	»	»
»	282	»	»	»	»	»	»	»
600 (?)	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	80 (2)	»	»	128	»	»	»
»	445	»	»	»	»	»	»	»
»	736	»	»	»	»	»	»	»
»	448	»	»	»	»	»	»	»
»	580	»	»	»	»	»	»	»
73	»	»	»	»	»	»	»	»
»	220	»	»	»	»	»	»	»
»	116	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	950
»	782	»	»	»	»	»	»	»
»	448	»	»	»	»	»	»	»
»	116	»	»	»	»	»	»	»
958	15,979	1,908	»	449	146	159	50	2,597
22,256								

EMPIRE ALLEMAND.

Les grandes manœuvres en 1901. — Un ordre du cabinet de l'Empereur, en date du 2 février, inséré dans l'*Armee Verordnungs Blatt*, contient les prescriptions suivantes au sujet des grandes manœuvres :

Les Ier et XVIIe corps exécuteront des manœuvres d'automne devant l'Empereur.

Le XVIIe corps, renforcé par la 19e brigade d'infanterie, le régiment de grenadiers à cheval n° 3 et le régiment d'artillerie de campagne n° 20, sera formé à trois divisions.

Le régiment de grenadiers à cheval n° 3 prendra part aux manœuvres de brigade et de division du XVIIe corps.

A chacun des Ier, XVIIe, IVe et VIIe corps d'armée sera adjoint une division de cavalerie (divisions A, B, C, D).

Les divisions de cavalerie exécuteront des manœuvres spéciales de cavalerie : la division A en terrain varié, les divisions B, C et D dans les camps d'instruction de Hammerstein (XVIIe corps), Alten Grabow (IVe corps) et Senne (VIIe corps).

La 3e brigade de cavalerie de la Garde sera affectée à la 38e division d'infanterie pour toute la durée des manœuvres.

Les Ier et XVIIe corps seront dotés chacun d'un détachement d'aérostiers.

S'il y a intérêt à faire exécuter des manœuvres particulières aux brigades à quatre bataillons, les commandants de corps d'armée soumettront leurs propositions au Ministre de la guerre qui décidera (1).

Des instructions concernant les exercices d'attaque de positions fortifiées avec la coopération de l'artillerie lourde de l'armée de campagne seront données ultérieurement.

Des grandes manœuvres de pionniers seront exécutées sur la chaîne des lacs mazuriens (2) et entre l'Elbe et la Saale. Les 3e et 4e bataillons du train fourniront chacun, pour ces exercices, un détachement de 50 chevaux avec le personnel nécessaire. Les ordres de détail seront donnés par l'inspection générale des pionniers, des ingénieurs et des forteresses.

Des voyages d'instruction de cavalerie seront exécutés dans les Ier,

---

(1) Aux termes de l'article 552 du service en campagne allemand, ces brigades sont en principe rattachées à une des brigades du corps d'armée pour l'exécution des grandes manœuvres annuelles.

(2) Chaîne de lacs située sur le territoire du Ier corps (Königsberg) et orientée N.-S., parallèlement à la frontière russo-allemande.

IIe, IIIe, Ve, VIe, VIIIe, XIe, XIVe et XVIe corps d'armée, conformément à l'instruction du 23 janvier 1879.

La rentrée des troupes à pied dans leurs garnisons devra être effectuée au plus tard le 30 septembre 1901, dernier jour de la libération de la classe.

Ordre de bataille des divisions de cavalerie.

Division A (affectée au Ier corps) : 1re, 2e, 37e brigades de cavalerie;

Groupe à cheval du régiment d'artillerie de campagne n° 1 ;

Détachement de pionniers fourni par le Ier corps.

Division B (affectée au XVIIe corps) : 11e et 35e brigades de cavalerie ;

Brigade de hussards du corps;

Groupe à cheval du régiment d'artillerie de campagne n° 5;

Détachement de pionniers fourni par le Ve corps.

Division C (affectée au IVe corps) : 6e, 8e, 18e brigades de cavalerie;

Groupe à cheval du régiment d'artillerie de campagne n° 3.

Division D (affectée au VIIe corps) : 14e, 15e, 25e brigades de cavalerie;

Groupe à cheval du régiment d'artillerie de campagne n° 11.

Constitution de troisièmes bataillons dans les régiments à deux bataillons des Ier et XVIIe corps, à l'occasion des manœuvres impériales.

D'après l'ordre de cabinet du 2 janvier sur la convocation du Beurlaubtenstand en 1901, on constituera, pendant les manœuvres impériales, dans chacun des régiments à deux bataillons des Ier et XVIIe corps d'armée, un *troisième bataillon* à l'effectif de paix, à l'aide de réservistes appartenant aux plus jeunes classes de la réserve.

GRANDES MANŒUVRES DES ARMÉES BAVAROISE ET SAXONNE EN 1901. — I. Dans chacune des deux armées, les corps d'armée exécuteront des grandes manœuvres, conformément aux prescriptions de l'article 552 du Service en campagne.

II. *Manœuvres de cavalerie :* 1° *Bavière.* — Une division de cavalerie, composée des 1re, 4e et 5e brigades, d'un groupe à cheval du 5e régiment d'artillerie de campagne et d'un détachement de pionniers du 2e bataillon, exécutera des manœuvres spéciales dans le territoire du IIe corps, sous la direction de l'inspecteur de cavalerie.

Les régiments de la 1re brigade seront à cinq escadrons, ceux des 4e et 5e, à quatre.

Les unités prenant part à ces manœuvres ne participeront pas, par exception, aux manœuvres de brigade et de division de leur corps d'armée.

La division de cavalerie prendra part aux manœuvres de corps d'armée du IIe corps.

Les régiments des 4e et 5e brigades fourniront chacun un escadron aux 4e et 5e divisions d'infanterie pour constituer la cavalerie divisionnaire.

2° *Saxe.* — Une division de cavalerie, composée des 23e, 24e et 32e brigades, d'un groupe à cheval du 12e régiment d'artillerie de campagne et d'un détachement de pionniers du XIIe corps (1er saxon), sera réunie dans le territoire du XIXe corps (2e saxon), pour exécuter des manœuvres spéciales.

A l'issue de ces manœuvres, les divers états-majors et corps de troupe de la division prendront part aux grandes manœuvres de leur corps d'armée respectif, à l'exception, toutefois, du régiment de hussards n° 19, qui restera détaché au XIXe corps.

III. *Voyages d'instruction.* — Des voyages d'instruction de cavalerie seront exécutés : en Bavière, au Ier corps ; en Saxe, au XIXe corps (2e saxon).

BIBLIOGRAPHIE.

Colonel Rubin, directeur de la fabrique fédérale de munitions. — L'Armement de l'infanterie. Aperçu historique. — Lausanne, imprimerie Corbaz et Ce, 1901, in-8°, 64 p., tableaux et planches, 2 francs.

Dans cette brochure, extraite de la *Revue militaire suisse*, l'auteur s'est proposé de donner un aperçu des différentes questions concernant l'armement de l'infanterie. Il passe rapidement sur l'histoire des armes portatives dans le passé et insiste particulièrement sur les fusils actuellement en usage. Naturellement, il traite avec plus de détails ce qui concerne l'infanterie de son pays.

Cinq planches correspondent aux grandes périodes de l'armement portatif et montrent les divers fusils, leurs projectiles, la pénétration de ceux-ci dans les divers milieux, ainsi que les résultats obtenus sur les mannequins et les cibles réglementaires en Suisse. On peut saisir ainsi sur le vif, d'un coup d'œil, l'importance des progrès réalisés dans l'armement depuis la mise en service des fusils à silex.

Y. K. — GUERRE DE 1870-1871. LA SORTIE DE LA MARNE (30 novembre 1870). — Paris, Chapelot et Cie, 1901, in-18, VI-206 p., 3 croquis et 2 graphiques, 3 fr.

Ouvrage dédié à la mémoire du général Ducrot par l'auteur de différentes publications, qui ont également trait au rôle de cet officier général pendant la guerre de 1870. Celle-ci est surtout destinée à infirmer certaines des affirmations de M. Alfred Duquet dans ses *Batailles de la Marne*, notamment en ce qui concerne la construction des ponts de Joinville et la non-existence d'une crue de la Marne dans la nuit du 28 au 29 novembre.

Capitaine breveté DESCOINS. — ÉTUDE SYNTHÉTIQUE DES PRINCIPALES CAMPAGNES MODERNES, à l'usage des candidats aux écoles militaires de Saint-Cyr, Saint-Maixent, Saumur et Versailles. — Paris, H. Charles-Lavauzelle, 1901, in-8°, 302 p., 8 croquis.

Le titre de cet ouvrage indique assez son but. On y trouvera une synthèse méthodique des campagnes de 1796-1797, 1799, 1800, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1812, 1813, 1814, 1815, 1854-1855, 1859, 1866, 1870-1871. Un appendice donne la biographie succincte des principaux généraux du commencement du siècle.

Lieutenant-colonel FAURIE. — DE L'INFLUENCE DU TERRAIN SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 28 p., 1 franc.

CH. VALENTINO, ancien officier de marine, chef de bureau au ministère de la marine. — AIDE-MÉMOIRE DE L'OFFICIER DE MARINE de Édouard DURASSIER. — *Ibidem*, 1901, in-12, XXIV-928 p.

FRITZ HŒNIG. — VINGT-QUATRE HEURES DE STRATÉGIE DE DE MOLTKE, développée et détaillée d'après les batailles de Gravelotte et de Saint-Privat, traduit de l'allemand par le lieutenant BIRCKEL. — Paris, Chapelot, 1901, in-8°.

Général VON PELET-NARBONNE. — LA CAVALERIE DES Ire ET IIe ARMÉES ALLEMANDES DANS LES JOURNÉES DU 7 AU 15 AOUT 1870, traduit de l'allemand par le lieutenant-colonel SILVESTRE. — Paris, Berger-Levrault, 1901, in-8° (Extrait de la *Revue de cavalerie*).

NOTICE SUR LE KOUANG-TOUNG, rédigée à l'état-major des troupes de l'Indo-Chine (août 1900). — Hanoï, F. H. Schneider, 1900, gr. in-8°, 77 p., 5 cartes (Publication de la *Revue indo-chinoise*).

Commandant DE PIMODAN. — PROMENADES EN EXTRÊME ORIENT (1895-1898). — Paris, Champion, in-8°, 380 p., 3 fr. 50.

R. P. H.-J. LEROY. — EN CHINE, AU TCHÉ-LY, UNE MISSION D'APRÈS LES MISSIONNAIRES. — Paris, Desclée de Brouwer, 1901, petit in-4°, 500 p., ill., 7 fr. 50.

Docteur A. Kuypers. — La crise sud-africaine. — Paris, Perrin, 1900, in-18.

Dix mois de campagne chez les Boers, par un ancien lieutenant du colonel de Villebois-Mareuil. — Paris, Calmann-Lévy, 1901, in-18, ill., 4 fr.

J. P. Fitzpatrick. — Le Transvaal, par un Uitlander, traduit de l'anglais par M. Mermeix. — Paris, Ollendorff, 1901, in-18.

P. Decharme. — Bibliographie critique de la colonisation allemande. — Paris, A. Fontemoing, 1901, in-8°.

Maurice Honoré. — Le Transsaharien et la pénétration française en Afrique. — Paris, Pedone, 1901, in-8°, 143 p., carte.

Major A. D. Kunz. — Der Feldzug der ersten deutschen Armee im Norden und Nordwesten Frankreichs 1870-1871. — Berlin, E. S. Mittler und Sohn, in-8°, V-273 p., 3 cartes.

2e partie : à dater du 1er janvier 1871.

Colonel Adolf Strohl. — Trautenau. Kurze Darstellung des gleichnamigen Treffen am 27 Juni 1866 unter Anschluss von applicatorischen Aufgaben. — Wien, L. W. Seidel, 1901, in-8°.

Major Gustav Dickhuth, du grand état-major. — Handbuch der Truppenführung im Kriege. — Berlin, E. S. Mittler, 1901, in-8°, 9 m.

Capitaine L. von Kirchner. — Die wichtigsten Daten über sammtliche Waffen d. öst. ung. Kriegsmacht und Handfeuerwaffen der europäischen staaten. — Triest, 1901, in-8°.

Carl Bleibtreu. — Belfort. Die Kämpfe von Dijon bis Pontarlier. — Stuttgard, C. Krabbe, 1901, in-8°, ill., 1 m.

F. W. Dinckelberg. — Nordamerikanische Pferde. — Stuttgard, Schickhardt und Ebner, 1901, in-8°.

Capitaine A. Veltzé. — Ausgewählte Schriften d. Raimund Fürsten Montecuccoli, General-Lieutenant und Feldmarschall. — Wien, W. Braumüller, 1899-1900, 4 vol. in-8°, 57 kr. 60.

Publication des *Archives impériales et royales*.

Capitaines von Kunowski et Fretzdorf. — Der Krieg in Südafrika. — Leipzig, Zuckschwerdt und Co., 1901, in-8°, 237 p., 11 cartes, croquis, 8 m.

Saarbrucken—Rom über den St. Gotthard in 12 Tagen. — Distanzritt von Spielberg, Rittmerster im Westf. Dragoner

Regiment nr 7. — Berlin, Martin Oldenbourg, 1900, in-8°, 98 p., ill., 3 m.

Fürst Bismarck's Briefe an seine Braut und Gattin. Herausgeben vom Fürsten Herbert Bismarck. — Stuttgart, J. G. Cotta, 1900, in-8°, XII-598 p., 6 m.

Capitaine Leopold von Schlözer, commandant d'escadron au régiment de hussards König Wilhelm I (1er du Rhin) n° 7. — Beiträge zur Kenntniss der Türkischen Armee. Theil I. : Ursprung und Entwickelung des alten Türkischen Heeres. — Berlin, R. Felix, 1900, in-8°, 64 p., 1 m.

Capitaine-lieutenant B. Weyer. — Taschenbuch der Deutschen und der fremden Kriegsflotten. — Munich, J. F. Lehmann, 1901, pet. in-8°, 273 p., 2 m. 40.

G. W. Steevens. — From Capetown to Ladysmith and Egypt in 1898. — Edinburgh and London, W. Blackwood and Sons, 1901, in-8°, 6 s.

Notes ou reconnoitring in South Africa : Boer War, 1899-1900. — London, New-York and Bombay, Longmans, Green and C°, 1901, in-8°, 1 s.

C. F. Randolph. — The law and policy of annexation, with special references to the Philippines together with observation on the status of Cuba. — New-York, Longmans, 1901, in-8°, 226 p.

Lieutenant-colonel du génie D. Joaquin de la Llave y Garcia, professeur à l'école supérieure de la guerre. — Balistica de las armas portaliles. — Madrid, 1901, in-4°, 276 p., tableaux et dessins.

Commandant D. Juan Gênova. — Armas de guerra. — Madrid, 1901.

Commandant d'artillerie D. Francisco Ceron y Cuervo. — Sobre las Maniobras del Ejército francés en 1900. — Madrid, 1901.

D. Francisco Roldan y Vizcaino. — Baterias de costa. — Madrid, imprimerie du corps de l'artillerie, 1901, in-8°, 252 p., 5 p.

Général Arteche. — Guerra de la independencia (tome IX). — Madrid, deposito de la guerra, 1901, in-8°.

Moltedo Guido. — L'assedio di Maccalè. Campagna d'Africa 1895-96, con note storiche e geografiche e due schizzi. — Roma, Societa Dante Alighieri, 1901, in-16, x-232 p., 2 croquis, 2 l. 50.

GAVOTTI. — MARINA TATTICA E MARINA STRATEGICA. — Roma, Forzani e C., 1900.

GAVOTTI. — LE TORPEDINIERE. PASSATO E FUTURO. — *Ibidem*, 1900.

PIANAVIA VIVALDI-BOSSINER. — TRE ANNI IN ERITREA. — Milano, Cogliati, 1901, 5 l.

A. NICEFORO. — ITALIANI DEL NORD E ITALIANI DEL SUD, CON 133 TAVOLE NUMERICHE E 31 TAVOLE GRAFICHE. — Torino, Fratelli Bocca, 1901, in-16, VIII-619 p., 5 l.

A. KIRCHNER. — OÇADA BLAGOVIETCHENSKA I VZIATIÉ AÏGOUNA (Siège de Blagoviechtchensk et prise d'Aïgoun). — Saint-Pétersbourg, 1901, 206 p.

Général-major SOLOVIEV. — POÇOBIÉ DLIA RAZRABOTKI VOENNO ADMINISTRATIVNAGO OTDIÉLA STRATÉGHITCHESKIKH ZADATCH (Aide-mémoire pour l'étude de la partie administrative des questions stratégiques). — Saint-Pétersbourg, 1901, 204 p., 3e édition.

VL. TCHÉRÉVANSKI. — MIR ISLAMA I EGO POBOUJDÊNIA (Le monde de l'Islam et ses impulsions). Monographie historique en deux parties. — Saint-Pétersbourg, 1901, 583 p., 2 roubles 50.

MAKCHÉEV. — SNABJÉNIA (ORGANISATSIA I TAKTIKA IKH NA VOÏNIÉ) (Ravitaillements. Leur organisation et leur tactique à la guerre). — Saint-Pétersbourg, 1901.

POPLAVSKI. — ROUSSKAÏA VOÏSKOVAÏA SOBAKA (Le chien de guerre russe). — Saint-Pétersbourg, 1900, 98 p., 1/2 rouble.

A. VON HILLENSCHMIDT. — KONNAÏA ARTILÉRIA V MIRIÉ I V VOINIÉ (L'artillerie à cheval en temps de paix et en temps de guerre). — Saint-Pétersbourg, 1901, 142 p., 1 rouble 30.

J. MIROLIOUBOV. — VOCEM LIET NA SAKHALINIÉ (Huit ans à Sakhaline). — Saint-Pétersbourg, 1901, 217 p., ill., 2 roubles.

P. PARENSOV. — IZ PROCHLAGO (Du passé), souvenirs d'un officier d'état-major, 1re partie : NA VOÏNIÉ (A la guerre). — Saint-Pétersbourg, Bérézovski, 1901, 144 p., 3 roubles.

P. GARNOVSKI. — POLOJÉNIÉ OB OFITSERSKIKH ZAEMNYKH KAPITALAKH (Instruction sur les capitaux d'emprunt des officiers), mise à hauteur au 1er janvier 1901. — Saint-Pétersbourg, 1901, 47 p.

Le Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Cie, 2, rue Christine.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

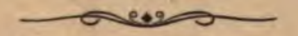
N° 882 **Mai** **1901**

SOMMAIRE

LA

JOURNÉE DU 16 AOUT 1870

D'après de récentes publications allemandes.



AVANT-PROPOS.

Les événements du 14 août ont servi de thème à une étude précédente (1) pour faire ressortir l'état d'esprit qui régnait en 1870 dans l'armée allemande et se traduisait,

(1) Voir les n^{os} de janvier à mars 1901.

chez les officiers de tout grade, par une activité de tous les instants, par une initiative poussée parfois au delà des limites de la discipline.

L'objet du présent travail est de retracer la crise de Vionville (16 août), en suivant pas à pas l'évolution de la pensée des généraux allemands, avant et pendant la bataille.

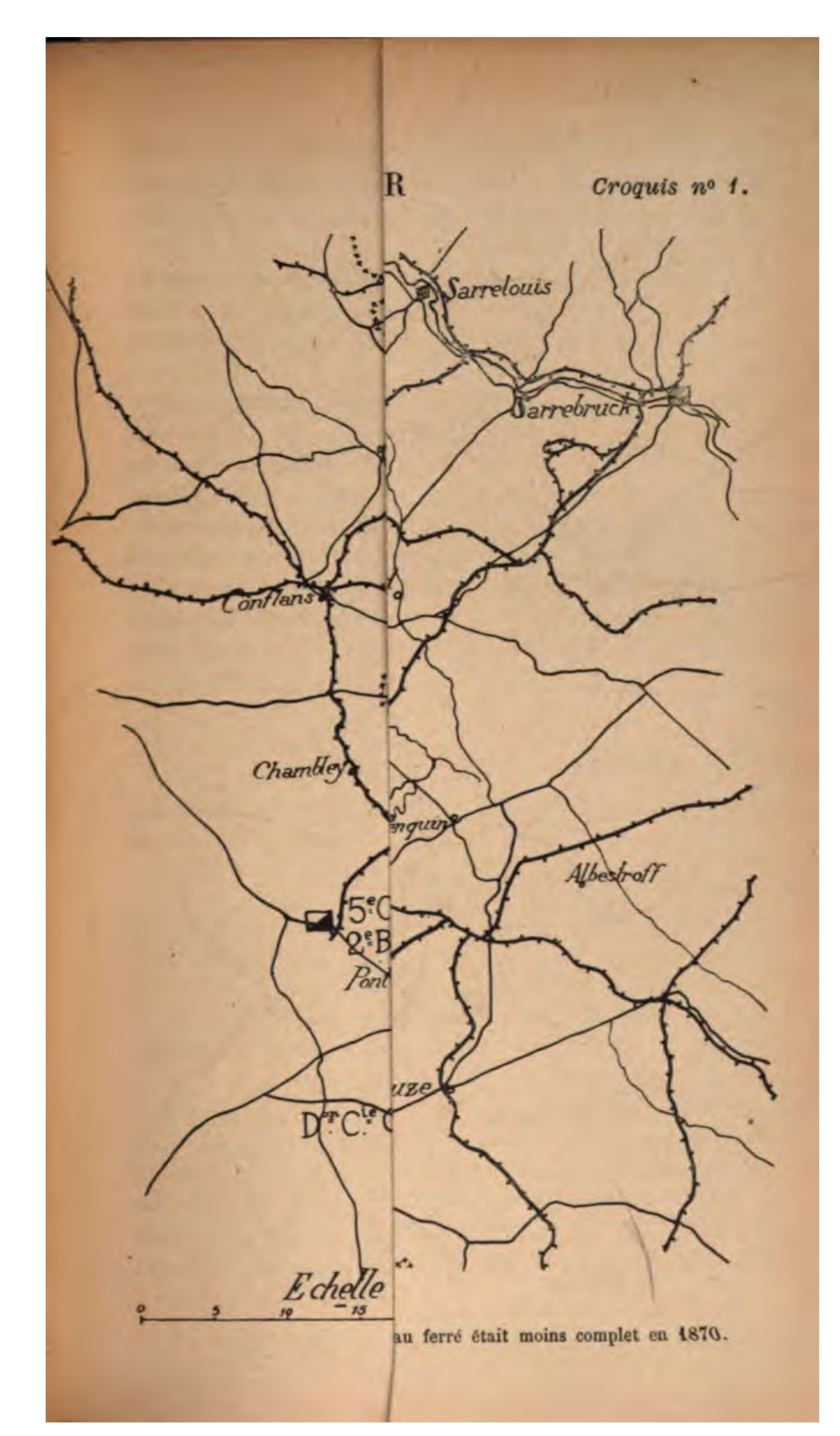
Cardinal von Widdern sera encore ici notre principal guide; mais il est indispensable de compléter les données des *Kritische Tage*, surtout en ce qui concerne l'action du grand état-major, du quartier général de la IIe armée, et le rôle si important et si curieux du commandant du IIIe corps (général von Alvensleben). Des recherches ont été entreprises en ce sens dans plusieurs ouvrages allemands, en particulier dans le fascicule 18 des monographies rédigées par la section historique du grand état-major.

I. — AVANT LA BATAILLE.

Au grand quartier général. — Situation d'ensemble des Ire et IIe armées. — Le 14 *au soir. — Journée du* 15 *août. — Ordres pour le* 16.

Pendant que la Ire armée engageait, le 14 août, un sérieux combat en avant de la Nied, la IIe armée continuait son mouvement d'ensemble vers l'ouest. Les corps d'aile droite liés à la Ire armée parcouraient, ce jour-là, une faible étape; l'aile gauche, au contraire, allongeant sa marche, atteignait la Moselle à Pont-à-Mousson et Dieulouard.

Le croquis n° 1 indique les emplacements occupés, le 14 au soir. Déjà le mouvement général de conversion à droite commence à se dessiner avec netteté. Le plan d'opérations des Allemands se développe, suivant une progression régulière, sans frottements sérieux.


R
Croquis n° 1.
Sarrelouis
Sarrebruck
Conflans
Chambley
Albestroff
5e C
2e B
Pont
uze
Dr C.ie C
Echelle
0
5
10
15
au ferré était moins complet en 1870.

Les difficultés allaient bientôt commencer.

La bataille de Borny n'entrait pas dans les prévisions du grand état-major. Moltke n'avait encore reçu à son sujet aucun renseignement sérieux, lorsqu'il expédia, le 14, à 6 heures du soir, une directive destinée à fixer de nouveau, en la précisant, la mission attribuée à la IIe armée.

Les renseignements parvenus au grand quartier général, dans la matinée et l'après-midi, n'éclairaient pas la situation d'une bien vive lumière. On connaissait la présence de forces françaises très considérables à l'est de Metz; mais l'adversaire avait-il l'intention de se replier sur Verdun? Voulait-il, au contraire, prononcer contre la Ire armée une vigoureuse offensive? Aucune donnée ne permettait de résoudre le problème avec certitude.

En dépit des recommandations expresses, des objurgations réitérées, la cavalerie se montrait, sur tous les points, d'une excessive prudence. Ses rapports étaient nuls ou insuffisants. Dans ces conditions, Moltke, sans modifier sa conception d'ensemble, ne se crut pourtant pas autorisé à porter toute la IIe armée sur la rive gauche de la Moselle. Il prescrivit aux trois corps de droite (IIIe, IXe, XIIe) de s'arrêter le 15, en serrant sur leurs têtes, et de se tenir ensuite prêts à marcher au premier signal.

Les corps de gauche devaient continuer leur mouvement et franchir la Moselle; mais le général de Moltke réclamait, une fois encore, l'envoi de sérieuses reconnaissances sur les lignes de retraite de l'adversaire. « A cet effet, écrivait-il, la IIe armée poussera, sur la « rive gauche de la Moselle, toute la cavalerie disponible « et la fera soutenir, vers Gorze et Thiaucourt, par les « corps d'armée qui, les premiers, auront traversé la « rivière. »

Moltke a connaissance de la bataille du 14. — Déjà cette directive était expédiée lorsque parvinrent au grand

quartier général les premiers renseignements relatifs aux combats livrés par les Ier et VIIe corps, en avant de la Nied française. Un peu plus tard, le lieutenant-colonel von Brandenstein rendait compte de la mission remplie par lui auprès de la Ire armée (voir l'étude sur la journée du 14), et rapportait des détails circonstanciés sur la bataille, les résultats acquis et notre mouvement de retraite en arrière de la ligne des forts.

La situation s'éclaircissait. Les probabilités d'une attaque contre la Ire armée ou l'aile droite de la IIe allaient diminuant. On pouvait prévoir le mouvement rétrograde des forces françaises vers l'ouest.

Pourtant Moltke, circonspect par tempérament, penche encore pour les moyens prudents; il craint de voir le combat se rallumer dès l'aube et songe à soutenir les corps engagés en première ligne. Ordre est donc donné au général von Steinmetz de faire serrer, à la pointe du jour, tout le VIIIe corps, maintenu, le 14, sur la Nied allemande.

En dépit de cette disposition, la Ire armée, quoique victorieuse, ne paraît pas encore assez forte pour supporter seule le choc des 150,000 hommes du maréchal Bazaine. Le prince Frédéric-Charles est, en conséquence, avisé par le télégraphe d'avoir à laisser jusqu'à nouvel ordre à la disposition du Roi les IIIe et IXe corps, stationnés à proximité du champ de bataille.

Cependant, l'idée de profiter des combats du 14 commence à germer dans la pensée du généralissime allemand, et elle apparaît assez nettement exprimée au dernier paragraphe du télégramme précité : « Il est important de poursuivre sur les routes de Metz à Verdun. »

Moltke sur le champ de bataille.—Nouveaux ordres.— Cette idée se grava avec plus de force dans l'esprit de Moltke, le 15 au matin. Parti de bonne heure d'Herny avec le Roi, il arrivait à 7 heures sur le champ de

bataille et ne tardait pas à constater l'évacuation par les Français de toute la région à l'est de la place. En même temps il apercevait en différents points, sur la rive gauche de la Moselle, d'épais nuages de poussière.

Sa pensée passe alors par une phase nouvelle. Grisé par le succès, il se laisse emporter par son imagination, lui si réfléchi d'ordinaire, et adresse au prince Frédéric-Charles un nouveau télégramme dont la première phrase renferme une dangereuse erreur : « Français *complète-* « *ment rejetés sur Metz* et vraisemblablement en *pleine* « *retraite sur Verdun* ».

Il prend d'ailleurs assez rapidement les dispositions nécessaires pour replacer les trois corps de droite de la IIe armée sous les ordres du prince Frédéric-Charles et prépare le mouvement ultérieur de la Ire armée derrière la IIe, en adressant directement au VIIIe corps, de la part du Roi, l'ordre de se porter à Orny.

Dans la journée du 15, le général de Moltke ne modifie pas sa première appréciation, si inexacte, des résultats matériels et moraux de la bataille du 14. Il l'exagèrera même dans la directive expédiée à 6 h. 1/2 du soir, en vue de confirmer et de compléter les télégrammes lancés à midi.

Les premières prescriptions de cette directive concernaient le rôle assigné à la Ire armée. Le général von Steinmetz avait à maintenir provisoirement un corps sur la Nied, face à Metz, et à porter les deux autres, le 16, entre Seille et Moselle, à Arry et Pommerieux. La mission attribuée à la IIe armée était exposée, non sans exagération, de la manière suivante : « Les conditions dans « lesquelles l'armée du général von Steinmetz a rem- « porté *sa victoire* excluent de sa part la possibilité d'une « *poursuite*. Une offensive vigoureuse de la IIe armée, « sur les routes de Metz à Verdun, permettra seule de « *récolter les fruits de cette victoire* ». Frédéric-Charles était d'ailleurs laissé libre d'agir dans ce sens « d'après

« sa *propre conception* et avec tous les moyens dont il « *pouvait* disposer » (1).

Observations : 1° Appréciation inexacte des événements. — En résumé, Moltke prenait ses désirs pour des réalités. Dans son esprit, les combats du 14, engagés à 4 h. 30, terminés à 8 heures du soir, devenaient une véritable bataille décisive. Le mouvement rétrograde, exécuté volontairement par les Français, se transformait en une retraite précipitée.

Passant peu à peu de l'extrême prudence à la confiance la plus absolue, Moltke lâchait le gouvernail au moment de franchir une passe semée d'écueils. Il laissait carte blanche au commandant de la IIe armée, conception dangereuse avec un exécutant actif, entreprenant, avec un impulsif peu enclin de sa nature à faire choix des solutions prudentes, comme l'avait prouvé la manœuvre de Sadowa.

2° *Mouvements mal réglés.* — Les termes de la direction répondaient donc à une appréciation inexacte des faits. En outre, les prescriptions de détail n'étaient pas conformes aux règles de la technique d'état-major et leur inexécution devait fatalement amener de nombreux incidents de marche. En effet, le but assigné aux corps

---

(1) Le texte allemand porte « mit allen verfügbaren Mitteln » « avec tous les moyens disponibles ». G. G., dans ses *Essais de critique militaire*, édités en 1890, traduit « avec tous les moyens dont il (le prince Frédéric-Charles) dispose ». Cette extension de sens pourrait faire croire à l'idée d'une offensive de *toute* la IIe armée. Il semble que telle n'était pas la pensée de Moltke. Le chef du grand état-major, si l'on veut bien se reporter aux ordres qu'il donna plus tard, dans la journée du 16, n'avait probablement en vue qu'une offensive partielle, avec les corps d'aile droite, contre ce qu'il supposait être une arrière-garde ennemie plus ou moins forte.

Dans tous les cas, l'action divergente des corps d'aile gauche poussés vers la Meuse par le prince Frédéric-Charles n'entrait en aucune façon dans les intentions du généralissime. A ce point de vue, la critique de G. G. est parfaitement justifiée.

de la Ire armée les conduisait sur les routes de marche de la droite de la IIe armée. Le grand état-major avait, par suite, à régler les mouvements de manière à éviter les croisements de colonnes. Il suffisait pour cela de donner les heures de départ et de déterminer les zones de cantonnement pour la soirée du 16. Mieux encore, on pouvait prescrire à la IIe armée de franchir la Moselle avant une heure déterminée. Il était, en outre, indispensable de prendre certaines dispositions en vue d'éviter l'enchevêtrement des convois et de dégager les routes, et surtout *les ponts*, pour le passage ultérieur des corps de la Ire armée.

Aucun ordre de cette nature ne parvint en temps utile, en dépit des dispositions tardives prises par le grand état-major le 16 au matin. Cet oubli des règles les plus élémentaires devait entraîner de grosses difficultés de marche, un surcroît de fatigue et, par suite, une déperdition de forces sans résultat.

Sans doute, on pourra objecter qu'à la guerre il est malaisé d'éviter les erreurs et les frottements de toutes sortes qui en sont la conséquence. Mais, peut-être, n'est-il pas inutile de faire connaître ces faits, à une époque où l'on tend à regarder les ordres rédigés par les Allemands en 1870 comme des modèles de prévoyance et de précision.

A l'état-major de la IIe armée.

Peut-être aussi les remarques exposées précédemment viendront-elles atténuer, dans une certaine mesure, les critiques adressées couramment aux prescriptions édictées le 15 au soir par le prince Frédéric-Charles. Comme nous venons de le voir, il convient de faire remonter plus haut une grosse part des responsabilités encourues ce jour-là.

L'examen des ordres donnés à la IIe armée le 14 pour

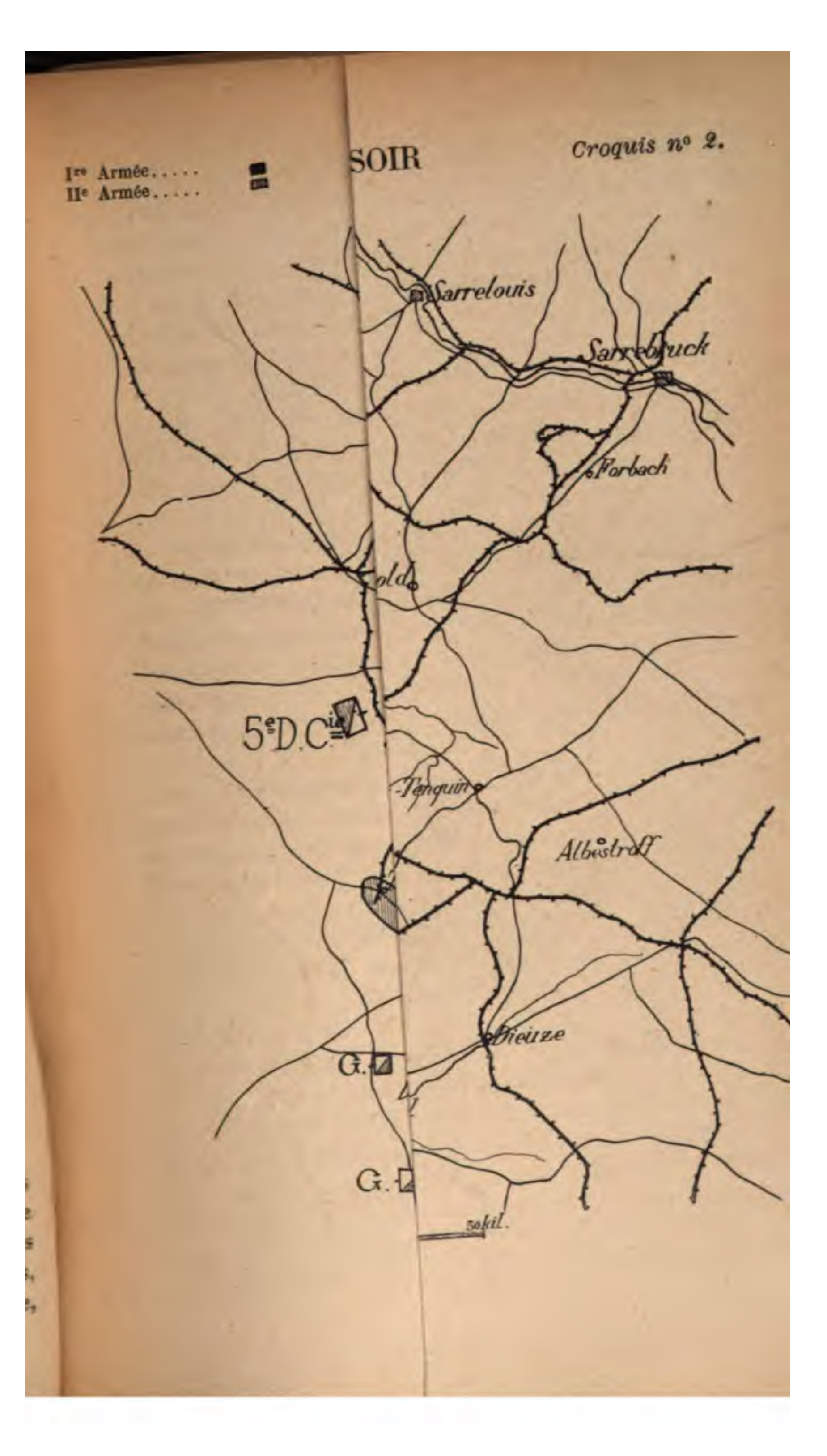
le 15 et des modifications apportées dans la journée du 15 aux instructions primitives, serait à coup sûr plein d'intérêt, mais aurait pour conséquence de grossir inutilement une étude déjà longue. Un coup d'œil jeté sur le croquis n° 2 ci-contre, son rapprochement avec le n° 1, indiqueront suffisamment la nature des mouvements exécutés le 15 août par la IIe armée.

Il semble préférable de rechercher les motifs qui déterminèrent le prince à donner pour le 16 un ordre dont les dispositions, examinées après coup, paraissent illogiques et même bizarres.

Ordre général d'opérations pour la journée du 16. — Les nouvelles reçues au quartier général de Pont-à-Mousson, dans la matinée du 15, signalaient l'abandon par les Français de la région à l'est de Metz et la présence de leurs avant-postes à Mars-la-Tour (?) et Gravelotte. On percevait des mouvements de colonnes d'infanterie et des bruits de voitures sur les routes conduisant de Metz à Verdun.

Dans l'après-midi aucun renseignement ne vint corroborer les indications précédentes, bien que des patrouilles et des reconnaissances eussent sillonné le pays pendant toute la journée. Cette lenteur de transmission tenait à des causes multiples, parmi lesquelles il convient de citer, en première ligne, l'affectation des divisions de cavalerie à des corps d'armée déterminés. Employées à une mission de sûreté, ces divisions s'attachaient surtout à avertir, en temps utile, la troupe d'infanterie la plus rapprochée et les quartiers généraux des corps d'armée, sans s'inquiéter, le moins du monde, du commandant de l'armée.

Quoi qu'il en soit, la conception de Frédéric-Charles s'étayait seulement, d'une part, sur les nouvelles de sources diverses parvenues dans la matinée, nouvelles qui signalaient le mouvement rétrograde des Français, et d'autre part sur la teneur du télégramme de Moltke,



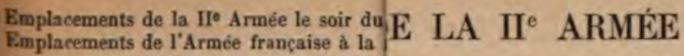
SOIR
Croquis n° 2.
Ire Armée.....
IIe Armée.....
Sarrelouis
Sarrebruck
Forbach
5e D.Cie
Albestroff
Dieuze
G.
G.
30 kil.

entière exécution. Il montre également la situation de l'armée française le 16 au matin, en faisant sauter aux yeux le danger couru par la IIe armée, dont les éléments séparés les uns des autres étaient dans l'impossibilité de se prêter un mutuel appui. Ce danger put être conjuré, grâce à l'initiative de plusieurs commandants de corps d'armée; mais il convient d'ajouter, en toute justice, que le Prince avait su développer cette initiative en laissant à ses subordonnés une voix au conseil, une part dans l'action. Au contraire du général von Steinmetz, qui affectait une certaine raideur dans les relations de service, le grand seigneur, le prince d'extraction royale, professait à l'égard de ses inférieurs une grande bienveillance, une exquise urbanité. Ses qualités d'homme et de chef lui assuraient la confiance absolue et l'entier dévouement de toute son armée.

Une revue rapide des IIIe, IXe et Xe corps nous montrera comment la pensée du prince était comprise, et au besoin interprétée par les généraux en sous-ordre.

Le croquis n° 3 indique en gros les zones de stationnement occupées par les autres corps les 15 et 16 au soir.

(*A suivre.*) (146)



Emplacements de la IIe Armée le soir du
Emplacements de l'Armée française à la

E LA IIe ARMÉE

UT

Emplacements de la IIe Armée le 16 a
s'il n'y avait pas eu rencontre et si
du Prince Frédéric-Charles avaient é
ment exécutés....................

Croquis n° 3.

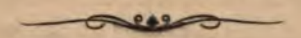
Sarrelouis
Boulay
Eta
St Avold
Verdun
5e Don C
Fresnes
Faulquemont
Cie Gard
IIe
IIe
Meuse R.
Vigne
St Mihiel
Château Salins
Dieuze
Vic
Échelle :
20
30kil.

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE[1]

(1899-1900)



IV. — Mobilisation et transport dans l'Afrique du Sud des forces anglaises.

Au milieu de l'enchevêtrement des mobilisations successives et des départs de troupes qui se sont échelonnées en Angleterre pendant toute la durée de la guerre, on parvient avec un peu d'attention à distinguer trois phases assez nettes.

La première comprend l'envoi des renforts expédiés au cours des dernières négociations, lors de la tension des rapports diplomatiques de l'Angleterre avec le Transvaal. Apportant un sérieux appoint aux garnisons de paix des colonies anglaises de l'Afrique du Sud, ces renforts étaient destinés à les mettre en mesure de remplir le rôle de couverture qui leur incombait, pendant la période critique nécessaire à la mobilisation et au transport d'un corps expéditionnaire chargé de porter le coup décisif aux deux Républiques.

La deuxième phase embrasse les dispositions concernant la mobilisation et le transport de ce corps qui, dans l'esprit du gouvernement anglais, devait suffire à l'achèvement de la campagne.

(1) Voir la *Revue militaire des armées étrangères*, n° d'avril, p. 289.

Enfin la troisième et la plus étendue de ces phases se rapporte aux efforts imprévus que les événements ont imposés à l'Angleterre. Nous la verrons successivement contrainte de convoquer les derniers éléments de la réserve de l'armée régulière, dont toutes les unités seront à peu près mobilisées, et d'envoyer la presque totalité de ces troupes dans l'Afrique du Sud, dégarnissant la métropole d'une façon inquiétante ; puis recourir aux forces auxiliaires, en appelant sous les drapeaux la majeure partie de la milice pour remplir ses casernes appauvries de leurs garnisons habituelles. Bientôt même elle accepte les engagements des miliciens et des volontaires pour l'Afrique du Sud, et une notable proportion de ceux-ci vient se joindre au flot continu de renforts qui partent des ports de la Grande-Bretagne. Les contingents offerts par les colonies anglaises, désireuses de prouver leur loyalisme, sont également reçus avec empressement.

Si l'on ajoute à ces départs d'unités nouvelles l'envoi ininterrompu depuis les premiers mois de la campagne de détachements de renfort, destinés à combler dans chaque corps de troupes les vides creusés par le feu et la maladie, on aura une idée approchée de l'effort militaire considérable que la guerre sud-africaine a imposé à la nation anglaise. Cette idée serait encore incomplète, si l'on ne disait un mot des importants transports de chevaux, mulets et approvisionnements de toutes sortes achetés sur tous les points du globe, pour les besoins des troupes dans l'Afrique du Sud.

§ 1. — *Envoi des premiers renforts dans l'Afrique du Sud.*

Au printemps de l'année 1899 (1) les garnisons anglaises de l'Afrique du Sud comptaient :

---

(1) D'après l'*Army list* de mars 1899.

Colonie du Cap	3 bataillons 1/2 d'infanterie.......	9,500 hommes environ.
	2 batteries d'artillerie à pied.......	
	1 compagnie du génie de forteresse.	
Natal........	3 bataillons d'infanterie	
	2 régiments de cavalerie..........	
	3 batteries montées..............	
	1 batterie de montagne...........	
	1 détachement du génie..........	

Ces troupes devaient être, en principe, à l'effectif de guerre, ainsi que toutes celles qui sont détachées aux colonies. En réalité les bataillons d'infanterie comptaient en moyenne 994 hommes et n'étaient pas pourvus de tous leurs équipages régimentaires (1).

A la suite de la conférence de Bloemfontein, la tension des rapports diplomatiques avec le Transvaal décida le gouvernement anglais à renforcer les garnisons sud-africaines. Des ordres furent donnés pour compléter les équipages des bataillons qui les composaient et, pendant les mois de juin, juillet et août, l'on fit partir :

2 bataillons d'infanterie...	1 d'Angleterre.
	1 de Malte.
3 compagnies du génie....	2 de campagne.
	1 de chemin de fer.

2 compagnies du train des équipages (Army Service Corps).

Ces renforts portèrent à 12,500 hommes environ l'effectif des troupes anglaises dans l'Afrique du Sud, à la date du 15 septembre.

En même temps les colonels Baden-Powell, Plumer et quelques autres officiers partaient pour le Cap avec la mission de lever deux régiments de cavalerie irrégulière pour la garde des territoires de la Rhodesia. On réunissait un approvisionnement de deux mois de

(1) Déclarations de M. Wyndham, sous-secrétaire d'État à la guerre, à la Chambre des communes (séance du 20 octobre 1899).

vivres pour l'effectif des troupes des colonies sud-africaines. La majeure partie était transportée à Ladysmith où se trouvait le gros des forces du Natal.

A partir du mois de septembre les événements se précipitent et ne laissent plus de doute sur l'issue des négociations. Le 7 septembre l'envoi de nouveaux renforts est décidé. L'armée des Indes fournit une brigade d'infanterie, une brigade de cavalerie et un groupe d'artillerie montée (1). La garnison de l'île Maurice envoie 4 compagnies d'infanterie (un demi-bataillon). Le total s'élève à 5,903 hommes (259 officiers et 5,644 hommes).

Le War-Office fait également partir pour l'Afrique du Sud :

D'Angleterre..	1 bataillon d'infanterie.
De Malte.....	1 — —
D'Alexandrie..	1 — —
De Crète.....	1 — —
D'Angleterre..	3 batteries montées. 1 colonne de munitions. 1 section d'aérostiers. 1 détachement de télégraphistes. 4 compagnies du train des équipages militaires. 1 hôpital de campagne. 1 hôpital fixe.

Les embarquements des troupes de l'Inde s'échelonnèrent du 18 septembre au 8 octobre dans les ports de Calcutta (pour deux bataillons d'infanterie et unités

(1) 4 bataillons d'infanterie.
3 régiments de cavalerie.
3 batteries montées.
1 colonne de munitions.
1 parc de campagne (Ordnance Field Park).
3 hôpitaux de campagne.
1 dépôt d'approvisionnements du service de santé.
1 hôpital de campagne indigène.
1 hôpital vétérinaire.

diverses) et de Bombay (autres corps). Ils exigèrent 23 steamers appartenant pour la plupart à la *British India Company*. L'effectif porté par chaque navire était très restreint, deux à sept compagnies d'infanterie, un escadron de cavalerie ou une batterie d'artillerie. Les troupes de l'Inde débarquaient à Durban (1) du 2 au 22 octobre. Celles qui venaient d'Europe partirent du 16 au 30 septembre et arrivèrent dans l'Afrique du Sud du 7 au 29 octobre. C'est donc notablement après l'ouverture des hostilités (11 octobre) que les garnisons anglaises de l'Afrique du Sud reçurent l'appoint de ces renforts. Leur effectif atteignit alors 24,746 hommes (2), soit :

Colonie du Cap..
- 5 bataillons d'infanterie.
- 1 régiment de cavalerie.
- 3 batteries montées.
- 2 batteries à pied.
- 3 compagnies du génie......
  - 1 de campagne.
  - 1 de sapeurs de chemins de fer.
  - 1 de forteresse.
- 2 compagnies du train des équipages militaires.
- 1/2 compagnie du service du matériel (Army Ordnance Corps).

Natal..........
- 12 bataillons d'infanterie.
- 4 régiments de cavalerie.
- 6 batteries montées.
- 1 batterie de montagne.
- 1 compagnie du génie de campagne.
- Détachements de télégraphistes, d'aérostiers et de génie de forteresse.
- 4 compagnies du train des équipages militaires.
- 1 compagnie du service du matériel.
- 2 colonnes de munitions.
- 4 hôpitaux de campagne.
- 1 hôpital vétérinaire de campagne.
- 1 dépôt de campagne de matériel d'artillerie.

---

(1) Sauf un régiment de cavalerie et les quatre compagnies d'infanterie de l'île Maurice qui furent envoyés au Cap.

(2) Déclarations de M. Wyndham à la séance de la Chambre des

Les Anglais disposaient en outre des contingents locaux des colonies sud-africaines, qui se composaient de corps permanents de police, d'unités de miliciens et de volontaires organisées sur le modèle des forces auxiliaires de la métropole.

On évalue à 13,000 hommes environ l'effectif total que ces corps pouvaient mettre sur pied, savoir :

Colonie du Cap..	Corps permanent d'infanterie montée, dit *Cape mounted Rifles*..................	1,000
	Police du Cap (permanente)............	1,500
	Corps de milice et de volontaires.......	6,500
	TOTAL..............	9,000
Natal..........	Police montée (permanente)............	500
	Corps de volontaires..................	1,500
	TOTAL..............	2,000
Forces de la *Chartered Company* (permanentes)...........		1,750
	TOTAL GÉNÉRAL..........	12,750

A cette énumération il convient d'ajouter les corps de cavalerie irrégulière des colonels Baden-Powell et Plumer, levés dès le début des hostilités sur le territoire de la Rhodesia, et l'Imperial Light Horse dont l'organisation fut autorisée au Natal.

L'Angleterre put disposer au commencement de la campagne des forces permanentes locales énumérées ci-dessus et des corps de volontaires du Natal qui furent rapidement convoqués ; mais la levée des milices et des volontaires de la colonie du Cap ne se fit que plus tard, en raison de la vive répugnance du gouvernement local

communes du 20 octobre 1899. D'après ces mêmes déclarations l'effectif des bataillons d'infanterie venant de l'Inde était de 920 hommes ; celui des bataillons venus de la Méditerranée, de 925 hommes ; celui des bataillons venus d'Angleterre, de 815 hommes.

à prendre les mesures militaires exigées par les circonstances.

Au cours de la campagne les corps organisés dans l'Afrique du Sud reçurent un sérieux développement. De nouvelles unités d'Imperial Light Horse, équipées en infanterie montée, furent levées et recrutées dans le pays. Le total des ressources que l'Angleterre put tirer des contingents sud-africains s'est élevé, jusqu'au 1er février 1901, à 30,319 hommes (1387 officiers et 28,932 hommes) (1).

§ 2. — *Mobilisation et transport du 1er corps d'armée dans l'Afrique du Sud.*

Jusqu'à l'ouverture des hostilités, le gouvernement anglais n'avait fait appel que dans une mesure très restreinte aux forces de la métropole, pour renforcer les garnisons sud-africaines. A partir de la déclaration de guerre, au contraire, il allait y puiser largement pour constituer le corps expéditionnaire qui, dans la pensée du War-Office, devait suffire à l'achèvement de la campagne. Préparés longtemps à l'avance, la mobilisation et le transport de ce corps présentent un ensemble de dispositions intéressantes, qui permettent d'étudier sur le vif le fonctionnement des institutions militaires de l'Angleterre, mieux peut-être que les mesures hâtivement prises dans la suite de la campagne, sous la pression des événements, pour organiser de nouveaux renforts.

Afin de faciliter au lecteur l'intelligence de cette partie un peu aride de la présente étude, nous la ferons précéder de quelques généralités sur les opérations de la mobilisation dans l'armée anglaise.

---

(1) Document parlementaire publié le 26 février 1901.

La mobilisation anglaise. — En temps de paix il n'existe pas, dans l'armée anglaise, de grandes unités constituées (brigades, divisions, corps d'armée) (1). Le territoire est réparti en 17 districts territoriaux analogues à nos régions de corps d'armée. Les troupes des garnisons situées dans l'étendue d'un district sont sous les ordres du général qui commande celui-ci.

Dans l'infanterie l'unité tactique est le bataillon à huit compagnies. Le régiment, qui possède, en général, un bataillon dans la métropole et un aux colonies, n'est qu'une unité administrative.

Dans la cavalerie le régiment mobilise trois escadrons de guerre et un escadron de dépôt.

Toutes les batteries d'artillerie appartiennent à un corps unique (Royal Artillery), qui comprend l'artillerie montée de campagne (Royal Field Artillery), l'artillerie à cheval de campagne (Royal Horse Artillery), l'artillerie de montagne (Royal Mountain Artillery) et l'artillerie à pied (Royal Garrison Artillery). Toutes les compagnies du génie appartiennent également à un même corps (Royal Engineers).

A la mobilisation les grandes unités (brigades, divisions, corps d'armée), leurs états-majors, leurs services doivent donc être formés de toutes pièces.

Le règlement sur la mobilisation de 1894 prévoyait, en cas de mobilisation générale, la constitution d'une armée de campagne de trois corps à trois divisions de deux brigades, chacune de quatre bataillons. Le 1er corps

---

(1) Il y a cependant une exception à cette règle pour les troupes du camp d'Aldershot qui forment, en temps de paix, une division composée de trois brigades d'infanterie à quatre bataillons chacune et d'une brigade de trois régiments de cavalerie. En outre, il a été créé, en 1897, quatre états-majors de brigade de cavalerie (y compris celle d'Aldershot.) Douze régiments de cavalerie sont donc actuellement embrigadés.

d'armée se composait de troupes de l'armée régulière en garnison dans le sud de l'Angleterre et dont les troupes du camp d'Aldershot faisaient partie. Le 2ᵉ corps comprenait deux divisions constituées au moyen des troupes d'Irlande et une division tirée des garnisons du nord de l'Angleterre et de l'Écosse. Comme le 1ᵉʳ corps il ne comptait que de l'armée régulière. Enfin le 3ᵉ corps ne se composait que de la *milice*, à l'exception d'une brigade de troupes régulières.

Le règlement de 1898, qui a remplacé celui de 1894, ne reproduit plus la composition des forces mobilisées. Toutefois, de nombreuses déclarations officielles du Ministre ou du sous-secrétaire d'Etat à la guerre, ainsi que certaines parties de la discussion du budget à la Chambre des communes, permettent de conclure que, *dans leur ensemble au moins*, ces dispositions n'ont pas été modifiées.

En principe les réservistes continuent de compter au corps auxquel ils ont appartenu pendant leur période de service actif. A la mobilisation ils rejoignent le dépôt de ce corps, où ils sont armés et équipés. Ils sont ensuite conduits en détachement à leur unité qui, d'autre part, se mobilise dans sa garnison ou en un point déterminé. Exception est faite à ce principe pour les réservistes de l'artillerie, du génie et des services divers, qui rejoignent directement le lieu de mobilisation de l'unité à laquelle ils appartiennent.

Les chevaux de complément nécessaires aux unités pour atteindre leur effectif de guerre sont obtenus par une entente amiable, établie dès le temps de paix entre l'administration de la guerre et les propriétaires. Ceux-ci déclarent volontairement leurs chevaux et s'engagent à les livrer, pour le prix convenu, dans les quarante-huit heures qui suivent l'ordre reçu. Il leur est alloué, en revanche, une subvention annuelle de 12 fr. 50 par cheval classé. Ces dispositions remplacent la réquisition

pure et simple qui cadrerait mal avec les mœurs anglaises.

Mesures préparatoires à la mobilisation du 1er corps d'armée. — Le récit des dernières négociations avec le Transvaal a montré que l'Angleterre n'a pas été surprise par l'ultimatum du 9 octobre. L'ouverture des hostilités a été précédée d'une période de tension politique, durant laquelle d'importantes mesures furent prises en vue de préparer la mobilisation du corps expéditionnaire.

Longtemps à l'avance on avait entrepris à Woolwich des modifications aux voitures et au matériel d'artillerie (1). La confection d'un uniforme spécial pour les troupes appelées à opérer dans l'Afrique du Sud (uniforme khaki) fut entreprise dès le milieu de septembre, et le dépôt central de Pimlico dut expédier à chaque corps le lot d'habillement qui lui était nécessaire.

Vers la même époque des commissions composées d'officiers et de vétérinaires militaires étaient envoyées aux Etats-Unis, dans l'Amérique du Sud, en Espagne, en Italie et en Hongrie pour acheter les chevaux et les mulets nécessaires à la constitution des convois. En outre, l'Amirauté anglaise passait des marchés avec les grandes compagnies de transports maritimes, et affrétait à l'avance une partie des steamers nécessaires à l'envoi des troupes dans l'Afrique du Sud.

Dès le 6 octobre vingt compagnies du train des équipages militaires (Army Service Corps) partaient de Southampton pour le Cap, où elles allaient procéder à l'organisation des convois. Le steamer sur lequel elles avaient pris passage emportait également trois compagnies d'Army Ordnance Corps (service du matériel) (2), et un hôpital général pour l'organisation des bases d'opé-

---

(1) Un frein de route spécial était adapté aux voitures et le matériel d'artillerie était peint en couleur khaki.

(2) Une 4e compagnie d'Army Ordnance Corps partait le 7 août.

rations. Le vaisseau-hôpital le *Spartan* appareillait pour Cape-Town le 9 octobre.

Premier appel de la réserve. — Le gouvernement anglais n'attendit pas la rupture des négociations pour commencer la mobilisation (1). La proclamation de la Reine autorisant le Ministre de la guerre à convoquer les réserves et à retenir sous les drapeaux les hommes libérables de l'armée active est datée du 7 *octobre*. Le même jour un ordre de l'armée (2) appelait à l'activité les hommes de la réserve des unités destinées à entrer dans la composition du corps expéditionnaire. Les réservistes des corps ci-dessous étaient convoqués (3) :

8 régiments de cavalerie........ 26 régiments d'infanterie de ligne.		1re classe de la réserve moins la section D (réserve supplémentaire).
Régiments d'infanterie de la Garde.	Grenadier Guards.	Hommes passés dans la réserve depuis le 30 juin 1898.
	Coldstream Guards.	1re classe de la réserve moins la section D.
	Scott Guards.	Hommes passés dans la réserve depuis le 30 juin 1897.
Fusiliers.........	King's Royal Rifle. Rifle Brigade.	Hommes passés dans la réserve depuis le 30 juin 1897.
Artillerie	Hommes convoqués individuellement.	
Génie	Certaines catégories.	Sous-officiers, ouvriers d'art, conducteurs, etc.

(1) D'après les déclarations de M. Wyndham à la Chambre des communes, ce fut le 29 septembre que la mobilisation du corps expéditionnaire fut décidée.

(2) Signé du général commandant en chef de l'armée, lord Wolseley, avec approbation du Ministre de la guerre.

(3) En outre, tous les hommes de la réserve résidant dans l'Afrique du Sud devaient être convoqués par les soins des autorités militaires locales.

Train des équipages militaires (Army Service Corps)...	Certaines catégories.	Conducteurs, maréchaux-ferrants, boulangers, etc.
Corps de santé.....	1re classe de la réserve moins la section D.	
Army Ordnance Corps (service du matériel)...........	Section B de la 1re classe de la réserve.	

Un second ordre de l'armée, daté également du 7 octobre, décidait la mobilisation d'un corps expéditionnaire pour l'Afrique du Sud. Le premier jour de la mobilisation était fixé au 9 octobre et les hommes de la réserve devaient avoir rejoint le 17 au plus tard.

Composition du 1er corps d'armée. — Ce corps expéditionnaire comprenait :

3 divisions d'infanterie;
1 division de cavalerie;
Des troupes non endivisionnées;
Des troupes d'étapes.

Soit un total de :

32 bataillons d'infanterie;
8 régiments de cavalerie;
2 bataillons d'infanterie montée;
4 batteries à cheval.
15 batteries montées (dont 3 d'obusiers de 5 pouces (127mm);
4 compagnies du génie de campagne;
1 compagnie de sapeurs de chemins de fer;
1 division de pontonniers;
1 division de télégraphie;
1 section d'aérostiers;
7 colonnes de munitions;
1 parc de munitions de corps d'armée.

Services administratifs.	12 colonnes de vivres......	Mobilisés au moyen de 16 compagnies du train des équipages militaires.
	1 parc de vivres..........	
	1 boulangerie de campagne.	
	4 compagnies auxiliaires du train des équipages militaires (lignes d'étapes).	

Service de santé.	12 hôpitaux de campagne... 8 compagnies de brancardiers................ 4 hôpitaux fixes.......... 4 hôpitaux généraux...... 2 trains sanitaires........ 2 vaisseaux hôpitaux......	Mobilisés par des détachements appartenant aux 19 compagnies du corps de santé de la métropole.
Service du matériel.	40 compagnies d'Army Ordnance Corps.	

Toutes les troupes mobilisées étaient empruntées aux garnisons de la métropole, à l'exception de deux bataillons d'infanterie de la garde pris à Gibraltar (1).

L'effectif *prévu* pour le corps expéditionnaire, tel qu'il résultait des tableaux d'effectifs de guerre, était de 52,138 hommes, dont 49,306 devaient partir pour l'Afrique du Sud et 2,832 rester dans les dépôts de la métropole. On fut loin d'atteindre ces chiffres.

Les corps mis sur le pied de guerre durent laisser dans leurs garnisons les hommes de recrue non mobilisables et les soldats âgés de moins de 20 ans. Or, à cause des exigences du service colonial, chaque bataillon de la métropole joue le rôle d'unité nourricière, pour les autres portions du même régiment détachées aux colonies, et possède, par conséquent, les réserves et les non valeurs du corps tout entier. L'effectif total qui fut laissé à ce titre dans les garnisons, lors de la mobilisation du 1er corps d'armée, s'est élevé à 9,000 hommes (2).

D'autre part il y eut un déchet considérable sur le nombre des réservistes convoqués. Des 25,000 appelés, 98 p. 100 furent touchés par les ordres de convocation ; 21,067 (2) seulement rejoignirent les dépôts ou lieux de

(1) Une seule de ces unités était remplacée par un bataillon venu d'Angleterre.

(2) Déclarations de M. Wyndham à la séance de la Chambre des communes du 20 octobre 1899.

mobilisation qui leur avaient été fixés comme points de rendez-vous. La visite sanitaire, passée lors de l'arrivée des réservistes, en élimina encore 6 à 7 p. 100, et même 10 p. 100 dans la garde, où l'on se montra plus exigeant (1). En résumé, sur 25,000 réservistes convoqués, on en incorpora 20,000 environ, soit un déchet d'un cinquième.

Ce nombre fut insuffisant pour porter toutes les unités mobilisées au pied de guerre (2). D'après les déclarations de M. Wyndham l'effectif moyen des bataillons aurait été de 900 hommes (3), soit une réduction de un dixième environ sur le complet de guerre.

L'effectif total des troupes du 1er corps embarquées, d'après les *tableaux d'embarquements officiels du War-Office*, est de :

1,721	officiers.
44,977	hommes de troupe.
8,093	chevaux.
965	voitures.

L'examen de l'ordre de bataille du 1er corps fait naître quelques réflexions. La composition des divers états-majors fut fixée nominativement, par un ordre de l'armée. *Ils furent constitués de toutes pièces* au moyen d'officiers qu'aucun lien préalable ne rapprochait les uns des autres, dans leurs fonctions du temps de paix.

(1) Renseignements de presse.

(2) M. Wyndham a expliqué ce déficit en disant que la loi lui interdisait de convoquer les réservistes de la section D (réserve supplémentaire) des corps mobilisés, avant d'avoir épuisé *complètement* les autres sections de la réserve pour *toute* l'armée anglaise.

(3) La moyenne de l'effectif des bataillons embarqués est, d'après les *tableaux d'embarquements officiels établis par le War Office*, supérieure au chiffre donné par M. Wyndham à la tribune de la Chambre des communes. Elle est de 960 hommes au lieu de 900.

Le choix des unités mobilisées paraît avoir été déterminé par la pensée de dégarnir le moins possible l'Irlande et la région sud de l'Angleterre.

Dans la première on ne prit que neuf bataillons d'infanterie et un régiment de cavalerie, sur 23 bataillons et 6 régiments de cavalerie qui constituent la garnison habituelle de l'île. Au contraire, l'Ecosse était complètement dégarnie, et fournissait les trois bataillons d'infanterie et le régiment de cavalerie qui y tiennent normalement garnison.

En Angleterre on prélevait 19 bataillons et 5 régiments de cavalerie, sur les 43 bataillons d'infanterie et les 11 régiments de cavalerie qui s'y trouvent en temps normal.

Dans ce groupement des troupes on ne se préoccupait nullement de respecter les liens tactiques existant dès le temps de paix (1), ni de réunir dans la même brigade des corps provenant des mêmes districts de commandement.

Les brigades d'infanterie étaient formées par la réunion de bataillons de mêmes subdivisions d'armes ou de même nationalité (2). Ce sont les seuls liens, plus apparents que réels, qui réunissent des corps venus de gar-

---

(1) Troupes du camp d'Aldershot et brigades de cavalerie :

Dans la division d'infanterie (à 3 brigades de 4 bataillons chacune), constituée dès le temps de paix au camp d'Aldershot, on a pris, pour le corps expéditionnaire, 9 bataillons d'infanterie répartis comme suit dans l'ordre de bataille :

- 2 à la 2e brigade ;
- 1 à la 3e brigade ;
- 1 à la 4e brigade ;
- 2 à la 6e brigade ;
- 3 aux troupes d'étapes.

(2) 1re brigade, garde ; 2e brigade, anglais ; 3e brigade, écossais ; 4e brigade, infanterie légère ; 5e brigade, irlandais ; 6e brigade, fusiliers.

nisons souvent éloignées (1) et n'ayant eu, d'autre part, aucun point de contact.

En réalité les fréquents changements de garnison nécessités par la relève coloniale ont habitué les officiers anglais à tenir fort peu de compte de la cohésion créée par les liens tactiques, à la conservation desquels on attache cependant une grande importance dans toutes les armées européennes. Nous assisterons au cours de la campagne à des modifications continuelles dans l'ordre de bataille, dont il deviendra souvent difficile de suivre les nombreuses transformations.

(*A suivre.*) (160)

---

(1) La 4e brigade comprend :
1 bataillon en garnison en Ecosse.
1 bataillon en garnison en Irlande.
1 bataillon en garnison à Aldershot.
1 bataillon en garnison à Paskurst (île de Wight).

LES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES EN CHINE

(1900-1901) (1)

I

LES OPÉRATIONS RUSSES EN MANDCHOURIE.

DEUXIÈME PARTIE.

MESURES PRISES PAR LA RUSSIE EN VUE DE LA GUERRE. — MOBILISATION, TRANSPORTS ET RAVITAILLEMENTS.

E. — Organisation des troupes.

En même temps qu'il mobilisait de nouvelles unités, le ministère de la guerre s'occupait de les organiser et de leur fournir tout ce qui leur était nécessaire pour entrer en campagne.

Nous avons donné plus haut la composition du corps d'armée de la Sibérie, puis la formation des 5ᵉ et 6ᵉ brigades de chasseurs de la Sibérie orientale, au moyen de bataillons frontière transformés en régiments de chasseurs. Les prikazes parus en juillet et août prescrivent les nouvelles créations suivantes :

---

(1) Voir le nº d'avril de la *Revue*, p. 337.

1re brigade d'infanterie de la Sibérie, à Tchita : régiments de Tchita et de Striétensk (1) ;

2e brigade d'infanterie de la Sibérie, à Irkoutsk : régiments de Krasnoiarsk et d'Irkoutsk (1) ;

3e brigade d'infanterie de la Sibérie, à Tomsk : régiments de Barnaoul et de Tomsk (1) ;

4e brigade d'infanterie de la Sibérie, à Omsk : régiments d'Omsk et de Tobolsk (1) ;

Brigade cosaque à pied du Transbaïkal : bataillons cosaques à pied du Transbaïkal nos 3, 4, 5, 6 ;

Division de cavalerie cosaque de la Sibérie, à deux brigades : 1re brigade, 4e et 7e régiments ; 2e brigade, 5e et 8e régiments cosaques de la Sibérie.

Le groupe d'artillerie de réserve de la Sibérie devient le groupe n° 1 de l'artillerie de la Sibérie, à deux batteries ; deux autres groupes nos 2 et 3 sont obtenus par la mobilisation de la 5e batterie de la 6e brigade d'artillerie de réserve (Saratov). On forme, en même temps, à Orenbourg, un parc volant d'artillerie de la Sibérie pour ces trois groupes (2).

En ce qui concerne le haut commandement, on a organisé d'abord un 2e corps d'armée de la Sibérie ; puis, avec les troupes mobilisées et de renfort, un 3e corps d'armée de la Sibérie et un corps de débarquement. La répartition des troupes entre ces quatre corps d'armée n'a pas été publiée officiellement ; elle ne présente d'ailleurs qu'un intérêt relatif, parce que les diverses colonnes d'opérations ont été composées indépendamment de cette répartition. En outre, le 3e corps d'armée de la Sibérie et le corps de débarquement ont actuellement cessé d'exister.

---

(1) Provenant de la mobilisation des bataillons de réserve de même nom. Le régiment de Sémipalatinsk est resté indépendant.

(2) Les deux groupes formés en Europe et le parc volant ont reçu, après la prise de Pékin, un ordre de démobilisation.

L'état-major de chacun de ces corps d'armée comprenait, outre le commandant du corps d'armée et son officier d'ordonnance : 7 officiers, dont 1 topographe et 1 commandant du train, 8 secrétaires, 33 « soldats sans armes », 19 hommes du train, 19 chevaux et 16 voitures à deux roues.

La direction de l'artillerie du corps d'armée comptait : 4 officiers, 4 secrétaires, 10 soldats sans armes, 4 hommes du train, 5 chevaux et 4 voitures à deux roues.

Le service de l'intendance disposait de : 1 intendant, 5 fonctionnaires de l'intendance, 5 secrétaires, 1 domestique, 9 soldats sans armes. Le service de santé, de : 1 médecin, 1 vétérinaire, 3 feldchers et 4 soldats sans armes.

En même temps l'état-major de la circonscription de l'Amour était augmenté et constitué sur le type des états-majors des circonscriptions frontière. Il comprenait : le chef d'état-major et 5 officiers, dont 2 supérieurs, pour missions ; une direction du quartier maître général, avec 4 sections et 10 officiers ; une direction du général de jour (7 sections), avec 15 officiers et fonctionnaires classés et 17 employés typographes ; une direction des communications militaires (2 sections) avec 5 officiers ; une section de topographie militaire, avec 15 officiers, dont 13 topographes, 14 employés, 1 sous-officier, 10 soldats sans armes et 46 secrétaires.

Si l'on tient compte des autres organes du commandement : conseil de la guerre, directions de l'artillerie, du génie, de l'intendance et du service de santé, on obtient pour l'effectif du commandement de la circonscription de l'Amour : 73 officiers, 26 fonctionnaires classés et 191 employés civils ou militaires.

Comme la plupart des unités mobilisées ne possédaient pas encore de train régulier, on leur affectait des trains provisoires. Ainsi, aux régiments de la Sibérie à 6 sotnias, on donnait : 81 hommes, 152 chevaux et 172

1re brigade d' [illegible] ; aux régiments de Sémi-
ments de Tchit [illegible] hommes, 121 chevaux et 59
2e brigade [illegible] à deux roues, devaient être
régiments de [illegible] en état de circuler sur les
3e brigade d' [illegible] Mandchourie.
ments de Barn [illegible]
4e brigade [illegible]
ments d'Omsk [illegible]
Brigade [illegible]
cosaques à [illegible]
Division de [illegible]
brigades : [illegible]
5e et 8e régim [illegible]
Le group [illegible]
le groupe [illegible]
ries ; deux [illegible]
mobilisation [illegible]
de réserve [illegible]
bourg, un [illegible]
trois group [illegible]
En ce qui [illegible]
nisé d'ab [illegible]
avec les [illegible]
d'armée d [illegible]
répartition [illegible]
n'a pas été [illegible]
leurs qu' [illegible]
colonnes [illegible]
ment de [illegible]
de la Sibé [illegible]
ment cess [illegible]

[illegible] la mobilisation.

[illegible] d'Asie n'était pas sans [illegible] grand état-major russe, par [illegible] parfois des milliers de kilo- [illegible] avaient à parcourir pour [illegible] ssemblement. Mais, nous dit la [illegible] déjà citée, « bien qu'il y eût [illegible] appelés dans les circons- [illegible] de l'Amour, la mobilisation put [illegible] suivant le plan arrêté d'avance. [illegible] insoumis fut moindre qu'on ne [illegible] atteignirent, au bout de [illegible] de préparation supérieur à ce [illegible] dans plusieurs cas, la mise [illegible] établissements militaires fut en [illegible] sur les prévisions de l'état-

[illegible] par un correspondant de [illegible] des insoumis, dans la cir- [illegible], au total, de 19,54 p. 100. [illegible] ément les provinces qui cons- [illegible], on voit que cette proportion [illegible] dans l'Amour et à Sakhaline, de [illegible] Transbaïkal et de 37,57 p. 100 dans [illegible] Ce dernier chiffre s'explique par [illegible] de réservistes étaient employés aux [illegible] mandchourien, sans en avoir prévenu [illegible] troubles survenus en Mandchourie [illegible] rejoindre et, par la suite, ils furent

(1) Prove [illegible]
nom. Le [illegible]
(2) Les [illegible]
après la pr [illegible]

officiellement exemptés de l'appel. Sur les hommes qui se présentèrent, 94,59 p. 100 furent reconnus aptes au service; on appela effectivement sous les drapeaux 76,11 p. 100 du chiffre total des inscrits sur les contrôles des réservistes.

Si l'on se reporte aux dates de préparation des différentes unités de réserve et cosaques, on trouve :

En exécution de l'oukaze du 10/23 juin, pour les Cosaques du Transbaïkal : bataillons à pied, du 5 au 8 juillet ; régiments à cheval, du 12 au 15 juillet ; batteries, le 18 juillet ;

Pour les Cosaques de l'Amour : le 19 juillet ;

Pour les Cosaques de l'Oussouri : le 5 juillet.

En exécution de l'oukaze du 8/21 juillet, pour les troupes de réserve de la Sibérie : le 17 août ; régiments de la Sibérie, le 13 août ; Cosaques de Sémiriétchensk, le 7 août.

La mobilisation de ces unités était donc terminée moins d'un mois après la publication de l'oukaze.

Transports et ravitaillements.

Nous avons vu que des emprunts considérables furent faits aux éléments de la Russie d'Europe pour les opérations en Extrême Orient. Mais il ne s'agissait pas seulement de constituer un corps expéditionnaire puissant, il fallait encore le transporter à des distances considérables et le munir de tout ce qui lui était nécessaire pour une campagne que l'on pouvait prévoir longue et pénible.

Transports. — Le gouvernement russe disposait de deux voies pour ses expéditions d'hommes et de matériel : celle de mer, par Odessa et le canal de Suez ; celle de terre par le Transsibérien. Comme celui-ci était encore loin de pouvoir satisfaire aux exigences du moment, la majeure partie des troupes et du matériel fut

envoyée par Odessa ; néanmoins, une partie des hommes et tous les chevaux prirent le chemin de fer de la Sibérie.

Sur mer, le gouvernement russe avait d'abord à sa disposition, outre les transports de sa flotte de guerre, les 14 navires de la flotte volontaire ; mais plusieurs d'entre eux avaient déjà été retenus à Vladivostok et à Port-Arthur pour assurer les communications avec le Petchili. Il dut donc avoir recours à des sociétés russes de navigation, puis à des compagnies étrangères. Il affréta ainsi une dizaine de navires appartenant aux premières, et une quinzaine aux secondes. Les vapeurs embarquèrent en moyenne de 1200 à 1700 hommes : un navire anglais, le *Sicilian*, prit à son bord 2,656 hommes avec 36 officiers. On comptait 36 jours pour la durée du voyage. Jusqu'au 1er/14 octobre 1900, 19,716 hommes et 16,700 tonnes de matériel furent ainsi transportés par mer.

Un navire de la flotte volontaire, *Moskva*, fut transformé en croiseur par l'adjonction de 16 canons (8 de 120mm et 8 de 75mm) et désigné pour rester à la disposition de la marine à son arrivée à Vladivostok.

Le Transsibérien, dans la partie à l'ouest du Baïkal, pouvait, au commencement de juin, permettre le mouvement d'environ quatre trains par jour dans les deux sens. Mais, sur le Baïkal lui-même, il n'y avait encore qu'un ferry-boat, le brise-glaces *Baïkal*. A l'est du lac, la voie était prête jusqu'à Striétensk, mais le matériel roulant faisait défaut et se trouvait encore concentré aux environs d'Irkoutsk, l'exploitation régulière de la section de la Transbaïkalie ne devant commencer que le 1/14 juillet 1900.

Des mesures énergiques furent prises pour augmenter considérablement le rendement de cette grande voie ferrée. Des locomotives, du matériel roulant et du personnel furent demandés aux chemins de fer de la Russie

d'Europe et envoyés en Sibérie; on créa des garages intermédiaires et les travaux furent activement poussés de manière à obtenir une circulation de six, puis de sept paires de trains par jour. Actuellement on peut en faire passer huit, mais on veut arriver à dix et même à douze. En outre, on arrêtait, dès le début de la mobilisation, le mouvement d'émigration, tout en continuant celui des voyageurs et des marchandises. Sur le Baïkal, on se hâtait de terminer un second brise-glaces, l'*Angara*, de dimensions moins grandes que le premier; il put commencer à naviguer le 1er/14 août. Durant le mois de septembre, ces deux bateaux firent deux fois par jour la traversée du lac, aller et retour (1). Les transports qu'ils ont alors exécutés correspondent à un mouvement moyen, sur le Transsibérien, de deux paires de trains par jour. Sur la section de la Transbaïkalie on fit arriver le matériel resté au delà du lac (2) et on transporta rapidement les troupes du Transbaïkal à Striétensk. Quand les renforts de la Russie d'Europe commencèrent d'affluer en août et septembre, la ligne était en mesure de les écouler.

De Striétensk les communications avec la province de l'Amour et Khabarovsk se font par eau, sur la Chilka et l'Amour; avec la Mandchourie, par un mauvais chemin de terre, qui va à Staro-Tsouroukhaïtouï, sur la frontière chinoise.

La Chilka mesure environ 370 kilomètres de Striétensk à Pokrovka, son confluent avec l'Amour; elle pré-

---

(1) Dans les deux ports d'attache des débits de thé gratuits avaient été installés par des particuliers, pour les soldats de passage. Chaque homme recevait une cruche de thé, un morceau de sucre et un morceau de pain blanc.

(2) Le *Baïkal* a transporté au total, en 1900, 133 locomotives non allumées avec leurs tenders, 250 wagons de voyageurs et 11,119 wagons de marchandises ou trucs.

sente sur cette étendue 70 seuils dont l'un, à l'étiage, n'a que 0m,15 d'eau. La navigation y est interrompue presque tous les ans, ordinairement en juin et juillet, pendant des périodes variant de dix à cent jours; au moment de la mobilisation, elle avait cessé depuis le 25 mai; 8,000 recrues et 10,000 émigrants se trouvaient arrêtés à Striétensk. Le niveau de l'eau s'étant un peu élevé vers la fin de juin, on put les faire partir presque tous sur des bateaux à faible tirant d'eau. A la fin de juillet, l'eau avait encore monté et les grands vapeurs pouvaient arriver facilement à Striétensk. Mais il fallait évidemment prévoir le cas d'une nouvelle baisse et, durant les trois mois de juillet à fin septembre, on construisit 115 radeaux et 107 chalands. Le flottage se fait à raison de 50 à 70 kilomètres par jour et demande de six à sept jours de Striétensk à Pokrovka. La construction du matériel ainsi improvisé coûta environ 950,000 francs. On utilisa cependant de préférence les vapeurs et les barges, qui circulent ordinairement sur l'Amour. Le total des transports exécutés sur la Chilka comprit, jusqu'en novembre, 55,500 hommes, 11,150 chevaux et 8,800 tonnes de matériel.

En même temps on travaillait à rendre praticable le sentier qui longe cette rivière jusqu'à Potrovka, de manière à permettre le mouvement des colonnes, en particulier pour éviter les seuils. Les travaux furent achevés en trois mois; on fit sauter environ 30,000 mètres cubes de rocher, on remua 390,000 mètres cubes de terre et l'on construisit 250 ponts en bois; les dépenses s'élevèrent à 1,120,000 francs.

Enfin, on assigna 960,000 francs pour l'amélioration du chemin de Striétensk à Tsouroukhaïtouï, d'une longueur de 265 kilomètres; il servit au mouvement des troupes chargées de protéger la frontière et de marcher sur Haïlar. Les travaux, commencés en juillet, furent terminés en octobre.

Pendant cette même période on imprimait une marche intensive aux terrassements de la ligne de jonction du Transsibérien avec le Transmandchourien, entre Kaïdolovo et Nagadane. Le 17 août, l'Empereur adressait des félicitations officielles aux fonctionnaires chargés de ces différents travaux, pour les résultats considérables déjà obtenus.

Ravitaillements : 1° Munitions. — Les ravitaillements immédiats des troupes en munitions étaient faits par les parcs volants. Nous avons déjà dit qu'il y avait une brigade de parcs volants pour chacune des deux brigades d'artillerie de la Sibérie orientale, et qu'on formait, à Orenbourg, un parc volant pour les nouvelles batteries créées à Saratov. Les deux batteries de mortiers étaient également dotées d'une brigade de parcs volants et l'on organisait pour elles un parc local. De plus, on constituait un « transport d'artillerie mobile du temps de guerre » pour les troupes de Djarkent, en remplacement des parcs volants ; on leur affectait en même temps un parc local.

A l'arrière, les dépôts d'artillerie déjà existants dans l'Asie du Nord étaient ceux de Khabarovsk (qui comprenait un arsenal et un laboratoire), de Tchita, de Viernyi et d'Omsk (1). On se hâtait d'augmenter le personnel de ce dernier et de créer une succursale à Irkoutsk. En même temps on organisait un nouveau dépôt d'artillerie à Port-Arthur.

2° *Vivres et vêtements.* — Les troupes de l'Amour et de la Sibérie reçoivent presque tous leurs approvisionnements de la Russie d'Europe ; des magasins de l'intendance étaient déjà installés à Khabarovsk, Nikolsk,

---

(1) Le commandant des troupes de l'Amour avait d'ailleurs constitué, de sa propre autorité, quatre dépôts de munitions de première ligne et un parc d'artillerie de siège. Ces mesures ont ensuite été ratifiées par le Ministre de la guerre.

Port-Arthur (1re classe) et à Striétensk (3e classe). Les ressources qu'ils contenaient étaient suffisantes pour les troupes mobilisées dans ces régions; elles ne l'étaient pas pour les renforts expédiés d'Europe, d'autant plus qu'on ne pouvait prévoir la durée des opérations. En raison de la mauvaise récolte faite l'année précédente en Sibérie, l'intendance dut faire appel à ses magasins de réserve en Europe : ceux-ci d'ailleurs furent presque aussitôt recomplétés par des achats faits sur place et à des prix normaux. Elle employa les boulangeries de campagne dont elle disposait en nombre suffisant. Elle dota les troupes de filtres ou autres appareils purificateurs de l'eau, ainsi que de petits tonneaux aménagés pour le transport de celle-ci à dos de cheval.

En ce qui concerne le fourrage, on prit l'avoine en Europe; on organisa le pressage du foin dans l'Oussouri et le Transbaïkal, en y installant des presses à vapeur et à main. Des centres d'approvisionnement furent constitués pour la distribution du pain, des légumes secs, des conserves de viande, de l'avoine, du foin. Sur les points de rassemblement des troupes on expédiait des vêtements chauds, des tentes, des marmites et autres ustensiles de campement. En raison du manque de chemins de fer, il fallait exécuter les transports par voitures, et les unités, outre leur train régimentaire, emmenaient avec elles des voitures du pays, à cause du mauvais état des routes. Des convois de 1000 voitures étaient formés pour transporter les approvisionnements des magasins aux emplacements des troupes.

Les principaux centres d'approvisionnement furent constitués auprès des magasins déjà existants. Ainsi un second magasin de 1re classe fut créé auprès de ceux de Khabarovsk, Nikolsk, Port-Arthur, Striétensk et prit le n° 2 dans chacune de ces places. En outre, on organisa des magasins de 1re classe à Karymskaïa et Staro-Tsouroukhaïtouï; le magasin de Striétensk fut porté de

la 3e à la 1re classe. On voit, à l'examen de la carte, que ces différentes localités forment, en quelque sorte, les points de départ des lignes de pénétration en Mandchourie.

3° *Service de santé.* — Le ministère de la guerre, non content d'envoyer en Extrême Orient douze hôpitaux, dont deux de campagne et dix de réserve (1), fit appel dès le 4 juillet à la Croix-Rouge russe. Il disposait déjà, dans la circonscription de l'Amour, d'un demi-hôpital à Tchita, avec une école de feldchers, et d'un demi-hôpital à Khabarovsk.

La « Croix-Rouge », sur la proposition de son comité local de l'Amour, décida, le 15 juillet, de se consacrer d'abord à l'évacuation des malades et des blessés, et d'employer, dans ce but, un navire pour les évacuations par mer sur Vladivostok, deux barques sanitaires pour les transports sur la Chilka et l'Amour, un train sanitaire sur la ligne de l'Oussouri.

Le 28 juillet, l'Impératrice Mère adressait un rescrit à la princesse d'Oldenbourg, pour la charger d'organiser les secours en Extrême Orient, et formait un comité en vue d'établir un plan d'action. Le théâtre des opérations fut partagé en trois secteurs : Petchili, Amour et Transbaïkalie. Dans chacun, un fondé de pouvoirs fut mis à la disposition de l'autorité militaire locale, avec un nombre suffisant d'adjoints. On résolut d'installer des dépôts d'aliments, d'effets, de linge, de médicaments, à Tchita, Blagoviéchtchensk, Khabarovsk, Vladivostok, Port-Arthur, et les comités locaux furent autorisés à en créer à Nikolska, Kharbine, Haïlar, Tsitsikar, etc. On décida l'envoi de douze lazarets mobiles, de 25 lits chacun, pouvant, au besoin, en fournir 50. On affecta,

(1) Chacun de ces hôpitaux pouvait traiter 10 officiers et 200 hommes. Ils furent organisés à Moscou et s'embarquèrent à Odessa.

à chaque hôpital de campagne, six sœurs de charité, et douze à chaque hôpital de forteresse ; enfin, on organisa le service des évacuations et des haltes-repos.

En plus de ses ressources ordinaires et des dons (1) qu'elle provoqua, la « Croix-Rouge » put disposer du produit d'un impôt, établi à son intention, sur les passeports pour l'étranger, et le gouvernement lui prêta le vapeur *Tsaritsa*, pour le transport de son personnel et de son matériel en Extrême Orient et pour les évacuations sur Vladivostok. Les comités locaux fournirent du personnel et firent préparer du linge et des vêtements.

La « Croix-Rouge » envoya, au total, sur le théâtre des opérations, trois de ses représentants, avec cinq adjoints, 21 médecins, 1 architecte, 291 sœurs de charité, 20 frères gardes-malades, 3 prêtres, 41 infirmiers et 10 employés divers.

4° *Communications télégraphiques.* — Le gouvernement russe se préoccupa également d'assurer ses communications avec le théâtre des opérations. Il augmenta considérablement le personnel et le matériel du bureau télégraphique de Moscou, qui forme la tête de la ligne Moscou—Kazan—Omsk—Irkoutsk—Blagoviéchtchensk et Vladivostok. Cette ligne, étant aérienne, est plus exposée aux dégâts que les câbles. Des lignes supplémentaires furent posées entre Irkoutsk, Striétensk et Blagoviéchtchensk (2).

Pour les communications entre les différents points

---

(1) Elle reçut 266,000 francs de l'émir de Boukhara, 66,500 francs du comte Orlov-Davydov, 45,000 francs du Conseil municipal de Moscou, 53,200 francs des commerçants de Nijni-Novgorod, 13,300 francs du zemstvo de Tchernigorv, etc.

(2) La correspondance télégraphique entre l'Europe, le Japon et l'Amérique, par la Sibérie, augmente chaque année. En 1899 cette augmentation du chiffre des dépêches a été de 8,805.

occupés par les troupes en Extrême Orient, on constitua un service de postes de campagne, comprenant environ 250 hommes.

Escadre russe de l'océan Pacifique. — Pour terminer cet aperçu des dispositions prises par la Russie, on dira quelques mots de la composition de la flotte qu'elle entretient dans l'océan Pacifique. Dès les premiers jours d'août, elle décidait de l'augmenter, à bref délai, d'un cuirassé d'escadre, de deux croiseurs de 1re classe, de deux croiseurs torpilleurs et de dix torpilleurs rapides de divers systèmes.

Au commencement de l'année 1901, cette escadre comprenait : cinq cuirassés (*Pétropavlosk*, *Navarin*, *Sissoï-Véliki*, *Poltava* et *Sévastopol*); six croiseurs cuirassés (*Gromoboï*, *Rossia*, *Rūrik*, *Amiral-Nakhimov*, *Vladimir-Monomakh* et *Dimitri-Donskoï*); un croiseur de 1re classe (*Amiral-Kornilov*); trois canonnières cuirassées (*Otvajny*, *Gremiachtchi* et *Guiliak*); quatre canonnières de haute mer (*Koréetz*, *Mandjour*, *Bobr* et *Sivoutch*); deux croiseurs de 2e classe (*Razboïnik* et *Zabiaka*); deux croiseurs torpilleurs (*Vçadnik* et *Gaïdamak*); cinq torpilleurs d'escadre (*Kit*, *Skat*, *Som*, *Delfine* et *Kaçatka*) et dix torpilleurs sibériens.

La marine russe dispose, en outre, dans ces parages, comme navires auxiliaires, des transports *Aléout*, *Yakout*, *Yermak*, *Toungouze* et *Kamtchadal;* des vapeurs *Nadejny* (brise-glaces) et *Silatch*, des bateaux de service des ports de Vladivostok et de Port-Arthur. En cas de besoin, l'escadre peut être renforcée par des navires de la Flotte volontaire, qui sont armés en croiseurs et entrent dans la flotte de guerre. Tel a été le cas du *Moskva*, qui a été classé dans l'escadre du Pacifique, en qualité de croiseur de 2e classe.

Enfin, il y a actuellement en construction pour la flotte russe, tant en Russie qu'à l'étranger, dix cuirassés,

sept croiseurs de 1re classe, cinq de 2e classe et plus de 50 torpilleurs, sans compter les transports et autres navires auxiliaires. Tous ces bâtiments, au fur et à mesure de leur achèvement, sont destinés à renforcer l'escadre du Pacifique.

(*A suivre.*) (111)

LES

MANŒUVRES AUSTRO-HONGROISES

EN 1900 (1).

JOURNÉE DU 14 SEPTEMBRE.

1re *armée* (*Ouest*). — Le 13 au soir, le commandant de la 1re armée décide d'attaquer le lendemain matin et donne, en conséquence, les ordres suivants :

Le commandant du 6e corps d'armée portera la 15e division de Wietrzno sur Miejsce-Piastowe, la 27e division et l'artillerie de corps de Chorkowka, par Machnowka, sur les hauteurs au sud de Winna-Ga. Un pont de bateaux sera établi à Machnowka par les soins du 6e corps, dont les têtes de colonne franchiront la Jasiolka à 7 heures du matin. La 39e division honved sera rassemblée à l'ouest de Zeglce, à la disposition du commandant de l'armée.

Le commandant du 1er corps d'armée dirigera la 5e division sur les hauteurs de Winna-Ga par Zrecin et Glowienka ; la 46e division de landwehr se portera par Dobieszyn sur Suchodol ; toutes deux devront franchir à 7 heures du matin la ligne Zrecin, Dobieszyn. La 12e division sera rassemblée à la pointe du jour sur les hauteurs de Potok, avec mission de couvrir le flanc gauche de l'armée ; elle se constituera une forte réserve.

(1) Voir le n° d'avril, p. 325.

L'artillerie de corps du 1er corps sera rassemblée à l'est de Przylaska, à la disposition du commandant de l'armée.

La 7e division de cavalerie sera massée à 7 heures à Jaszczew; elle liera ses mouvements à ceux de la 46e division de landwehr.

La marche aura lieu sans distances entre les éléments. Les divisions devront envoyer avant le jour de forts détachements d'infanterie, pour occuper les points de passage de la Jasiolka.

Le commandant de l'armée se tiendra jusqu'à 7 heures du matin à Chorkowka, puis sur les hauteurs de Zrecin.

2e *armée* (*Est*). — Le commandant de l'armée de l'Est prend ses dispositions pour résister à une attaque; à cet effet, il ordonne :

Au corps combiné de rassembler la 2e division à l'ouest et près de Krosno, au nord de la voie ferrée; pendant que la 45e division de landwehr marchant en deux colonnes, par Krasna et Korczyna d'une part, par Jasienica et Iskrzynia de l'autre, ralliera l'armée en hâtant son mouvement autant que possible;

Au 10e corps, d'établir : la 43e division de landwehr au sud-ouest de Krosno près de la route de Zrecin; la 24e division à Suchodol; son artillerie de corps en arrière, entre les deux divisions;

Au 11e corps de s'avancer de part et d'autre de la Jasiolka : la 11e division avec l'artillerie de corps par les hauteurs à l'ouest de Glowienka, la 30e division sur la rive gauche de la Jasiolka. Le 11e corps conservera la disposition de la 18e brigade de cavalerie;

A la 6e division de cavalerie de se rassembler à Lezany, de part et d'autre de la voie ferrée, à la disposition du commandant de l'armée.

Toutes les positions devront être occupées à 7 h. 30 du matin, heure à laquelle le 11e corps franchira la ligne de ses avant-postes.

Le commandant de l'armée se tiendra à partir de 7 heures du matin sur les hauteurs à l'angle sud-ouest de Suchodol.

Les dispositions prises par les deux commandants d'armée avaient donc pour résultat : du côté Ouest, de porter cinq divisions d'infanterie, dont une en réserve, et une division de cavalerie à l'attaque contre le front Suchodol, Mujsce-Plastowe (5 kil. 500 environ), en couvrant la gauche par une division d'infanterie. Du côté Est les deux divisions d'infanterie du 10e corps devaient occuper la moitié environ du front attaqué, tandis que le 11e corps, avec ses deux divisions d'infanterie et sa brigade de cavalerie, cherchant à agir sur le flanc droit de l'assaillant, allait se trouver lui-même pris en flanc en raison de l'heure tardive à laquelle il se mettait en mouvement; les deux divisions du corps combiné, par suite de la distance à parcourir, ne pouvaient en effet guère être en mesure d'agir avant le milieu de la journée. La cavalerie de l'armée de l'Est, rassemblée derrière le centre de la position défensive, était peu en mesure de participer à l'action.

En exécution des dispositions que nous venons d'indiquer, les 15e, 27e et 5e divisions d'infanterie de l'armée de l'Ouest franchissaient la Jasiolka à 7 heures et s'engageaient bientôt contre les forces de l'armée de l'Est occupant les hauteurs de Winna-Ga et au Sud. Le 6e corps ne pouvait progresser, se heurtant à des effectifs équivalents établis sur des hauteurs difficiles à aborder. Seules l'aile gauche de la 27e division et la 5e division parvenaient à gagner du terrain vers Winna-Ga. Pour empêcher la prise des hauteurs à l'ouest de ce point, le commandant du 11e corps (Est) faisait opérer, par les cinq bataillons qu'il avait conservés en réserve, une contre-attaque qui échouait et à la suite de laquelle il se repliait, à 11 heures, sur Targowiska et Winna-Ga.

Au centre la 24e division (10e corps, Est) avait d'abord à soutenir l'attaque de la 5e et de la 46e division (1er corps, Ouest); elle y résistait et tentait même de descendre dans la plaine, où elle était assez maltraitée par les forces supérieures de l'ennemi. Pour la dégager, le F. Z. M. v. Waldstätten donnait l'ordre à la 6e division de cavalerie d'attaquer au nord de Suchodol. Lancée contre une infanterie non entamée, cette charge était vouée d'avance à l'insuccès ; la 6e division fut obligée de se retirer, surveillée par la 7e division de cavalerie (Ouest) accourue entre temps. La 24e division se retirait sur les hauteurs de Glowienka.

La 43e division de landwehr (Est), qui s'était massée au sud-ouest de Krosno, recevait alors l'ordre de se porter en avant et de prolonger la ligne de la 24e division vers le Nord; une brigade de la 45e division venant d'Iskrzynia débouchait de Krosno. Grâce à ces forces, soutenues par 14 batteries établies sur les hauteurs de la rive droite de la Lubatowka, l'offensive de la 1re armée (24e et 46e divisions) était d'abord enrayée, puis repoussée, malgré l'appui d'une brigade de la 39e division.

Il était 11 heures; l'ennemi ne s'était pas montré au nord de la Jasiolka. Le général Galgotzy, commandant l'armée de l'Ouest, ordonnait alors à la 12e division massée près de Potok de se porter sur Krosno, tandis que la dernière brigade de la 39e division viendrait appuyer et prolonger la gauche de là 5e division. L'attaque de la 12e division prenait en flanc la 2e division et menaçait l'aile droite de l'armée de l'Est tout entière. Celle-ci pliait et son mouvement de retraite était arrêté seulement par la cessation de la manœuvre et par de nouvelles instructions de la direction. Celle-ci faisait en effet parvenir au F. Z. M. Galgotzy l'ordre suivant :

« La situation sur la Vistule supérieure rend néces-
« saire le renforcement des troupes réunies autour de

« Cracovie. La 1re armée se maintiendra encore, le « 15 septembre, sur la Wisloka, en se tenant prête à se « retirer, le 16, sur Cracovie, avec tout ou partie de ses « forces. »

Les cantonnements pris dans la soirée du 14 étaient les suivants :

Armée de l'Ouest (1re). — Quartier général : *Jaslo.*

6e corps d'armée.	Quartier général. .	*Debowiec.*
	15e division d'infanterie	Osiek, Swierchowa.
	27e division d'infanterie	dans le triangle Zarzecze, Majscowa, Podlesie.
	39e division honved.	dans la zone Cieklin, Radosc, Debowiec.
1er corps d'armée.	Quartier général. .	*Jaslo.*
	5e division d'infanterie.	Zolkow, Laski, Gasowka.
	12e division d'infanterie	Kowalowy, Ulazowice, Warzyce.
	46e division de landwehr.	Iaslo, Sobniow, Wolica, Glinicze.
7e division de cavalerie		dans la zone Siedliska, Nieglowice, Osobnica.

Armée de l'Est (2e). — Quartier général : *Krosno.*

Corps combiné.	dans la zone Bratkowka, Sporne. Potok.
10e *corps d'armée*.	dans la zone Krosno, Suchodol, Zrecin.
11e *corps d'armée*.	dans la zone Lezany, Targowiska, Rowne, Wrocanka.
18e *brigade de cavalerie*.	Iwonicz, Wroblik.
6e *division de cavalerie*.	dans la zone Kroscienko, Korczyna, Kombornia, Iskrzynia.

Les deux armées étaient ainsi concentrées à environ 12 kilomètres l'une de l'autre, sur un front de 16 à 20 kilomètres. Celle de l'Ouest avait cinq divisions en pre-

mière ligne et celle de l'Est trois seulement, une de chaque corps d'armée. L'une et l'autre avaient leur division de cavalerie derrière leur centre.

JOURNÉE DU 15 SEPTEMBRE.

Les ordres donnés de part et d'autre, pour le 15 septembre, étaient les suivants :

1re *armée* (*Ouest*). — L'armée occupera, le 15 septembre, la ligne Bierowka, Umiescz, Glinik-Polski, Lajsce ; le 16 septembre, elle se retirera dans la direction de Cracovie.

La 12e division tiendra Bierowka.

Les 5e et 46e divisons d'infanterie, avec l'artillerie de corps du 1er corps, sous les ordres du F. Z. M. v. Albori, occuperont le front Umiescz, Glinik-Polski.

Les 15e et 27e divisions, avec l'artillerie de corps du 6e corps, F. M. L. v. Pokorny, s'établiront sur la position de Lajsce, en se couvrant, à droite, par un fort détachement, vers Osiek.

La 39e division honved et la 7e division de cavalerie seront rassemblées vers Debowiec, à la disposition du commandant de l'armée.

Les emplacements prescrits devront être occupés à 7 heures.

Le quartier général de l'armée sera, à partir de 7 heures, sur les hauteurs de Lajsce.

Les commandants de corps d'armée feront reconnaître et préparer, s'il y a lieu, des chemins, cheminements et ponts en arrière de leurs positions.

2e *armée* (*Est*). — La 2e armée se portera sur Iaslo.

Le corps combiné et la 6e division de cavalerie se porteront sur ce point en deux colonnes, l'une par Krosno et Moderowka, l'autre par Mecinka et Brzezowka.

Le 10e corps marchera vers le même point en deux colonnes, l'une par Borek, Jedlicze, Potakowka, l'autre par Zrecin, Dluglie, Chlebna.

Le 11e corps se portera en deux colonnes, l'une par Machnowka, Zrecin sur Podniebyle, l'autre par Wrocanka, Chorkowka, Zeglce sur Kopytowa.

La 18e brigade de cavalerie suivra la route Rowne, Nienaszow, Jaslo.

Les têtes de colonne franchiront, à 8 heures, la ligne Bajdy, Jasczew, Jedlicze, Dlugie, Zeglce, Nienaszow.

Le quartier général de l'armée sera, à 8 heures, près de Dlugie et se tiendra avec la colonne de gauche du 10e corps.

La 2e armée, sur un front de 9 kilomètres, ayant ses six divisions à la même hauteur, marchait à l'attaque des positions de la 1re armée, qui occupait un front de 9 kilomètres au sud de la Jasiolka, avec quatre divisions d'infanterie en première ligne et une réserve. Au nord de la Jasiolka, la 12e division, qui devait empêcher l'armée de l'Ouest d'être coupée de Cracovie et rejetée dans les montagnes, pouvait être attaquée par des forces à peu près égales.

Les dispositions de détail prises par la 1re armée étaient les suivantes :

La 46e division ayant un détachement sur la Jasiolka, à Sadkowa, occupait les hauteurs à l'ouest de Umiescz, depuis la voie ferrée jusqu'à 800 mètres au sud-ouest du village, point où était l'artillerie de la division. La 5e division avait une brigade et ses batteries en première ligne; elle tenait les hauteurs à l'ouest de Glinik-Polski jusqu'à 1000 mètres au sud-ouest de ce village; son artillerie était en batterie au sud-ouest, l'artillerie de corps au nord-ouest. La 2e brigade de la division était à l'ouest de Glinik-Niemiecki. La 27e division occupait les hauteurs cotées 379 à l'ouest

de Lajsce, se reliant au nord à la 5e division, son artillerie à la cote 379. La 15e division était établie sur les hauteurs à l'ouest de Lezyny, jusque vers Osiek, couverte sur son flanc droit par un détachement qui occupait Mytarka. L'artillerie de corps et l'artillerie de la 15e division tenaient les hauteurs au nord-ouest de Lezyny.

A 9 heures, les têtes de colonne de l'armée de l'Est débouchaient en face de la position. Les deux divisions du 10e corps se portaient à l'attaque des hauteurs défendues par le 1er corps (Ouest). Pour répondre à l'artillerie de la défense, le commandant du 10e corps (Est) disposait toutes ses pièces sur les hauteurs entre Wrocanka et le bois au sud, à une distance variant de 2,200 à 2,600 mètres; il entamait une lutte d'artillerie, pendant laquelle son infanterie cherchait à progresser sur Glinik-Polski par les bois. A leur débouché, le mouvement était arrêté devant les positions solidement retranchées de la 5e division.

Le 11e corps (Est), qui avait plus de chemin à parcourir, n'entrait en ligne que vers 10 heures. Son artillerie de corps et celle de la 11e division prenaient position sur les hauteurs au nord-est de Lajsce, jusqu'au bois qui les séparaient du 10e corps, tandis qu'une brigade de la 30e division et l'artillerie de celle-ci, passant au nord des bois, venaient renforcer le 10e corps, à l'est de Pustki. Ce renforcement était ordonné afin de préparer une attaque contre les hauteurs de Glinik, qui formaient le centre de la position ennemie, que le général commandant la deuxième armée voulait enfoncer.

A cet effet, le F. Z. M. v. Waldstätten avait appelé à lui, en plus de cette brigade du 11e corps, huit bataillons de la 43e division et poussait toutes ces forces réunies à celles du 10e corps, à l'assaut des hauteurs de Glinik-Polski. Pour parer à cette attaque, le F. Z. M. Galgotzy prescrivait, à 11 heures, d'amener la 39e division tenue

en réserve. Cette décision était tardive ; l'artillerie de la division n'arrivait qu'à midi et demi pour renforcer l'artillerie du 1er corps. L'infanterie elle-même parvenait seulement à recueillir les 5e et 48e divisions en pleine retraite. De même, la 12e division (Ouest), qui avait l'ordre, si elle n'était pas trop pressée par l'ennemi, de venir prendre l'assaillant en flanc, ne put le mettre à exécution, faute de temps. A 1 h. 1/2, l'Empereur mettait fin au combat et aux manœuvres.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Les manœuvres impériales austro-hongroises ont donné lieu à de nombreuses études, non seulement dans la presse militaire, mais aussi dans les journaux politiques de la monarchie. Pour l'exposé des événements nous avons fait usage des compte rendus très complets de la *Reichswehr* de Vienne et du *Militär Wochenblatt* de Berlin; de même, dans les observations qui suivent, nous résumons les principales critiques des deux journaux indiqués ci-dessus, de l'*Armeeblatt*, de la *Militär Zeitung* de Vienne et des principaux organes politiques autrichiens et hongrois : *Fremden Blatt*, *Neue freie Presse*, *Pester Lloyd*, etc.....

Nous avons dit que l'état-major général austro-hongrois avait donné comme motif de la différence de composition des corps d'armée une raison d'étude comparative; il voulait se rendre compte des avantages et des inconvénients de la formation à deux et à trois divisions. Il n'est pas possible de savoir à quelles conclusions aboutira cet état-major, mais, de l'examen des opérations, il ressort une constatation de fait qui a sa valeur. Dans les trois journées de combat, les commandants des deux corps à trois divisions (1er et 6e) n'ont jamais disposé de la totalité de leurs forces. Leur action

directe ne s'est étendue chaque fois qu'à deux de leurs divisions.

Le 12 septembre, le 6ᵉ corps a seul combattu; le commandant de ce corps d'armée n'avait avec lui que les 15ᵉ et 27ᵉ divisions; la 39ᵉ était à 6 kilomètres au Nord, séparée de lui par des bois et, par suite, complètement soustraite à son action. Le 14 septembre, le 6ᵉ corps laissait une de ses divisions à la disposition du commandant de l'armée dont elle formait la réserve; le 1ᵉʳ corps ne pouvait disposer de la 12ᵉ division, placée à Potok pour couvrir le flanc gauche de l'armée et recevant directement des ordres du commandant de celle-ci. Le 15 septembre, le 6ᵉ corps laissait encore une division, la 39ᵉ, en réserve, et la 12ᵉ division du 1ᵉʳ corps était au Nord de la Jasiolka chargée d'une mission spéciale. La constatation est assez typique dans sa continuité, mais s'explique aussi très bien par la composition restreinte de l'armée qui n'avait que deux corps. Le commandant en chef était forcé, pour se constituer une réserve ou pour fournir à un détachement, de priver ses subordonnés d'une portion de leurs forces.

Au point de vue stratégique, on a beaucoup remarqué la dispersion des éléments des deux armées au moment où la direction les confiait à leurs chefs. Il en résultait pour ceux-ci l'obligation de procéder à une concentration préliminaire de leurs forces. Les journées de combat ont donc été précédées de marches très instructives pour le mouvement des grosses unités. Du côté Ouest en particulier, la concentration a été opérée avec beaucoup d'habileté. Le front primitif, qui était de 75 kilomètres, tombe à 40 après le premier jour de marche, sans imposer à aucun élément un parcours de plus de 45 kilomètres. Le second jour, la 1ʳᵉ armée est réunie et son front se réduit à 14 kilomètres.

La distance qui séparait les deux armées les a mises en mesure d'exécuter un service d'exploration très

étendu, fait assez rare aux manœuvres. L'armée de l'Est s'est montrée très prodigue de gros détachements : onze escadrons avaient été déployés sur le front à explorer. Si la 6e division de cavalerie cherchait seulement à reconnaître l'ennemi, on a généralement trouvé l'abondance des moyens disproportionnée avec le but poursuivi. Peut-être le commandant de la 6e division a-t-il voulu constituer un rideau pour masquer les mouvements de l'armée de l'Est. Cette hypothèse est vraisemblable, le règlement autrichien sur le service en campagne attachant une grande importance à masquer les mouvements des grosses unités par des rideaux de cavalerie. (*Verschleierung*.)

L'emploi de soutiens d'infanterie envoyés par le commandant de la 1re armée (Ouest), pour servir de replis à sa cavalerie, a été également remarqué. Ces détachements tenaient des points très judicieusement choisis. On voit, par cette façon d'opérer, de quelle manière la cavalerie austro-hongroise pourra se servir des bataillons de chasseurs organiquement rattachés aux divisions de cette arme. Il est certain qu'ainsi compris, l'emploi de l'infanterie ne cause ni gène ni entrave au maniement de la cavalerie, selon les règles tactiques qui lui sont propres.

Le 11 septembre, les deux cavaleries précédant leurs armées ont eu un engagement. La 7e division de cavalerie (parti Ouest) y a éprouvé un échec qui a eu un retentissement très exagéré. Le terrain de la rencontre était des moins favorables aux mouvements des masses, et c'est à lui autant qu'à toute autre cause qu'il semble naturel d'attribuer l'insuccès de la cavalerie de l'Ouest. Quoi qu'il en soit de l'issue du combat, on est fondé à se demander quelle était l'utilité du combat des deux cavaleries au point de vue général. Dans un récent ouvrage, qui a été analysé ici même, le colonel v. Bernhardi considère cet engagement préalable des deux

cavaleries en exploration comme le préliminaire obligé de celle-ci. L'idée a été fort goûtée, paraît-il, dans les milieux cavaliers; les deux chefs de cavalerie ont peut-être voulu la mettre en pratique, bien qu'elle soit en opposition complète avec la lettre et l'esprit des règlements autrichiens actuels. Il est certain que, dans le cas envisagé, le combat exposait, sans avantages bien nets, une des deux armées à être privée de sa division de cavalerie, qui aurait pu, on l'a dit, mieux faire en se réservant pour participer au combat des trois armes.

Au cours des opérations, il est à remarquer combien peu les unités ont cherché à manœuvrer sur le terrain du combat. Les unités accolées s'avancent tout droit et cherchent à obtenir la supériorité dans le combat de front. La règle n'est évidemment pas absolue; le 14 septembre le commandant de la 1re armée a manœuvré en employant sa division de gauche à une action de flanc; le lendemain il a cherché à renouveler cette manœuvre; le temps l'a seul empêché de produire un effet. La tendance à l'action de front a inspiré à la *Vedette* un article fort intéressant à propos du futur règlement d'infanterie. Ce journal prétend que l'armée autrichienne vit encore sur le règlement de 1809 rhabillé; il voit avec la plus grande satisfaction les idées de manœuvre qui se font jour dans le projet de règlement mis récemment en expérience. Il est certain que l'action de front, comme moyen prédominant, est un mode voisin de la tactique de choc (*Stosstaktik*) de néfaste mémoire. Dans des exercices du temps de paix, alors que de part et d'autre on use du même procédé, l'attaque de front peut ne pas présenter d'inconvénients notables. Mais vienne un adversaire disposant d'éléments frais et manœuvrant, on court à la défaite forcée.

Le choix des positions défensives adoptées de part et d'autre a donné lieu à quelques critiques. Les emplace-

ments occupés par les troupes des deux partis étaient très forts, à ne considérer que le terrain ; mais, dans leur ensemble, on pouvait leur reprocher de n'avoir pas leurs ailes suffisamment appuyées, sans qu'il ait été pris de précautions suffisantes pour parer à cet inconvénient, au cas où l'ennemi aurait voulu en profiter. On a fait remarquer également que la position occupée par la 1re armée le 15 septembre manquait de profondeur. Elle se trouvait très peu en avant de l'angle formé par la Wisloka et la Jasiolka ; l'armée de l'Ouest aurait donc été obligée, dans la réalité, de passer ces rivières sous la poussée d'un ennemi d'autant plus entreprenant qu'il se sentait victorieux.

En ce qui concerne la tactique des trois armes, nous avons relevé, dans la presse autrichienne ou allemande, les observations suivantes :

Infanterie. — Le règlement de manœuvres de l'infanterie est appelé à être modifié dans un délai très court. Un projet a été dernièrement mis en essai et les principes qui le dominent ont déjà été appliqués au cours des manœuvres. L'infanterie a renoncé aux déploiements, souvent prématurés, de la presque totalité de la première ligne, aussitôt qu'on se heurte à l'adversaire. La chaîne n'est formée, au début, que de quelques unités ; les soutiens la renforcent successivement, en profitant du temps d'arrêt de la ligne. Mais leur arrivée sur la chaîne n'a pas toujours pour conséquence un entraînement en avant et ne produit souvent qu'un renforcement du feu sur la ligne des tirailleurs, qui ne s'ébranlent qu'assez longtemps après.

Les réserves et les unités massées n'observent pas assez l'obligation, où elles se trouveraient, dans la réalité, de se mettre à l'abri du feu à grande distance. On ne tient d'ailleurs nulle part un bien grand compte de ce feu aux manœuvres. Bien que générale, cette façon de

procéder a le grand inconvénient de ne pas habituer les unités à utiliser le terrain.

L'infanterie austro-hongroise continue à employer fréquemment les tranchées-abris. C'est un fait très intéressant à constater. Dès qu'on prévoit un arrêt prolongé dans l'offensive ou que l'on occupe une position d'avant-postes, on la fortifie selon le temps dont on dispose. L'usage est excellent. L'infanterie prend ainsi possession du sol et rend les retours offensifs de l'ennemi plus difficiles.

Cavalerie. — La cavalerie est, en Autriche, une arme parfaite, surtout au point de vue de son matériel de chevaux et de sa souplesse de manœuvres; dans les terrains particulièrement difficiles des environs de Jaslo, on a beaucoup remarqué que les chevaux sont calmes, adroits, très habitués au terrain varié.

L'exploration a été envisagée ci-dessus au point de vue stratégique; au point de vue tactique, elle est très bien exécutée, comme d'ailleurs tout le service des patrouilles. Les batailles ont fourni aux masses de cavalerie peu d'occasions de s'employer. Il faut en chercher la raison principale dans les prescriptions d'un règlement de manœuvres qui n'a pas le mordant du règlement allemand et ne pousse pas la cavalerie à participer, coûte que coûte, aux combats généraux. Aussitôt les infanteries au contact, la cavalerie se tient à l'écart ou est maintenue hors de portée d'agir. Néanmoins, la 6e division a reçu, le 14 septembre, l'ordre de charger pour dégager son infanterie, mais son intervention n'eût été qu'un sacrifice héroïque comme ceux de la cavalerie autrichienne en 1866 et de la nôtre en 1870.

Artillerie. — L'artillerie austro-hongroise choisit très habilement ses positions; ses mises en batterie se font à couvert et il serait difficile de deviner les emplacements occupés, sans les fanions réglementaires que l'ar-

tillerie doit arborer et qui servent à indiquer les objectifs sur lesquels elle tire.

Les journaux qui traitent des questions d'élevage signalent en général la médiocrité des chevaux de trait de l'artillerie austro-hongroise. Ces animaux sont trop légers ou trop mous, quand ils ont de la taille, pour pouvoir manœuvrer aisément dans tous les terrains. Il est question d'apporter plus de soin à la constitution d'une race de chevaux de trait, et il est hors de doute que l'administration militaire des haras, qui a su créer une si remarquable race de chevaux de selle, saura combler la lacune qui existe dans l'élevage austro-hongrois.

Service de l'alimentation et services divers. — Du 11 au 15 septembre, la troupe a perçu deux rations de réserve et trois rations de ravitaillement (Nachschub portion, équivalent à nos vivres des trains régimentaires); les hommes recevaient, en outre, l'indemnité de marche simple et une indemnité individuelle de 20 hellers (21 centimes).

La ration de réserve comprenait : 400 kilogrammes de biscuit; 200 grammes de conserve de viande et légumes; 25 grammes de sel; 1 tablette de café (23 grammes de sucre et café). Les jours où la ration de réserve était consommée, on allouait une ration supplémentaire de 200 grammes de viande ou de 100 grammes de lard.

Le taux de la ration de viande était de 300 grammes.

Les chevaux ont touché également deux rations de réserve et trois rations de ravitaillement; ils ont reçu, en plus, une ration d'avoine comme supplément pour les jours où était distribuée la ration de réserve (2 kil. 5 d'avoine et 3 kilogrammes de foin seulement).

La répartition des vivres était la suivante : sur l'homme, un jour de vivres, deux rations de réserve et une ration de conserve; sur le cheval, trois rations d'avoine de réserve (7 kil. 5). Sur les trains régimentaires, un jour de vivres et d'avoine à 5 kilogrammes.

Les rations de viande à 300 grammes (ration de ravitaillement) et de 200 grammes (supplément à la ration de réserve) étaient constitués par du bétail sur pied. Cependant, on a expérimenté de la viande salée et fumée (Pökelfleisch), d'après un procédé nouveau. La viande désossée est salée avec un mélange de sel et de salpêtre, puis fumée pendant trois jours à la fumée refroidie dans un appareil spécial. Cette viande se conserverait trois à quatre mois. Pour la consommer, il est nécessaire de la dessaler en la faisant cuire dans deux eaux.

Le bois, le foin, la paille ont été achetés directement par les corps. On avait, à cet effet, constitué un grand nombre de petits dépôts dans les cantonnements prévus.

Téléphone. — Chaque corps d'armée disposait d'une section téléphonique comportant quatre postes et 60 kilomètres de fil. Une ligne a constamment relié le quartier général de l'armée avec chaque corps d'armée. Le service a très bien fonctionné. On avait maintenu néanmoins le même nombre d'officiers d'ordonnance et fait porter les ordres généraux importants. Les patrouilles de cavalerie avaient le droit de couper le fil téléphonique.

Chemins de fer. — A l'issue des manœuvres, on a transporté par voie ferrée 83,000 hommes, 6,200 chevaux, 300 voitures et les états-majors. A chaque corps avait été affectée une station d'embarquement. Le transport a nécessité la mise en marche de 151 trains sur les trois lignes à une voie qui aboutissent à Jaslo, savoir : 50 trains du 16 septembre au matin au 18 septembre au soir sur la ligne Jaslo—Stroze ; 33 trains du 16 septembre au matin au 18 septembre au soir sur la ligne Jaslo—Rszeszow ; 48 trains du 16 septembre au matin au 20 septembre pour la ligne Jaslo—Neu-Zagorz. Les trains de marchandises avaient été supprimés pendant les transports de dislocation.

(139)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE (1).

L'Immigration russe en Sibérie. — On peut se demander, après ce que nous avons vu, pourquoi la Sibérie est-elle aussi faiblement peuplée. Les deux causes principales sont l'absence de voies de communication et les restrictions à la liberté individuelle. Avant 1861, le paysan russe était attaché à la terre et dépendait du propriétaire ; l'émigration, en diminuant le nombre des bras, aurait renchéri la main-d'œuvre ; elle n'était donc pas tolérée. Actuellement encore le paysan fait partie de la commune, du mir, qui possède en commun ; il doit, avant de quitter son village, racheter en quelque sorte sa liberté d'action.

De plus, avant l'établissement de la navigation à vapeur, le paysan du centre de la Russie était séparé de la Sibérie par plus de 1000 kilomètres de mauvaises routes ; il lui fallait marcher pendant des mois pour l'atteindre, le plus souvent après avoir épuisé ses faibles ressources.

L'émigration se trouvait, par suite, limitée aux contrées limitrophes de la Russie. Au commencement du XIXe siècle on ne comptait guère dans la Sibérie occidentale que 600,000 émigrants russes, qui s'y étaient

---

(1) Voir la *Revue des armées étrangères*, n° d'avril 1901, p. 350.

portés, malgré leurs maîtres et en dehors de toute action gouvernementale.

Vers 1870, le mouvement s'accentue et, de 1860 à 1880, il comprend 110,000 individus. Mais l'absence de toute réglementation donnait naissance à d'affreuses souffrances parmi des malheureux qui arrivaient à Tumène, début de la navigation, dénués de toute ressource, sans abris, par des froids rigoureux; la mortalité atteignait 30 p. 100, en particulier parmi les enfants. Le gouvernement dut aviser et fonda d'abord des bureaux de statistique aux principaux points de dislocation. On constata alors que les émigrants n'avaient en général ni les renseignements, ni les moyens suffisants pour s'établir dans de bonnes conditions. Aussi, en 1885, on organisa, dans la Sibérie occidentale, un corps de topographes et d'employés chargés de délimiter des territoires, dits de colonisation ; de plus, en 1889, on publia une loi encore en vigueur aujourd'hui, relative à l'immigration sur les terres de l'État. On ne peut s'y établir sans l'approbation gouvernementale : ceux qui l'ont obtenue reçoivent, en usufruit perpétuel, des lots de terrain d'une étendue de 16 hectares par individu; ils bénéficient d'une exemption d'impôts complète pendant les trois premières années qui suivent leur installation; puis, d'une réduction de moitié pendant les trois suivantes. Ils ont également droit à un sursis de trois ans pour l'accomplissement de leur service militaire.

L'ouverture des travaux du Transsibérien aidant, les commissions d'arpentage ne purent suffire à l'afflux des immigrants et le mouvement fut arrêté en 1892. De 1880 à 1892 le chiffre de l'immigration était monté à 380,000 individus. L'interdiction resta presque sans effet et fut retirée en 1895. En 1897, on créa au ministère de l'intérieur une section chargée spécialement des questions d'émigration.

D'ailleurs le comité du Transsibérien, qui comprend de hautes personnalités de l'Empire, possède, parmi ses attributions, l'organisation de certaines œuvres, dites auxiliaires, et notamment celle de la colonisation des contrées traversées par le chemin de fer. Pour en assurer le succès, il importait de répartir les colons entre les différentes provinces, d'après leurs inclinations naturelles et les habitudes créées par leur genre de vie antérieur. On s'appliqua donc à répandre parmi les paysans des provinces intérieures de l'Empire les informations les plus exactes sur le mode d'existence en Sibérie. La chancellerie du comité des ministres et la section spéciale du ministère de l'intérieur ont entrepris dans ce but la publication d'une série de brochures à bon marché, qui ont été tirées par centaines de mille exemplaires. En outre, les émigrants doivent envoyer en Sibérie, avant de se mettre en route, un ou plusieurs délégués, appelés « Khodoki », qui recueillent tous les renseignements nécessaires et choisissent les lots de terrain : ce n'est qu'à leur retour que les familles peuvent obtenir l'autorisation de partir.

Le comité du Transsibérien s'est occupé, en outre, de faciliter aux émigrants leur voyage et leur installation. A cet effet on leur donne sur les chemins de fer un tarif de faveur (25 p. 100 du prix ordinaire en 3e classe) ; on a organisé pour eux une surveillance sanitaire sur les voies ferrées et les bateaux. Sur le Transsibérien et sur les voies secondaires suivies par l'émigration, il a été créé tout un réseau de stations, où les émigrants peuvent s'arrêter et où ils trouvent des baraquements chauffés, des hôpitaux, des réfectoires, etc. L'assistance médicale est gratuite ; la nourriture l'est également pour les enfants, les malades et les nécessiteux ; pour les autres, elle est tarifée au prix de revient. On comptait, en 1900, trente stations de ce genre. Celle de Tchélia-

binsk, la plus importante parce qu'elle se trouve au débouché principal de l'émigration, est aménagée pour recevoir 1500 individus. C'est là que se fait l'enregistrement des immigrants.

Au point de vue de l'installation même de ces derniers, les commissions chargées du lotissement ont porté d'abord leur activité sur la zone traversée par le chemin de fer, entre l'Oural et le lac Baïkal. Une expédition, organisée par le ministère de l'agriculture a exécuté une série de travaux pour irriguer le steppe d'Ichim, qui manque de sources, et assécher le steppe marécageux de Baraba. Les travaux exécutés au 1er janvier 1900 comprenaient l'ouverture de plus d'un millier de puits et la construction de 760 kilomètres de canaux d'assèchement.

Le stock de terrains utilisables, aux environs de la ligne, ayant été épuisé, la colonisation a été étendue d'une part à la région du Nord, celle des forêts, et, au Sud, aux territoires des steppes, habités par les Kirghizes nomades. Les recherches faites jusqu'en 1900 ont montré que l'on pouvait prélever sur ces territoires environ 10,000,000 d'hectares de terres arables, sans nuire aux intérêts de la population nomade ; 1,000,000 d'hectares ont déjà été attribués à la colonisation. Au total, de 1893 à 1899, on a transformé environ 7,000,000 d'hectares, principalement dans les provinces de Tobolsk, de Tomsk et dans le territoire d'Akmolinsk. Sur ces chiffres, près de 5,000,000 d'hectares sont déjà occupés par des colons. En 1899 on a alloué pour l'amélioration du sol un crédit de 342,000 roubles. Sur les 21,900,000 roubles affectés aux entreprises auxiliaires du Transsibérien, il en avait été dépensé, en 1898, 15,700,000.

Pour faciliter aux immigrants leur installation, le comité du Transsibérien fait chaque année aux plus nécessiteux de menues avances en argent et des prêts

en nature qui leur permettent de bâtir leurs maisons ou d'ensemencer leurs champs. Des dépôts de bois ont été établis dans les régions dépourvues de forêts; des instruments agricoles répartis sur divers points sont vendus aux colons avec facilités de paiement. En 1899 le mouvement de fonds provenant de ces dépôts a dépassé 1,325,000 francs.

Il a été également pourvu aux besoins moraux des nouveaux habitants de la Sibérie et l'assistance, sous ce rapport, est venue de la nation tout entière. Sur l'initiative de Nicolas II, on a créé un fonds spécial, portant le nom de l'Empereur Alexandre III, destiné à la fondation d'églises et d'écoles dans les villages habités par les colons. En 1900 il atteignait 1,200,000 roubles; 100 églises et 73 écoles avaient été construites; 65 églises et 32 écoles étaient en construction. Un autre fonds pourvoit à l'entretien de 3 asiles d'orphelins, à l'organisation d'un service médical pour les maladies d'yeux, à l'assistance de la population en cas de malheur public, à l'établissement de routes à travers la taïga, etc.

L'ouverture des travaux du Transsibérien, jointe aux effets de la loi de 1889, avait amené, comme nous l'avons vu, une recrudescence de l'émigration, à laquelle avaient encore contribué les mauvaises récoltes de 1890 et 1891. Aussi, en 1892, le gouvernement chercha à endiguer le mouvement, mais il reprit plus puissant en 1895, après la levée de l'interdiction. En 1896 les mesures prévues se montrèrent encore insuffisantes et 13 p. 100 des émigrants rentrèrent en Russie ; en 1897 le chiffre des rentrants atteignit 40 p. 100, alors qu'il n'avait été en moyenne que de 3,6 p. 100 de 1885 à 1893. De là vinrent la fondation d'un bureau spécial de l'émigration au ministère de l'intérieur et les dispositions prises pour canaliser le courant, en le limitant aux éléments ayant une force de résistance suffisante pour lutter avec succès contre les premières difficultés de l'installation.

Voici les chiffres de l'immigration en Sibérie pendant ces dernières années :

En 1893	61,435	individus.
En 1894	72,612	—
En 1895	108,039	—
En 1896	202,302	—
En 1897	86,575	—
En 1898	205,645	—
En 1899	223,981	—
Total	960,589	individus.

A ce total, il faut joindre ceux qui ont été transportés en Sibérie orientale par les bateaux de la Flotte volontaire et dont le chiffre se monte à 24,674 pendant la même période. Des privilèges spéciaux sont accordés aux colons qui se dirigent sur les territoires de l'Amour et de la Province maritime; ils reçoivent 100 hectares de terre par famille, sont libérés d'impôts et de tout service envers l'État pendant vingt ans, etc. En 1899, on a formé dans l'Amour dix détachements militaires chargés de reconnaître les territoires à peupler. De la fin de juin à la fin d'octobre, ils ont reconnu environ 1,500,000 hectares, parcouru 9,850 kilomètres et défriché près de 160 kilomètres; de sorte que l'administration civile est en mesure de pourvoir à l'établissement de 2,000 familles. Le mouvement d'émigration, autorisé en 1900, comprend environ 5,500 individus, venant des provinces de Kiev, de Podolie, de Volhynie et de Bessarabie. Afin d'obtenir l'autorisation de partir, les familles doivent pouvoir, après avoir payé leur voyage, disposer d'une somme de 300 roubles pour les premiers frais de leur installation. Des mesures sont prises à Odessa afin de loger les émigrants qui attendent le départ des bateaux; les prix de transport sont très réduits : 80 roubles par personne, 40 roubles par enfant de 2 à 12 ans.

Enfin, depuis la guerre sino-japonaise, le gouverne-

ment favorise d'une façon particulière l'émigration des Cosaques dans l'Oussouri et l'installation sur place des anciens soldats, libérés du service en Extrême Orient. Un crédit de 180,000 roubles est affecté annuellement à l'établissement des Cosaques : ils constituent des postes, échelonnés le long de la voie ferrée pour la protéger contre les brigands chinois, et servent à augmenter les réserves des voïskos de l'Amour et de l'Oussouri. On compte environ 100 familles des Cosaques du Don et d'Orenbourg émigrant annuellement de ce côté; toutefois, les premiers paraissent s'acclimater assez mal. La population de l'Oussouri augmente annuellement, par suite de ces diverses mesures, de 10 à 12 p. 100. Quant aux chevaux nécessaires aux Cosaques, on les fait venir du Transbaïkal, qui en a un excédent disponible; le gouvernement en améliore la race par des envois qu'il fait à deux haras créés en Transbaïkalie pour les besoins de l'Oussouri.

De ce que nous avons vu il ressort que la colonisation de la Sibérie est, entre les mains de l'administration russe, un moyen de résoudre pacifiquement la question du socialisme agraire et qu'elle constitue d'ailleurs la suite forcée et historique du développement de la Russie. On se rend compte également qu'elle ajoutera un puissant élément de force à l'empire du tzar.

Déportation. — Bien que la déportation en Sibérie ait été abolie par un oukaze impérial de 1899, il est difficile de parler de ce pays sans dire un mot des déportés, que le gouvernement russe a longtemps considérés comme un élément colonisateur. Ils appartiennent à deux groupes principaux : les exilés politiques ou par voie administrative, qui comprennent des étudiants ayant pris part à des manifestations, des Polonais hostiles au gouvernement, des dissidents religieux ayant enfreint les lois, etc. ; puis, dans un autre ordre d'idées, des fils de

famille dont l'internement est réclamé par leurs proches, ou des fonctionnaires ayant abusé des fonds qui leur étaient confiés, etc. Le second groupe se compose des relégués, analogues à nos récidivistes, qui, à l'expiration de leur peine, sont tenus de vivre en Sibérie. Suivant la gravité des fautes commises, les uns et les autres sont envoyés plus ou moins loin de la frontière russe; ils peuvent d'ailleurs, en général, être rejoints par leurs familles.

D'après les renseignements les plus sérieux, il y aurait actuellement en Sibérie un peu moins de 300,000 déportés, soit 5 p. 100 de la population totale. De 1887 à 1896, la moyenne annuelle arrivant dans le pays a été de 10,842 déportés, que suivaient 5,610 personnes de leurs familles. Cette masse était répartie sans aucun plan déterminé et son installation dépendait souvent du plus ou moins d'obstination que les autorités locales mettaient à lui refuser du territoire. D'ailleurs, afin de pouvoir s'installer et travailler la terre, il fallait au minimum 50 roubles, tandis que la plupart des déportés, 74 p. 100 environ, arrivaient sans aucune ressource. Aussi était-ce la misère à court terme : ils erraient à la recherche du travail et certains demandaient leurs moyens de subsistance au brigandage. En règle générale, l'ivresse et le jeu sont leurs passions dominantes; dès qu'ils ont gagné quelque argent, c'est pour les satisfaire.

Sur les 300,000 exilés, on compte, dit-on, 100,000 mendiants qui errent de village en village, 100,000 individus sans domicile habituel, vivant de travaux accidentels; 70,000 ouvriers qui ne possèdent aucune terre et 30,000 colons sédentaires. De toute cette masse, il n'y aurait pas plus de 4,500 individus ayant des chances de se fondre définitivement dans la population du pays. Tel est le résultat matériel de 300 ans de déportation; au point de vue moral, si les exilés constituent environ 5 p. 100 de la population totale de la Sibérie, ils forment,

ır contre, 38 p. 100 de celle des prisons. On peut conure de cette expérience que la déportation n'a pas teint son but, ni comme procédé de répression, ni ımme moyen de colonisation; tous les systèmes essayés ɔur l'organiser sont restés vains. L'abolition de la ɛportation, décidée l'an dernier, ne peut donc être que vorable au développement du pays.

(*A suivre.*) (111)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE

Renforts embarqués à destination de l'Afrique du Sud pendant le mois d'avril 1901.

NAVIRES.	EMBARQUEMENT. PORTS.	EMBARQUEMENT. DATES.	DÉSIGNATION DES ÉLÉMENTS.	EFFECTIF. Infanterie.	Infanterie montée.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Army medical corps.	Divers.
German	Southampton	1er avril.	Yeomanry	»	512	»	»	»	»	»
			6 compagnies de volontaires	»	529	»	»	»	»	»
Algeria	Londres Queenstown	3 — 6 —	Détachements de renfort	»	»	79	37	16	»	»
Victorian	Brisbane (Australie)	4 —	Contingents coloniaux	»	400	»	»	»	»	»
Antillian	Sydney (Australie)	5 —	Id.	»	375	»	»	»	»	»
Warrigal	Adelaïde (Australie)	5 —	Id.	»	300 (?)	»	»	»	»	»
?	Wellington (N.-Zélande)	6 —	Id.	»	600	»	»	»	»	»
Norman	Southampton	7 —	Yeomanry	»	450	»	»	»	»	»
			Détachements de renfort	»	100	»	»	»	»	»
Assaye	Southampton	11 —	Yeomanry	»	509	»	»	»	»	»
			Police sud-africaine	»	»	»	»	»	»	600
Dunvegan Castle	Southampton	13 —	Yeomanry	»	140	»	»	»	»	»
			Détachements de renfort	»	»	»	»	18	»	»
Manhattan	Londres	15 —	4 compagnies d'infanterie montée	»	550	»	»	»	»	»
	Queenstown	17 —	Détachements de renfort	»	»	»	»	27	»	»
Harlech Castle	Southampton	17 —	Hôpital général n° 21	»	»	»	»	»	86	»
			23e compagnie de brancardiers	»	»	»	»	»	54	»
			3e bat. de Scottish Rifles (milice)	550	»	»	»	»	»	»
Pinemore	Southampton	27 —	Yeomanry	»	119	»	»	»	»	»
			Volontaires (1 comp. d'infanterie et 1 section du génie)	»	100	»	»	48	»	»
			Police du Cap	»	»	»	»	»	»	900
			3e bat. de Scottish Rifles (complément)	51	»	»	»	»	»	»
			TOTAUX	601	4,684	79	37	109	140	1,500
			TOTAL GÉNÉRAL	7,150						

Incorporation de bataillons de milice. — Un ordre spécial à l'armée, daté du 3 avril, prescrit l'incorporation des 6 bataillons de milice, désignés ci-dessous :

5e bataillon du Royal Fusiliers, à Hounslow;
5e bataillon du Lancashire Fusiliers, à Bury ;
3e bataillon du East Surrey Regiment, à Kingston ;
3e bataillon du South Staffordshire Regiment, à Lichfield ;
3e bataillon du Yorkshire Light Infantry, à Pontefract ;
5e bataillon du Manchester Regiment, à Ashton.

Augmentation de la solde de la Yeomanry. — En vue d'augmenter les ressources du recrutement de la Yeomanry, le gouvernement anglais a augmenté dans une forte proportion la solde des hommes de troupe de cette force auxiliaire. Le tableau ci-dessous fait ressortir la différence du nouveau tarif avec celui de la cavalerie de l'armée régulière.

GRADES ET EMPLOIS.	TARIF JOURNALIER (y compris l'indemnité d'ordinaire de 0 sh. 3 p. par jour).	
	YEOMANRY.	CAVALERIE régulière.
Sergent-major de régiment	9 sh. 0 p.	0 sh. 0 p.
Sergent quartier-maître	8 6	4 7
Sergent maréchal ferrant	8 6	3 5
Sergent maréchal ferrant d'état-major	8 6	3 7
Sergent-major de compagnie	8 0	4 7
Sergent quartier-maître de compagnie	8 0	3 7
Sergent	7 0	2 11
Caporal	6 0	2 3
Lance-caporal	6 0	1 9
Soldat	5 0	1 5

N. B. — Le shilling vaut 1 fr. 25 et le penny 0 fr. 104.

EMPIRE ALLEMAND.

Création d'une commission de lignes. — Par décision du 26 mars dernier, il a été créé à Bromberg, le 1er avril 1901, une nouvelle commission de lignes, désignée par la lettre R. A la même date, le siège de la commission bavaroise K² a été transféré de Wurzbourg à Munich.

Le réseau sur lequel s'étend l'action de la commission R est constitué par des lignes enlevées aux commissions de Posen et de Berlin. Il comprend les directions de chemins de fer prussiennes de Stettin et de Bromberg (moins la section Bromberg-Maximilianowo, attribuée à la commission de Dantzig), et quelques lignes appartenant à des compagnies privées.

Cette création porte à 21 le nombre des commissions de lignes allemandes (1).

SECTION D'EXPÉRIENCES DES TROUPES DE COMMUNICATIONS. — La loi du 25 mars 1899 a apporté à l'organisation de l'armée allemande un certain nombre de modifications, dont la création des troupes de communications est une des plus importantes (2). Mais les dispositions de cette loi ne pouvaient être mises en vigueur que successivement, en raison des nécessités budgétaires. Aussi, c'est comme complément des mesures déjà prises à cet égard qu'une décision impériale du 26 mars dernier a prescrit la constitution d'une section d'expériences pour l'ensemble des troupes de communications, à la date du 1er avril 1901, et la suppression de celle qui avait été maintenue auprès de la section d'aérostiers.

La section d'expériences des troupes de communications réside à Berlin. Elle a comme chef un commandant de régiment et comprend en outre 5 capitaines et 2 lieutenants en 1er. Elle dispose de 2 sergents et de 3 sous-officiers.

Comme conséquence de cette organisation, plusieurs emplois d'officiers détachés à l'ancienne section d'expériences sont supprimés dans les corps auxquels appartenaient ces officiers, savoir : au 1er régiment de chemins de fer (1 major), au 2e régiment de chemins de fer et à la section d'aérostiers (1 capitaine).

La section d'expériences des troupes de communications est chargée d'effectuer les études techniques concernant les trois subdivisions entre lesquelles ces troupes sont réparties. Elle opère d'après les idées d'ensemble de l'autorité supérieure responsable de leur préparation à la guerre : aussi relève-t-elle directement de l'inspecteur des troupes de communications.

Sa mission consiste à suivre les progrès de la science, à rechercher la valeur des inventions ou des idées nouvelles lorsqu'elles semblent en présenter au point de vue de leurs applications militaires, à étudier

---

(1) Voir *Revue militaire* (*Armées étrangères*), 1899, page 299.
(2) Voir *Revue militaire* (*Armées étrangères*), 1900, page 275.

la littérature technique de l'Allemagne et des pays étrangers, à se tenir en relations suivies avec certaines personnes ayant une compétence reconnue en ces matières, à connaître les ressources des usines de fabrication de matériel utilisable par les troupes de communications, à effectuer pratiquement les expériences ayant trait à la préparation de ces troupes à la guerre.

La section d'expériences se fractionne en trois sous-sections, correspondant chacune à l'une des subdivisions de l'arme : chemins de fer, télégraphie, aérostation.

Le chef de la section a le rang, les allocations et les pouvoirs d'un commandant de régiment. Les officiers et sous-officiers sont placés à la suite de leurs corps, mais reçoivent leur solde et leurs indemnités diverses par les soins du 1er régiment de chemins de fer. Les officiers sont rattachés à ce régiment pour ce qui concerne la participation à la caisse de secours. Quel que soit leur corps d'origine, les sous-officiers portent l'uniforme du 1er régiment de chemins de fer.

ITALIE.

Manœuvres et exercices de cadres en 1901. — *Manœuvres de campagne.* — Elles auront lieu du 1er au 12 septembre inclus dans tous les corps d'armée, sauf en ce qui concerne les troupes stationnées en Sardaigne, qui exécuteront des manœuvres spéciales.

Exercices de cavalerie. — Auront lieu :

a) Trois rassemblements de brigade, dans les Ier, IIIe et VIIIe corps, du 1er au 20 septembre pour les deux premiers et du 5 au 25 septembre pour le dernier ;

b) Un rassemblement de division du 5 au 25 septembre dans le Ve corps ;

c) Un exercice d'exploration sur les territoires des VIIIe et IXe corps du 25 août au 6 septembre inclus, auquel participeront, à l'occasion des changements de garnison, les 6e et 10e lanciers et les 22e et 23e chevau-légers.

Exercices avec cadres. — Auront lieu dans les Ier, IIIe, VIe, VIIIe, IXe et XIe corps.

Exercices de siège avec cadres. — Auront lieu dans le IIe corps.

Écoles a feu en 1901. — L'artillerie de montagne exécutera ses tirs d'exercice en montagne comme à l'ordinaire.

L'artillerie de campagne et à cheval, l'artillerie de forteresse, exécuteront leurs tirs dans les polygones en mai, juin et juillet.

Après ces tirs, les huit premières compagnies d'artillerie de forteresse se rendront aux positions de barrage qui leur sont respectivement indiquées pour y prendre part aux manœuvres d'été et aux exercices de tir.

Par exception à ces règles générales, les 5e, 9e, 14e, 18e, 22e et 27e compagnies de forteresse exécuteront tous leurs tirs dans les positions de barrage ; les 8e, 12e et 21e compagnies, tous les leurs dans les polygones.

La durée des écoles est en moyenne de 25 jours.

Le tableau suivant donne la répartition des troupes d'artillerie par polygone :

San Maurizio....	23e régiment d'artillerie.
	4e brigade de forteresse.
	5e brigade de forteresse.
	6e brigade de forteresse.
	7e brigade de forteresse.
	17e régiment d'artillerie.
	5e régiment d'artillerie.
	École d'application de l'artillerie et du génie.
Lombardore.....	6e régiment d'artillerie.
	9e régiment d'artillerie.
	Académie militaire.
Gossolengo......	15e régiment d'artillerie.
	21e régiment d'artillerie.
	11e régiment d'artillerie.
Somma.........	Artillerie à cheval.
Spilimbergo.....	3e régiment d'artillerie.
	14e régiment d'artillerie.
	4e régiment d'artillerie.
	20e régiment d'artillerie.
	8e régiment d'artillerie.
	16e régiment d'artillerie.
Porto Corsini....	2e régiment d'artillerie.
	19e régiment d'artillerie.
Cecina.........	7e régiment d'artillerie.
	1re brigade de forteresse.
	2e brigade de forteresse.
	3e brigade de forteresse.
	8e brigade de forteresse.
	1er régiment d'artillerie.

Nettuno........	12ᵉ régiment d'artillerie. 24ᵉ régiment d'artillerie. 10ᵉ régiment d'artillerie.
Bracciano.......	13ᵉ régiment d'artillerie. 18ᵉ régiment d'artillerie. 9ᵉ brigade de forteresse. 10ᵉ brigade de forteresse. 11ᵉ brigade de forteresse. 36ᵉ compagnie de forteresse.
Piazza Armerina.	22ᵉ régiment d'artillerie.
Porto Torrès	Batterie de Sassari.

Allocations en munitions. — Il est alloué, à chaque batterie de campagne, 380 obus et 6 boîtes à mitraille;

A chaque batterie à cheval, 420 obus et 6 boîtes à mitraille;

A chaque batterie de montagne, 400 obus et 6 boîtes à mitraille;

A chaque compagnie de forteresse qui se rend dans les forts, 143 projectiles et 1000 cartouches à balles pour mitrailleuses;

A chaque compagnie qui ne se rend pas dans les forts, 252 projectiles et 1000 cartouches à balles.

RUSSIE.

Modifications a l'organisation du ministère de la guerre (1). — Le prikaze n° 107, en date du 4/17 avril 1900, a créé une *section du secrétariat du ministre de la guerre*. Le personnel de cette section comprend deux fonctionnaires classés (le secrétaire et son adjoint) et deux scribes. En outre, le personnel de la chancellerie du ministère de la guerre a été augmenté de trois fonctionnaires classés (prikaze n° 314).

Le prikaze n° 282, du 30 juillet/12 août dernier, a ordonné la création à l'état-major général d'une *section du quartier-maître général*, composée de deux bureaux, dits : des opérations et de la statistique. Le quartier-maître est un général-major ou un général-lieutenant ; le bureau des opérations comprend : un colonel, cinq officiers supérieurs et quatre officiers subalternes ; le bureau de la statistique se compose d'un colonel, de deux officiers supérieurs et de quatre officiers subalternes ; tous ces officiers doivent être pris dans le corps d'état-major. La chan-

---

(1) Voir la *Revue militaire de l'Etranger*, 1ᵉʳ semestre 1888, page 472.

cellerie du comité d'études, dont le personnel a été un peu réduit, est rattachée à la section du quartier-maître général (prikaze 414).

Enfin, le prikaze n° 366 a transformé la section du transport des troupes et des approvisionnements militaires qui existait au grand état-major en une *direction des communications militaires*. Le directeur des communications militaires est un général-lieutenant d'état-major. La direction est divisée en deux sections, comprenant chacune trois bureaux. Le personnel est composé comme il suit; première section : un général-major et trois colonels d'état-major, quatre officiers supérieurs, quatre officiers subalternes, deux archivistes et des secrétaires; deuxième section : un général-major et trois colonels d'état-major, six officiers supérieurs, six officiers subalternes, trois dessinateurs et des secrétaires. Un ingénieur civil des voies de communication est mis à la disposition du directeur des communications militaires.

Les officiers supérieurs d'état-major remplissant les fonctions de surveillants du mouvement des troupes par voie ferrée et par voie d'eau dépendent de la direction des communications militaires. Leur nombre varie suivant les besoins et est fixé par le ministre de la guerre.

Organisation des troupes cosaques du Transbaïkal. — A la suite de modifications ordonnées au printemps de 1900 (1), l'organisation des troupes cosaques du Transbaïkal est actuellement la suivante :

Cavalerie. — Quatre régiments du premier tour, dénommés : 1er de Verkhnéoudinsk, 1er de Tchita, 1er de Nertchinsk et 1er de l'Argoun;

Trois régiments des deuxième et troisième tours, dénommés : 2e et 3e de Verkhnéoudinsk et 2e de Tchita;

Soit au total, sur pied de guerre, 42 sotnias.

Artillerie. — Quatre batteries à cheval du Transbaïkal, dont deux (nos 1 et 2) du premier tour et deux (nos 3 et 4) du deuxième tour. Ces batteries sont à six pièces.

Réarmement de l'artillerie. — Le prikaze n° 147 de 1900 a ordonné la création, à la direction générale de l'artillerie, d'une commission pour le réarmement de l'artillerie de campagne avec des canons de trois pouces (76mm,2) à tir rapide. Cette commission doit étudier toutes les questions économiques et techniques relatives à ce réarmement.

---

(1) Prikazes nos 40, 116, 159 et 160 de 1900.

L'exécution des mesures adoptées par la commission est confiée, partie à une section spéciale créée à la direction générale et partie à la chancellerie du comité d'artillerie. La section exécutive des affaires du réarmement comprend quatre officiers d'artillerie. Le personnel de la chancellerie du comité d'artillerie est augmenté d'un officier.

Modifications dans l'organisation des troupes du Turkestan (1). — Le prikaze 244, de 1900, a supprimé les brigades-frontières et les brigades locales du Turkestan, en les remplaçant par des brigades de chasseurs et de réserve, de la manière suivante :

Les dix-neuf bataillons-frontières qui formaient les brigades-frontières ont été transformés en bataillons de chasseurs; un 20e bataillon de chasseurs a été créé. Ces vingt bataillons ont été groupés par quatre, en cinq brigades de chasseurs; aux quatre premières, on a affecté les états-majors des quatre brigades-frontières supprimées et, pour la 5e, on a créé un nouvel état-major de brigade.

Il y a donc, de ce fait, au Turkestan, huit brigades de chasseurs, y compris les deux brigades de la Transcaspienne, qui perdent leur dénomination et deviennent les 6e et 7e brigades de chasseurs du Turkestan. Toutes ces brigades sont à quatre bataillons.

Les cinq bataillons-frontières-cadres ont été transformés en bataillons de réserve; il a été créé un nouveau bataillon de réserve à Krasnovodsk.

Ces six bataillons et les deux bataillons de réserve déjà existants, groupés par quatre, ont formé les 1re et 2e brigades de réserve du Turkestan, auxquelles on a affecté les états-majors des deux brigades locales du Turkestan et de la Transcaspienne, supprimées.

Chacun de ces bataillons de réserve donne à la mobilisation, suivant la règle adoptée en Asie, un régiment à cinq bataillons de quatre compagnies.

Une division de cavalerie à deux brigades a été formée et affectée au 1er corps d'armée du Turkestan. Elle comprend :

1re brigade : 2e régiment cosaque de l'Oural ;
— 4e régiment cosaque d'Orenbourg.
2e brigade : 5e régiment cosaque d'Orenbourg;
— 6e régiment cosaque d'Orenbourg;
— 1er régiment cosaque de Sémiriétchenks.

Les troupes du Turkestan sont donc actuellement les suivantes :

---

(1) Voir *Revue militaire (Armées étrangères)*, 1899, page 776.

1er corps d'armée.

1re, 2e, 3e et 4e brigades de chasseurs du Turkestan ;
1re brigade de réserve du Turkestan ;
Division de cavalerie cosaque du Turkestan ;
1re brigade d'artillerie du Turkestan (6 batteries) ;
2e batterie à cheval cosaque d'Orenbourg ;
Batterie à cheval de montagne du Turkestan ;
Bataillon de sapeurs du Turkestan.

2e corps d'armée.

5e, 6e et 7e brigades de chasseurs du Turkestan ;
2e brigade de réserve du Turkestan :
Brigade à cheval cosaque de la Transcaspienne :
2e brigade d'artillerie du Turkestan (6 batteries) (1) ;
4e batterie à cheval cosaque du Kouban ;
Le bataillon d'artillerie de forteresse de Kouchk (3 compagnies) ;
Le bataillon de sapeurs de la Transcaspienne.

Troupes n'entrant pas dans la composition des corps d'armée.

8e brigade de chasseurs du Turkestan ;
Brigade cosaque de la Sibérie occidentale (2 régiments) (2) ;
Groupe de batteries de la Sibérie occidentale (2 batteries) ;
Compagnie de sapeurs de la Sibérie occidentale ;
Deux bataillons de chemins de fer de la Transcaspienne.
Bataillon d'artillerie de forteresse de Turkestan (4 compagnies, à Tachkent).

DOTATION DES TROUPES EN MATÉRIEL DU GÉNIE (3). — Le prikaze n° 198, de 1900, a modifié la dotation en matériel des sections de parc du génie de campagne et fixé la composition en matériel de l'équipage léger de pont.

A) Chaque corps d'armée sur le pied de guerre dispose d'une section de parc du génie de campagne, chargée de transporter une première réserve d'outils et de matériel pour les troupes de toutes armes.

---

(1) Dont deux à créer : une de mortiers (prikase 161, 1899) et une légère (pr. 224, 1900).

(2) Le 3e régiment cosaque de la Sibérie occidentale est stationné dans la circonscription militaire de la Sibérie.

(3) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, 2e semestre 1897, pages 43 et 47, et 2e semestre 1898, pages 409 et 413.

La réserve de matériel, commune à toutes les armes, se compose d'*outils de terrassement et de destruction :* 2,700 pelles, grandes et petites ; 552 haches de divers modèles ; 72 pioches ; 16 scies ; 120 pics ; des pinces, du cordeau à tracer, des tire-fond, etc.

Le matériel spécialement destiné au génie comprend : 1° des *instruments topographiques ;* 2° des *outils :* haches, tarières, sacs à terre, fil de fer, etc. ; 3° du *matériel de pont :* ancres, cordages, gaffes, clameaux, etc. ; 4° du *matériel* et des instruments pour les *destructions par les explosifs.*

On trouve encore, dans la section de parc du génie :

a) Du matériel télégraphique et téléphonique : appareils télégraphiques, piles, appareils optiques et de signaleurs, quelques isolateurs, une faible longueur de câble, etc.

b) Des outils pour les besoins de la section de parc.

B) Chacune des deux premières compagnies du bataillon du génie (compagnies divisionnaires) est dotée d'un équipage léger de pont lui permettant de lancer un pont de 10 sajènes, soit $21^m,35$. Ce matériel comprend deux chevalets démontables à deux pieds, quatre demi-bateaux, quatre ancres, du matériel pour le tablier et des accessoires divers. Il est porté par six voitures à trois chevaux.

LIMITE D'AGE DES CAPITAINES (1). — Le prikaze n° 330, de 1900, autorise le ministre de la guerre à conserver au service jusqu'à 55 ans (au lieu de 53) les capitaines de toutes armes qui auront des notes excellentes à tous les points de vue, jouiront d'une bonne santé et seront encore aptes à rendre des services dans l'armée. Les propositions devront être adressées au ministre par les commandants des circonscriptions militaires et les chefs des directions générales d'armes.

Cette mesure a pour but de permettre aux capitaines de quitter le service avec une pension de retraite plus forte.

BIBLIOGRAPHIE.

OU EN EST LA QUESTION DE L'EMPLOI TACTIQUE DU CANON A TIR RAPIDE ? — Paris, R. Chapelot et Cie, 1901, in-8, 32 p.

L'auteur cherche à établir les conséquences qui s'imposent à la

---

(1) Voir la *Revue militaire* (*Armées étrangères*), 1900, page 499.

tactique de l'artillerie, par suite de l'adoption du nouveau matériel. Il admet, dans une certaine mesure, la nécessité de « l'ordre dispersé » pour l'artillerie, conclusion de nature à bouleverser les idées admises.

Lieutenant MACHERET. — DU RÔLE DE LA CAVALERIE INDÉPENDANTE. — *Ibidem*, 1901, in-8, 73 p.

L'auteur s'est largement inspiré des enseignements de la guerre de 1870-1871, tels qu'ils ressortent des ouvrages de M. le général Bonnal, du prince de Hohenlohe, du général von Pelet-Narbonne, du général von Verdy du Vernois, etc. Il conclut en ces termes :

« La cavalerie indépendante, tout à fait distincte de la cavalerie de sûreté, ne relève que du général en chef.

« Avant le combat, elle oriente le commandement sur la situation et les projets de l'ennemi; elle lui évite les surprises stratégiques en assurant sa complète liberté de manœuvre.

« Pendant le combat, elle ne néglige aucune occasion d'intervenir et garantit des surprises tactiques.

« Après le combat, « elle exploite la victoire ».

« Elle entreprend, dans certains cas, contre les colonnes, des opérations qui ralentissent le mouvement de l'ennemi et, dans d'autres, des destructions qui peuvent l'immobiliser.

« Son rôle n'a point diminué d'importance..... »

Commandant D... — LES ARMES PORTATIVES. — *Ibidem*, 1901, in-8, 112 p.

Après une revue rapide de l'historique des armes à feu jusqu'au fusil à répétition, M. le commandant D... examine les modèles qui se sont succédé de 1886 à 1888, et compare les fusils français et allemand actuellement en service.

Dans la IIe partie, il étudie cette question :

Le calibre de 8mm est-il suffisamment réduit ? Puis il passe en revue successivement le fusil Mannlicher roumain, le Mauser espagnol, le Krag-Jorgensen 1894, le fusil russe 1891, le Lee-Metford, le fusil italien 1891, le Lee de la marine américaine, qui sont tous de calibres inférieurs à 8mm. Il en conclut que ce calibre est encore trop considérable et qu'il faut arriver à 6mm ou 6mm,5.

Dans une IIIe partie, très développée, le commandant D... étudie le fusil Daudeteau, de 6mm,48, et cherche à démontrer qu'il satisfait à toutes les exigences imposées aux armes de guerre, en s'appuyant sur des documents et des chiffres tirés des procès-verbaux de la commission du Laboratoire central de la marine à Sevran-Livry et de la commission de Gâvres.

D. JORDELL. — RÉPERTOIRE BIBLIOGRAPHIQUE DE LA LIBRAIRIE FRANÇAISE. 1900. — Paris, Nilsson, 1901, in-8, 152-83 p.

Ce répertoire comprend deux parties : dans la première, qui contient douze livraisons mensuelles, les nouvelles publications sont classées par nature et par ordre alphabétique. La seconde, qui correspond à l'année entière, est une table alphabétique par nom d'auteur ou par titre, quand il s'agit d'ouvrages anonymes.

Enfin, une table alphabétique des matières renferme les noms des auteurs qui ont traité chaque ordre de sujet et qui figurent dans la IIe partie.

L'ensemble est ingénieusement combiné, pour permettre de trouver facilement toutes les données bibliographiques sur les publications concernant un sujet donné ou émanant d'un auteur quelconque.

Le nouveau matériel d'artillerie de campagne suisse, modèle 1901. — Lausanne, imprimerie Corbaz et Cie, 1901, in-8°, 18 p., 4 pl., 1 fr.

Cet extrait de la *Revue militaire suisse* donne la description du nouveau matériel dont l'adoption a été proposée chez nos voisins, par un message du Conseil fédéral, daté du 8 mars. On sait que le canon en question est *à tir accéléré* et non à tir rapide. Il reproduit, dans ses dispositions essentielles, le modèle Krupp amélioré, et proviendra d'ailleurs de cette maison. Les roues, avant-trains et caissons seront construits par les ateliers fédéraux à Thoune.

La batterie suisse sera à 6 pièces, 9 caissons. Le calibre du canon est de 7 cent. 5; sa longueur en calibres, de 30 centimètres; son poids, avec appareil de fermeture, de 350 kilogrammes; le poids de la pièce en batterie, de 912 kilogrammes; le poids traîné par cheval, sans servants (pièce), de 282 kilogrammes.

K.-F. Kurz, rédacteur à la *Reichswehr*. — Militär Taschen Lexikon. — Vienne, impr. David et Keiss, 1901, in-18, XXX. — 296 p.

Sous un petit volume, cet ouvrage donne, en substance, ce qu'il est indispensable que connaisse un officier austro-hongrois dans les diverses situations qu'il peut occuper. A cet effet, un répertoire raisonné comprend dix-sept rubriques : Affaires personnelles; dispositions spéciales à Vienne; voyages; tactique; service en campagne; règlements; service d'état-major; organisation de l'armée, etc. Dans chacune, les titres des notices que contient le lexikon sont classés par ordre alphabétique.

La seconde partie de l'ouvrage comprend l'ensemble de ces notices, classées dans le même ordre et rédigées aussi succinctement que possible; grâce à l'emploi d'un système d'abréviations claires, on est arrivé ainsi à condenser, dans un petit nombre de pages, la substance de nombreux règlements.

Major baron VON FREYTAG-LORINGHOVEN, du grand état-major. — NAPOLEONISCHE INITIATIVE 1809 UND 1814. EIN VORTRAG. — Berlin, E. S. Mittler, 1896, in-8°, 24 p., 2 croquis, 60 pf.

L'auteur s'est proposé de montrer l'exactitude d'une affirmation de Moltke, dans un mémoire sur la stratégie écrit après la guerre de 1870-1871 (*Kriegsgeschichtliche Einzelschriften*, H. 13) : A la guerre, tout est incertain à dater du début des opérations, en dehors de ce que le généralissime porte en lui de volonté et de force d'action. Il a choisi pour cela deux exemples empruntés, l'un à la campagne de 1809, quand, le 17 avril, Napoléon rejoignit l'armée sur le Danube; l'autre aux premiers jours de février 1814, lorsque, après son échec de La Rothière, il prend le parti de se jeter sur les derrières de l'armée de Silésie.

AUFKLÄRUNG UND ARMEEFÜHRUNG DARGESTELLT AN DEN EREIGNISSEN BEI DER SCHLESISCHEN ARMEE IM HERBST 1813. EINE STUDIE. — *Ibidem*, 1900, in-8°, IV-153 p., 7 croquis, 4 m. 50 pf.

Étude sur l'exploration et la conduite d'une armée, basée sur les enseignements de la campagne de 1813, après la dénonciation de l'armistice de Poischwitz. L'auteur suit les opérations de l'armée de Silésie du 10 août au 6 septembre : retraite derrière le Katzbach; retraite sur Jauer et mouvement offensif qui précède la bataille du Katzbach; poursuite après cette bataille et nouveau mouvement rétrograde derrière le Queis. On sait quel rôle joua Blücher dans cette partie de la campagne et combien son obstination à ne jamais se reconnaître battu contribua à l'échec final de Napoléon. « Ce vieux diable m'a toujours attaqué avec la même vigueur. S'il était battu, un instant après il se montrait encore prêt pour le combat. » (Napoléon s'adressant à sir Neil Campbell, le 9 mai 1814).

EINTHEILUNG UND STANDORTE DER DEUTSCHEN HEERES. NACH DEM STANDE VOM I. APRIL 1901. MIT DEN NEUFORMATIONEN. — Berlin, Liebelsche Buchhandlung, 1901, in-18, 62 p., 30 pf.

100e édition. — Cette utile petite publication résume l'organisation et la répartition de l'armée allemande, les noms des commandants de corps d'armée, de divisions, de brigades, de régiments, etc., y compris le corps d'Extrême-Orient. Elle présente quelque analogie avec notre *Livret d'emplacement des troupes*.

Lieutenant MÜLLER, du 1er régiment d'infanterie hansréatique n° 75. — DIE WIRREN IN CHINA UND DIE KÄMPFE DER VERBÜNDETEN TRUPPEN. II. TEIL. — *Ibidem*, 1901, in-18, 6 croquis, 2 m.

Cette partie de l'ouvrage de M. le lieutenant Müller est consacrée aux combats de Tientsin, à la marche sur Pékin, aux faits survenus dans

cette ville avant l'arrivée des Alliés. Elle traite également des mesures prises par les Allemands pour la garde de la ligne d'étapes Takou—Pékin. Un appendice se rapporte à l'expédition de l'amiral Seymour.

Bien que s'appliquant surtout, comme il est naturel, à mettre en lumière la part prise par les Allemands aux événements de Chine, le livre du lieutenant Müller donne une idée exacte de l'ensemble des faits. Il est aussi documenté que le permet la date de sa publication et contient, notamment, les rapports officiels de l'ambassade allemande à Pékin.

Capitaine Eugenio MASSA. — LA PRIMA GUERRA IN ITALIA NEL SECOLO XX. UN COLPO DI MANO SULLA SICILIA NELL'ANNO 191... APPUNTI E DOCUMENTI. — Trani, V. Vecchi, 1901, in-18, 207 p., 7 croquis, 3 l.

Récit d'un coup de main imaginaire sur la Sicile, par des troupes partant de Toulon et de Bizerte, qui rappelle dans une certaine mesure la *Bataille de Dorking*. Les débats du parlement italien y tiennent une large place, 61 pages, ce qui indique assez les tendances du livre. Le reste est surtout consacré à la reproduction d'extraits de presse, de rapports militaires ou maritimes inventés avec plus ou moins de vraisemblance. L'invasion racontée se termine naturellement par un échec complet.

DIE RUSSISCHE ARMEE, IN IHRER GEGENWÄRTIGEN UNIFORMIRUNG DARGESTELLT IN 270 CHROMOLITH. ABBILDUNGEN. — Leipzig, M. Ruhl, 1901, in-8°, 20 tableaux, 43 p., 3 m. 3e édition.

Major VON C. M. — DIE KÄMPFE DER RUSSISCHEN TRUPPEN IN DER MANDSCHUREI IM JAHRE 1900. — Leipzig, Zuckschwerst u. Co., 1901, III-46 p., 1 m. 50 pf.

DER BOERENKRIEG, 1899-1900, VON ***. — Braunschweig, G. Westermann, 1901, in-8°, VII-180 p., 5 m.

Comte STERNBERG. — MEINE ERLEBNISSE UND ERFAHRUNGEN IM BURENKRIEGE. — Berlin, impr. G. Reimer, 1901, in-8°, 165 p.

Fr. HENKEL. — AUS DEM BURENKRIEGE. ERLEBNISSE UND BEOBACHTUNGEN EINES DEUTSCHEN MITKÄMPFERS. — Schalke, E. Kannengiesser, 1901, gr. in-8°, 112 p., 1 m.

E. STEUDNER. — EIN MITKÄMPFER DER BUREN ÜBER SEINE ERLEBNISSE IM SÜD-AFRIKANISCHEN KRIEGE. — Warnsdorf, Opitz, 1901, in-12, 47 p., ill., 30 pf.

Frédéric SAWYER. — THE INHABITANTS OF THE PHILIPPINES. — New-York, Ch. Scribner's Sons, 1901.

Albert ROBINSON. — THE PHILIPPINES : THE WAR AND THE PEOPLE. — New-York, Mac-Clure, Philipps and Co, 1901.

TEN MONTHS IN THE FIELD WITH THE BOERS, BY AN EX-LIEUTENANT OF GENERAL DE VILLEBOIS-MAREUIL. ENGLISH TRANSLATION. — Londres, 1901, in-8°.

SOUTH AFRICAN DESPATCHES. OFFICIAL. — Londres, 1901, in-fol., 2 vol.

RICHARD HARDING DAVIS. — WITH BOTH ARMIES. — New-York, 1900, in-8°.

Louis CRESWICKE. — SOUTH AFRICA AND THE TRANSVAAL WAR. — Londres, 1901, in-8°, 5 vol.

Frank WILKINSON. — AUSTRALIA IN THE FRONT. — Londres, 1901, in-8°.

Major général H. M. BENGOUGH. — NOTES AND REFLECTIONS ON THE BOER WAR. — Londres, William Clowes and Sons, 1901, in-8°, 3 s.

Capitaine C. HOLMER WILSON. — THE RELIEF OF LADYSMITH. THE ARTILLERY IN NATAL. — *Ibidem*, 1901, in-8°, 1 s.

Major A. W. A. POLLOCK. — WITH SEVEN GENERALS IN THE BOER WAR. A PERSONAL NARRATIVE. — Londres, Skeffington and Son, 1901, in-8°, cartes et illustr., 6 s.

L. ROLLESTON. — YEOMANRY CAVALRY OR MOUNTED INFANTRY. — Londres, 1901, in-8°.

LEANDRO DE ALESSON Y LOPEZ. — LA ESPAÑA MARITIMA. — Madrid, impr. d. l. Hijos de Hernandez, 1901.

F. GÓMEZ. — LA INSURRECCION POR DENTRO. — Madrid, Biblioteca de Irradiacion, 1901. 2e édition, préface du général Weyler.

A. T. MAHAN. — LEZIONI DELLA GUERRA ISPANO-AMERICANA. TRADUZIONE. — Spezia, *La Lega navale*, 1900, in-8°, XV-215 p., 4 l.

MASSARI GIUSEPPE. — LA VITA ED IL REGNO DI VITTORIO EMANUELE II. — Milano, Fratelli Treves, 1901, in-fol., ill., 640 p., 40 l.

Le Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Ce, 2, rue Christine.

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES

N° 883 **Juin** **1901**

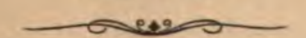
SOMMAIRE

ÉTUDES

SUR LA

GUERRE SUD-AFRICAINE (1)

(1899-1900)



IV. — Mobilisation et transport dans l'Afrique du Sud des forces anglaises (*suite*).

Exécution de la mobilisation. — Dès la transmission télégraphique de l'ordre de mobilisation, publié égale-

(1) Voir la *Revue militaire des armées étrangères*, n° de mai, p. 379.

29

ment par voie d'affiches, les officiers chargés en temps de paix de l'administration des réservistes (1) et les *payeurs* complétaient les ordres de convocation, puis les adressaient par la poste aux intéressés (2).

Ceux-ci disposaient de neuf jours (du 9 au 17 octobre) pour gagner les *rejoining places*.

Le 14 octobre, un tiers à peine des hommes convoqués étaient arrivés. Le 17 au matin, un tiers manquaient encore. Beaucoup passaient la dernière journée dans les environs de la caserne et ne se présentaient qu'au dernier moment, souvent en état d'ivresse (3).

Dans les dépôts ou dans les corps, lorsqu'ils les rejoignaient directement, les réservistes furent soumis à une visite médicale, à la suite de laquelle on renvoya les non-valeurs dans leurs foyers. Puis les hommes reconnus aptes à faire campagne furent habillés, équipés, armés et rejoignirent leurs unités par voie ferrée, formés en détachements sous la conduite de cadres venus des corps de troupe. Les dépôts ont donc rempli une partie du rôle important qui incombe chez nous aux unités elles-mêmes. Pour certains d'entre eux, le caser-

---

(1) Pour les régiments d'infanterie correspondant à un district régimentaire, c'est le commandant de ce district. Pour les régiments d'infanterie de la garde, c'est l'officier commandant. Pour la cavalerie, l'artillerie et le génie, l'administration des réservistes est centralisée par armes à Londres (cavalerie et artillerie) et Chatham (génie).

(2) L'ordre d'appel comprend trois pièces :

1° Un ordre fixant le lieu et la date de convocation;

2° Un coupon de chemin de fer ou de *steamboat*, sur la présentation duquel le réserviste sera transporté gratuitement ;

3° Un bon de poste de 3 shellings (3 fr. 75).

Les réservistes, recevant en temps de paix une solde journalière de 40 centimes qui leur parvient par les soins du payeur, ne sont jamais perdus de vue par l'autorité militaire, qu'ils ont intérêt à tenir au courant de leurs déplacements.

(3) Correspondant militaire du *Times*.

nement s'est trouvé insuffisant, et il a fallu louer dans le voisinage des locaux particuliers afin d'abriter les nouveaux venus.

Il ne semble pas que les dépôts aient donné ce qu'on attendait d'eux (1) au point de vue de la mobilisation. La pénurie de cadres et de moyens de casernement a alourdi leur tâche dans les circonstances présentes et la rendrait beaucoup plus difficile dans une mobilisation générale. Leur éloignement des corps, qu'ils alimentent au moyen des réservistes provenant des points les plus divers du territoire, est une des causes les plus sérieuses de la lenteur relative avec laquelle s'est exécutée la mobilisation. C'est ainsi qu'on a vu souvent un réserviste domicilié dans la région au sud de Londres, gagner le dépôt de son régiment dans le nord de l'Angleterre ou en Écosse, puis, refaisant en sens inverse le chemin déjà parcouru, rejoindre son bataillon en garnison dans le Kent ou l'Essex.

Après le départ des troupes mobilisées, les dépôts auraient dû, aux termes du règlement de 1898, recevoir les détachements laissés dans la métropole. Ceux-ci furent maintenus pour la plupart dans leurs garnisons, sans doute parce que les dépôts ne disposaient pas de moyens suffisants pour abriter, administrer et instruire un nombre d'hommes aussi considérable.

Pendant que les réservistes les rejoignaient, y étaient habillés, équipés et armés, les unités complétaient d'autre part leur mobilisation. Les troupes montées recevaient les chevaux de complément nécessaires pour les porter à l'effectif de guerre. Appliquant les dis-

---

(1) En temps de paix, ils fonctionnent surtout comme organes de recrutement et servent à dégrossir les jeunes soldats. Ceux-ci y restent deux mois environ avant de rejoindre les corps où leur instruction est achevée.

positions prévues pour la mobilisation générale, on s'adressa aux riches propriétaires, éleveurs, maîtres d'équipages, surtout aux compagnies d'omnibus et de tramways des grandes villes ou aux compagnies de chemin de fer qui possèdent un grand nombre de chevaux de trait (1).

Cependant le nombre des chevaux pris en Angleterre a été relativement faible (2). Tous les animaux nécessaires à l'organisation des convois, des trains régimentaires, d'une partie des colonnes de munitions, des formations sanitaires, etc., furent achetés à l'étranger et transportés directement dans l'Afrique du Sud.

Les troupes n'ont emmené avec elles que les voitures d'artillerie, mitrailleuses, caissons de munitions, voitures médicales et voitures à eau. Elles devaient recevoir dans l'Afrique du Sud des chariots spéciaux (*scotch-waggon*, *buck waggon*) pour le service des subsistances. Des approvisionnements de ces voitures étaient constitués au Cap et complétés par des envois d'Angleterre.

Les convois devaient être entièrement organisés dans l'Afrique du Sud.

Une partie importante de la mobilisation restait donc à effectuer après le débarquement et l'état-major anglais se trouva, de ce fait, en présence de grosses difficultés, lorsqu'il dut, sous la pression des événements, disloquer le 1er corps d'armée dès son arrivée au Cap, pour en

---

(1) A Londres, les compagnies d'omnibus et de tramways (il y a deux grandes compagnies d'omnibus et dix compagnies de tramways) ont fourni chacune 350 chevaux, soit un total de 4,000 chevaux environ.

(2) Le nombre total des chevaux achetés en Angleterre pendant la durée de la guerre (jusqu'au mois de mars 1901) s'est élevé à 14,000 (Déclaration de M. Brodrick, ministre de la guerre, à la séance de la Chambre des communes, du 8 mars). Ce n'est qu'une bien faible partie de ce qui a été envoyé dans l'Afrique du Sud.

diriger hâtivement les éléments sur des points éloignés du théâtre des opérations.

Quand on cherche à se rendre compte des effectifs des unités mobilisées, de la proportion de réservistes et de chevaux de complément qu'elles comptaient dans leurs rangs, on trouve des nombres très variables d'un corps à l'autre (1). Aussi ne pouvons-nous donner ici que des chiffres moyens et approximatifs (2).

Les bataillons d'infanterie comptaient environ 47 p. 100 de réservistes; les régiments de cavalerie, 37 p. 100 de

---

(1) A titre d'exemple, voici quelques effectifs, d'après les tableaux d'embarquement officiels du War-Office :

2e bataillon Royal Fusiliers....................	794	hommes
2e bataillon Royal Irish Rifles..................	900	—
2e bataillon Duke of Cornwall's Light infantry...	930	—
2e bataillon Scots Guards......................	1119	—

(2) *Tableau des effectifs moyens des unités mobilisées, rapprochés des effectifs de guerre réglementaires.*

UNITÉS.	EFFECTIFS MOYENS EMBARQUÉS.			EFFECTIFS DE GUERRE.		
	Hommes.	Chevaux.	Voitures.	Hommes.	Chevaux.	Voitures (*).
Bataillon d'infanterie..	960	3	6	1,010	42	11
Régiment de cavalerie.......	580	500	4	531	536	14
Compagnie du génie de campagne.................	215	4	8	212	63	11
Batterie montée.............	175	137	17	171	131	17
Batterie à cheval	185	196	17	179	191	17
Colonne de munitions de division d'infanterie.........	134	94	37	206	236	41
Colonne de munitions de brigade de cavalerie........	85	70	18	110	105	18

(*) Ces chiffres sont ceux des tableaux d'effectifs de guerre. Ils ont été modifiés dans l'Afrique du Sud, les fourgons à vivres et à bagages ayant été remplacés par des voitures spéciales.

réservistes et 15 p. 100 de chevaux de complément; les batteries montées, 42 p. 100 de réservistes et 60 p. 100 de chevaux de complément; les batteries à cheval, 44 p. 100 de réservistes et 52 p. 100 de chevaux de complément.

Les troupes ont disposé pour leur mobilisation d'un temps relativement considérable, si on le compare aux délais habituels dans la plupart des armées européennes.

La 1re division d'infanterie s'est embarquée les 20, 21, 22 octobre, et le départ des autres troupes s'est échelonné du 22 octobre au 17 novembre. Les premières unités ont donc disposé d'au moins *dix jours* (du 9 au 19 octobre), pour leur mobilisation, les autres de douze jours et beaucoup de quinze à trente jours.

Embarquement du 1er corps d'armée. — C'est le temps nécessaire à l'aménagement des transports, bien plus que les besoins de la mobilisation, qui a imposé ces délais considérables. L'effort accompli pour transporter dans le Sud de l'Afrique les effectifs importants qui y furent envoyés est l'un des sujets d'étude les plus intéressants de la campagne actuelle. Bien que facilitée par l'échelonnement considérable des départs, la tâche a été telle que la flotte de commerce de l'Angleterre, seule, était capable de la mener à bien sans paralyser l'activité générale du pays.

Les Anglais ont eu maintes fois, au cours de leur histoire, à organiser des expéditions lointaines, nécessitant l'embarquement de corps importants. Ils ont une réelle expérience de ces opérations et les règles suivies pour leur préparation, tant au War-Office qu'à l'Amirauté, sont intéressantes à connaître.

Un *comité permanent de mobilisation* qui comprend l'*adjudant général* (chef d'état-major général), les principaux directeurs du War-Office et le directeur du service des transports (1) est chargé d'étudier en temps

(1) Service relevant de l'Amirauté.

de paix toutes les questions se rattachant à la mobilisation et à l'embarquement des troupes. Il prend la *direction effective des opérations* dès qu'une expédition est décidée (1).

Toutes les mesures importantes sont arrêtées par ce comité, qui les soumet au Ministre de la guerre. Lorsqu'elles ont été approuvées, chacun de ses membres est chargé d'en poursuivre l'application, pour ce qui concerne le service dont il a la responsabilité. Comme la tâche la plus importante incombe au directeur des transports et qu'il est nécessaire que ce fonctionnaire de l'Amirauté soit en communauté complète d'idées avec le War-Office, il est recommandé de détacher en permanence près de lui un officier de l'*Intelligence Department* (état-major général), pendant la préparation et l'exécution des embarquements. Le comité établit l'ordre de bataille des troupes. Il fait remplir par les soins des directeurs de chaque service des tableaux donnant l'effectif (hommes, chevaux, voitures) des unités à embarquer et l'état du matériel qui doit les accompagner. Des tableaux analogues sont établis pour le matériel qui n'accompagne pas les troupes.

En même temps, il est dressé pour les embarquements un ordre d'urgence, tenant compte des dates auxquelles les unités sont prêtes à être embarquées et de la succession dans laquelle il y a intérêt à les débarquer

---

(1) Ce comité comprend :
L'adjudant général (chef d'état-major général);
Le directeur des transports ;
Le quarter-master général (chef d'état-major administratif) ;
L'inspecteur général des forces auxiliaires (milice et volontaires) ;
Le directeur du service des vivres et transports ;
Le directeur du service de l'artillerie et du matériel ;
Le directeur du service de l'habillement ;
Le directeur du service de santé.

sur la base d'opérations (1). Ces renseignements sont transmis au directeur des transports, qui est chargé de noliser et de faire aménager les navires. Il fait connaître, au fur et à mesure de l'avancement du travail, la date de préparation des vaisseaux et fixe celle de l'embarquement des troupes, d'après l'ordre d'urgence.

C'est au moment de l'établissement de ce travail que l'officier de l'*Intelligence Department*, détaché auprès du directeur des transports, peut exercer une heureuse influence en cherchant à faire donner la priorité aux préoccupations d'ordre militaire sur les exigences d'un caractère économique ou les commodités particulières du service des transports. Il doit s'efforcer d'obtenir qu'on ne sépare pas les unités de leur matériel, qu'on les embarque par fractions constituées et qu'on affecte à celles qui doivent arriver les premières les navires les plus rapides.

Avant et après l'embarquement, chaque navire est visité par une commission composée de deux officiers de marine, dont l'un représente l'Amirauté et l'autre l'autorité maritime du port, de deux officiers de l'armée de terre, l'un représentant le War-Office, l'autre la troupe embarquée, d'un médecin et d'un vétérinaire (2).

Les embarquements sont exécutés sous l'autorité supérieure du commandant d'armes du port, qui se fait remplacer sur les lieux par un officier de son état-major. C'est par l'intermédiaire de cet officier que doivent avoir lieu toutes les relations entre les corps et les autorités maritimes. Les bagages et le matériel sont embarqués avant la troupe. Le chargement en est fait de façon à permettre le débarquement dans l'ordre

(1) On verra ultérieurement que, dans le cas du corps expéditionnaire, il n'a pas toujours été tenu compte des exigences de cet ordre.

(2) Pour les transports de chevaux.

d'urgence des différents colis. En ce qui concerne le matériel qui n'accompagne pas les troupes, les demandes de transport sont adressées au directeur du service des transports par les chefs des services intéressés (artillerie, habillement, intendance), suivant un ordre d'urgence qui, dans son ensemble, a été arrêté par le comité de mobilisation. Des marques spéciales et très visibles, permettant de reconnaître facilement la nature du matériel, sont apposées sur les colis.

C'est conformément à ces règles simples et logiques que se sont exécutés les embarquements des troupes anglaises pour l'Afrique du Sud. L'Amirauté a fait appel aux flottes des grandes compagnies de navigation (*Union and Castle Line*, *Bibby Line*, *Peninsular and Oriental Company*, *Cunard Line*, *Elder Dempter*, etc.). Elle a pris de préférence des navires de fort tonnage dont le rendement est plus considérable. Cependant il ne lui a pas toujours été possible d'utiliser les plus récents et les plus rapides des steamers des grandes compagnies, dont l'installation luxueuse aurait entraîné des travaux d'aménagement trop considérables. Tout en donnant satisfaction aux demandes de l'Amirauté, les compagnies n'ont pas interrompu leur service habituel; elles se sont bornées à espacer les départs de leurs paquebots.

Le temps nécessaire à l'aménagement a été très variable, suivant les dispositions intérieures des navires. Pour la plupart des transports il a fallu un travail d'environ quinze jours et, pour quelques-uns même, de trois semaines. L'aménagement, exécuté avec beaucoup de soin, assurait aux hommes le confortable nécessaire en vue d'une longue traversée. Les transports destinés aux troupes montées ont exigé des travaux plus importants et c'est en partie à cette cause, ainsi qu'à la pénurie d'ouvriers charpentiers, qu'il faut attribuer les retards qui ont eu de graves conséquences pour les opérations. Les contrats d'affrétement des navires furent signés en

général pour trois mois et stipulaient des prix variant de 15 à 25 shellings par tonne et par jour (1). L'État supportait en outre les dépenses de charbon et quelques autres frais. La compagnie ne prenait à sa charge que l'assurance et le salaire de ses employés.

Les ports utilisés pour les embarquements sont les suivants :

En Angleterre...	Londres. Chatham. Liverpool et Birkenhead (en face de Liverpool, sur la Mersey). Plymouth. Southampton.
En Écosse.	Glasgow.
En Irlande......	Queenstown. Cork.

Mais c'est de Southampton, Londres et Liverpool que sont partis le plus grand nombre de transports. Chaque port fut en principe (2) spécialisé pour les embarquements d'une arme déterminée. C'est ainsi qu'à Southampton et Liverpool on n'embarquait que de l'infanterie, tandis que de Londres et Birkenhead partaient les troupes montées. Si l'on tient compte du grand nombre des points d'embarquement et des immenses ressources offertes par les ports du Royaume-Uni, on s'explique sans peine que les opérations se soient exécutées avec la plus grande facilité et n'aient donné lieu à aucun encombrement. Nous ne dirons rien du transport par chemin de fer des troupes jusqu'au port d'embarquement. Les ressources des compagnies anglaises, et l'effort relativement peu considérable qui leur a été demandé, leur ont permis de remplir très facile-

---

(1) 312,500 francs pour le *Kildonian-Castle*, un des navires de l'Union and Castle Line.

(2) Au moins pour le 1er corps et les grandes unités constituées.

ment leur tâche, sans interrompre le service commercial (1).

Les troupes et services de 1er corps d'armée, comprenant 1721 officiers, 44,977 hommes de troupes, 8,093 chevaux et 965 voitures, ont été transportés sur 67 navires, jaugeant 372,500 tonneaux environ. Les embarquements se sont effectués avec beaucoup d'ordre et de méthode. Les bagages et le matériel étaient chargés avant les troupes, qui montaient ensuite à bord, sans que l'on ait paru attacher aucune importance à exécuter avec rapidité ces opérations.

L'ordre dans lequel des troupes sont embarquées n'est pas indifférent, car c'est à peu près celui dans lequel elles arriveront sur la base d'opérations. L'emploi qu'on en veut faire doit donc régler la succession de leurs départs. En outre les troupes montées ont besoin d'un temps plus long que l'infanterie pour s'organiser après le débarquement, et il faut compter quatre ou cinq jours avant que les chevaux soient en état de reprendre leur service. En vue des nombreuses éventualités qui

---

(1) C'est la compagnie du London and South Western Railway qui a eu à assurer les transports les plus importants. La période du service le plus intensif à été celle du 20 au 24 octobre inclus. Pendant cette période, la compagnie a transporté :

	Hommes.	Chevaux.
A Southampton, environ	16,500	»
A Londres	3,000	2,000 environ.
Total	19,500	2,000

auxquels il faut ajouter 40 pièces de canon ou mitrailleuses, 250 voitures diverses, les bagages, l'équipement, etc.

69 trains furent employés pour ces transports, savoir :

10 trains le 20 octobre,
22 trains le 21 octobre,
15 trains le 22 octobre,
15 trains le 23 octobre,
7 trains le 24 octobre.

peuvent conduire au dernier moment à modifier des dispositions arrêtées longtemps d'avance, il est prudent de faire en sorte que les troupes se succèdent dans un ordre tactique permettant de reconstituer rapidement les grandes unités, avec la proportion convenable des différentes armes. Dans l'embarquement du 1er corps d'armée, ces principes n'ont pas toujours été respectés et leur violation a eu des conséquences graves.

On avait très judicieusement envoyé à l'avance les compagnies du train des équipages chargées d'organiser les convois du corps d'armée. Dès le 25 octobre elles débarquaient dans la colonie du Cap. Les mulets et les chevaux achetés à l'étranger furent transportés directement de Valence, Gibraltar, Naples, Fiume, la Nouvelle-Orléans, Buenos-Ayres, etc. Les achats avaient commencé suffisamment tôt pour permettre l'arrivée des animaux en même temps que celle des troupes, à des dates échelonnées du 13 novembre au 11 décembre.

Les Anglais avaient grand intérêt, en raison de la tactique spéciale des Boers, à disposer le plus tôt possible de forces importantes de cavalerie. Or les embarquements du corps expéditionnaire se sont échelonnés du 20 octobre au 17 novembre. Un régiment de cavalerie est parti le 22 octobre, un autre les 22, 25 et 28 octobre, les cinq autres du 3 au 17 novembre. Loin d'avoir été embarquée à la première heure, la cavalerie n'a donc été transportée que tardivement.

De même pour l'artillerie. Tandis que la 1re division d'infanterie prenait la mer les 20, 21 et 22 octobre, son artillerie ne s'embarquait que le 23. L'écart était encore plus considérable pour les autres divisions. L'artillerie de corps, à l'exception des batteries à cheval parties le 30 octobre, s'est embarquée du 7 au 15 novembre. A la date du 28 octobre, alors que toute l'infanterie de la 1re division, presque toute celle des 2e ou 3e divisions et quelques bataillons des troupes d'étapes avaient déjà

pris la mer, il n'y avait que trois batteries montées et deux batteries à cheval embarquées.

En ce qui concerne l'ordre de départ des grandes unités (divisions et brigades), loin de se succéder, les embarquements ont chevauché les uns sur les autres. Seule, la première division, qu'on se proposait sans doute d'utiliser, dès son arrivée, comme troupe de couverture, pour protéger le rassemblement du corps d'armée, a été embarquée avant les autres. Elle est partie les 20, 21 et 22 octobre, et son artillerie le 24 (1). Les embarquements de la 2e division se sont échelonnés du 22 octobre au 3 novembre; ceux de la 3e division, du 22 octobre au 14 novembre. Les troupes de corps sont parties du 7 au 17 novembre. Le départ des troupes d'étapes s'est échelonné sur presque toute la durée des embarquements, du 20 octobre au 10 novembre. Enfin, la préoccupation d'utiliser le mieux possible la place dont on disposait sur les navires a conduit l'Amirauté à partager certaines unités en plusieurs détachements. Les formations sanitaires, en particulier, ont été réparties par petites fractions, pour compléter le chargement des transports. On a souvent partagé en trois ou quatre détachements les hôpitaux de campagne et les compagnies de brancardiers.

Pour se rendre compte des conséquences qu'eurent ces dispositions et apprécier dans son ensemble les opérations du transport du 1er corps, il est indispensable d'anticiper un peu sur le cours des événements et de dire un mot des conditions dans lesquelles s'est effectué le débarquement. Les faits mettront eux-mêmes en relief les inconvénients du retard apporté dans l'envoi des troupes montées et de l'enchevêtrement des grandes unités dans l'ordre des embarquements.

---

(1) Embarquée le 23.

D'après le plan primitif de l'état-major anglais, les trois divisions d'infanterie du 1er corps devaient être respectivement débarquées dans les ports de Capetown, Port-Elisabeth et East-London et transportées dans le Nord de la colonie par les voies ferrées : Capetown—De Aar ; Port-Elizabeth—Naauwport—Colesberg ; East-London—Stormberg—Burghersdorp.

Sans s'arrêter ici à discuter ce plan, qui conduisait à concentrer un corps d'armée sur un front de près de 250 kilomètres (de De Aar à Stormberg), à 80 kilomètres environ de la frontière, sans aucun dispositif de couverture, on se bornera à y chercher les raisons de l'ordre adopté pour les embarquements.

La 1re division, qui devait gagner rapidement De Aar, était embarquée dans les premiers jours. Au contraire, les transports des 2e et 3e divisions, qui devaient débarquer simultanément à Port-Elizabeth et East-London, s'enchevêtraient complètement. En ce qui concerne le retard dans l'envoi des troupes montées, nous avons déjà dit qu'il faut l'attribuer en partie aux lenteurs de l'aménagement et à la pénurie d'ouvriers charpentiers.

Lorsque les premières troupes du corps d'armée arrivèrent au Cap (9 novembre), la situation était loin d'être celle qu'on avait espéré. Le général White était investi dans Ladysmith ; Kimberley et Mafeking étaient assiégés par les Boers qui, d'autre part, poussaient leurs incursions au Sud du fleuve Orange, pour détruire les voies ferrées et soulever les populations afrikanders.

Sous la pression des événements et de l'opinion publique, le général Buller est contraint de renoncer à son plan primitif et doit envoyer à Durban les premières troupes qui se présentent au Cap. Il se rend lui-même au Natal.

L'arrivée des troupes à Capetown s'échelonne du 9 novembre au 10 décembre. L'ordre de succession des unités, déjà fort irrégulier au départ pour les raisons

données ci-dessus, avait encore été troublé par les différences de vitesse des navires (1). La 2e brigade d'infanterie, mêlée d'éléments de la 6e, se présente la première. Ces troupes sont immédiatement dirigées sur Durban et suivies, le 16 novembre, par un groupe d'artillerie (2). On ne dispose encore d'aucun renfort de cavalerie. Puis la 1re brigade d'infanterie (garde), mêlée d'unités de la 3e et de troupes d'étapes, débarque à Capetown et est transportée à De Aar, où elle va former le noyau de la division Methuen, chargée de débloquer Kimberley. A partir du 18 novembre, le reste de la 6e brigade d'infanterie, une partie de la 4e, des troupes d'étapes sont encore dirigées sur Durban, pendant que le reste de la 3e brigade, un régiment de cavalerie et une batterie à cheval débarquent à Capetown.

Bien que renonçant à son plan initial, le général Buller envoie cependant quelques troupes (3 bataillons d'infanterie, 2 batteries montées), débarquées à East-London, dans le Nord de la colonie du Cap, vers Queenstown, tandis que le général French, commandant de la division de cavalerie, gagne Naauwport où se rassemblent trois régiments de cavalerie et quelques bataillons débarqués tardivement à Port-Elizabeth.

Ce n'est qu'au commencement de décembre que l'on put envoyer au Natal les renforts de cavalerie et d'artillerie instamment réclamés par le général Buller. On avait donc été conduit, sous la pression des événements, à disloquer complètement le 1er corps d'armée. Les divisions, les brigades, jusqu'aux groupes d'artillerie eux-mêmes, étaient désorganisés. Ajoutons que les troupes avaient encore, à leur arrivée dans l'Afrique du Sud, à compléter leur mobilisation par l'organisation des

(1) Différences qui atteignirent parfois 5 ou 6 jours pour la durée totale du trajet.

(2) Celui de la 1re division d'infanterie.

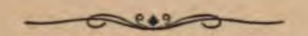
trains régimentaires et des convois, que les chevaux et mulets nécessaires avaient été rassemblés dans des points qui ne convenaient plus à la nouvelle répartition des troupes, et l'on comprendra les difficultés qu'eut à vaincre l'état-major anglais, les retards qui en résultèrent pour l'entrée en ligne des troupes débarquées. C'est surtout aux modifications apportées dans le plan d'opérations qu'il faut sans doute les attribuer ; cependant, si le courant de transport avait été organisé logiquement, les troupes s'y succédant dans un ordre tactique, on aurait conservé, jusqu'au dernier moment, la possibilité de changer leurs destination sans disloquer les grandes unités.

(*A suivre.*) (160)

LA

JOURNÉE DU 16 AOUT 1870

D'après de récentes publications allemandes [1].



Le IIIe corps.

1° *Le 14 au soir.* — Le 14 août, à l'issue de la marche, le IIIe corps stationnait, partie au cantonnement, partie au bivouac, à Vigny, Pagny-les-Goin, Louvigny, Allemont, couvert dans la direction de Metz par la 6e division de cavalerie.

Le général von Alvensleben, commandant du corps d'armée, reçut dans la soirée deux ordres pour la journée du 15, l'un du prince Frédéric-Charles qui lui prescrivait d'aller à Cheminot, afin de se porter le 16 sur la Moselle, l'autre du Roi, qui l'invitait à rester sur place, tout en se tenant prêt à marcher au premier signal.

Le général, en présence d'instructions contradictoires, ne se pressa pas de dicter sa « disposition », non plus que de faire trancher le différend. Certain d'être toujours en mesure de faire gagner à temps au IIIe corps les 7 ou 8 kilomètres qui le séparaient de Cheminot, il préféra attendre le retour de deux officiers d'état-major, envoyés par son ordre, à la découverte, dès que la canonnade eut retenti dans la direction du Nord.

Ces officiers rentrèrent au quartier général assez tard

(1) Voir le numéro de mai, p. 369.

dans la soirée. Leurs rapports et les renseignements fournis par la 6e division de cavalerie ne laissèrent aucun doute à l'état-major du IIIe corps sur l'exécution d'un mouvement rétrograde des Français vers l'Ouest.

Le chef d'état-major, colonel von Voigts-Rhetz, connaissait à merveille les environs de la forteresse. Il savait que l'armée ennemie éprouverait certaines difficultés et, par suite subirait quelque retard, avant de déboucher sur le plateau de Gravelotte. En marchant très vite, on avait des chances pour atteindre ses arrière-gardes.

2° *Le 15 au matin.* — Lorsque le 15, à l'aube, Voigts-Rhetz se présenta dans la chambre de son général, et lui rendit compte des événements, ce dernier l'arrêta dès les premiers mots, se leva sur son séant, et s'écria : « Allons, en route ! »

« Je crus devoir lui faire remarquer, écrit Voigts-« Rhetz dans ses notes, que nous allions nous mettre en « opposition avec les ordres formels donnés par le Roi; « que le corps encourait une grande responsabilité, etc.

« Si le général avait éprouvé la moindre hésitation, « ce mot l'aurait certainement décidé. Il avait, en effet, « le *goût des responsabilités.* »

Le général Constantin von Alvensleben, né en 1809, était âgé de 61 ans à l'époque de la guerre. Il avait de brillants états de service. Entré dans la garde comme jeune officier, il revint plus tard dans ce corps d'élite où il commanda un régiment d'abord, puis une brigade, avec laquelle il prit part, en 1866, au combat de Soor et à la bataille de Sadowa.

Mis à la tête de la 1re division de la garde après la guerre contre l'Autriche, il dut quitter sa troupe, au premier jour de la mobilisation, pour remplacer le prince Frédéric-Charles au commandement du IIIe corps. Entre temps Alvensleben servit à plusieurs reprises dans l'état-major et fut même employé pendant une

année au ministère de la guerre, où il montra de sérieuses qualités administratives.

Les connaissances du général se multiplièrent, grâce aux emplois qu'il occupa toujours avec distinction, grâce aussi à l'étude approfondie des campagnes où il puisa une saine doctrine. Bon officier d'état-major, il pouvait voir nettement le but à atteindre et étayer un plan sur des bases solides. Bon officier de rang, il était capable, ce qui vaut mieux encore, de poursuivre son but avec une indomptable énergie. Plein d'initiative, il appliquait les idées qui lui semblaient justes, sans rechercher l'approbation d'en haut, défendait ses projets et soutenait ses subordonnés avec une opiniâtreté qui le mettait parfois en conflit avec ses chefs. Cette intransigeance d'idées prit, après la guerre, de telles proportions, qu'il dut se retirer prématurément du service, en 1873. En 1870, il tenait la première place parmi les généraux prussiens, par l'intelligence et l'énergie. Plein d'allant, il avait acquis cette conviction que les Allemands savaient vaincre, mais ne savaient pas profiter de la victoire.

Alvensleben exécute son projet de marche vers la Moselle. — Le IIIe corps était bien placé pour recueillir les fruits de la bataille du 14. Logique avec lui-même, Alvensleben résolut de porter ses divisions vers la Moselle, afin de ne pas laisser aux Français le bénéfice d'une journée d'avance. La note suivante fut aussitôt rédigée et adressée au commandant de l'armée : « Les « motifs pour lesquels le IIIe corps devait rester aujourd'hui sur ses emplacements étaient basés : 1° sur l'hypothèse que des fractions ennemies importantes se « tenaient encore en avant de Metz, sur la rive droite « de la Moselle, prêtes à prendre l'offensive ; 2° sur la « nécessité d'accorder un jour de repos aux hommes, « après les marches des derniers jours. Les probabilités « d'une offensive ennemie sont devenues très faibles,

« après la bataille d'hier, et d'autre part, le IIIe corps « n'a pas besoin de repos. D'après l'idée maîtresse de « la manœuvre qui consiste à pousser l'armée au delà « de la Moselle, j'ai l'intention d'effectuer, aujourd'hui « même, le passage du cours d'eau, si les reconnais- « sances prescrites permettent de constater l'existence « d'un pont à Pagny, ou la possibilité de créer un pas- « sage aux environs.

Afin de marcher plus aisément et d'être en mesure de se former plus tôt sur la rive gauche du fleuve, le IIIe corps se mit en mouvement sur deux colonnes : à droite, la 5e division d'infanterie de Vigny à Cerny (pont de Novéant), par Sillegny ; à gauche la 6e division d'infanterie et l'artillerie de corps sur Champey, où un pont de bateaux était en construction. La 6e division de cavalerie devait couvrir vers Metz et suivre ensuite la colonne de droite.

Le mouvement fut entamé, sans perte de temps ; mais, au grand chagrin d'Alvensleben, un ordre écrit du commandant de la IIe armée vint brusquement interrompre la marche commencée, lorsque déjà les têtes de colonne atteignaient la Seille. Tout en rendant hommage à l'activité et à l'initiative intelligente de son subordonné, le prince ne se croyait pas autorisé à transgresser les prescriptions très nettes du généralissime, qui réservaient l'emploi du IIIe corps. En conséquence, les colonnes s'installèrent au bivouac, attendant pour avancer l'autorisation formelle du Roi. Elle fut accordée seulement dans l'après-midi et aussitôt Alvensleben donna l'ordre de reprendre la marche vers la Moselle.

Les deux divisions s'ébranlèrent à 6 heures. La colonne de droite passa à Novéant, sur le pont fixe. A gauche, l'infanterie de la 6e division franchit la rivière sur le pont de bateaux de Champey, mais les armes à cheval durent faire un détour et passèrent à Pont-à-Mousson. Tous ces mouvements prirent un temps si

long que les derniers éléments ne purent s'installer au bivouac avant 2 heures du matin, la 5e division près de Novéant, la 6e près de Pagny. La 6e division de cavalerie restait sur la rive droite, à Coin-sur-Seille.

3° *Ordres pour le* 16. — Malgré la fatigue des hommes et des chevaux, Alvensleben, ne recevant aucune nouvelle de la 5e division de cavalerie (1), qui, depuis le matin, était cependant en contact, conclut à la retraite rapide des Français et à la nécessité de marcher sans désemparer.

L'ordre d'armée lui prescrivait de porter, le 16, le IIIe corps sur Mars-la-Tour ou Rezonville. En conséquence, il dicta la « disposition » suivante : « Demain, « par ordre supérieur, le IIIe corps ira s'établir à cheval « sur la route de Metz à Verdun.

« Dans ce but, la 6e division d'infanterie rompra « à 5 heures du matin et marchera par Arnaville-Onville « sur Mars-la-Tour. La division fera reconnaître en « temps utile, par des officiers détachés en avant, l'état « des chemins, connus seulement d'après les indications « de la carte.

« L'artillerie de corps suivra à 7 heures.

« La 6e division de cavalerie devra avoir franchi, de- « main, avant 5 h. 1/2, le pont de Novéant et continuera « ensuite par Gorze sur Vionville.

« La 5e division d'infanterie suivra la 6e division de « cavalerie. »

Notre intention n'est pas d'analyser en détail cet ordre très instructif, qui règle d'ailleurs le mouvement avec précision. On doit cependant constater que, *dès le* 15, le général Alvensleben aurait pu détacher sa division de cavalerie sur la rive gauche de la Moselle, en se couvrant vers Metz (rive droite) à l'aide des régiments

(1) La 5e division de cavalerie, rattachée au Xe corps, s'était portée le 15 au matin sur Mars-la-Tour, venant de Thiaucourt.

divisionnaires. De fait, pour avoir négligé cette précaution, il a été privé de tout renseignement, pour ainsi dire jusqu'à la prise du contact par l'infanterie. A-t-il compté sur la 5e division de cavalerie, rattachée au Xe corps? Espérait-il recevoir des nouvelles de Thiaucourt, où cantonnait l'état-major de ce corps d'armée? Quoi qu'il en soit, il convient de tirer de ce cas concret deux conclusions pratiques :

1° En principe, on doit seulement compter sur la cavalerie dont on dispose directement;

2° Un corps doit assurer sa liaison avec les corps voisins, au moyen d'officiers mis au courant de la situation et accompagnés de cavaliers intelligents.

Mais, si l'on veut bien laisser de côté les points secondaires de la question, il faut admirer sans réserve l'entrain et l'initiative dont le commandant du IIIe corps a donné, en ces jours de crise, un si rare et si fécond exemple.

Le Xe corps.

Le chef du Xe corps d'armée ne présentait avec Alvensleben que deux traits de ressemblance bien lointains. Agé, lui aussi, de 61 ans, le général von Voigts-Rhetz s'était signalé, au temps de sa jeunesse, par sa bravoure, son intelligence, sa modestie, ses qualités d'excellent camarade. Employé pendant toute sa carrière à des fonctions d'état-major, il rendit des services signalés, d'abord au Ve corps, puis, en 1866, au quartier général de la Ire armée, où il fut le bras droit du prince Frédéric-Charles. Après cette guerre, on l'affecta au commandement du Xe corps, situation délicate dans une province nouvellement annexée.

Malheureusement, il fut atteint d'une grave maladie en 1869; au début de la guerre, « *il avait déjà dépassé*, dit Cardinal von Widdern, *la limite de sa résistance physique et intellectuelle*. En 1873, son intelligence s'ob-

scurcit ». Par contre, son chef d'état-major, le lieutenant-colonel von Caprivi (depuis chancelier de l'Empire), remarquablement doué, usait de la confiance que lui témoignait son chef, pour régler de son mieux les affaires du corps d'armée. Pas n'est besoin de lire longtemps le chapitre consacré par Widdern à l'étude des mouvements du Xe corps, pour se rendre compte que ce chef d'état-major infatigable suppléait de la manière la plus efficace et la plus complète ce commandant de corps d'armée fatigué.

Emplacement du Xe corps, le 15 *août au soir.* — Le 15 août, dans la soirée, les troupes du Xe corps occupaient les emplacements suivants :

Quartier général à Thiaucourt.

19e division	Gros, à Thiaucourt. Détachement Lyncker, à Novéant. Deux bataillons, deux escadrons, une batterie (garde du pont).
20e division	Au bivouac, à Atton.
Artillerie de corps.	Deux batteries à cheval, à Thiaucourt. Deux batteries légères et deux lourdes, à Atton.
Fractions rattachées au Xe corps	5e division de cavalerie, à Puxieux, Xonville. Brigade des dragons de la garde, à Thiaucourt.

Ordre de l'armée pour la journée du 16. — L'ordre du prince Frédéric-Charles pour la journée du 16 portait que le Xe corps devait s'avancer vers la route de Metz-Verdun (quartier général à Saint-Hilaire), en poussant le plus avant possible les fractions laissées à Pont-à-Mousson et dans la vallée de la Moselle. La cavalerie avait mission de reconnaître les Hauts de Meuse et les points de passage de ce cours d'eau en amont de Verdun (Dieue et Génicourt). Cet ordre parvint au quartier général du Xe corps, assez tard dans la soirée. La « disposition » du corps pour le 16 fut toute différente.

Le chef d'état-major avait, en effet, reçu un rensei-

gnement très important de la 5e division de cavalerie, daté de Xonville, 5 heures après-midi : « D'après une « nouvelle qui me parvient à l'instant, écrivait le gé- « néral von Rheinbaben, des fantassins ennemis s'avan- « cent sur Xonville-Puxieux. Il serait désirable que « l'infanterie fût envoyée de Thiaucourt à Dommartin. « Une reconnaissance me signale des vedettes ennemies « près de Vionville et un *grand camp de tentes de toutes* « *armes en avant de Rezonville.* »

Le contenu et le point de départ de ce compte rendu permettaient de conclure que la route directe de Metz à Verdun était libre, à l'ouest de Vionville, et que l'ennemi, s'il battait en retraite, se retirerait certainement plus au Nord. Il est surprenant que la 5e division de cavalerie n'ait pas jeté en avant des reconnaissances, pour recouper les routes d'Étain et de Briey. Elle eût, du premier coup et sans difficulté, éclairé les Allemands sur la situation vraie. Mais il serait trop long de relever les fautes et de rechercher les causes morales de la mollesse, du manque d'initiative des cavaliers allemands, en 1870.

D'ailleurs, comment la 5e division de cavalerie pouvait-elle croire à l'obligation de fournir des renseignements précis, lorsque le commandant du Xe corps négligeait la précaution élémentaire de transmettre au quartier général de l'armée l'importante nouvelle reçue dans la soirée ?

Modifications aux mesures prescrites par le commandant de l'armée. — Le lieutenant-colonel von Caprivi comprit tout au moins que des modifications à l'ordre d'armée devenaient indispensables. Il se rendit très justement compte de deux nécessités primordiales qui consistaient : 1° à compléter, coûte que coûte, la reconnaissance de cavalerie ; 2° à disposer le Xe corps de manière à pouvoir le diriger au nord ou à l'ouest, d'après les données de cette reconnaissance.

En conséquence, après entente avec son général, il arrêta les dispositions suivantes : La 5e division de cavalerie, au lieu de se diriger vers les Hauts de Meuse, aurait pour mission d'attaquer à la pointe du jour, afin d'en déterminer l'importance, les troupes du camp ennemi, dressé depuis la veille en avant de son front.

Pour le corps d'armée lui-même, il fut décidé que le gros (20e division et artillerie de corps) irait à Thiaucourt, d'où l'on pourrait, à volonté, soit le faire remonter vers Mars-la-Tour pour appuyer le IIIe corps, soit le porter directement sur Saint-Hilaire. En avant du gros, deux avant-gardes, composées chacune d'une brigade mixte, étaient détachées dans les deux directions probables de marche, l'une à Chambley (37e) (1), l'autre à Saint-Hilaire (38e et brigade de dragons de la garde).

Enfin, pour renforcer la 5e division de cavalerie, le chef d'état-major résolut de partir, le 16, avant l'aube, avec les deux batteries à cheval de l'artillerie de corps, sous l'escorte d'un escadron. Il espérait avoir assez d'influence pour secouer la torpeur du général von Rheinbaben et le décider à partir. Il était, d'ailleurs, entendu qu'au besoin, sans attendre d'ordres, il aurait qualité pour prescrire, de lui-même, le changement de direction des colonnes du corps d'armée. Toutes ces dispositions répondaient bien à la situation.

Critique de Cardinal von Widdern. — Widdern critique, il est vrai, le fractionnement du corps d'armée en colonnes très éloignées les unes des autres. Mais ce reproche mérité vise les distances et nullement les mesures d'ensemble. On ne voit pas pourquoi, par exemple, l'avant-garde de Saint-Hilaire n'a pas reçu l'ordre de s'arrêter à Woel, où elle assurait bien le débouché éventuel du corps d'armée au delà de la région boisée. La

---

(1) Le détachement Lyncker devait se porter de Novéant sur Chambley pour y rallier le gros de sa brigade (37e).

brigade de dragons eût, seule, poussé sur Saint-Hilaire, détachant des reconnaissances, pour recouper les routes d'Étain et de Briey. Le lieutenant-colonel von Caprivi, par un jeu de diplomatie subtil, a voulu, sans doute, se conformer à la lettre de l'ordre de l'armée et se ménager la possibilité d'en violer l'esprit. Or, cet ordre indiquait bien Saint-Hilaire comme emplacement éventuel du quartier général du X[e] corps. Combien il eût été plus simple et plus franc de signaler simplement au commandant de l'armée les modifications nécessitées par les circonstances ! Par ce procédé correct, on écartait toutes les difficultés et surtout on permettait au prince de prendre les dispositions voulues pour faire appuyer éventuellement sur l'aile droite les corps les plus éloignés de la II[e] armée.

Toutefois, l'initiative du X[e] corps n'a pas été inutile et si le III[e] corps a été sauvé, le 16, d'un grand danger, il le doit à l'activité, à l'esprit de solidarité qui animaient tous les chefs de l'armée allemande.

(*A suivre.*) (146)

LES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES EN CHINE

(1900-1901) (1)

I

LES OPÉRATIONS RUSSES EN MANDCHOURIE.

TROISIÈME PARTIE.

LES OPÉRATIONS.

On a vu précédemment la situation spéciale que la Russie avait su se créer en Mandchourie. La convention de 1896 lui permit de faire traverser cette vaste contrée par son Transsibérien, qui était ainsi raccourci de plus de 500 kilomètres et évitait la plaine marécageuse de l'Amour pour passer dans des pays fertiles et peuplés. En 1898, elle prenait pied dans la presqu'île du Kvantoun, en obtenant la construction d'un embranchement venant aboutir à Talienvan et à Port-Arthur, c'est-à-dire à un débouché toujours libre de glaces. Des troupes russes, soldées, il est vrai, par le ministère des finances, étaient chargées de protéger les travaux du chemin de fer et occupaient ainsi les points principaux du territoire. Le chemin de fer de

---

(1) Voir le nº de mai de la *Revue*, p. 395.

l'Est chinois était donc, malgré son nom, une œuvre russe, destinée à servir presque exclusivement aux desseins de la politique russe, à assurer leur prédominance dans les questions relatives à l'Asie du Nord.

Les troubles de juin 1900, l'insurrection des Boxers, la mobilisation des soldats réguliers et la déclaration de guerre à tous les étrangers, menaçaient de compromettre sérieusement l'avenir de cette entreprise. Les travaux de la voie ferrée avaient été bouleversés ; personnel et troupes de garde avaient dû se réfugier en partie sur le territoire de la Sibérie ; une autre partie était assiégée dans Kharbine par des forces considérables ; la presqu'île du Liao-Doun, au nord du Kvantoun, qui constituait, en vertu des traités, une zone neutre, avait été envahie par les bandes chinoises. Enfin, non contents d'expulser les Russes, les Chinois avaient pris l'offensive du côté de Blagoviéchtchensk et formaient des rassemblements importants à Houn-tchoun, en face de la baie de Possiet.

Pour éviter de perdre, avec son prestige, les fruits de sa patiente et habile politique, la Russie devait agir vigoureusement et porter des coups rapides à ceux qui, la veille encore, étaient ses associés nominaux dans la construction du Transmandchourien. Nous avons vu l'effort considérable qu'elle avait produit et qui lui permettait de lancer contre les troupes chinoises quatre corps d'armée, soit environ 200,000 hommes. Mais, grâce à l'énergie et à l'audace de ses chefs militaires, grâce à l'endurance remarquable et au courage de ses troupes d'Asie, elle n'eut pas besoin d'employer toutes ces forces : elle avait reconquis presque entièrement le territoire du chemin de fer avant l'arrivée des renforts expédiés d'Europe.

Nous allons examiner, d'après les comptes rendus de la presse militaire russe, les opérations des différentes colonnes qui furent chargées d'agir en Mandchourie.

Leur premier but devait être naturellement d'arrêter l'offensive chinoise à Blagoviéchtchensk et d'assurer la liberté de la navigation sur l'Amour, qui constituait la base des opérations. Aussi nous verrons tout d'abord deux colonnes partir par eau, l'une de Khabarovsk, l'autre de Striétensk, pour balayer les abords du fleuve, renforcer la garnison de Blagoviéchtchensk et lui permettre de repousser les assaillants.

Les Russes avaient ensuite à reprendre aux bandes de réguliers chinois et de Boxers toute la voie ferrée et, pour se garantir contre le retour de nouvelles attaques, à s'emparer de Tsitsikar, de Kirine, de Moukden, les capitales des trois provinces mandchoues, d'où les gouverneurs avaient dirigé le mouvement.

Le théâtre des opérations était partagé en deux parties : au nord de Téline devaient agir les troupes de la circonscription de l'Amour; au sud, celles de la province du Kvantoun.

Dans la partie Nord, quatre routes d'invasion se présentaient naturellement aux colonnes russes : à l'Ouest, le tracé de la voie ferrée Haïlar, Tsitsikar ; au centre, la route Aïgoun, Merghen, Tsitsikar, suivie par les Chinois qui attaquaient Blagoviéchtchensk ; au Nord-Est, le Soungari, la voie principale d'évacuation et de ravitaillement du chemin de fer ; au Sud-Est, la ligne ferrée Nikolsk, Ajé-hé.

Ces routes furent employées simultanément par quatre colonnes dont les mouvements tendaient à une concentration à Kharbine. La colonne de l'Ouest avait à reprendre la voie ferrée jusqu'à Tsitsikar, en forçant le passage fortement défendu du grand Khingan. Celle du centre, après avoir battu les troupes chinoises d'Aïgoun, devait marcher également sur Tsitsikar, puis de là sur Kirine. La colonne du Soungari devait se hâter pour porter secours au général Guerngross, enfermé à Kharbine, et rayonner ensuite à l'Ouest et à l'Est pour se

relier aux autres colonnes. Celle de Nikolsk avait, pour dégager la voie ferrée, à s'emparer de Ningoutte, puis de Kirine.

En outre, une cinquième colonne était chargée de disperser les rassemblements chinois de Houn-tchoun, qui menaçaient les territoires russes de Possiet ou pouvaient se porter sur le flanc de la colonne de Nikolsk.

Dans la Mandchourie du Sud, la principale ligne d'opérations était tracée par la voie ferrée qui conduit de Port-Arthur à Moukden et Téline, puis à Kharbine. Les troupes du Kvantoun devaient donc expulser d'abord les troupes chinoises qui s'étaient installées dans la zone neutre du Liao-Doun; puis, partant de la base Dachitsao, Inkow, se porter à la conquête du chemin de fer et de Moukden pour donner la main, à Téline, aux troupes de l'Amour venant du Nord.

Ce sont les opérations de ces différentes colonnes que nous allons maintenant décrire avec quelques détails, en examinant : 1° les opérations sur l'Amour; 2° les opérations dans la Mandchourie du Nord; 3° les opérations dans la Mandchourie du Sud.

A. — Opérations sur l'Amour.

Nous avons vu (1) que le général Gribski, au moment où les Chinois commençaient le bombardement de Blagoviéchtchensk, n'avait sur ce point que 2 bataillons 1/4, 14 canons, 5 sotnias de troupes actives, un détachement local, un bataillon de dépôt, 480 miliciens et 670 volontaires. Les Chinois, établis sur la rive droite, étaient au nombre d'environ 18,000, avec 45 canons, et attendaient encore de Tsitsikar un parti important avec 10 canons.

Des renforts furent immédiatement dirigés sur Blagoviéchtchensk, de Khabarovsk et de Striétensk.

(1) Voir *Revue militaire des Armées étrangères*, mars 1901, p. 245.

A Khabarovsk, le colonel Servianov s'embarqua, le 18 juillet, avec un détachement comprenant 2 bataillons du 14e régiment de chasseurs de la Sibérie orientale, le 10e bataillon-frontière de la Sibérie orientale, 1 sotnia cosaque de l'Amour, la 4e batterie de la 1re brigade d'artillerie de la Sibérie orientale, à 8 pièces et 2 mortiers; au total, 3 bataillons, 1 sotnia et 10 canons.

Le 20 juillet, il passait à Mikhaïlo-Séménovski. Le 24, le vapeur *Alexis*, qui avait été envoyé en avant pour faire du bois, fut accueilli, en face de Raddé, par des coups de feu. On débarqua aussitôt deux compagnies, qui s'emparèrent d'un poste, malgré un feu violent, et firent sauter trois magasins à poudre : les Chinois laissèrent 300 des leurs sur le terrain.

La colonne continua ensuite sa route, détruisant encore quelques postes sur le rivage. Le 30 juillet, à hauteur de Constantinovka, elle ouvrait le feu contre une petite redoute, dont les défenseurs s'enfuyaient dès les premiers coups de canon. Les Cosaques, lancés à leur poursuite, en prirent une partie et s'emparèrent de deux canons en bronze et d'un certain nombre de fusils. Le 1er août, le colonel Servianov arrivait à Blagoviéchtchensk.

De Striétensk étaient parties, sur la Chilka et l'Amour, deux petites colonnes commandées : la première par le colonel Chvérine, la seconde par le général major Rennenkampf. Elles comprenaient au total 5 bataillons, 2 sotnias et 18 canons.

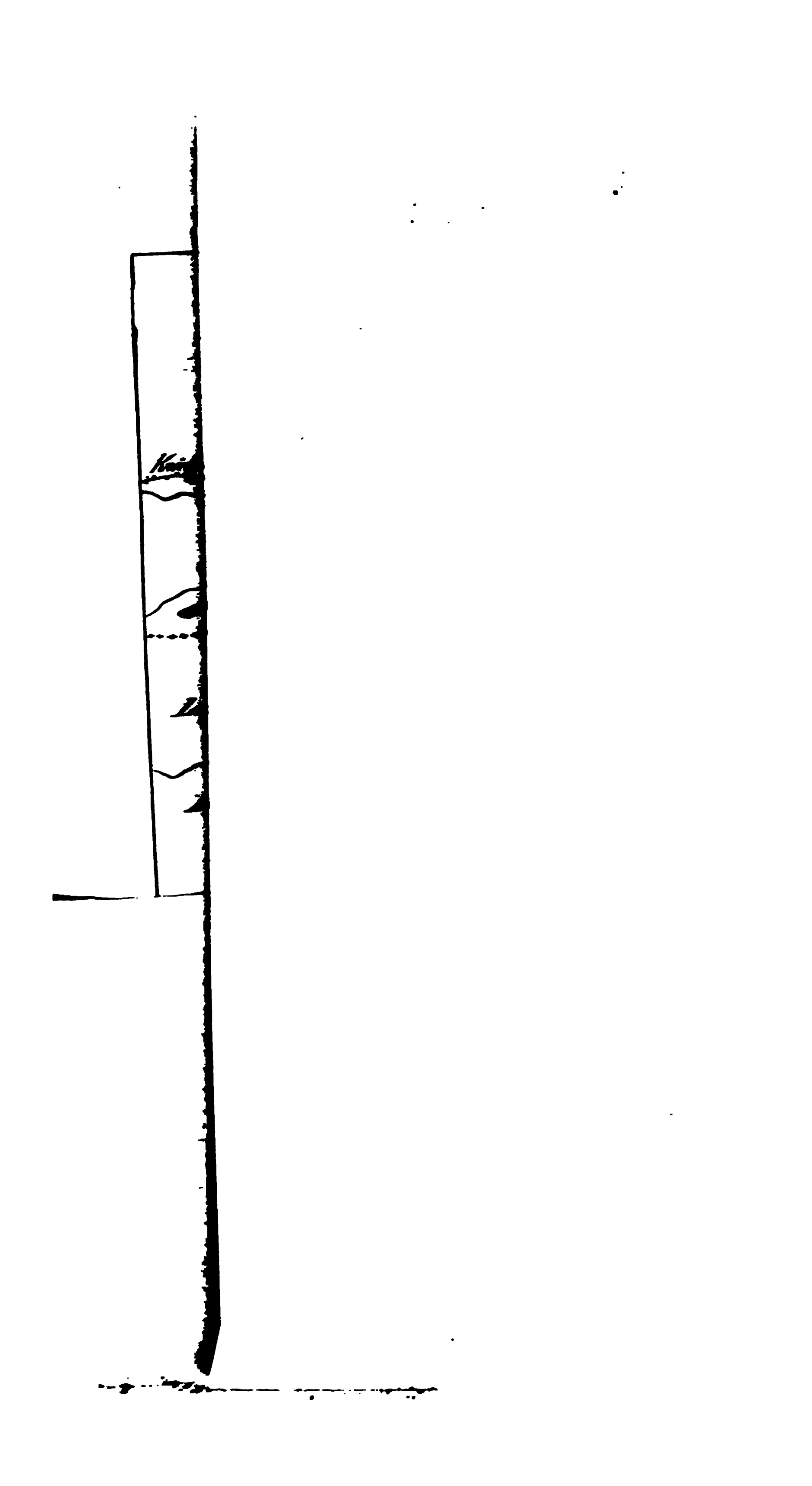
Le 25 juillet, en approchant du village chinois de Mohé, la colonne Chvérine fut accueillie par des salves d'infanterie. Elle débarqua quelques compagnies qui repoussèrent les Chinois et brûlèrent le village. Une compagnie et demie fut laissée sur ce point pour protéger la navigation, et les autres continuèrent leur route. La colonne Chvérine arrivait tout entière à Blagoviéchtchensk dans la soirée du 1er août.

La colonne Rennenkampf partit en deux échelons, les 24 et 26 juillet. Le 29, elle débarquait près de Mohé un détachement des trois armes qui se dirigea vers les mines d'or de la Jeltoukha : il rencontra les Chinois à 15 kilomètres du rivage, les mit en fuite et arrêta les travaux des mines. La colonne arrivait à Blagoviéchtchensk le 2 août, après avoir débarrassé la rive droite de l'Amour et y avoir laissé de petites garnisons sur les points principaux. Dans la nuit du 3 au 4, elle allait rejoindre les troupes du général Gribski, qui opéraient contre Aïgoun.

Pendant que ces renforts étaient en route pour la rejoindre, la garnison de Blagoviéchtchensk ne restait pas inactive, malgré le bombardement auquel elle était soumise. Dès le 19 juillet, elle avait purgé la Transzeïa des bandes chinoises qui y avaient pénétré. Elle exécuta en outre quelques sorties heureuses sur la rive droite de l'Amour, en particulier pendant la nuit ; elle força ainsi les Chinois à reporter leurs batteries plus loin du fleuve, leur prit quelques canons et incendia des maisons à Sakhaline. Le vapeur *Sélenga* croisait sur l'Amour et coopérait par son tir aux diverses opérations.

Dès que les colonnes Servianov et Chvérine arrivèrent à Blagoviéchtchensk, elles furent lancées, le 2 août à 3 heures du matin, sur la rive droite de l'Amour, repoussèrent les Chinois, en leur infligeant des pertes sérieuses, et s'emparèrent de Sakhaline, où elles trouvèrent de nombreux fusils et des munitions. Pendant ce temps, les mortiers de campagne installés sur la rive gauche du fleuve tiraient sur Aïgoun.

Le 3 août, les Russes continuèrent leur mouvement [illegible] sur la rive droite, rejetant successivement l'ennemi des positions fortifiées qu'il avait préparées sur le [illegible] d'Aïgoun. Les Cosaques exécutèrent une série [illegible] audacieuses, en particulier sur les flancs de



l'ennemi, et s'emparèrent de deux canons en acier. Une quantité considérable de munitions fut trouvée dans les villages. Le bombardement d'Aïgoun par les mortiers continua avec succès et de nombreux incendies furent allumés dans la ville.

Le 4, malgré le pays coupé et montagneux qui favorisait la défense, les Russes, conduits par le général Soubbotitch, se portèrent à l'attaque d'Aïgoun. Le combat dura de 2 heures à 9 heures : les Chinois furent successivement chassés de quatre fortes positions avancées et se retirèrent, partie vers Tsitsikar, partie dans Aïgoun même, où ils s'installèrent derrière des tranchées et dans les maisons. Après un combat très vif, ils durent évacuer la ville et se mirent en retraite, les uns le long de l'Amour, la plus grande partie sur la route de Tsitsikar. L'artillerie avait considérablement contribué à la prise d'Aïgoun et évité des pertes à l'assaillant ; la retraite du défenseur fut amenée par le mouvement tournant d'une petite colonne, composée de quatre compagnies et d'une demi-sotnia.

Les Chinois furent poursuivis sur la rive droite de l'Amour par le colonel Vroublevski ; vers Tsitsikar, par la colonne Servianov et les sotnias à cheval du général Rennenkampf. Celui-ci les refoula continuellement pendant la soirée du 5 ou la journée du 6 et les mit en pleine déroute. Il rentra à Aïgoun dans la nuit du 6 au 7, ramenant comme trophées deux mitrailleuses et neuf drapeaux.

Avec la prise d'Aïgoun, la frontière russe était à l'abri des insultes ennemies ; l'intérêt principal des opérations se reportait sur la Mandchourie elle-même, où diverses colonnes se mettaient en mouvement pour reconquérir la voie ferrée.

(*A suivre.*) (111)

LES

MANŒUVRES IMPÉRIALES DE 1900

EN ALLEMAGNE.

PREMIÈRE PARTIE.

D'après la presse allemande, les manœuvres impériales de 1900 devaient comprendre des opérations basées sur la coopération étroite de la flotte et de l'armée de terre, en permettant l'étude des questions se rapportant à l'embarquement ou au débarquement des troupes. Une brigade mixte, composée de 4 bataillons, d'un escadron et d'une batterie, devait être embarquée à Dantzig et transportée à Swinemünde (1).

Mais les événements de Chine sont venus tout ajourner; les vapeurs de la ligne *Hamburg-Amerik* et de la compagnie *Norddeutsche Lloyd*, qui devaient être affrétés pour les manœuvres, ont reçu, ainsi qu'une grande partie des meilleurs cuirassés, de plus lointaines destinations.

Bien que le côté mécanique des opérations d'embarquement et de débarquement n'ait pu être étudié à l'occasion des manœuvres d'automne, il a été, par contre, expérimenté sur une plus grande échelle pour le transport en Chine de 22,500 hommes environ, de 12 batteries, dont 4 d'obusiers, et d'un matériel considérable.

Ces opérations ont été effectuées dans des conditions d'ordre, de rapidité et de précision remarquables. L'ab-

---

(1) *Militär Wochenblatt* du 16 janvier 1901.

sence des meilleures unités de la flotte n'a donc pas permis de donner aux manœuvres impériales le caractère spécial qu'on leur avait attribué primitivement ; elles se sont bornées à l'action de deux partis opérant sur la rive droite de l'Oder, au sud-est de Stettin. En même temps, il est vrai, s'effectuaient des manœuvres navales, auxquelles assistaient un certain nombre d'officiers d'état-major de l'armée de terre, et qui ont pris fin devant Swinemünde ; mais leur action, pour ainsi dire indépendante, n'a eu qu'une lointaine connexité avec les manœuvres de Poméranie.

I. — Organisation des manœuvres.

Les effectifs en présence ont été à peu près les mêmes qu'en 1898 et 1899 (1).

Le parti rouge était constitué par le IIe corps, formé pour la circonstance à 4 divisions (2 divisions normales, 2 divisions provisoires) et une division de cavalerie A ; il comprenait 43 bataillons, 40 escadrons, 44 batteries. Le parti bleu était formé par le corps de la Garde à 3 divisions (2 normales et une provisoire) et la division de cavalerie de la Garde ; il comprenait 40 bataillons et demi, 40 escadrons, 37 batteries.

Pour la constitution des divisions d'infanterie provisoires, le corps de la Garde avait été renforcé par des unités du IIIe corps, par les 6 batteries de l'école de tir de campagne et par le bataillon d'instruction ; le IIe corps par des fractions appartenant aux Ier, IIIe, V^{e}, XVIIe corps et par les troupes de chemin de fer.

---

(1) Effectifs ayant pris part aux manœuvres des deux années précédentes :

	Bataillons.	Escadrons.	Batteries.
1898	81	60	69
1899	90 1/2	92	67
1900	83 1/2	80	81

ORDRES DE BATAILLE.

PARTI ROUGE :

IIe corps d'armée et Division de cavalerie A.

Commandant en chef : général de la cavalerie VON LANGENBECK.

Chef d'état-major : lieutenant-colonel BENDEMAN.

IIe CORPS D'ARMÉE.	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	TROUPES TECHNIQUES.
3e DIVISION.				
5e brigade d'infanterie (2e et 42e régiments)	6	»	»	»
6e brigade d'infanterie (9e et 54e régiments)	6	»	»	»
1er, 2e, 3e escadrons du 9e régiment de uhlans	»	3	»	»
3e brigade d'artillerie de campagne (2e et 38e régiments)	»	»	11	»
Une section de l'abtheilung télégraphique de corps	»	»	»	»
Une section d'équipage de pont divisionnaire	»	»	»	»
1re et 2e compagnies du 17e bataillon de pionniers	»	»	»	1/2
4e DIVISION.				
7e brigade d'infanterie (34e et 129e régiments)	6	»	»	»
8e brigade d'infanterie (49e et 140e régiments)	6	»	»	»
4e et 5e escadrons du 9e régiment de uhlans	»	2	»	»
4e brigade d'artillerie de campagne (17e et 53e régiments)	»	»	11	»
Deux section de l'abtheilung télégraphique de corps	»	»	»	»
Une section d'équipage de pont divisionnaire	»	»	»	»
3e compagnie du 17e bataillon de pionniers	»	»	»	1/4
41e DIVISION.				
74e brigade d'infanterie (148e et 149e régiments)	4	»	»	»
71e brigade d'infanterie (5e et 128e régiments)	6	»	»	»
1er et 2e escadrons du 3e régiment de hussards	»	2	»	»
41e brigade d'artillerie de campagne	»	»	10	»
Une section de l'abtheilung télégraphique de corps	»	»	»	»
4e compagnie de pionniers, 17e bataillon	»	»	»	1/4
A reporter	34	7	32	1

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	TROUPES TECHNIQUES.
Report.....	34	7	32	1
42e DIVISION.				
90e brigade d'infanterie (3e bataillon de chasseurs et 48e régiment)............	4	»	»	»
Brigade de chemins de fer (2e et 3e régiments).............................	5	»	»	»
3e, 4e et 5e escadrons de hussards.........	»	3	»	»
42e brigade d'artillerie de campagne.......	»	»	10	»
Abtheilung d'aérostiers..................	»	»	»	»
Division de cavalerie A.				
Lieutenant général VON KUHLMAY.				
4e brigade (12e régiment de dragons et 12e régiment de uhlans)..............	»	10	»	»
36e brigade (5e régiment de hussards et 10e régiment de uhlans)..............	»	10	»	»
Brigade de hussards du corps (1er et 2e régiments)...........................	»	10	»	»
Groupe à cheval du 35e régiment d'artillerie................................	»	»	2	»
Détachement de pionniers du 17e bataillon.	»	»	»	»
TOTAL du parti rouge.....	43	40	44	1

PARTI BLEU :

Corps d'armée de la Garde.

Commandant en chef : général de l'infanterie VON BOCK UND POLACH.

Chef d'état-major : lieutenant-colonel VON BELOW.

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	TROUPES TECHNIQUES.
1re DIVISION.					
1re brigade d'infanterie.	1er et 3e régiments de la Garde à pied..................	6	»	»	»
	Bataillon des chasseurs de la Garde..................	1	»	»	»
	Bataillon d'instruction.......	1	»	»	»
2e brigade d'infanterie.	2e régiment de la Garde à pied	3	»	»	»
	Régiment de fusiliers de la Garde..................	3	»	»	»
	4e régiment de la Garde à pied.	3	»	»	»
4e et 5e escadrons du 2e régiment de uhlans de la Garde........................		»	2	»	»
5e escadron des Leib hussards de la Garde.		»	1	»	»
A reporter......		17	3	»	»

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	BATTERIES.	TROUPES TECHNIQUES.
Report.....	17	3	»	»
1re brigade d'artillerie de la Garde........	»	»	12	»
1re et 2e compagnies du bataillon de pionniers de la Garde....................	»	»	»	1/2
Une section de l'équipage de pont divisionnaire................................	»	»	»	»
2e DIVISION.				
3e brigade d'infanterie. — 1er et 3e régiments de grenadiers de la Garde.........	6	»	»	»
3e brigade d'infanterie. — Bataillon de tirailleurs de la Garde..................	1	»	»	»
4e brigade d'infanterie. — 2e et 4e régiments de grenadiers de la Garde.........	6	»	»	»
4e brigade d'infanterie. — École de sous-officiers........	1/2	»	»	»
1er, 2e, 3e escadrons de uhlans de la Garde.	»	3	»	»
2e brigade d'artillerie de la Garde.........	»	»	11	»
3e compagnie du bataillon de pionniers de la Garde..............................	»	»	»	1/4
Une section de l'équipage de pont divisionnaire................................	»	»	»	»
3e DIVISION.				
5e brigade d'infanterie. — 5e régiment de la Garde à pied.	2	»	»	»
5e brigade d'infanterie. — 5e régiment de grenadiers de la Garde.................	2	»	»	»
Brigade combinée. — 3e régiment de grenadiers du corps..................	3	»	»	»
Brigade combinée. — 12e régiment de grenadiers..	3	»	»	»
6e régiment de cuirassiers................	»	5	»	»
3e brigade d'artillerie de la Garde.........	»	»	12	»
4e compagnie des pionniers de la Garde...	»	»	»	1/4
Une section de l'équipage de pont divisionnaire................................	»	»	»	»
Abtheilung d'aérostiers..................	»	»	»	»
Abtheilung télégraphique de corps........	»	»	»	»
Division de cavalerie de la Garde, Général-lieutenant VON MOSSNER.				
1re brigade. — Régiment de gardes du corps.	»	5	»	»
1re brigade. — Régiment des cuirassiers de la Garde................	»	5	»	»
2e brigade. — 1er et 3e régiments de uhlans de la Garde.............	»	10	»	»
3e brigade. — 1er et 2e régiments de dragons de la Garde.............	»	9	»	»
Groupe d'artillerie à cheval de la Garde...	»	»	»	»
Détachement de pionniers de la Garde....	»	»	2	»
TOTAL du parti bleu.....	40 1/2	40	37	4

En examinant l'ordre de bataille ci-dessus, on y trouve une grande variété dans la composition des grandes unités.

L'infanterie des divisions varie entre 9 et 17 bataillons; les différentes brigades en comptent respectivement 4, 5, 6, 7, 8 ou 9. La composition de la 42e division est particulièrement remarquable : une brigade formée d'un régiment d'infanterie et d'un bataillon de chasseurs, une brigade de 5 bataillons de chemin de fer.

Les bataillons de chasseurs disposent chacun d'un groupe de 4 mitrailleuses.

Par suite de la nouvelle organisation de l'artillerie de campagne, les batteries ne constituent plus que de l'artillerie divisionnaire : c'est la première fois qu'aux manœuvres on ne voit plus figurer l'artillerie de corps.

La cavalerie divisionnaire varie de 2 à 5 escadrons; une seule division sur sept possède un régiment complet à 5 escadrons.

Les divisions de cavalerie comprennent toutes deux 3 brigades de 2 régiments à 5 escadrons (un seul régiment à quatre), 2 batteries à cheval, 1 détachement de pionniers. Celle de la Garde est, en outre, appuyée au début des manœuvres par une compagnie de bicyclistes à l'effectif de 3 officiers, 12 sous-officiers, 150 hommes, formée à l'aide des ressources des divers régiments d'infanterie du corps d'armée.

Au cours des manœuvres, les forces respectives des deux partis seront plusieurs fois modifiées, soit par l'attribution au parti bleu d'une 4e division, formée à l'aide d'unités prélevées sur la 1re division et d'éléments représentés par des fanions, soit par la formation d'un corps de cavalerie avec les deux divisions de cette arme, soit par un changement de couleur de la 42e division.

Ces modifications coïncideront avec la prise, par l'Empereur, du commandement du parti renforcé. Sur les cinq journées de manœuvres, il commandera une fois le

IIe corps, une fois la Garde, et une fois le corps de cavalerie.

Effectifs. — Au début des manœuvres, les compagnies d'infanterie comptent 145 hommes environ, les escadrons 120 cavaliers montés, les batteries 60 chevaux et 91 hommes en moyenne. Les batteries sont à 4 ou à 6 pièces sans caissons.

Commandement. — Le commandant du parti bleu, général de l'infanterie Max von Bock und Polach, est âgé de 59 ans. Sorti du corps des cadets en 1860 comme lieutenant, il a pris part aux campagnes de 1860, 1866 et 1870. Admis à l'Académie de guerre après la guerre de 1866, il a occupé successivement différentes situations au Grand État-Major, dont celles d'*oberquartiermeister*. Divisionnaire en 1893, il a pris, en 1897, le commandement du corps de la Garde en qualité de général d'infanterie.

Le commandant du parti rouge, général de la cavalerie Arnold von Langenbeck, est âgé de 60 ans. Lieutenant en 1860, il entra à l'Académie de guerre en 1863, et prit part aux campagnes de 1866 et de 1870. Après avoir commandé un régiment de cavalerie pendant quatre ans, il a exercé les fonctions de chef d'état-major du IVe corps d'armée. Général-major et commandant de brigade de cavalerie en 1890, *oberquartiermeister* en 1893, général-lieutenant en 1894, il commande le IIe corps depuis 1897. Il est général de la cavalerie depuis 1899.

Le commandant de la division de cavalerie de la Garde, général lieutenant von Mossner, est âgé de 55 ans. Lieutenant en 1866, il a pris part aux campagnes de 1866 et 1870. Major en 1887, commandant de régiment en 1891, flügel-adjudant en 1892, commandeur de brigade en 1895, général-major en 1897, chef de l'Institut militaire d'équitation en 1898, il commande depuis 1899 la division de cavalerie de la Garde.

Le commandant de la division de cavalerie A, général lieutenant von Kuhlmay, est inspecteur de la 2ᵉ inspection de cavalerie. Lieutenant en 1864, il prit part aux campagnes de 1866 et de 1870. Il a été employé dans la haute adjudantur et au Grand État-Major; général lieutenant depuis 1898.

Particularités dans le commandement des unités secondaires. — Les six régiments d'artillerie de la Garde étaient commandés par des colonels ou lieutenants-colonels; les huit régiments de même arme du IIᵉ corps par des majors (sauf deux par des lieutenants-colonels).

Au IIᵉ corps, les deux régiments de chemins de fer étaient commandés par des majors.

Dans la division de cavalerie de la Garde, un seul régiment (à quatre escadrons) était commandé par un lieutenant-colonel et un par un major (cinq escadrons).

Dans la division de cavalerie A, aucun régiment ne possédait de colonel; cinq étaient commandés par des lieutenants-colonels, un seul par un major.

Le kronprinz prenait part aux grandes manœuvres en qualité de lieutenant au 1ᵉʳ régiment de la Garde, où il faisait son service.

(*A suivre.*) (160)

L'EXPANSION RUSSE

EN SIBÉRIE (1).

Importance du Transsibérien. — Nous avons vu que le Transsibérien était appelé à rendre les plus grands services à la Sibérie, en facilitant la colonisation, en procurant des débouchés aux richesses naturelles de cette immense région, en établissant des relations commerciales suivies entre elle et la Russie. Mais son rôle est loin de se borner à ces avantages immédiats, et l'avenir ne tardera probablement pas à montrer que le Transsibérien est la plus importante entreprise de la politique russe en Asie. En le construisant, la Russie n'a pas compté en retirer un bénéfice matériel immédiat, mais avant tout un accroissement d'influence extérieure. Ses dépenses totales, en y comprenant celles du Transmandchourien, dépasseront probablement 520 millions de roubles, montant du devis estimatif. Les intérêts de cette somme à 4 p. 100 représentent 21 millions de roubles, que la ligne devrait rapporter comme bénéfice net, si ce n'était qu'une entreprise financière. Il se passera probablement longtemps encore avant que ce résultat soit atteint. Il y a lieu de constater toutefois que le trafic se développe rapidement. Dès 1896, la section déjà construite ne pouvait suffire au transport des voyageurs et des marchandises. De 1896 à 1898, on con-

---

(1) Voir la *Revue des armées étrangères*, nº de mai 1901, p. 425.

struisit 31 haltes nouvelles, on acheta 30 locomotives et 600 wagons. Néanmoins, en 1899, 7,000 wagons de marchandises restaient encore en détresse dans les gares.

Voici d'ailleurs les chiffres du mouvement des voyageurs et des marchandises de 1896 à 1898 :

ANNÉES.	VOYAGEURS.	ÉMIGRANTS.	MARCHANDISES EN POUNDS (16 kil. 380.)
Chemin de fer de la Sibérie occidentale.			
1896	160,000	169,000	10,500,000
1897	236,000	78,000	21,190,000
1898	379,000	195,000	30,000,000
Chemin de fer de la Sibérie centrale.			
1897	177,000	»	5,393,000
1898	476,000	»	11,000,000

Sur la section de la Sibérie occidentale où le mouvement régulier a été établi d'abord, on constate chaque année une augmentation de 50 p. 100 sur le chiffre des voyageurs, et un accroissement plus rapide pour les marchandises. Cette augmentation deviendra encore plus sensible avec l'ouverture d'un débouché sur l'Océan. Il suffit, pour en être convaincu, de se rappeler que la Chine, le Japon et la Corée forment un ensemble de 450 millions d'habitants, donnant déjà lieu à un commerce de 2 milliards de francs, appelés à développer leurs rapports avec l'Europe. Actuellement quatre grandes compagnies de navigation assurent les communications avec l'Extrême Orient (Peninsular Company, Messageries Maritimes, Lloyd Allemand et Lloyd Autrichien), sans compter diverses entreprises de moindre importance comme la Société russe de navigation et de commerce, la Flotte volontaire russe, etc. Malgré une

très grande activité, ces sociétés ne peuvent suffire aux besoins du commerce.

Le Transsibérien prendra certainement une large part dans les échanges entre l'Europe et l'Extrême Orient.

Après l'achèvement du Transmandchourien, on comptera :

De Saint-Pétersbourg à Vladivostok ou Port-Arthur	9,362	kilomètres.
De Berlin	10,193	—
De Paris	11,271	—
De Londres (par Douvres et Ostende)..	11,367	—

Actuellement, par mer, de Moscou à Vladivostok par Odessa, il faut au moins quarante jours; le voyage coûte en 1re classe 1600 francs, en 2e classe 1200 francs.

De Londres à Shanghaï, le voyage dure trente-quatre à trente-six jours et coûte de 1735 francs à 2,400 francs.

Avec le Transsibérien, en admettant la vitesse moyenne des trains russes, 36 kilomètres à l'heure, on mettra dix jours par train rapide de Moscou à Vladivostok ou Port-Arthur. Le prix des billets, lit compris, sera, d'après le tarif différentiel en usage sur les lignes russes : en 1re classe, 295 francs; en 2e classe, 196 francs et, en 3e classe, par train poste, 136 francs. Dans le cas où l'on voyagerait sans prendre de lit, ces prix s'abaisseraient respectivement à 237 francs, 144 francs et 96 francs.

De Londres à Shanghaï, il faut ajouter : en 1re classe le prix du voyage de Londres à Moscou (trois jours), 233 francs, puis de Vladivostok à Shanghaï (trois jours), 213 francs. On arrive à un total de seize jours et de 741 francs en 1re classe. Pour la 2e classe, il faut compter environ 533 francs et pour la 3e, 346 francs.

En résumé, les communications seront deux fois plus rapides et coûteront deux fois et demi moins cher qu'actuellement. Si l'on amène les trains russes à la vitesse en usage dans le reste de l'Europe, la durée totale du

voyage de Londres à Shanghaï pourra être réduite à dix jours. Le gouvernement s'est d'ailleurs préoccupé du confortable des voyageurs, appelés à rester si longtemps en route. Les trains express du Transsibérien présentent les derniers perfectionnements admis sur les voies ferrées : outre les couloirs permettant de communiquer tout le long du train, ils renferment un restaurant, une bibliothèque, une salle de bains, une salle de gymnastique, etc. Il paraît certain qu'à peu d'exceptions près le mouvement des voyageurs entre l'Europe et l'Extrême Orient se fera par le Transsibérien.

En sera-t-il de même des marchandises ? En dehors de la poste, beaucoup de produits de grande valeur, qui doivent arriver à date fixe ou qui craignent la mer prendront la même voie. Les marchandises encombrantes auront, par contre, avantage à suivre la voie de mer. Le transport d'une tonne de Shanghaï à Londres ou Hambourg coûte environ 40 francs par mer. Si on applique le même taux au chemin de fer, pour les 11,000 kilomètres à parcourir, on obtient moins de 0 fr. 0036 par kilomètre. Or, actuellement, les tarifs les plus bas, dans le monde entier, sont doubles et, à ce prix, aucun chemin de fer ne pourrait couvrir ses frais d'exploitation.

Le Transsibérien ne transportera donc pas beaucoup de marchandises en transit entre la Chine et l'Europe occidentale. Mais il pourra prendre une part appréciable aux échanges entre la Russie et la Chine, dont la valeur ne s'élève d'ailleurs qu'à 75 millions de francs, si le droit différentiel sur l'importation du thé est calculé de manière à maintenir l'égalité des frais pour la voie de terre et la voie de mer. La soie, qui exige des soins particuliers, pourra aussi gagner par terre Moscou, où des fabriques de soieries, fondées, en général, par des Français, ont pris une grande extension pendant ces dernières années.

Quoi qu'il en soit, la commission chargée, en 1898, d'étudier les mesures à prendre pour augmenter le rendement du Transsibérien, a constaté que cette ligne était d'une importance capitale au point de vue du transit intérieur et universel, qu'elle peut donner actuellement un revenu net de 8 millions de roubles. Ce revenu, qui ira toujours croissant, atteindra promptement 16 millions, si l'on tient compte des entreprises secondaires qui lui sont rattachées. Les mesures proposées en conséquence par la commission comprennent l'augmentation de la vitesse des trains, en connexité d'ailleurs avec celle du débit; le remplacement des rails trop légers (jusqu'en 1896 on avait employé des rails ne pesant que 24 kilos), l'amélioration de la superstructure, etc. Elles doivent entraîner une dépense évaluée à 91,316,791 roubles, tout en ne se rapportant qu'à la section comprise entre Tchéliabinsk et Kaidolovaïa, point de jonction avec le Transmandchourien.

En résumé, le Transsibérien contribuera au développement de la Sibérie et permettra l'exploitation des richesses du sol; les différents cours d'eau intérieurs constituent des lignes transversales qui lui apporteront leur courant commercial. La production, le besoin de la main-d'œuvre, l'immigration iront toujours croissant. A un point de vue général, il amènera des rapports beaucoup plus fréquents entre l'Europe et l'Extrême Orient et pourra devenir ainsi un puissant facteur de civilisation.

Enfin, c'est la principale ligne de communications qui relie les troupes de l'Oussouri à la mère patrie. Jusqu'ici la voie presque exclusive de ravitaillement pour elles était la mer. Devant la puissance croissante du Japon, l'attitude parfois menaçante de l'Angleterre, la Russie avait besoin d'assurer ses communications avec Vladivostok : le Transsibérien est à l'abri des attaques de ses adversaires présumés.

Il est assez difficile de connaître son rendement actuel.

Il semble résulter des derniers événements qu'il permet un débit de quatre trains militaires dans chaque sens par vingt-quatre heures. Le département de la guerre demande que ce nombre soit porté à douze, mais il est probable que la ligne ne pourra pas satisfaire à ces desiderata avant un certain temps.

Actuellement, les trains express (une fois par semaine) vont de Moscou à Irkoutsk en dix jours ; d'Irkoutsk au lac Baïkal, puis, pour la traversée du lac, il faut une journée environ. De Myssovaïa, sur la rive orientale du lac, à Striétensk, le mouvement régulier a commencé en juin 1900 ; la distance étant de 1034 verstes, il faut environ deux jours pour la parcourir : de Striétensk à Khabarovsk, par la navigation à vapeur, on compte de six à huit jours ; enfin, de Khabarovsk à Vladivostok, le train met vingt-neuf heures. Par suite, la durée totale du voyage de Moscou à Vladivostok, dans les conditions actuelles, est de vingt à vingt-deux jours au minimum, en admettant qu'on ne perde pas de temps dans les divers transbordements auxquels on est soumis. Pour des transports militaires, il semble que trente jours soit une moyenne, parce qu'en dehors d'une vitesse moins grande pour les trains, il faut compter trois ou quatre jours de séjour. Le Ministre de la guerre a d'ailleurs demandé, en 1898, que l'on installât sur le parcours du Transsibérien quatre points d'arrêt, avec casernements pour 4,000 hommes au moins.

Vladivostok. — Après avoir résumé la question du Transsibérien, il paraît utile de dire quelques mots de Vladivostok, qui en forme le terminus. Nous avons vu que les Russes s'étaient d'abord portés à Nicolaïevsk, à l'embouchure de l'Amour, où ils étaient arrivés naturellement en suivant le cours du fleuve. Ils avaient cherché à y créer un centre administratif destiné à grouper les colons et les commerçants. Mais l'humidité du climat, la longueur de l'hivernage, la difficulté des communi-

cations avec le reste du monde, pendant la période intermédiaire entre la navigation et le traînage, enfin la barre formée à l'entrée de la rade par les apports du fleuve, finirent bientôt par discréditer Nicolaïevsk. Aussi, en 1860, le gouvernement fonda le port de Vladivostok, avant même qu'il fût question de l'établissement d'une voie ferrée transsibérienne. C'était surtout un port de guerre, devant donner à la flotte russe du Pacifique une base solide où elle viendrait se ravitailler, réparer ses avaries et, au besoin, chercher un refuge momentané. De grands sacrifices budgétaires furent faits, vers 1880, pour la fortifier. Actuellement, le système défensif de Vladivostok constitue un ensemble puissant, qui en fait une place à l'abri de toute surprise, du moins du côté de la mer. Dans la rade qui le précède, la flotte russe peut évoluer à l'aise. Les fonds permettent aux plus gros navires de mouiller à quelques mètres des quais. Il possède deux bassins à flot pour la réparation des plus grands navires, de vastes approvisionnements de toute sorte, et le gouvernement a décidé également d'y créer un port de commerce, tête de ligne du Transsibérien.

Accroissement des forces militaires de la Sibérie orientale. — En 1895, lors des difficultés entre le Japon et la Russie, celle-ci se rendit compte que ses forces d'Extrême Orient n'étaient pas en rapport avec les exigences de sa situation. Elle se mit aussitôt à l'œuvre et, depuis cette époque, elle n'a cessé d'augmenter d'une façon continue ses troupes de la Sibérie orientale. En 1895, elle y avait environ 30,000 hommes, sur lesquels 15,000 à peine auraient été disponibles pour une campagne, si on avait voulu conserver les garnisons des places, les divers services de garde et de police. En septembre 1896, l'effectif nominal de ces troupes était de 36,400 hommes. En mai 1900, en laissant de côté les places de Port-Arthur et de Talienvan, où est entretenue une garnison

d'environ 13,000 hommes, le chiffre des troupes de la Sibérie orientale était d'environ 60,000 hommes. Elles sont presque toujours sur pied de guerre, sauf pour ce qui concerne les chevaux.

Au point de vue militaire, le territoire sibérien est divisé en deux grandes circonscriptions : celles de la Sibérie et de l'Amour.

Circonscription de la Sibérie. — Elle comprend les anciennes circonscriptions d'Omsk et d'Irkoutsk, c'est-à-dire la circonscription d'Omsk, les provinces de Tobolsk, Tomsk, Iénisséi et Irkoutsk, les territoires d'Yakoutsk, d'Akmolinsk et de Semipalatinsk : ce sont les divisions auxquelles nous avons donné, au point de vue géographique, les dénominations de Sibérie occidentale, Sibérie centrale et gouvernement du Steppe.

Ces provinces sont éloignées des futurs théâtres d'opération, qui sont probablement la Corée ou la Mandchourie vers le Nord-Est, l'Afghanistan et la Perse vers le Sud. Le gouvernement russe y a, par suite, conservé très peu de troupes actives. On n'y trouve qu'un bataillon-frontière de la Sibérie occidentale et une section cosaque d'artillerie à cheval de montagne, soit environ 1000 hommes et 2 pièces.

Par contre, il y développe d'une façon constante les troupes de réserve. On y comptait en mai 1900 :

1° 7 bataillons de réserve à 5 compagnies et un cadre de bataillon de dépôt. A la mobilisation, chacun donne naissance à un régiment de 5 bataillons et à un bataillon de dépôt, soit au total 35 bataillons de réserve et 7 bataillons de dépôt.

2° Un groupe d'artillerie de réserve à 2 batteries légères de 4 canons, qui forme, à la mobilisation, 4 groupes à 2 batteries de 8 pièces, soit 64 pièces.

Les autres troupes comprennent : 2 sotnias cosaques (d'Irkoutsk et de Krasnoïarsk), un détachement local

d'artillerie d'Omsk, 2 compagnies disciplinaires (Omsk et Irkoutsk), un corps de cadets de la Sibérie et une école des younkers pour l'infanterie et la cavalerie.

Enfin, le voïsko cosaque de la Sibérie, 3 régiments à 6 sotnias en temps de paix, fournit, sur pied de guerre, 9 régiments à 6 sotnias.

Au total, en comptant le bataillon-frontière, les troupes de réserve et le voïsko de la Sibérie, l'effectif, sur le pied de guerre, est d'environ 43,000 fantassins, 6,500 cavaliers, 2,000 artilleurs avec 64 canons.

Circonscription de l'Amour. — Cette circonscription, qui correspond à ce que nous avons appelé la Sibérie orientale et comprend les pays à l'est du Baïkal jusqu'à la mer, est destinée à jouer un rôle beaucoup plus actif dans le cas où la Russie aurait à faire intervenir ses troupes en Chine ou en Corée, ou encore à recevoir le choc d'une invasion ennemie. Le ministère de la guerre s'est donc appliqué à augmenter considérablement ses forces dans cette partie du territoire de l'Empire ; il les a plus que doublées depuis 1895, c'est-à-dire en cinq ans, et l'accroissement n'est probablement pas encore terminé.

Très peu avant le soulèvement des Boxers en Chine, un prikaze avait constitué, avec une partie des troupes de l'Amour, un corps d'armée auquel fut donné le nom de *Corps d'armée de la Sibérie*. Sa composition était la suivante :

Infanterie..	1re brigade de chasseurs de la Sibérie orientale, 4 régiments à 2 bataillons..	8 bataillons.
	2e brigade de chasseurs de la Sibérie orientale, 4 régiments à 2 bataillons..	8 —
	4e brigade de chasseurs de la Sibérie orientale, 4 régiments à 2 bataillons..	8 —
		24 bataillons.
	1 compagnie cadre du train (formant à la mobilisation 1 bataillon à 5 transports).	

Cavalerie..	Brigade à cheval de l'Oussouri.	1 régiment de dragons.	6 escadrons.
		1 régiment de Cosaques du Transbaïkal.....	6 sotnias.
		1 sotnia de Cosaques de l'Oussouri	1 sotnia.
			13 escadrons.

Artillerie..	1re brigade d'artillerie de la Sibérie orientale.	6 batteries à 8 pièces.	4 légères.. 2 de montagne...	48 pièces.
		1re et 2e batteries de mortiers..........		12 —
	1re batterie cosaque du Transbaïkal.....			6 —
	1er parc volant de la Sibérie orientale (brigade de 4 parcs à la mobilisation).			
	Détachement d'artillerie de Posièt.			
				66 pièces.
Génie.....	Compagnie de mineurs-torpilleurs de Novokievskoé.			

Soit un total de 24 bataillons, 13 escadrons, 66 canons, avec un effectif combattant d'environ 30,000 hommes.

En dehors des troupes qui constituaient ce corps d'armée, il restait un certain nombre d'unités actives, probablement destinées tout d'abord à concourir, avec les troupes de forteresse, à défendre le territoire et à former le noyau d'un second corps, pouvant être complété par les réserves tirées de la Sibérie.

Ces troupes actives, en dehors du corps d'armée de la Sibérie, étaient :

Infanterie..	1re brigade frontière de la Sibérie orientale................................	4 bataillons.
	17e régiment de chasseurs de la Sibérie orientale (destiné provisoirement à renforcer la garnison de Vladivostok)....	2 —
	Bataillon frontière de la Sibérie orientale n° 2..............................	1 —
	Bataillon frontière de la Sibérie orientale n° 4..............................	1 —
		8 bataillons.

Cavalerie cosaque.	2 régiments cosaques du Transbaïkal du 1er tour (de Nertchinsk et de l'Argoun) à 6 sotnias........................	12 sotnias.
	1 régiment cosaque de l'Amour à 3 sotnias....................................	3 —
		15 sotnias.
	Il faut y ajouter, pour le temps de guerre :	
	3 régiments du Transbaïkal des 2e et 3e tours........................	18 sotnias.
	1 régiment de l'Amour à 6 sotnias......	6 —
	2 sotnias de l'Oussouri...............	2 —
		26 sotnias.
	TOTAL GÉNÉRAL.....	41 sotnias.

Artillerie. .	2e brigade de la Sibérie orientale, 4 batteries légères à 8 pièces...............	32 canons.
	Groupe indépendant du Transbaïkal, 2 batteries à 8 pièces....................	16 —
	2e parc volant (donnant une brigade de 3 parcs à la mobilisation).	
	Une batterie d'artillerie cosaque du Transbaïkal..........................	6 —
	En temps de guerre, deux batteries du Transbaïkal......................	12 —
		66 canons.

Génie.	Bataillon de sapeurs de la Sibérie orientale...............................	3 compagnies.
	Bataillon de chemin de fer de l'Oussouri.	6 —
		9 compagnies.

Troupes de réserve.

2 bataillons (de Striétensk et de Tchita) qui donnent à la mobilisation 2 régiments à 4 bataillons et 2 bataillons de réserve.

Total pour les troupes actives et de réserve indépendantes du corps d'armée de la Sibérie : 18 bataillons, 41 escadrons et 9 batteries avec 66 canons, soit environ 20,350 hommes.

Troupes de forteresse.

A Vladivostok.	2 régiments d'infanterie de forteresse, à 3 bataillons de 4 compagnies......	6 bataillons.

A Vladivostok (*suite.*)	2 bataillons d'artillerie de forteresse, à 4 compagnies......................	8 compagnies.
	1 compagnie de sapeurs avec une section télégraphique et 1 compagnie de mineurs-torpilleurs..................	2 —
A Nicolaievsk et sur l'Amour.	1 compagnie d'artillerie de forteresse...	1 —
	1 compagnie de mineurs-torpilleurs de l'Amour........................	1 —

Soit, environ : 10,600 hommes. Le total général des troupes de la circonscription de l'Amour, sur pied de guerre, était, par suite, d'environ 61,000 hommes, parmi lesquels la Russie pouvait immédiatement prélever un corps de 30,000 hommes pour prendre l'offensive, soit en Corée, soit en Chine, en cas de besoin.

On voit, en résumé, que la Sibérie est un territoire de colonisation appelé à devenir une des parties les plus riches du vaste Empire russe. Elle lui fournira, de plus, en cas de besoin, une excellente base d'opérations contre la Chine, lorsqu'elle aura atteint son développement normal. Pour le moment, une assez longue période de paix et de travail lui est encore nécessaire, et l'on comprend aisément que la Russie cherche à rester en bons rapports avec le Céleste Empire pour mener son œuvre à bonne fin. D'ailleurs, comme nous l'avons dit au début, c'est par une expansion presque toujours pacifique qu'elle s'est étendue des monts Oural jusqu'aux rivages de la mer du Japon ; il est tout naturel qu'elle cherche à procéder de même dans l'avenir. L'exploitation du Transmandchourien, avec son terminus de Talienvan et Port-Arthur, lui permettra de tirer de nombreux avantages politiques et commerciaux de la Mandchourie, sans avoir les charges et les inconvénients d'une prise de possession effective de cette contrée, encore assez mal connue.

(111)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE.

Renforts embarqués à destination de l'Afrique du Sud pendant le mois de mai 1901.

NAVIRES.	EMBARQUEMENT. Ports.	EMBARQUEMENT. Dates.	DÉSIGNATION des éléments.	EFFECTIF. Infanterie.	Infanterie montée.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Army service corps.	Army medical corps.	Army ordnance corps.	Divers.
City of Vienna...	Southampton.	1er mai.	Détachemts de renfort..	570	»	»	»	34	50	»	»	»
			Hôpital de campagne n° 25............	»	»	»	»	»	»	40	»	»
Orotava.........	Southampton.	6 —	3 comp. d'inf. montée.	»	400	»	»	»	»	»	»	»
			2 comp. d'artil. (milice).	»	»	»	280	»	»	»	»	»
			Détachemts de renfort..	»	»	»	»	»	»	100	»	»
Columbian.......	Southampton. Queenstown..	10 — 13 —	Détachemts de renfort..	»	»	412	»	»	»	»	»	»
Orient.	Southampton.	14 —	Police Sud-Africaine...	»	»	»	»	»	»	»	»	400
			2 comp. de volontaires, dont 1 de cyclistes..	»	226	»	»	»	»	»	»	»
Templemore......	Londres.....	24 —	Détachemts de renfort.	»	»	77	»	25	»	»	»	»
Canada..	Southampton.	23 —	Police Sud-Africaine...	»	»	»	»	»	»	»	»	61
			Détachemts de renfort..	»	»	»	»	»	»	»	»	71
			1 comp. de volontaires (cyclistes).........	»	109	»	»	»	»	»	»	»
Lake-Erié.......	Londres.....	29 —	Détachemts de renfort..	»	»	150	»	»	»	»	25	»
Saint-Andrew...	Southampton. Queenstown..	29 — 31 —	Détachemts de renfort.	»	»	100	»	»	»	110	»	90(1)
			TOTAUX......	570	735	439	280	59	50	250	25	622
			TOTAL GÉNÉRAL......	3,030								

(1) Signaleurs.

EMPIRE ALLEMAND.

MODIFICATIONS A LA COMPOSITION DES BRIGADES DE CAVALERIE DES Ve ET XVIIe CORPS. — D'après le *Militär Wochenblatt* du 13 avril 1901, les brigades de cavalerie des Ve et XVIIe corps seront constituées comme il suit à l'issue des manœuvres d'automne :

Ve CORPS (POSEN).

10e Brigade de cavalerie.

Régiment de uhlans n° 1 ;
Régiment combiné de chasseurs à cheval (escadrons nos 2, 3, 4, 5 et 6).

XVIIe CORPS (DANTZIG).

35e Brigade de cavalerie.

Régiment de cuirassiers n° 5 ;
Régiment de hussards n° 5 ;
Régiment de uhlans n° 4.

Brigade de hussards du corps (*n*° 36).

Régiment de hussards du corps n° 1 ;
Régiment de hussards du corps n° 2.

Il résulte de ces mouvements que le régiment de hussards du corps n° 2, du Ve corps (10e brigade), passera à la 36e brigade (XVIIe corps), pour constituer une brigade avec le régiment de hussards du corps n° 1. Le régiment de hussards n° 5, qui faisait partie de la 36e brigade (XVIIe corps), passera à la 35e brigade (XVIIe corps) qui comprendra désormais trois régiments. Le régiment cédé par le Ve corps au XVIIe sera remplacé, dans la 10e brigade, par le *régiment combiné de chasseurs à cheval*, qui doit être formé à Posen, le 1er octobre 1901, à l'aide des cinq escadrons prussiens nos 2, 3, 4, 5 et 6, de nouvelle création.

A la même époque, les deux escadrons de chasseurs à cheval nos 10 et 11, précédemment réunis à Langensalza, sous les ordres d'un officier supérieur, formeront également un *détachement combiné de chasseurs à cheval.*

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

L'ARMÉE AMÉRICAINE AUX PHILIPPINES. — Les dix derniers régiments de volontaires qui se trouvaient aux Philippines ont été embarqués les 10, 20 et 25 mai à destination des États-Unis.

Il ne reste plus actuellement dans l'archipel que de l'armée régulière, savoir :

70 bataillons d'infanterie (moins 1 compagnie restée à Pékin);
15 escadrons et 1 peloton de cavalerie ;
8 compagnies d'artillerie de côte ;
7 batteries d'artillerie de campagne ;
4 compagnies du génie.

BIBLIOGRAPHIE.

Die Kriege Friedrichs des Grossen, Dritter Theil. Der Siebenjaehrige Krieg 1756-1763. Erster Band : Pirna und Lobositz. — Berlin, E.-S. Mittler und Sohn, 1901, in-8°.

Le maréchal de Moltke a fait entreprendre par le grand état-major prussien l'histoire des guerres de Frédéric II. Depuis la publication des premiers volumes, consacrés aux campagnes de 1741 à 1745, il s'est écoulé un espace de plusieurs années, nécessaire à la réunion des documents à utiliser pour la guerre de Sept ans. Pendant la recherche de ces documents à Berlin et à Vienne, le grand état-major a publié, dans ses monographies, deux études sur les travaux de Frédéric et de son armée dans l'intervalle de 1745 à 1756. L'histoire des campagnes de 1756 et 1757, les plus intéressantes de la guerre, doit être terminée en 1902 et comprendra environ six volumes. Le tome I, qui vient de paraître, commence par une étude des événements politiques de 1748 à 1756 et du renversement des alliances; il contient ensuite un exposé détaillé de l'organisation militaire de la Prusse et de l'Autriche, enfin la relation la plus complète de l'entrée en campagne, de l'investissement des Saxons dans Pirna, de la marche de Frédéric vers la frontière de Bohême et de la bataille de Lobositz. Nous n'avions encore que des récits anecdotiques mal documentés et trop peu impartiaux de cette guerre; l'œuvre entreprise par le grand état-major prussien, la première qui utilise toutes les pièces originales, sera un véritable monument pour l'histoire militaire.

Major baron von Freytag-Loringhoven. — Studien über Kriegführung auf Grundlage des Nordamerikanische Sezessions Krieges in Virginien. I Heft : Bull-Run, Richmond, Manassas. — *Ibidem*, 1901, in-8°, VIII-134 p., 3 croquis et 4 cartes, 3 m. 60 pf.

M. le major von Freytag-Loringhoven, du grand état-major prussien, a publié ces derniers temps nombre d'études d'histoire militaire, envi-

sagée au point de vue de la stratégie et de la grande tactique. Dans l'ouvrage dont il commence actuellement la publication, il se propose d'étudier des événements de guerre moins connus, peut-être, qu'il ne serait souhaitable : ce sont ceux de la campagne de Virginie, durant la guerre de Sécession. Il y a beaucoup à glaner dans ces faits relativement récents, ne serait-ce qu'en raison de la nature des armées en présence, qui présentent plus d'analogie avec le *peuple en armes* des prochaines guerres que celui-ci n'en aura avec les troupes régulières de jadis. Ce n'est pas d'ailleurs une étude entièrement nouvelle que le major von Freytag-Loringhoven offre au lecteur. Ainsi qu'il le dit dans sa préface, écrire une histoire complète de la guerre de Sécession serait une tâche des plus malaisées, malgré l'abondance des documents publiés dans les 128 volumes de la *War of the Rebellion*. Il a cherché simplement à en faire ressortir les enseignements les plus saillants pour l'art de conduire les troupes ou, en d'autres termes, pour la stratégie et la grande tactique. Un certain nombre de croquis et de cartes complètent avantageusement son texte.

Lieutenant von Muller. — Der Befreiungs Kampf der Buren 1900-1901. Zugleich als Fortsetzung von *Der Krieg in Süd-Afrika*. I. Teil. — Berlin, Liebelsche Buchhandlung, 1901, in-8°, 54 p., 2 croquis, 1 m. 20.

Cette suite de l'ouvrage du lieutenant von Müller, *Der Krieg in Süd-Afrika*, est consacrée à la situation militaire, à l'étude des forces opposées en septembre et octobre 1900; puis aux combats préparatoires et au passage à l'offensive du côté des Boers; à l'invasion de la colonie du Cap en décembre 1900. Elle est soigneusement documentée et contient de nombreuses données sur des points peu connus de la guerre du Sud-Africain. Il est presque inutile de faire remarquer qu'elle est conçue dans un esprit, sinon hostile aux Anglais, du moins profondément sympathique aux défenseurs de l'indépendance sud-africaine.

Lieutenant-colonel Palat. — Compiègne en 1814, d'après des documents inédits. — Compiègne, H. Lefebvre, 1901, in-8°, vi-148 p.

Capitaine Godar. — Le réseau ferré d'Alsace Lorraine en 1900. — Paris, R. Chapelot, 1901, in-8°, 32 p., carte.

H. Cordier, professeur à l'École des langues orientales. — Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales (1860-1900). Tome I. L'Empereur Toung-Tché (1861-1875). — Paris, Alcan, 1901, in-8°, 10 fr.

Capitaine Gautereau. — Les défenseurs du fort d'Issy et le bombardement de Paris (1870-1871). — Paris, H. Ch.-Lavauzelle, 1901, in-8°.

TABLE ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE CINQUANTE-SEPTIÈME VOLUME

DE LA

REVUE MILITAIRE

DES

ARMÉES ÉTRANGÈRES.

(NUMÉROS 878 A 883.)

N. B. — Les *Articles* sont précédés d'un astérisque, qui permet de les distinguer des *Nouvelles militaires*.

Aérostation.

Pages.

Angleterre.

Armes portatives. — Tir. — Munitions.

Artillerie.

Art militaire. — Tactique. — Stratégie.

Autriche-Hongrie.

Bibliographie.

Budgets.

Bulgarie.

Camps. — Rassemblements d'exercices et manœuvres.

Cartes et croquis.

Cavalerie. — Remonte.

Chemins de fer.

Chili.

Chine.

Colonies et protectorats.

Discipline.

Divers.

Drapeaux et étendards.

Écoles militaires.

Empire allemand.

État-Major.

États-Unis d'Amérique.

Événements de guerre contemporains.

Génie. — Fortifications.

Habillement. — Équipement.

Histoire militaire.

Infanterie.

Instruction militaire.

Italie.

Marine.

Ministère de la Guerre.

Officiers. — Assimilés.

Organisation générale des armées.

Recrutement.

Républiques Sud-Africaines.

Réserves milices.

Roumanie.

Russie.

Service de Santé.

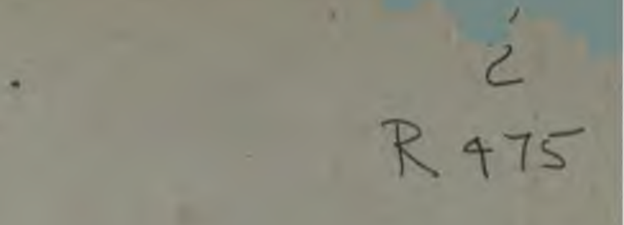
Solde.

Télégraphie. — Téléphone.

Transports par voies de terre et par eau.

Le Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cie, 2, rue Christine.


2
R 475

